

CONCARNEAU  
ELLIANT  
MELGVEN  
NÉVEZ  
PONT-AVEN  
ROSPORDEN  
SAINT-YVI  
TOURC'H  
TRÉGUNC



# SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMÉRATION

Modification simplifiée n°1 approuvée le 24 juin 2021

Notice explicative

# TABLE DES MATIÈRES

<b>CONTEXTE</b>	<b>2</b>
<b>OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE ET PROCÉDURE</b>	<b>3</b>
<b>PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS MODIFIÉS</b>	<b>5</b>
1. Cadre législatif .....	5
2. Définition des secteurs déjà urbanisés .....	5
3. Localisation des secteurs déjà urbanisés .....	7
4. Hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.....	9
5. Impact sur les orientations du SCoT adopté le 23 mai 2013 .....	10
6. Pièces modifiées .....	11

# CONTEXTE

Les débats autour de l'application de la loi littoral de 1986 sont anciens et font régulièrement l'actualité dans les communes soumises à cette loi. Si la plupart des élus, des professionnels et des citoyens partagent aujourd'hui les objectifs de cette loi, son application complexe, variant en fonction de la jurisprudence, est souvent mise en cause.

En 2018, se faisant le relai de nombreux élus locaux, le législateur a saisi l'occasion de la discussion de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) pour faire évoluer le droit afin de tenter de régler certaines difficultés d'application, notamment dans des secteurs bâtis de taille intermédiaire, au tissu trop lâche pour être réellement reconnus comme des agglomérations ou des villages au titre de la loi de 1986. Faisant l'objet d'un débat intense, ces dispositions ont été validées par le Conseil constitutionnel le 15 novembre 2018. La loi a été promulguée le 23 novembre 2018 et ces dispositions ont été transcrites dans les articles L. 121-3 et L. 121-8 du code de l'urbanisme.

Les nouvelles dispositions législatives sont applicables immédiatement, offrant aux pétitionnaires la possibilité de déposer des demandes d'autorisation alors même que la réglementation locale n'a pas encore été adaptée. La loi ELAN crée également une possibilité pour les collectivités compétentes en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) ou de Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'adapter leur document d'urbanisme en utilisant une procédure de modification simplifiée. Pour être utilisée, cette procédure doit être prescrite avant le 31 décembre 2021.

Forte de ces éléments, Concarneau Cornouaille Agglomération, compétente en matière de SCoT depuis 2004 et disposant d'un SCoT approuvé le 23 mai 2013, a formé un groupe de travail avec ses quatre communes membres soumises à la loi littoral (Concarneau, Névez, Pont-Aven et Trégunc), afin de déterminer l'opportunité de modifier le contenu du SCoT.

La décision de procéder à une modification simplifiée du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT, afin de le mettre en conformité avec la loi ; a été prise par le conseil communautaire du 5 mars 2020. Le projet finalisé, après avis des personnes publiques associées et du public a pu être approuvé le 24 juin 2021.

# OBJET DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE ET PROCÉDURE

La loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) du 23 novembre 2018 a modifié certaines dispositions de la loi littoral de 1986. Elle permet notamment aux propriétaires de terrains situés dans des « secteurs déjà urbanisés » (SDU) de construire de nouvelles constructions à usage d'habitation, d'hébergement ou d'équipement public, uniquement en densification du tissu urbain existant. Ces « secteurs déjà urbanisés » sont une nouvelle catégorie de secteur urbanisable des communes littorales, aux côtés des agglomérations et des villages. En complément, la loi supprime les notions de hameau et de secteur d'habitat dense, ainsi que les possibilités de création de « hameau nouveau intégré à l'environnement ». La loi indique que les SDU doivent se situer en dehors des espaces proches du rivage (EPR) et dans des secteurs correctement desservis par les réseaux.

Le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération adopté le 23 mai 2013 n'est pas conforme à ces nouvelles dispositions. En effet, il ne définit pas de « secteurs déjà urbanisés » et ne les localisent pas. En outre, le SCoT permet la délimitation, dans les Plans Locaux d'Urbanisme, de secteurs d'habitat dense et de hameaux littoraux. Ces catégories ont été supprimées du code de l'urbanisme.

Concarneau Cornouaille Agglomération a ainsi mis en œuvre une procédure de modification simplifiée, conformément aux articles L. 143-37 et suivants du code de l'urbanisme, afin d'intégrer les nouvelles dispositions de la loi ELAN dans son Schéma de Cohérence Territoriale.

La procédure peut être résumée par le diagramme suivant :

La procédure est engagée à l'initiative du président de Concarneau Cornouaille Agglomération, qui établit le projet de modification (art. L. 143-33 CU).

Phase d'études

Élaboration du dossier de modification simplifiée  
Consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages (art. 42 de la loi ELAN). *Dossier présenté le 25 février 2020.*

Délibération du conseil communautaire qui précise les modalités de la mise à disposition au public  
(art. L. 143-38 CU) – 5 mars 2020

Notification du dossier de modification simplifiée (17 mars 2020)

Au préfet et aux personnes  
publiques associées aux articles  
L. 132-7 et L. 132-9 CU

A la Mission Régionale de  
l'Autorité Environnementale  
(MRAE)

A la chambre d'agriculture, à l'INAO  
et au Centre Régional de la  
Propriété Forestière

Délai porté au 23 septembre 2020 par l'ordonnance sur l'état d'urgence sanitaire

Mise à disposition du dossier au public pendant 31 jours après une période de publicité d'au moins 8 jours. Le dossier de modification simplifiée est complété par les différents avis reçus des personnes publiques associées.  
(art. L.143-38 CU)  
- du 8 mars au 9 avril 2021 -

Adaptation éventuelle du projet pour tenir compte des avis et observations formulées.

Délibération du conseil communautaire sur le bilan de la mise à disposition et adoption du SCoT modifié.  
- 24 juin 2021 -

Transmission des délibérations au Préfet et mesures de publicité de l'approbation.  
Le SCoT modifié est exécutoire dès l'accomplissement de ces formalités.

# PRÉSENTATION DES ÉLÉMENTS MODIFIÉS

## 1. CADRE LÉGISLATIF

La loi ELAN fait évoluer le code de l'urbanisme :

- L'article L.121-3 est complété par la phrase en gras ci-dessous :

*« Le schéma de cohérence territoriale précise, en tenant compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire, les modalités d'application des dispositions du présent chapitre. Il détermine les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés prévus à l'article L. 121-8, et en définit la localisation. »*

- Et l'article L.121-8 est totalement réécrit :

*« L'extension de l'urbanisation se réalise en continuité avec les agglomérations et villages existants. Dans les secteurs déjà urbanisés autres que les agglomérations et villages identifiés par le schéma de cohérence territoriale et délimités par le plan local d'urbanisme, des constructions et installations peuvent être autorisées, en dehors de la bande littorale de cent mètres, des espaces proches du rivage et des rives des plans d'eau mentionnés à l'article L. 121-13, à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement ou d'hébergement et d'implantation de services publics, lorsque ces constructions et installations n'ont pas pour effet d'étendre le périmètre bâti existant ni de modifier de manière significative les caractéristiques de ce bâti. Ces secteurs déjà urbanisés se distinguent des espaces d'urbanisation diffuse par, entre autres, la densité de l'urbanisation, sa continuité, sa structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics de distribution d'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte de déchets, ou la présence d'équipements ou de lieux collectifs.*

*L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Elle est refusée lorsque ces constructions et installations sont de nature à porter atteinte à l'environnement ou aux paysages. »*

## 2. DÉFINITION DES SECTEURS DÉJÀ URBANISÉS

La définition des « secteurs déjà urbanisés » (SDU) retenue dans le présent dossier correspond aux critères énoncés dans l'article L. 121-8 ci-dessus, complétés par les orientations et prescriptions du SCoT existant.

Ainsi, les secteurs déjà urbanisés identifiés :

- Sont des secteurs urbanisés comportant majoritairement des habitations ;
- Comportent au moins une vingtaine d'habitations existantes à la date de modification simplifiée du SCoT. Ce seuil a été choisi en cohérence avec le seuil préexistant pour les « secteurs d'habitat dense » du SCoT de 2013 (20 habitations au moins).

- Conformément à la loi, ils sont situés en dehors de la bande des 100 mètres du rivage, en dehors des espaces proches du rivage (EPR) définis dans les PLU existants dans les quatre communes littorales. S'agissant des EPR, certains secteurs déjà urbanisés ont été identifiés malgré leur présence partielle au sein des EPR. Dans ce cas, seule la partie du SDU située en dehors des EPR a été considérée comme telle. Les plans locaux d'urbanisme devront délimiter les SDU au regard des limites de leurs espaces proches du rivage.
- Se situent en dehors des espaces naturels protégés par le SCoT de 2013 : espaces remarquables (incluant les zones Natura 2000), trame verte et bleue et zones humides cartographiées. Le SCoT étant compatible avec le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Bretagne adopté le 2 novembre 2015, il n'a pas été utile de réviser la délimitation de ces zonages.
- Se situent en dehors des 13 coupures d'urbanisation littorale définies par le SCoT de 2013 ;
- Ne sont pas situés dans des zones de risque naturel ou technologique identifiées ;
- Sont situés à plus de 200 mètres de bâtiments agricoles en activités.
- Sont desservis par des voies suffisamment dimensionnées pour l'accueil de constructions ou d'installations nouvelles ;
- Sont desservis par le réseau d'eau potable, par l'assainissement collectif ou sont situés dans des zones aptes à l'assainissement individuel.

La collecte des déchets étant assurée sur l'ensemble du territoire de CCA, soit en porte-à-porte soit en points de regroupement, elle n'a pas été retenue comme critère discriminant.

En outre, il n'a pas été retenu l'option d'inclure les campings et les parcs résidentiels de loisir de plus de 20 hébergements en raison des possibilités d'aménagement déjà offertes par le code de l'urbanisme.

Enfin, conformément à la loi, ces SDU ne permettent pas d'étendre l'urbanisation en dehors des limites du tissu urbain existant. Des schémas expliquant cette disposition existent déjà dans le SCoT et sont conservés (voir pièce n°2).

### 3. LOCALISATION DES SECTEURS DÉJÀ URBANISÉS

Sur la base de la définition indiquée ci-dessus, une grille d'aide à la décision a été élaborée afin de dresser la liste des secteurs déjà urbanisés :

Ensemble bâti de plus de 20 habitations	Impacts identifiés				
	Patrimoine bâti	Patrimoine naturel	Agriculture	Assainissement	Risques naturels et technologiques
<b>Concarneau</b>					
LOCHOU					
LA HAIE					
QUESTEL					
STANG COADIGOU					
<b>Trégunc</b>					
BEG POSTILLON					
KERSTRAT					
KERIQUEL VIHAN					
TREHUBERT					
STANG QUELFEN					
KERLEO					
KERNALLEC					
COAT-PIN / PONT-MELAN / MEZANGROAS / KERLOGODEN					
KERHALLON					
<b>Névez</b>					
LANMEUR					
CELAN					
TREMORVEZEN					
KERTREGUIER					
BOTQUELEN					
PONT C'HOAT					
KERCANIC					
<b>Pont-Aven</b>					
néant					

Dans le tableau ci-dessus, les couleurs correspondent à :

- Vert : pas d'impact significatif du secteur urbanisé sur les critères.
- Jaune : impacts modérés.
- Rouge : impacts forts (non-respect des critères énoncés au chapitre précédent.)

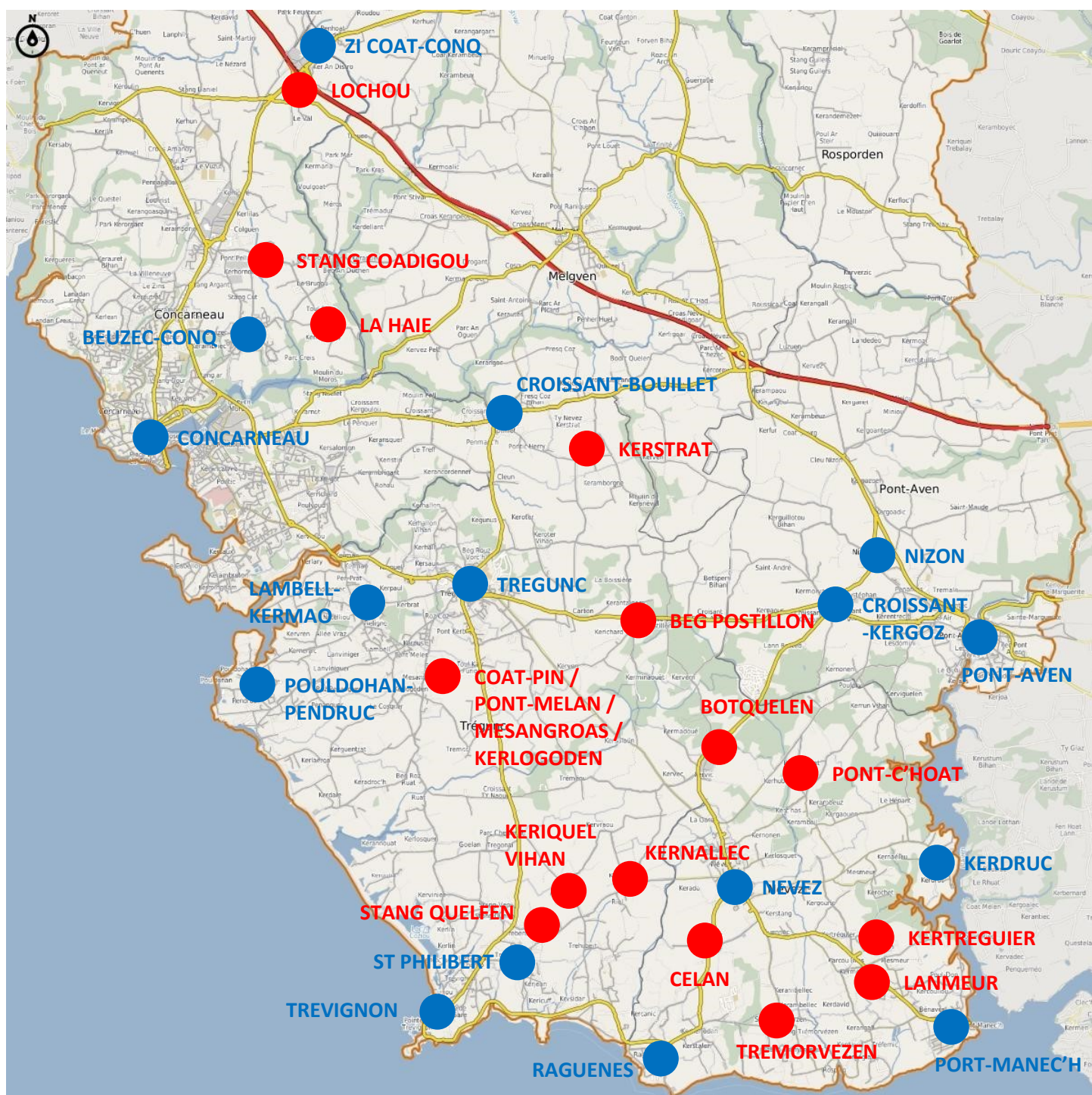
L'analyse pour chaque critère est détaillée dans l'évaluation environnementale (pièce n°3).

Sur cette base, le SCoT retient donc les « secteurs déjà urbanisés » suivants :

Commune	Lieux-dits
Concarneau	Lochoù
	La Haie
	Stang-Coadigoù
Trégunc	Beg-Postillon
	Kerstrat
	Keriquel-Vihan
	Stang-Quelfen
	Kernallec
	Coat-Pin / Pont-Mélan / Mésangroas / Kerlogoden
Névez	Lanmeur
	Célan
	Trémorvézen
	Kertréguier
	Botquélen
	Pont-C'hoat

Aucun « secteur déjà urbanisé » n'est retenu pour la commune de Pont-Aven, dans la mesure où aucun site ne correspond aux critères retenus.

La carte suivante permet de visualiser les secteurs déjà urbanisés (en rouge), ainsi que les agglomérations et villages déjà localisés par le SCoT en vigueur (en bleu) :



#### 4. HAMEAUX NOUVEAUX INTEGRÉS A L'ENVIRONNEMENT

La loi littoral de 1986 permettait de créer dans certaines conditions des hameaux nouveaux intégrés à l'environnement. Le SCoT adopté en 2013 interdit ce type d'urbanisation compte-tenu de la multitude de hameaux déjà existants sur le territoire. La loi ELAN supprimant la possibilité de création de hameaux nouveaux intégrés à l'environnement, la présente modification simplifiée supprime la prescription correspondante du DOO.

## 5. IMPACT SUR LES ORIENTATIONS DU SCOT ADOPTÉ LE 23 MAI 2013

### Armature territoriale et objectifs de production de logements

La présente modification n'aura pas d'impact significatif sur l'armature territoriale définie par le SCoT, dans la mesure où les secteurs déjà urbanisés identifiés sont des secteurs déjà bâtis où les capacités de densification restent faibles au regard des objectifs de production de logements du SCoT. En effet, l'ensemble des SDU identifiés ci-dessus comporte environ 750 habitations existantes. Le potentiel de densification à raison de 12 logements par hectare (densité minimale absolue des opérations d'urbanisme prescrite par le SCoT) est de 233 logements maximum. Ce chiffre est à mettre en rapport avec les 3 800 résidences principales à créer sur les quatre communes littorales à l'horizon 2030. Par ailleurs, compte-tenu du marché immobilier local, une grande partie des SDU, situés dans la partie la plus littorale des communes de Névez et de Trégunc, devraient accueillir des résidences secondaires plutôt que des résidences principales. Enfin, il est important de rappeler que le potentiel de logements à créer dans les SDU ne s'ajoute pas aux objectifs existants, mais est à décompter des objectifs de l'orientation I.1 du SCoT qui n'est pas modifiée.

### Protection des espaces agricoles

La densification permise dans les SDU s'effectuera principalement par deux moyens : mobilisation des fonds de jardin et mobilisation des dents creuses (terrains non bâtis situés entre deux terrains bâtis). Compte-tenu de leur taille réduite et de leur proximité avec des habitations, ces dents creuses sont très rarement cultivées. La présente modification n'a donc pas d'impact significatif sur l'orientation IV.15 « Assurer la protection des espaces agricoles ».

### Protection des espaces naturels et des paysages

Les SDU identifiés sont tous situés en dehors des espaces naturels protégés par le SCoT : espaces remarquables liés à la loi littoral (dont les zones Natura 2000, les espaces naturels sensibles du Département ou les terrains du Conservatoire du Littoral), trame verte et bleue et zones humides généralement classées en zone naturelle dans les plans locaux d'urbanisme existant. Il faut noter que le PLU de Concarneau est en cours de révision et n'a pas encore été mis en compatibilité avec le SCoT. Pour le territoire de cette commune, les SDU sont toutefois en dehors de la trame verte et bleue et des zones humides cartographiées dans le SCoT (voir pp. 31 et 34 du DOO).

Quant aux paysages, le projet de modification du DOO (pièce n°2) intègre une disposition devant permettre d'éviter une densification ne respectant pas les caractéristiques paysagères du lieu. Il prévoit ainsi que la densification « ne doit pas conduire à la modification significative des caractéristiques du tissu urbain existant ni engendrer des atteintes aux paysages et à l'environnement. A cette fin, les plans locaux d'urbanisme veilleront à définir des règles de constructibilité en accord avec le maintien des zones humides et des qualités environnementales et paysagères des secteurs concernés, notamment en matière de volume et d'aspect des constructions et de préservation des talus et des haies bocagères. »

## **6. PIÈCES MODIFIÉES**

La modification simplifiée du SCoT consiste en l'ajout de la présente notice explicative (pièce n°1) et de l'évaluation environnementale associée (pièce n°3) au rapport de présentation existant, et à remplacer le Document d'Orientations et d'Objectifs par la pièce n°2 du présent dossier. Les autres pièces du dossier de SCoT approuvé le 23 mai 2013 ne sont pas modifiées.

CONCARNEAU  
ELLIANT  
MELGVEN  
NÉVEZ  
PONT-AVEN  
ROSPORDEN  
SAINT-YVI  
TOURC'H  
TRÉGUNC



# SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMÉRATION

Modification simplifiée n°1 approuvée le 24 juin 2021

Évaluation environnementale

# TABLE DES MATIÈRES

## RÉSUMÉ NON TECHNIQUE 2

1. Généralités.....	2
2. Les enjeux environnementaux .....	2
3. La méthodologie de l'évaluation environnementale .....	2
4. Les incidences du projet sur l'environnement et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation .....	2
5. Les indicateurs et modalités de suivi .....	3

## PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE 4

## ARTICULATION DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES 6

1. Documents avec lesquels le projet doit Être compatible .....	6
2. Documents que le projet doit prendre en compte .....	7

## ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 9

1. Terres agricoles .....	9
2. Espaces naturels .....	9
3. Paysages .....	10
4. Climat, air et énergie .....	12
5. Déchets .....	13
6. Ressource en eau .....	13
7. Risques et nuisances .....	15

## INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT 16

1. Sur les espaces agricoles et naturels .....	16
2. Sur les paysages .....	16
3. Sur le climat, l'énergie et la qualité de l'air .....	16
4. Sur les déchets .....	17
5. Sur la ressource en eau .....	17
6. Sur les risques et les nuisances .....	17
1. Classement des ensembles bâtis de plus de 20 habitations .....	18
2. Mesure d'évitement .....	19
3. Mesures de réduction .....	20
4. Mesures de compensation .....	21

## INDICATEURS ET MODALITÉS D'ÉLABORATION, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION 22

# RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

## 1. GENERALITES

Maître d'ouvrage : Concarneau Cornouaille Agglomération

Document concerné : Schéma de Cohérence Territoriale approuvé le 23 mai 2013

Type de procédure : modification simplifiée

Objectifs poursuivis : identification des secteurs déjà urbanisés au titre de la loi ELAN (art. L. 121-8 du code de l'urbanisme), permettant ainsi la construction d'habitations nouvelles au sein de ces secteurs.

## 2. LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

Les enjeux environnementaux du territoire, et plus particulièrement ceux des 4 communes littorales concernées par la modification, sont analysés selon les thématiques suivantes :

- ✓ Espaces agricoles : les secteurs déjà urbanisés identifiés permettent des constructions nouvelles sur des parcelles déjà bâties, des fonds de jardin ou de petites parcelles libres mais non cultivées.
- ✓ Espaces naturels : plusieurs secteurs déjà urbanisés sont proches des espaces naturels protégés par la réglementation existante. Toutefois, aucun n'est situé à l'intérieur de l'un de ces périmètres.
- ✓ Paysage : certains secteurs déjà urbanisés sont intégrés dans des zones de protection du patrimoine (sites patrimoniaux remarquables et périmètres de monument historique). Cependant aucun n'est situé au sein des sites naturels inscrits ou classés.
- ✓ Ressource en eau : le projet ne revêt que peu d'enjeux sur la préservation de la ressource en eau potable. Néanmoins, la capacité du réseau d'assainissement à Névez doit être revue pour s'adapter à l'augmentation à venir des rejets en période estivale.
- ✓ Climat, air et énergie : le développement des secteurs déjà urbanisés en milieu rural pose la question des déplacements en voiture individuelle utilisant des carburants polluants et émetteurs de gaz à effet de serre.
- ✓ Déchets : les secteurs déjà urbanisés sont déjà desservis par la collecte sélective des déchets ménagers.
- ✓ Risques et nuisances : les secteurs étudiés ne sont pas soumis à des risques ou des nuisances identifiées. Ils sont notamment éloignés des zones soumises aux risques d'inondation et de submersion marine. Un secteur est cependant concerné par la présence à proximité d'infrastructures bruyantes.

## 3. LA METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La méthode utilisée pour établir cette évaluation environnementale a consisté en la définition, lors du travail d'inventaire des secteurs déjà urbanisés (SDU), de critères d'identification reprenant le cadre réglementaire (code de l'urbanisme) ainsi que les prescriptions du SCoT en vigueur (ex : trame verte et bleue, préservation des surfaces agricoles en zone littorale, intégrité des coupures d'urbanisation littorale...). La liste des SDU retenus a ensuite fait l'objet d'une analyse des incidences et dans la mesure du possible fait l'objet de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation.

La collecte des données a été menée à partir des états initiaux et des évaluations environnementales du SCoT (2013) et des PLU de Trégunc (2016), de Névez (2017), de Pont-Aven (2018) et de Concarneau (2019). L'évaluation du SCoT (2019) a également été utilisée. Enfin, les sites internet des services de l'état et de divers organismes, ainsi que GéoBretagne ont été consultés.

## 4. LES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES MESURES D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET DE COMPENSATION

Les incidences potentielles sur l'environnement et la santé publique ont été analysées au regard des enjeux précédemment identifiés et des mesures prévues dans le SCoT en vigueur :

- ✓ Espaces agricoles : la densification des secteurs concernés, n'ayant déjà plus de vocation agricole, n'aura que très peu d'impacts sur l'agriculture.
- ✓ Espaces naturels : les mesures du SCoT en vigueur permettent de limiter fortement les incidences sur les espaces naturels (préservation de la trame verte et bleue et des zones humides). Les secteurs déjà urbanisés retenus sont situés en dehors des périmètres de protection existants.
- ✓ Paysage : les mesures de préservation de la trame verte et bleue et des coupures d'urbanisation littorale préexistant dans le SCoT permettent de limiter les risques de dégradation du paysage. Les plans locaux d'urbanisme devront en outre limiter les possibilités de construction dans les secteurs déjà urbanisés (SDU) afin de ne pas conduire à la modification significative des caractéristiques du tissu urbain existant ni engendrer des atteintes aux paysages et à l'environnement
- ✓ Ressource en eau : le projet aura des incidences faibles sur la ressource en eau. La question de la capacité du réseau d'assainissement collectif à Névez doit être résolue dans les prochaines années. Une étude est programmée.
- ✓ Risques et nuisances : Les secteurs déjà urbanisés sont situés en dehors des zones d'exposition, à l'exception d'un site qui est soumis aux bruits routiers. De façon globale, le projet ne devrait pas avoir d'incidence significative sur l'exposition aux risques et aux nuisances.

## 5. LES INDICATEURS ET MODALITES DE SUIVI

Le suivi et l'évaluation du SCoT sont réalisés conformément au cadre réglementaire (tous les 6 ans), grâce aux indicateurs suivants :

Indicateur	Origine de la donnée
Tâche des surfaces artificialisées (TSA)	Quimper Cornouaille Développement
Surfaces agricoles	Quimper Cornouaille Développement
TSA dans la trame verte et bleue	Quimper Cornouaille Développement
TSA dans les zones humides	Quimper Cornouaille Développement
Nombre d'habitations nouvelles créées dans les SDU	Communes de CCA
Densité nette des secteurs déjà urbanisés	Service Aménagement de CCA
Consommation d'eau potable	Direction Eau et Assainissement de CCA
Capacité résiduelle des stations d'épuration	Direction Eau et Assainissement de CCA
Nombre d'assainissements non collectifs polluants dans les SDU	Direction Eau et Assainissement de CCA

# PRÉSENTATION DU PROJET DE MODIFICATION SIMPLIFIÉE

Concarneau Cornouaille Agglomération (CCA) est compétente en matière de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) depuis 2004. Le schéma actuellement en vigueur a été adopté le 23 mai 2013. Conformément à la loi, le SCoT a fait l'objet d'une évaluation pour ses 6 ans. Cette évaluation a été présentée au conseil communautaire le 16 mai 2019 qui a également décidé de maintenir le SCoT en vigueur le temps d'engager sa révision générale à l'horizon 2020.

CCA compte quatre communes soumises à la loi littoral : Concarneau, Trégunc, Névez et Pont-Aven. Ces communes disposent toutes d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), approuvé respectivement en 2007, 2016, 2017 et 2018. Mis à part le PLU de Concarneau actuellement en cours de révision, les PLU de ces communes sont tous compatibles avec le SCoT adopté en 2013.

Le volet littoral du code de l'urbanisme est modifié par la loi ELAN du 23 novembre 2018. Les SCoT doivent ainsi définir les critères d'identification d'un nouveau type d'urbanisation littorale dénommé « secteur déjà urbanisé » (SDU), et les localiser. Le SCoT actuellement en vigueur ne répond pas à cette nouvelle obligation puisqu'il ne connaît pas de « secteur déjà urbanisé ». Par ailleurs, il comporte la définition de deux types d'espaces urbanisés qui ont été supprimés par la loi ELAN : les secteurs d'habitat dense et les hameaux.

La loi ELAN offre également la possibilité aux SCoT d'intégrer ces nouvelles dispositions au moyen d'une procédure de modification simplifiée au lieu de la procédure de révision générale qui s'imposerait habituellement. Cette procédure nécessite toutefois d'être engagée avant le 31 décembre 2021.

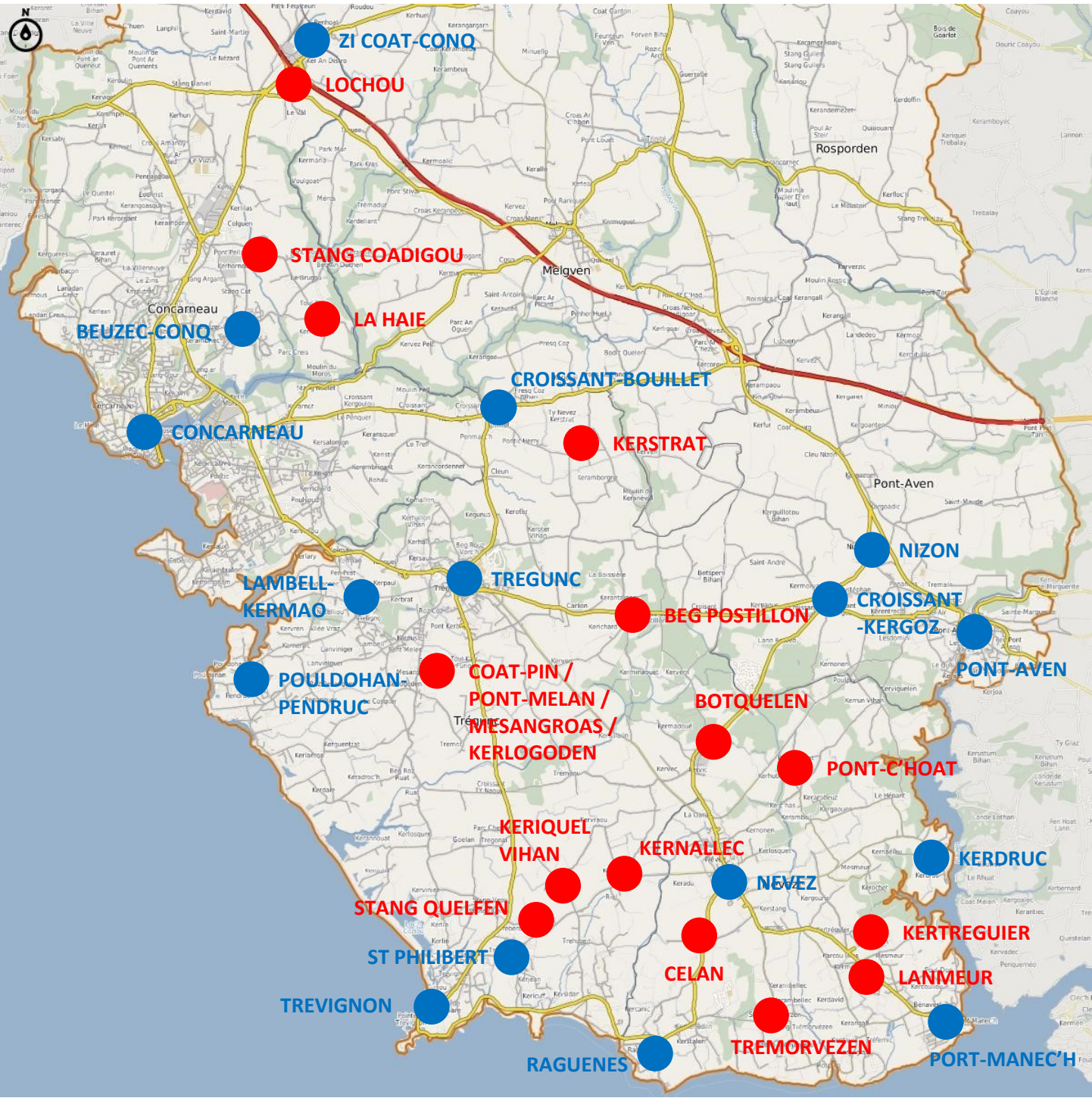
**La présente modification simplifiée a donc pour objet l'intégration des dispositions nouvelles apportées par la loi ELAN : définition et localisation de « secteurs déjà urbanisés ». 15 SDU sont créés.**

La carte de la page suivante indique les SDU créés.

# LISTE ET LOCALISATION DES SECTEURS DÉJÀ URBANISÉS

Sur la carte ci-contre, les « autres secteurs déjà urbanisés » figurent **en rouge**. **En bleu** sont figurés pour mémoire les agglomérations littorales définies par le SCoT.

Secteurs déjà urbanisés	
Concarneau	LOCHOU
	LA HAIE
	STANG COADIGOU
Trégunc	BEG POSTILLON
	KERSTRAT
	KERIQUEL VIHAN
	STANG QUELFEN
	KERNALLEC
	COAT-PIN / PONT-MELAN / MESANGROAS / KERLOGODEN
	LANMEUR
Névez	CELAN
	TREMORVEZEN
	KERTREGUIER
	BOTQUELEN
	PONT C'HOAT



# ARTICULATION DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES

## 1. DOCUMENTS AVEC LESQUELS LE PROJET DOIT ÊTRE COMPATIBLE

### Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire Bretagne est un document de planification permettant d'atteindre les objectifs de la directive cadre sur l'eau. Il est établi à l'échelle du bassin versant de la Loire et des bassins versants côtiers de Bretagne. Il a été adopté le 5 novembre 2015 et est valable pour une période de 6 ans. Il comporte de nombreux objectifs dont la plupart vise à reconquérir la qualité des eaux.

Voici une analyse de l'articulation du projet de modification simplifiée au regard de ces objectifs :

Orientations / objectifs	Articulation du projet de modification simplifiée
Repenser les aménagements des cours d'eau	Les SDU ne sont pas situés à proximité immédiate de cours d'eau. Le projet de modification n'affecte donc pas cet objectif.
Réduire la pollution par les nitrates	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
Réduire la pollution organique et bactériologique	Les SDU sont desservis par le réseau d'assainissement collectif ou sont situés en zone apte à l'assainissement individuel. Il reviendra aux pétitionnaires de réaliser des installations conformes à la réglementation.
Maîtriser la pollution par les pesticides	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	Les SDU ne sont pas situés dans les périmètres rapprochés de protection des captages d'eau.
Maîtriser les prélèvements en eau	Le projet de modification simplifiée n'augmente pas les capacités d'accueil de population nouvelle du territoire et donc ne modifiera pas les prélèvements en eau prévus à l'horizon 2030.
Préserver les zones humides	Les SDU ne sont pas situés sur des zones humides identifiées.
Préserver la biodiversité aquatique	Les SDU ne sont pas situés à proximité immédiate de cours d'eau. Le projet de modification n'affecte donc pas cet objectif.
Préserver le littoral	Les SDU sont desservis par le réseau d'assainissement collectif ou sont situés en zone apte à l'assainissement individuel. Il reviendra aux pétitionnaires de réaliser des installations conformes à la réglementation.
Préserver les têtes de bassin versant	Le projet de modification n'affecte pas cet objectif
Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	Le projet de modification n'affecte pas cet objectif

## Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Sud Cornouaille

Les quatre communes littorales du territoire sont intégralement couvertes par le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) du Sud Cornouaille, approuvé le 23 janvier 2017. Celui dépasse largement le périmètre de ces communes puisqu'il couvre les bassins versants côtiers de la pointe de Bénodet jusqu'au Pouldu en Clohars Carnoët.

Le SAGE décline le SDAGE Loire-Bretagne et comporte plusieurs objectifs. Le tableau suivant présente une analyse de l'articulation du présent projet avec ces objectifs.

Orientations / objectifs	Articulation du projet de modification simplifiée
1. Améliorer la qualité des eau superficielles et souterraines pour répondre aux objectifs de bon état et aux enjeux de territoire	Les SDU sont desservis par le réseau d'assainissement collectif ou sont situés en zone apte à l'assainissement individuel. Il reviendra aux pétitionnaires de réaliser des installations conformes à la réglementation.
2. Concilier les usages et la gestion quantitative de la ressource en eau	Le projet de modification simplifiée n'augmente pas les capacités d'accueil de population nouvelle du territoire et donc ne modifiera pas les prélèvements en eau prévus à l'horizon 2030.
3. Lutter contre le ruissellement et l'érosion. Réduire les transferts vers les cours d'eau	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
4. Maintenir le bon état morphologique et biologique des cours d'eau	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
5. Répondre aux exigences de qualité des usages conchylicoles, pêche à pied, baignade et nautisme	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
6. Limiter les autres apports polluants au littoral	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
7. Réduire les proliférations algales sur le littoral	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
8. Gérer la problématique d'ensablement dans les estuaires de l'Aven et du Bélon	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.
9. Protéger les personnes et les biens des risques naturels liés à l'eau	Les SDU ne sont pas situés dans zones de risque identifiées.
10. Mettre en œuvre les SAGE et organiser la gouvernance	Le projet de modification simplifiée n'affecte pas cet objectif.

## Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Loire-Bretagne et le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Littoral sud Finistère

Le plan de gestion des risques d'inondation a été élaboré en parallèle du SDAGE Loire-Bretagne, sur le même périmètre. Adopté en 2015, il est valable pour la période 2016 -2021. Il peut être décliné à l'échelle locale par des Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI). La commune de Concarneau est ainsi comprise dans le Territoire à Risque d'Inondation Quimper – littoral sud Finistère, dont le Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Littoral sud Finistère a été signé le 16 janvier 2019.

Les secteurs déjà urbanisés (SDU) ne sont pas situés dans des zones soumises aux inondations ou à la submersion marine.

## 2. DOCUMENTS QUE LE PROJET DOIT PRENDRE EN COMPTE

### Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Bretagne

Le schéma régional de cohérence écologique de la région Bretagne a été adopté le 2 novembre 2015. Il définit des réservoirs de biodiversité, des corridors biologiques utiles au déplacement des espèces et des mesures réglementaires pour préserver ces éléments. Le SCoT adopté par CCA en 2013 prend en compte les

orientations et les règles du SRCE, notamment en définissant une trame verte et bleue qui fait l'objet de prescriptions destinées à la préserver.

Les secteurs déjà urbanisés (SDU) ont été définis en fonction de cette trame verte et bleue. Aucun SDU n'est situé dans la trame verte et bleue du SCoT. Le présent projet de modification simplifié n'altère ainsi pas la prise en compte du SRCE dans le schéma de cohérence territoriale.

### **Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) de Bretagne**

Le schéma régional climat air énergie de la région Bretagne fixe les orientations de lutte contre le changement climatique et d'adaptation à ses effets, ainsi que de maîtrise de l'énergie et de lutte contre la pollution de l'air. Il a été adopté en 2013 pour une période de 5 ans.

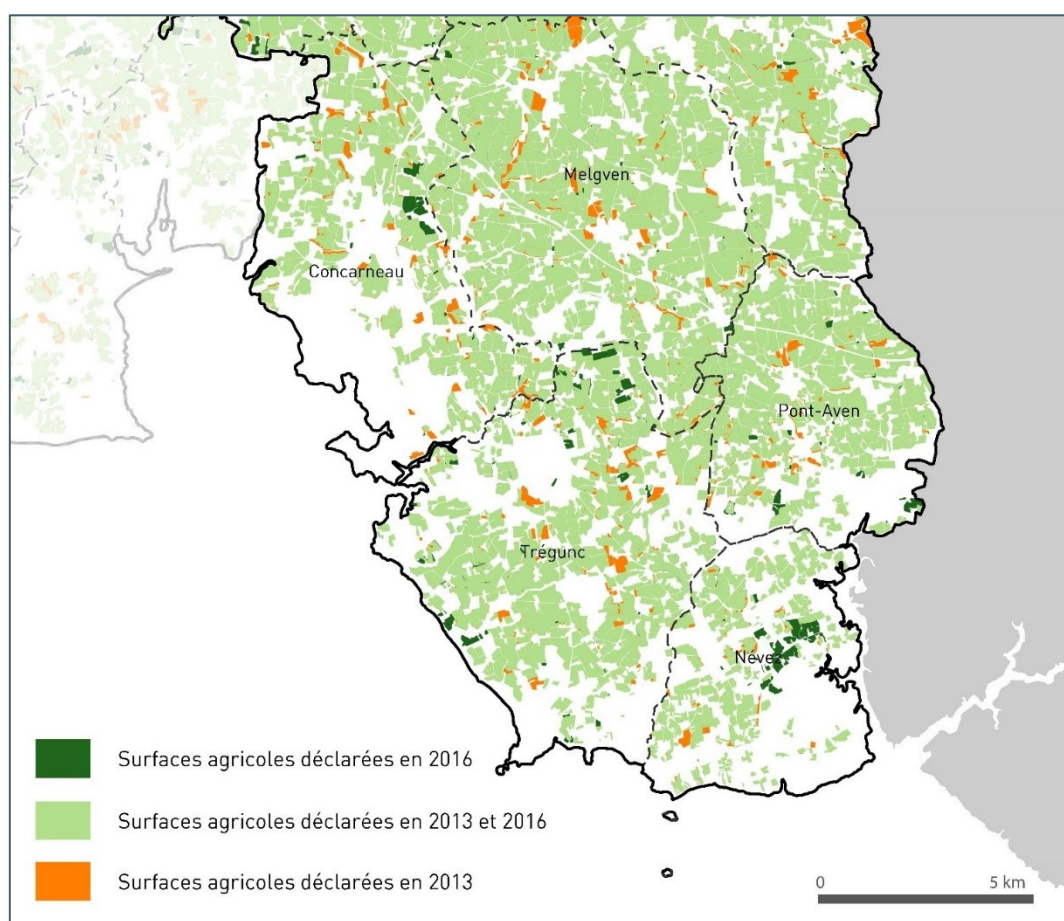
Le schéma de cohérence territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération le prend en compte, tout comme le présent projet de modification simplifiée. On peut par exemple relever que la densification des secteurs déjà urbanisés peut répondre à son orientation n° 15 : « Engager la transition urbaine bas carbone », qui préconise cette densification.

# ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le présent chapitre effectue une relecture de l'état initial de l'environnement réalisé lors de l'élaboration du schéma de cohérence territoriale et téléchargeable sur [www.concarneau-cornouaille.fr/s-engager/le-scot](http://www.concarneau-cornouaille.fr/s-engager/le-scot).

## 1. TERRES AGRICOLES

L'évaluation du SCoT réalisée en 2019 a permis d'identifier les parcelles utilisées pour l'agriculture (voir carte ci-dessous).

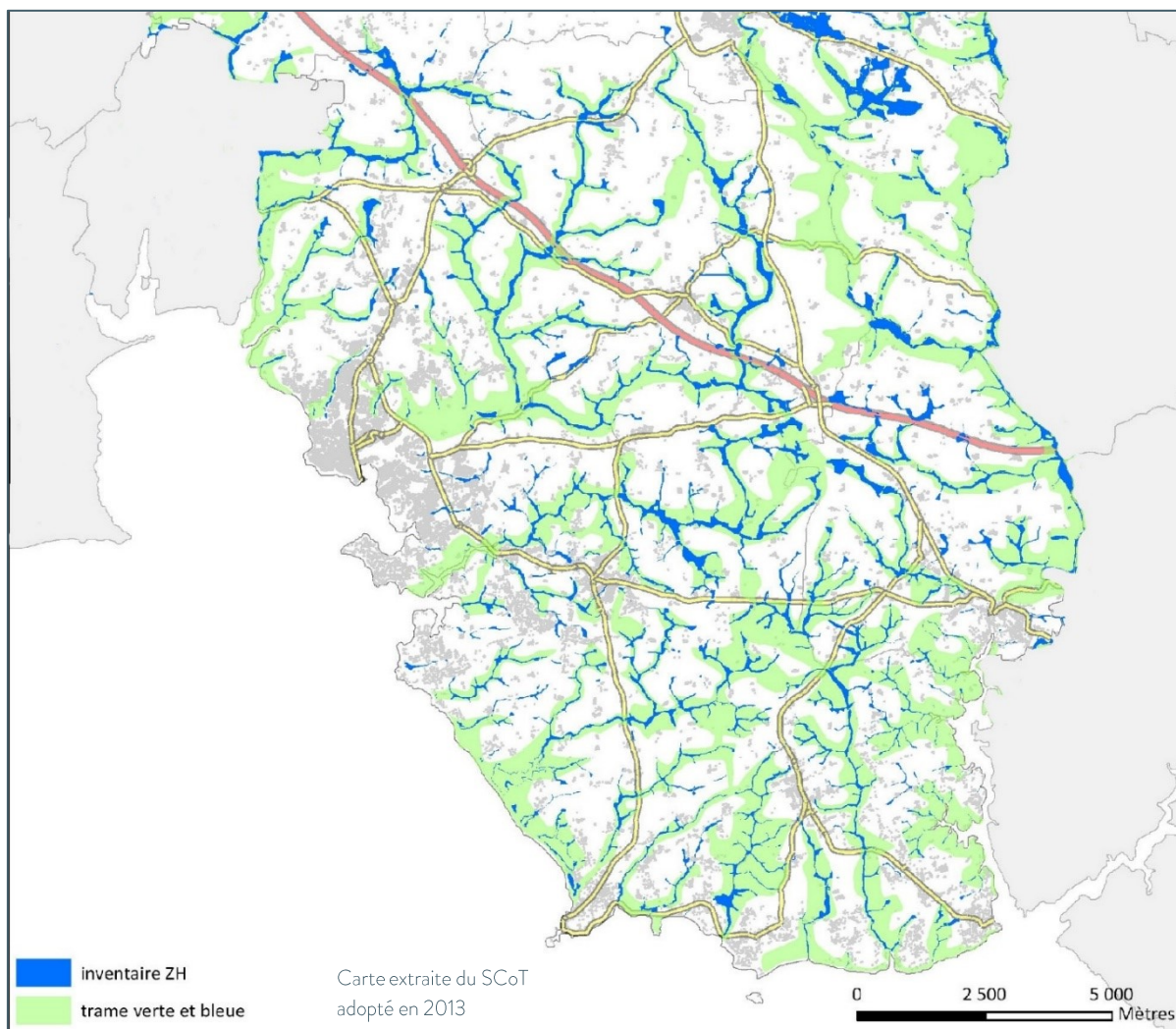


## 2. ESPACES NATURELS

Le schéma de cohérence territoriale adopté en 2013 définit une trame verte et bleue ainsi qu'une cartographie des zones humides (voir carte ci-après). Ces zones sont par essence inconstructibles et leurs possibilités d'aménagement très fortement limitées. Les Plans Locaux d'Urbanisme reprennent ces dispositions en les classant en zone naturelle inconstructible, éventuellement pourvue d'un tramage identifiant le caractère humide des parcelles considérées.

Il faut également noter l'existence du site Natura 2000 « Dunes et étangs de Trévignon » qui couvre 300 ha de dunes et d'étangs côtiers à Trégunc. Ce site est intégralement couvert par la trame verte et bleue du SCoT, ainsi que par un site classé et les espaces remarquables du SCoT (voir chapitre suivant).

Les SDU identifiés sont tous situés en dehors des espaces naturels protégés par le SCoT. Il faut noter, enfin, que le PLU de Concarneau est en cours de révision et n'a pas encore été mis en compatibilité avec le SCoT. Pour le territoire de cette commune, les SDU sont néanmoins en dehors de la trame verte et bleue et des zones humides cartographiées dans le SCoT (voir pp. 31 et 34 du DOO).



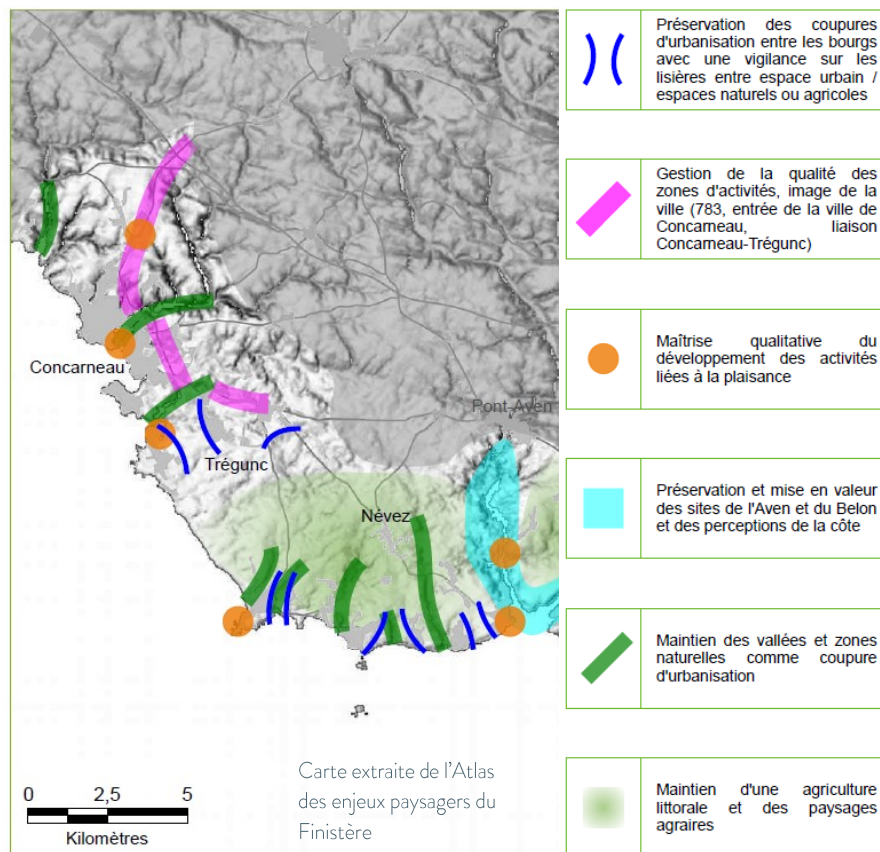
### 3. PAYSAGES

Le SCoT adopté en 2013 pointe des enjeux propres à la frange littorale du territoire : « elle recense un patrimoine bâti et paysager remarquable mais qui est mis à mal par une forte pression immobilière, propre aux territoires littoraux. Celle-ci a été à l'origine d'un développement diffus de l'habitat, mitant les paysages et contribuant à brouiller la lisibilité de l'organisation urbaine, notamment au niveau des entrées de bourgs. Les nouvelles constructions, reprenant les modèles uniformisés présents sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont favorisé une perte de l'identité architecturale du territoire et une dilution du patrimoine ancien traditionnel.

L'enjeu pour le territoire consiste donc à protéger ses paysages, en particulier ceux proches du littoral, contre l'urbanisation et de veiller à la bonne intégration architecturale des nouvelles constructions. »

Afin de répondre à ces enjeux, le SCoT a mis en place des outils pour limiter et encadrer l'urbanisation en zone littorale : espaces remarquables à préserver, coupures d'urbanisation littorales à respecter, limitation des possibilités d'extension urbaine aux agglomérations et villages identifiées. Ces dispositions sont conservées à l'identique et ne sont pas affectées par la présente modification simplifiée.

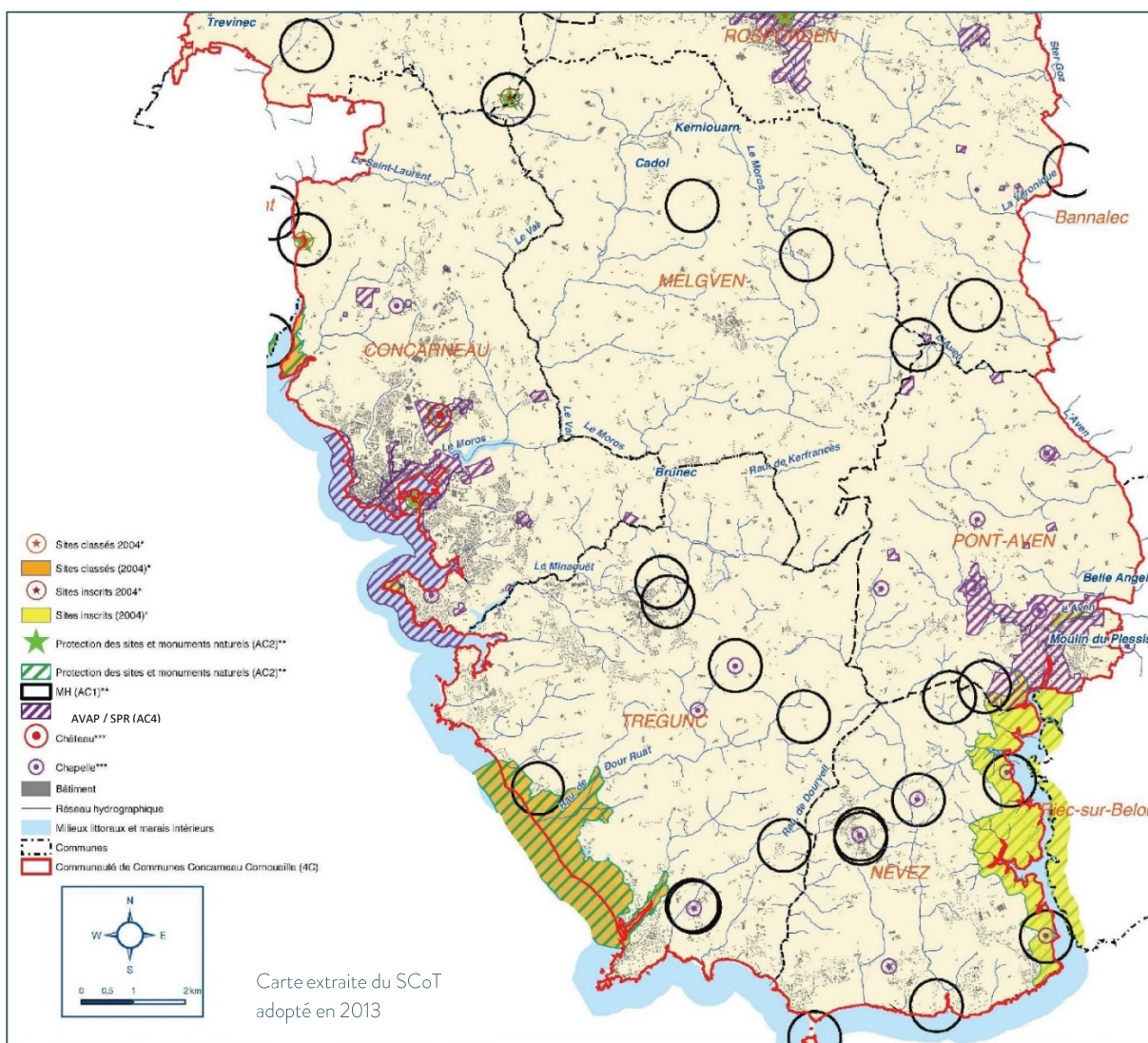
Par ailleurs, le département du Finistère est doté d'un atlas des enjeux paysagers mis à jour en janvier 2019. Ce document permet d'établir les principaux enjeux paysagers des communes du Finistère, regroupées en unités paysagères. Les communes de Concarneau, Trégunc et Névez sont situées dans l'unité « Cornouaille littorale », tandis que celle de Pont-Aven est localisée dans l'unité « Portes intérieures de Cornouaille ». Aucun des SDU identifiés n'étant situé dans la commune de Pont-Aven, seule l'unité « Cornouaille littorale » est considérée ici. Les enjeux liés à cette unité sont résumés sur le schéma suivant.



On retrouve dans cet atlas les enjeux déjà identifiés dans le SCoT.

Enfin, le territoire est couvert par un certain nombre de dispositifs de protection des paysages, comme les sites naturels inscrits et classés (loi de 1930), les périmètres de protection des monuments historiques inscrits ou classés (lois de 1906 et 1943), et deux sites patrimoniaux remarquables à Concarneau (en cours de révision) et Pont-Aven (approuvé le 20 septembre 2019). La carte suivante rappelle la localisation et l'étendue de ces périmètres.

Les secteurs déjà urbanisés identifiés sont globalement situés en dehors de ces périmètres, à l'exception de certains périmètres de protection des monuments historiques ou sites patrimoniaux remarquables. Les SDU de Kernallec et Stang Quelfen en Trégunc et celui de La Haie en Concarneau sont ainsi situés en tout ou partie au sein de ces périmètres.



## 4. CLIMAT, AIR ET ENERGIE

Concarneau Cornouaille Agglomération élabore actuellement son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), dont la stratégie à l'horizon 2050 a été adoptée en conseil communautaire le 14 novembre 2019. Ce document permet de livrer quelques chiffres d'état des lieux et quelques orientations à l'échelle des 9 communes :

- ✓ la consommation d'énergie est due principalement aux trois secteurs suivants : résidentiel (40 %), transport routier (30 %) et industrie (11 %) ;
- ✓ les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont principalement dues au secteur agricole (37 %), aux transports (22 %) et au secteur résidentiel (21 %) ;
- ✓ la production d'énergie renouvelable du territoire ne couvre que 6,5 % des besoins énergétiques. Parmi les énergies renouvelables les plus développées on trouve le bois énergie (65 %) et la cogénération liée à l'usine d'incinération des ordures ménagères (15,5 %).
- ✓ La vulnérabilité du territoire au changement climatique s'exprime particulièrement en matière de risque de submersion marine, d'inondation (crues) et de tempêtes.
- ✓ Le scénario retenu doit permettre de diminuer le besoin en énergie du territoire de 43 % en 2050 et de réduire les émissions de GES de 67 % au même horizon. Les principaux enjeux consistent en la rénovation du patrimoine bâti (résidentiel essentiellement), en la sensibilisation des habitants du territoire en matière d'économie d'énergie, de réduction importante des déplacements avec des engins à carburant fossile et de développement important des énergies renouvelables.

## 5. DECHETS

Concarneau Cornouaille Agglomération assure la collecte des déchets ménagers et assimilés en régie (48 agents et 10 camions-bennes en 2019). La collecte est assurée sur tout le territoire, soit en porte-à-porte, soit en point de regroupement. 49 tournées hebdomadaires sont organisées sur les neuf communes, avec un renfort de 10 tournées supplémentaires en période estivale pour les communes de Concarneau, Trégunc, Nével et Pont-Aven.

La collecte est assurée toutes les semaines de façon sélective : les usagers disposent de 2 bacs individuels (ou de conteneurs collectifs) séparés. CCA a également recours à des prestataires pour la collecte du verre (point d'apport volontaire) et les encombrants.

Les ordures ménagères résiduelles sont incinérées à Concarneau au sein de l'usine du syndicat mixte Valcor qui valorise cette énergie sous forme de chaleur et d'électricité. Le contenu des bacs jaunes est trié à Fouesnant au centre Ecotri et valorisé dans les filières dédiées. En outre, les déchets verts sont collectés en apport volontaire hors déchetterie à Pont-Aven et Rosporden.

Le territoire dispose en outre de trois déchetteries gérées par Valcor, à Concarneau, Trégunc et Elliant.

Conformément à la politique de réduction des déchets, les tonnages collectés diminuent régulièrement (-20 % depuis 2007). Néanmoins, les tonnages collectés en déchetterie tendent à augmenter, particulièrement les déchets verts (+32 % depuis 2010).

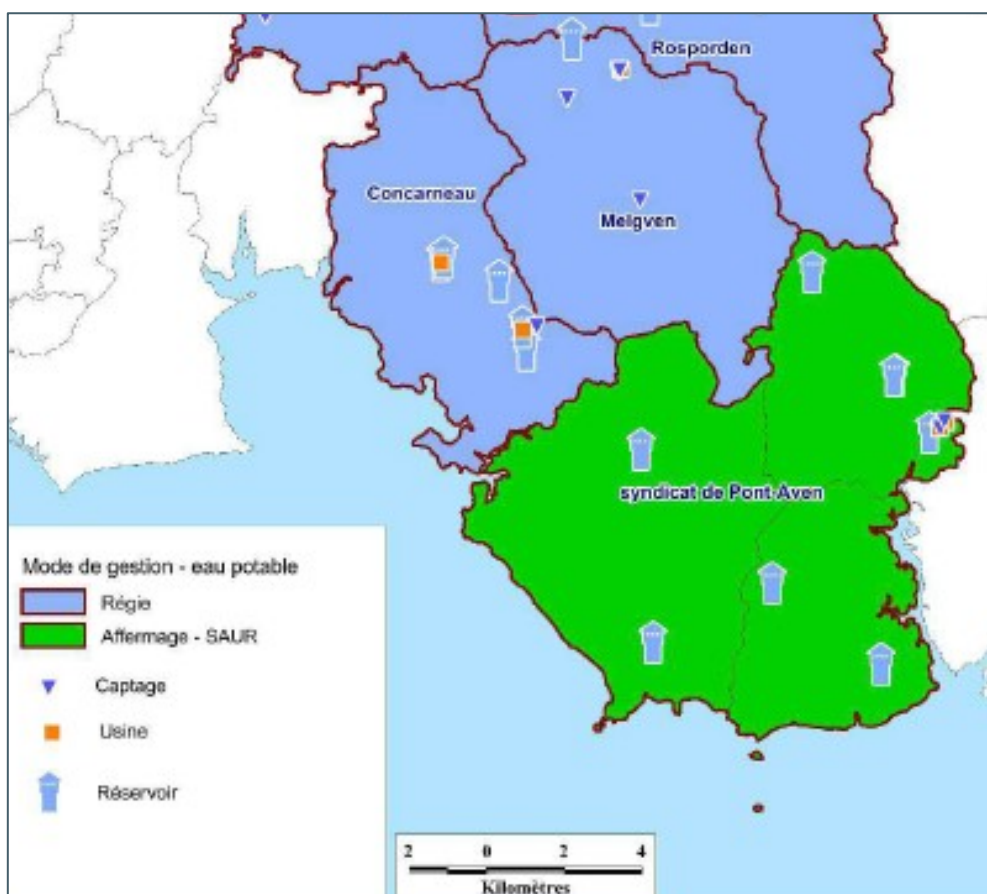
## 6. RESSOURCE EN EAU

Concarneau Cornouaille Agglomération a pris les compétences alimentation en eau potable et assainissement des eaux usées le 1<sup>er</sup> janvier 2018. Auparavant, elle gérât déjà le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC). Ces réseaux sont gérés en régie ou en délégation de service public. Ils couvrent l'intégralité des secteurs habités du territoire. La défense incendie reste de la compétence communale.

### Eau potable

L'alimentation en eau potable de la commune de Concarneau est assurée en régie. Celle des communes de Pont-Aven, Trégunc et Nével est assurée par une délégation de service public unique pour les trois communes (ex-syndicat de Pont-Aven). Suite à la prise de compétence, CCA a programmé la réalisation en 2020 d'un schéma communautaire de l'eau potable afin de définir un plan d'investissement global pour les années à venir. Pour les 4 communes concernées par le présent dossier, l'alimentation s'effectue à partir de 2 prises d'eau en rivière (Moros et Aven). Elle est bonne en qualité (aucun dépassement des limites de qualité de l'eau distribuée ces dernières années), comme en quantité malgré quelques insuffisances pour assurer une défense incendie conforme en débit et pression dans certains hameaux. Parmi les SDU identifiés, les secteurs de Kerstrat, Pont-Mélan et Lanmeur sont concernés.

Les captages d'eau potable sont tous protégés par les périmètres réglementaires. Le secteur déjà urbanisé de La Haie (Concarneau) est en partie situé dans le périmètre éloigné de la prise d'eau du Brunec sur le Moros. Les autres SDU sont tous en dehors des périmètres de protection de captage.



## Assainissement

Le réseau d'assainissement collectif couvre l'essentiel des zones urbanisées du territoire. La plupart des écarts, ainsi que certains villages importants relèvent cependant de l'assainissement non collectif (ANC). En 2019, les secteurs déjà urbanisés relèvent en grande majorité de l'ANC. Seuls les secteurs de Trémorvézen et Lanmeur en Névez, ainsi que Coat-Pin/Pont-Mélan/Mésangroas/Kerlogoden en Trégunc sont desservis par le réseau collectif. Une extension aux secteurs de Célan et Kertréguier en Névez est également programmée.

Les secteurs de Trégunc sont raccordés à la station d'épuration de Concarneau (75 000 équivalent habitants) qui dispose d'une capacité résiduelle suffisante pour absorber les effluents des projets urbains des deux communes. Les secteurs de Névez sont raccordés pour leur part à la station d'épuration de Névez (4000 équivalent habitants) qui devrait atteindre sa limite de capacité en période de pointe touristique dans les années qui viennent. Une étude est programmée à CCA pour envisager une solution à cette problématique.

Le réseau d'assainissement de Concarneau-Trégunc est assuré en délégation de service public par Suez et ceux de Pont-Aven et Névez par la SAUR.

Les secteurs déjà urbanisés non raccordés au réseau d'assainissement collectif sont tous situés dans des zones aptes à l'ANC, à l'exception du SDU de Célan (Névez) dont le raccordement au réseau collectif est programmé. Cette aptitude de principe sera bien évidemment à confirmer au cas par cas avec les sondages réalisés en amont de la délivrance des autorisations de construire.

## 7. RISQUES ET NUISANCES

### Risques naturels

Les quatre communes concernées par le présent dossier sont soumises à des risques naturels identifiés. Il s'agit des risques de submersion marine pour la commune de Concarneau, des risques d'inondation par crue de l'Aven à Pont-Aven, de présence de cavités souterraines, de présence de radon et de séisme (risque régional de niveau faible). Les risques de submersion marine et d'inondation font respectivement l'objet d'un plan de prévention des risques littoraux (PPRL) et d'un plan de prévention des risques d'inondation (PPRI).

D'après le site [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr), l'ensemble des secteurs déjà urbanisés identifiés se situent en dehors des zones de risques naturels, à l'exception des risques de radon et de séisme qui sont présents sur l'ensemble du territoire.

### Risques technologiques

Les communes de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont-Aven sont concernées par les risques technologiques. Si aucun périmètre de prévention des risques technologiques n'existe pour ces communes, de nombreuses installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sont recensées par le site [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr), ainsi que des sites et des sols pollués et des secteurs d'information sur les sols.

Parmi les SDU identifiés dans le présent dossier, seul le site Coat-Pin/Mésangroas/Pont-Mélan/Kerlogoden (Trégunc) est affecté par la présence d'un garage automobile / station-service en son sein. Le SDU de La Haie (Concarneau) est également proche d'une ICPE (exploitation agricole).

Il faut enfin noter que le SDU Lochou en Concarneau se situe à environ 1 kilomètre du silo Eurédén de Coat-Conq. Ce dernier ne fait pas l'objet de périmètre de protection, les services de l'Etat considérant que les risques ne dépassent pas le périmètre de l'entreprise (voir rapport de la DREAL août 2017 et arrêté préfectoral du 31 octobre 2017).

### Bruit des infrastructures

Sur le territoire des communes concernées, plusieurs infrastructures routières sont classées comme étant bruyantes. Un secteur déjà urbanisé est directement concerné par ce classement : Lochou (Concarneau) qui est situé à proximité de l'échangeur RN165xRD70, la nationale étant classée en catégorie 2 et la départementale en catégorie 3.

Les autres SDU se situent à l'écart des axes routiers bruyants.

# INCIDENCES POTENTIELLES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Le projet de modification simplifiée aura pour conséquence principale de permettre la construction de nouvelles habitations au sein des secteurs déjà urbanisés. Cela peut avoir des impacts sur l'environnement. Ils sont détaillés ci-après.

## 1. SUR LES ESPACES AGRICOLES ET NATURELS

La densification des secteurs déjà urbanisés affectera en premier lieu les parcelles libres disponibles au sein du tissu bâti (ou éventuellement, par division, les parcelles déjà bâties). Ce sont principalement des fonds de jardins ou plus rarement de petites prairies ou de friches agricoles enclavées au sein du tissu urbanisé. L'incidence de cette densification sur l'espace agricole des communes littorales concernées semble négligeable en matière de consommation de terres agricoles. Toutefois, les espaces qui seront construits ne pourront plus être remis en culture à moyen terme.

Par ailleurs, le développement de l'habitat à proximité d'espaces naturels remarquables peut être source de nuisances pour les espèces (bruits, dérangements). Cela peut également entraîner des conflits d'usage avec les exploitations agricoles et contribuer à la déprise agricole en zone littorale.

## 2. SUR LES PAYSAGES

La densification des secteurs déjà urbanisés pourrait entraîner la construction de maisons d'habitation de volumes différents des constructions existantes, rompant ainsi avec le paysage souvent champêtre. La densification peut également entraîner la disparition de linéaires bocagers ou plus généralement de végétation qui constituent aujourd'hui la toile de fond du paysage de ces secteurs. Ces impacts potentiels peuvent être évités ou réduits en adoptant des règles adaptées dans les plans locaux d'urbanisme.

## 3. SUR LE CLIMAT, L'ENERGIE ET LA QUALITE DE L'AIR

Le développement des maisons d'habitation devrait entraîner une augmentation de la consommation d'énergie du territoire et donc des émissions de gaz à effet de serre. Toutefois, ces constructions neuves seront nécessairement bâties selon les dernières normes en vigueur (réglementation énergétique 2020), qui est nettement moins énergivore que les constructions existantes, souvent édifiées dans les années 1960 et 1970. Par ailleurs, le petit nombre de constructions dans les secteurs déjà urbanisés (233 au maximum) par rapport aux objectifs de construction du SCoT (6200 logements nouveaux entre 2013 et 2030) indique que cette hausse de consommation sera marginale à l'échelle du SCoT.

Le développement des secteurs déjà urbanisés, situés en campagne et souvent à distance des transports collectifs, devrait entraîner aussi une augmentation de la mobilité motorisée (voitures individuelles). Là encore, cette augmentation est modérée compte-tenu du petit nombre de constructions possibles. En outre, les impacts de cette mobilité carbonée peuvent être atténués en ayant recours aux véhicules électriques ou en développant le covoiturage. Il faut également noter la desserte de plusieurs secteurs par le réseau de transport en commun de l'Agglomération (réseau Coralie), ce qui pourra limiter le recours à la voiture : Lochou

(Concarneau); Toulcarfuric, Keriquel Vihan et Kernallec (Trégunc), Célan, Trémorvézen, Lanmeur et Kertréguier (Névez).

## 4. SUR LES DECHETS

Les secteurs déjà urbanisés sont desservis par la collecte sélective des ordures ménagères, soit en porte-à-porte, soit en point de regroupement. Leur densification entraînera une augmentation modérée du tonnage de déchets à collecter et à trier, ce qui nécessitera une adaptation des moyens de collecte, notamment en matière de circuits de collecte. La production d'habitat individuel va également augmenter la production de déchets verts issus des tailles et des tontes.

## 5. SUR LA RESSOURCE EN EAU

Bien qu'accueillant une population nouvelle, les secteurs déjà urbanisés n'augmenteront pas davantage la pression sur la ressource en eau par rapport aux objectifs généraux d'accueil de population nouvelle qui demeurent inchangés pour chaque commune. Toutefois, la densification des secteurs déjà urbanisés entraînera une hausse modérée des consommations d'eau sur ces secteurs. Selon le nombre de constructions nouvelles et selon leur type (résidence principale ou résidence secondaire soumise à la saisonnalité), des renforcements de réseaux pourraient être nécessaires.

En matière d'assainissement, il faut distinguer les secteurs déjà urbanisés desservis par le réseau collectif, de ceux qui ne le sont pas. Parmi les SDU identifiés, les secteurs de Coat-Pin/Pont-Mélan/Mésangroas/Kerlogoden (Trégunc) et Célan, Trémorvézen, Kertréguier, Lanmeur (Névez) sont situés en zonage d'assainissement collectif. Ces secteurs sont déjà raccordés au réseau ou le seront à court terme (travaux en cours à Névez). La densification de ces SDU augmentera la quantité d'effluent rejetée, notamment en période touristique. Les réseaux sont suffisamment dimensionnés pour accueillir cette population nouvelle. Toutefois, les projets de développement affichés dans le PLU de la commune de Névez montrent que la station d'épuration sera saturée d'ici quelques années en période estivale. La station d'épuration Concarneau-Trégunc dispose des capacités de traitement nécessaires pour la densification des SDU concernés à Trégunc.

Les autres secteurs déjà urbanisés sont situés dans des zones classées comme aptes à l'assainissement individuel dans les plans locaux d'urbanisme. Leur développement ne devrait pas entraîner d'impacts significatifs sur la ressource en eau du fait du suivi assuré par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

## 6. SUR LES RISQUES ET LES NUISANCES

Les secteurs déjà urbanisés sont situés en dehors des zones de risque naturel (notamment inondation ou submersion marine) ou technologique. Ils restent néanmoins affectés par d'autres risques plus diffus, comme le risque radon ou le risque sismique qui concernent toute la région. La densification pourrait également entraîner une imperméabilisation supplémentaire des sols, ce qui accroîtrait les risques liés au ruissellement des eaux de pluie.

En outre, le secteur de Lochou est situé à proximité de la RN 165 et de la RD 70, classées comme infrastructure bruyante, respectivement de catégorie 2 et 3. Il est également situé à plusieurs centaines de mètres du silo Eureden, classée Seveso. Il est cependant en dehors du périmètre de risques technologiques identifiés par la DREAL et en est séparé par le talus de la voie express qui forme partiellement un masque au droit du secteur.

# CHOIX DES SECTEURS DÉJÀ URBANISÉS ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION (ERC)

## 1. CLASSEMENT DES ENSEMBLES BÂTIS DE PLUS DE 20 HABITATIONS

Sur la base des incidences potentielles décrites dans le chapitre précédent, une grille d'aide à la décision a été élaborée afin de dresser la liste des secteurs déjà urbanisés :

Ensemble bâti de plus de 20 habitations	Impacts identifiés				
	Patrimoine bâti	Patrimoine naturel	Agriculture	Assainissement	Risques naturels et technologiques
<b>Concarneau</b>					
LOCHOU					
LA HAIE					
QUESTEL					
STANG COADIGOU					
<b>Trégunc</b>					
BEG POSTILLON					
KERSTRAT					
KERIQUEL VIHAN					
TREHUBERT					
STANG QUELFEN					
KERLEO					
KERNALLEC					
COAT-PIN / PONT-MELAN / MEZANGROAS / KERLOGODEN					
KERHALLON					

Ensemble bâti de plus de 20 habitations	Impacts identifiés				
	Patrimoine bâti	Patrimoine naturel	Agriculture	Assainissement	Risques naturels et technologiques
<b>Névez</b>					
LANMEUR					
CELAN					
TREMORVEZEN					
KERTREGUIER					
BOTQUELEN					
PONT C'HOAT					
KERCANIC					
<b>Pont-Aven</b>					
néant					

Dans le tableau ci-dessus, les couleurs correspondent à :

- ✓ Vert : pas d'impact significatif du secteur urbanisé sur les critères.
- ✓ Jaune : impacts modérés.
- ✓ Rouge : impacts forts (non-respect des critères énoncés au chapitre précédent.)

Les impacts sont classés de la façon suivante :

- ✓ Patrimoine bâti : impacts forts si l'ensemble bâti comprend dans son périmètre un site inscrit ou classé ou un ensemble bâti remarquable (L. 151-19 CU). Impacts modérés si l'ensemble bâti comporte un élément de patrimoine bâti remarquable isolé ou un monument historique isolé.
- ✓ Patrimoine naturel : impacts forts si l'ensemble bâti comprend dans son périmètre un espace naturel protégé (site inscrit ou classé, site Natura 2000, ZNIEFF, zone humide identifiée au SCoT, élément de la trame verte et bleue). Impacts modérés si ces éléments sont à proximité immédiate de l'ensemble bâti mais non à l'intérieur.
- ✓ Agriculture : impacts forts si l'ensemble bâti comporte au moins un bâtiment d'exploitation agricole en son sein et que l'application d'un périmètre de 200 mètres couvre une large surface du secteur. Impacts modérés si le secteur est couvert en faible partie par le périmètre de 200 mètres d'un bâti agricole ou s'il existe un risque d'enclavement des parcelles cultivées.
- ✓ Assainissement : impacts forts s'il n'existe pas de solution d'assainissement conforme. Impacts modérés si le réseau d'assainissement nécessite des renforcements ou si le secteur est couvert par un périmètre de protection de captage.
- ✓ Risques : impacts forts s'il existe un risque naturel ou technologique non-diffus sur une grande surface de l'ensemble bâti. Impacts modérés s'il existe un risque naturel ou technologique diffus ou si une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE) soumise à déclaration est présente au sein de l'ensemble bâti.

## 2. MESURE D'ÉVITEMENT

La mesure d'évitement a été de ne pas retenir comme « secteur déjà urbanisé » les ensembles bâtis dont la densification aurait des impacts forts sur un ou plusieurs critères (cases en rouge).

La liste des SDU a ainsi été établie de façon à éliminer les secteurs bâtis qui comprennent des bâtiments agricoles à moins de 200 mètres, y compris des serres légères. De cette façon, le secteur de Questel en Concarneau et Kerléo en Trégunc n'ont par exemple pas été retenus. Les secteurs comportant un ensemble

bâti patrimonial ont également été éliminés. C'est le cas des secteurs de Kercanic (Névez) qui comporte un ensemble de chaumières remarquables et de Tréhubert (Trégunc) dont deux ensembles bâtis sont désignés au titre de l'article L.151-19 dans le PLU de la commune. Enfin, le secteur de Kerhallon (Trégunc) n'a pas été retenu en raison de la présence en son sein d'une zone de pression sur un corridor écologique qui doit être préservé (orientation IV.12 du SCoT).

### **3. MESURES DE RÉDUCTION**

#### **Des impacts sur l'agriculture**

Le risque d'enclavement des parcelles exploitées est réduit par l'instauration dans l'orientation I.3 d'une prescription imposant aux PLU de définir des règles de constructibilités n'entravant pas l'accès des engins agricoles.

#### **Des impacts sur les espaces et le patrimoine naturels**

Les prescriptions du SCoT actuel demeurent inchangées en matière de trame verte et bleue : les plans locaux d'urbanisme doivent veiller à préserver cette trame de l'urbanisation en utilisant en zonage agricole ou naturel spécifique rendant les terrains inconstructibles. De cette manière la délimitation des secteurs urbanisés dans les PLU ne pourra se faire au détriment des secteurs déjà intégrés à la trame verte et bleue.

Pour autant, la modification simplifiée renforce les prescriptions imposées aux PLU dans la délimitation de ces SDU : « les plans locaux d'urbanisme veilleront à définir des règles de constructibilité en accord avec le maintien des zones humides et des qualités environnementales et paysagères des secteurs concernés, notamment en matière de volume et d'aspect des constructions et de préservation des talus et des haies bocagères. »

Le présent projet de modification simplifiée intègre en outre une prescription qui impose aux plans locaux d'urbanisme de ne pas autoriser les constructions qui modifieraient significativement les paysages ou l'environnement. Cette mesure est de nature à réduire les impacts de l'urbanisation des fonds de jardin ou des dents creuses en favorisant la conservation des éléments végétaux existants par exemple.

#### **Des impacts sur le patrimoine bâti**

La modification simplifiée intègre des prescriptions qui imposent aux plans locaux d'urbanisme de ne pas autoriser les constructions qui modifieraient significativement les paysages ou l'environnement à raison de leur implantation, volume ou aspect. Cette mesure est de nature à limiter le gabarit des nouvelles constructions et à réduire les impacts paysagers de la densification.

#### **Des impacts sur le climat, l'énergie et la qualité de l'air**

Concarneau Cornouaille Agglomération est l'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire. Dans le cadre de son Plan Global de Déplacements (2016) et de son Plan Climat Air Energie Territorial (2021), elle met en place des actions favorisant l'utilisation des transports en commun (optimisation du réseau, tarifs abordables, sensibilisation et communication, mise en place de lignes estivales pour les plages), ainsi que tous les modes alternatifs à la voiture individuelle : expérimentation d'une plateforme de covoiturage local pour les secteurs non desservis par le réseau collectif, cofinancement d'infrastructures pour les mobilités actives, opération de sensibilisation, etc.

Ces mesures sont de nature à réduire les impacts sur le climat de la densification des secteurs déjà urbanisés.

### Des impacts sur les déchets

L'adaptation des moyens de collecte est effectuée régulièrement par Concarneau Cornouaille Agglomération ; la densification – progressive – des SDU ne sera pas de nature à modifier ce fonctionnement. Par ailleurs, l'Agglomération porte une politique ambitieuse en matière de prévention des déchets, que ce soit dans le cadre de la démarche « Territoire Econome en Ressources » accompagnée par l'ADEME, ou par la révision de son Plan Local de Prévention des déchets Ménagers et Assimilés en 2020. Ces démarches comprennent notamment des actions de sensibilisation et d'accompagnement des usagers à la réduction des déchets. Le développement du compostage à domicile est également favorisé pour diminuer les déchets verts (actions de formation, vente de composteurs à tarifs préférentiels...)

### Des impacts sur la ressource en eau

Le SCoT en vigueur depuis 2013 (orientations V.19 et 22), complété par l'évolution de la législation (loi ALUR notamment), demande aux communes de mesurer l'adéquation de leur développement urbain avec la disponibilité de la ressource en eau et la capacité des réseaux à acheminer et à traiter les effluents. La délimitation des secteurs urbanisés dans le cadre des plans locaux d'urbanisme devra respecter cela et adapter la capacité de densification de ces secteurs à celle des réseaux existants.

Par ailleurs, les travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif à Névez sont en cours et nécessiteront à terme une augmentation des moyens de traitement des eaux usées. Des études sont programmées à partir de 2020 par Concarneau Cornouaille Agglomération pour définir la solution à retenir.

### Des impacts sur les risques et les nuisances

Le possible accroissement des risques de ruissellement des eaux de pluie n'est pas mesurable à l'échelle du SCoT ; il reviendra à chaque PLU de justifier de l'évitement, de la réduction ou de la compensation de ce risque. Il sera modéré par le fait de conserver une part importante d'espaces non imperméabilisés sur les parcelles et d'y gérer les eaux pluviales de façon autonome.

Pour le secteur de Lochou, les constructions nouvelles devront respecter les prescriptions en vigueur en matière d'isolation acoustique.

## 4. MESURES DE COMPENSATION

Les objectifs de production de logements du SCoT ne sont pas modifiés. Ainsi, la production de logements supplémentaires dans les secteurs déjà urbanisés obligera les communes à revoir à la baisse le nombre de logements à créer dans d'autres espaces du territoire. En tout état de cause, cela permettra de compenser, au moins partiellement, les surfaces nouvellement artificialisées dans les SDU.

# INDICATEURS ET MODALITÉS D'ÉLABORATION, DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

La méthode utilisée pour établir cette évaluation environnementale a consisté en la définition, lors du travail d'inventaire des secteurs déjà urbanisés (SDU), de critères d'identification reprenant le cadre réglementaire (code de l'urbanisme) ainsi que les prescriptions du SCoT en vigueur (ex : trame verte et bleue, préservation des surfaces agricoles en zone littorale, intégrité des coupures d'urbanisation littorale...). La liste des SDU retenus a ensuite fait l'objet d'une analyse des incidences et dans la mesure du possible fait l'objet de mesures d'évitement, de réduction ou de compensation.

La collecte des données a été menée à partir des états initiaux et des évaluations environnementales du SCoT (2013) et des PLU de Trégunc (2016), de Névez (2017), de Pont-Aven (2018) et de Concarneau (2019). L'évaluation du SCoT (2019) a également été utilisée. Enfin, les sites internet des services de l'état et de divers organismes, ainsi que Géobretagne ont été consultés.

Le suivi et l'évaluation du SCoT sont réalisés conformément au cadre réglementaire (tous les 6 ans), grâce aux indicateurs suivants, qui reprennent ou complètent ceux figurant dans l'évaluation environnementale réalisée en 2013 ou dans l'évaluation du SCoT réalisée en 2019.

Indicateur	Origine de la donnée
Tâche des surfaces artificialisées (TSA)	Quimper Cornouaille Développement
Surfaces agricoles	Quimper Cornouaille Développement
TSA dans la trame verte et bleue	Quimper Cornouaille Développement
TSA dans les zones humides	Quimper Cornouaille Développement
Nombre d'habitations nouvelles créées dans les SDU	Communes de CCA
Densité nette des secteurs déjà urbanisés	Service Aménagement de CCA
Consommation d'eau potable	Direction Eau et Assainissement de CCA
Capacité résiduelle des stations d'épuration	Direction Eau et Assainissement de CCA
Nombre d'assainissements non collectifs polluants dans les SDU	Direction Eau et Assainissement de CCA

CONCARNEAU  
ELLIANT  
MELGVEN  
NÉVEZ  
PONT-AVEN  
ROSPORDEN  
SAINT-YVI  
TOURC'H  
TRÉGUNC



# SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMÉRATION

Modification simplifiée n°1 approuvée le 24 juin 2021

Bilan de la consultation des personnes publiques associées  
et du public

# TABLE DES MATIÈRES

<b>MODALITÉS DE CONSULTATION</b>	<b>2</b>
1. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE.....	2
2. CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES .....	3
Consultation de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE).....	3
Consultation des personnes publiques associées.....	3
3. CONSULTATION DU PUBLIC.....	4
<b>PRISE EN COMPTE DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES</b>	<b>5</b>
<b>BILAN DE LA CONSULTATION DU PUBLIC</b>	<b>6</b>
<b>ANNEXES</b>	<b>7</b>

# MODALITÉS DE CONSULTATION

## 1. CADRE LÉGISLATIF ET RÉGLEMENTAIRE

Conformément à la loi pour l'Évolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) du 23 novembre 2018, Concarneau Cornouaille Agglomération a utilisé la procédure de modification simplifiée pour transcrire l'évolution de cette loi dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

La modification simplifiée s'est déroulée selon le schéma suivant :

La procédure est engagée à l'initiative du président de Concarneau Cornouaille Agglomération, qui établit le projet de modification (art. L. 143-33 CU).

### Phase d'études

Élaboration du dossier de modification simplifiée  
Consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages (art. 42 de la loi ELAN). *Dossier présenté le 25 février 2020.*

Délibération du conseil communautaire qui précise les modalités de la mise à disposition au public  
(art. L. 143-38 CU) – *5 mars 2020*

### Notification du dossier de modification simplifiée (*17 mars 2020*)

Au préfet et aux personnes  
publiques associées aux articles  
L. 132-7 et L. 132-9 CU

A la Mission Régionale de  
l'Autorité Environnementale  
(MRAE)

A la chambre d'agriculture, à l'INAO  
et au Centre Régional de la  
Propriété Forestière

Délai porté au 23 septembre 2020 par l'ordonnance sur l'état d'urgence sanitaire

Mise à disposition du dossier au public pendant 31 jours après une période de publicité d'au moins 8 jours. Le dossier de modification simplifiée est complété par les différents avis reçus des personnes publiques associées.  
(art. L.143-38 CU)  
- *du 8 mars au 9 avril 2021* -

Adaptation éventuelle du projet pour tenir compte des avis et observations formulées.

Délibération du conseil communautaire sur le bilan de la mise à disposition et adoption du SCoT modifié.  
- *24 juin 2021* -

## 2. CONSULTATION DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

### Consultation de la Commission Départementale de la Nature, des Sites et des Paysages (CDNPS)

Conformément à l'article 42 de la loi ELAN, Concarneau Cornouaille Agglomération a présenté le projet de modification simplifié devant la CDNPS du Finistère le 25 février 2020.

La commission a transmis son avis le 16 mars 2020.

### Consultation de la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAE)

Concarneau Cornouaille Agglomération a transmis le projet de modification simplifiée à la MRAE de Bretagne qui en a accusé réception le 8 avril 2020.

L'avis de la MRAE a été rendu le 20 septembre 2020.

### Consultation des personnes publiques associées

Concarneau Cornouaille Agglomération a transmis le projet de modification simplifiée le 17 mars 2020 aux personnes publiques associées suivantes :

Personne publique associée	Date de l'avis reçu par CCA
Chambre d'agriculture	27 mai 2020
CCI Métropolitaine Bretagne Occidentale	13 mai 2020
INAO	Avis non reçu
CRPF	Avis non reçu
Symescoto	Avis non reçu
Quimperlé Communauté	Avis non reçu
Pays Centre-Ouest-Bretagne	Avis non reçu
Préfet du Finistère	26 octobre 2020 (hors délais)
Région Bretagne	3 août 2020
Département du Finistère	23 septembre 2020
Chambre des métiers	Avis non reçu
CRC Bretagne sud	17 juin 2020
SNCF Réseau	Avis non reçu

### 3. CONSULTATION DU PUBLIC

Le conseil communautaire du 5 mars 2020 a défini les modalités suivantes pour la consultation du public :

- Mise à disposition du dossier pendant 31 jours au moins ;
- Information du public via un avis inséré dans un journal publié dans le département, au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du dossier ;
- Affichage de cet avis à l'hôtel d'agglomération ;
- Mise à disposition du dossier au format papier accompagné de registres destinés au recueil des observations dans les mairies des 4 communes concernées, ainsi qu'au siège de l'Agglomération, aux horaires habituels d'ouverture au public ;
- Mise en ligne du dossier sous forme numérique sur le site internet de CCA, accompagné d'un formulaire électronique pour le recueil des observations du public.

Ces modalités ont été reprises dans l'arrêté 21.226 du président de CCA en date du 17 février 2021.

L'avis d'ouverture de la consultation publique est paru dans le journal Le Télégramme le samedi 27 février 2021 et a été affiché dans le panneau prévu à cet effet devant l'hôtel d'agglomération.

La consultation publique s'est tenue du lundi 8 mars au vendredi 9 avril 2021, soit 37 jours au total. Pendant cette période, les dossiers papier étaient disponibles aux accueils des mairies de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont-Aven, ainsi qu'à l'accueil de l'hôtel d'agglomération. Une page dédiée à la consultation du public a été créée sur le site internet de CCA, comprenant le dossier numérique et un lien vers un formulaire en ligne.

Plusieurs articles dans la presse et sur les réseaux sociaux ont également informé le public pendant la consultation.



# PRISE EN COMPTE DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

Les avis des personnes publiques associées<sup>1</sup> contiennent de nombreuses observations. Parmi elles :

- la chambre d'agriculture relève que certains SDU seraient situés trop près de bâtiments d'exploitation agricole ;
- le Département souhaiterait une meilleure prise en compte des zones humides dans la délimitation des SDU ;
- le comité régional de la conchyliculture s'inquiète des capacités réelles d'assainissement, notamment à Névez ;
- l'Autorité environnementale recommande d'axer la démarche sur l'identification complète des enjeux environnementaux locaux et l'évitement des effets négatifs. Il s'agit aussi de mieux encadrer l'urbanisation des SDU.

La CDNPS a par ailleurs émis un avis favorable sous réserve de supprimer un secteur en continuité écologique (Kerhallon) et d'être vigilant sur la délimitation des SDU dans les plans locaux d'urbanisme.

La prise en compte de ces différents avis a fait évoluer le dossier sur les points suivants :

- Le secteur déjà urbanisé (SDU) de Kerhallon a été supprimé ;
- La méthode utilisée pour la sélection des SDU a été explicitée par l'insertion dans le dossier d'une grille d'analyse multicritères ;
- Les critères de choix des SDU ont été complétés afin de préserver davantage le patrimoine bâti et les activités agricoles. Cela a entraîné la suppression des SDU de Questel (Concarneau), Kerléo, et Tréhubert (Trégunc) ;
- Dans le but de renforcer la protection des paysages et d'éviter l'étalement urbain, les prescriptions sur la délimitation des SDU dans les plans locaux d'urbanisme ont été renforcées, de même que les caractéristiques des constructions pouvant y être autorisées.
- L'évaluation environnementale a été très largement complétée pour répondre aux observations de l'Autorité Environnementale.

---

<sup>1</sup> Les avis sont annexés en fin de dossier.

# BILAN DE LA CONSULTATION DU PUBLIC

Du 8 mars au 9 avril 2021, la mise à disposition du dossier au public a engendré :

- ✓ 1716 connexions sur la page dédiée du site internet de CCA
- ✓ 889 vues du post Facebook et 33 partages.
- ✓ 83 avis exprimés (sans doubles comptes<sup>2</sup>), dont 32 grâce au formulaire en ligne.

Les avis exprimés concernent les communes suivantes : Concarneau (5 avis), Trégunc (48), Névez (24), Pont-Aven (1).

La grande majorité des avis (59 sur 83) est constitué de demandes de terrain à bâtir. Les secteurs concernés sont principalement la pointe de Trévignon (Trégunc), Le Paradis (Trégunc), Kertréguier (Névez), Rospico-Kerdavid-Tréfernec (Névez), Trémorvézen-Kerascoët (Névez), Kermen (Névez), Pont-Guenneac (Névez), Lambell (Trégunc), Beg Postillon (Trégunc), Kerhallon (Trégunc)...

La plupart de ces demandes concerne des terrains ayant perdu leur constructibilité avec les révisions de PLU successives. Les demandeurs ne s'attardent généralement pas sur les critères de définition des secteurs déjà urbanisés présentés dans le dossier. Les demandes de terrains à bâtir sont ainsi souvent incompatibles avec les critères établis par la loi et précisés dans le projet de modification simplifiée. Le caractère inconstructible d'un certain nombre de terrains est également dû aux choix d'aménagement effectués par les plans locaux d'urbanisme et n'est *a priori* pas lié au SCoT en vigueur (ex : secteurs de la pointe de Trévignon ou de Lambell). Au demeurant, le SCoT ne peut définir la constructibilité d'un terrain, qui n'est établie que par le règlement du PLU.

Les demandes de classement en secteur déjà urbanisé sont généralement incompatibles avec les critères de la loi ELAN (ex : être situé en dehors des espaces proches du rivage), ou avec les orientations du SCoT sur les coupures d'urbanisation littorale ou la préservation de la trame verte et bleue.

Par ailleurs, le secteur du Cabellou (Concarneau) fait l'objet de plusieurs avis contre un projet immobilier et contre la densification de ce secteur, ce qui ne relève pas de l'objet de la présente procédure.

6 avis sont d'ordre général et s'intéressent à la méthodologie employée, aux modalités de concertation ou aux choix retenus dans le dossier. Quelques avis déplorent ainsi l'absence de concertation publique préalable à la mise à disposition du dossier, quand bien-même elle n'était en rien obligatoire.

Enfin, 6 avis ont trait à des problématiques qui seront étudiées dans le cadre de la révision du SCoT.

---

<sup>2</sup> Un même avis a souvent été déposé dans plusieurs lieux de consultation. Le chiffre indiqué ne prend pas en compte les doublons.

# ANNEXES

Avis de la CDNPS du 25 février 2020

Avis de la MRAE du 20 septembre 2020

Avis des personnes publiques associées

Arrêté du président de CCA du 17 février 2021 organisant la consultation du public

Extrait de la page dédiée du site internet de CCA



**AGRICULTURES  
& TERRITOIRES**  
CHAMBRE D'AGRICULTURE  
FINISTÈRE

**REÇU À CCA**

29 MAI 2020

4

Quimper le 27 mai 2020

CCA Agglomération  
Service urbanisme  
1 rue Victor Schoelcher  
29 900 CONCARNEAU

Monsieur le Président,

Conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, vous avez sollicité l'avis de notre organisation sur le projet de modification simplifiée de votre SCoT.

A la lecture de l'exposé des motifs, nous relevons que la modification de votre SCoT porte exclusivement sur la prise en compte des nouvelles dispositions de la loi Elan et des modifications de l'article L 121-3 du code de l'Urbanisme.

Cette mesure vise à permettre l'identification de nouveaux hameaux en commune littorale susceptibles de faire l'objet de nouvelles constructions en densification.

A ce titre, le SCoT retient dix-huit hameaux.

Sur le fond, cette modification vise à favoriser la densification de l'habitat sans consommer d'espace agricole et naturel sur des secteurs présentant déjà une concentration d'habitat remarquable.

Nous notons cependant que certains hameaux présentent des sites d'exploitations dans un rayon de 200 m (distance de recul de référence adoptée en CDPENAF pour l'identification des changements de destination) ce qui nous invite à présenter de fortes réserves sur leur inscription.

Les hameaux concernés sont le Questel, le Lochou, la Haie, Kerleo, Celan, kertreguier et Kerstrat.

Pour les autres hameaux, à ce stade de la procédure, nous ne présentons pas d'observation dans l'attente de voir la traduction de cette démarche dans les règlements des PLU ou d'un futur PLUi sur votre territoire.

Restant à votre disposition,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de nos salutations distinguées.

Sophie ENIZAN  
Elue référente territoire

Territoire Sud  
2 allée St Guénolé  
29322 QUIMPER cedex  
Tél. 02 98 52 49 00  
Fax 02 98 52 49 67  
Email : quimper@finistere.chambagri.fr

**Objet :**  
Modification simplifiée de  
SCoT CCA

**Dossier suivi par :**  
**Olivier CAROFF**  
Conseiller en  
aménagement foncier  
☎ 02 98 52 49 43



**20 MAI 2020**

**Le Président**

DIFFUSION - DGS	
Original	<i>B Roy -</i>
Copies	

**Monsieur André FIDELIN**  
**Concarneau Cornouaille Agglomération**  
1 rue Victor Schoelcher CS 50 636  
29186 CONCARNEAU Cedex

Département Entreprises et Territoire

JFG-VC-CS 2020-005

Tél. 02 98 98 29 29- Fax 02 98 98 29 71

**Objet : Modification simplifiée n° 1 du  
SCoT de Concarneau Cornouaille  
Agglomération**

Quimper, le 13 mai 2020

Monsieur Le Président,

Par le courrier du 17 mars 2020, vous sollicitez l'avis de la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Bretagne ouest sur la délibération de votre Conseil communautaire arrêtant la modification simplifiée du Schéma de cohérence territoriale (SCoT) de Concarneau Cornouaille Agglomération.

Les modifications consistant en la prise en compte des règles d'urbanismes particulières au littoral modifiées par la Loi ELAN, la Chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Bretagne ouest n'a pas d'observation particulière à formuler.

Nous émettons, par conséquent, un avis favorable.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

*amitiés*  
  
**Jean-François GARREC**



LA PRESIDENTE

Quimper, le

23 SEP. 2020

M. Olivier BELLEC  
Président de Concarneau  
Cornouaille Agglomération  
Parc d'activités de Colguen  
1, rue Victor Schoelcher  
CS 50 636  
29 186 CONCARNEAU CEDEX

Objet : Avis du Conseil départemental sur le SCoT  
de Concarneau Cornouaille Agglomération  
**Modification simplifiée n°1 du SCoT**

Monsieur le Président, *cher Olivier,*

Par courrier en date du 17 mars 2020, reçu le 18 mai 2020, vous sollicitez l'avis du Conseil départemental sur votre proposition de modification simplifiée n°1 du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Cette modification vise à rendre votre SCoT conforme à la Loi Elan du 23 novembre 2018, concernant plus particulièrement le territoire des communes de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont Aven. Du fait de la crise sanitaire, la réponse attendue des personnes publiques associées a été reportée au 24 septembre 2020.

À l'issue de l'examen des différentes pièces composant ce dossier, je vous informe de l'avis favorable émis par le Conseil départemental. Des remarques et observations vous sont présentées en annexe et permettront de compléter nos échanges sur le document finalisé.

Une fois votre décision de modification simplifiée approuvée et rendue exécutoire, je vous remercie de bien vouloir m'en adresser un exemplaire sur support numérique (en PDF et données graphiques au format SIG).

Au sein des services du Conseil départemental, votre dossier est suivi par Claire DARLEY, Coordinatrice territoriale au sein de la Direction Europe et Coopérations Territoriales que vous pouvez joindre au 02.98.76.26 37 ou par courriel [claire.darley@finistere.fr](mailto:claire.darley@finistere.fr) pour tout renseignement complémentaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes salutations les meilleures.

*Cordialement*  
  
Nathalie SARRABEZOLLES

## ANNEXE

### Modification simplifiée n°1 du SCoT Concarneau Cornouaille Agglomération

#### Erreur matérielle

L'orientation I.4 du Document d'orientations et d'objectifs « localiser les extensions de l'urbanisation » identifie **18 secteurs déjà urbanisés** (SDU) alors que la délibération de Concarneau Cornouaille Agglomération mentionne **19 secteurs** déjà urbanisés.

#### Habitat logement

Le Conseil départemental souscrit à la volonté de densification de l'habitat, cohérente avec sa politique qui vise à favoriser à la fois la mobilisation du parc ancien et à réduire l'impact de l'habitat sur l'environnement.

#### Zones humides

Le SCoT propose de retenir 18 Secteurs déjà urbanisés (SDU), qui pourront faire l'objet de constructions nouvelles.

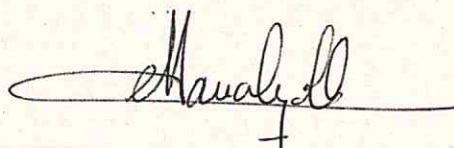
Le volume 1 (p. 6) précise que ces SDU sont hors espaces remarquables, trame verte et bleue et hors zones humides cartographiées (inventaire). Toutefois, le volume 2 (p. 12) ne reprend pas cette précision à l'égard des zones humides. Il est proposé de reprendre cet élément : les SDU « sont situés en dehors de la bande des 100 mètres du rivage, en dehors des espaces proches du rivage, en dehors des coupures d'urbanisation \* et en dehors de la trame verte et bleue définis dans le présent DOO ».

**\* Le CD suggère d'ajouter dans ce § : « hors des zones humides cartographiées »**

La fin de ce § précise que : « les secteurs déjà urbanisés » sont localisés sur la carte de la page suivante. Ils sont délimités par les plans locaux d'urbanisme\* ».

Les zones humides cartographiées ne représentent pas toujours l'exhaustivité des zones humides présentes sur le territoire. Il serait intéressant qu'à cette phase de traduction des SDU dans les PLU, **une étude de terrain** soit faite pour affiner l'identification des zones humides sur ces secteurs.

**\* Le CD propose d'ajouter la mention suivante : « Ils sont délimités par les plans locaux d'urbanisme qui s'assureront de manière effective de la présence ou non de zones humides, au sens de l'article L211-1 du Code de l'environnement, qu'elles soient cartographiées ou non dans le DOO ».**



Pour information complémentaire : la contribution du Conseil départemental aux documents d'urbanisme accessible sur le site Département du Finistère - 29 à la page Planification et urbanisme

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Préfecture**

Quimper, le

**16 MARS 2020**

Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial

Bureau de la coordination

Affaire suivie par : M. Romain GOURLAOUEN

Tél. : 02-98-76-27-81

Courriel : [romain.gourlaouen@finistere.gouv.fr](mailto:romain.gourlaouen@finistere.gouv.fr)

M. le Préfet du Finistère

à

M. le Président de Concarneau Cornouaille  
Agglomération

Objet : réunion de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS)  
du 25 février 2020 – Modification simplifiée du SCOT.

PJ : 2

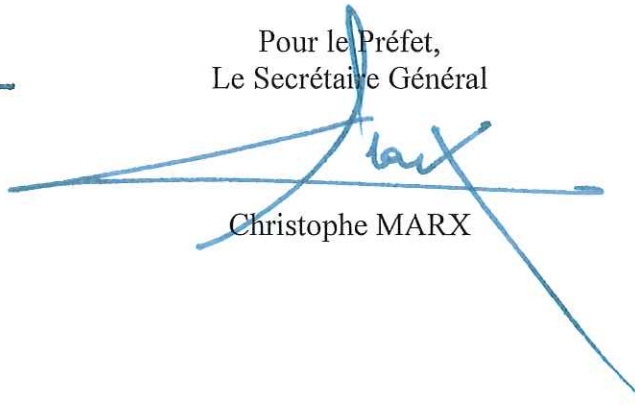
Conformément aux dispositions de l'article 42 de la loi ELAN, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) a examiné le projet de modification simplifiée du SCOT visant à intégrer les nouvelles dispositions de cette loi en localisant et définissant de nouveaux villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés (SDU) lors de sa séance du 25 février 2020 à laquelle vous avez participé.

Comme vous le savez, la commission a émis un avis favorable à la majorité à votre demande sous réserve de la prise en compte des observations détaillées dans le rapport et le diaporama annexés au présent courrier.

Je vous invite à prendre en compte ces observations dans le cadre de la procédure de modification simplifiée de votre SCOT.

*Bien à vous -*

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Christophe MARX

Copie : DDTM

PRÉFET DU FINISTÈRE

**Préfecture**

Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial (DCPPAT)

Quimper, le 10 mars 2020

Bureau de la coordination

Affaire suivie par : M. Romain GOURLAOUE

Tél. : 02.98.76.27.81

Courriel : [romain.gourlaouen@finistere.gouv.fr](mailto:romain.gourlaouen@finistere.gouv.fr)

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE,  
DES PAYSAGES ET DES SITES**

**FORMATION «SITES ET PAYSAGES»  
Réunion du mardi 25 février 2020**

**PROCÈS-VERBAL**

La commission départementale de la nature, des paysages et des sites s'est réunie dans sa formation « Sites et Paysages » le mardi 25 février 2020 à la Préfecture du Finistère, sous la présidence de M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture.

Étaient présents à titre de membres :

- M. Georges LOSTANLEN, conseiller départemental du canton de PLOUIGNEAU
- M. Christian JOLIVET, maire de GUILER-SUR-GOYEN, vice-président de la communauté de communes du Haut Pays Bigouden
- M. Daniel BOUER, représentant l'association Bretagne vivante – SEPNEB
- M. Bernard MENEZ, représentant les organisations professionnelles sylvicoles
- Mme Katia HERVOUET, architecte
- M. Gwenaél LE BERRE, agronome
- M. Philippe BRIERE, représentant de l'association Vieilles maisons françaises
- M. Olivier REMUS, représentant de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM)
- M. Olivier THOMAS, représentant de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine
- Mme Françoise LE PAGE, représentante de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL)

Absents excusés représentés :

- M. Thierry MERRET, représentant les organisations professionnelles agricoles – mandat à M. Bernard MENEZ

Absents excusés non représentés :

- Mme Fabienne de LANGLE-LOUVET, représentant la société pour la protection des paysages et de l'esthétique de la France (SPPEF)
- M. Nicolas DUVERGER, architecte, directeur du conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) du Finistère

Rapporteurs :

- M. Olivier GOSSUIN, service aménagement – DDTM
- Mme Nathalie BODERE-LE LAY, service aménagement – DDTM
- M. Olivier THOMAS, représentant l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine

Autres personnes présentes :

- Mme Sylvie HORIOT, chef du bureau de la coordination, préfecture du Finistère
- M. Romain GOURLAOUEN, bureau de la coordination, préfecture du Finistère

\*\*\*

Le président ouvre la séance en constatant que le quorum est atteint (10 membres présents et 1 mandat).

Le président demande aux membres s'ils ont des observations à formuler sur le procès-verbal de la réunion du 28 janvier 2020. En l'absence d'observation, le procès-verbal de cette réunion est approuvé.

\*\*\*

CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION – Modification simplifiée du SCOT  
**Article 42 de la loi ELAN**

Personnes présentes :

- M. Michel COTTEN :
- M. Yann GUILLOU : responsable aménagement à Concarneau Cornouaille Agglomération

Mme BODERE-LE LAY (DDTM) rapporte le dossier. Le SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération approuvé le 23 mai 2013 identifie les agglomérations et les villages dans les communes littorales. Le conseil communautaire a engagé une procédure de modification simplifiée visant à intégrer les nouvelles dispositions de la loi ELAN en localisant et définissant les secteurs déjà urbanisés (SDU).

Le rapporteur propose aux membres de la commission un avis favorable sous réserve de prendre en compte les observations détaillées dans le rapport et le diaporama préparés par la DDTM joints au présent compte-rendu.

À l'issue de l'exposé, le président invite les invités à exprimer d'éventuelles observations.

M. COTTEN précise qu'il est difficile de zoomer sur les cartes du SCOT (cartes à grande échelle), notamment sur la trame verte et bleu. Il a donc fallu se référer au PLU pour identifier certaines zones.

M. MARX demande à M. COTTEN s'il voit des difficultés pour appliquer les observations émises par le rapporteur de la DDTM, notamment l'exclusion du secteur de KERHALLON (commune de TREGUNC) de la liste des SDU.

M. COTTEN indique qu'il ne voit aucune difficulté pour respecter les observations, notamment d'exclure le secteur de KERHALLON de la liste des secteurs déjà urbanisés (SDU), le sujet a été vu avec les élus de TREGUNC.

M. BOUER demande quel est le but recherché de cette révision simplifiée du SCOT.

M. COTTEN indique que dès que la loi ELAN s'applique les pétitionnaires sont en droit de déposer des demandes d'urbanisme, il y a donc une certaine urgence à mettre le SCOT et les PLU en conformité avec la réglementation. Il est prévu une révision du SCOT qui sera proposée lors du conseil communautaire du 5 mars prochain mais cela prend du temps d'où ce projet de révision simplifiée.

M. BOUER indique que la révision simplifiée du SCOT doit permettre d'améliorer l'offre de logement or l'augmentation de logement sur la communauté augmenterait seulement de 0,7 % par rapport aux besoins identifiés et ce projet montre que la majorité de ces logements seront des résidences secondaires.

M. COTTEN indique qu'en effet il existe un nombre important de résidences secondaires dans certains secteurs de la communauté de communes.

M. THOMAS indique qu'il existe une différence d'identification pour un secteur précis entre le SCOT et le PLU correspondant. En effet, un secteur est identifié comme un SDU en espace proche du rivage au SCOT, ce qui n'est pas possible et ne devrait donc pas être identifié comme un SDU.

Mme BODERE-LE LAY indique qu'il peut en effet parfois exister une différence entre une identification au SCOT et ce qui apparaît au PLU correspondant.

M. GUILLOU indique qu'ils se sont basés, notamment pour l'identification des EPR, sur les délimitations présentes dans les PLU.

Mme BODERE-LE LAY indique que le PLU permet une étude plus approfondie, mais il est nécessaire de maintenir une cohérence entre PLU et SCOT.

M. BOUER demande si un PLUi est prévu dans l'avenir. M. COTTEN indique qu'il est favorable à la mise en place d'un PLUi et indique que si pour le moment la majorité des élus de la communauté de communes n'y est pas favorable, cela devrait se faire dans le futur.

En l'absence d'autre observation, le président demande aux invités de quitter la salle et aux membres de débattre sur la proposition de l'administration. Après discussions, le président propose aux membres de voter. Il est proposé un avis favorable en prenant en compte les observations détaillées dans le rapport et le diaporama préparés par la DDTM.

Le vote est favorable à la majorité (2 abstentions et 9 votes favorables).

Le Président,

*Signé*

Christophe MARX



PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale  
des territoires et de la mer  
Unité Planification Urbanisme

Quimper, le **19 FEV. 2020**

**Commission départementale de la nature,  
des paysages et des sites**

Séance du 25 février 2020

Schéma de Cohérence Territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération  
Modification simplifiée n° 1

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi « ELAN » renforce le rôle du SCoT en matière d'application de la loi « Littoral ».

L'article 42 de la loi dispose qu'il peut être recouru, après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, à la procédure de modification simplifiée afin de modifier le contenu du schéma de cohérence territoriale pour intégrer les dispositions relatives à la loi « Littoral » et déterminer les critères d'identification des villages, agglomérations et autres secteurs déjà urbanisés prévus à l'article L. 121-8 du code de l'urbanisme et en définir la localisation.

Ces dispositions traduisent la volonté du législateur de réintroduire un droit à la densification des espaces urbains intermédiaires. Elles confèrent à cet effet davantage de latitude au SCoT pour mettre en œuvre le projet de territoire souhaité, précisément défini et raisonné, sur la base d'une analyse fine des capacités d'accueil et d'une justification du besoin tenant compte des paysages, de l'environnement, des particularités locales, qui permettent d'identifier des secteurs suffisamment compacts et structurés pour être éligibles à la densification.

Conformément aux dispositions de l'article L.121-3 du code de l'urbanisme, le schéma de cohérence territoriale doit préciser, en tenant compte **des paysages, de l'environnement, des particularités locales et de la capacité d'accueil du territoire**, les modalités d'application des dispositions du chapitre relatif à l'aménagement et à la protection du littoral.

Le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération approuvé le 23 mai 2013 identifie les agglomérations et les villages dans les communes littorales.

Le Conseil communautaire a engagé une procédure de modification simplifiée visant à intégrer les nouvelles dispositions de la loi ELAN en localisant et définissant les secteurs déjà urbanisés (SDU).

La loi Elan autorise la densification au sein des SDU situés exclusivement en dehors de la bande des 100 mètres et des espaces proches du rivage lorsque les constructions n'ont pas pour effet de modifier de manière significative les caractéristiques du bâti existant.

## **1 – composition et contenu du dossier**

Le dossier transmis pour avis à la CDNPS comporte les extraits des pièces du SCoT faisant l'objet de modifications :

- une notice explicative présentant les dispositions du SCoT faisant l'objet d'évolutions ;
- le document d'orientations et d'objectifs ;
- l'évaluation environnementale.

L'évaluation environnementale aurait gagné à être approfondie et menée avec davantage de précision afin que le projet puisse répondre aux enjeux de protection de l'environnement et des paysages présents sur le territoire.

## **2 – les secteurs déjà urbanisés issus de la modification simplifiée**

Le territoire compte quatre communes littorales : Concarneau, Névez, Pont-Aven et Trégunc. Le projet de modification simplifiée du SCoT reconnaît la qualité de SDU à 19 secteurs devant répondre à la définition suivante : « ensembles bâtis continus d'une certaine densité, de taille inférieure aux agglomérations et villages. Ils comprennent au moins une vingtaine d'habitations ou d'hébergements. Ils sont situés en dehors de la bande des 100 mètres, en dehors des espaces proches du rivage, en dehors des coupures d'urbanisation et en dehors de la trame verte et bleue définis dans le DOO. Ils sont desservis par des voies suffisamment dimensionnées pour l'accueil de constructions ou d'installations nouvelles. En outre, ils sont desservis par le réseau d'eau potable, par l'assainissement collectif ou sont situés dans des zones aptes à l'assainissement individuel. »

Il est à remarquer que :

- La commune de Pont-Aven ne comportant aucun site répondant à ces critères, aucun SDU n'y a été localisé.
- La commune de Concarneau comporte 4 SDU, l'ensemble de ces sites est classé en zone U dans le PLU en vigueur. Ce PLU date de 2010 à une époque où on reconnaissait encore les hameaux et est aussi antérieur à l'approbation du SCoT.
- La commune de Trégunc comporte 9 SDU. 7 de ces sites sont classés en zone A et 2 en zone N dans le PLU en vigueur depuis le 25 avril 2017.
- La commune de Névez comporte 6 SDU, 3 de ces sites sont classés en zone N et 3 en zone Uh dans le PLU en vigueur depuis le 20 septembre 2017.

Le projet s'inscrit sur un territoire particulièrement sensible car concerné par de forts enjeux environnementaux et paysagers.

**2.1 La trame verte et bleue**, qui est faite d'espaces protégés, d'espaces boisés et d'espaces non bâtis, constitue un maillage écologique et paysager du territoire. Un certain nombre de secteurs est situé à proximité immédiate de la trame verte et bleue et de réservoirs de biodiversité. Certains secteurs sont quasiment cernés par cette trame (ex : Trémorvézen sur Névez), ou concernés par un réservoir majeur ou annexe de biodiversité (Tréhubert et Kerléo à Trégunc, Botquelen et Pont-C'Hoat à Névez, pour partie Lanmeur et Célán à Névez).

L'évaluation environnementale de la modification simplifiée ne traite pas suffisamment de cette problématique. Le SCoT de 2013 préconise, pour ces secteurs, la maintien de la continuité de la trame, en évitant tout nouvel empiétement par de l'habitat ou des activités. Il ajoute qu'en cas de destruction inévitable et motivée de la trame verte et bleue dans les projets d'urbanisme, elle pourra faire prioritairement l'objet de mesures compensatoires afin de restaurer les continuités perturbées.

Le projet de modification simplifiée du SCoT indique d'ailleurs que les SDU doivent être situés en dehors de la trame verte et bleue. Le secteur de Kerhallon, inclut dans « un secteur soumis à forte pression d'urbanisation et apparemment vulnérable », ne répond donc pas à cette condition et ne peut être pris en compte.

**2.2** Le dossier fait état de plusieurs secteurs dont les opérations de densification sont susceptibles d'avoir un **impact sur le patrimoine ou les sites** : la moitié du secteur de la Haie est situé dans la ZPPAUP de Concarneau, le site de Questel est en limite de la ZPPAUP de Concarneau, le site de Kerléo se situe à proximité du site classé des dunes et étangs de Trévignon.

L'étude environnementale de la modification simplifiée prévoit que les PLU devront ne pas autoriser les constructions qui modifieraient significativement les paysages ou l'environnement et que cette mesure est de nature à limiter le gabarit et les volumes des nouvelles constructions. Cette disposition devra effectivement être strictement prise en compte dans les documents d'urbanisme locaux. Ces derniers devront mettre en œuvre des garanties assurant effectivement la préservation du patrimoine, des sites et du paysage. Ainsi les secteurs de Stang-Quelfen et Kerléo qui sont situés à proximité immédiate de « secteurs soumis à forte pression d'urbanisation et apparemment vulnérables » devront faire l'objet d'une attention particulière.

**2.3** Les PLU devront comporter une **délimitation fine des espaces proches du rivage** et préciser que les parcelles en dent creuse dans les espaces proches du rivage resteront inconstructibles. Certains secteurs sont ainsi partiellement concernés : Questel à Concarneau, Tréhubert à Trégunc, Trémorvézen à Névelz.

**2.4** : Le projet de modification simplifiée du SCoT précise que les SDU doivent être situés **en dehors des coupures d'urbanisation**. Les parcelles situées dans cette coupure devront être inconstructibles. C'est le cas de l'ouest du secteur de Kertréguier à Névelz qui semble bien située dans une coupure d'urbanisation.

La nécessité de corrélation entre la densification de nouveaux SDU et l'enjeu d'une programmation anticipée d'un système d'assainissement efficient et robuste devra enfin être intégrée avec rigueur dans les PLU.

**En conclusion**, il est proposé à la commission d'émettre un avis favorable sur ce dossier sous réserve de la prise en compte des observations ci-dessous :

- Exclure le secteur de Kerhallon à Trégunc de la liste des SDU, au regard de l'incompatibilité avec la superposition de la Trame Verte et Bleue.
- Veiller strictement et finement dans les PLUs à la protection des sites et paysages situés à proximité de la trame verte et bleue et à la délimitation des espaces proches du rivage.

Le directeur départemental des territoires et de la mer



Philippe Charretton

Auray, le 16 juin 2020,

Concarneau Cornouaille Agglomération  
PA de Colguen  
1 rue Victor Schloecher, CS 50 636  
29 186 CONCARNEAU Cedex

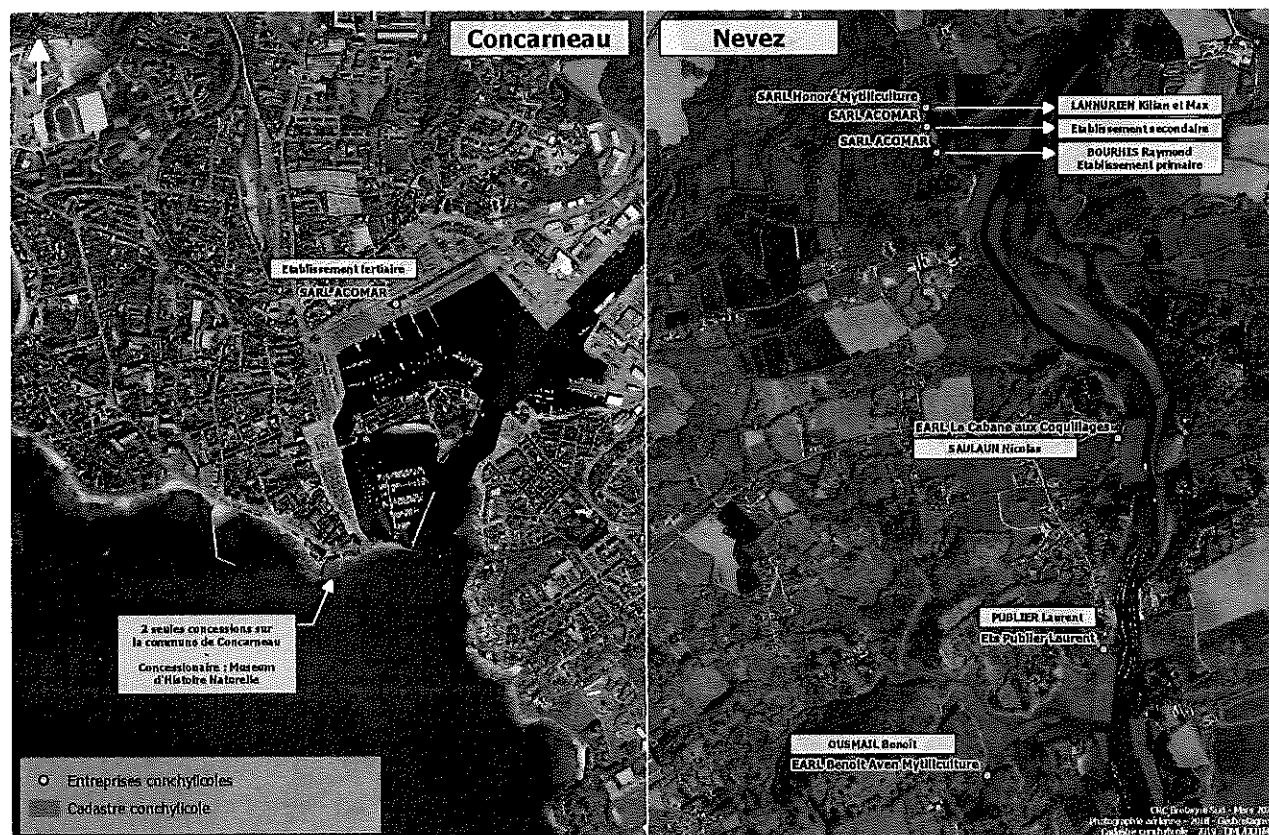
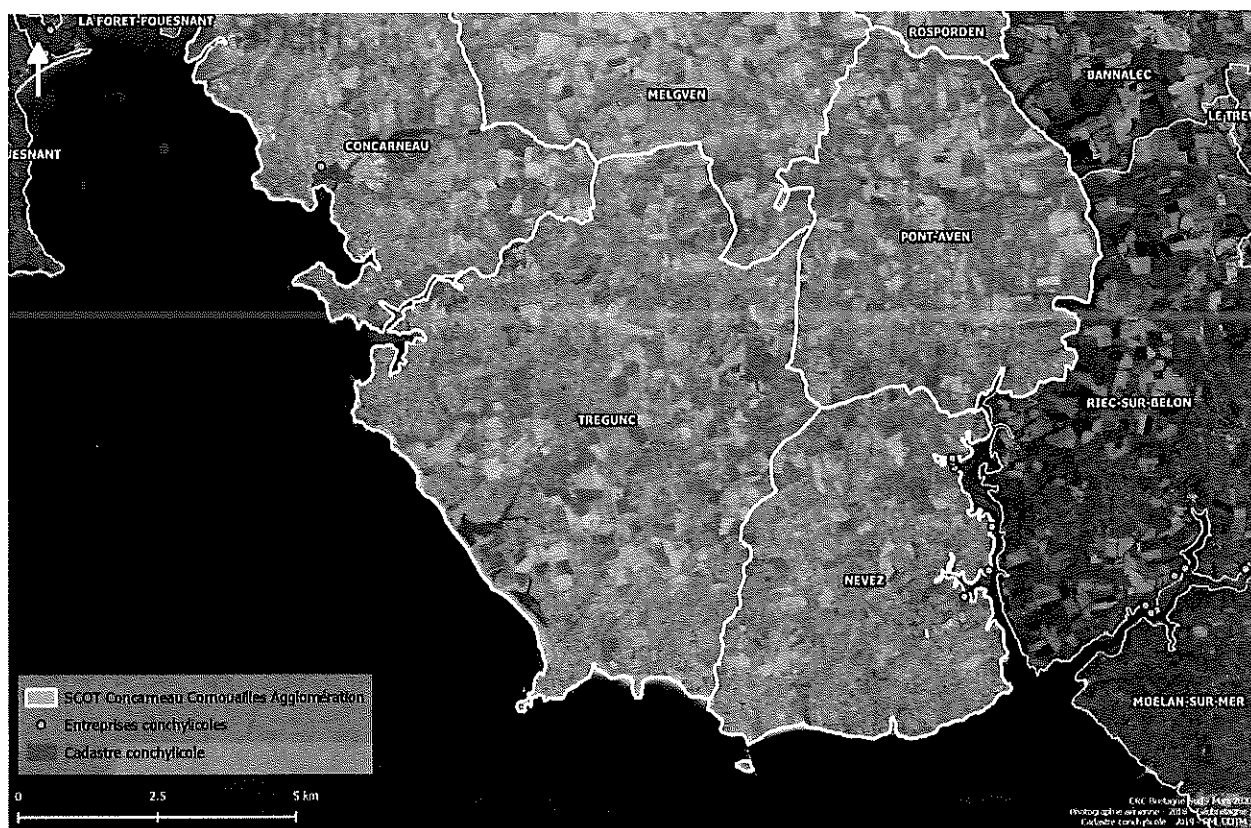
Objet : SCOT\_CCA\_MS\_consultation PPA

Nos ref : AG\_2020\_26\_URB\_SCOT\_CCA\_Avis avant enquête publique

Monsieur le Président,

Par courrier du 17 mars dernier, reçu le 20 mars, vous avez adressé au CRC Bretagne Sud la modification simplifiée du SCOT de CCA, pour avis, avant soumission du projet à enquête publique.

Avec ses quatre communes soumises à la loi Littoral, sa large façade maritime et les qualités zootechniques reconnues de l'Aven, le territoire de CCA abrite le siège de six entreprises conchyliques (situées sur la commune de Nevez) et de nombreuses concessions de cultures marines sur le domaine public maritime. Il constitue ainsi une zone de production conchylique remarquable du Sud Finistère, dont le potentiel mérite d'être préservé, voire développé.



Dans le projet de modification simplifiée, sur la commune de Nevez et à immédiate proximité des zones conchylicoles de l'Aven, deux nouveaux « secteurs déjà urbanisés », SDU, (Kertréguier et Lanmeur) viennent s'ajouter aux villages existants (Kerdruc et Port Manech).

Dans l'examen de ce projet, l'attention du CRC porte sur les points suivants :

- La protection des espaces conchylicoles par le maintien des espaces dédiés à l'activité sur les sites actifs ou en veille, identifiés par un zonage adapté ; et la possibilité de développement de ces activités ;
- Les dispositions propres à assurer une bonne qualité des eaux conchylicoles.

**I - S'agissant de la protection des espaces conchylicoles**, le SCOT précise que les SDU ne pourront pas être situés dans la bande littorale des 100 mètres, ni dans les espaces proches du rivage, conformément à l'article L. 121-8 du code de l'urbanisme.

Par conséquent, en principe, ces SDU ne pourront pas venir empiéter sur les territoires de cultures marines, qui exigent la proximité immédiate de l'eau. Il n'y a donc pas de concurrence entre SDU et conchyliculture si les limites énoncées par la loi ELAN sont respectées, et strictement mises en œuvre dans la traduction du SCOT à travers les PLU et les PLUi.

Il conviendra d'être vigilant au moment de l'intégration de la modification simplifiée du SCOT dans les documents locaux d'urbanisme.

**II - S'agissant de la préservation de la qualité des eaux conchylicoles**, la modification simplifiée du SCOT appelle deux séries de remarques de notre part.

### **1) Agriculture littorale et conchyliculture**

D'une part, au DOO (point IV.15, p. 37 et point IV.16, p. 40), seules les activités agricoles sont visées, et non leur déclinaison conchylicole (idem dans l'évaluation environnementale, page 10. Le CRC s'étonne qu'aucune mention expresse ne soit faite des espaces affectés à la conchyliculture à cet endroit, alors que l'activité de culture marine constitue un élément de vitalité pour ces espaces littoraux agricoles.

D'autre part, s'agissant des espaces agricoles littoraux et rétro-littoraux, le DOO énonce « *L'objectif est de faire revenir des exploitants et reconquérir une utilisation agricole des sols* ».

Or, il peut arriver qu'aient lieu des épandages accidentels de lisier, conduisant à une contamination des eaux conchylicoles comme cela a eu lieu en mars dernier dans le Ster Goz, affluent de l'Aven.

Il semble important de rappeler que l'exercice de l'activité agricole en zone littorale doit faire l'objet d'une vigilance particulière en raison des risques de pollution des eaux conchylicoles par des épandages.

## 2) Adéquation entre construction de nouveaux logements et capacité réelle d'assainissement

Le développement des agglomérations, villages et secteurs déjà urbanisés (SDU), prévu par la loi ELAN, ne doit pas porter atteinte à la qualité des eaux conchylicoles. Il convient de souligner que celles-ci peuvent subir de graves dégradations - susceptibles de porter atteinte à la vitalité, voire à la viabilité, de ce secteur d'activité – en raison de dysfonctionnements dans l'assainissement. La densification des logements dans les secteurs identifiés par le projet de modification simplifiée doit être conditionnée à l'existence de capacités suffisantes en termes d'assainissement.

### A) L'absence de référence aux réseaux d'assainissement dans les critères d'identification des villages et des SDU retenus par le SCOT

La fin de l'alinéa 2 de l'article L. 121-8 du code l'urbanisme tel que modifié par la loi ELAN précise : « *Ces secteurs déjà urbanisés se distinguent des espaces d'urbanisation diffuse par, entre autres, la densité de l'urbanisation, sa continuité, sa structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics de distribution d'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte de déchets, ou la présence d'équipements ou de lieux collectifs* ».

Le projet de modification simplifiée du SCOT prévoit d'identifier des SDU dans des zones non couvertes par le réseau d'assainissement collectif (pages 7 et 8 de l'évaluation environnementale). Il est même précisé « *Les secteurs déjà urbanisés relèvent en grande majorité de l'ANC* » (p. 15 de l'évaluation environnementale)

Cela est contraire à la lettre de la loi ELAN, même si on peut admettre dans les faits que qu'un assainissement non collectif aux normes et bien entretenu vaut parfois mieux qu'un raccordement à un réseau d'assainissement collectif saturé quantitativement ou qualitativement.

### B) La nécessaire analyse des capacités réelles d'assainissement

Si on s'intéresse plus particulièrement à l'assainissement des SDU dans les espaces situés à proximité des zones de cultures marines, il est indiqué que le SDU de Lanmeur en Névez est desservi par le réseau, et que le raccordement de Kertréguier est programmé, sans qu'aucune date ne soit précisée (p. 15 de l'évaluation environnementale).

L'évaluation environnementale, p. 3, indique : « *la capacité du réseau d'assainissement à Névez doit être revue pour s'adapter à l'augmentation à venir des rejets en période estivale* ». Page 15, il est à nouveau indiqué que la STEP de Névez (4000 équivalent habitants) « *devrait atteindre sa limite de capacité en période de pointe touristique dans les années qui viennent* ».

Ces différents points interpellent le CRC : à la lecture du projet de modification simplifiée, on comprend que le réseau collectif va s'étendre sur Névez (avec le raccordement prochain de Kertréguier et de Célán), ce qui va augmenter le volume d'eau qui arrive à la STEP de Nevez.

Or, il est admis que celle-ci est déjà quasiment saturée au regard de sa capacité théorique de 4000 équivalent habitant. Dans les faits, on a en effet pu observer (notamment très récemment, en mars dernier) que le réseau d'assainissement draine des eaux parasites, entraînant un risque de saturation de la STEP de Névez et d'endommagement de ses membranes. Cela s'est traduit il y a quelques mois par des lâchers de trop plein en amont de la STEP, entraînant une pollution de l'Aven qui a lourdement porté préjudice aux conchyliculteurs du secteur.

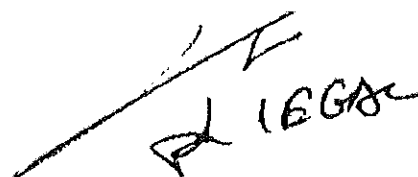
**Il convient donc d'apprécier la capacité de l'assainissement collectif en prenant en compte l'ensemble des eaux qui arrivent réellement à la STEP** (c'est-à-dire en incluant les eaux parasites drainées par les tuyaux poreux). Le sujet est trop grave pour faire l'objet d'une simple analyse théorique, sans prendre en compte les dysfonctionnements du réseau.

De façon plus pragmatique, il semble important pour le CRC de souligner que toute construction nouvelle devra être précédée d'une vérification de la capacité du site en termes d'assainissement, qu'il soit collectif ou individuel. L'existence d'une simple proposition de raccordement du SDU ou du village au réseau collectif d'assainissement ne peut suffire pour autoriser la densification de l'urbanisation. Dans la rédaction des documents locaux d'urbanisme et avant la délivrance de toute autorisation d'urbanisme, il conviendra de s'assurer soit de la possibilité pour le terrain d'accueillir un assainissement non collectif aux normes actuelles, soit du raccordement effectif – et non à venir – au réseau d'assainissement collectif (et de la capacité réelle de ce dernier à accueillir des eaux usées supplémentaires, en plus des eaux parasites).

Pour conclure, le CRC Bretagne Sud émet vis-à-vis du projet soumis à son examen un avis favorable assorti de la réserve suivante : **la question de la capacité réelle de l'assainissement doit être mise au cœur du projet, et affinée dans les documents locaux d'urbanisme ainsi qu'avant la délivrance de toute autorisation d'urbanisme.**

Nous vous remercions pour l'attention que vous porterez à l'avis du CRC Bretagne Sud et nous tenons disponibles pour continuer à échanger avec vous sur ce projet de modification simplifiée du SCOT.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée,

 **Le Président,**  
Philippe LE GAL





DIFFUSION - DGS	
Original	B. Roy
Copies	Y. Guillaud

REÇU À CCA

- 3 AOUT 2020

Direction générale des services  
Pennrenerezh ar servijoù

Direction de l'aménagement et de l'égalité  
Pôle planifications territoriales  
Personne chargée du dossier : Arnaud DEGOUYS,  
Chargé de la planification régionale et du SRADDET  
Tél. : 02 90 09 17 37  
Courriel : arnaud.degouys@bretagne.bzh

Monsieur Olivier BELLEC  
Président de Concarneau Cornouaille Agglomération  
52 rue Bayard  
BP 636  
29186 CONCARNEAU CEDEX

→ Référence à rappeler dans toutes vos correspondances  
N° : 325903/DIRAM/POPLAN/AD

Rennes, le 29 JUL. 2020

Objet : Modification simplifiée n° 1 du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération

Monsieur le Président,

Je vous informe que la Région a bien réceptionné les éléments concernant votre dossier : Modification simplifiée n° 1 du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération le 11 mai 2020 et je vous en remercie.

Dans le cadre de la démarche **Breizh Cop**, engagée il y a deux ans, le Conseil régional a souhaité, avec toutes les collectivités, acteurs économiques, associations, citoyen-ne-s de Bretagne s'engager dans l'écriture du projet de développement durable de notre région pour 2040.

Ce projet Breizh Cop nous concerne toutes et tous. La volonté du Conseil régional est bien de faire de la Breizh Cop une démarche volontariste, où l'engagement prime sur les normes. Le volet réglementaire de cette démarche, incarné par le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET), vient renforcer les engagements pris par l'ensemble des acteurs.

À l'issue de deux années de co-construction avec et dans les territoires, le Conseil régional a arrêté le projet de SRADDET le 28 novembre 2019. Ce projet arrêté inclut les objectifs et les « règles générales » que les documents d'urbanisme infra régionaux auront à appliquer après enquête publique, puis adoption du schéma régional.

Dans la continuité des engagements volontaires et partagés pour le développement durable de la Bretagne pris par les collectivités dans le cadre de la démarche Breizh Cop, nous vous invitons à anticiper et intégrer dès aujourd'hui les objectifs et règles générales du SRADDET dans l'élaboration ou la révision des documents de planification que votre territoire peut compter : Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT), Plans Locaux d'Urbanisme communaux ou Intercommunaux (PLU-I), Programmes Locaux de l'Habitat (PLH)... et ce avant même l'adoption du schéma régional, en avance de phase sur son opposabilité et son application réglementaire.

L'engagement des collectivités et établissements publics par le biais des documents d'urbanisme et de planification est central pour atteindre les objectifs Breizh Cop à l'échelle régionale.

Afin de faciliter cette prise en compte anticipée et volontaire du SRADDET par les documents infra régionaux, le projet arrêté du schéma régional est consultable sur [www.breizhecop.bzh](http://www.breizhecop.bzh).

Comptant sur votre mobilisation dans la mise en œuvre de ce projet d'avenir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations très distinguées.

Pour le Président du Conseil régional,

La cheffe du Pôle  
planifications territoriales

CONSEIL RÉGIONAL DE BRETAGNE  
283 avenue du Général Patton - CS 21101 - 35711 Rennes cedex 7  
Tél. : 02 99 27 10 10 | [twitter.com/regionbretagne](https://twitter.com/regionbretagne)  
[www.bretagne.bzh](http://www.bretagne.bzh)

KUZUL-RANNVRO BREIZH  
283 bali ar Jeneral Patton - **Catherine GUEGUEN** cedex 7  
Pgz : 02 99 27 10 10 | [twitter.com/regionbretagne](https://twitter.com/regionbretagne)  
[www.breizh.bzh](http://www.breizh.bzh)

Adresser toute correspondance sous forme impersonnelle à Monsieur le Président du Conseil régional de Bretagne.





Mission régionale d'autorité environnementale

**Bretagne**

**Avis délibéré de la Mission Régionale  
d'Autorité environnementale de Bretagne  
sur le projet de modification simplifiée  
du schéma de cohérence territoriale de  
Concarneau Cornouaille Agglomération (29)**

n° : 2020-8032

## ***Préambule relatif à l'élaboration de l'avis***

*La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de Bretagne, s'est réunie le 10 septembre 2020, en visioconférence. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur le projet de modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération.*

*Étaient présents et ont délibéré collégialement : Alain Even, Chantal Gascuel, Jean-Pierre Thibault, Aline Baguet*

*En application de l'article 8 du référentiel des principes d'organisation et de fonctionnement des MRAe approuvé par l'arrêté du 11 août 2020, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans le présent avis.*

\*      \*

*La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Bretagne a été saisie par Concarneau Cornouaille Agglomération pour avis de la MRAe, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 30 mars 2020.*

*Cette saisine étant conforme au 2° du IV de l'article R. 122-17 du code de l'environnement relatif à l'autorité environnementale compétente, il en a été accusé réception. Conformément au IV de l'article R. 122-21 du même code, l'avis doit être rendu dans un délai de trois mois. Toutefois ce délai est prolongé en application de l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période.*

*Conformément aux dispositions du II de l'article R. 122-21 du code de l'environnement, la DREAL de Bretagne agissant pour le compte de la MRAe, a consulté par courriel du 14 avril 2020 l'agence régionale de santé, qui a transmis une contribution en date du 23 avril 2020.*

*Sur la base des travaux préparatoires de la DREAL de Bretagne, et après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.*

**Pour chaque plan et document soumis à évaluation environnementale, une autorité environnementale désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition de la personne responsable et du public.**

**Cet avis porte sur la qualité du rapport de présentation restituant l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il vise à permettre d'améliorer sa conception, ainsi que l'information du public et sa participation à l'élaboration des décisions qui s'y rapportent. L'avis ne lui est ni favorable, ni défavorable et ne porte pas sur son opportunité.**

**Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.**

L'évaluation environnementale des projets de documents d'urbanisme est une démarche d'aide à la décision qui contribue au développement durable des territoires. Elle est diligentée au stade de la planification, en amont des projets opérationnels, et vise à repérer de façon préventive les impacts potentiels des orientations et des règles du document d'urbanisme sur l'environnement, à un stade où les infléchissements sont plus aisés à mettre en œuvre. Elle doit contribuer à une bonne prise en compte et à une vision partagée des enjeux environnementaux et permettre de rendre plus lisibles pour le public les choix opérés au regard de leurs éventuels impacts sur l'environnement.

# 1. Contexte, projet et enjeux environnementaux de la modification simplifiée du Scot de CCA

## 1.1 Contexte et projet de modification simplifiée

Concarneau Cornouaille Agglomération (CCA) est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) constitué de neuf communes. L'EPCI compte 50 032 habitants (Insee, 2017) sur un territoire de 371 km<sup>2</sup>.

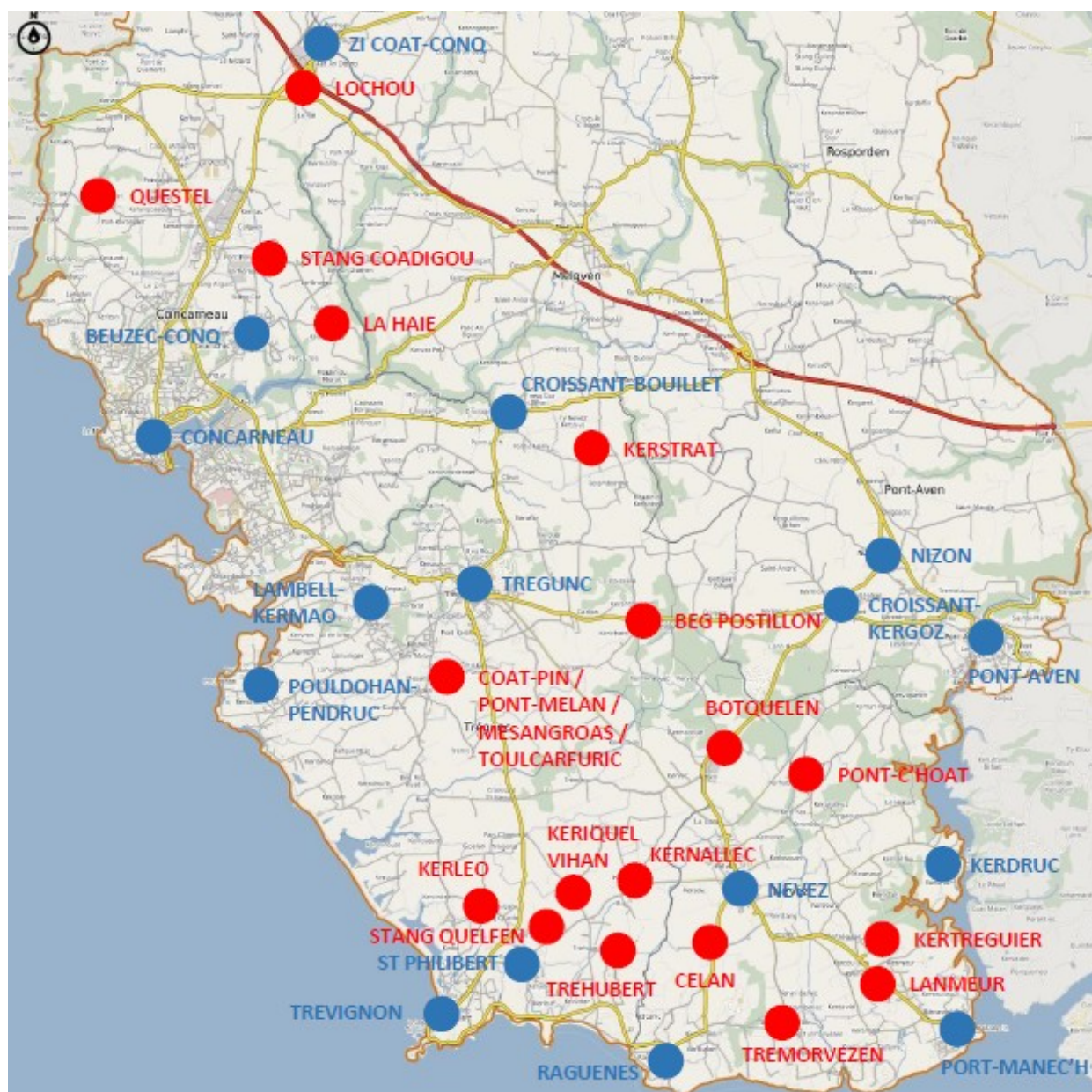
Territoire du sud du Finistère, la Cornouaille est caractérisée par une urbanisation très diffuse en nombreux écarts, hameaux et villages. L'évolution de l'urbanisation depuis 1950 a largement renforcé ce fait, avec comme incidences environnementales l'atteinte aux milieux naturels, la banalisation des paysages, le renforcement des besoins de transports individuels, l'exposition de la population au risque d'inondation et de submersion marine, l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) de CCA a été approuvé en 2013 et est valable jusqu'en 2030. Il prévoit de porter la population du territoire à 57 000 habitants à cette échéance. Il a fait l'objet d'un avis de l'Ae en date du 23 octobre 2012<sup>1</sup>, où sont soulignées la dépendance du territoire à l'automobile pour les trajets pendulaires vers Quimper, la situation marquée par « l'existence de très nombreuses agglomérations » et leur « absence de toute organisation urbaine ». L'Ae y pointait la faiblesse des ambitions de l'EPCI à ce sujet, puisqu'un nombre élevé d'espaces bâtis dont l'extension est possible ont été retenus (quinze, dont six à Trégunc), ce qui va à l'encontre d'une réelle structuration du territoire et crée le risque de « voir se prolonger l'étalement urbain dans des endroits inadéquats ».

Le présent avis porte sur la modification simplifiée du SCoT, qui vise à intégrer les dispositions ouvertes par la loi du 23 novembre 2018 portant sur l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (loi Elan)<sup>2</sup> en ce qu'elle élargit, dans les communes littorales, les possibilités d'urbanisation nouvelles aux « dents creuses » des secteurs « déjà urbanisés » (SDU), secteurs que le SCoT est désormais chargé d'identifier et de caractériser. La loi Elan supprime également du code de l'urbanisme la notion de « hameaux nouveaux intégrés à l'environnement » : ceux-ci ne pourront plus être prévus par des

1 Avis n°2012-003875

2 La loi du 23 novembre 2018, dite loi Elan, étend en commune littorale, les possibilités d'urbanisation, jusqu'alors réservée aux continuités des « agglomérations et villages », à des secteurs « déjà urbanisés » (SDU) hors espaces proches du rivage. Ces SDU sont identifiés par des critères de « densité, continuité du tissu urbain, de structuration par des voies de circulation et des réseaux d'accès aux services publics de distribution d'eau potable, d'électricité, d'assainissement et de collecte de déchets, ou par la présence d'équipements ou de lieux collectifs ». La définition des critères d'identification et la localisation des agglomérations, villages, SDU revient au SCoT, mais pas leur délimitation précise laissée aux PLU.



*Emplacements des secteurs déjà urbanisés sélectionnés par CCA (en rouge). Les points bleus correspondent aux "agglomérations" déjà identifiées et ne font pas l'objet de la modification simplifiée du SCoT.*

Quatre communes entrent dans le champ de la loi littoral et sont ainsi concernées : Concarneau, Névez, Pont-Aven et Trégunc. Dans le cadre de la modification simplifiée, dix-huit secteurs déjà urbanisés ont été retenus à Concarneau, Névez et Trégunc. L'EPCI considère qu'environ 270 logements au maximum pourront y être construits, correspondant à une artificialisation nouvelle de 22 ha.

## 1.2 Enjeux environnementaux

Au regard des effets attendus du fait de la mise en œuvre du plan d'une part, et des sensibilités environnementales du territoire d'autre part, les enjeux environnementaux de la modification simplifiée du schéma de cohérence territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération identifiés comme principaux par l'autorité environnementale sont :

- **la maîtrise de l'habitat diffus** très développé sur tout le territoire. L'intégration au SCoT de CCA des possibilités permises par la loi Elan ne peut qu'être faite de manière très cadrée pour éviter d'amplifier l'habitat diffus, avec pour conséquences environnementales l'artificialisation des sols, la hausse des déplacements et des incidences au niveau local sur les milieux naturels ;
- **la préservation des milieux naturels** : le territoire accueille une biodiversité remarquable élevée, ainsi que de nombreux éléments de trame verte et bleue, dont certains désignés en zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (Znieff) ou en Natura 2000). Des hameaux du territoire se situent dans ces secteurs : leur densification est susceptible de détruire des milieux remarquables par incidence directe. L'augmentation de la population de ces hameaux peut également avoir des effets par incidences indirectes, type dégradation d'un milieu par l'augmentation des effluents d'assainissement collectif ou autonome ;
- **les qualités paysagères** : les nouvelles constructions sont susceptibles, par leur emplacement et leur conception, d'altérer négativement les paysages et visibilité du territoire.
- **la maîtrise de l'exposition de la population à des risques** : plusieurs communes du territoire sont concernées par des risques naturels : inondation par crue (Pont-Aven), inondation littorale (Concarneau), remontée de nappe.

Il convient de porter également attention aux enjeux de maîtrise des déplacements et de prévention des nuisances locales.

## 2. Qualité de l'évaluation environnementale

### 2.1 Qualité formelle

Le résumé non technique fournit une synthèse utile du rapport de présentation. Avec la notice explicative, l'accès au dossier est facilité.

### 2.2 Qualité de l'analyse

#### État initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement dressé dans le rapport de présentation apporte des informations utiles à la connaissance générale du territoire, mais ne contient pas de description locale. L'examen mené par l'Ae a conduit à constater que des éléments nécessaires à la caractérisation des enjeux locaux ne figurent pas dans l'étude d'état initial. Certaines données du territoire ne correspondent pas aux informations fournies dans le dossier et les critères de sélection avancés<sup>3</sup>, ce qui questionne l'impact environnemental des évolutions envisagées dans le cadre de la modification simplifiée du Scot :

- Concarneau :
  - Le Questel : le hameau est en partie dans la zone de protection du patrimoine architectural,

---

3 Critères définis par CCA et présentés dans le dossier comme critères de choix des zones retenues : situation en dehors des zones Natura 2000, de la trame verte et bleue et des zones humides ; localisation en dehors des coupures d'urbanisation ; à l'écart des risques naturels et technologiques

urbain et paysager (ZPPAUP) de Concarneau et quasi intégralement dans le rayon de 500m du monument historique du dolmen de Keristin-ar-Hoat-Milieu ;

- Stang Coadigou : un ruisseau passe en bordure du hameau ;
  - La Haie : ce hameau est compris dans le périmètre éloigné du captage d'eau « Prise d'eau du Brunec » et dans la ZPPAUP de Concarneau ;
  - Lochou : secteur à proximité d'un échangeur routier, affecté par le bruit de la RN165 (catégorie 2) et de la RD70 (catégorie 3)<sup>4</sup>. Lochou est situé à moins de 1 km du site Seveso seuil bas Triskalia.
- Névez :
    - Célán : présence de zones humides au sein du hameau ;
    - Trémorvézen : le ruisseau de Pont Quaren traverse un peu plus loin à l'est. La délimitation de ce hameau n'est pas claire, les cartes IGN montrent plusieurs hameaux joints ;
    - Kertréguier : présence de ruisseaux et leurs sources dans le hameau ;
    - Pont C'hoat : un ruisseau et la zone humide associée bordent tout le nord et l'est du hameau ; zone potentiellement sujette aux remontées de nappe.
  - Trégunc :
    - Coat-Pin/Pont-Mélan/Mésangroas/Toulcarfuric : le hameau accueille un ruisseau et des zones humides ;
    - Kerléo : Znieff de type 1 et site Natura 2000 « Dunes et étangs de Trévignon » ; présence d'un ruisseau à l'est de Kerléo ; site classé au titre de la Loi de 1930 ; zone potentiellement sujette aux inondations de cave ;
    - Stang Quelfen : dans les abords (rayon de 500m) des monuments historiques de la Chapelle Saint-Philibert (inscrit) et de deux stèles protohistoriques (classé) ; zone potentiellement sujette aux inondations de cave ;
    - Botquélen : zones humides et ruisseaux à l'est du hameau ;
    - Kériquel Vihan : des ruisseaux au sud du hameau, une Znieff de type 1 « Dunes perchées de Trez Cao, Kersidan et Dourveil et Vallons arrière-littoraux » en bordure sud-est du hameau ; zone potentiellement sujette aux inondations de cave ;
    - Kernalec : dans les abords d'une « stèle protohistorique christinianisée » (classée). Zones humides au sud ; zone potentiellement sujette aux inondations de cave ;
    - Tréhubert : un ruisseau traverse le hameau ; zone potentiellement sujette aux inondations de cave.

Ces éléments mettent en lumière, pour 15 des 18 SDU, de potentiels effets sur des enjeux environnementaux locaux : destruction de milieux naturels, banalisations paysagères par constructions sans caractère ou mal positionnées, dégradation de la qualité du captage du Brunec à Concarneau, exposition de la population à des risques naturels, ou localement à une nuisance sonore (1 hameau).

**L'absence de description locale des sites prive le lecteur des informations suffisantes pour identifier les éventuels effets sur les enjeux environnementaux locaux. Pour la plupart de ces hameaux, des observations de terrain seraient nécessaires pour compléter l'état initial de l'environnement par des informations concernant la biodiversité in situ et les paysages et bâtis observés.**

---

4 L'arrêté du 30 mai 1996, relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit, vise à établir les normes de construction d'habitations dans un but de protection par rapport aux nuisances sonores provoquées par un axe routier ou ferroviaire. Le classement en catégorie 2 impose des mesures de protection sonore des habitations dans une bande de 250 m le long de l'axe.

***L'Ae recommande à l'EPCI de compléter l'état initial de l'environnement, en menant à partir d'observations locales, une description par SDU potentiel permettant de caractériser entièrement les éventuels enjeux environnementaux locaux.***

### Sélection des sites

Les critères de sélection des SDU proposés sont urbanistiques (nombre d'habitations, localisation en dehors des coupures d'urbanisation) et environnementaux (situation en dehors des zones Natura 2000, de la trame verte et bleue et des zones humides, à l'écart des risques naturels et technologiques). L'examen du projet de modification simplifiée montre toutefois que les critères environnementaux affichés ne sont généralement pas appliqués. Ainsi, dans les SDU retenus, la présence de zones humides et de ruisseaux apparaît quasi systématique. Certains sont situés à proximité immédiate ou incluent des zones de protection et de connaissance de l'environnement type zones Natura 2000 et Znieff de type 1. Par ailleurs, aucun critère paysager n'a été utilisé et aucun encadrement qualitatif des éventuelles constructions n'est prévu.

Les réflexions concernant la sélection des sites constituent le cœur de la démarche d'évaluation environnementale. En ce sens, l'utilisation de critères environnementaux est une démarche intéressante qui aurait dû permettre une meilleure prise en compte de ces enjeux. **Toutefois les défauts de l'état initial de l'environnement et l'application faite des critères ne permettent pas une sélection précise des hameaux basée sur la priorité à accorder à l'évitement des incidences environnementales dans le cadre de la démarche Eviter-Réduire-Compenser. Il en est ainsi des hameaux de Kerléo à Trégunc (Znieff de type 1 et N2000), La Haie (prise d'eau du Brunec) et Lochou (nuisances sonores) à Concarneau, qui ne s'inscrivent pas dans l'évitement prioritaire des incidences environnementales. Pour donner tout son sens à la démarche, il serait nécessaire de renforcer la description des critères environnementaux utilisés ainsi que les motifs des choix des autres sites.**

Une réflexion plus approfondie est à mener concernant les six SDU choisis à Névez et raccordés au système d'assainissement collectif dont la capacité épuratoire risque d'être dépassée et nécessite une réflexion sur son adaptation. L'arrivée de nouvelles populations dans les SDU en question, devrait être conditionnée à cette adaptation.

***L'Ae recommande de compléter le dossier avec des informations concernant les enjeux environnementaux sur les hameaux de Kerléo, La Haie et Lochou, et de veiller à ce que l'ouverture à l'urbanisation des SDU de Nevez soit cohérente avec l'évolution des capacités épuratoires et la qualité des milieux naturels récepteurs.***

Concernant les critères environnementaux, la démarche n'a pas étudié d'autres solutions, tel qu'attendu par l'article L141-2 du code de l'urbanisme. La densification des hameaux amène en effet à plusieurs effets contradictoires : incidences positives de leur densification, mais aussi incidences négatives concernant l'augmentation des flux automobiles, potentielles dégradations paysagères, etc. L'élaboration de solutions de substitution est censée permettre la comparaison des avantages et inconvénients de plusieurs solutions et guider le choix du projet tout en contribuant à la bonne information du public.

### Analyse des incidences et mesures de la séquence « éviter-réduire-compenser »

Dans le dossier l'évitement des incidences environnementales est considéré établi pour les aspects biodiversité, exposition de population à des risques et ressource en eau. La réduction d'impact consiste en un principe général de maintien des qualités paysagères<sup>5</sup> qui apparaît être trop large pour permettre son efficacité opérationnelle, alors que plusieurs hameaux sont situés dans des secteurs à enjeux paysagers forts.

---

5 P13 du DOOO : « l'urbanisation ne doit pas conduire à la modification significative des caractéristiques du tissu urbain existant ni engendrer des atteintes aux paysages et à l'environnement ».

En conséquence il apparaît que le dossier instaure un risque non maîtrisé d'incidences négatives potentielles sur l'environnement : effets négatifs sur des milieux naturels remarquables, sur la qualité des milieux aquatiques, exposition de population à des nuisances sonores et à des risques naturels, et dégradation des qualités paysagères.

Aucune mesure de compensation n'est prévue.

#### Dispositif / Indicateur de suivi

Des indicateurs propres aux SDU ont été ajoutés au dispositif de suivi du SCoT<sup>6</sup>, de nature à permettre un suivi de l'urbanisation des hameaux.

### 3. Conclusion

La démarche d'évaluation environnementale n'a pas conduit à identifier suffisamment tous les éventuels enjeux environnementaux locaux, et ainsi ne permet pas une sélection optimale des hameaux, privilégiant la priorité à l'évitement des incidences environnementales. Ces faiblesses entraînent pour la modification simplifiée un risque d'incidences environnementales négatives. Le dossier ne prévoit pas de disposition à même de maîtriser ces incidences.

***L'Ae recommande à Concarneau Cornouaille Agglomération d'axer sa démarche sur l'identification complète des enjeux environnementaux locaux et la recherche de l'évitement des effets négatifs. Pour les hameaux identifiés comme SDU, des mesures d'encadrement de l'urbanisation sont à prévoir afin d'écarter toutes les incidences résiduelles.***

La présidente de la MRAe Bretagne,



Aline BAGUET

---

6 Nombre d'habitations nouvelles créées dans les SDU, densité nette des SDU, nombre d'assainissements non collectifs polluants dans les SDU.

**Organisation de la consultation du public sur le  
projet de modification simplifiée n°1 du schéma  
de cohérence territoriale de Concarneau  
Cornouaille Agglomération**

**Le Président de Concarneau Cornouaille Agglomération,**

- ❖ vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.121-3, L.121-8 et L.143-37 et suivants ;
- ❖ vu le schéma de cohérence territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération adopté par délibération le 23 mai 2013 ;
- ❖ vu la délibération n°2020/03/05-28 du conseil communautaire en date du 5 mars 2020 validant les principes de la modification simplifiée n°1 du schéma de cohérence territoriale et les modalités de consultation du public ;
- ❖ vu l'avis favorable du bureau communautaire du 2 février 2021 ;
- ❖ vu le projet de modification simplifiée n°1 du schéma de cohérence territoriale, les avis émis sur le projet par les personnes publiques associées ou consultés, la commission départementale de la nature, des sites et des paysages et la mission régionale de l'Autorité environnementale ;

**ARRETE**

**Article 1 : Objet, date et durée de la consultation du public**

Il sera procédé à la consultation du public sur le projet de modification simplifiée n°1 du schéma de cohérence territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération du 8 mars au 9 avril 2021 inclus, soit pendant 33 jours consécutifs.

**Article 2 : composition du dossier de consultation du public**

Le dossier soumis à la consultation du public comprend :

- Le projet de modification simplifiée n°1 du SCoT tel que présenté en bureau communautaire le 2 février 2021, comprenant une notice explicative (pièce n°1), le Document d'Orientations et d'Objectifs modifié (pièce n°2) et l'évaluation environnementale (pièce n°3)
- Les avis des personnes publiques associées et consultés, de la commission départementale de la nature, des sites et des paysages, et de l'autorité environnementale.
- Des pièces administratives complémentaires, dont le présent arrêté.

**Article 3 : modalités d'organisation de la consultation du public**

Le dossier soumis à la consultation du public sera consultable du 8 mars au 9 avril 2021 inclus, dans les lieux suivants, aux heures habituelles d'ouverture au public :

Commune	Lieu	Adresse
Concarneau	Concarneau Cornouaille Agglomération (siège de l'enquête)	1 rue Victor Schoelcher CS 50636 29186 CONCARNEAU CEDEX
Concarneau	Hôtel de ville	place de l'hôtel de ville 29182 CONCARNEAU CEDEX 238
Trégunc	Mairie	place de la mairie BP 10 29910 TREGUNC
Névez	Mairie	place Joseph Daniélou 29920 NEVEZ
Pont-Aven	Hôtel de ville	29, rue Louis Lomenech 29930 PONT-AVEN

Le dossier sera également consultable en ligne sur le site web de CCA (<https://www.concarneau-cornouaille.fr>).

#### **Article 4 : observations du public**

Les observations du public pourront être consignées sur les registres d'enquête publique, établis sur feuillets non-mobiles, côtés et paraphés, ouverts à cet effet dans les lieux cités à l'article 3.

En outre, les observations pourront être adressées par écrit à l'attention du Président de Concarneau Cornouaille Agglomération, au siège de Concarneau Cornouaille Agglomération, 1 rue Victor Schoelcher, CS 50636, 29186 CONCARNEAU CEDEX, ou grâce au formulaire présent sur le site internet [www.concarneau-cornouaille.fr](http://www.concarneau-cornouaille.fr).

#### **Article 5 : Clôture de la consultation du public**

A l'expiration du délai prévu à l'article 1, les registres seront clos et signés par les maires ou par le président de Concarneau Cornouaille Agglomération.

#### **Article 6 : Rapport de consultation du public**

Les observations émises dans les conditions de l'article 4 seront compilés dans un rapport de consultation du public en vue de leur analyse par Concarneau Cornouaille Agglomération. Ce rapport sera annexé au dossier présenté aux instances délibératives lors de l'approbation de la modification simplifiée.

#### **Article 7 : Mesures de publicité**

Il sera procédé à l'insertion d'un avis au public d'ouverture de consultation dans un journal diffusé dans le département du Finistère huit jours au moins avant le début de celle-ci, c'est-à-dire dans les journaux portant au plus tard la date du 27 février 2021.

L'avis au public est également publié, par voie d'affichage, au siège de Concarneau Cornouaille Agglomération au moins huit jours avant l'ouverture de la consultation du public et pendant toute la durée de la consultation.

L'avis au public sera également publié sur le site internet [www.concarneau-cornouaille.fr](http://www.concarneau-cornouaille.fr) dans les mêmes délais et durée.

**Article 8 : Information relative à l'organisation de la consultation du public**

Toute information relative à la consultation du public peut être demandée auprès de M. Yann GUILLOU, responsable de l'aménagement, de l'habitat et de développement durable de Concarneau Cornouaille agglomération au 02.98.97.11.88. ou par courriel à scot@cca.bzh.

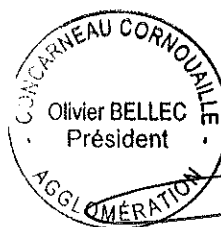
**Article 9 : Notification et exécution du présent arrêté**

Ampliation du présent arrêté sera remise pour notification et exécution à :

- Monsieur le Directeur Général des Services de Concarneau Cornouaille Agglomération ;
- Messieurs les Maires des communes de Concarneau, Névez, Pont-Aven et Trégunc ;
- Monsieur le Préfet du Finistère.

Fait à Concarneau, le 17 février 2021

Le Président,



Olivier BELLEC



| Concarneau(<http://www.concarneau.fr/ville/>) | Elliant(<http://www.elliant.fr/>) | Melgven(<http://www.melgven.fr/>) | Névez(<http://www.ville-nevez.com/>)  
 | Pont-Aven(<https://www.pontaven.fr/La-Mairie/>) | Rosporden(<http://mairie-rosporden.bzh/>) | Saint-Yvi(<http://www.saint-yvi.bzh/>)  
 | Tourc'h(<http://www.tourch.bzh/>) | Trégunc(<http://www.tregunc.fr/>)



**C'est quoi l'agglo ?(/c-est-quoi-l-agglo)**   **Chantiers(/le-budget-2)**   **Conseils(/le-conseil)**

Recherche



Vous êtes ici : Accueil (/) / S'engager (/s-engager) / Le SCoT (/s-engager/le-scot) / Votre SCoT évolue, participez à la consultation

## Votre SCoT évolue, participez à la consultation



### Modification simplifiée du Schéma de Cohérence Territoriale de CCA

#### Pourquoi ?

CCA adapte le SCoT à la législation en matière de densification dans certains secteurs urbanisés des communes littorales. **Donnez-nous votre avis sur le projet !**

#### Quand ?

La consultation du public se tient **du 8 mars au 9 avril 2021 inclus**.  
 Le dossier est consultable dans les lieux suivants, aux heures habituelles d'ouverture au public.

#### Les lieux où consulter le dossier ?

- **Concarneau** : CCA (siège de l'enquête) 1 rue Victor Schoelcher
- **Concarneau** : Hôtel de ville, place de l'hôtel de ville
- **Trégunc** : Mairie, place de la Mairie
- **Névez** : Mairie, place Joseph Daniélou
- **Pont-Aven** : Hôtel de ville, 29, rue Louis Lomenech

#### Consultez le dossier en ligne

- Notice Explicative (/files/ACTU-2021/02-FEVRIER/scot\_ms1\_01noticeexplicative\_v4.pdf)
- Pièces modifiées (/files/ACTU-2021/02-FEVRIER/scot\_ms1\_02piecesmodifiees\_v4.pdf)
- Evaluation Environnementale (/files/ACTU-2021/02-FEVRIER/scot\_ms1\_03evaluationenvironnementale\_v4.pdf)
- Avis PPA (/files/ACTU-2021/02-FEVRIER/scot\_ms1\_avisppa.pdf)
- Mission Régionale d'Autorité Environnementale - avis SCoT (/files/ACTU-2021/02-FEVRIER/mrae\_avisms1scot.pdf)
- Ouverture Consultation Publique (/files/ACTU-2021/02-FEVRIER/scot\_ms1\_ouvertureconsultationpublique\_20210217\_arr.pdf)

#### Comment s'exprimer ?

Le public est invité à faire connaître ses observations :

- en les signant sur les registres réservés à cet effet dans les lieux ci-dessus.
- par écrit à l'attention du Président de Concarneau Cornouaille Agglomération, au siège, 1 rue Victor Schoelcher, CS 50636, 29186 CONCARNEAU CEDEX
- **en cliquant ici sur la plateforme de démarches en ligne** (<https://formulaire.mesdemarches.cca.bzh/habitat/donner-son-avis-sur-la-modification-simplifiee-du-scot/>)

#### Une question ?

Toute information relative à la consultation du public peut être demandée auprès de M. Yann GUILLOU, responsable de l'aménagement, de l'habitat et de développement durable de CCA au  
**02 98 97 11 88 ou envoyer un mail (<mailto:scot@cca.bzh>)**

# SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération

## 1a. Résumé non technique : cadre réglementaire et choix retenus pour l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale

Document approuvé le 23 mai 2013



CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION  
CS 50636 – 29186 CONCARNEAU CEDEX  
Tél : 02.98.97.71.50 – Fax : 02.98.97.71.51  
e-mail : [scot@concarneaucornouaille.fr](mailto:scot@concarneaucornouaille.fr)

# *Cadre réglementaire et choix retenus pour l'élaboration du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération*

## **Sommaire :**

<b>I. Objectifs réglementaires du SCoT de Concarneau Cornouaille .....</b>	<b>3</b>
<b>II. Composition du dossier .....</b>	<b>4</b>
<b>III. Contenu du dossier .....</b>	<b>7</b>
<b>IV. Articulation du SCoT .....</b>	<b>8</b>
... avec les autres documents d'urbanisme et plans .....	8
... avec les plans et programmes environnementaux .....	9
<b>V. Un SCoT répondant aux enjeux du « Grenelle de l'Environnement » : .....</b>	<b>21</b>
<b>VI. Exposé des motifs du PADD et du DOO : .....</b>	<b>25</b>
<b>VII. Le suivi du SCoT .....</b>	<b>34</b>

# I : Objectifs règlementaires du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération

## • Les principes généraux communs à tous les documents d'urbanisme

### Article L. 110

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement. »

### Article L. 121-1

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ; entre l'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces

affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ; la sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables, et la qualité urbaine, architecturale et paysagère des entrées de ville ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs ;

3° La réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ».

## II : Composition du dossier

### Article L. 122-1-1

« Le schéma de cohérence territoriale respecte les principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1. Il comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durables et un document d'orientation et d'objectifs. Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. »

### Article R. 122-1

« Le schéma de cohérence territoriale comprend un rapport de présentation, un projet d'aménagement et de développement durable et un document d'orientations générales assortis de documents graphiques.

Les documents et décisions mentionnées au dernier alinéa de l'article L. 122-1 doivent être compatibles avec le document d'orientations générales et les documents graphiques dont il est assorti.

### • Le rapport de présentation

#### Article L 122-1-2

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs en s'appuyant sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs. »

#### Article R. 122-2

« Le rapport de présentation :

1° Expose le diagnostic prévu à l'article L. 122-1 ;

2° Décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;

3° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

4° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 (1) du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;

5° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et le document d'orientations générales et, le cas échéant, les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;

6° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et rappelle que le schéma fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée ;

8° Précise le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées.

## • Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables

### Article L 122-1-3

« Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, de préservation des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

Lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale recouvre en tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale prend en compte la charte de développement du pays ».

### Article R. 122-2-1

« Le projet d'aménagement et de développement durable fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de stationnement des véhicules et de régulation du trafic automobile. »

- **Le Document d'orientations et d'objectifs**

**Article L 122-1-4**

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, le document d'orientation et d'objectifs détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers. Il définit les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages et de prévention des risques ».

**Article R. 122-3**

« Le document d'orientations générales, dans le respect des objectifs et des principes énoncés aux articles L. 110 et L. 121-1, précise :

1° Les orientations générales de l'organisation de l'espace et de la restructuration des espaces urbanisés ;

2° Les espaces et sites naturels ou urbains à protéger dont il peut définir la localisation ou la délimitation ;

3° Les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels et agricoles ou forestiers ;

4° Les objectifs relatifs, notamment :

- a) A l'équilibre social de l'habitat et à la construction de logements sociaux ;
- b) A la cohérence entre l'urbanisation et la création de dessertes en transports collectifs ;
- c) A l'équipement commercial et artisanal, aux localisations préférentielles des commerces et aux autres activités économiques ;
- d) A la protection des paysages, à la mise en valeur des entrées de ville ;
- e) A la prévention des risques ;

5° Les conditions permettant de favoriser le développement de l'urbanisation prioritaire dans les secteurs desservis par les transports collectifs.

Il peut, le cas échéant, subordonner l'ouverture à l'urbanisation de zones naturelles ou agricoles et les extensions urbaines à la création de dessertes en transports collectifs et à l'utilisation préalable de terrains situés en zone urbanisée et desservis par les équipements mentionnés à l'article L. 421-5.

Il peut, en outre, définir les grands projets d'équipements et de services, en particulier de transport, nécessaires à la mise en oeuvre du schéma.

Lorsque les documents graphiques délimitent des espaces ou sites à protéger en application du 2° ci-dessus, ils doivent permettre d'identifier les terrains inscrits dans ces limites.

### III : Contenu du dossier

Le SCoT de Concarneau Cornouaille se compose de 3 documents :

#### **Le Rapport de présentation**

Le rapport de présentation contient des éléments informatifs ; il décrit le diagnostic et l'Etat Initial de l'Environnement ; il explique les choix retenus pour établir le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) ; il évalue les incidences prévisibles des orientations du schéma sur l'environnement et expose la manière dont le schéma prend en compte le souci de sa préservation et sa mise en valeur.

#### **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable constitue le projet politique des élus de l'agglomération. Il fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements des personnes et des marchandises, de limitation des déplacements et des gaz à effets de serre. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable ne s'impose pas juridiquement, mais il fonde le document normatif.

#### **Le Document d'Orientations et d'Orientations**

Le Document d'Orientations et d'Orientations, et les documents graphiques qui l'accompagnent constituent des orientations opposables notamment aux Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) et aux « cartes communales » et permettent la mise en œuvre réglementaire du PADD.

## IV.1 : Articulation du SCoT avec les documents et plans d'urbanisme mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) a une place clef dans l'architecture globale des documents de planification.

**Conformément à l'article R 122-2 du code de l'urbanisme**, le rapport de présentation : « 2° Décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ; »

Le SCoT de Concarneau est compatible avec :

- Les principes et objectifs du code de l'urbanisme, relatifs au SCoT ;
- Les orientations de la Loi Littoral ;
- La réglementation relative aux sites inscrits et classés ;
- Les Plans de Préventions des Risques ;
- Les Déclarations d'Utilité Publique ;

**Conformément à l'article L122-1-15 du code de l'urbanisme, doivent être compatibles avec le SCoT :**

- Les programmes locaux de l'habitat (PLH),
- Les plans de déplacements urbains (PDU),
- Les schémas de développement commercial (SDC),
- Les plans locaux d'urbanisme (PLU) et les cartes communales
- Les plans de sauvegarde et de mise en valeur,
- La délimitation des périmètres d'intervention prévus à l'article L. 143-1,
- Les opérations foncières et les opérations d'aménagement définies par décret en Conseil d'Etat, à savoir :
  - Les zones d'aménagement différé et les périmètres provisoires de zones d'aménagement différé ;
  - Les zones d'aménagement concerté ;
  - Les lotissements, les remembrements réalisés par des associations foncières urbaines et les constructions soumises à autorisations, lorsque ces opérations ou constructions portent sur une surface hors œuvre nette de plus de 5 000 mètres carrés ;
  - La constitution, par des collectivités et établissements publics, de réserves foncières de plus de cinq hectares d'un seul tenant.

Rappelons dès lors, les principes de compatibilité et de subsidiarité entre les documents d'urbanisme :

- les documents d'ordre inférieur au SCoT (PLU, cartes communales, PLH, PDU...) ne doivent pas **remettre en cause son économie générale**, et donc, par leurs options, empêcher la réalisation de ses objectifs ;
- par ailleurs, ces documents ne doivent pas être **en contradiction avec les orientations écrites ou représentées graphiquement**, dans le DOO ;
- nonobstant, de son côté, le **SCoT doit respecter le principe de subsidiarité**, visant à ne pas s'approprier les compétences des documents d'ordre inférieur. En particulier, le SCoT ne doit pas être un « super PLU » intercommunal. Pour cela, son expression graphique est schématique

## IV.2 : Articulation du SCoT avec les plans et programmes environnementaux

Conformément à l'article L.122-4 du code de l'environnement, le SCoT doit être compatible ou doit prendre en considération les plans, schémas, programmes et autres documents de planification adoptés par l'Etat, les collectivités territoriales ou leurs groupements et les établissements publics en dépendant, relatifs à l'agriculture, à la sylviculture, à la pêche, à l'énergie ou à l'industrie, aux transports, à la gestion des déchets ou à la gestion de l'eau, aux télécommunications, au tourisme ou à l'aménagement du territoire.

Le SCoT est compatible avec les autres plans et programmes suivants :

- A) Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne (compatibilité),
- B) Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odette pour les communes concernées (compatibilité),
- C) Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) de la Bretagne (prise en compte),
- D) Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du Finistère (prise en compte),
- E) Le Schéma Départemental des Carrières du Finistère (prise en compte),

A noter qu'il n'existe pas encore de Schéma de Mise en Valeur de la Mer couvrant le secteur de Concarneau Cornouaille mais qu'une réflexion inter-SCoT serait menée à l'échelle du Pays de Cornouaille.

### A) Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne

Le tableau situé en page suivante présente, pour chacun des objectifs, la manière dont le SCoT tient compte des orientations du SDAGE. Il présente d'une part un rappel du diagnostic permettant de resituer l'enjeu du SDAGE dans le contexte du SCoT, et d'autre part les éventuelles traductions dans le SCoT au niveau du PADD et/ou du DOO.

Orientations SDAGE	Sous-objectifs du SDAGE	Contexte dans le SCOT	Traduction politique
<b>Repenser les aménagements de cours d'eau</b>	1A Empêcher toute nouvelle dégradation des milieux 1B Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau 1C Limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau 1D Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur 1E Contrôler les espèces envahissantes 1F Favoriser la prise de conscience 1G Améliorer la connaissance	Réseau hydrographique ramifié avec de nombreux rivières et ruisseaux de qualité abritant des espèces patrimoniales. Peu de perturbations hydromorphologiques des cours d'eau recensées, favorisant ainsi la qualité hydrobiologique.	Par l'instauration d'une Trame Verte et Bleue reposant en partie sur le réseau hydrographique existant et empêchant toute rupture de continuité (inconstructibilité ou aménagement adapté), le SCOT va dans le sens d'une gestion écologique des cours d'eau. A noter qu'aucun projet de réaménagement de cours d'eau n'est d'ailleurs envisagé dans le SCOT.
<b>Réduire la pollution par les nitrates</b>	2A Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE 2B Inclure systématiquement certaines dispositions dans les programmes d'actions en zones vulnérables 2C En dehors des zones vulnérables, développer l'incitation sur les territoires prioritaires 2D Améliorer la connaissance	La teneur en nitrates des eaux superficielles et souterraines de Concarneau Cornouaille Agglomération atteint des niveaux proches voire légèrement supérieurs à 50mg/L. La qualité est donc médiocre sous l'angle du taux de nitrates.	Le SCOT revient sur la volonté d'améliorer la qualité de ses eaux superficielles, notamment du point de vue des nitrates, dans son PADD. Ainsi il veut encourager une agriculture durable, respectueuse de son environnement, ce qui va dans le sens d'une réduction des rejets azotés. Cependant, le SCOT n'a pas d'influence réglementaire sur les pratiques agricoles, dont certaines sont les principales responsables de la pollution par les nitrates.
<b>Réduire la pollution organique</b>	3A Poursuivre la réduction des rejets directs de phosphore 3B Prévenir les apports de phosphore diffus 3C Développer la métrologie des réseaux d'assainissement 3D Améliorer les transferts des effluents collectés à la station d'épuration et maîtriser les rejets d'eaux pluviales	La teneur en phosphate des eaux superficielles présentes sur le territoire du SCOT ne semble pas particulièrement problématique, la qualité étant évaluée de bonne à moyenne.	Si le SCOT ne peut agir de manière réglementaire sur le secteur agricole, il peut toutefois mettre en place des moyens d'action relatifs aux systèmes d'assainissement et de gestion des eaux pluviales. Ainsi le SCOT demande une adéquation entre urbanisation/capacité d'assainissement et préconise une gestion écologique des eaux pluviales.

<b>Maîtriser la pollution par les pesticides</b>	4A Réduire l'utilisation des pesticides à usage agricole 4B Limiter les transferts de pesticides vers les cours d'eau Concarneau Cornouaille Agglomération Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les villes et sur les infrastructures publiques 4D Développer la formation des professionnels 4E Favoriser la prise de conscience 4F Améliorer la connaissance	Les mesures réalisées sur le territoire n'ont pas fait apparaître de dépassement de seuils pour les pesticides recherchés.	Comme pour les nitrates et le phosphore, le SCoT ne peut qu'encourager des pratiques agricoles utilisant moins de pesticides mais pas les imposer. Par ailleurs, le Schéma de Cohérence Territoriale formule dans son PADD sa volonté de limiter l'utilisation des produits phytosanitaires dans la gestion des espaces verts.
<b>Maîtriser la pollution due aux substances dangereuses</b>	5A Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances 5B Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives 5C Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations	On dispose de peu de données sur ce type de pollutions. Le SDAGE préconise à ce titre de mettre en œuvre des moyens pour mieux cerner ces pollutions pouvant avoir des origines très variées.	Il n'appartient pas au SCoT de définir les modalités visant à mieux connaître les pollutions par les substances dangereuses. D'une manière générale, les dispositions du SCoT en faveur de la préservation de la ressource en eau, notamment au travers du traitement des eaux pluviales et usées, vont dans le sens de cet objectif du SDAGE.
<b>Protéger la santé en protégeant l'environnement</b>	6A Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable 6B Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages 6C Lutter contre les pollutions diffuses, nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages 6D Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages en eau superficielle 6E Réserver certaines ressources à l'eau potable 6F Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignades en eaux continentales et littorales. 6G Mieux connaître les rejets et le comportement dans l'environnement des substances médicamenteuses	Concernant les captages d'eau potable, le territoire du SCoT en recense plus d'une douzaine, dont une majorité présente un périmètre de protection. Les eaux de baignades littorales sont, pour la quasi-totalité, considérées comme de bonne ou moyenne qualité.	Conscient de l'importance de cette thématique, le SCoT se montre volontaire dans l'optique de sécuriser la qualité de son eau potable. En dehors des efforts réalisés en faveur de la diminution des pollutions diverses (Cf. début tableau), Concarneau Cornouaille Agglomération incite aussi au classement en zone N et An dans les PLU les périmètres de captage immédiat et rapproché. Ces actions vont aussi dans le sens d'une amélioration des eaux de baignades bordant le territoire.

<b>Maîtriser les prélèvements d'eau</b>	7A Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins 7B Economiser l'eau 7C Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux 7D Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements 7E Gérer la crise	En dehors de la période estivale, le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération dispose d'une ressource en eau relativement bien fournie (hormis Concarneau) mais qui est sollicitée par de nombreux usages. Le manque d'interconnexion du réseau fait craindre la possibilité d'une insuffisance en cas d'événement accidentel. De plus, l'été, les prélèvements sur les ressources superficielles peuvent compliquer la vie biologique des rivières	Toujours dans l'optique de répondre à son objectif de sécurisation de son alimentation en eau potable, le SCoT prône un renforcement des interconnexions du réseau et exprime dans son PADD la volonté de sensibiliser les acteurs à l'adaptation voire la réduction de leur consommation, des études communales d'économies étant préconisées. Le soutien des débits d'étiage fait aussi partie des souhaits exprimés par le SCoT.
<b>Préserver les zones humides et la biodiversité</b>	8A Préserver les zones humides 8B Recréer des zones humides disparues, restaurer les zones humides dégradées pour contribuer à l'atteinte du bon état des masses d'eau de cours d'eau associées 8C Préserver les grands marais littoraux 8D Favoriser la prise de conscience 8F Améliorer la connaissance	Les zones humides, nombreuses sur Concarneau Cornouaille Agglomération, font partie intégrante du patrimoine hydrographique et biologique que le SDAGE entend protéger. Elles ont été inventoriées dans le cadre des politiques suivantes : SAGE de l'Odet, contrat Aven Bélon Merrien, contrat Baie de la Forêt	L'identification et la protection des zones humides figurent comme l'une des prescriptions du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Ainsi ce dernier demande à ce que ces zones humides soient protégées à l'échelle cadastrale dans les PLU et soustraites de toute possibilité d'urbanisation. Une préconisation demande aussi de permettre d'identifier les zones dégradées et pouvant faire l'objet d'une restauration, notamment dans l'optique de compenser des projets ayant un impact négatif sur la trame verte et bleue établie.
<b>Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs</b>	9A Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9B Assurer la continuité écologique des cours d'eau 9C Assurer une gestion équilibrée de la ressource piscicole 9D Mettre en valeur le patrimoine halieutique	Les poissons migrateurs représentent un patrimoine biologique majeur sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération. Les rivières de première catégorie abritent notamment le Saumon Atlantique ( <i>Salmo salar</i> ), migrateur emblématique qui a fortement régressé dans le Monde et en France.	Les orientations du SCoT visant à l'instauration et la protection d'une trame verte et bleue permettent indirectement de répondre aux attentes du SDAGE en matière de maintien des continuités sur le réseau hydrographique.

<p><b>Préserver le littoral</b></p>	<p>10A Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition.  10B Limiter ou supprimer certains rejets en mer  10C Maintenir et /ou améliorer la qualité des eaux de baignade  10D Maintenir et /ou améliorer la qualité sanitaire des zones et des eaux conchylicoles  10E Renforcer les contrôles sur les zones de pêches à pied  10F Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement  10G Améliorer la connaissance et la protection des écosystèmes littoraux  10H Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins</p>	<p>Marquant la limite Sud-Ouest du territoire, la façade océanique est une composante incontournable de Concarneau Cornouaille Agglomération.</p> <p>La qualité des eaux littorales est dans la majorité des cas estimée moyenne voire bonne, que ce soit pour la baignade ou la conchyliculture. Des proliférations d'algues vertes sont toutefois observées et témoignent d'apports excessifs de sels nutritifs dans le milieu, pénalisant ainsi les usages.</p>	<p>Consciente des enjeux inhérents à ses espaces littoraux, Concarneau Cornouaille Agglomération a affiché sa volonté de préserver son littoral. Ainsi, les dispositions en faveur de la qualité des eaux superficielles et souterraines déjà exposées dans ce tableau (conditionnement de l'urbanisation à la capacité d'assainissement, lutte contre les pollutions, trame verte et bleue...) vont dans le sens de la préservation de la qualité des eaux marines.</p> <p>De plus, le SCoT porte une attention particulière à l'aménagement de ces espaces en protégeant les zones sensibles et limitant voire interdisant les constructions nouvelles.</p>
<p><b>Préserver les têtes de bassins versants</b></p>	<p>11A Adapter les politiques publiques à la spécificité des têtes de bassin  11B Favoriser la prise de conscience</p>	<p>La présence de ruisseaux et rivières sur le territoire de l'intercommunalité de Concarneau Cornouaille Agglomération est associée à l'existence de nombreuses têtes de bassins versants plus ou moins étendues.</p>	<p>Si le SCoT n'a pas formulé de mesure spécifique à ces zones, ces dernières seront cependant prises en compte dans les aménagements grâce à la mise en place de la Trame Verte et Bleue et la protection des zones humides.</p>
<p><b>Réduire le risque inondation par les cours d'eau</b></p>	<p>12A Améliorer la conscience et la culture du risque et la gestion de la période de crise  12B Arrêter l'extension de l'urbanisation des zones inondables  12C Améliorer la protection dans les zones déjà urbanisée  12D Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables</p>	<p>Le risque Inondation est l'un des risques identifiés sur Concarneau Cornouaille Agglomération. Il concerne plus particulièrement les communes de Rosporden et Pont-Aven dont le centre est traversé par l'Aven. Un PPRI a par ailleurs été prescrit.</p>	<p>Objectif inscrit dans le DOO du SCoT, la lutte contre le risque inondation est favorisée par diverses préconisations : identification et protection dans les PLU des secteurs d'intérêt (lit majeur, zones humides...), réalisation de plans de zonages pluviaux, techniques de gestion des eaux pluviales adaptées...</p> <p>La mise en place d'une urbanisation raisonnée, notamment dans les zones à risques, exprimée dans le PADD répond aussi à cet objectif.</p>

<b>Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</b>	13A Des Sage partout où c'est nécessaire 13B Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau 13C Renforcer la cohérence des actions de l'État 13D Renforcer la cohérence des politiques publiques	Concarneau Cornouaille Agglomération n'est concernée que partiellement par le SAGE de l'Odét puisque ce dernier ne touche que les communes Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tournay. Le reste du territoire ne dispose pas de SAGE.	Lors de l'élaboration du SCoT, la collectivité a préconisé l'élaboration d'un SAGE sur son territoire non-couvert jusqu'alors. Cette mesure forte du SCoT symbolise sa volonté d'agir en faveur d'une politique de l'eau plus cohérente sur son territoire. L'arrêté préfectoral du 4 Février 2011 fixe le périmètre du SAGE Sud Cornouaille ; De plus le SCoT, en relayant le SDAGE et le SAGE de l'Odét sur les communes concernées, participe déjà à renforcer la cohérence des politiques territoriales en faveur de l'eau.
<b>Mettre en place les outils réglementaires et financiers</b>	14A Mieux coordonner l'action réglementaire de l'État et l'action financière de l'agence de l'eau 14B Optimiser l'action financière	Divers outils réglementaires et financiers sont en place sur le territoire du SCoT pour la gestion de l'eau.	Il n'appartient cependant pas au SCoT de coordonner ces politiques.
<b>Informier, sensibiliser, favoriser les échanges</b>	15A Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées 15B Favoriser la prise de conscience 15C Améliorer l'accès à l'information sur l'eau	Une bonne préservation de la ressource en eau passe par l'information et la sensibilisation de tous les usagers.	En ce sens, le SCoT peut jouer un rôle de sensibilisation au travers des orientations spécifiques à l'eau.

A la vue de ces informations, il apparaît donc que le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération a bien pris la mesure des enjeux liés à sa ressource en eau. Dans cette optique, il reprend bien les différentes orientations du SDAGE du bassin Loire Bretagne et partage avec ce dernier un certain nombre des objectifs : protection de la qualité de l'eau, préservation des zones humides et du littoral... Néanmoins, certaines dispositions du SDAGE ne sont pas reprises dans le SCoT car elles n'entrent pas dans son champ de compétences. Pour ces cas, il convient de signaler que le SCoT ne comporte aucune disposition pouvant aller à l'encontre des objectifs proposés par le SDAGE.

Le projet de SCoT est donc compatible avec les orientations du SDAGE Loire Bretagne.

## B) Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odette

Le territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération est partiellement inscrit dans le SAGE de l'Odette. Il doit donc se rendre compatible avec ce dernier et ce, sur les communes concernées (Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tournay).

Ce Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux approuvé par la Préfet le 2 février 2007 comporte cinq enjeux majeurs déclinés en objectifs :

- les inondations : 1. Poursuivre les aménagements en ville ; 2. Accroître le niveau de protection de Quimper par des interventions en amont ; 3. Réduire la vulnérabilité des lieux exposés ; 4. Mieux organiser l'information préventive de la population et la gestion de crise et 5. Veiller au maintien de la qualité de la prévision de l'annonce des crues.

- la qualité de l'eau : 1. Améliorer les pratiques et l'aménagement de l'espace agricole ; 2. Réduire la pollution par les pesticides (tous usages) ; 3. Poursuivre l'amélioration des dispositifs d'assainissement ; 4. Réduire la pollution générée par les piscicultures ; 5. Réduire la pollution issue de la navigation ; 6. Réduire la pollution issue du ruissellement sur les surfaces imperméabilisées ; 7. Réduire les pollutions industrielles et artisanales et 8. Suivre la qualité de l'eau.

- les besoins et les ressources en eau : 1. Améliorer la connaissance des besoins et des ressources ; 2. Donner plus de cohérence à l'organisation des gestionnaires de l'eau ; 3. Tendre vers une plus grande autonomie du bassin ; 4. Poursuivre les efforts d'économie d'eau (tous usagers) et 5. Mieux gérer la consommation estivale.

- les milieux naturels aquatiques : 1. Renforcer la protection et gérer les zones humides ; 2. Pérenniser l'entretien des cours d'eau ; 3. Aménager les obstacles à la libre-circulation 4. Protéger les abords des cours d'eau et 5. Protéger et gérer les populations piscicoles.

- l'estuaire : 1. Organiser la conciliation des activités de l'estuaire ; 2. Préserver la fonction industrielle du port du Corniguel à Quimper 3. Améliorer les conditions d'exercice des sports nautiques ; 4. Préserver les ressources marines ; 5. Préserver le caractère naturel des rives et 6. Améliorer les équipements liés à la navigation de plaisance.

Le Schéma de Cohérence Territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération n'a pas formulé de mesure spécifique s'appliquant sur les communes concernées par le SAGE. Néanmoins il prend en compte les objectifs de ce dernier, et qui font écho à ceux fixés par le SDAGE, en définissant la politique de développement de l'ensemble du territoire intercommunal. Ainsi, au sein de son champ de compétence le SCoT a formulé plusieurs prescriptions permettant de répondre directement aux objectifs du SAGE. On pourra notamment citer :

- les mesures de lutte contre les pollutions relatives à la gestion de l'assainissement (adéquation urbanisation/capacités épuratoires) ;
- la mise en place d'une Trame Verte et Bleue permettant de maintenir les continuités écologiques hydrographiques tout en protégeant les abords des cours d'eau de l'urbanisation ;
- le relai au travers des PLU de l'inventaire et de la protection des zones humides présentes sur le territoire avec une valorisation appropriée et une restauration des zones dégradées dans le cadre de projets impactants ;
- des mesures concernant la protection des captages d'eau potable et l'interconnexion des différents réseaux autonomes ;

Par ailleurs, un certain nombre de préconisations ont été relayées, afin d'afficher au travers de ce document la volonté des élus de répondre à ces enjeux :

- la volonté de mieux gérer les eaux pluviales afin de prévenir le risque inondation et améliorer la qualité de l'eau,
- la volonté d'accompagner la profession agricole dans la maîtrise de ses pollutions diffuses, ainsi que la maîtrise des pollutions d'origine urbaine,
- la volonté de lutter contre les consommations excessives et les faiblesses du réseau d'eau potable,

Les autres grandes orientations ne relèvent pas du SCoT, soit en raison de critères géographiques (estuaire), soit pour des raisons de compétences (les objectifs sont parfois très éloignés de ceux pouvant être formulés dans un document d'urbanisme).

**Le projet de SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération respecte donc les orientations du SAGE de l'Odette et est compatible avec ce dernier. Par ailleurs, il est important de noter le SCoT s'est prononcé en faveur de l'élaboration d'un SAGE sur le reste de son territoire, soulignant par le fait la volonté de ses élus de renforcer la cohérence de la politique territoriale de l'eau.**

### C) Le Plan Régional pour la Qualité de l’Air (PRQA)

Instaurés par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996, les Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air (PRQA) sont des documents d'orientation permettant d'afficher des objectifs de qualité de l'air et de réduction des émissions polluantes.

Pour la région Bretagne, le premier PRQA a été élaboré sous l'autorité du préfet de Région et approuvé pour la période 2000-2004. Le Conseil régional de Bretagne a donc décidé fin 2006 d'entamer la révision du Plan, avec la volonté de promouvoir une approche intégrée entre air, santé, climat et environnement. Approuvé en 2008 et permettant de couvrir la période 2008 – 2013, le PRQA breton a vocation à devenir le volet « Air » du futur Schéma Régional du Climat, de l’Air et de l’Energie institués par le Grenelle de l’environnement.

Les orientations définies dans le cadre du PRQA s’orientent autour de six axes, dont les deux premiers sont jugés prioritaires :

- Mieux connaître les émissions liées à l’usage de produits phytosanitaires et les réduire,
- Penser l’aménagement du territoire et les politiques de déplacement afin de réduire les émissions liées à l’usage des véhicules,
- Réduire les émissions des secteurs résidentiel et tertiaire,
- Poursuivre la limitation des émissions liées aux activités économiques (agriculture, industrie et artisanat),
- Approfondir les connaissances liées à la qualité de l’air,
- Renforcer l’information et la sensibilisation des publics.

#### ▪ Des objectifs qui n’entrent pas dans les prérogatives du SCoT

Etant donné la portée régionale des PRQA, ainsi que la multitude des destinataires et des actions visés, il ressort qu’un certain nombre des objectifs formulés par les Plans ne sauraient être relayés par le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Ainsi, certains objectifs concernent essentiellement la mise en place de moyens de suivi et de communication, c'est-à-dire vers des domaines que le SCoT ne peut réglementer. C’est notamment le cas des orientations visant à développer les connaissances sur les polluants, leurs origines et leurs effets sur la santé.

#### ▪ Des objectifs hors de portée du SCoT, mais pouvant être relayés par les collectivités territoriales

D’autre part, un certain nombre des objectifs des PRQA, s’ils peuvent être fortement appuyés par les collectivités, ne pourront être relayés directement dans le SCoT.

On pourra ainsi citer les objectifs de réduction des pollutions liées aux activités agricoles notamment. A noter toutefois que le SCoT peut encourager à une amélioration des pratiques en favorisant une agriculture durable (Cf. PADD)

#### ▪ Des objectifs en lien direct avec le SCoT

Enfin, certains des objectifs des PRQA rentrent dans les compétences du SCoT. Il s'agit notamment des orientations visant à réduire les pollutions issues des secteurs résidentiels et des transports.

Ainsi, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération a fixé des prescriptions en matière de construction afin de favoriser les économies d'énergie (compacité, conception et orientation avec optimisation de l'ensoleillement) et les énergies renouvelables. Les préconisations liées à l'aspect bioclimatique des bâtiments répondent aussi directement au besoin de limiter les pollutions d'origine résidentielle et tertiaire. Au niveau du secteur des transports, il s'avère que le SCoT intègre des dispositions en faveur de la réduction du trafic automobile, notamment par l'intermédiaire des choix d'urbanisme (densification, mixité fonctionnelle) et des modalités de déplacements (favoriser les déplacements doux et transport collectif).

**Il apparaît donc que si un certain nombre des dispositions des PRQA ne concernent pas le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération, ce dernier reprend bien les orientations pour lesquelles il dispose de réelles possibilités d'intervention.**

**De plus, il est important de noter que le SCoT appuie la réalisation d'un Plan Climat Territorial (PCT) permettant de réduire les émissions de Gaz à effet de serre et ce, en accord avec la réglementation en vigueur qui l'impose<sup>1</sup>.**

---

<sup>1</sup> La loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle 2 » impose la réalisation d'un PCT pour les EPCI > à 50 000hab. d'ici fin 2012

#### **D) Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Finistère**

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré de l'Etat aux départements la compétence d'élaboration des plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés. Ainsi, les déchets dont l'élimination est planifiée au niveau départemental, sont non seulement les déchets ménagers mais également les déchets qui leur sont assimilés du fait de leur mode commun d'élimination.

Dans le Finistère, un premier PDEDMA a été élaboré en 1996 puis revu en 2000. En 2008, un nouveau plan a vu le jour afin de couvrir une période de dix ans. Le PDEDMA 2008-2018, aussi appelé plan départemental de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, a été approuvé par le Conseil général le 22 octobre 2009. Hormis l'élaboration de scénarii propres au Plan, les axes majeurs développés par le plan sont :

Des préconisations et des engagements forts à mettre en œuvre à échéance 2018 :

- Réduire les quantités et la nocivité des déchets produits et collectés : la prévention
- Développer la valorisation matière, organique et énergétique
- Poursuivre les efforts en matière de valorisation et de recyclage des emballages

Bâtir une organisation durable de la gestion des déchets résiduels (complémentarité des filières, solidarité des territoires et principe de proximité) :

- Structurer le Finistère en deux secteurs cohérents en matière de traitement des déchets résiduels
- Prévoir des orientations de gestion pour les déchets banals des entreprises et les déchets assimilés
- Limiter l'impact de la gestion des déchets sur l'environnement
- Evaluer les coûts inhérents à la gestion et au traitement des déchets et mettre en place un observatoire de la qualité

Assurer le suivi et l'évaluation du Plan ; communiquer et sensibiliser :

- Sensibiliser et communiquer auprès de l'ensemble des acteurs de la production et de la gestion des déchets
- Accompagner la mise en œuvre des objectifs du PDEDMA par un suivi et une évaluation

En premier lieu, il convient de préciser que, s'il n'appartient pas au SCOT de définir les conditions de traitement des déchets, ce dernier peut cependant s'inscrire dans une démarche visant à améliorer leur gestion.

Ainsi, au travers de son PADD, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération met en évidence l'intérêt du territoire à limiter la quantité des déchets produits, en favorisant notamment la prévention, et à les traiter de manière locale. Cette volonté est reprise dans Document d'Orientations et d'Objectifs qui préconise le développement du recyclage ou du compostage individuel afin de réduire la quantité de déchets non-valorisée, et la mise en place de structures locales de traitement.

**D'une manière générale, on peut dire que le projet de SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération s'inscrit dans les objectifs du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Finistère en prenant en compte ses orientations majeures.**

## E) Le plan départemental des carrières du Finistère

Le Schéma Départemental des carrières du Finistère s'inscrit dans le cadre de la loi n°93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières. Sa vocation est de définir les conditions générales d'implantation des carrières dans le département, notamment les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites. Dans le Finistère, le schéma départemental des carrières a été approuvé le 5 mars 1998. Celui-ci revient sur les points suivants :

### • Mode d'approvisionnement :

- Granulats : Réalisation d'une étude hydrogéologique lors de la demande de prélèvement, optimiser les gisements en visant le plein emploi des matériaux, utiliser les matériaux de substitution et favoriser la réutilisation des enrobés routiers ;
- Roches ornementales : Préserver les possibilités d'exploitation, valoriser les déchets d'exploitation, prévoir une garantie financière pour la remise en état

### • Modalités de transport :

- Carrières > 200 000T/an : Création de voies spécifiques afin d'éviter la traversée des zones habitées
- Carrières > 500 000T/an avec export : Raccordement au réseau ferré si possible

### • Zones protégées :

- Granulats : Création interdite sur les ZNIEFF Aber Benoît/Aber Wrac'h/Vallée de l'Odet, sur les espaces d'intérêt du PNR Armorique, sur les projets de réserves naturelles et préservation des lignes de crêtes à l'Est des Montagnes Noires ;
- Autres matériaux : Pas de contraintes au vue du faible impact et du caractère artisanal de l'exploitation

### • Réaménagement :

- Carrières alluvionnaires et assimilés : Si possible retour à l'usage initial, sinon projet d'aménagement concerté
- Carrières roches massives : Privilégier une remise en état à vocation écologique

La définition des conditions d'exploitation des carrières ne figure pas dans les attributions du SCoT. Néanmoins, dans un souci de préservation de la ressource, le projet de SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération aborde les dispositions relatives aux carrières au sein de son PADD. Ainsi il confirme la volonté de pérenniser l'alimentation en granulat sur le territoire (site de Kerhoantec à Elliant) afin de produire localement les matériaux nécessaires à la construction, mais tout en veillant dans le même temps à limiter les impacts environnementaux en cours d'exploitation ou à la fermeture du site. De plus, il incite indirectement à l'économie des ressources par la promotion de formes urbaines plus compactes, denses et concentrées, nécessitant moins de matériaux pour les bâtiments et les voiries. De même, il encourage la réflexion concernant l'utilisation potentielle de ces sites en fin de vie en site d'accueil de déchets inertes (CET de classe 3) dans le respect des règles environnementales en vigueur.

**Les orientations figurant dans le Plan Départemental des Carrières du Finistère ont été prises en compte dans le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération afin d'œuvrer pour l'approvisionnement local et la gestion durable des ressources géologiques du territoire.**

## V : Un SCoT répondant aux enjeux du « Grenelle de l'Environnement »

L'adoption de la loi n° 2010 – 788, du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, dite « Grenelle 2 » a apporté un certain nombre de modifications sur le contenu des SCoT et sur les problématiques qu'il doit traiter.

Le SCoT de Concarneau Cornouaille prend en compte ces évolutions à travers ses différents documents.

### LA DIMINUTION DES CONSOMMATIONS FONCIERES

Pour répondre aux nouvelles dispositions du code de l'urbanisme introduites par le Grenelle 2 de l'Environnement, le rapport de présentation du SCoT analyse les consommations foncières sur son territoire :

- En exploitant les données du Laboratoire COSTEL fournies et traitées par l'ADEUPa de Brest et Quimper Cornouaille Développement sur la consommation foncière entre 1984 et 2005 et 2010, le rapport de présentation expose l'évolution de l'artificialisation des espaces naturels et agricoles sur cette période. Un premier constat est établi : 48% de la surface considérée comme artificialisée sur le territoire du SCoT l'a été entre 1984 et 2010, ce qui représente un rythme de consommation de l'espace de 64 hectares par an sur cette période.
- D'autres sources nous permettent d'appréhender la question de la consommation foncière :
  - . Sur la base des données de CCA, on a pu calculer qu'en 2007 un habitant du territoire de CCA consommait en moyenne 640 m<sup>2</sup> d'espaces urbanisés, dont 540m<sup>2</sup> pour son habitation et 100m<sup>2</sup> pour un autre usage fonctionnel. Sur la base 2,3 personnes par ménages, on peut ainsi estimer le besoin de surface à vocation d'habitat à 1 242 m<sup>2</sup> par ménage.
  - . D'après l'ADIL du Finistère, la surface moyenne parcellaire à vocation d'habitat, en lotissement était en 2007 de 985 m<sup>2</sup> sur le territoire de CCA.

- Par ailleurs, sur la base d'une méthodologie originale développée par la DDT du Var, nous avons pu appréhender le risque de consommation foncière sous forme de mitage en calculant et cartographiant un « indice de dispersion ». En moyenne sur le territoire de CCA, cet indice est très important avec des scores particulièrement élevés (plus de 35) sur les communes de Melgven, Saint-Yvi, Elliant et Nevez. Si les pôles urbains de Concarneau et Rosporden ont logiquement un indice plus faible, on note que le risque de dispersion est néanmoins important sur leurs franges Est.

Au regard de ces évolutions, le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) définit un objectif global de diminution de 30% des surfaces artificialisées à l'horizon 2030.

En déclinaison de cet objectif, le DOO définit ensuite pour chaque commune du territoire, des consommations foncières maximales à l'horizon 2030 et différenciées entre les consommations à vocation d'habitat et les consommations à vocation d'activités et d'infrastructures.

### LE MAINTIEN DE LA BIODIVERSITE ET DES MILIEUX NATURELS

Dans son rapport de présentation, le SCoT de Concarneau Cornouaille établit l'état initial de l'environnement dans lequel il présente les milieux naturels de son territoire. Celui-ci expose la répartition des espaces naturels ; les habitats, la faune et la flore présents sur le territoire ; le fonctionnement écologique global du territoire ; les périmètres de protection réglementaires et d'inventaires ; enfin, les conditions d'accès à la nature.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du SCoT définit un objectif global de préservation de ces espaces et de ces espèces en définissant et pérennisant une trame verte et bleue. Celle-ci constitue une « structure verte et bleue » destinée à faire évoluer les modes

d'habitation, notamment en stoppant l'étalement urbain et le mitage, et à assurer la continuité des espaces naturels.

Dans la continuité du PADD, le DOO cartographie la trame verte et bleue à l'échelle du SCoT, fixe un objectif général d'inconstructibilité de celle-ci et précise les modalités d'élaboration de la trame verte et bleue dans les documents d'urbanisme des communes. Le DOO localise également les discontinuités effectives de la trame verte et bleue, les pressions et les risques de coupures de celle-ci. Il identifie ensuite les continuités qui sont à restaurer ou à créer.

En complément des objectifs et orientations concernant la trame verte et bleue, le DOO cartographie à l'échelle du SCoT les zones humides de son territoire. Il prescrit la protection de l'ensemble de celles-ci en identifiant le type de zonage à appliquer dans les documents d'urbanisme des communes en rapport avec les fonctions et l'intérêt de chacune d'entre elles.

Enfin, dans l'évaluation environnementale, le rapport de présentation évalue les incidences prévisibles, positives et négatives, du SCoT sur les milieux naturels et la biodiversité. L'évaluation environnementale indique que la richesse écologique qui caractérise le territoire a été intégrée lors de l'élaboration du SCoT. Celui-ci élabore une stratégie de développement visant à protéger voire renforcer le patrimoine naturel remarquable mais aussi « ordinaire » : trame verte et bleue, protection des zones humides et espaces littoraux, pérennisation des activités agricoles...

L'évaluation environnementale propose ensuite des indicateurs de suivi permettant d'analyser dans l'avenir les impacts de la mise en œuvre du SCoT sur les milieux naturels et la biodiversité.

#### LA REDUCTION DES GAZ A EFFET DE SERRE

En Cornouaille, les émissions de gaz à effet de serre sont liées, pour 72%, aux consommations d'énergie. C'est pourquoi le SCoT de Concarneau Cornouaille aborde la question des gaz à effet de serre essentiellement sous l'angle énergétique.

Dans le rapport de présentation, l'état initial de l'environnement établit le bilan des consommations d'énergie primaire sur son territoire. Celui-ci est

évalué à 3,1 tonne équivalent pétrole (tep) par habitant en 2006, contre 2,43 pour l'ensemble de la France à la même date.

L'état initial de l'environnement présente ensuite les principes de la maîtrise des consommations d'énergie et évalue les énergies naturelles renouvelables intéressantes pour le territoire.

Le PADD confirme l'application de l'objectif national de produire localement et à partir d'ENR, 20% de l'énergie consommée à l'horizon 2020 (éolien, filière bois-énergie...).

Le PADD confirme également l'objectif global de limitation de production de gaz à effet de serre, source de changement climatique, par l'organisation d'une armature urbaine polarisée qui préserve les milieux naturels et agricoles du territoire et le développement des déplacements collectifs et doux.

Ces éléments sont déclinés dans le DOO qui définit des prescriptions et des préconisations destinées à lever les freins au développement des énergies renouvelables et de l'habitat sobre et bioclimatique dans les documents d'urbanisme.

Enfin, le DOO préconise la réalisation d'un Plan Climat-Energie Territorial à l'échelle de Concarneau Cornouaille Agglomération.

#### LA DIMINUTION DES OBLIGATIONS DE TRANSPORT

Le rapport de présentation du SCoT, à travers le diagnostic du territoire, présente les manifestations d'un déséquilibre interne du territoire. Celui-ci se caractérise par une différenciation Nord / Sud liée à l'attractivité du littoral et par une différenciation Est / Ouest liée à l'attractivité de Quimper.

Le diagnostic du territoire montre également une armature urbaine insuffisamment marquée, avec des polarités, Concarneau et Rosporden, pas assez attractives pour les communes voisines. Il en résulte notamment un mode d'occupation de l'espace qui se caractérise par une dispersion très forte de l'habitat, source de nombreux déplacements automobiles et individuels.

L'analyse régionale, cornouaillaise et locale des déplacements domicile/travail confirme ce déséquilibre interne et vient en réponse au mode d'occupation de l'espace. Le diagnostic montre également que l'offre de transports collectifs, en l'état, n'est pas suffisamment dimensionnée pour répondre à ces enjeux.

Afin de diminuer ces obligations de transport, le PADD définit une armature urbaine. Celle-ci repose sur des familles de communes avec des fonctions dominantes qui sont définies notamment par rapport à leurs caractéristiques démographiques, leur tissu économique, leur parc de logement et leur potentiel de développement. Cette armature urbaine repose également sur des polarités affirmées : Concarneau-Trégunc, le pôle structurant au Sud du territoire ; Rosporden, le pôle secondaire et d'équilibre au Nord du territoire. Ces polarités assurent leur attractivité par des fonctions de centralités (pôles d'activités et commerciaux, d'équipements de santé et d'enseignements, de service et d'habitat social...).

Sur la base de cette armature urbaine, le DOO privilégie les extensions de l'urbanisation dans et en continuité des principales agglomérations du territoire (centres villes, bourgs, villages) et définit les grands principes d'un futur réseau de desserte en transports collectifs du territoire. Ce réseau s'appuie sur une desserte forte entre les deux pôles du territoire (Concarneau-Trégunc et Rosporden), un rabattement efficace depuis chaque commune vers ces deux polarités, l'aménagement de pôles d'échanges multimodaux à Concarneau et Rosporden afin notamment de rendre plus efficace l'utilisation des transports collectifs, et la desserte des agglomérations voisines (Quimper principalement mais aussi Quimperlé).

L'ensemble de ces dispositions prises par le PADD et le DOO vise à diminuer les obligations de transport des habitants sur le territoire du SCoT.

#### LA PRODUCTION DE LOGEMENTS ET LES DENSITES

Dans le rapport de présentation, le diagnostic analyse l'évolution de la dynamique constructive entre 1990 et 2007. Cette analyse montre la très forte construction de logements sur les communes du Nord du territoire avec une production multipliée par plus de 2,5. Les communes du Sud

connaissent également une croissance de la construction de logements mais plus modérée avec un coefficient multiplicateur inférieur à 2. Le diagnostic expose également la typologie de ces nouveaux logements construits entre 1990 et 2007. Il montre une offre largement dominée par la maison individuelle. Cette typologie montre une nouvelle fois la différence Nord / Sud du territoire avec une offre quasi exclusive de logement individuel au Nord et une part plus importante de petits collectifs sur les communes du Sud.

Sur la base des capacités d'accueil de population définies pour le territoire du SCoT (+ 7 450 habitants supplémentaires), pour chaque famille et pour chaque commune, en prenant également en compte le phénomène de décohabitation, le PADD propose un objectif global de production de logements (+ 6 220 logements supplémentaires) à l'horizon 2030. Cet objectif est ensuite décliné par famille et par commune en fonction de l'armature urbaine définie par le PADD. Il fixe également un objectif de production de 20% de ces 6 220 logements en réinvestissement urbain.

Le PADD, puis le DOO définissent ensuite un objectif global de production de 18% de logements locatifs sociaux dans les nouveaux logements à produire. Cet objectif est décliné par famille et par commune en prenant en compte l'obligation pour certaines communes d'avoir 20% de logements locatifs sociaux et l'éventualité que d'autres communes seront très certainement soumises à cette obligation durant la mise en œuvre du SCoT.

En termes de densités, le PADD affirme le principe de densités différenciées entre les communes : des densités plus élevées dans les pôles structurants du territoire et des densités plus faibles dans les communes plus rurales.

En déclinaison du PADD, le DOO établit des densités moyennes minimales pour l'ensemble des opérations d'une commune à l'horizon 2030. Ces densités moyennes sont différenciées entre la famille 1 (25 log./ha), les familles 2 et 3 (20 log./ha) et la famille 4 (12 log./ha). Afin de permettre à chaque opération de s'adapter à son environnement, le DOO définit également une densité minimum par opération de 12 logements par hectare. Enfin, le SCoT prescrit aux PLU de définir des densités par quartiers, par secteurs ou par type de zone afin d'atteindre l'objectif de densité moyenne minimale défini plus haut.

### LA MAITRISE DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL

Le diagnostic inclus dans le rapport de présentation du SCoT, expose une répartition relativement équilibrée des formes de distribution sur le territoire entre grande distribution généraliste, grande distribution spécialisées et commerce traditionnel.

Toutefois, il montre également des mutations des comportements de consommation qui influencent la structure commerciale de la Cornouaille tout entière et notamment du territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille : la proximité des pôles commerciaux de Quimper qui doit se traduire par une nécessaire adaptation quantitative et qualitative de l'offre commerciale sur le territoire du SCoT ; la croissance des dépenses liées à l'habitat, (secteurs du bricolage, du jardin, etc.) entraînant un besoin de repenser les zones commerciales ; l'évasion commerciale et la nécessité de développer un commerce spécialisé.

Afin de répondre à ces enjeux, le PADD hiérarchise l'offre commerciale en favorisant un commerce de proximité, spécialisé et de qualité, localisé dans les centres villes et bourgs et en maîtrisant le développement du commerce périphérique organisé autour de grandes enseignes constituant une offre alternative à Quimper.

Le DOO établit des orientations qui répondent à la fois aux objectifs du PADD et aux nouvelles dispositions du code de l'urbanisme. Il définit des prescriptions relatives au renforcement des centralités et au confortement du maillage existant en définissant les secteurs (notamment les Zones d'Aménagement COMmercial) où peuvent s'implanter les commerces en fonction de leur taille ; des prescriptions relatives à l'aménagement architectural et paysager des espaces commerciaux périphériques en définissant des critères de composition urbaine à respecter ; des prescriptions relatives à l'extension maximale des commerces par communes et par ZACOM.

### L'AMELIORATION DE LA DESSERTE NUMERIQUE

Le rapport de présentation rappelle l'ambition de l'Etat de desservir l'ensemble du territoire national en très haut débit par fibre optique à l'horizon 2030. Il rappelle également que cette ambition est déclinée à l'échelle du Pays de Cornouaille, du Finistère et de la Région Bretagne dans des schémas directeurs d'aménagement numérique. Il expose enfin l'action du Conseil Général du Finistère qui vise à résorber les zones blanches ADSL et à permettre à chaque finistérien d'accéder à un débit minimum (2Mbits).

Afin de prévenir la fracture numérique, le PADD affiche l'ambition de mettre en œuvre le projet Bretagne Très Haut Débit et de développer progressivement d'ici 2030 le futur réseau de fibre optique sur le territoire. Si les modalités pratiques de déploiement de ce réseau ne sont pas encore connues, le PADD réaffirme l'ambition, définie dans le SDAN du Pays de Cornouaille, de desservir en fibre optique l'ensemble des centres villes et bourgs en fibre optique à l'horizon 2020 puis l'ensemble du territoire à l'horizon 2030. Un objectif complémentaire est défini : la montée en débit des secteurs non desservis par le Très Haut Débit en 2020.

Enfin, le DOO définit des prescriptions et préconisations afin d'anticiper dans les travaux de voirie et de génie civil, le déploiement de Bretagne Très Haut Débit. Ainsi, il prescrit d'intégrer dans les orientations d'aménagement et de programmation l'obligation de prévoir la pose de fourreaux permettant le passage de fibres optiques. Pour les voiries existantes, le SCoT rappelle les mesures réglementaires (L.49 du Code des Postes et Télécommunications) permettant pour les opérations d'une certaine importance de poser le cas échéant des fourreaux ou des supports aériens dédiés aux communications électroniques à très haut débit.

## VI : Exposé des motifs du PADD et du DOO

### 1 LES FONDAMENTAUX DU SCoT DE CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION : VERS UN NOUVEL EQUILIBRE DE L'OFFRE URBAINE ET ENVIRONNEMENTALE.

Comme la grande majorité des territoires littoraux, celui de Concarneau Cornouaille Agglomération est soumis à une forte pression démographique liée en grande partie à la qualité de son cadre de vie. Il s'en suit une croissance démographique globalement importante qui nécessite cependant d'être appréhendée de manière différenciée pour comprendre les grands enjeux que le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération se propose de relever :

- Dans l'espace, les progressions démographiques sont extrêmement contrastées mettant à jour d'importants déséquilibres fonctionnels : si des communes comme Saint-Yvi ou Elliant qui il y a encore peu de temps étaient des bourgs ruraux, connaissent des croissances très importantes, les villes littorales comme Concarneau, Névez et Trégunc connaissent des croissances plus faibles. Quant à Pont-Aven, la ville connaît même une légère décroissance.
- Dans le temps, il faut bien entendu pointer le poids de l'économie touristique et des résidences secondaires qui multiplie le poids de la population sur les communes littorales.

Deux conclusions s'imposent. Elles serviront de fil conducteur à l'élaboration du SCoT :

- Un risque important de déséquilibre spatial avec des bourgs à faible capacité d'accueil initiale mais qui sont de facto en voie de périurbanisation là où le foncier est moins cher (« au nord de la quatre voies ») et à proximité du bassin quimpérois. A contrario, la ville centre historique de Concarneau est fragilisée avec un foncier hors de portée pour la grande majorité des ménages. Le « paradoxe » est donc de voir le territoire croître principalement sur la base du prix du foncier en ne tenant pas ou peu compte de la qualité de l'offre urbaine et villageoise,

obligeant les communes péri urbanisées à d'importants investissements alors qu'à Concarneau certains équipements structurants voient leur pérennité menacée. Un des objectifs du SCoT sera donc de contrecarrer cette dérive ségrégative et ses effets pervers.

- Un risque de résidentialisation excessive de l'économie et de ses impacts négatifs sur l'environnement, lié à la périurbanisation et à l'économie touristique. Sans une action volontaire menée avec l'outil SCoT, la tendance serait à un appauvrissement de la diversité des filières économiques et à une pression excessive dans le temps sur les espaces littoraux particulièrement fragiles.

Aussi, à travers son PADD et grâce aux engagements pris dans le DOO, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération se donne pour objectifs :

- d'affirmer une structuration du territoire en adéquation avec les capacités d'accueil urbaine et environnementale des villes et villages ;
- de valoriser le territoire en diversifiant son économie et en le mettant en mouvement avec une offre renouvelée de transport se calant sur une armature territoriale clairement définie ;
- de développer une offre en logements sociaux pour que le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération soit un territoire d'accueil pour tous ;
- de préserver l'environnement notamment grâce à une nouvelle approche des modes d'urbaniser plus économe en foncier ;

## **2 UN TERRITOIRE EQUILIBRE ET STRUCTURE A PARTIR D'UNE APPROCHE RAISONNEE DE LA CAPACITE D'ACCUEIL.**

### **Famille 1. Les pôles structurants à l'échelle de l'agglomération : Concarneau-Trégunc & Rosporden.**

Il s'agit d'une part de la ville de Concarneau associée à Trégunc comme pôle structurant de premier ordre, et d'autre part de Rosporden comme point d'appui stratégique de l'arrière-pays.

Ces deux pôles sont caractérisés par un tissu économique et résidentiel diversifié et par une responsabilité singulière quant au système de déplacement avec la gare de Rosporden d'une part et l'offre cadencée entre Rosporden et le centre-ville de Concarneau d'autre-part.

Les économies de ces deux pôles sont également complémentaires dans leurs spécificités avec sur Concarneau-Trégunc les filières liées au littoral et à l'économie touristique, et sur Rosporden celles liées à l'agro-alimentaire.

Sur ces pôles, l'objectif est d'amplifier la croissance démographique tendancielle en captant 60% de la croissance démographique à venir, soit 4 500 habitants supplémentaires à l'horizon 2030.

### **Famille 2. Les communes rurales à forte croissance démographique (Saint-Yvi, Elliant, Melgven) et aux fonctions agricoles affirmées (Tourc'h).**

Saint-Yvi, Elliant et Melgven, de part leur situation et un coût du foncier plus faible que sur le littoral, connaissent un fort développement démographique qui nécessitent d'être maîtrisé afin d'une part de garantir l'équilibre entre la population et le niveau de services et d'équipements, et d'autre part de maintenir un lien fort avec un espace agricole à préserver.

Aussi le choix a-t-il été fait de rechercher une croissance démographique très légèrement en-deçà de la croissance tendancielle.

Pour ces trois communes l'objectif est de capter 24% de la croissance démographique à venir, soit 1 800 habitants supplémentaires à l'horizon 2030.

### **Famille 3. Les communes à dominante touristique : Névez et Pont-Aven.**

L'objectif est de favoriser la vie à l'année et de permettre à Névez et Pont-Aven, dans le strict respect de leurs caractéristiques environnementales, d'envisager

une dynamique démographique supérieure à la tendance afin qu'elles soient moins tributaires de l'économie touristique et de sa saisonnalité.

Sur Névez et Pont-Aven, l'objectif est d'amplifier la croissance démographique tendancielle en captant 14 % de la croissance démographique à venir, soit 1 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030.

### **Famille 4. La commune rurale de Tourc'h.**

La commune de Tourc'h présente un profil singulier et donc une problématique différente. Si un objectif majeur est de préserver le capital agricole sur la commune qui comptabilise le plus grand nombre de sièges d'exploitation, elle doit néanmoins amplifier légèrement sa croissance démographique afin notamment de maintenir ses commerces et services de proximité.

Sur Tourc'h, l'objectif est d'amplifier très modérément la croissance démographique tendancielle en captant 2% de la croissance démographique à venir, soit 150 habitants supplémentaires à l'horizon 2030.

\*\*\*

Sur la base de 2 personnes par ménage, accueillir les 7 450 habitants supplémentaires sur le territoire signifie un besoin supplémentaire estimé à 3 725 logements, en extension urbaine (zone AU des PLU) et en réinvestissement urbain (zone U des PLU). La décohabitation des ménages, c'est-à-dire la réduction du nombre de personnes par ménage, engendre un besoin supplémentaire estimé à 2 495 logements.

Le besoin total en logements supplémentaires est donc estimé à une production de 6 220 logements entre 2011 et 2030. Les tableaux des pages 27 et 28 résument comment vont se répartir les 7 450 habitants supplémentaires et les besoins en logements correspondants.





### **3 UN TERRITOIRE SOCIALEMENT SOLIDAIRE A TRAVERS UNE OFFRE DE LOGEMENTS DIVERSIFIEE.**

La mixité sociale est une des questions centrales du SCoT. Le coût du foncier sur les communes littorales a généré de facto un espace ségrégatif avec un redéploiement d'une part importante de la population (notamment les primo accédants) à l'intérieur des terres alors que les communes littorales sont de plus en plus caractérisées par des taux importants de retraités, de résidences secondaires ou de ménages ayant déjà effectué tout un parcours résidentiel.

Pour entraver cette dynamique ségrégative, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération prescrit une politique relative à la production de logements locatifs sociaux avec les objectifs minimaux ci-dessous :

- Communes soumises à l'article 55 de la loi SRU : Concarneau, Trégunc et Rosporden devront produire un minimum de 20% de logements sociaux sur la production totale de logements à l'horizon 2030.
- Communes susceptibles d'être soumises à l'article 55 de la loi SRU à l'horizon 2030 : Elliant et Melgven devront produire un minimum de 20% de logements sociaux sur la production totale de logements à l'horizon 2030.
- Communes non soumises à l'article 55 de la loi SRU :
  - . Saint-Yvi devra produire un minimum de 15% de logements sociaux sur la production totale de logements à l'horizon 2030.
  - . Névez et Pont-Aven devront produire un minimum de 10% de logements sociaux sur la production totale de logements à l'horizon 2030.
  - . Tourc'h devra produire un minimum de 8% de logements sociaux sur la production totale de logements à l'horizon 2030.

Pour atteindre ces objectifs le SCoT prescrit :

- La production d'un nombre minimum de logements locatifs sociaux sur certaines opérations.
- Le développement de l'accession sociale à la propriété.
- La rénovation dans le parc ancien de logements locatifs sociaux.

#### **4 UN TERRITOIRE QUI PRESERVE DURABLEMENT SON ENVIRONNEMENT ET SON AGRICULTURE.**

Parmi les différentes déclinaisons qui sous-tendent la question de l'environnement, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération prend des engagements forts concernant la maîtrise de l'étalement urbain et la consommation foncière, et concernant une prise en compte stricte de la loi « Littoral ».

40% de la surface artificialisée du territoire de CCA l'ont été entre 1984 et 2005 (près de 1 200 hectares), soit une artificialisation de 59 hectares par an sur cette période.

Le SCoT fixe comme objectif de diminuer d'un tiers les surfaces artificialisées entre 1985 et 2005.

##### **Une approche différenciée de la densité.**

Maintenir une dynamique d'accueil tout en préservant les espaces agri-naturels, nécessite de repenser nos façons d'urbaniser de ces dernières années, et de (re)venir vers des formes urbaines et villageoises plus économes en matière de consommation foncière.

Outre la question du plan de composition qui est essentielle pour la qualité du « vivre ensemble » mais aussi pour maîtriser les coûts des réseaux, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération fixe des objectifs de densité participant à une volonté partagée de réduire significativement le rythme de consommation foncière.

Afin de tenir compte des capacités d'accueil des communes du SCoT, cette densité se décline de manière différenciée selon les différentes familles en présence :

Famille 1 :	25 logements à l'hectare minimum
Familles 2 et 3 :	20 logements à l'hectare minimum
Famille 4 :	12 logements à l'hectare minimum

##### **Un nouvel équilibre entre réinvestissement urbain et extension.**

Toujours dans le souci de réduire la consommation foncière, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération définit le pourcentage minimum de logements en réinvestissement :

Famille 1 :	25 % de logements en réinvestissement
Famille 2 et 3 :	15 % de logements en réinvestissement
Famille 4 :	10% de logements en réinvestissement

Des enveloppes maximales de consommation foncière définies pour l'habitat, les activités et les infrastructures (hors réinvestissement urbain).

	<b>HABITAT</b>	<b>ACTIVITES &amp; INFRASTRUCTURES</b>
Concarneau :	166 ha	111 ha
Rosporden :	62 ha	35 ha
Trégunc :	62 ha	35 ha
Elliant :	48 ha	16 ha
Melgven :	48 ha	16 ha
Saint-Yvi :	48 ha	16 ha
Pont-Aven :	36 ha	16 ha
Névez :	36 ha	16 ha
Tourc'h :	18 ha	5 ha
TOTAL CCA :	524 ha	266 ha

### **Une préservation de la Trame Verte et Bleue (TVB)**

Outre ces objectifs quantitatifs, le développement de l'urbanisation devra répondre à différentes règles qualitatives comme la nécessité d'une urbanisation en continuité afin de stopper le « mitage » ou encore la nécessité de préserver la Trame Verte et Bleue. Concernant cette dernière la règle générale est son inconstructibilité et sa continuité. Ainsi, elle sera classée prioritairement en zones N dans les PLU ou exceptionnellement en  $A_{tvb}$  avec un règlement spécifique. Des secteurs de la TVB pourront être classés AU si ils sont classés zones à urbaniser dans les POS ou PLU avant l'adoption du SCoT. Dans ce cas, l'orientation d'aménagement devra intégrer cette responsabilité écologique particulière.

Les zones humides devront être classées dans les PLU « Nzh » ou « Azh ». Toute inscription en zones « U » ou « AU » est interdite.

### **Une prise en compte partagée de la loi Littoral**

Le littoral du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération est un secteur stratégique sur les plans paysagers, écologiques et économiques. La déclinaison sur son territoire de la loi dite « littoral », permet de le protéger et de la valoriser durablement avec :

- l'identification de 14 coupures d'urbanisation qui devront être classées en A ou N dans les PLU. Sur cette base, il reviendra aux PLU de réaliser une cartographie fine des coupures d'urbanisation.
- la cartographie des « espaces proches du rivage » (EPR) basée sur la distance au rivage, la profondeur de la covisibilité entre la terre et la mer, la définition d'entités paysagères littorales à intégrer dans le volet littoral des PLU. Sur cette base, il reviendra aux PLU de réaliser une cartographie fine des EPR où l'extension de l'urbanisation ne pourra être que limitée. Le caractère limité de l'urbanisation sera jugée en tenant compte tout à la fois de l'importance quantitative des projets, de leur densité, et de la qualité de leur implantation.
- la cartographie des « espaces remarquables » au sens de la loi littoral où seuls sont autorisés les aménagements prévus à l'article R 146-2 du code de l'urbanisme. Il revient aux PLU d'en faire une cartographie précise.

## **5 UN TERRITOIRE QUI TEND VERS UN DEVELOPPEMENT EQUILIBREE.**

La question des transports est essentielle : grâce à une armature territoriale cohérente en termes de développement et de lisibilité, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération favorise le développement des transports publics et de manière plus générale optimise le système de déplacements.

Avec des infrastructures de premier ordre comme la 2x2 voies (N165) ou encore la voie ferrée et la gare de Rosporden, le territoire du SCoT est largement irrigué dans le sens Est / Ouest. Si cette direction reste essentielle à cultiver avec la proximité des pôles de Quimper / Brest à l'ouest et de Lorient/Vannes à l'est, un des objectifs du SCoT est aussi de rendre plus attractifs les liaisons Nord / Sud entre Concarneau, Rosporden et le nord du territoire (commune de Tourc'h).

A ces infrastructures terrestres, il convient de mettre en exergue la présence du port de Concarneau.

Aussi en termes de déplacements, le SCoT de Concarneau Cornouaille Développement s'articule-t-il sur la valorisation de deux pôles et lieux d'échanges multimodaux avec :

- la gare de Rosporden ;
- le port de Concarneau.

Ce sont des secteurs stratégiques dont il conviendra de préserver et améliorer la fonctionnalité ; ce sont aussi des secteurs propices à un développement urbain basé sur la mixité. A partir de ces pôles, se redéploie une offre cohérente de transport public.

Outre ces deux pôles, le SCoT prescrit des aménagements routiers plus ponctuels, essentiels au bon fonctionnement et à la bonne image du territoire :

- aménagement de la RD122 afin de sécuriser Kroaz Hent Bouillet, fluidifier l'accès Est à Concarneau, alléger le transit vers Trégunc et Pont-Aven.
- affirmation du partage modale de la voirie entre Concarneau et Trégunc (RD 783)
- requalification de l'entrée Nord de Concarneau (RD783).

Notons qu'en s'appuyant sur la notion de capacité d'accueil qui lie développement démographique et offre urbaine et villageoise, l'objectif du SCoT n'est pas de développer les déplacements mais de les maîtriser et de diminuer la part liée à l'utilisation de la voiture individuelle.

## 6 UN TERRITOIRE QUI VALORISE ET DIVERSIFIE SON ECONOMIE

La qualité de l'accessibilité du territoire, son dynamisme économique conjugué à la proximité d'importants bassins de vie (Quimper, Lorient...), la présence de filières spécifiques liées à l'industrie agro-alimentaire, au tourisme, à la mer (tourisme et plaisance, pêche, chantier naval...), font de Concarneau Cornouaille Agglomération, un territoire diversifié sur le plan économique.

Le SCoT donne une lisibilité aux espaces dédiés à l'économie en distinguant :

- 8 secteurs structurants dont l'activité est liée à un développement d'échelle interrégionale et internationale
- 13 secteurs intermédiaires dont l'activité est liée aux bassins de vie présents
- 39 secteurs liés à une activité d'échelle communale ou infra communale.

Sur les pôles de Rosporden et de Concarneau, l'activité tertiaire a pour vocation à se développer avec la présence d'équipements et de services structurants.

D'une manière générale, le SCoT veille à ce que la bonne activité soit au bon endroit afin que le territoire garde toute son attractivité et ne compromette pas l'implantation d'entreprises à la recherche de sites spécifiques. A titre d'exemples, citons les espaces péri portuaires de Concarneau ou encore la proximité des échangeurs de la N165 pour les entreprises ayant une échelle de développement exogène.

La règle générale est également de favoriser la qualité fonctionnelle, paysagère et environnementale des secteurs d'activités considérés comme de véritables quartiers dont l'extension se fait de manière composée et en continuité de l'existant.

Le développement commercial est également encadré via un Document d'Aménagement Commercial (DAC) afin de :

- préserver les centralités des villes et communes ;
- maîtriser l'étalement urbain et la consommation excessive du foncier ;
- améliorer la qualité des zones commerciales et par conséquent des entrées de villes.

Le SCoT fait le distinguo entre les centralités commerciales, les Zones d'Aménagement COMmercial (ZACOM), et les autres secteurs d'activités à vocation de commerces. Sur ces différents secteurs, le SCoT pose comme principe la non mixité des activités économiques sur un même espace afin d'éviter le voisinage du commerce avec de la petite ou grosse industrie ou avec de l'activité artisanale ne recevant pas de public.

Via son DOO, le SCoT localise les centralités, les ZACOM et les autres secteurs à vocation de commerces et de services ou mixte. Les PLU délimitent leurs contours.

Dans une optique de mixité, de recentrage et de maîtrise des déplacements, le SCoT favorise le renforcement des centralités.

## VI : Suivi et révision du SCoT

### Article L. 122-4

« Le schéma de cohérence territoriale est élaboré par un établissement public de coopération intercommunale ou par un syndicat mixte constitués exclusivement des communes et établissements publics de coopération intercommunale compétents compris dans le périmètre du schéma. Cet établissement public est également chargé de l'approbation, du suivi et de la révision du schéma de cohérence territoriale. Il précise les modalités de concertation conformément à l'article L. 300-2. La délibération qui organise la concertation est notifiée aux personnes visées au premier alinéa de l'article L. 122-7.

La dissolution de l'établissement public emporte l'abrogation du schéma, sauf si un autre établissement public en assure le suivi. »

### Article L. 122-14

« Au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de la délibération portant approbation ou de la dernière délibération portant révision du schéma de cohérence territoriale, l'établissement public prévu à l'article L. 122-4 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma notamment du point de vue de l'environnement et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa mise en révision complète ou partielle. A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc. »



# *SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération*

## **1b. Diagnostic**

Document approuvé le 23 mai 2013



CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION  
CS 50636 – 29186 CONCARNEAU CEDEX  
Tél : 02.98.97.71.50 – Fax : 02.98.97.71.51  
e-mail : [scot@concarneaucornouaille.fr](mailto:scot@concarneaucornouaille.fr)

# Sommaire

## **Avant Propos..... 5**

Situation géographique ..... 5

Un axe structurant Est / Ouest, qui épouse le sillon de Bretagne ..... 9

Le territoire de CCA participe à la dynamique régionale en matière de planification territoriale. .... 11

## **I. Un enjeu générique : un bassin de vie à affirmer..... 12**

### **I.1 Les manifestations du déséquilibre par rapport aux territoires voisins.... 13**

I.1.1 Les déplacements domicile/travail entre l'agglomération quimpéroise et CCA s'inscrivent au cœur d'une dynamique de vastes flux régionaux..... 13

I.1.2 Des trafics routiers qui traduisent la forte imbrication des bassins d'emplois de Quimper et de CCA ..... 14

I.1.3 Les aires de chalandise du Pays de Cornouaille soulignent la difficulté pour Concarneau de se positionner entre Quimper et Quimperlé. .... 15

### **I.2 Les manifestations du déséquilibre interne ... .....16**

I.2.1 ... Par la dynamique démographique. .... 16

I.2.2 ... Par les projections de croissance démographique ..... 18

I.2.3 ... Par l'indice de jeunesse ..... 20

I.2.4 .... Par le nombre de retraités..... 22

I.2.5 ... Par l'emploi et l'entreprise.....24

I.2.6 Une dynamique de l'habitat également différenciée entre le Nord et le Sud du territoire. .... 26

I.2.7 Les effectifs scolaires soulignent une complémentarité et une différenciation de part et d'autre de la RN165 ..... 32

### **Conclusion partielle : Une dynamique territoriale différenciée. ....34**

## **II. Les points d'appui pour une affirmation du bassin de vie .....35**

### **II.1 Une économie qui sait se distinguer .....36**

II.1.1 Une économie littorale en mutation mais à fort potentiel ..... 36

II.1.2 Une diversification de l'offre touristique amorcée ..... 45

### **II.2 Une activité agricole structurante et une Industrie Agro - Alimentaire (IAA) puissante.....48**

II.2.1 Les exploitations agricoles (foncier agricole, main d'œuvre ...) en mutation.....	48
II.2.2 Les productions agricoles : si les productions animales dominant, le territoire s'affirme dans les productions légumières.....	52
II.2.3 Les Industries Agro-Alimentaires (IAA) pilier de l'économie locale .....	54
<b>II.3 Une économie résidentielle en progression constante .....</b>	<b>55</b>
II.3.1 Un tissu dense d'artisans .....	55
II.3.2 Le commerce traditionnel et les Grandes et Moyennes Surfaces : Une offre commerciale équilibrée mais à affirmer face à Quimper .....	57
II.3.3 Une forte évolution des services depuis 1994 .....	61
<b>II.4 Des infrastructures de déplacement majeures constituant un axe structurant est/ouest .....</b>	<b>62</b>
II.4.1 Une bonne connexion à la RN 165 par les deux échangeurs de Coat Conq et de Kérampaou .....	62
II.4.2 Une bonne desserte par les cars départementaux entre CCA et ses territoires voisins.....	65
II.4.3 La gare de Rosporden : une ouverture majeure .....	67
<b>II.5 Des zones d'activités et artisanales à valoriser et à optimiser .....</b>	<b>71</b>
<b>II.6 Communication numérique : une volonté de résorption des « zones blanches » en Bretagne .....</b>	<b>74</b>
<b>II.7 Un maillage de bourgs et de villages réparti sur l'ensemble du territoire</b>	<b>75</b>

<b>II.8 Un cadre historique, patrimonial et culturel de renommée internationale .....</b>	<b>84</b>
---	-----------

II.8.1 Une culture maritime vivante .....	84
II.8.2 Ville Close et baie de Concarneau : un patrimoine historique emblématique .....	86
II.8.3 Un riche patrimoine historique entre terre et mer .....	87
II.8.4 L'école de Pont-Aven.....	88

<b>Conclusion partielle : Des points d'appui à conforter .....</b>	<b>89</b>
--	-----------

<b>III. Les points de fragilité .....</b>	<b>91</b>
---	-----------

<b>III.1 De la dispersion au mitage : une artificialisation progressive du territoire .....</b>	<b>105</b>
---	------------

III.1.1 L'importance du bâti à proximité du trait de côte .....	92
III.1.2 L'indice de dispersion : une mesure du risque de mitage sur le territoire.....	94
III.1.3. Le développement urbain actuel : observation par orthophotographies .....	96
III.1.4 Une consommation foncière qui s'accélère.....	101
III.1.5 Recollement des documents d'urbanisme.....	103

<b>III.2 Une offre de TC insuffisante ne prenant pas en compte la géographie du territoire de CCA .....</b>	<b>105</b>
---	------------

III.2.1 Les réseaux de transports internes présents sur le territoire .....	105
---	-----

III.2.2 Le Transport à la Demande sur Concarneau .....	107
<b>III.3 Un réseau routier à améliorer et à sécuriser .....</b>	<b>108</b>
III.3.1 La D122 à sécuriser et à requalifier .....	108
III.3.2 La déviation sud de Rosporden à prolonger .....	108
III.3.3 Des entrées de ville à valoriser .....	109
<b>III.4 Des réserves foncières difficiles à constituer .....</b>	<b>110</b>
III.4.1 Les terrains à bâtir .....	110
III.4.2 Le prix des logements anciens .....	111
III.4.3 Le prix des terres agricoles .....	112
<b>Conclusion partielle : _Des dynamiques à contrecarrer : mitage, étalement, architecture banalisée et consommation d'espace .....</b>	<b>113</b>
<b>IV En guise de conclusion : principaux enjeux et premières pistes d'action pour un Projet d'Aménagement et de Développement Durable .....</b>	<b>114</b>

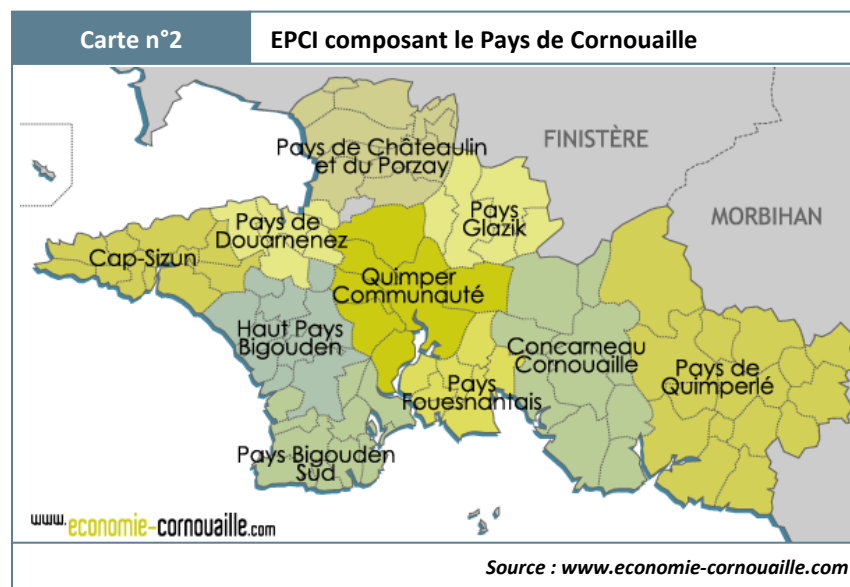
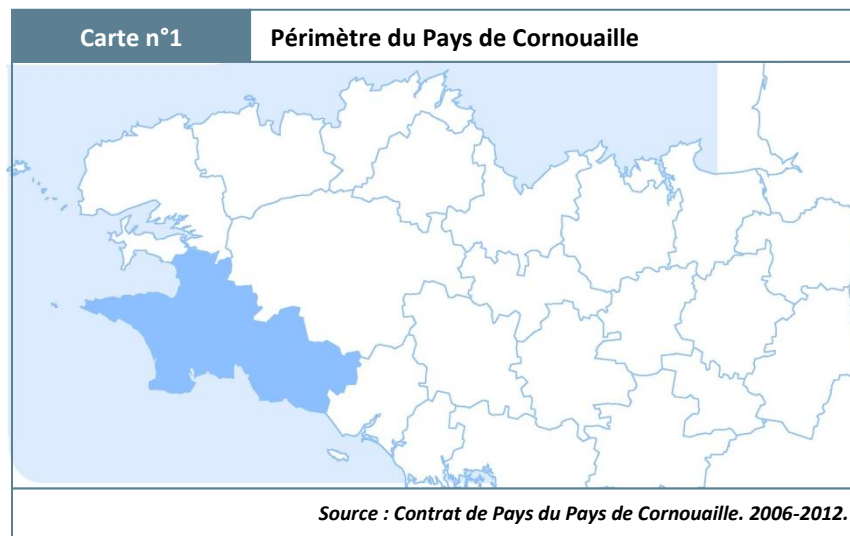
**Avant Propos : Le cadre géographique et institutionnel : un territoire orienté nord / sud, mais une dynamique à dominante est / ouest.**

### Situation géographique

Le territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération (Finistère) épouse le périmètre de la Concarneau Cornouaille Agglomération (« CCA »).

Celle-ci fait partie du Pays de Cornouaille (cf. cartes ci contre), qui comprend 10 intercommunalités et une commune ne faisant partie d'aucune intercommunalité (Locronan).

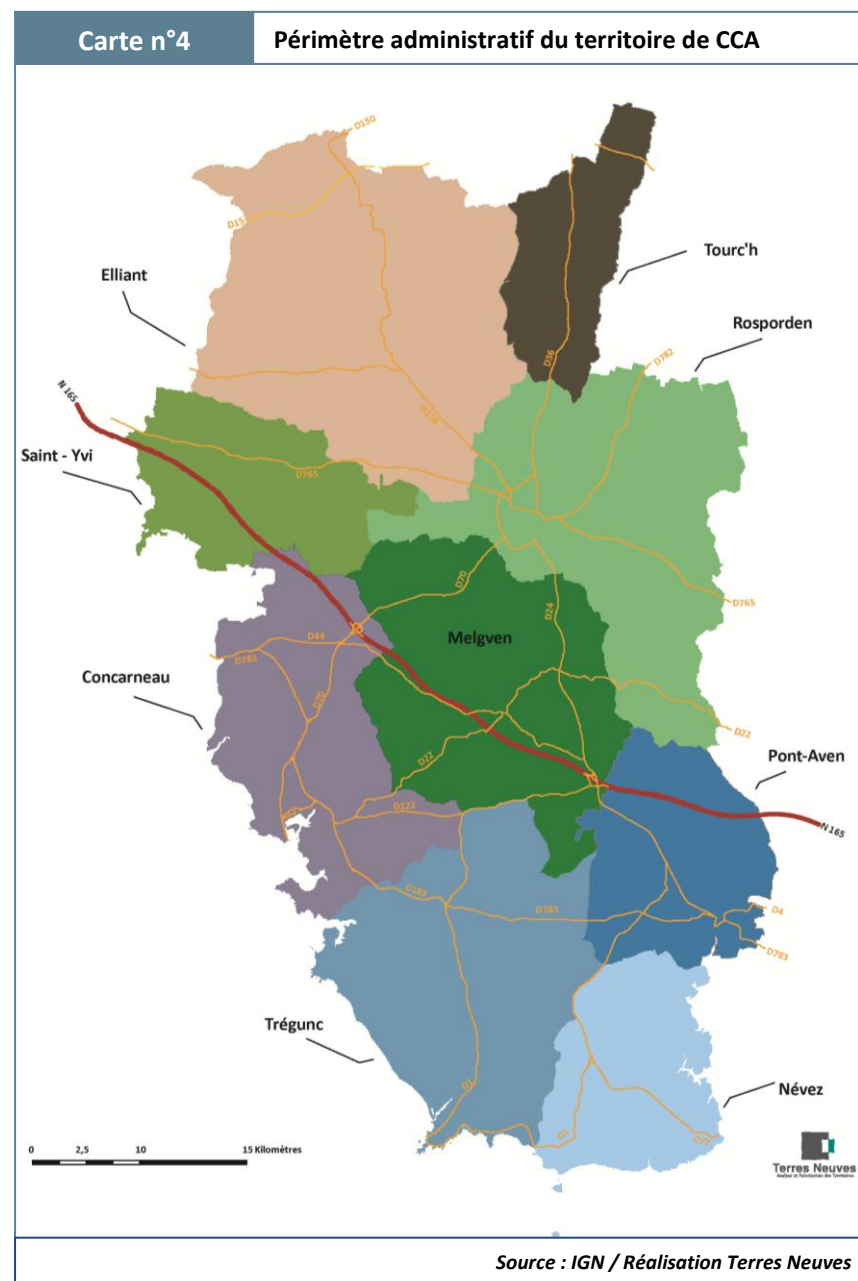
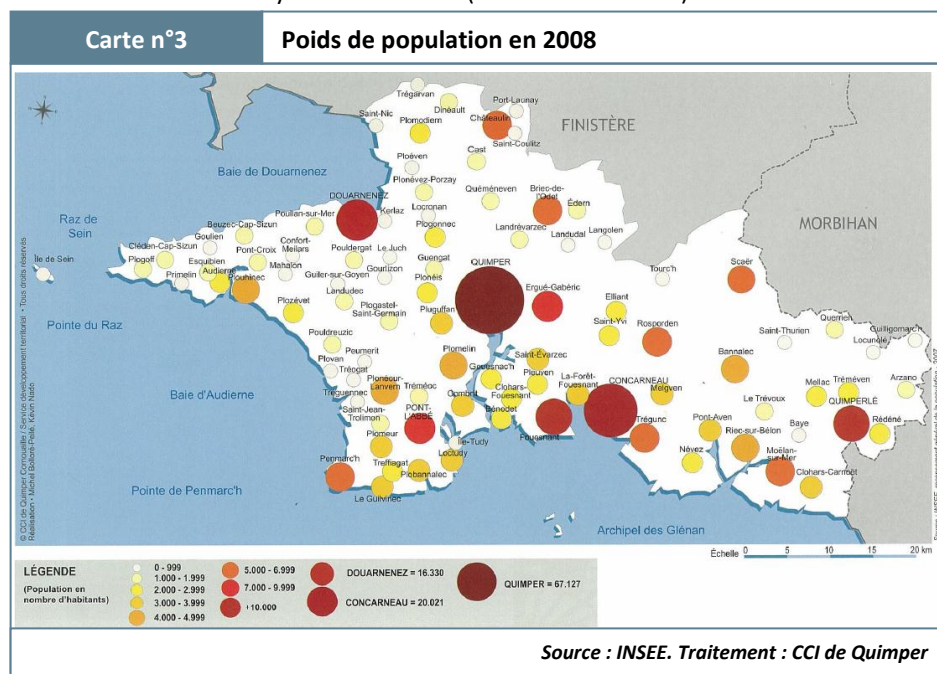
- C.C Pays de Châteaulin et du Porzay ;
- C.C Cap – Sizun ;
- C.C Pays de Douarnenez ;
- C.C Haut Pays Bigouden ;
- C.C Pays Bigouden Sud ;
- C.C Pays Fouesnantais ;
- C.A Concarneau Cornouaille ;
- C.C Pays de Quimperlé ;
- C.C Pays Glazik ;
- C.A Quimper Communauté.



Les communes membres de CCA sont (cf. carte ci contre) :  
Données de population Insee actualisées en décembre 2008

- **Concarneau** : 20 658 habitants ;
- **Elliant** : 3 194 habitants ;
- **Melgven** : 3 260 habitants ;
- **Névez** : 2 684 habitants ;
- **Pont-Aven** : 3 026 habitants ;
- **Rosporden** : 7 009 habitants ;
- **Saint-Yvi** : 2 786 habitants ;
- **Tourc'h** : 892 habitants ;
- **Trégunc** : 6 930 habitants.

CCA comptabilise environ **50 440 habitants** en décembre 2008, soit 5.52% de la population départementale (913 309 habitants au 1 janvier 2009 selon l'INSEE) et 16% de la population du Pays de Cornouaille (même date). Avec 20 658 habitants en 2008 Concarneau est la troisième ville du Finistère, derrière Brest et Quimper et la seconde ville du Pays de Cornouaille (cf. carte ci-dessous).

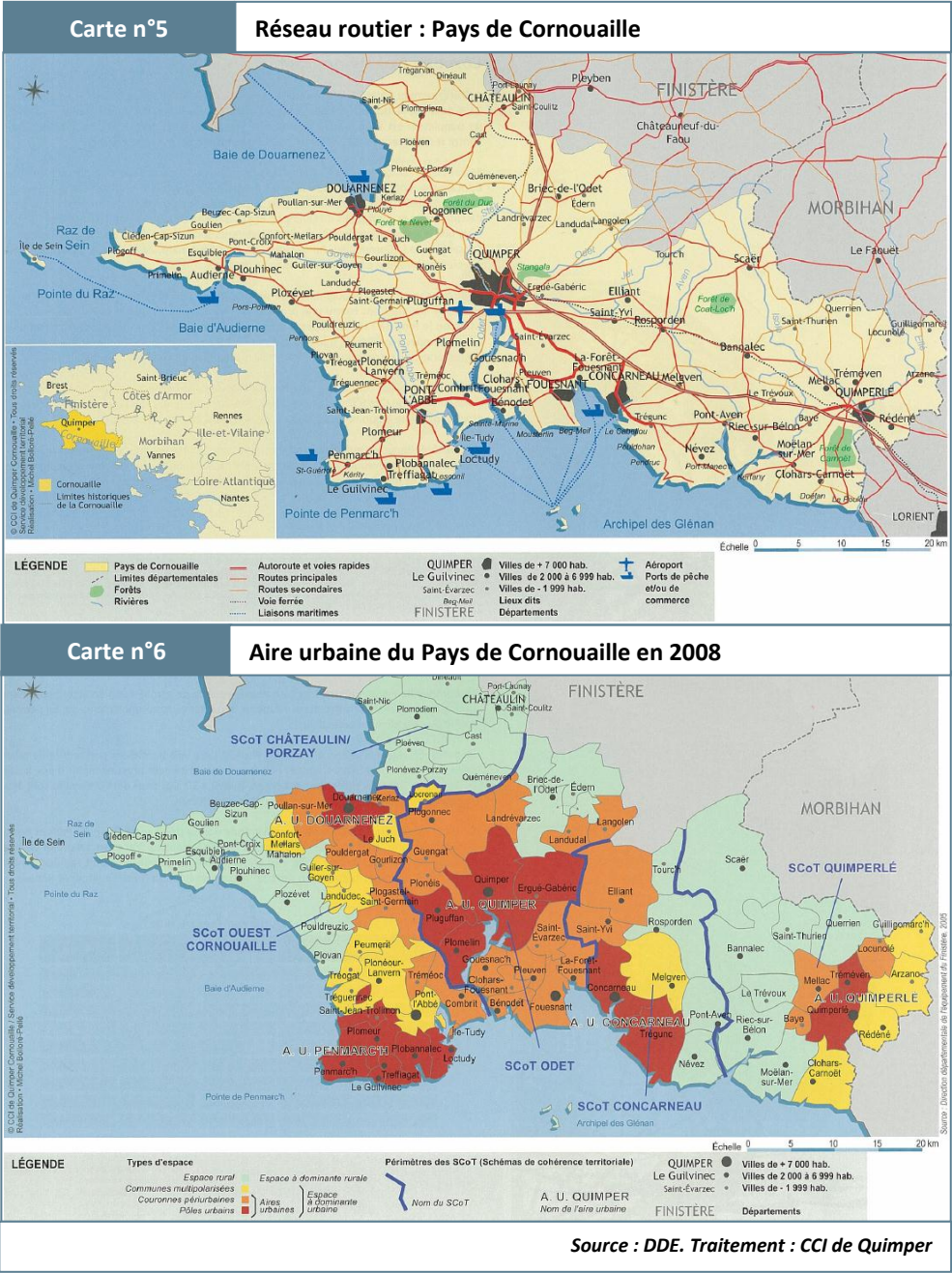


Situé au sud-est du département du Finistère, le périmètre de CCA, est traversé d'est en ouest, par des infrastructures majeures : la RN 165 et la voie ferrée. Le territoire de CCA est ainsi connectée aux métropoles régionales (Brest, Quimper, Lorient, Vannes, Rennes et Nantes), et Paris (cf. carte ci contre en haut).

Cette situation a plusieurs incidences sur un territoire dont le périmètre administratif est davantage orienté nord/sud :

- A l'ouest et au Nord, le territoire du SCoT se situe à 14 mn de Quimper (échangeur de Coat Cong) et 20 mn depuis l'échangeur de Kérampaou. Les communes de Saint-Yvi et Elliant intègrent ainsi pleinement, l'aire urbaine<sup>1</sup> de Quimper (cf. Carte ci-contre en bas) ;
- A l'est, les communes de Tourc'h, Rosporden, Pont-Aven et Névez, n'intègrent ni l'aire urbaine de Quimperlé, ni celle de Concarneau. Selon l'Insee et, à cette échelle, Rosporden joue le rôle de pôle d'emplois de l'espace rural (commune qui dispose de plus de 1 500 emplois) et exerce une véritable polarité locale.
- Au centre, Melgven est une commune multipolarisée entre Concarneau, Rosporden, Quimper et Quimperlé, du fait de sa rapide connexion à la RN 165 ;

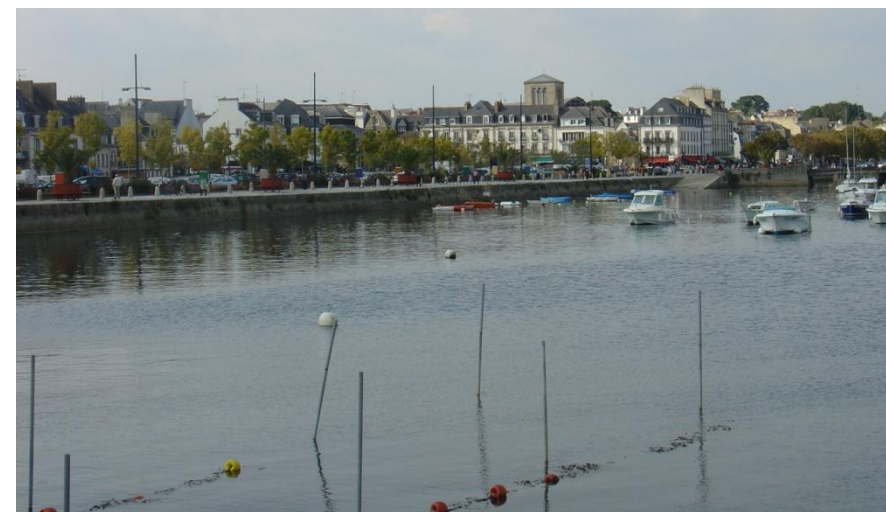
<sup>1</sup> Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.



- Sur le littoral, le pôle urbain<sup>2</sup> de Concarneau est en retrait par rapport aux principales voies de communication régionales ; son aire urbaine d'influence direct s'étend sur les communes de Trégunc (connecté par la D783) et de Melgven (commune multipolarisée).



*Photo : Le port de pêche de Concarneau*



*Photo : Le centre historique de Concarneau (quai Pénéroff)*

---

<sup>2</sup> Le pôle urbain est une unité urbaine offrant au moins 5000 emplois et qui n'est pas située dans la couronne périurbaine d'un autre pôle urbain.

## Un axe structurant Est / Ouest, qui épouse le sillon de Bretagne

Le relief du territoire s'élève graduellement de 0 à plus de 150 m, du sud au nord, selon trois zones distinctes correspondant à la direction du sillon de Bretagne (cf. Carte ci contre) :

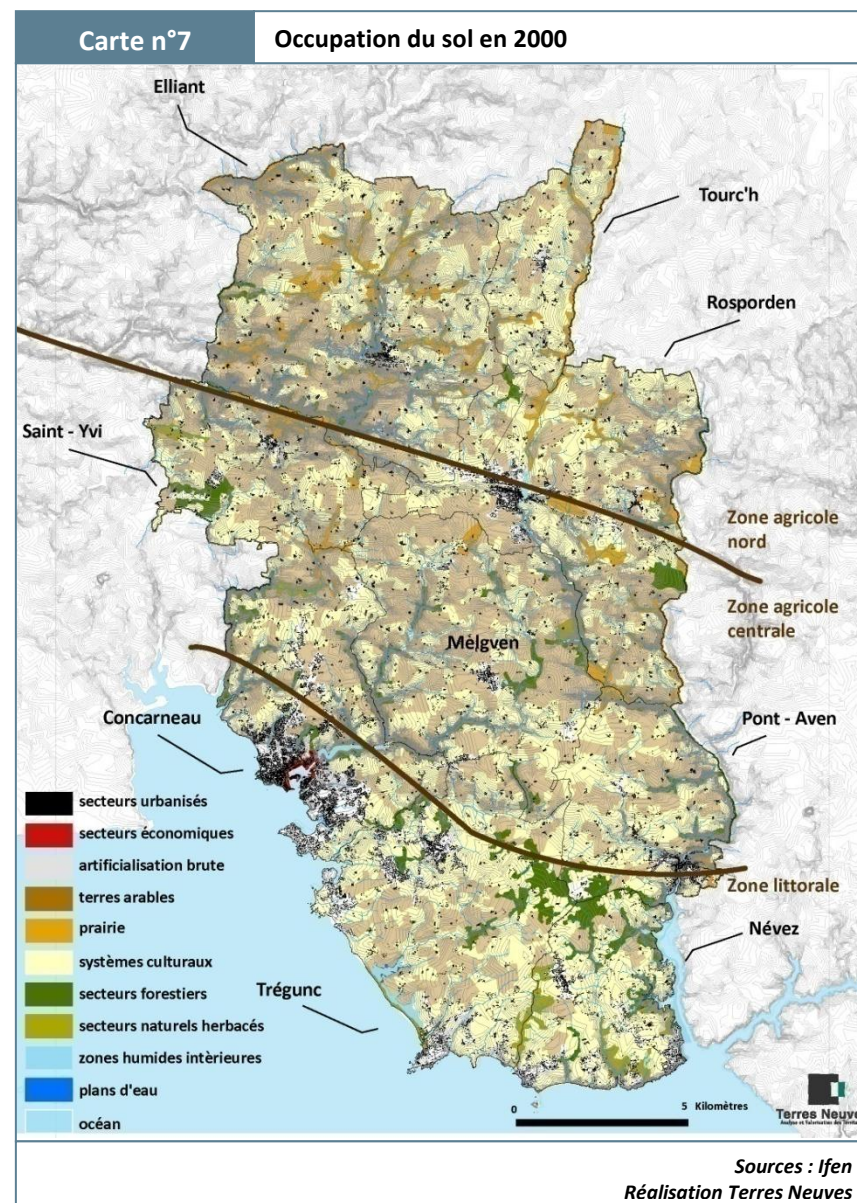
- La zone agricole nord ;
- La zone agricole centrale ;
- La zone littorale.

**La zone agricole nord** (Elliant, Tourc'h) se caractérise par une maille bocagère lâche, des pâtures, et de nombreuses terres labourées. L'habitat est dispersé, constitué de hameaux et de fermes isolées, structure aujourd'hui propice à la « périurbanisation » de l'habitat.

**La zone agricole centrale** est constituée d'une succession de vallées et de lignes de crêtes (de direction est/ouest), lieu des antiques voies de communication (cf. la présence de la voie romaine). Le relief est plus accentué que dans la partie nord du territoire avec des vallées encaissées et boisées. Le paysage est caractérisé par une structure bocagère altérée. Il offre cependant une variété de faciès avec par exemples :

- les secteurs intimistes de la vallée du Jet ou de l'Aven au sud de Rosporden ;
- les secteurs très ouverts de Melgven et du nord de Trégunc.

Cette partie centrale est bien connectée aux grandes voies de communication et est de ce fait propice à l'influence urbaine de l'agglomération de Quimper.



**La frange littorale** de Concarneau à Riec-sur-Belon se compose de petites criques sableuses séparées par des pointes rocheuses. La grande plage qui s'étend de la Pointe de la Jument jusqu'à la Pointe de Trévignon forme une exception remarquable.

Sur la bordure littorale, l'urbanisation est relativement récente, l'habitat traditionnel étant quant à lui généralement en recul d'environ 1 km par rapport au trait de côte.



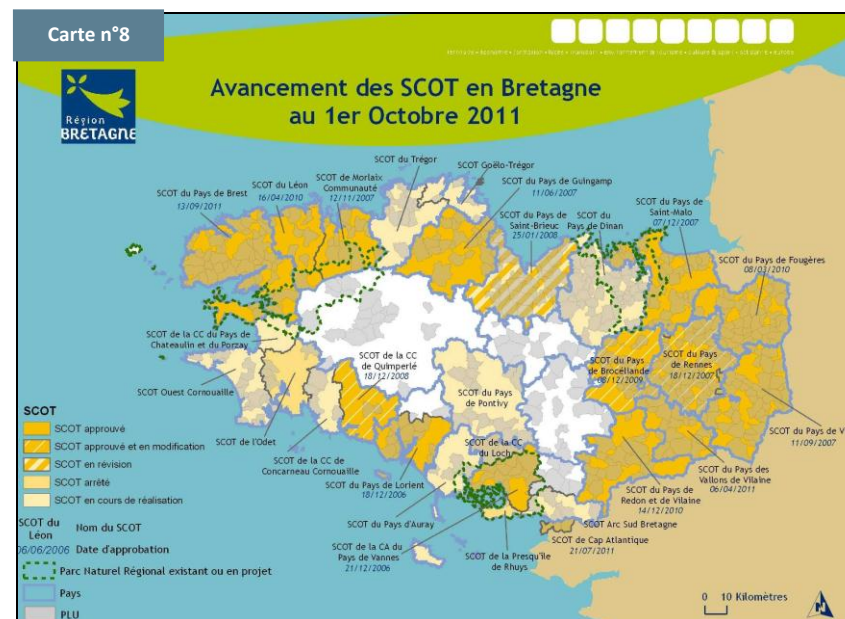
*Photo : Le littoral rocheux et découpé à Port Manec'h*

## Le territoire de CCA participe à la dynamique régionale en matière de planification territoriale.

Le territoire de CCA participe à une « dynamique SCoT » particulièrement active, sur le littoral breton, mais plus en retrait à l'intérieur de la région.

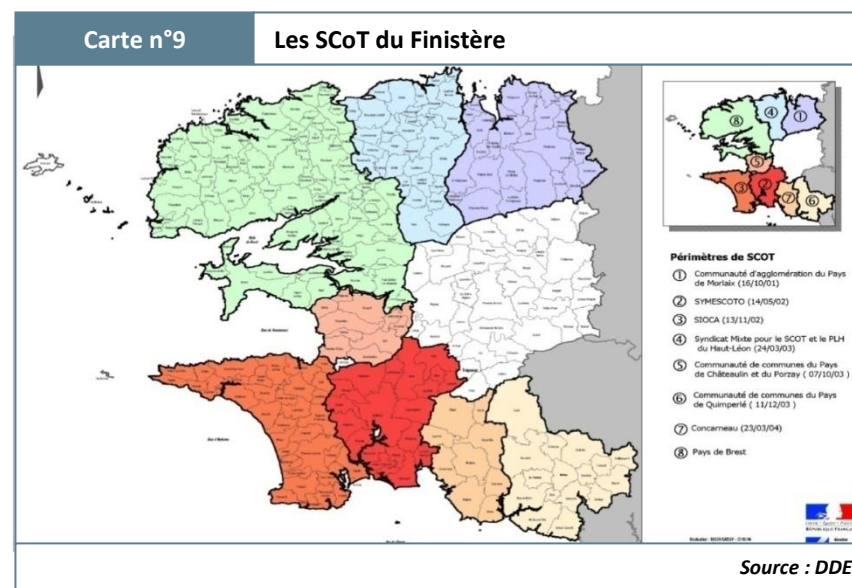
Cette dichotomie entre le littoral et l'intérieur des terres s'explique par :

- Une concentration des enjeux d'aménagement dans les zones littorales (concentration de populations, d'activités, de moyens de transports, pressions sur le foncier, les espaces naturels, l'activité agricole) ;
- L'article L.121-2 du code de l'urbanisme qui stipule que « dans les communes non couvertes par un SCOT et situées à moins de 15 kms de la périphérie d'une agglomération de plus de cinquante mille habitants ou à moins de 15 kms du rivage de la mer, aucune zone naturelle ou aucune zone à urbaniser délimitée après le 1er juillet 2002 ne peut être ouverte à l'urbanisation ».



Les SCOT voisins de celui de CCA sont :

- le SCOT de l'Odet (Quimper Communauté, Pays Glazik, Pays Fouesnantais) ;
- le SCOT de la COCOPAQ (CC du Pays de Quimperlé).



# I. Un enjeu générique : un bassin de vie à affirmer



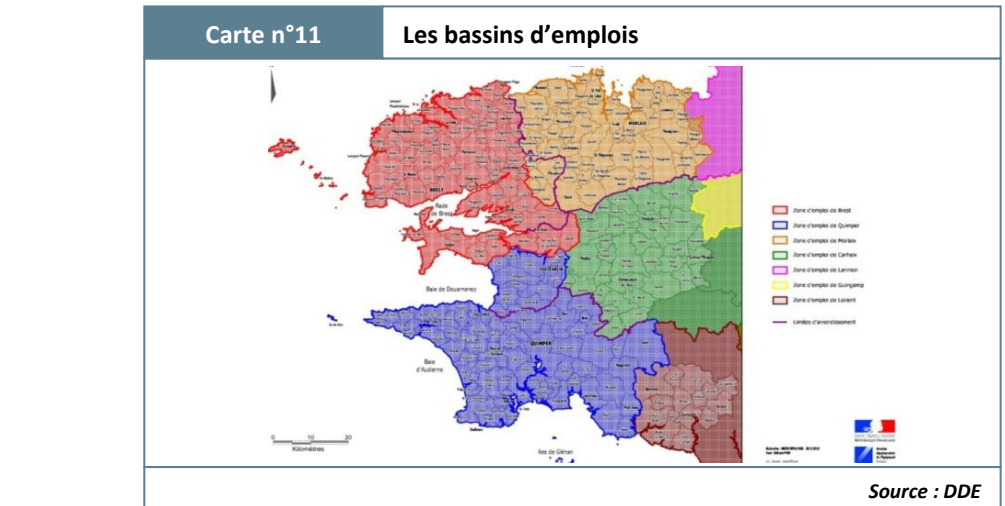
*Photo : Une problématique maritime affirmée, liée à la forte attractivité touristique des communes littorales (ex. Port Manec'h – commune de Névez)*



*Photo : Une problématique péri – urbaine affirmée, liée à la forte attractivité de Quimper (ex. Saint - Yvi)*

### **I.1.1 Les déplacements domicile/travail entre l'agglomération quimpéroise et CCA s'inscrivent au cœur d'une dynamique de vastes flux régionaux**

- Dans le sens Quimperlé – Lorient (1 939 migrants) pour 1 438 migrants dans le sens inverse,
- Dans le sens CC Auray – Vannes (2 262 migrants), pour 1 461 migrants dans le sens inverse,
- 
- Dans le sens CCA – Quimper (2 642 migrants), pour 880 migrants dans le sens opposé. Il s'agit du différentiel le plus marqué (1 762 migrants) sur la RN165.

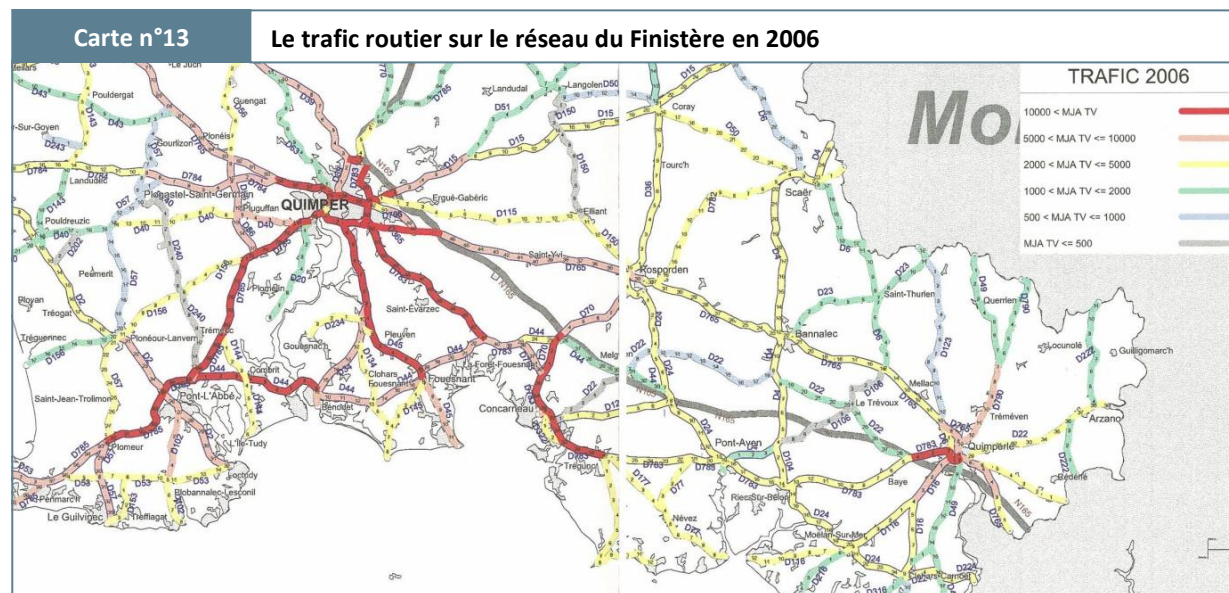
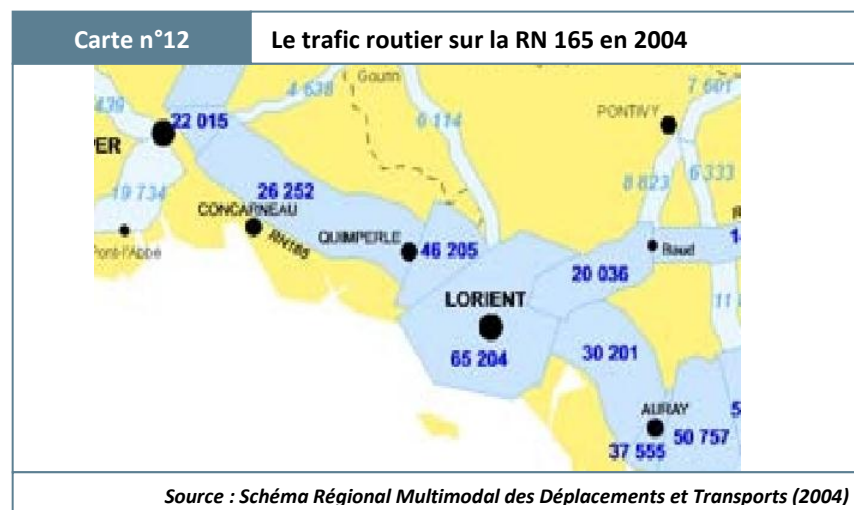


### I.1.2 Des trafics routiers qui traduisent la forte imbrication des bassins d'emplois de Quimper et de CCA

En 2004, les flux routiers confirmaient l'importance de la RN165 :

- 26 252 véhicules/jour entre Quimper et Concarneau (évolution comprise entre + 2% et + 4% depuis 1997), chiffre pouvant atteindre 46 205 véhicules/jour entre Quimperlé et Lorient (évolution comprise entre +4% et +6% depuis 1997) et plus de 50 000 véhicules/jour entre Auray et Vannes (évolution comprise entre +2% et +4% depuis 1997)

Le réseau de voies secondaires participe également aux échanges entre Quimper et Concarneau. Notons, qu'entre Quimper et Trégunc, via Concarneau, (à l'exception du secteur de la Forêt Fouesnant) le trafic routier avoisine les 10 000 véhicules/jour en 2006 -2007, avec des secteurs en pointe à 18 900 véhicules/ jour en 2007 (entrée nord de Concarneau) et 12 111 à Coat Conq. Entre Quimper et Saint-Yvi, le trafic routier représente entre 5 000 et 10 000 véhicules/jour (D765), soit 2 fois plus qu'entre Quimper et Elliant (D115).



### I.1.3 Les aires de chalandise<sup>3</sup> du Pays de Cornouaille soulignent la difficulté pour Concarneau de se positionner entre Quimper et Quimperlé.

L'aire de chalandise de Concarneau épouse le périmètre de CCA, ainsi que les communes de Riec-sur-Belon et La Forêt-Fouesnant. Les communes concernées par les différents zonages sont (cf. cartes ci contre) :

- En zone primaire : Concarneau ;
- En zone secondaire : Trégunc et Melgven ;
- En zone tertiaire : Saint-Yvi, Elliant, Tourc'h, Rosporden, Pont-Aven et Névez ; Riec-sur-Belon et La Forêt-Fouesnant (hors périmètre SCoT).

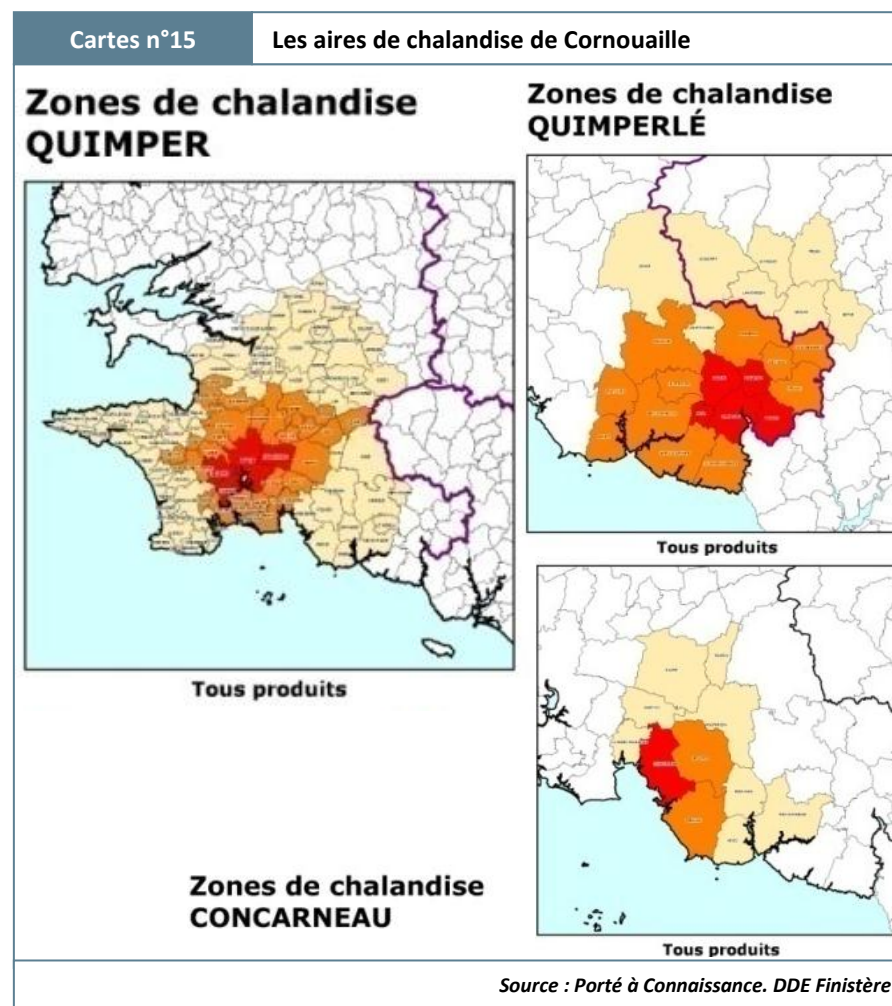
L'aire de chalandise de Concarneau est concurrencée au nord et à l'est :

- Par Quimper : sur Saint Yvi et Elliant, l'attractivité commerciale de Quimper, en forte progression depuis 1999 (+14%), est plus significative que celle de Concarneau.
- Par Quimperlé : sur Pont-Aven et Névez, Quimperlé polarise davantage que Concarneau.

Au centre du territoire, les communes de Rosporden et Tourc'h sont faiblement polarisées par Concarneau et Quimper. Rosporden joue une micro polarité locale à vocation commerciale.

<sup>3</sup> La délimitation des zones de chalandise se fait en fonction de la nature et de l'importance de l'équipement commercial, des conditions d'accès, et des temps de déplacement nécessaires pour accéder aux points de vente.

La zone de chalandise se compose de 3 aires géographiques exprimant trois degrés de polarisation commerciale : zones primaire, secondaire et tertiaire.



## I.2 Les manifestations du déséquilibre interne ...

### I.2.1 ... Par la dynamique démographique.

Entre 1990 et 2008, la croissance démographique observée de CCA est dynamique, comparativement au Finistère et au Pays de Cornouaille. En effet, on enregistre, une croissance démographique de +10.5% sur CCA, contre 6.7% sur le Pays de Cornouaille et 8.9% sur le Finistère.

Le taux de croissance démographique annuel s'élève ainsi à +0.6% par an, soit 0.1 points de plus que le département du Finistère sur la même période. Il correspond au taux de croissance démographique régional compris entre 0.5% et 1.% par an. La population totale de CCA passe de 45 628 habitants en 1990 à 50 439 en décembre 2008<sup>4</sup> (+ 4 811 habitants) (cf. tableau ci-contre).

D'après les taux de croissance démographique annuel étudiés sur la période 1990/ 2008, on observe (cf. graphique ci-contre en bas) :

- Le très fort dynamisme de Saint-Yvi (+0.9% par an) et Elliant (+1.2% par an) qui se détachent nettement des autres communes de CCA. Ces deux communes enregistrent en valeurs absolues de fortes augmentations de populations : Elliant : + 603 habitants et Saint-Yvi : + 406 habitants. Toutefois, les populations de ces communes occupent des parts relativement faibles parmi la population totale du SCoT : Saint-Yvi représente 5.5 % de la population totale du SCoT et Elliant 6.3%.

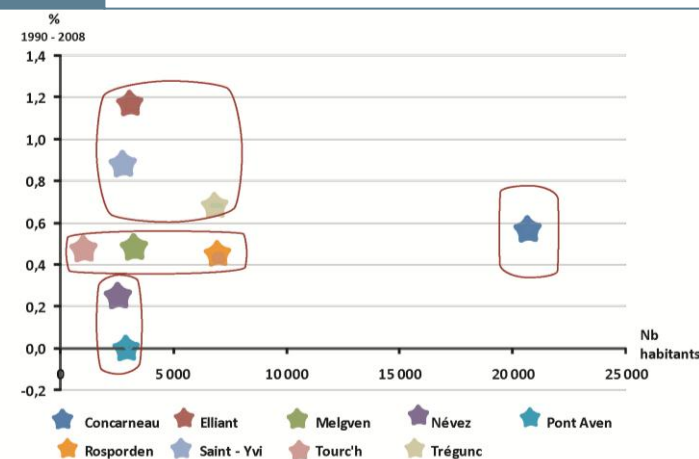
- Entre 1990 et 2008, Trégunc gagne 800 ce qui la place juste derrière Concarneau qui gagne plus de 2000 habitants.
- Trois communes connaissent une dynamique démographique similaire proche des valeurs départementales : Tourc'h (+0.5% par an), Melgven (+0.5% par an) et Rosporden (+0.5% par an). En valeur absolue les croissances sont de : + 524 pour Rosporden ; + 273 pour Melgven ; + 72 habitants pour Tourc'h.

<sup>4</sup> Données INSEE actualisées. Décembre 2008.

Tableau 1 : Noms communes	Population 2008	Population RGP 1990	Evolution démographique 1990 et 2008 valeur absolue	Evolution démographique 1990 et 2008 en %	Croissance démographique annuelle entre 1990 et 2008
Concarneau	20 658	18 630	2 028	10,9	0,6
Elliant	3 194	2 591	603	23,3	1,2
Melgven	3 260	2 987	273	9,1	0,5
Névez	2 684	2 574	110	4,3	0,2
Pont Aven	3 026	3 031	-5	-0,2	0,0
Rosporden	7 009	6 485	524	8,1	0,4
Saint - Yvi	2 786	2 380	406	17,1	0,9
Tourc'h	892	820	72	8,8	0,5
Trégunc	6 930	6 130	800	13,1	0,7
<b>Total SCoT CCA</b>	<b>50 439</b>	<b>45 628</b>	<b>4 811</b>	<b>10,5</b>	<b>0,6</b>

Graphique : 2

Typologies communales en fonction des taux de croissance démographique annuels observés entre 1990 et 2008



Source : INSEE / Traitement : Terres Neuves

- Névez (+0.2%) et Pont-Aven (0.0%) connaissant une croissance nulle ou très faible.

- Avec une croissance de 0,6% par an et 20 658 habitants (2008), Concarneau occupe toujours une place centrale dans la dynamique de CCA.

**En opérant un zoom sur la seule période 1999 et 2008**, on observe une accélération des tendances précédentes avec (cf. graphique ci-contre) :

- Saint-Yvi, Elliant et Melgven ont un taux croissance annuels élevés se situant entre 1,1 % et 1,7%.

- Rosporden enregistre une progression plus raisonnable avec un taux de croissance démographique annuel de 0.9% ;

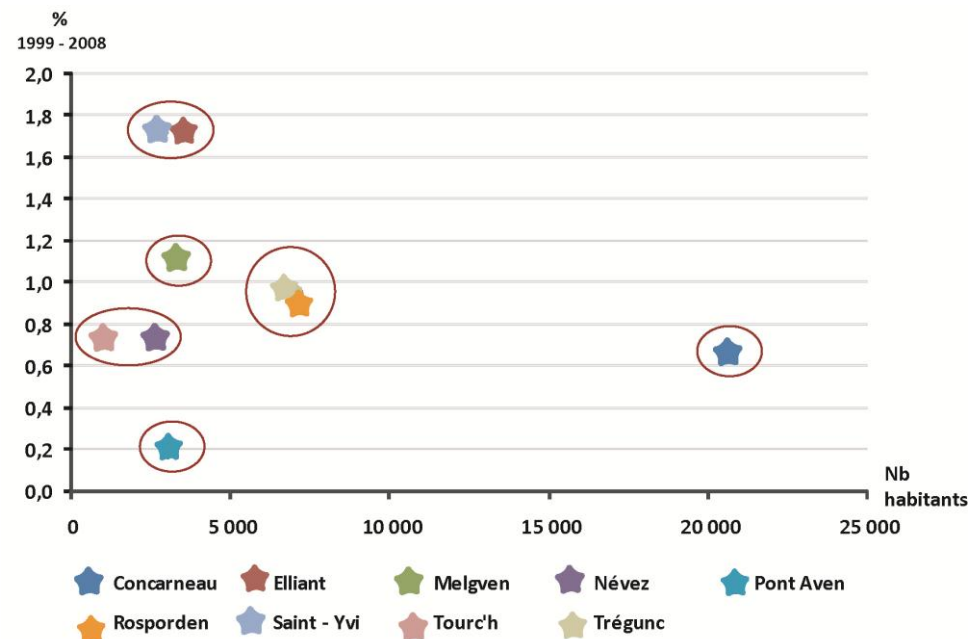
Les autres communes n'ont pas enregistrées d'accélération dans l'accueil de population :

- Tourc'h (0.7% par an), Névez (0.9% par an) et Trégunc (1% par an) ont des taux de croissance démographique qui progressent légèrement ;

- Pont-Aven (0.2% par an) et Concarneau (0.6% par an), ne connaissent pas d'accélération de leur croissance démographique sur la dernière décennie.

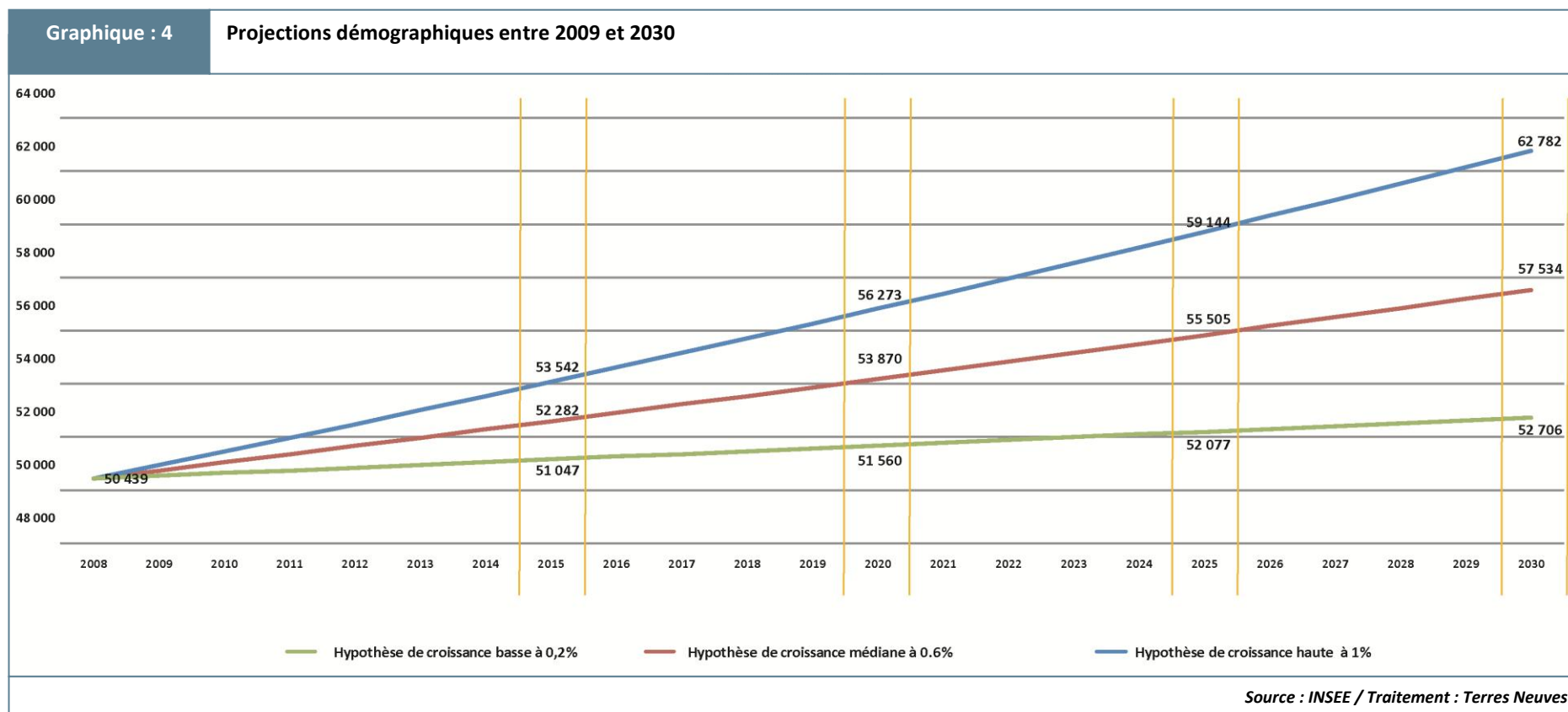
**Graphique : 3**

**Typologies communales en fonction des taux de croissance démographique annuels observés 1999-2008**



Source : INSEE  
Traitement : Terres Neuves

## I.2.2 ... Par les projections de croissance démographique



Entre 2008 et 2030, le territoire devraient progresser de :

Trois hypothèses de projections de croissance démographique ont été retenues :  
0.2%, hypothèse basse, 0.6% hypothèse tendancielle, 1% hypothèse haute.

- . +2 161 habitants suivant l'hypothèse de croissance basse (0.2%),
- . +6 752 habitants suivant l'hypothèse de croissance médiane (0.6%),
- . +11 722 habitants suivant l'hypothèse de croissance haute (1.0%).

Les projections démographiques que l'on obtient à l'horizon 2030 soulignent (cf. tableau ci-contre):

- L'importance de la croissance démographique de Concarneau, avec un gain de population de + 2 906 habitants, soit 138 habitants supplémentaires par an entre 2009 et 2030 ;

- La part de Trégunc qui se révèle également un bourg de première importance : + 1 149 habitants supplémentaires, soit 52 habitants par an ;

Les bourgs plus « modestes » de Elliant, Saint-Yvi, Melgven semblent particulièrement impactés par un phénomène de périurbanisation :

- . Elliant : + 958 habitants supplémentaires soit 44 par supplémentaires par an ;
- . Saint-Yvi : + 607 habitants, soit 28 habitants supplémentaires par an ;
- . Melgven (+ 378 habitants), soit 17 habitants par an.

Le pôle de Rosporden, malgré sa position centrale et son offre urbaine, connaît une croissance relativement modeste avec + 643 habitants supplémentaires, soit 31 habitants par an ;

Névez (+ 121 habitants), Tourc'h (103 habitants) et Pont-Aven connaissent les croissances les plus modestes.

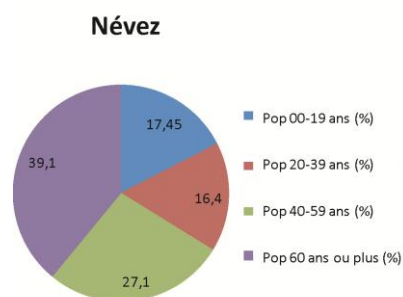
Tableau n°5	Croissance démographique entre 1990 et 2008 par commune (en %)	Population 2008	Population 2030	Evolution de la population 2008/2030	Gain de population annuel
Concarneau	0,6	20 658	23 564	2 906	132
Elliant	1,2	3 194	4 152	958	44
Melgven	0,5	3 260	3 638	378	17
Névez	0,2	2 684	2 805	121	6
Pont Aven	0,0	3 026	3 026	0	0
Rosporden	0,4	7 009	7 652	643	29
Saint - Yvi	0,9	2 786	3 393	607	28
Tourc'h	0,5	892	995	103	5
Trégunc	0,7	6 930	8 079	1 149	52
Total	0,6	50 439	57 304	6 865	327
Source : INSEE - Traitement : Terres Neuves					

### I.2.3 ... Par l'indice de jeunesse

En 1999, selon le Plan Local de l'Habitat de CCA, l'indice de jeunesse<sup>5</sup> était inférieur à la moyenne départementale. Entre 1999 et aujourd'hui, l'indice de jeunesse progresse de 0.1 point, soit un léger rajeunissement de la population sur l'ensemble des communes. Toutefois, il y a de fortes disparités :

- Le sud du territoire (Névez, Pont-Aven et dans une moindre mesure Trégunc (données 1999)) enregistre moins de 0.5 en indice de jeunesse (cf. carte et tableau ci-contre). Le poids des plus de 60 ans représente entre 34% et 39% de la population totale, contre moins de 20% pour les moins de 20 ans (cf. graphique ci-dessous).

Graphique : 6 Structure par âge de la population

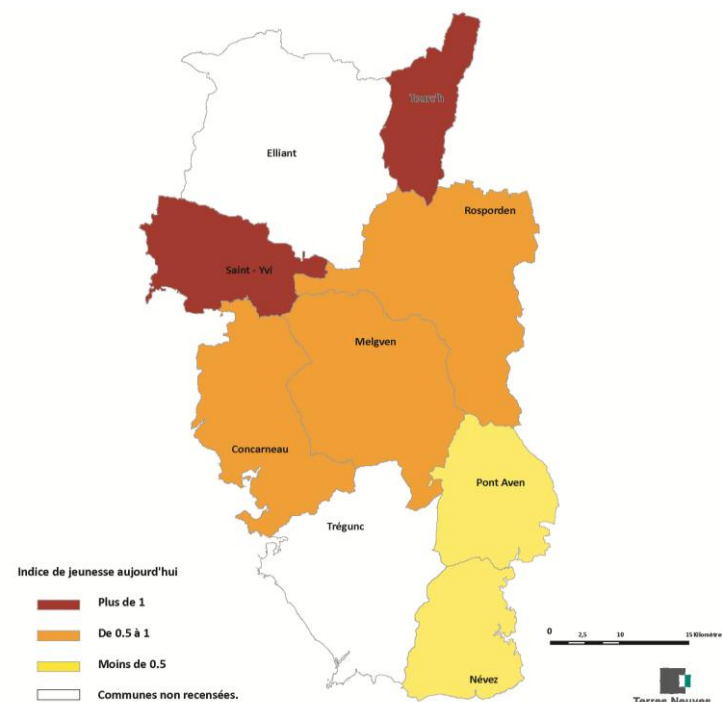


Source : INSEE – Traitement : Terres Neuves

<sup>5</sup> Moins de 20 ans / plus de 60 ans

Carte n°16

Indice de jeunesse en 2008



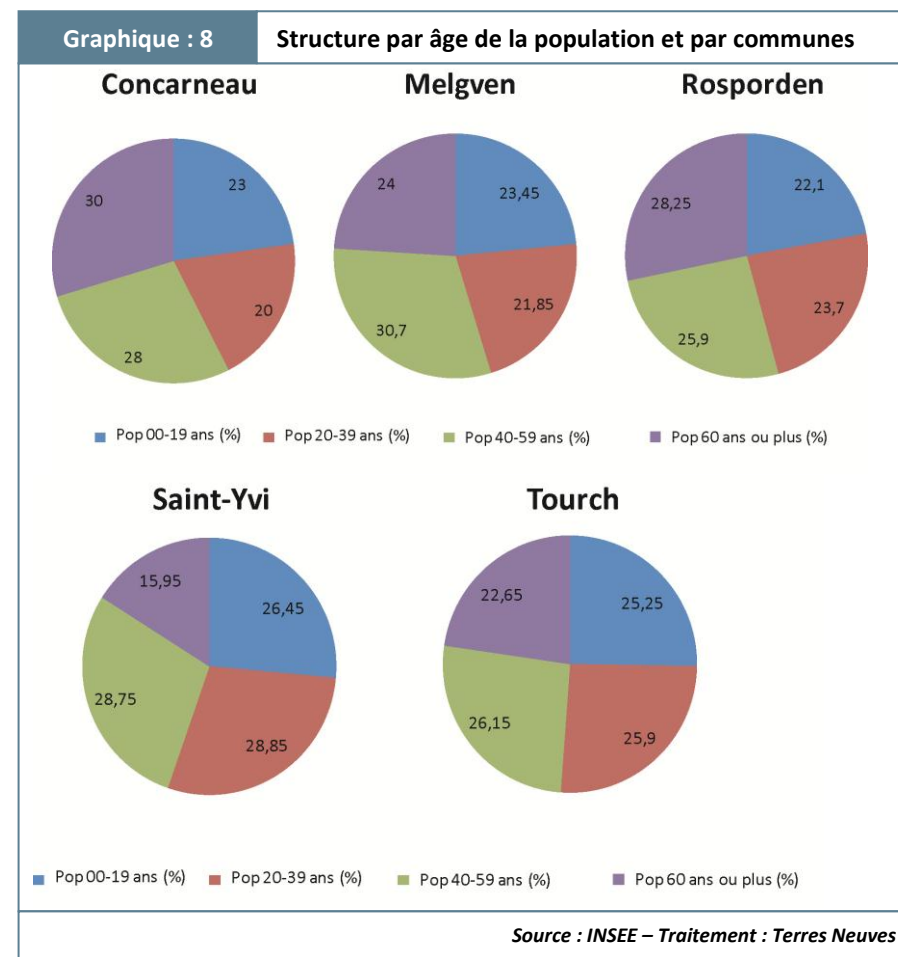
Source : INSEE – Traitement : Terres Neuves

Tableau n°7	Indice de jeunesse 1999	Indice de jeunesse 2008	Evolution
Concarneau	0,8	0,8	0
Elliant	0,9	nc	nc
Melgven	1	1	0
Névez	0,4	0,5	0,1
Pont-Aven	0,5	0,6	0,1
Rosporden	0,7	0,8	0,1
Saint-Yvi	1,5	1,7	0,2
Tourch	0,9	1,1	0,2
Trégunc	0,8	nc	nc

Source : INSEE / Traitement : Terres Neuves

- Le centre du territoire (Concarneau, Melgven et Rosporden) enregistre un indice de jeunesse compris entre 0.5 et 1. La population reste majoritairement âgée sur ces communes (+28% des la population à plus de 60 ans).

- Le nord du territoire (Saint-Yvi et Tourc'h et dans une moindre mesure Elliant (données 1999)) sont les communes qui comptent plus de jeunes que de personnes âgées (avec un indice supérieur à 1). De plus, ces communes enregistrent les plus fortes progressions de l'indice (+ 0.2 points entre 1999 et 2008), c'est-à-dire un rajeunissement significatif de la population (cf. carte et tableau page précédente).



## I.2.4 .... Par le nombre de retraités

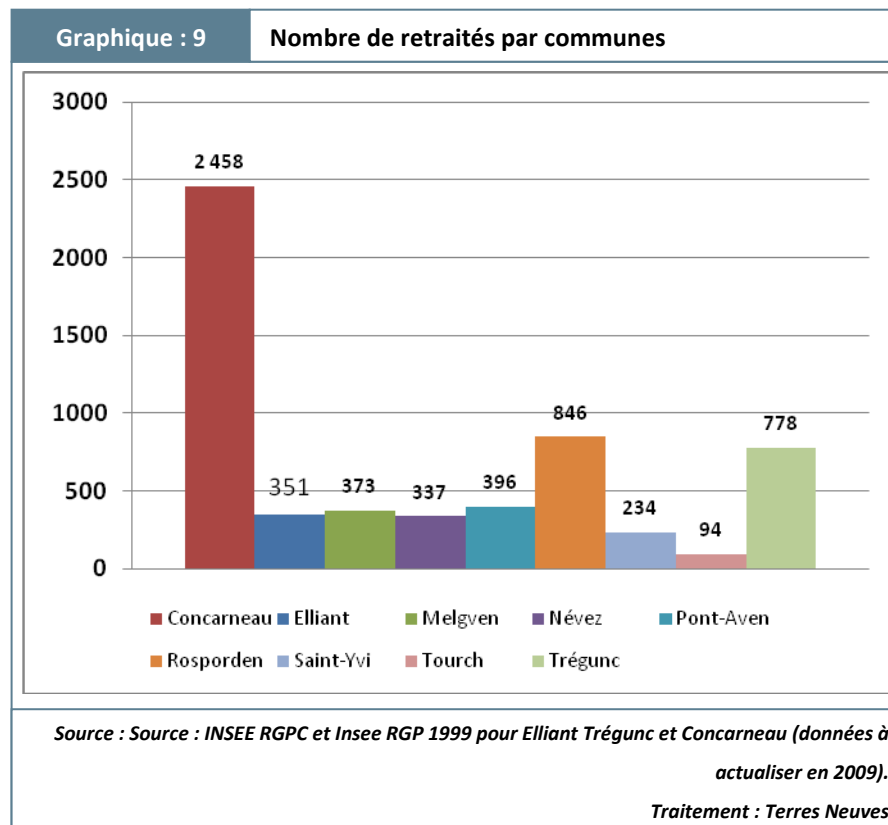
On remarque que la moitié sud de CCA compte beaucoup de retraités :

- 33.7% de retraités sur Pont-Aven ;
- 38% de retraités sur Névez.

En revanche, dans la moitié Nord du territoire, la part de retraités est plus faible :

- 22.5% de retraités sur Tourc'h ;
- 16.9% de retraités sur Saint-Yvi.

La commune de Rosporden affiche 28.8% de retraités, en raison d'une forte présence d'équipements de santé et d'accueil de personnes âgées (cf. II.3.1).

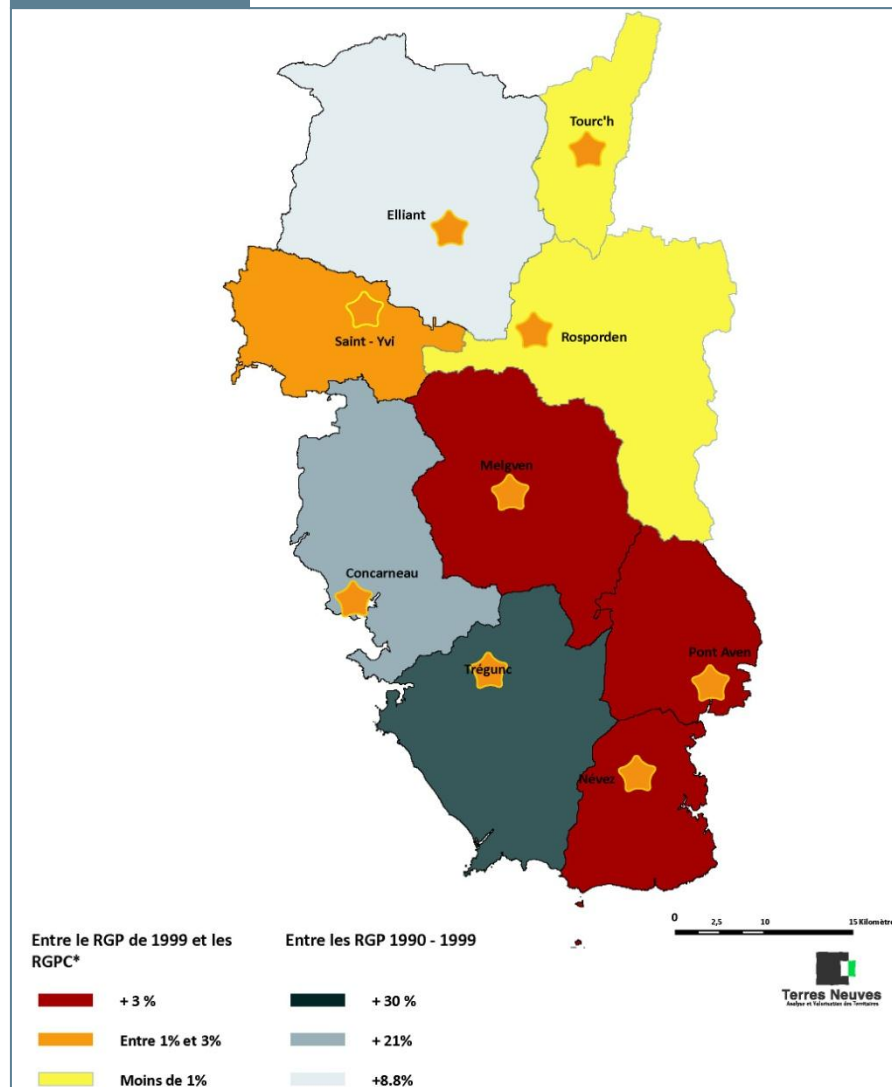


En termes d'évolutions : deux grands secteurs se dessinent (cf. Carte ci contre) :

- Le sud du territoire enregistre des augmentations significatives du nombre de retraités de + 3% entre 1999 et 2008 (4,8% pour Névez).
- Le nord du territoire connaît des évolutions moins significatives : Saint-Yvi (+1.3%), et Rosporden (+0.1%), voire une légère diminution pour Tourc'h (-0.1%). Ces communes proches de Quimper, bénéficiant d'une connexion ferrée ainsi que des prix du foncier attractifs, attire une population plus active et jeune.

Carte n°17

## Evolution de la part des retraités au sein la population active



Source : INSEE – Traitement : Terres Neuves

### 1.2.5 ... Par l'emploi et l'entreprise

#### a) L'emploi est plus important au Sud.

La Cornouaille compte plus 74 239 emplois salariés en 2007 (UNEDIC). Quimper est le principal pôle d'emplois (25 598 emplois), suivi de Concarneau (5 338 emplois) et de Quimperlé (5 072 emplois).

En termes de progression, CCA avec +9.6% emplois en 10 ans, se positionne en retrait des EPCI du Pays (ex. +16.4% Quimper Communauté, +32.4% Cap Sizun, +13.1% Pays de Quimperlé), à l'exception du Pays de Châteaulin et du Porzay (-0.5%) et du Pays de Douarnenez (-3.8%). Cette situation s'explique en partie par les difficultés que rencontre le secteur de la pêche.

A l'exception de Rosporden (1 283 emplois en 2007) qui constitue le pôle d'emplois secondaires du SCoT, les autres communes du territoire sont des gisements modestes en terme d'emplois :

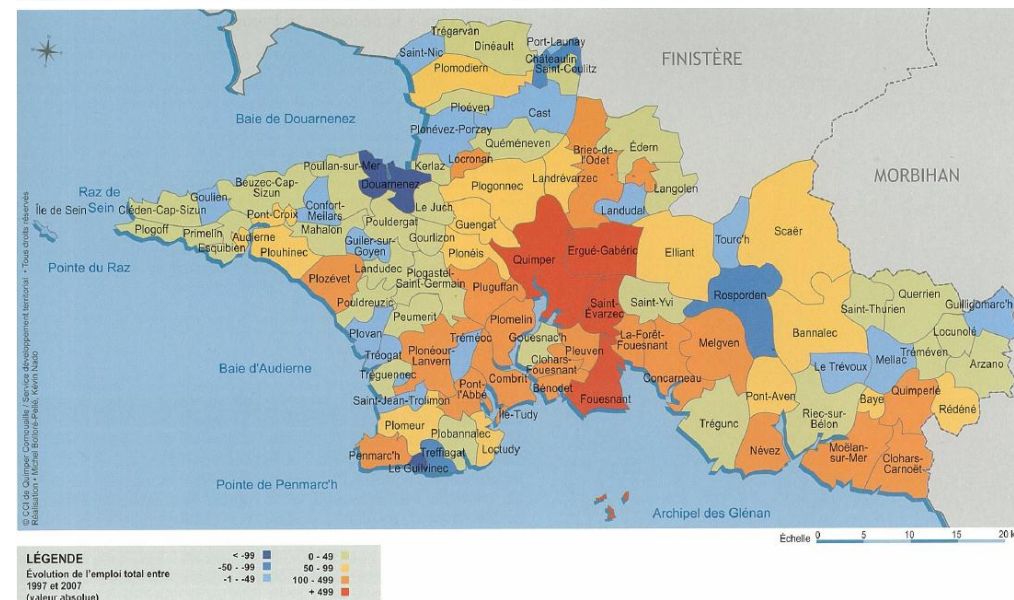
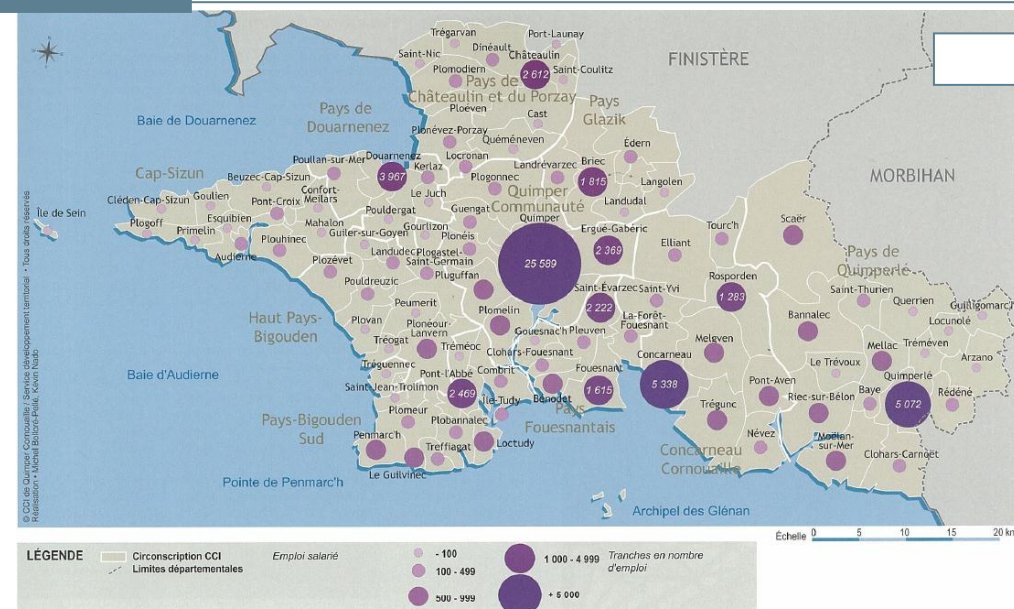
- Entre 500 et 999 emplois pour Trégunc, Pont-Aven et Melgven ;
- Entre 100 et 499 emplois pour Elliant, Saint-Yvi et Tourc'h.

Les communes les plus dynamiques, en termes de création d'emplois se situent davantage au sud et au centre du territoire :

- Concarneau, Melgven, Névez (+ 100 à + 499 emplois entre 1997 et 2007) ;
- Dans une moindre mesure Pont-Aven (+ 50 à + 99 emplois entre 1997 et 2007) ;

Cartes n°18

Emploi salarié et évolution entre 1997 et 2007 (Pays de Cornouaille)



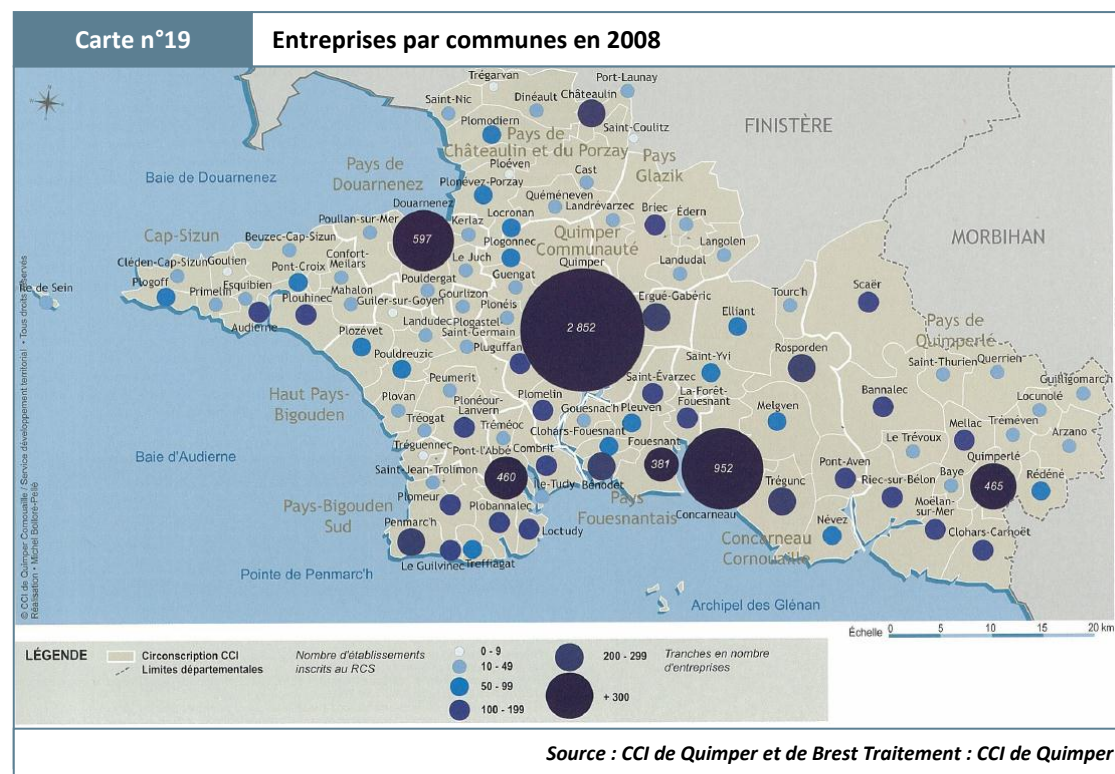
## b) Des entreprises majoritairement situées au sud du territoire

En 2007, 12 054 établissements sont inscrits au registre du commerce et des sociétés sur le Pays de Cornouaille (12% des entreprises de la région Bretagne).

Entre 1996 et 2007, la Cornouaille a enregistré près de 6.5% de progression du nombre d'établissements. Les 2/3 sont des activités de services aux entreprises, suivi des services à la personne. Le développement de l'économie résidentielle en Cornouaille contribue à accélérer cette tertiarisation de l'économie.

En Cornouaille, Quimper comptabilise le plus grand nombre d'entreprises : la ville rassemble 2 852 établissements, suivie de Concarneau (952) et Douarnenez (597).

Les communes du sud du territoire : Concarneau, Trégunc et Pont-Aven comptabilisent le plus grand nombre d'entreprises. Seule la commune de Rosporden au nord de la RN165 regroupe entre 200 et 300 entreprises en 2008 (cf. Carte ci contre).



## 1.2.6 Une dynamique de l'habitat également différenciée entre le Nord et le Sud du territoire.

### a) L'évolution de la dynamique constructive entre 1990 et 2007

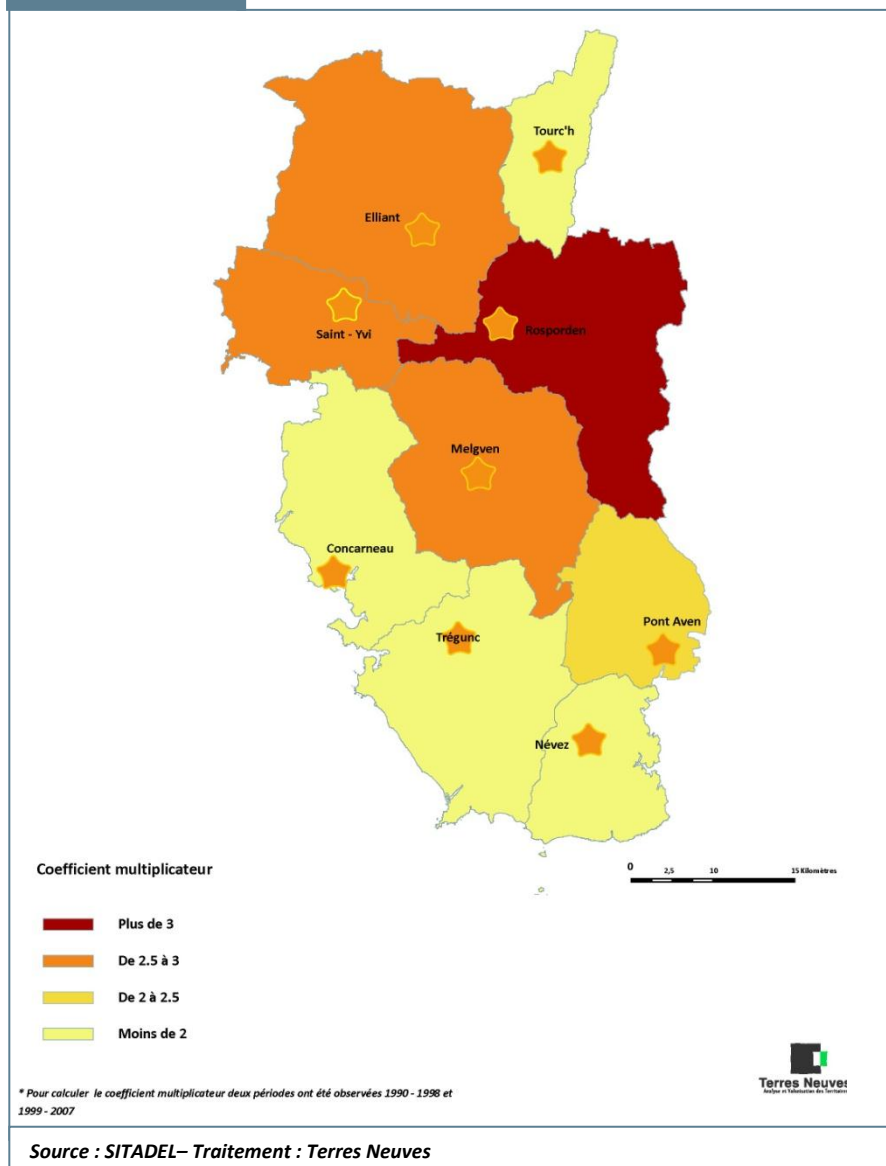
Entre 1990 et 2007, la dynamique constructive<sup>6</sup>, permet de distinguer 4 groupes de communes. Les deux groupes les plus dynamiques se situent au Nord du territoire, les moins dynamiques se situent au Sud :

- Rosporden est le bourg qui a connu la plus forte progression du nombre de logements autorisés, entre 1990 et 2007 avec un coefficient multiplicateur de 4.37. Notons que cette commune bénéficie de plusieurs facteurs pouvant expliquer cette attractivité : accessibilité par train, par car et par la RN165, prix du foncier attractif, tissu économique diversifié, commerces de proximités, services aux personnes ...
- Elliant (2.7), Saint-Yvi (2.6) et Melgven (2.5), ont également enregistré une accélération du nombre de logements autorisés depuis 1990, signe d'une forte vitalité démographique. Celle-ci peut s'expliquer par la proximité de Quimper, mais aussi par un prix du foncier attractif.
- Pont-Aven (2.2) a un profil spécifique. Bien que le nombre d'habitants progresse peu depuis 1999, le nombre de logements autorisés sur la commune à doublé entre 1990 et 2007. Le nombre de résidences secondaires représente une grande part de ces logements.
- Sur les communes littorales de Concarneau (1.9), Trégunc (1.1), Névez (1.7), Tourc'h (1.4). Les communes littorales de Concarneau (1.9), Trégunc(1,1) et Névez(1,7) affichent des faibles progressions du nombre de logements autorisés s'expliquant en grande partie par un prix élevé du foncier.
- Tourc'h (1,4) est une commune où l'agriculture est encore très structurante. Cette commune ne semble pas touchée par la vague périurbaine.

<sup>6</sup> Données SITADEL

Carte n20

Evolution de la dynamique constructive entre 1990 et 2007



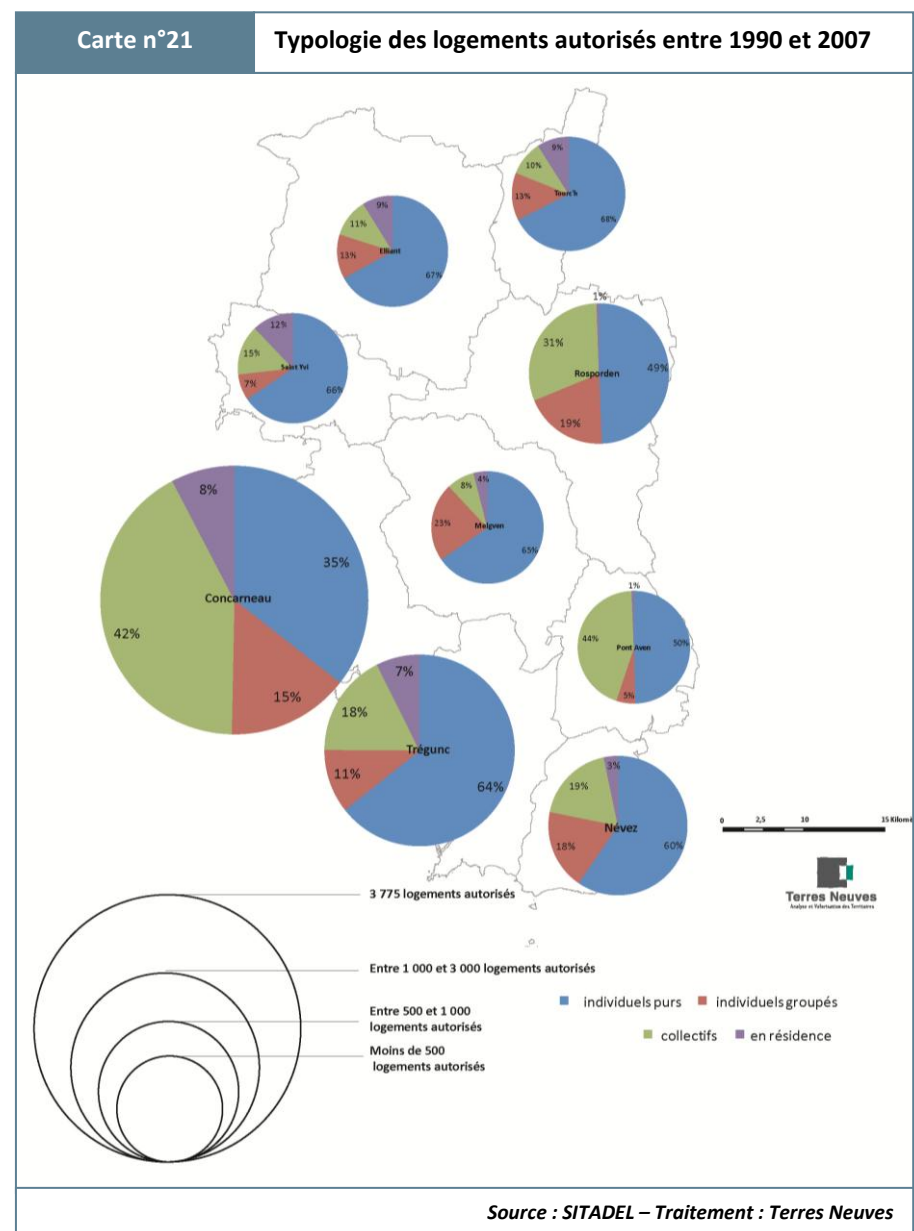
**c) La typologie des nouveaux logements : une offre largement dominée par la maison individuelle (cf. Carte ci-contre)**

Depuis une décennie dans le Finistère, 7 logements sur 10 sont des maisons individuelles. Ces maisons individuelles sont généralement réalisées en opération de lotissement. Il est le mode opérationnel privilégié des élus pour accueillir les populations nouvelles.

Sur le territoire du SCoT, la maison individuelle est le modèle dominant entre 1990 et 2007. Au nord de la RN165 (à l'exception de Rosporden), cette offre est quasi exclusive.

Toutefois, on note une volonté des acteurs locaux d'encourager plus de mixité dans l'offre en logements. Parmi les logements autorisés, certaines communes produisent une offre complémentaire avec des maisons groupées.

Des communes comme Pont-Aven, Concarneau et Rosporden, qui disposent d'une morphologie urbaine plus affirmée, développent des programmes de petits collectifs.



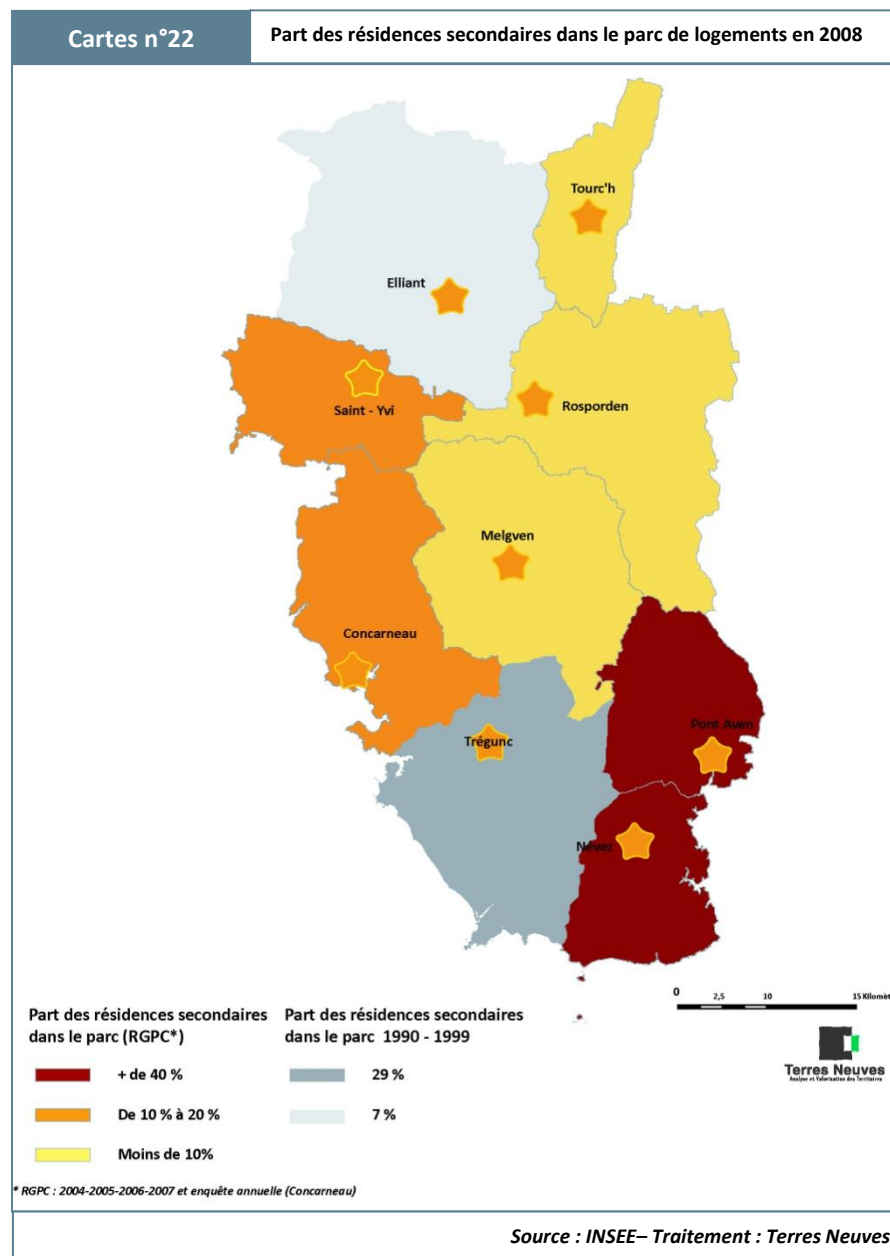
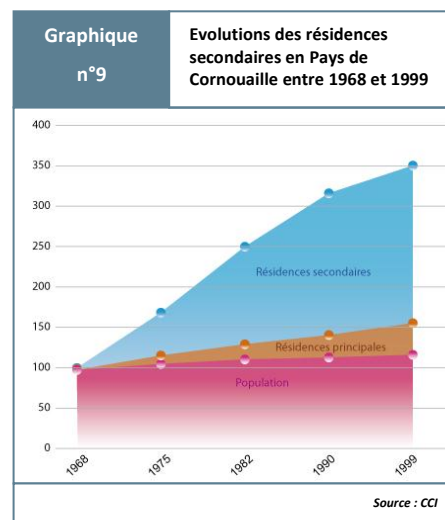
**d) L'importance des résidences secondaires dans le parc de logements (cf. Carte ci –contre et graphique ci-dessous)**

Sur un parc de 28 419 logements en 2008, la part des résidences secondaires de CCA s'élève à 22% de ce parc, soit 6 168 logements. A titre de comparaison, la part des résidences secondaires au sein du parc de logements du Finistère était de 12.4% en 1999.

La répartition du parc n'est pas homogène sur le territoire et laisse apparaître une distinction entre les communes littorales et celles de l'intérieur. Avec plus de 30% du parc en résidences secondaires, Névez, Pont-Aven et dans une moindre mesure Trégunc, affichent clairement leur vocation touristique. Les nouveaux logements sont en majorité des résidences secondaires.

En proposant moins de 10% de résidences secondaires, les communes du nord (Melgven, Rosporden, Tourc'h, Elliant), soulignent une vocation du parc davantage résidentielle que touristique, dédiée aux jeunes actifs. Seule la commune de Saint-Yvi (17%) offre un parc de résidences secondaires important (232 logements), induite par sa proximité du littoral (ex. Bois de Pleuven).

Concarneau est dans une situation intermédiaire avec 18% de son parc en résidence secondaire.



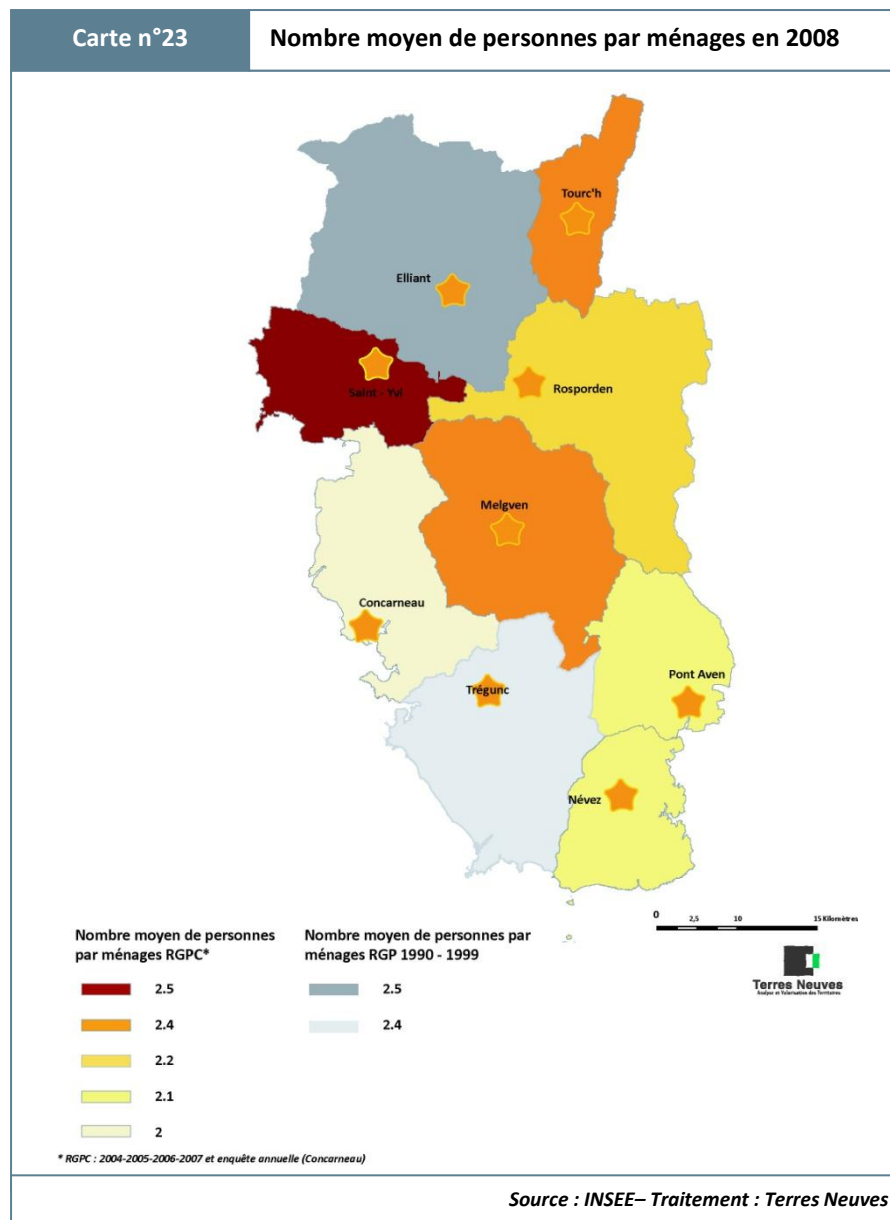
**e) Des communes familiales au nord et des communes au profil plus âgé au sud (cf. Carte ci-contre)**

Avec 2.3 personnes par ménages, le territoire du SCoT, se situe dans la moyenne départementale.

Les communes attirant le plus de jeunes ménages sont Elliant, Tourc'h, Saint-Yvi, Melgven avec une moyenne de 2.4 personnes par ménages. Rosporden se rapproche de ce profil avec 2.2 personnes par ménages.

A l'inverse, Névez et Pont-Aven ont une population plus âgée et des ménages plus petits (2.1).

Comme beaucoup de pôles urbains, Concarneau compte le moins d'habitants par ménage (2). Personnes âgées, jeunes couples, familles monoparentales... trouvent à Concarneau de nombreux équipements et commerces de proximité.



**- Evolution des ménages et desserrement-**

Le nombre de personnes par ménages est passé de 2.6 personnes en 1990 à 2.21 personnes en 2008, soit une évolution de - 0.6% par an. Ce desserrement à un impact direct en matière des besoins quantitatifs et qualitatifs en logements. Ce desserrement peut aller en s'accroissant pour atteindre 1,7 personnes par ménage en 2030.

Tableau n° 10				Estim.	Estim.	Estim.	Estim.
(-0,6%)/an observée entre 1990 et 2008	Personnes par ménage en1990	Personnes par ménage en 1999	Personnes par ménage en 2008	Personnes par ménage en 2015	Personnes par ménage en 2020	Personnes par ménage en 2025	Personnes par ménage en 2030
moyenne CCA	2,6	2,38	2,21	2,06	1,96	1,86	1,77

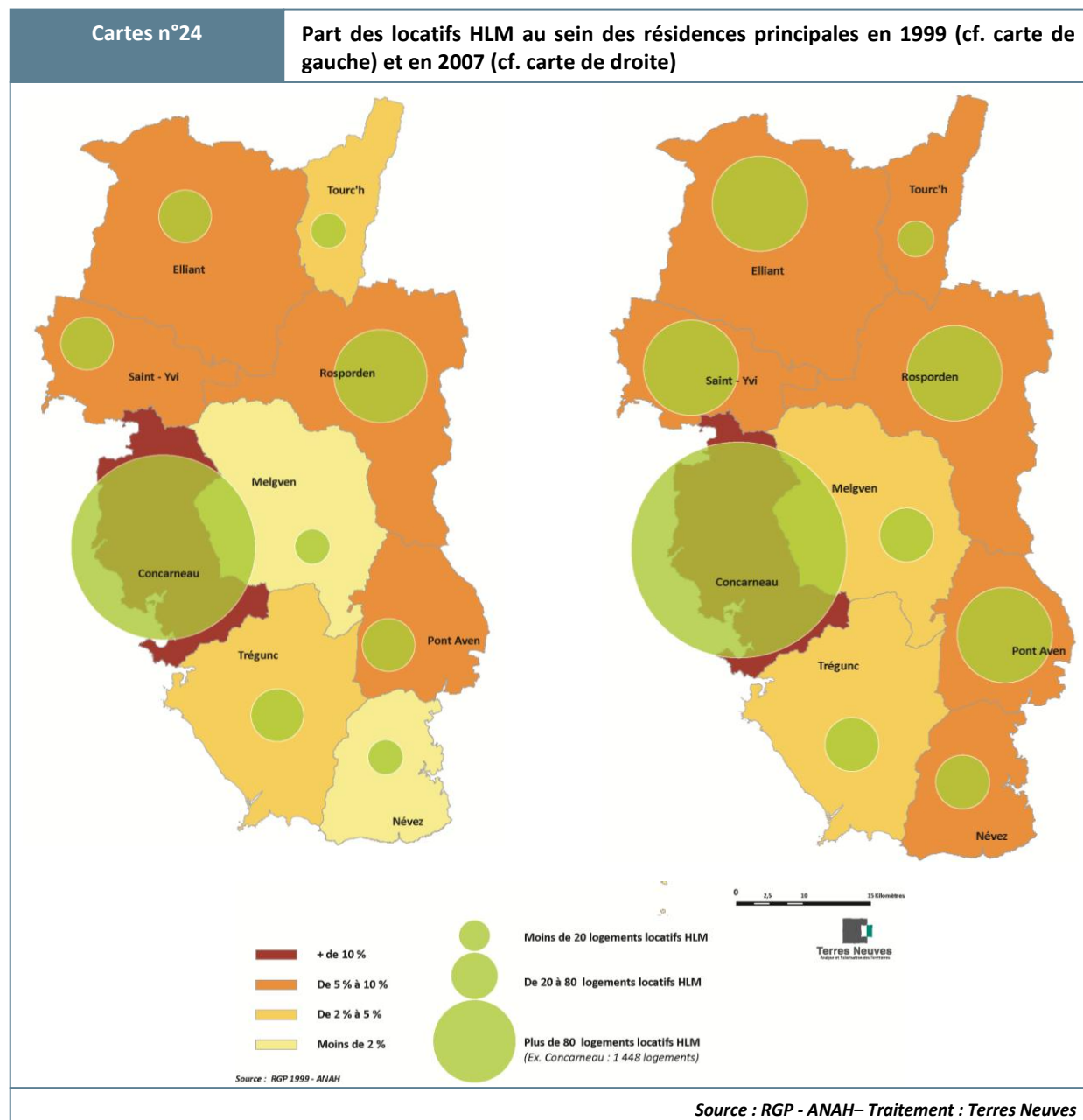
## f) Une diffusion récente du logement social

(cf. cartes ci-contre)

Sur les 20 060 résidences principales que l'on compte en 1999, les logements sociaux représentaient 9.7% du parc, soit 1 948 logements. Aujourd'hui, avec 2 420 logements, les logements sociaux représentent 10.2% du parc total des résidences principales (23 782 résidences principales), soit 0.2 point en dessous de la moyenne départementale.

Les logements sociaux progressent de 3% par an entre 1999 et 2007 sur le territoire du SCoT.

Sur Concarneau, les logements sociaux représentent 16.6% du parc de résidences principales (1 719 logements) en 2007. Entre 1999 et 2007 le parc évolue de 2,3 % par an (+ 273 logements au total). A l'échelle de l'agglomération, Concarneau regroupe les trois quarts du parc social.



### I.2.7 Les effectifs scolaires soulignent une complémentarité et une différenciation de part et d'autre de la RN165

Quatre pôles scolaires publics dédiés au primaire émergent en 2008 (cf. Carte ci contre):

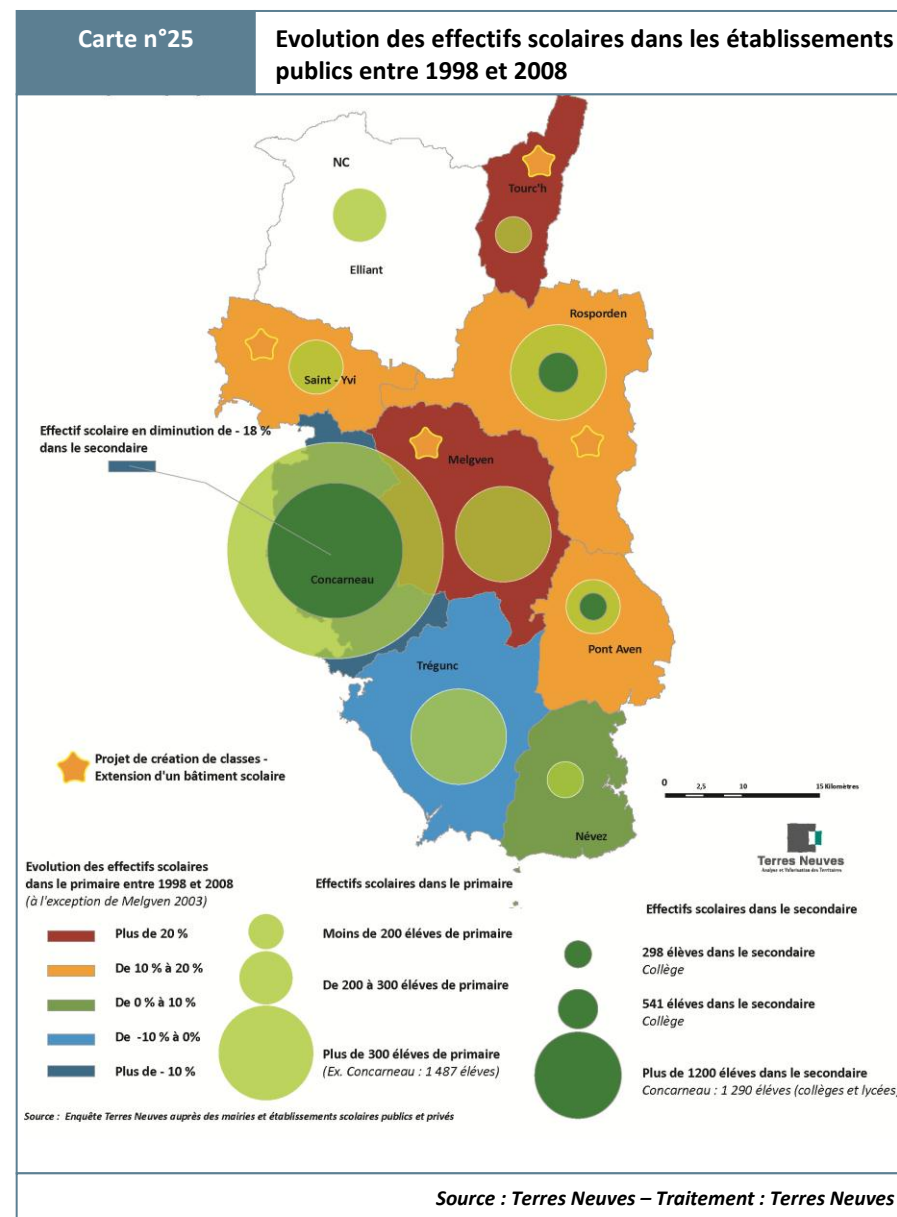
- Concarneau avec 1 487 élèves ;
- Rosporden avec 616 élèves ;
- Trégunc avec 378 élèves ;
- Melgven avec 347 élèves.

A l'exception des communes littorales qui ont des diminutions d'effectifs (par exemple - 333 élèves à Concarneau) voire une stagnation de leur effectif (par exemple l'école de Névez accueille 3 élèves supplémentaires entre 1998 et 2008), les communes du nord affichent de fortes croissances. Notons les + 22% de Melgven et les +18% de Saint-Yvi (soit 296 élèves aujourd'hui).

Le secondaire public fortement présent à Concarneau (1 290 élèves), subi une diminution de son effectif entre 1998 et 2008, de -18% (soit - 227 élèves).

Le secondaire est aussi présent à Pont-Aven et Rosporden au sein de structures plus petites mais qui se stabilisent.

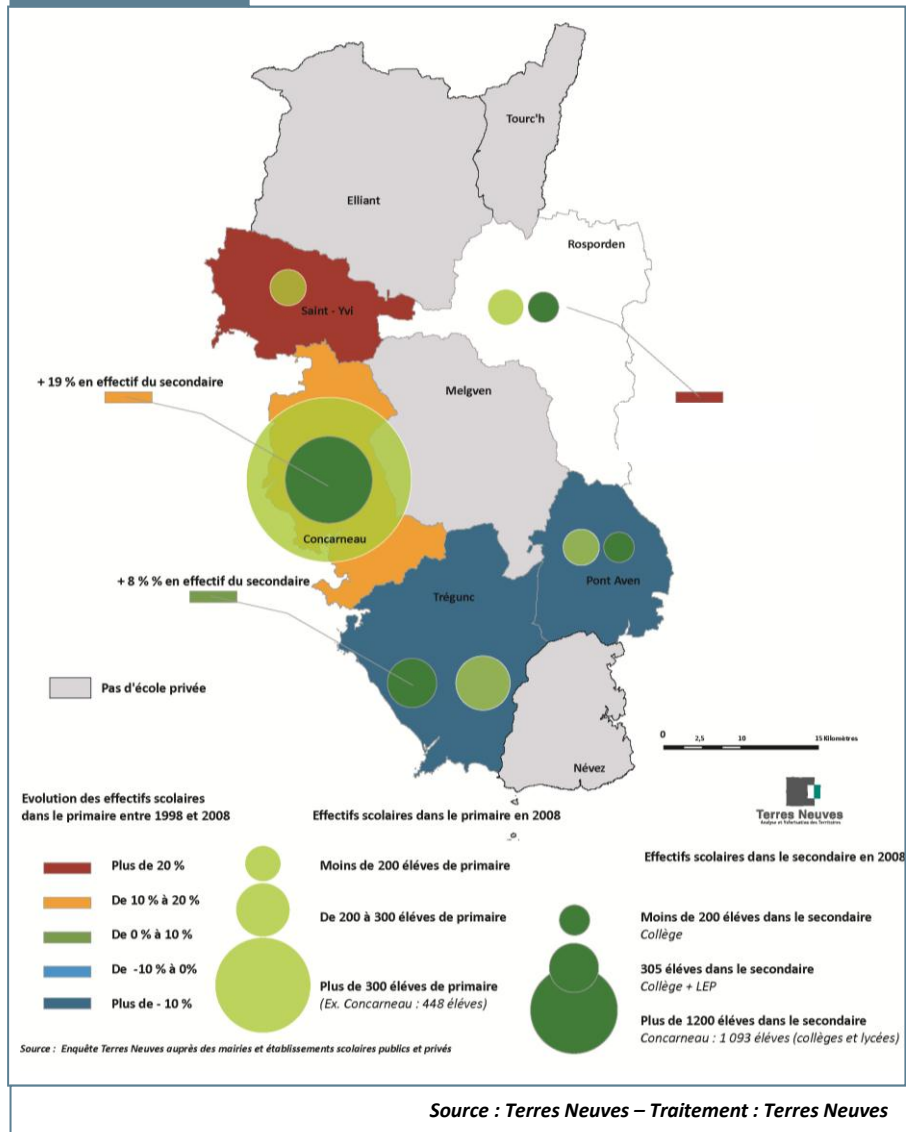
Les projets d'extension de bâtiment ou de création de classe, concerne principalement les communes au nord de la RN165 : Saint-Yvi, Melgven, Rosporden et Tourc'h.



L'enseignement privé est à distinguer du secteur public. Ainsi, le secondaire privé progresse sur Trégunc de 8% et sur Concarneau de + 19%, entre 1998 et 2008. Concarneau est le principal pôle d'enseignement privé du territoire avec 448 élèves dans le primaire et 1 093 élèves dans le secondaire.

Carte n°26

# Evolution des effectifs scolaires dans les établissements privés entre 1998 et 2008



## Conclusion partielle : Une dynamique territoriale différenciée.

### Pour une politique de l'habitat s'exprimant en fonction des capacités d'accueil communales

Selon l'ensemble des indicateurs étudiés, le sud du territoire de CCA montre un dynamisme démographique moindre que les communes du nord, mais il reste le plus attractif en termes d'emplois ou d'entreprises. Cette distorsion s'explique par :

- **un fort dynamisme démographique des communes du nord**, comme Saint-Yvi, Elliant, Melgven, Rosporden, induit par la proximité spatiale et/ou temporelle de Quimper et de la zone de Troyalac'h (Saint-Yvi) ;

- **Le prix du foncier plus attractif des communes du nord**, par rapport aux communes littorales (cf. III.4). Sur ces dernières, le prix du foncier est discriminant pour les populations jeunes, les ménages primo accédants ou modestes.

Permettre aux communes de disposer d'une offre médiane en logements est un véritable enjeu pour tendre vers plus de mixité sociale et spatiale.

- **Les communes littorales sont dynamiques économiquement** : nombre important d'emplois et d'entreprises, en progression. Sur ce point les communes littorales bénéficient des emplois liés à une économie littorale en mutation. Dans le nord, Rosporden constitue le seul pôle économique du secteur. Les autres bourgs disposant d'une activité économique plus modérée.

Un des objectifs du SCoT sera d'atténuer cette distorsion spatiale, de limiter tout phénomène de ségrégation socio-spatiale et de structurer le développement urbain et économique du territoire.

Dans la définition du Projet d'Aménagement et de Développement du SCoT, l'analyse des capacités d'accueil communales permettra de classer les communes en fonction de leur indice de développement.

### A ce stade du diagnostic, des profils communaux s'esquissent :

- Concarneau et Rosporden se détachent suivant les indicateurs comme pôles structurants du territoire ;
- Trégunc se distingue comme bourg d'accueil majeur ;
- Saint Yvi, Elliant, Melgven sont des bourgs dont la croissance démographique s'accélère, traduisant une dynamique périurbaine.
- Pont-Aven et Névez, sont des communes qui « subissent » leur attractivité touristique, par une dynamique démographique faible et ségrégative (faiblesse des jeunes, parc de résidences secondaires très important) ... ;
- Tourc'h est la seule commune du SCoT ayant encore un profil rural affirmé.

## II. Les points d'appui pour une affirmation du bassin de vie



*Photo : Concarneau –  
Ville Close et  
Quai Pénéroff*

## II.1 Une économie qui sait se distinguer

### II.1.1 Une économie littorale en mutation mais à fort potentiel

#### a) Bref rappel historique et enjeux d'aujourd'hui

Le département du Finistère est le département le plus littoral de France<sup>7</sup>. Cette donnée géographique marque également l'identité culturelle et économique du Pays de Cornouaille et du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération.

En effet, l'économie de la pêche est historique sur Concarneau et sur le littoral de CCA. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, l'industrie sardinière est au cœur de la vie concarnoise, malgré sa saisonnalité (5 mois de l'année). D'autres activités se sont développées en parallèle, comme les crustacés ou les coquillages, puis progressivement la conserverie. Ainsi, Concarneau connaît un boom démographique de 2 300 habitants en 1850 à 7 300 habitants en 1911.

L'entre deux guerres se caractérise par la reconversion de l'activité sardinière vers l'activité thonière et la pêche hauturière. Le port accueillait en 1934, 163 thoniers pour 40 sardiniers (contre 22 thoniers aujourd'hui).

Aujourd'hui, face aux défis que pose la mutation de la filière pêche, l'économie littorale se diversifie vers les activités de construction et de réparation navales fortement liées à la pêche, mais aussi à l'essor du nautisme, vers la recherche, la formation ... Si le tourisme est aujourd'hui une filière majeure de l'économie littorale, ce n'est pas –loin de là– une monoactivité.



Photo 8 : Mouillage de Port Manec'h



Photo 9 : Port de pêche de Concarneau

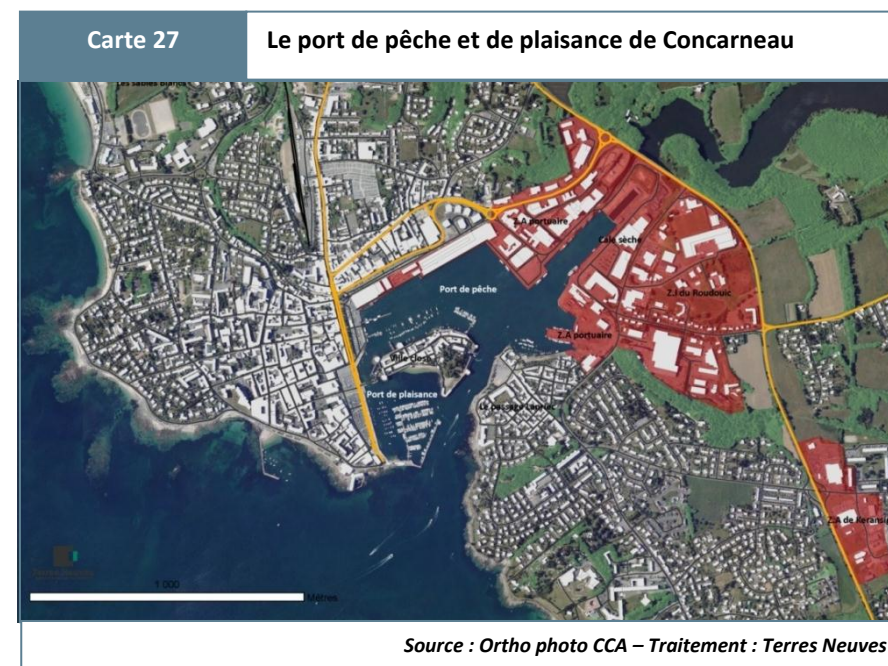
<sup>7</sup> NB. : 720 kilomètres de façade littorale (CG 29)

#### b) Les ports du territoire

Le littoral et la baie de Concarneau *lato sensu* présentent une configuration géographique très favorable aux installations portuaires :

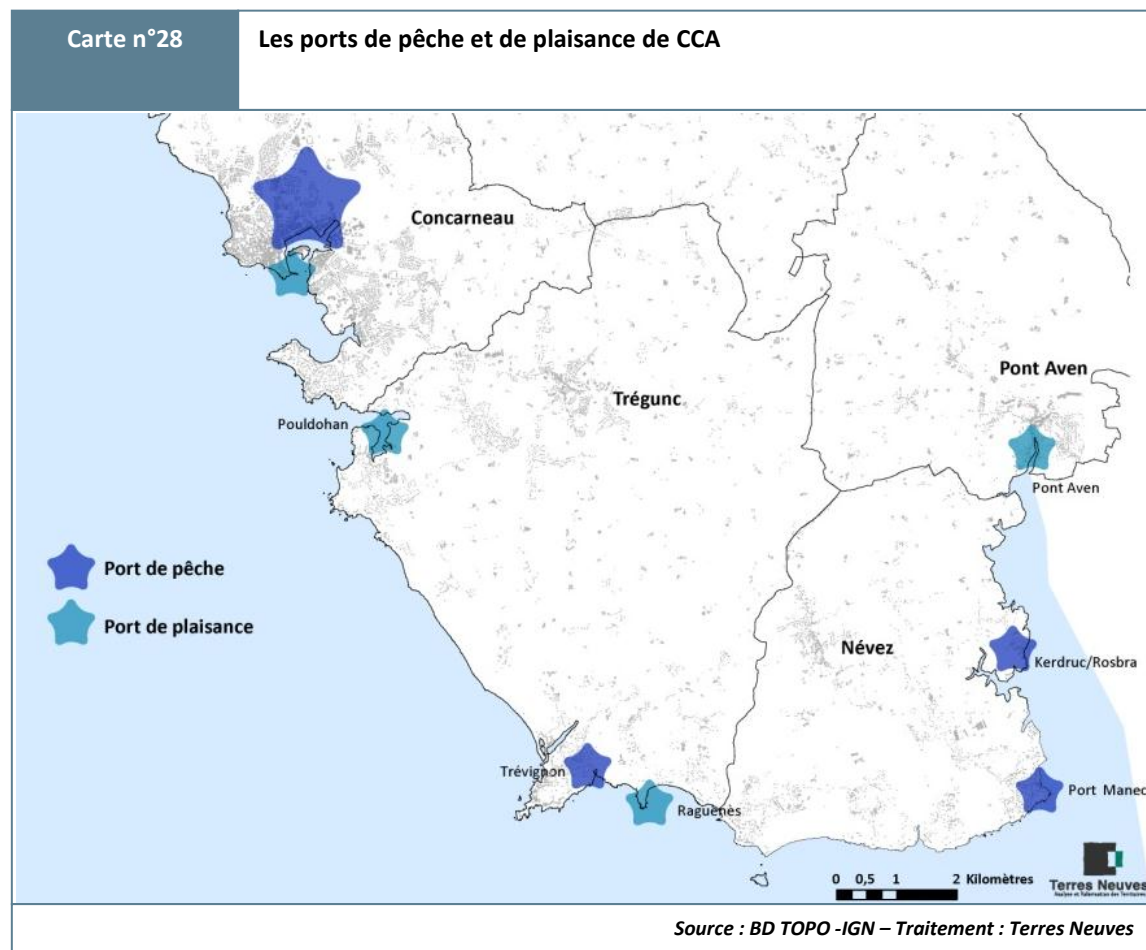
- **1 port principal : Concarneau.** Il s'agit d'un ancien port d'Etat décentralisé au Conseil Général du Finistère. Symbole de la diversification économique de la filière maritime, le port de Concarneau en est le témoin historique. La zone portuaire économique occupe 60 ha avec :

- . un port de pêche : zone d'activités portuaire, cale sèche, zone industrielle du Roudouic (cf. carte ci dessous, espace en rouge) ;
- . un port de plaisance (818 places réparties sur pontons (391 places) et mouillages (427 places) ;
- . des chantiers navals (II.1.1.d) ;
- . des activités connexes (Industrie Agro alimentaire (II.1.1. c).



- **6 ports secondaires (cf. Carte ci-contre) :** Trévignon, Port Manec'h, Kerdruc/Rosbras. Aujourd'hui seul le port de Trévignon a une activité de pêche significative. Ces 3 ports sont d'intérêt départemental à vocation de pêche et de commerce.  
Pont-Aven, Raguènes, Pouldohan sont des ports d'intérêt communal à vocation de plaisance ;

- **Nombreuses zones de mouillages** sur le littoral (cf. II.1.1.e).



### c) La filière pêche : un littoral propice pour une activité historique en mutation

La diversité des espèces débarquées et leur grande fraîcheur font du port de Concarneau un maillon incontournable de la filière pêche en France. Concarneau est le premier port français en volume de poissons pêchés grâce notamment à la pêche tropicale (Océan Indien et Golfe de Guinée).

En comptabilisant 2 012 emplois, le port de Concarneau est le second du Pays de Cornouaille, derrière le Pays Bigouden Sud (2 702 emplois). Parmi la totalité des emplois, 57% du personnel est à terre, pour 43% de marins. On compte 897 marins actifs pour 147 navires, dont 22 dans la flotte thonière océanique. On dénombre 110 entreprises liées à la filière pêche.

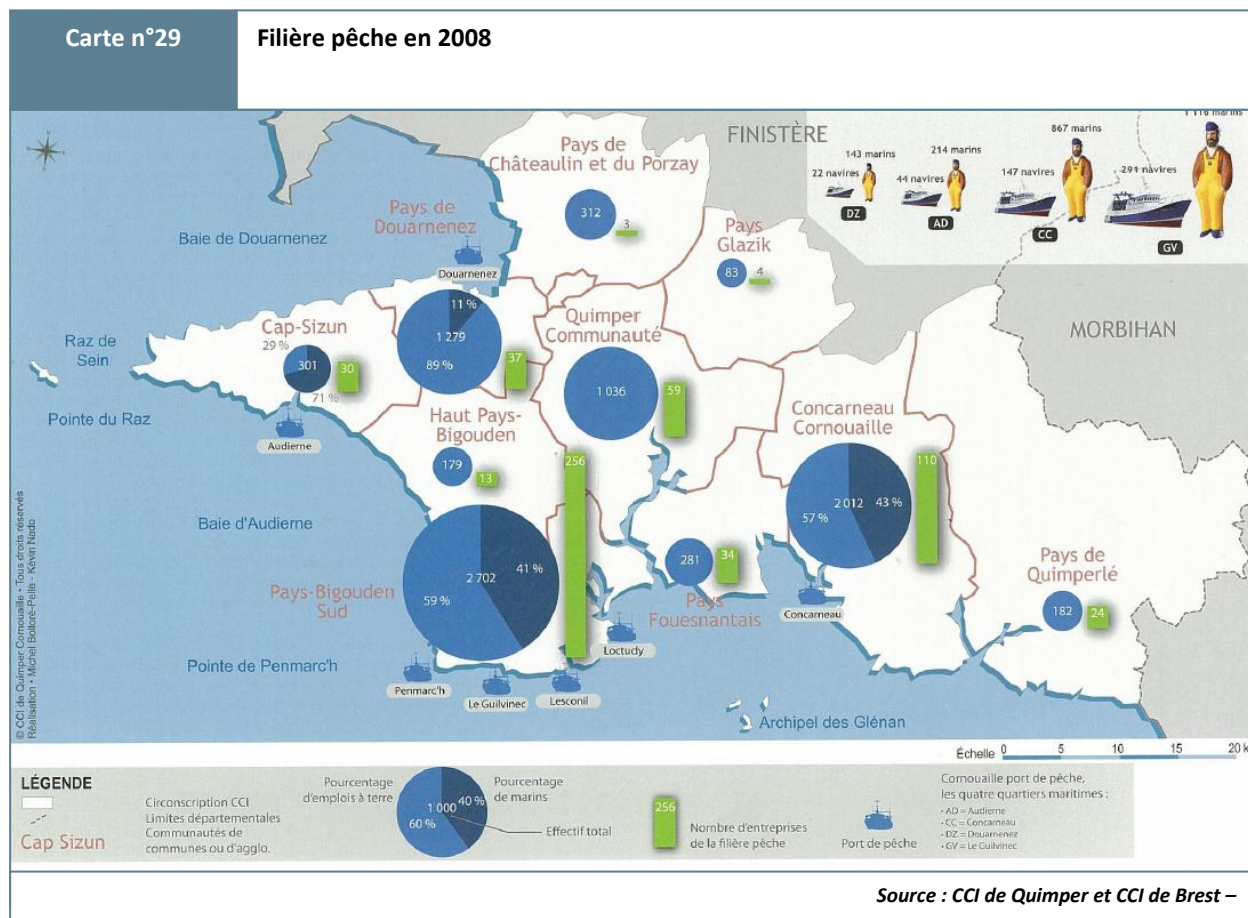
#### . la pêche fraîche côtière et thonière

L'activité du port de Concarneau s'est longtemps organisée autour de 2 pôles majeurs :

- la pêche fraîche ou côtière avec la première mise en marché des produits sous la halle à marée ;
- une activité de commerce essentiellement liée aux mouvements de cargos congélateurs venant débarquer les captures des thoniers océaniques concarnois, provenant des Seychelles dans l'océan Indien, du golf de Guinée ou de l'atlantique centre-est.

La pêche fraîche est exercée par des pêcheurs, qui pratiquent la pêche au chalut et effectuent des sorties de 20 à 22 jours, soit 260 à 300 jours de pêches par an. Les espèces pêchées sont de haute valeur commerciale : langoustines, baudroies, merlus, coquilles Saint-Jacques, bars, soles.

Les poissons frais peuvent aussi être transformés, dans le cadre d'une activité de pêche davantage industrielle.



Concarneau est réputé pour la pêche thonière. Celle-ci est vouée à la pêche du thon tropical (atlantique centre-est ou océan indien). Concarneau est le principal port de déchargement français de thon congelé, même si la transformation reste limitée sur le territoire.

Toutefois, même si Concarneau est le premier port français de pêche thonière (en volume de poissons pêchés), la crise que connaît ce secteur actuellement, frappe directement son port :

- Sur 10 ans, les tonnages débarqués ont diminué de 30% : 31 544 Tonnes en 1990 à 22 934 Tonnes en 2001 et 8 000 Tonnes<sup>8</sup> aujourd'hui ;
- Les quatre principales espèces vendues représentent un total de 2 334 tonnes pour une valeur de 13 970 K€, en 2007. De 1994 à 2007, le tonnage de ces espèces a diminué de 64% et la valeur de 34%. (DDAM 2007). Pour indication, les principales prises vendues en 2007, sont :

- Baudroie : 1 195 tonnes pour une valeur de 5 899 k€,
- Langoustine : 583 tonnes pour une valeur de 5 891 k€,
- Cabillaud : 281 tonnes pour une valeur de 1 079 k€,
- Merlu : 275 tonnes pour une valeur de 1 101 k€.



*Photos : Chaluts dans le port de pêche de Concarneau*



*Activités de congélation connexe (port de Concarneau)*

---

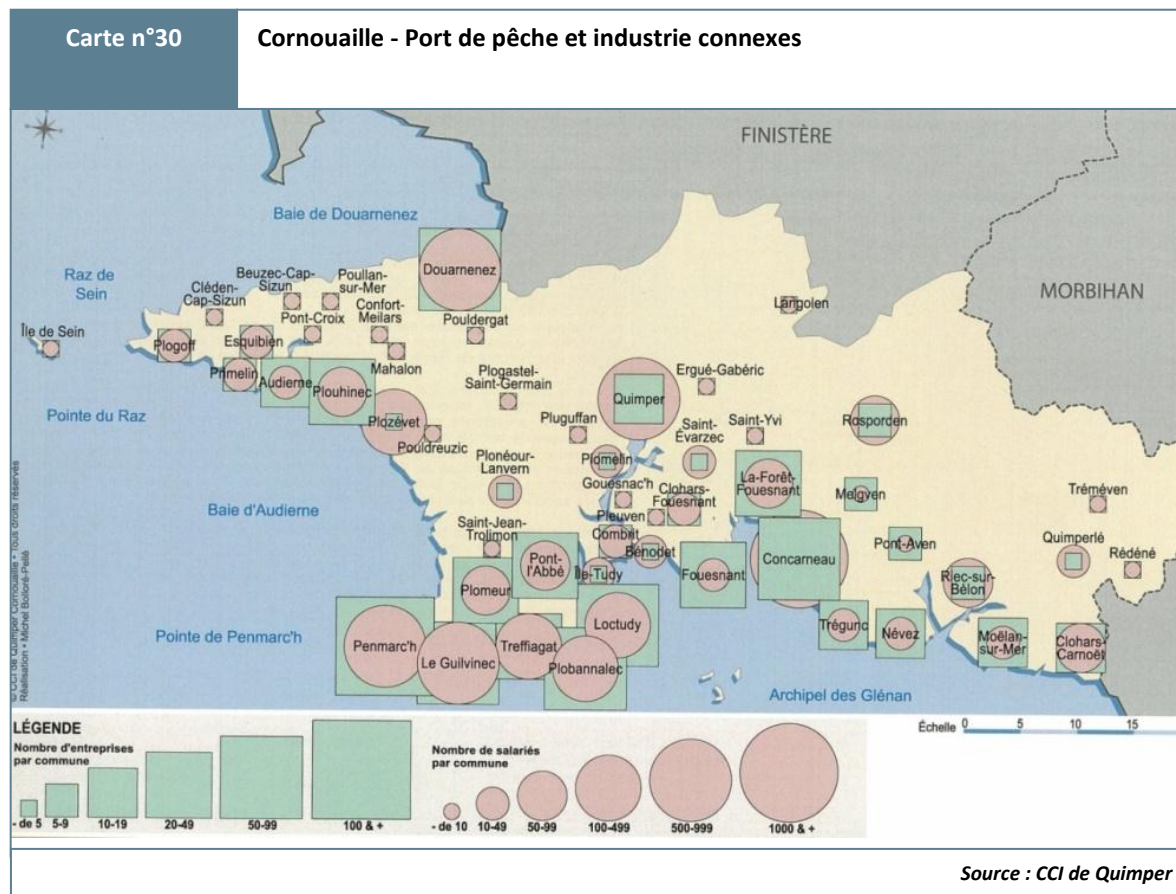
<sup>8</sup> Entretien auprès du maire de Concarneau – Septembre 08

### . L'industrie connexe

L'industrie connexe représente plus de 110 entreprises sur le site même de Concarneau (cf. Carte ci-contre). Sur le territoire d'autres sites sont à pointer :

- Trégunc et Névez : chaque commune, compte 10 et 49 salariés pour 10 à 19 entreprises, liées à l'activité de pêche,
- Pont-Aven : moins de 10 salariés pour 5 à 10 entreprises,
- Rosporden est le principal pôle dédié à l'activité de pêche de l'intérieur des terres avec de 50 à 100 salariés, pour de 10 à 20 entreprises,
- Melgven : moins de 10 salariés pour 5 à 10 entreprises,
- Saint-Yvi est un petit pôle d'activités dédié à l'activité de pêche : moins de 10 salariés, pour moins de 5 entreprises.

On remarque que la filière pêche n'est pas exclusivement concentrée sur les communes littorales. Certes beaucoup plus modeste, l'activité industrielle liée à la pêche dans l'intérieur des terres participe au développement de la filière.



### . La pêche traditionnelle

D'autres formes de pêches existent sur le territoire du SCoT, véritables activités traditionnelles et complémentaires qui participent pleinement à l'attractivité du secteur :

- La conchyliculture sur l'Aven, où une trentaine de parcelles sont regroupées au sein de 4 entreprises installées sur la commune de Névez. La superficie totale des cultures marines sur l'Aven représente environ 19 ha, où sont élevées huîtres creuses, huîtres plates, moules, coques, palourdes. En élevage, la production totale sur le bassin Aven/Belon est de 508 tonnes/an, dont 381 tonnes de moules. Les 127 tonnes restantes sont constituées d'huîtres, de coques et de palourdes (SRC, 2007). En affinage, la production s'élève à 689 tonnes (SRC, 2007) ;
- La pêche de plaisance, pratique coutumière de mars à octobre ;
- La pêche à pied, très appréciée par les habitants et touristes. Il n'y a aucun pêcheur professionnel disposant d'une licence sur ce secteur (cf. Etat Initial de l'environnement).



Photo : Pêche à Port Manec'h

### . Le Centre Européen de Formation Continue Maritime (CEFCM) de Concarneau

Selon la direction des affaires maritimes, la filière pêche a du mal à recruter.

Le Centre Européen de Formation Continue Maritime (CEFCM) de Concarneau, délivre des formations de courte ou longue durée, au profit du commerce de la pêche et de la plaisance. Le CEFCM délivre des CIN (certificat minimal dans la profession) et le CIP plus complet et plus apprécié des patrons. Mais aussi les diplômes de capitaine, lieutenant, patron de pêche, matelot, mécanicien et le certificat d'aptitude à la conduite des moteurs et navires conchylicoles.

#### d) La diversification de l'économie maritime par le secteur de la construction navale et de la réparation

Les grandes entreprises du Finistère (ex. DCNS à Brest, Brittany ferries) côtoient des établissements de tailles plus modestes comme les chantiers Piriou de Concarneau.

La totalité des emplois de ce secteur d'activités, si l'on se base sur la trentaine d'établissements bretons de plus de 20 salariés relevant du secteur "construction et réparation navale", au titre de la NAF (Nomenclature Activités Françaises), représente environ 9 000 emplois. Le secteur naval est le quatrième secteur industriel en Bretagne après ceux des IAA<sup>9</sup>, des télécom et de l'automobile (La sous-traitance n'est pas comptabilisée).

Concarneau a réalisé des investissements afin de pérenniser les activités de réparation et de construction navale par la construction d'une cale sèche en 2000. Cet outil permet aux ateliers de Concarneau de traiter en réparation et carénage des navires de plus de 2 000 tonnes.

Les entreprises moteurs présentes sur ce secteur sont :

- les chantiers PIRIOU spécialisés dans la construction et la réparation navale jusqu'à 100 m ;
- JFA Chantier Naval.

<sup>9</sup> Industrie Agro Alimentaire

Carte n°31

#### Secteur de la construction et réparation navale

##### Etablissements de 50 salariés et plus

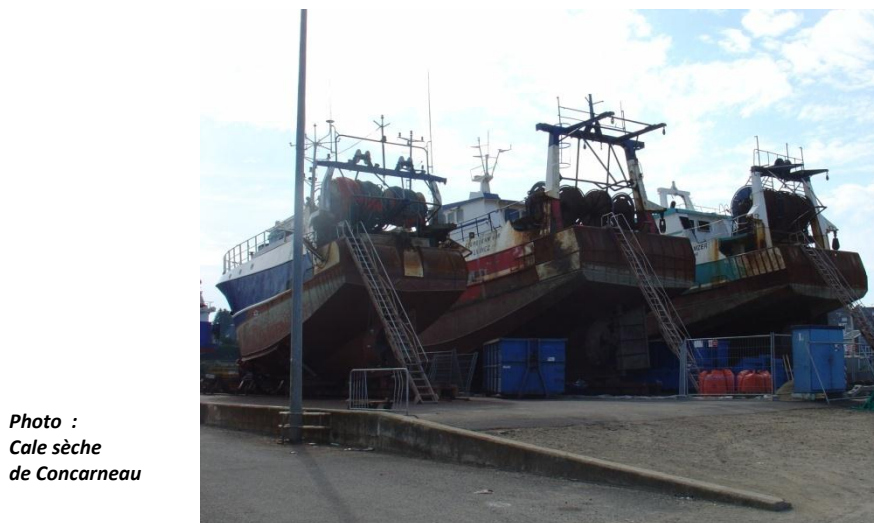
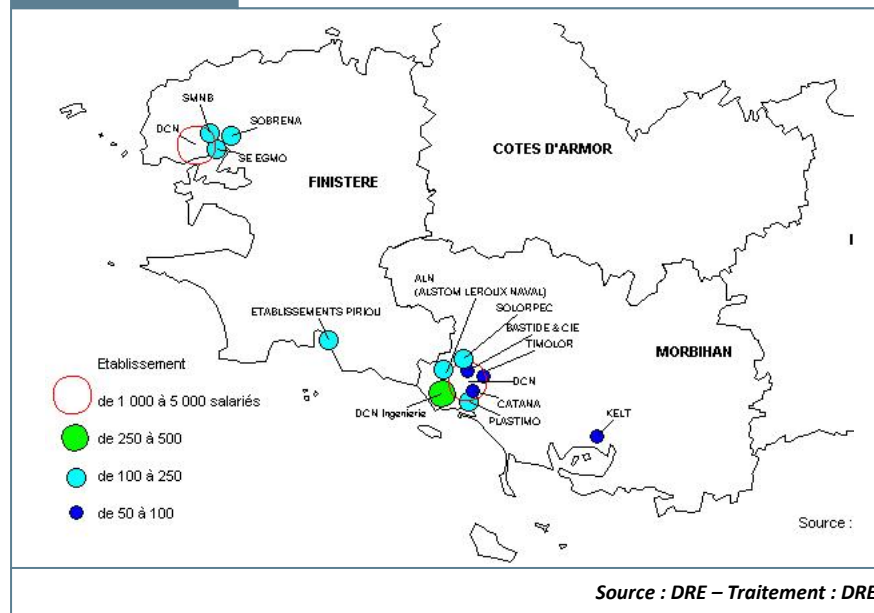


Photo :  
Cale sèche  
de Concarneau

**Les chantiers de l'entreprise Piriou** créent en 1964, sont aujourd'hui les premiers constructeurs français de bateaux de pêche et les deuxièmes pour la construction et la réparation navale civile. L'entreprise compte 250 salariés sur Concarneau et 800 sur l'ensemble de ses sites de construction/ réparation.

La crise de la pêche industrielle et thonière pousse l'entreprise Piriou à se positionner sur des nouveaux marchés, nouveaux clients et projets. C'est ainsi que sur une surface utile de chantier de 30 000 m<sup>2</sup> dont 10 000 m<sup>2</sup> entièrement couverts, le groupe a construit depuis sa création plus de 200 navires poursuivant sa diversification (navires dépollueurs, navires de service (barges, supply, pilotines,...), navires de recherche scientifique, vedettes de surveillance, navires à passagers, navires de pêche (chalutiers, crevettiers, thonier ligneurs, thoniers senneurs océaniques, fileyeurs, ...), navires-écoles, remorques portuaires et hautes mer, pousseurs, Cargos, caboteurs), dont le tiers est destiné à l'exportation (Mauritanie, Guinée, Sénégal, Cameroun, Gabon, Algérie, Côte d'Ivoire, Seychelles, Polynésie Française, Nouvelle Calédonie... ).

La construction navale est un secteur dynamique en termes d'emploi : chaudronniers, tuyauteurs, soudeurs, mécaniciens de moteurs marins sont très demandés sur le marché de l'emploi.

Dans le Morbihan et le sud Finistère, on constate le développement, depuis une vingtaine d'années, de petites entreprises fabriquant des embarcations de plaisance ou de compétition.

**L'entreprise JFA Chantier Naval**, créée en 1993, située à Concarneau, emploie une trentaine de personnes. Cette entreprise construit à l'unité ou restaure des yachts à voile et à moteur de 75 à 150 pieds. Pour cela l'entreprise exploite des infrastructures spéciales : élévateur de 2 000 tonnes, quai d'armement de 100 mètres avec une profondeur d'eau de 6 mètres, hangars et ateliers neufs, ainsi qu'une main d'œuvre d'artisans expérimentés.

Associé au cabinet d'architectes Berret / Racoupeau, JFA a lancé 3 nouveaux projets de voiliers.



Photo : Chantier JFA

### Autres activités de diversification liées à la réparation et construction naval et au métier de la pêche

En complément des entreprises de construction et réparation, **SAEN PEINTURE** est une société de 30 personnes, qui s'est développée autour des activités maritimes. Cette entreprise souhaite étendre son champ de compétence vers l'industrie et le bâtiment. L'entreprise SAEN se compose d'un atelier de peinture de 300 m<sup>2</sup> et d'un atelier de sablage et peinture de 700 m<sup>2</sup>.

Sur Concarneau, deux voileries (**La rose et Voilerie Nouvelle**), participe à la diversification de l'activité maritime. Cette diversification s'exprime aussi par l'élaboration de vêtements destinés aux métiers de la mer. Ainsi,

**Guy Cotten** à Trégunc est une entreprise emblématique du territoire créé il y a plus de quarante ans. Aujourd'hui l'entreprise emploie plus de 300 personnes dans le monde.



Photo : Chantier de restauration de la Calypso – Port de Concarneau

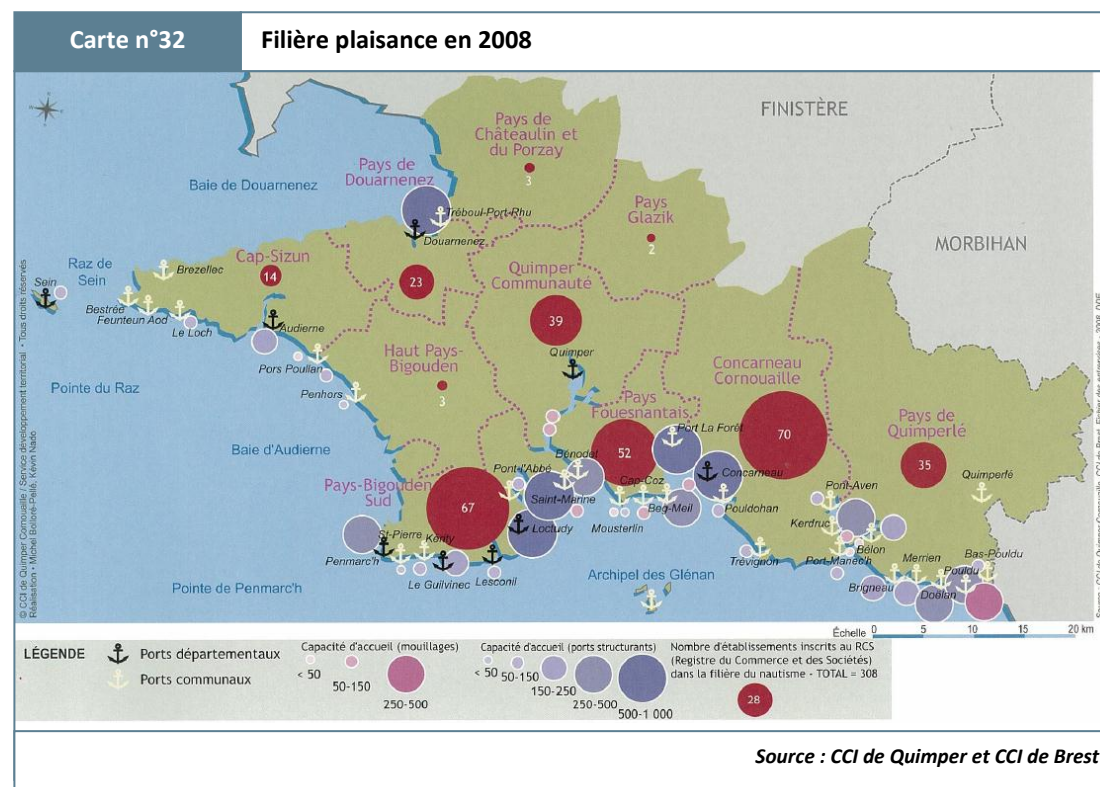
### e) La plaisance en plein développement

La Cornouaille est un territoire fortement imprégné par les activités maritimes. Bordée par 330 km de côtes, elle offre de nombreuses activités de pratique nautique (sportive et de loisirs). Dans un secteur dynamique et en progression, la plaisance en Cornouaille a de nombreux atouts (37 ports). On comptabilise 10 000 places réparties entre 9 000 places pour les ports et 1 000 places en mouillages collectifs. Avec 1 000 emplacements, Port la Forêt est le port de plaisance le plus important.

Le port de Concarneau compte 818 places réparties sur pontons (391 places) et mouillages (427 places). Le territoire comptabilise aussi cinq ports d'abri secondaire regroupant 969 places supplémentaires<sup>10</sup> quasi exclusivement en bouées :

- Pouldohan (207 places sur bouées) ;
- Trévignon (165 places sur bouées) ;
- Raguénès (50 places sur bouées) ;
- Port-Manech (118 places sur bouées) ;
- Kerdruc/Rosbras (317 places sur bouées) ;
- Pont-Aven (60 places sur pontons et quai (seul quai du territoire) et 52 places sur bouées).

Comme sur l'ensemble des sites de plaisance du littoral français, la demande d'anneaux est en constante augmentation et très supérieure à la possibilité d'accueil. En 2000, et en Bretagne, la demande de place non satisfaite correspondait à 28,4 % des places existantes dans les ports. Pour 10 places au ponton, on compte environ un emploi (Source. Enquête d'emploi Juillet 2008).



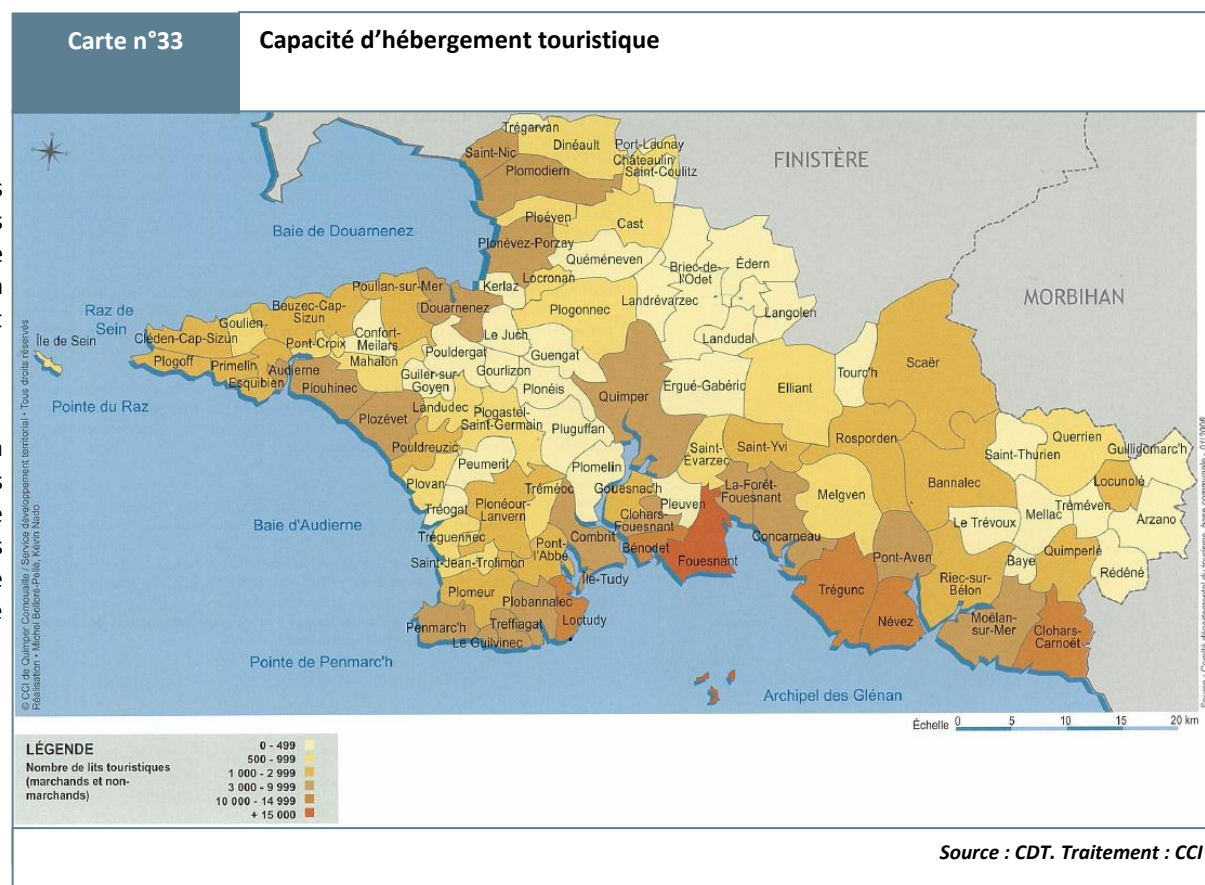
<sup>10</sup> Source : « la plaisance en Bretagne », mission régionale 2000

## II.1.2 Une diversification de l'offre touristique amorcée

### a) Une forte attractivité touristique littoral

La Cornouaille est une terre d'accueil touristique. Parmi ses facteurs d'attractivité, la mer est le premier d'entre eux. De nombreux centres nautiques et de nombreux ports de plaisance permettent la pratique d'activités variées : voile, pêche, sports de glisse, canoë-kayak. On comptabilise 3 500 emplois salariés directs en moyenne annuelle et 8 760 actifs en saison.

Avec 33 623 lits en 2005 (dont 14 488 en résidences secondaires), la population du territoire augmente de 34 000 habitants supplémentaires en saison (cf. carte ci-contre). En regroupant près de 89% de la capacité d'accueil touristique (cf. carte page suivante), les quatre communes littorales connaissent la plus forte progression de population. A titre d'exemple, la population de Névez est multipliée par 2 en haute saison estivale.



## b) L'Offre touristique dominant dans les communes littorales

Le littoral de la Cornouaille concentre la majorité de ses capacités d'accueil : 83% des 250 000 lits touristiques y sont localisés.

Sur le territoire, cette forte attractivité des communes littorales se traduit par les plus fortes capacités d'hébergement. En 2005<sup>11</sup>, on comptabilise (cf. Carte ci-contre) :

- 25 hôtels sur les communes littorales pour 1 062 lits et 2 hôtels à Rosporden pour 80 lits ;
- 21 campings sur les communes littorales pour 10 425 emplacements et 4 campings sur les communes de l'intérieur (1 par commune) pour 1 509 emplacements ;
- 120 locations labellisées<sup>12</sup> pour 480 lits et 42 sur les communes de l'intérieur pour 168 lits ;
- 42 chambres labellisées<sup>13</sup> pour 84 lits et 38 sur les communes de l'intérieur (à l'exception de Melgven) pour 76 lits.

L'offre diversifiée de structures d'accueil touristique se situe sur les communes littorales, tandis que sur l'intérieur des terres l'offre se compose quasi exclusivement de locations et de chambres labellisées, soulignant davantage une orientation vers le tourisme vert. A l'exception de Rosporden, l'offre hôtelière est seulement présente sur le littoral. Les campings constituent la plus forte capacité d'accueil touristique du territoire, notamment sur la commune de Névez, avec 4 080 emplacements, soit 2.7 fois plus que sur l'ensemble des communes de l'intérieur. Toutefois, des campings se développent à l'intérieur des terres comme à Rosporden, Melgven et Elliant.

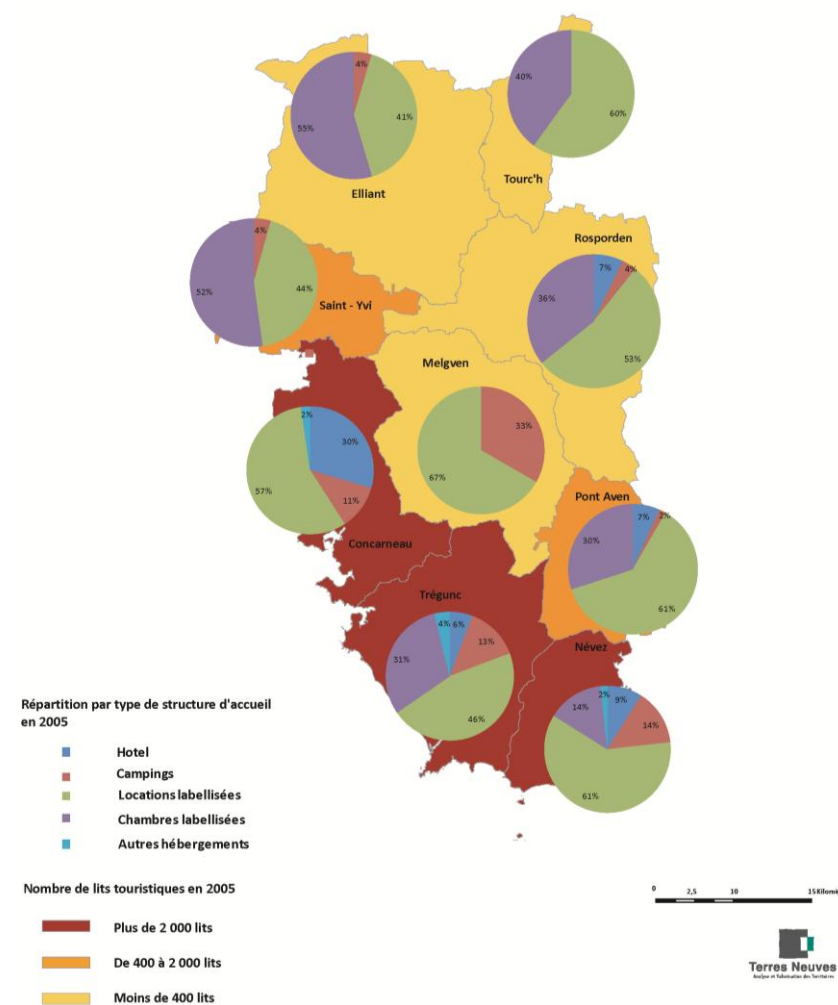
<sup>11</sup> Mémento 2005 du PPC

<sup>12</sup> Locations meublées labellisées Clévacances ou gîtes de France

<sup>13</sup> Chambres chez l'habitant

Carte n°34

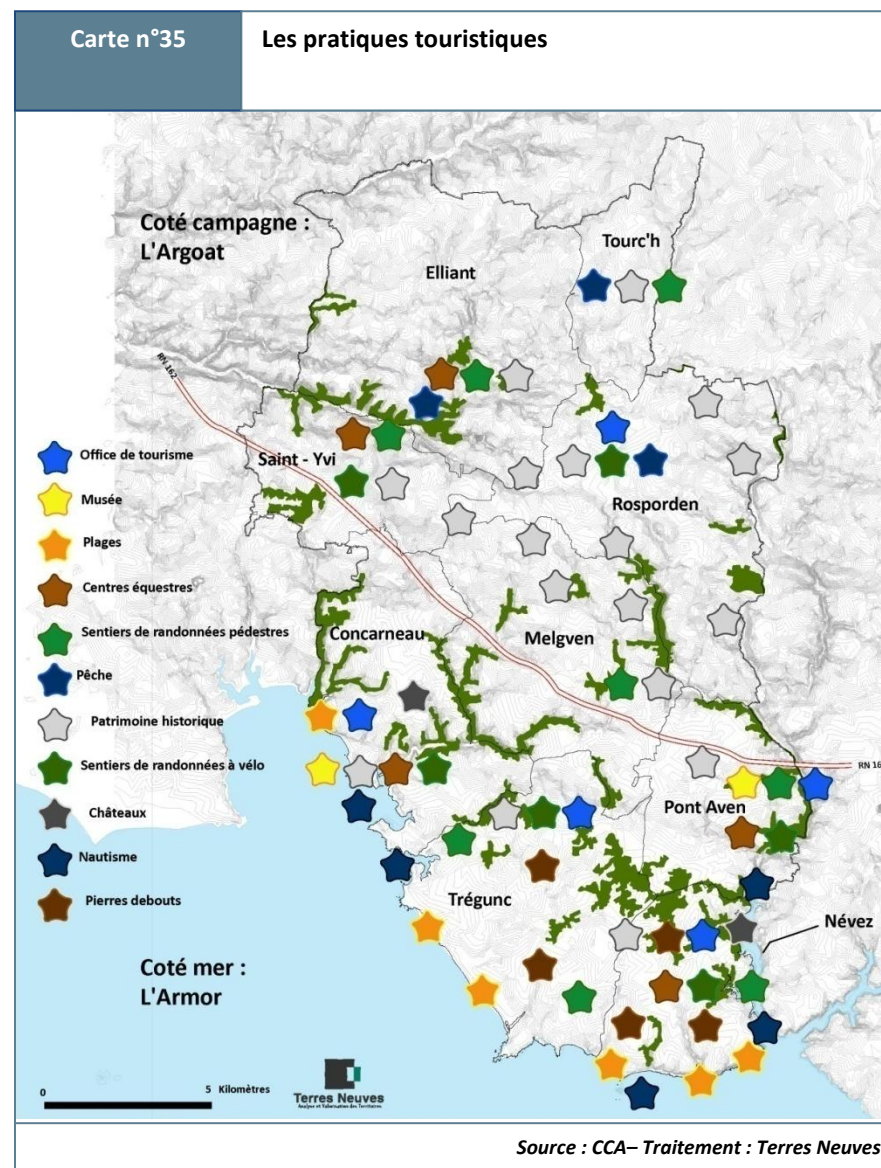
Les capacités d'accueil touristique en 2008



Source : Pays Touristique de Bretagne et CCI – Traitement : Terres Neuves

**d) Le tourisme de l'intérieur des terres : une offre complémentaire variée et de qualité (cf. carte ci contre)**

A la différence du tourisme littoral, le tourisme de l'intérieur des terres ne peut s'appuyer sur une longue expérience et une renommée nationale voire internationale comme à Concarneau ou Pont-Aven. En revanche, s'il ne constitue pas la « locomotive » du développement touristique, c'est un potentiel de diversification des activités proposées sur le territoire (sentiers de randonnées pédestres et à vélo, centres équestres, patrimoine historique...). Si l'attrait du littoral suffit à drainer des touristes, le tourisme de l'intérieur des terres doit innover et évoluer sans cesse pour être attractif.



## II.2 Une activité agricole structurante et une Industrie Agro - Alimentaire (IAA) puissante

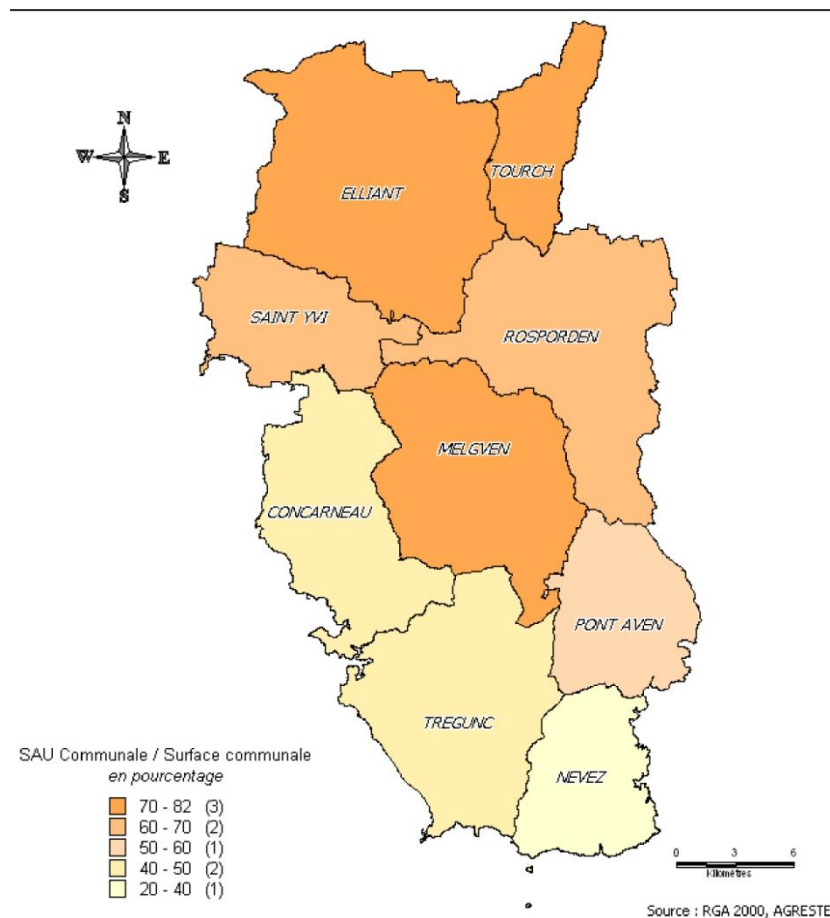
Le modèle agricole traditionnel de Bretagne (ferme familiale) a fortement évolué ces dernières décennies pour s'adapter aux contraintes des marchés : *le nombre d'exploitations a fortement diminué, conjointement la taille moyenne des exploitations a augmenté, la mécanisation a entraîné des remembrements ...* Le territoire du SCOT de CCA est directement impacté par ces évolutions.

### II.2.1 Les exploitations agricoles (foncier agricole, main d'œuvre ...) en mutation

#### a) Un foncier agricole très important dans les communes du nord.

La SAU<sup>14</sup> totale du territoire représentait en 2000, 22 500 ha soit 61% de la superficie totale, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne départementale (59%). La répartition du foncier agricole est très inégal sur le territoire. Dans les communes littorales, la part de l'agriculture est moins importante que pour le reste du territoire. Névez est la commune où cette part est la moins importante (30%) et Tourc'h la plus importante (82%).

<sup>14</sup> La superficie agricole utilisée (SAU) correspond à l'ensemble des terres arables, des surfaces toujours en herbe (STH) et des cultures permanentes. La SAU « communale » comptabilise l'ensemble de la SAU d'une commune, que les terres soient exploitées par une exploitation de la commune ou non.



Source : RGA 2000 AGREST MSA– Traitement : CITADIA

## b) Les mutations des exploitations

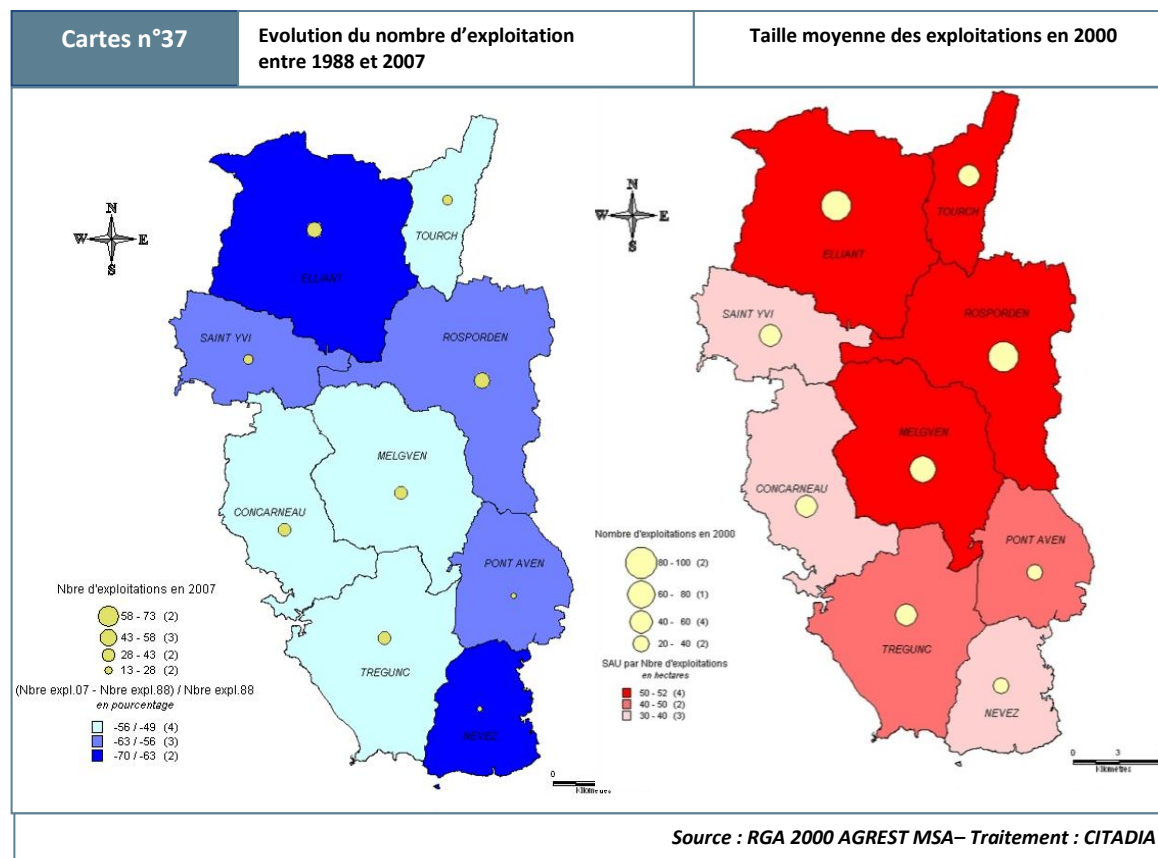
### . Evolution du nombre d'exploitations et de leur superficie

Selon le RGA (*Recensement Général Agricole*) de 2000, le territoire comptabilisait 486 exploitations agricoles. En 2005, le nombre des exploitations agricoles a baissé en Bretagne de 21%, soit de manière plus significative que pour le reste de la France (-14%). D'après la MSA (*Mutualité Sociale Agricole*), on dénombrait en 2007 : 376 exploitations agricoles, soit une chute de 23% (2000-2007).

Si la baisse se généralise sur l'ensemble du territoire, des communes comme Saint Yvi et Elliant souffrent de leur proximité de Quimper et des dynamiques constructives induites, et Névez de la pression foncière induite par son attrait touristique.

Si le nombre d'exploitations diminue, leurs superficies augmentent. La surface moyenne des exploitations est de 46 ha en 2000, c'est-à-dire supérieure à la moyenne nationale de 42 ha, et bretonne de 33 ha. La superficie des exploitations est plus importante sur les communes du nord du territoire : Melgven, Rosporden, Elliant et Tourc'h (50 ha), contre 30 ha sur Névez, Concarneau et Saint Yvi.

Selon les professionnels du monde agricole rencontrés dans le cadre de l'élaboration du diagnostic prospectif agricole par le cabinet CITADIA, la superficie des exploitations agricoles a continué à augmenter depuis 2000. Ce sont les communes du nord qui ont connu les plus fortes augmentations, notamment Tourc'h et Elliant (entre 90 % et 122 % d'augmentation) et Névez la plus faible (entre 40% et 50% d'augmentation). Les autres communes se positionnent entre 50% et 90% d'augmentation.

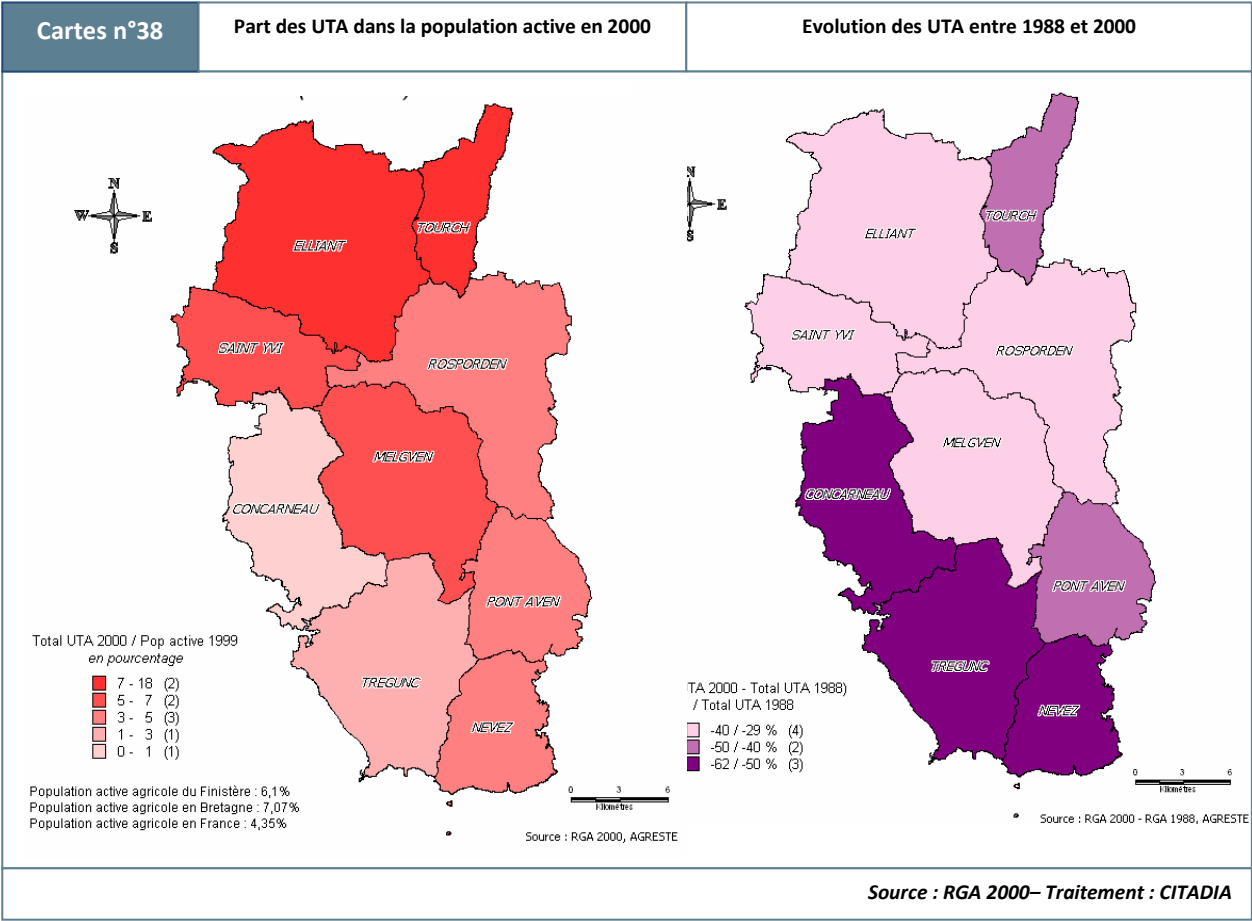


**. Evolution des emplois : une forte productivité des exploitations dans un contexte de diminution des actifs et de départs à la retraite**

La part des emplois liée à l’agriculture sur l’ensemble des emplois (CSP INSEE) est de 4 % en France, contre 8% sur le périmètre du SCOT, ce qui s’inscrit pleinement dans le contexte régional. En 2000, 703 Unité de Travail Annuel (UTA) étaient comptabilisées sur territoire, ce qui représente 3.6% de la population active. En revanche, ce taux est inférieur au taux départemental (6.1%). Toutefois, de très fortes disparités existent sur le territoire. Tourc’h représente 17.1% des actifs de la commune, contre 0.59% sur Concarneau.

Entre 1988 et 2000, le nombre d’actifs agricole a diminué a un rythme légèrement moins élevé (- 43%) que celui des exploitations (- 47%). Ce sont les communes littorales qui ont perdu le plus d’actifs agricoles.

La part des exploitants de plus de 60 ans est beaucoup plus élevée sur le territoire qu’au niveau départemental (10% contre 5%). Les moins de 30 ans représentent 4% (idem Finistère). Les départs à la retraite sont et seront nombreux, et posent la question de la reprise de l’exploitation.



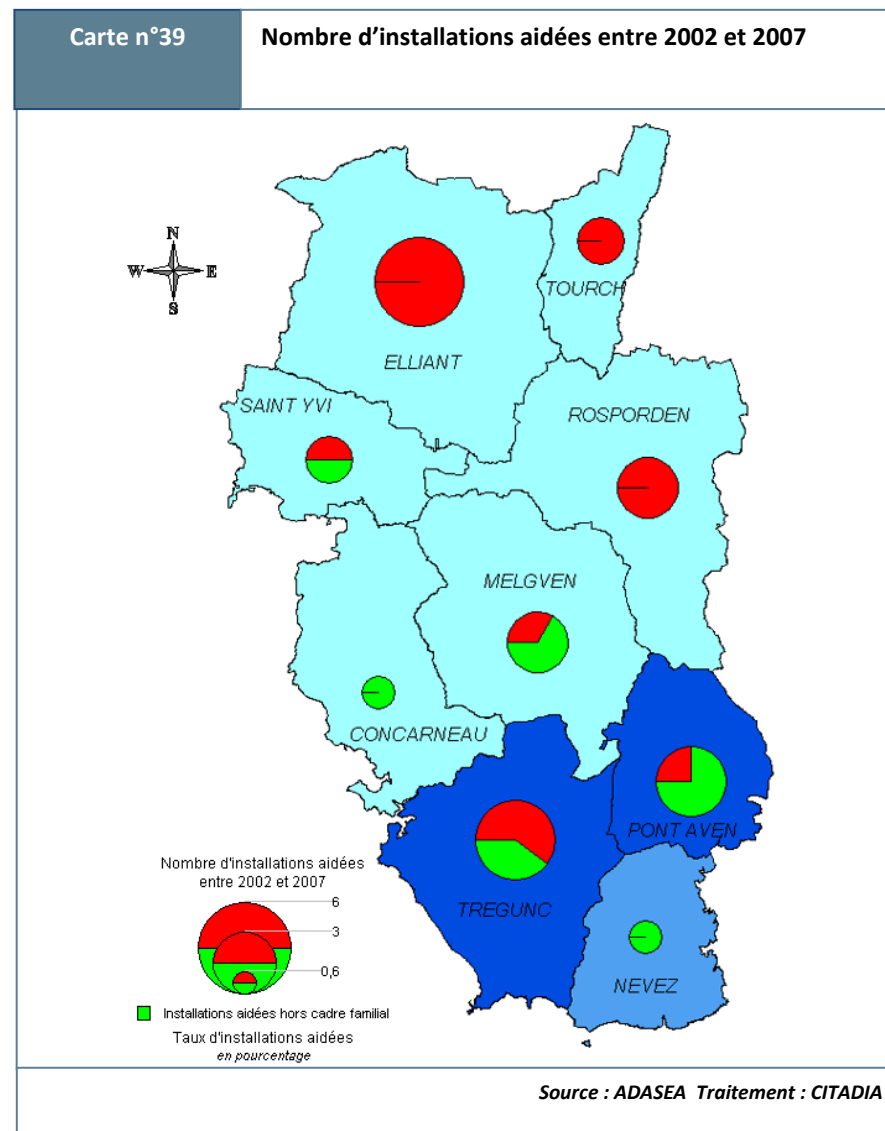
Depuis 2002, on comptabilise 27 installations aidées<sup>15</sup> sur le territoire. Ces installations se concentrent sur les zones littorales (Névez, Pont Aven et Trégunc).

### c) L'Institut Rural d'Education et d'Orientation (IREO)

L'Institut Rural d'Education et d'Orientation (IREO) est basé à Elliant. Il s'agit d'un établissement privé par alternance, qui propose des formations scolaires initiales (après la 3ème) avec plusieurs diplômes :

- CAPA : productions agricoles, utilisation des matériels, spécialisation productions animales (lait, porcs),
- BEPA et bac pro: Agro- équipements,
- Bac pro : maintenance et exploitation des matériels agricoles, de travaux publics et maintenance,
- Formations adultes, préparation aux concours,
- Certificat de qualification professionnelle agent de maintenance des matériels.

<sup>15</sup> Il s'agit des installations bénéficiant de la Dotation d'Installation aux Jeunes Agriculteurs DJA. Cette aide consiste en un capital destiné à financer le démarrage de l'activité agricole, dont le montant, variable selon les caractéristiques de l'installation, peut atteindre 35 900€ (Cf. Diagnostic prospectif agricole. CITADIA 2008).



## **II.2.2 Les productions agricoles : si les productions animales dominant, le territoire s'affirme dans les productions légumières**

L'agriculture sur le territoire, comme l'agriculture en Bretagne, reste dominée par les productions animales (73% des exploitations). L'orientation laitière est nettement marquée sur le territoire, avec une exploitation sur 3 concernée.

L'orientation économique bovins lait représente 26% du potentiel économique agricole du territoire de CCA, 18% pour les grandes cultures et herbivores, 6% pour les granivores (porcs et volailles). La SAU consacrée aux céréales représente entre 30 % et 40% de la surface communale (idem région Bretagne).

La production de légumes de plein champ destinée à la transformation est une des spécificités du territoire. Ces productions sont fortement liées aux Industries Agro Alimentaires (IAA).

Le littoral étant trop sec pour accueillir ce type de production, la production de légumes se situe sur une bande Est-Ouest, Quimperlé - Bannalec – Rosporden.

A l'échelle de la Bretagne, les principales cultures concernées sont les petits pois, les flageolets, les épinards, les choux et brocolis. Exprimant une volonté de diversification d'autres productions comme les carottes, céleris, betteraves, et des condiments, tels que la ciboulette, le persil, l'estragon, et le cerfeuil complètent et enrichissent les cultures.

Les surfaces fourragères constituées d'herbes (STH) est relativement faible (-1% contre 11% sur la Bretagne). Seules les communes de Névez, Pont Aven et Concarneau ont connu une augmentation de ces surfaces, du fait de la forte pression qu'elles connaissent et de l'entretien minimal qu'elles nécessitent.

### **.l'agriculture bio en plein essor**

En 2006, le territoire compte 16 exploitations agricoles biologiques, soit environ 4% des exploitations.

Les surfaces consacrées à l'agriculture biologique sont passées de 288 Ha en 2000 à 486 Ha en 2006 (+ 69%), pour une moyenne par exploitation de 30 ha, contre 46ha sur l'ensemble des exploitations.

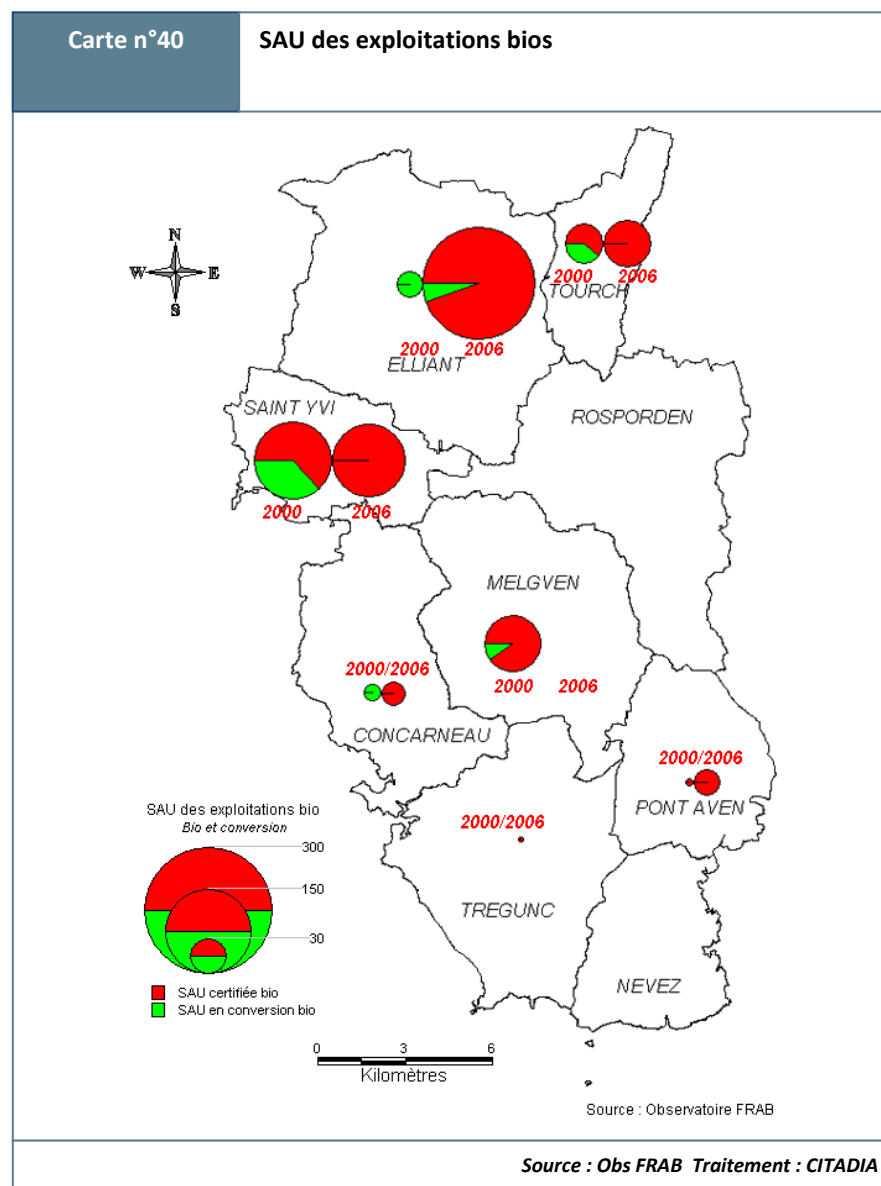
Les exploitants bio se tournent davantage vers le maraîchage qui nécessite peu de foncier. C'est pour cette raison que Concarneau, avec seulement 4% de la SAU bio accueille 40% des exploitations, soit 2 ha par exploitations bio en moyenne.

Le Grenelle de l'environnement a affiché une volonté de passage à 6% de la SAU en agriculture bio d'ici 2010, et à 20% d'ici 2020. A échéance 2010, les SAU bio sont à doubler sur le territoire du SCoT (cf. Carte page suivante).

Les professionnels de l'agriculture bio du Finistère identifient plusieurs actions qui pourraient être mises en place afin de favoriser le développement de l'agriculture biologique sur le territoire :

- fermes relais (terrains achetés par les collectivités et loués à des agriculteurs),
- favoriser les installations (quota bio sur le modèle des quotas laitiers),
- arrêtés municipaux interdisant les OGM sur le territoire
- ...

La mise en place de circuits locaux existent et sont à encourager : vente de paniers (abonnements des clients sur 1 mois), vente directe (marchés, superettes, vente à la ferme...).



### II.2.3 Les Industries Agro-Alimentaires (IAA) pilier de l'économie locale

Les IAA très présentes sur le territoire du SCoT soutiennent l'emploi local avec plus de 1 200 salariés en 2007 (cf. carte ci-contre). Elles bénéficient d'un réseau de :

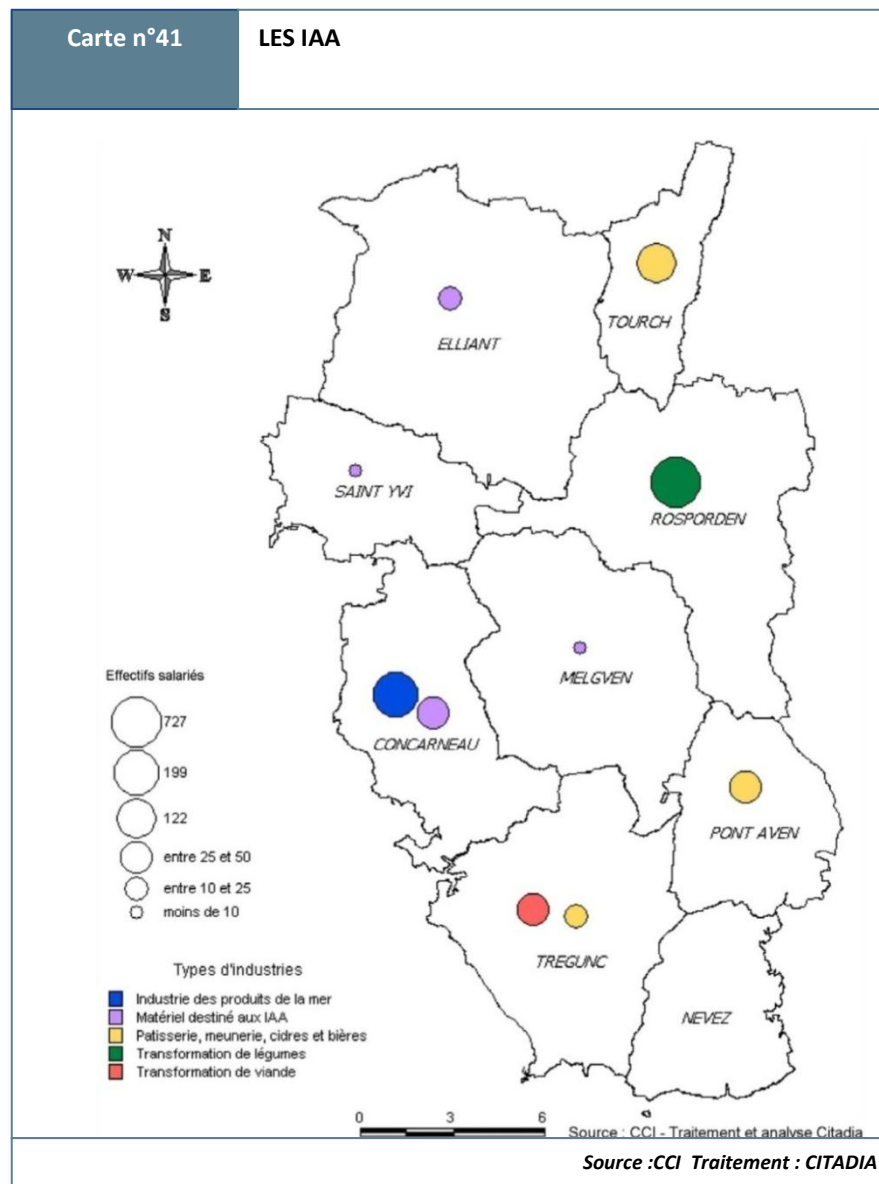
- centres de recherches publics et privés (ADRIA, Laboratoire universitaire de microbiologie appliquée, Laboratoire vétérinaire départemental...),
- centres de formation et de promotion des métiers de l'industrie agro-alimentaire (l'Institut de Formation Régional des Industries Alimentaires est basé à Quimper). Ces établissements permettent de doter les IAA de sérieux atouts pour les IAA locales.

Toutefois, le manque d'intérêt des jeunes pour les métiers industriels, associé aux départs à la retraite annonce probablement une pénurie de main d'œuvre dans les prochaines années. Sur le territoire du SCoT, les IAA sont représentées par de grands groupes :

- Bonduelle Traiteur International (365 salariés) situé à Rosporden ;
- Coop Saint-Yvi Cornouaille (194 salariés) situé à Saint-Yvi ;
- SICA Boutet Nicolas (125 salariés) situé à Rosporden ;

Ces grands groupes se composent d'un grand nombre d'unités de production qui procurent à l'activité industrielle un panel d'activités assez riche et équilibré.

Si la commune de Rosporden constitue le pôle le plus important en matière d'IAA sur le territoire, en lien étroit avec les producteurs de légumes, les activités industrielles liées à la transformation des produits de la mer sont principalement situées à Concarneau. D'autres IAA positionnées sur des niches particulières (bières, cidres, biscuiteries...), sont localisées sur Tourc'h, Trégunc et Pont-Aven.



## II.3 Une économie résidentielle en progression constante

### II.3.1 Un tissu dense d'artisans

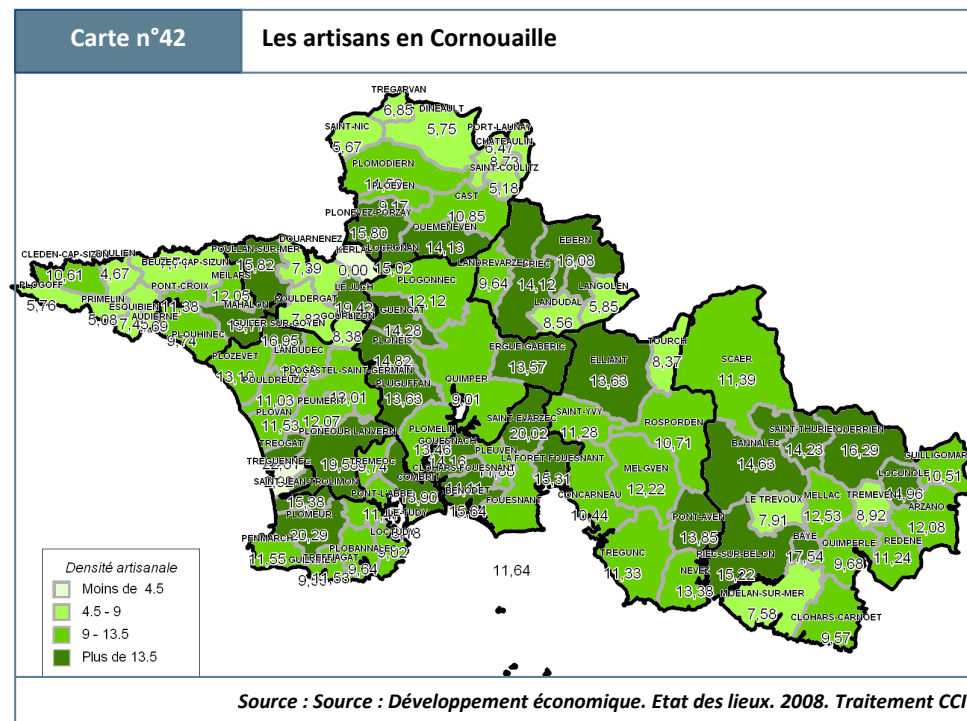
#### a) Une bonne répartition des artisans sur le territoire

A l'instar du Pays de Cornouaille (3 456 artisans), qui est marqué par une forte présence du secteur de l'artisanat de production (20%), induit par la proximité de pôles importants (Quimper, Concarneau, Douarnenez, Quimperlé, et Pont l'Abbé), l'offre se compose de 509 artisans<sup>16</sup> répartie en :

- 337 artisans dans le bâtiment<sup>17</sup> ;
- 68 artisans dans le garage mécanique<sup>18</sup> ;
- 104 artisans de production<sup>19</sup>.

La densité artisanale moyenne est de 11.06 artisans pour 1 000 habitants sur le territoire. Il s'agit d'une des moyennes les plus fortes de la région Bretagne.

Sur le territoire, les plus fortes densités artisanales bordent la ville de Quimper (ex. Elliant) et de Quimperlé (Pont-Aven et Névez) (cf. Carte ci-dessus).



<sup>16</sup> Développement économique. Etat des lieux. 2008

<sup>17</sup> Les artisans du bâtiment comprennent : carrelage, charpente, chauffage, construction, couverture, zinguerie, électricité, entreprises de bâtiment, étanchéité, fabrication et agencement de cuisines et salles de bain, maçonnerie, menuiserie, peinture, papier peint, plâtrerie, plomberie, ravalement, terrassement, dépannage et travaux divers en bâtiment, travaux d'aménagement de parcs et jardins... (Source : Développement économique. Etat des lieux. CCA. 2008)

<sup>18</sup> Les artisans en garage et mécanique comprennent : vente et réparation automobile, mécanique automobile et agricole, tracteur, réparation, carrosserie, tôlerie maréchalerie, peinture, charonnage... (Source : Développement économique. Etat des lieux. CCA. 2008)

<sup>19</sup> Les artisans de production comprennent : minoterie, ébénisterie, abattoir, fabrication, mécanique industrielle, imprimerie, bureau de dessin, prothèse dentaire, forge, chaudronnerie, confection, transformations diverses sédentaires... (Source : Développement économique. Etat des lieux. CCA. 2008)

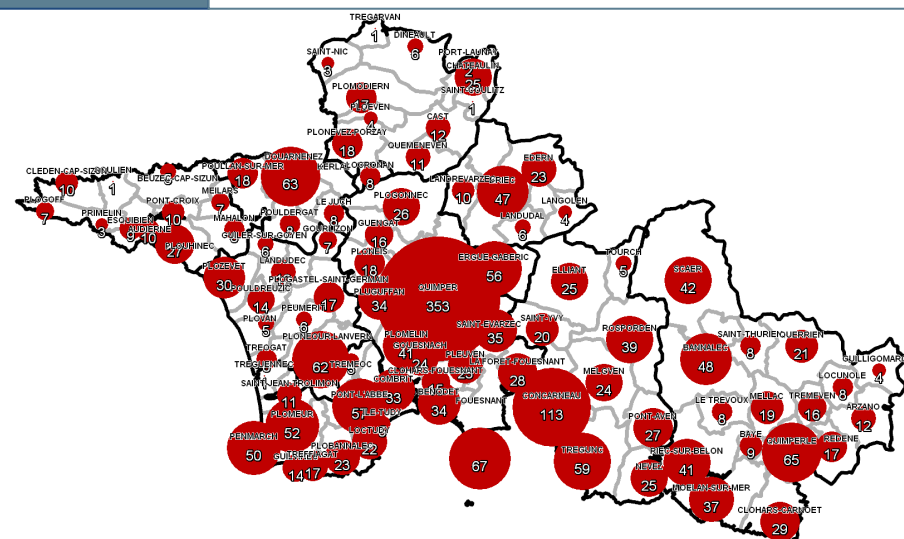
Sur le Pays de Cornouaille, Quimper est le pôle artisanal majeur en comptabilisant 353 artisans du bâtiment. Concarneau est le pôle secondaire avec 113 artisans et Trégunc le cinquième pôle du pays avec 59 artisans (cf. Carte ci contre en haut).

La moyenne d'âge des artisans est de 46.8 ans, soit 2 ans plus élevée que la moyenne régionale (moyenne d'âge : 46,80 ans). 38% des responsables sont âgés de plus de 50 ans dont 17% ont plus de 55 ans. En termes d'activités :

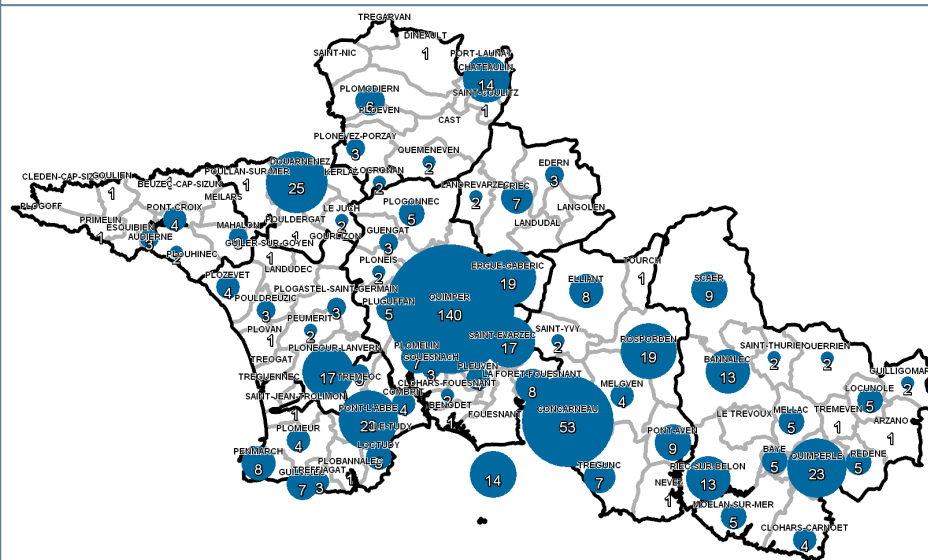
- 23% des entreprises sont à transmettre dans moins de 5 ans et 29% des professionnels se disent prêts à recruter dans les 5 prochaines années ;
- 37% disent rencontrer des difficultés pour recruter un personnel compétent ;
- 32% ont des besoins saisonniers en personnel : les artisans connaissent des pics d'activité entre avril et aout ;
- 42% des professionnels travaillent et habitent sur le même lieu ce qui ne facilite pas la reprise.

## Cartes n°43

## Les artisans du bâtiment



## Les artisans de la production dans le Pays de Cornouaille



Source : CCI Traitement CCI

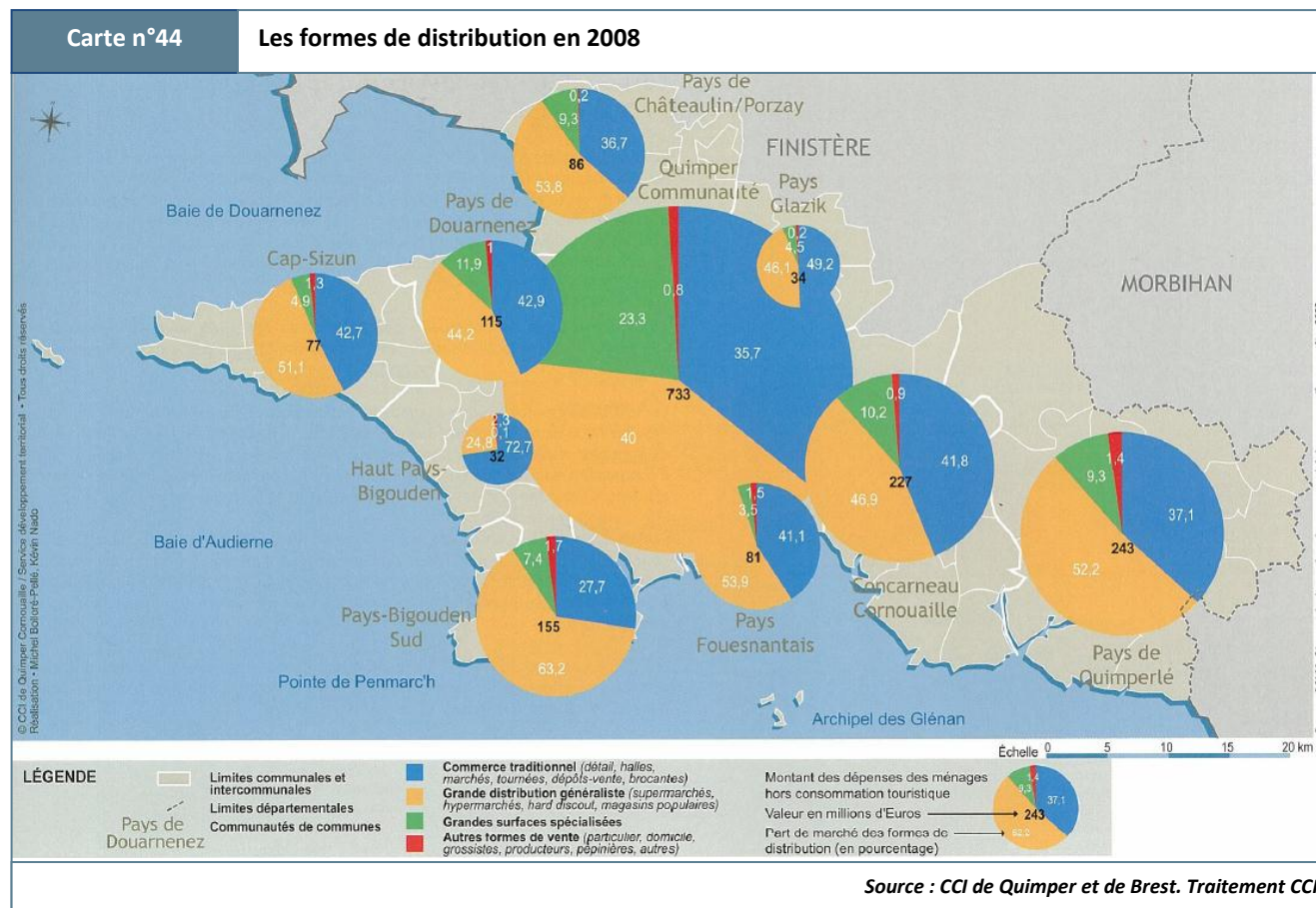
## II.3.2 Le commerce traditionnel et les Grandes et Moyennes Surfaces : Une offre commerciale équilibrée mais à affirmer face à Quimper

### a) Un équilibre dans les formes de distribution

Depuis 40 ans le commerce a connu de grandes mutations. Les grandes surfaces généralistes et spécialisées se sont implantées d'abord à Quimper, puis progressivement dans les pôles commerciaux secondaires (Concarneau, Douarnenez).

Entre 2001 et 2005, les parts de marché des formes de distribution ont ainsi évolué au profit de la grande distribution généraliste, au détriment du commerce traditionnel.

Selon la carte ci-contre, la diversité dans les modes de distribution est relativement équilibrée, entre grande distribution généraliste, grande distribution spécialisées et commerce traditionnel.



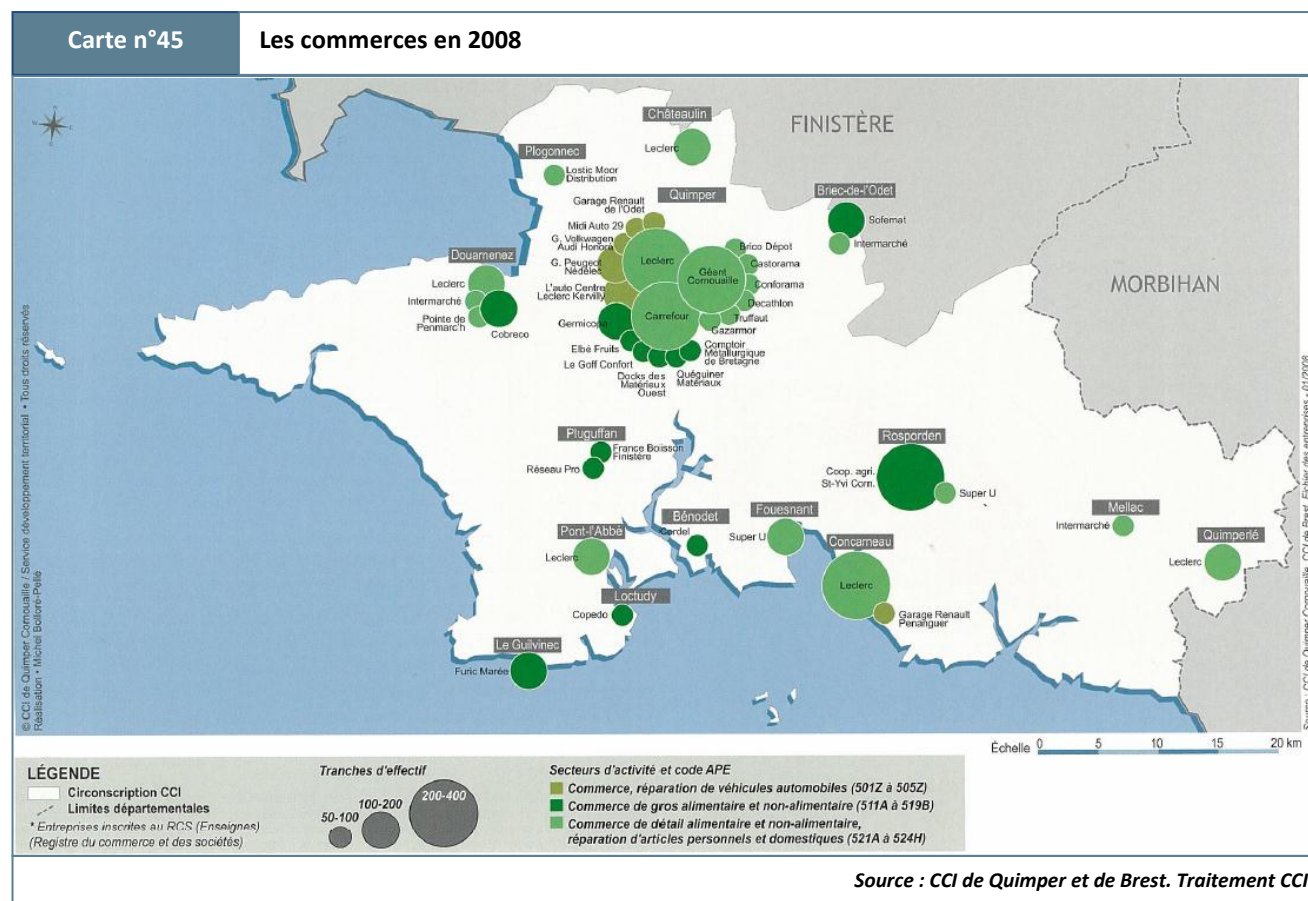
En 2007, le Pays de Cornouaille comptabilise 4 035 commerces, majoritairement des Très Petites Entreprises (TPE). Le territoire de CCA en comptabilise 765, à la même date.

Notons :

- une forte proportion du commerce de détail : 588 établissements soit 77% de l'ensemble des commerces du territoire ;
- 111 commerces de gros et intermédiaires, soit 14 % du total des commerces ;
- 66 commerces et réparation automobile, soit 9% du total des commerces.

Sur les 43 commerces de plus de 50 salariés, que comptabilise le Pays de Cornouaille, le territoire de CCA en regroupe 4, dont 2 de plus de 200 salariés (cf. carte ci contre) :

- La coopérative agricole Saint-Yvi Corn ;
- le Leclerc de Concarneau.



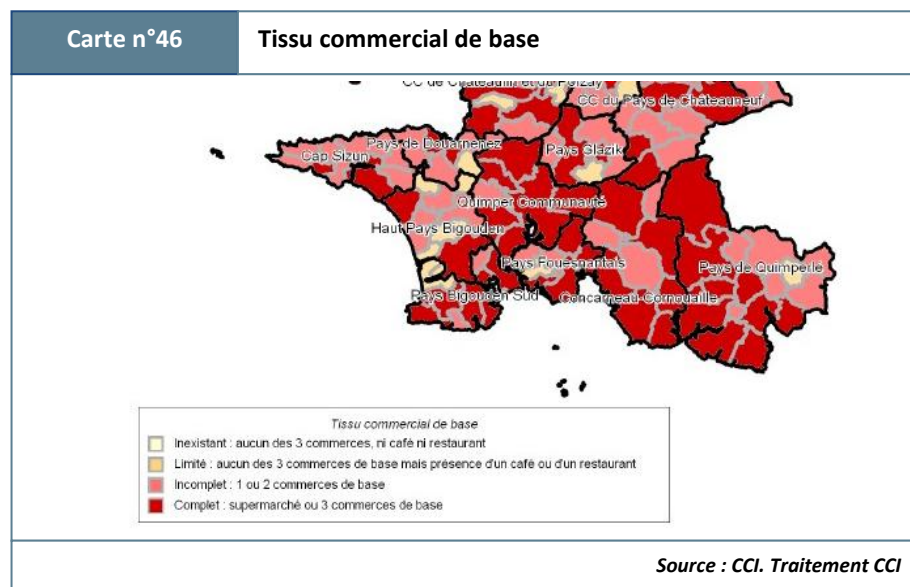
## b) Le commerce traditionnel : une offre relativement équilibrée

70% des commerces du territoire réalisent plus de 46% de leur chiffre d'affaire avec les habitants de leurs communes d'implantation, particulièrement pour l'alimentaire, les services, l'hygiène et la santé.

Les commerces bénéficient également d'une clientèle touristique, 26% des commerces réalisent plus de 30% de leurs chiffres d'affaires avec cette clientèle.

Si le maillage commercial du territoire est équilibré, l'offre traditionnelle se distingue par une forte présence des secteurs culture-loisirs (grâce notamment aux magasins de souvenirs) et d'équipement de la personne sur Concarneau.

On assiste aujourd'hui à un regroupement, souvent en périphérie des bourgs ou des villes, des commerces de proximité (ex. Melgven). Prolonger cette initiative permet aux communes de conserver leurs commerces à proximité des cœurs villageois.



Quimper

Le territoire compte 51 magasins de plus de 300 m<sup>2</sup>.

L'offre alimentaire est bien présente sur le territoire et bénéficie d'un maillage de supermarchés sur les communes de Concarneau, Trégunc, Pont-Aven, Névez, Rosporden, Elliant (cf. Carte ci-dessous). L'influence de Concarneau s'exerce principalement sur l'offre non alimentaire avec des densités importantes en équipements de la personne, en meubles et électroménagers. L'offre en bricolage est aussi importante sur Concarneau.

Ainsi, grâce à cette forte présence des GMS, Concarneau est le pôle commercial du territoire de CCA.



### **c) Les évolutions des pratiques de consommation**

Des mutations durables des comportements de consommation sont observables et influencent la structure commerciale des territoires. Pour le territoire de CCA :

- La tendance à la rurbanisation de l'habitat situés à moins de 20 minutes d'un pôle régional ou départemental (Concarneau et Rosporden pour Quimper) se traduit par une nécessaire adaptation quantitative (surface et diversité) et qualitative de l'offre commerciale sur ces pôles.
- La croissance des dépenses liées à l'habitat, qui profite largement aux secteurs du bricolage, du jardin, et à un degré moindre aux meubles / décorations nécessitent des marges de développement à conforter. Cette tendance va modifier les besoins d'espace des enseignes et souligner le besoin de repenser les zones commerciales vers une dynamique qualitative plus marquée (confort d'achat, structuration urbaine, intégration environnementale et paysagère). Concarneau est directement concerné par cette problématique.
- Si les hypermarchés ont un rôle important dans la consommation des ménages, ils ne permettent plus de lutter efficacement contre les évasions commerciales. La stratégie de spécialiste permet une meilleure maîtrise des mètres carrés accordés.

### II.3.3 Une forte évolution des services depuis 1994

Avec près de 16 509 emplois en 2007, les services représentent plus du quart de l'emploi total en Cornouaille. Si les prestataires de services sont essentiellement installés sur la commune de Quimper, les services sur le territoire se concentrent principalement sur Concarneau et Rosporden (cf. carte ci-contre).

En 2006, le territoire comptait 627 prestataires de services, soit le secteur d'activités ayant connu la plus forte évolution : + 20.8% entre 1994 et 2006.

Malgré une forte représentation des services hôteliers, cafés et restaurant, grâce à l'activité touristique du territoire, les 253 prestataires actuels ont diminué de 9.6% entre 1994 et 2006.

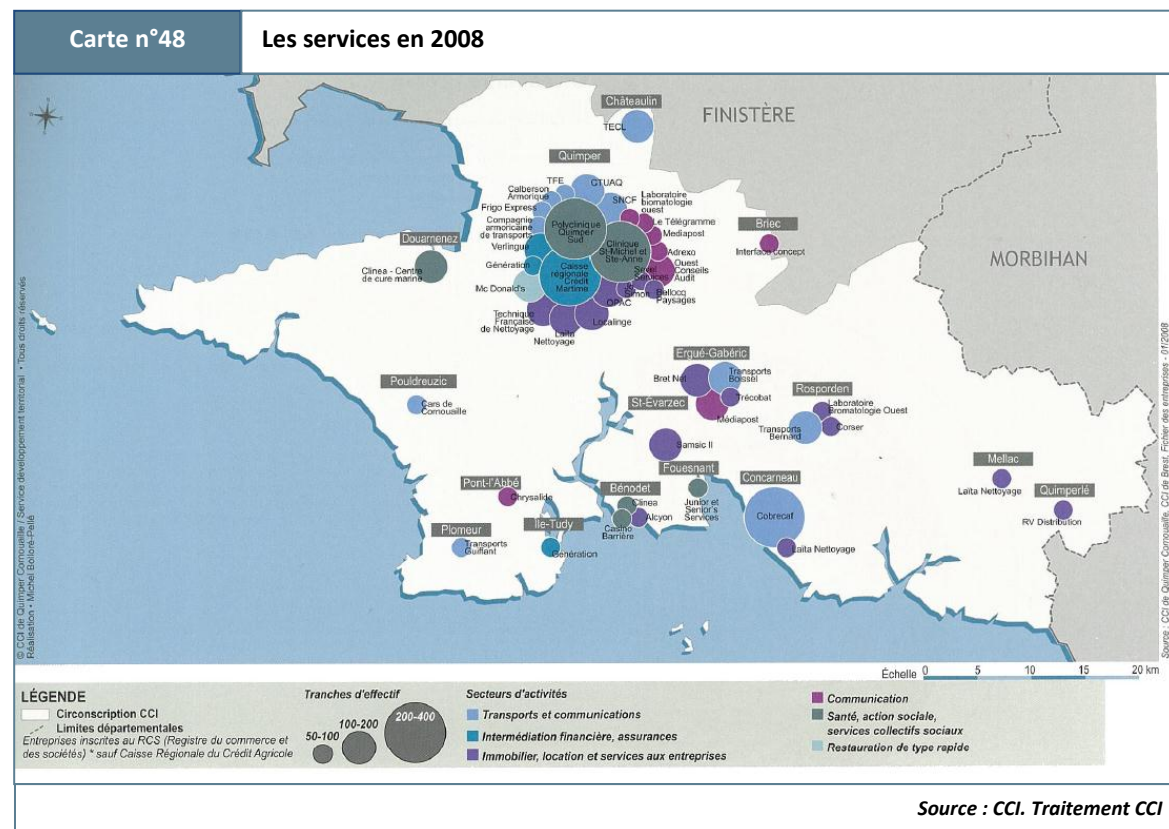
En revanche, les services aux entreprises ont connu une forte augmentation (+77.2%) depuis 1994, en comptabilisant en 2006, 140 prestataires.

Les domaines de l'éducation, de la santé, du social et de la culture sont les secteurs les plus dynamiques : + 95,4 % entre 1994 et 2006. Ces prestataires sont au nombre de 127 sur le territoire.

Ces services vont devenir en enjeu pour le territoire afin de maintenir une offre suffisante en vue de l'accroissement du nombre de personnes âgées, d'abord en termes d'offre culturelle puis en matière de services sociaux et de santé.

A titre d'exemple, on comptabilise sur Rosporden :

- 2 foyers de vie (handicapés), c'est-à-dire 1 emploi pour un patient ;
- 2 maisons de retraite de 90 et 65 lits (1/2 emploi par personne) ;
- 1 maison de la petite enfance (29 places) et 1 accueil d'urgence (30 places).



## II.4 Des infrastructures de déplacement majeures constituant un axe structurant est/ouest

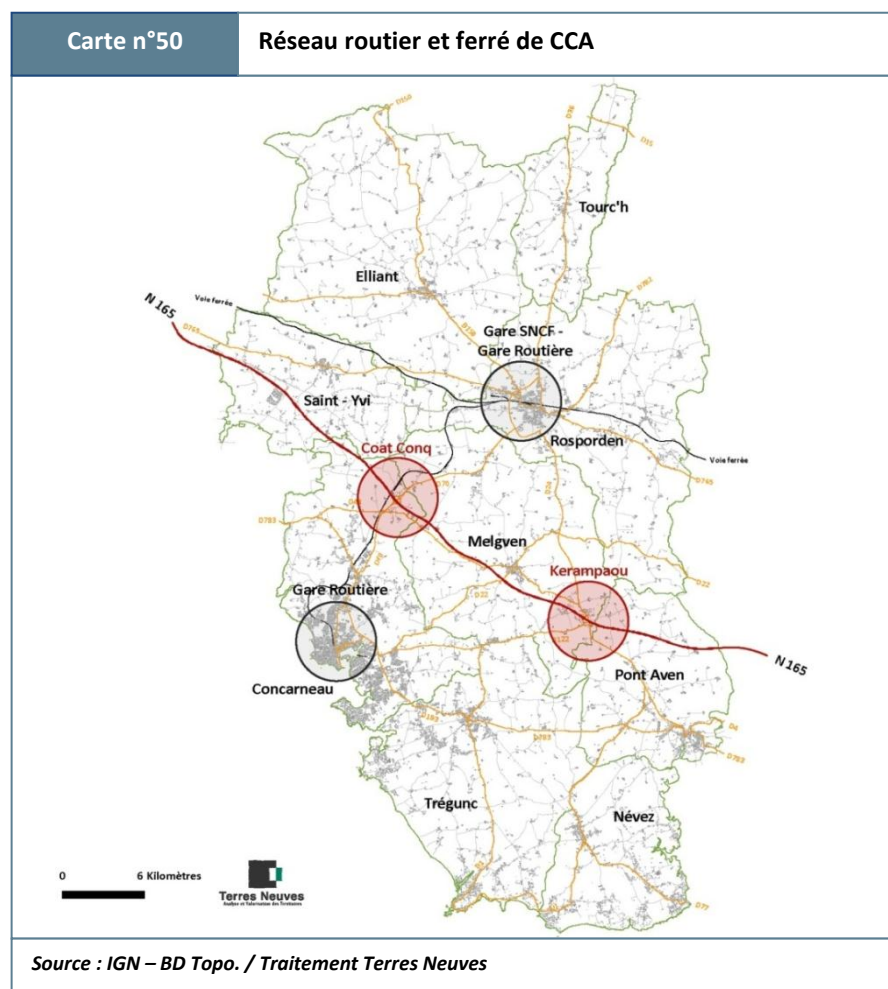
### II.4.1 Une bonne connexion à la RN 165 par les deux échangeurs de Coat Conq et de Kérampaou

La RN 165 permet une connexion avec toutes les moyennes et grandes agglomérations de l'ouest (Brest, Lorient, Vannes, Rennes, Nantes) et par extension une bonne relation avec la région parisienne.

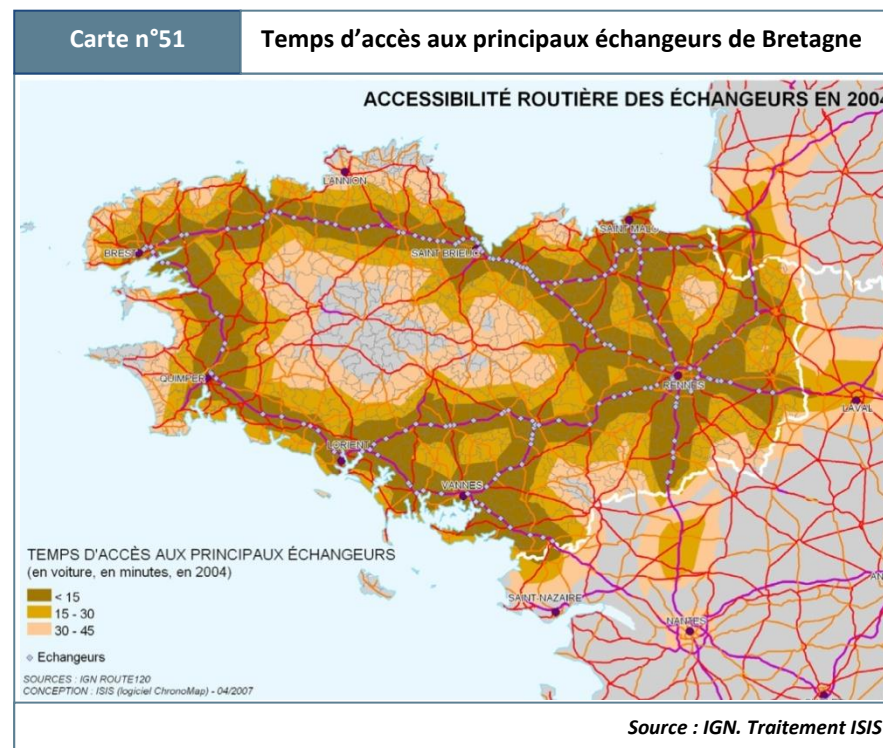


Cette infrastructure routière majeure traverse le centre du territoire et offre deux échangeurs :

- Coat Conq, situé sur la commune de Concarneau, au croisement entre la RN 165 et la D70 entre Rosporden et Concarneau ;
- Kérampaou sur la commune de Melgven, sur un axe de liaison important entre Rosporden et Pont Aven (D24)



L'ensemble des communes du SCoT se situe à moins de 30 mn voire 15 mn de Kérampaou ou Coat Conq.



Deux autres échangeurs situés à proximité du territoire participent à son accessibilité : Kérandréo sur Riec-sur-Belon, qui dessert Pont-Aven et l'échangeur de Troyalarc'h sur la commune de Saint-Evarzec qui dessert Saint-Yvi.

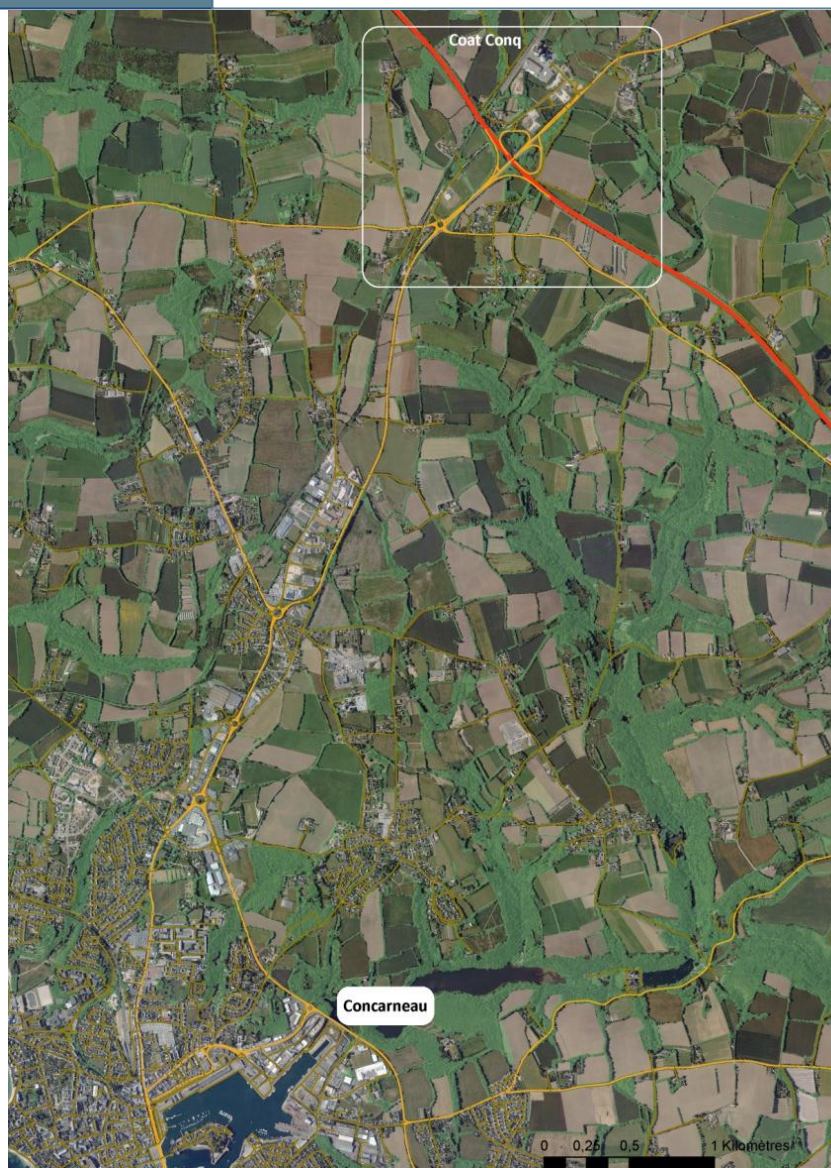
Carte n°52

Echangeur de Kerampaou



Carte n°53

Echangeur de Coat Cong



Source: orthophoto – IGN – BD topo. Traitement Terres Neuves

## II.4.2 Une bonne desserte par les cars départementaux entre CCA et ses territoires voisins

Sur les six lignes qui desservent le territoire de CCA, cinq lignes le connectent aux territoires voisins (Quimper, Quimperlé et Bénodet en période estivale) et une ligne dessert l'intérieur du territoire (cf. carte page suivante).

### . Les lignes qui relient le territoire aux territoires voisins :

#### **La ligne 43 : Quimper – Concarneau – Trégunc**

En période scolaire, on compte 19 liaisons dans le sens Quimper – Trégunc du lundi au vendredi, dont 15 qui circulent également le samedi :

- . 12 liaisons complètes, dont 1 express en soirée (par RN 165) ;
- . 7 liaisons Quimper – Concarneau.

Dans le sens Trégunc – Quimper, en période scolaire, on compte 15 liaisons du lundi au vendredi, dont 11 qui circulent également le samedi (+ 1 liaison supplémentaire uniquement le samedi) :

- . 12 liaisons complètes ;
- . 3 liaisons Concarneau – Quimper, dont 1 express en début de matinée (par RN 165).

#### **La ligne 47 : Quimperlé – Concarneau qui dessert le sud du territoire, Trégunc et Pont-Aven.**

En période scolaire, on compte 6 liaisons dans le sens Quimperlé – Concarneau desservant toutes Pont-Aven et Trégunc, du lundi au vendredi, dont 3 qui circulent également le samedi.

Dans le sens Concarneau – Quimperlé, en période scolaire, on compte 9 liaisons du lundi au vendredi, dont 4 qui circulent également le samedi (+ 1 liaison supplémentaire uniquement le samedi) :

- . 6 liaisons complètes ;
- . 1 liaison s'arrêtant à Baye (COCOPAQ) ;
- . 2 liaisons internes au territoire CCA (Concarneau, Trégunc, Pont-Aven) ;

#### **La ligne 46 : Quimper – Elliant – Saint-Yvi**

En période scolaire, on compte 3 liaisons dans le sens Quimper – Elliant – Saint-Yvi du lundi au samedi, dont une à la demande le midi et deux régulières en soirée.

Dans le sens Elliant – Saint-Yvi – Quimper, en période scolaire, on compte 3 liaisons du lundi au samedi, deux en matinée, une en début d'après-midi, toutes régulières.

#### **La ligne 45 : Quimper – Scaër, via Elliant**

En période scolaire, on compte 1 liaison en semaine et 1 le samedi (en soirée) dans le sens Quimper – Scaër desservant trois arrêts de la commune d'Elliant (Restou, Kervriou, Croas Menez Bris).

Dans le sens Scaër – Quimper, en période scolaire, on compte également 1 liaison en semaine (en matinée) et 1 le samedi (en début d'après-midi), desservant les trois mêmes arrêts d'Elliant.

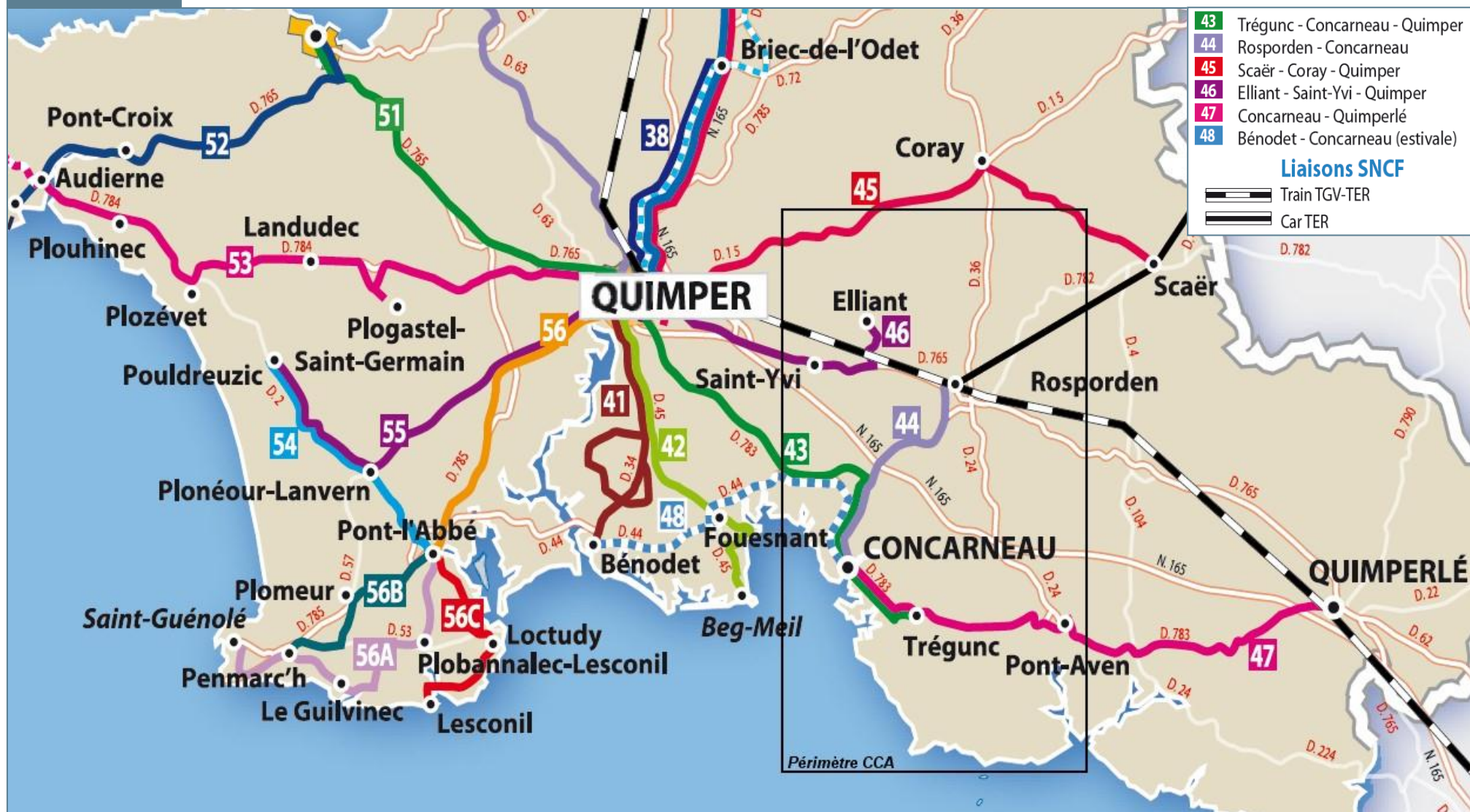
### . La desserte intérieure au territoire du SCoT (cf. III.2) ne correspond pas à la géographie du territoire

Les transports départementaux assurent les liaisons entre **Concarneau et la gare routière de Rosporden (ligne 44)**, en complément des bus SNCF. Notons 4 allers/retours (plus un supplémentaire le mercredi, le vendredi et le dimanche) entre ces deux villes. Les fréquences permettant de relier Concarneau ne sont pas aussi nombreuses que le nombre d'arrêt TER et TGV en gare de Rosporden.

Au regard de ces données, on observe une bonne connexion du territoire de CCA avec ses territoires voisins. Les parcours et horaires des lignes tendent à répondre aux enjeux des trajets domicile-travail.

Toutefois, ces services sont encore récents (septembre 2011) et il y a peu de recul quant à leur fréquentation.

Par ailleurs, certains secteurs territoriaux du SCoT (Névez notamment) restent encore éloignés de ces services.



Source : Conseil Général du Finistère

## II.4.3 La gare de Rosporden : une ouverture majeure

### a) La voie ferrée : une ouverture régionale et nationale

La voie ferrée constitue un atout majeur pour le territoire. Connecté au réseau de transport régional et national par la gare régionale (TGV+TER) de Rosporden, le territoire est un espace très accessible (cf. Carte ci contre).

Ainsi, l'ouverture du territoire vers Quimper et les autres pôles régionaux et nationaux (notamment Paris) est facilitée et encouragée. Toutefois Concarneau n'est plus relié par le fer à Rosporden. Seule une ligne de cars SNCF assure ces liaisons vers Rosporden et sa gare.

Les destinations sans changement à partir de la gare de Rosporden, sont nombreuses :

#### - Périmètre du SCoT :

- . Concarneau port 3 fois par jour et par cars ;

#### - Finistère :

- . Quimper (10 fois par jour) ;
- . Carhaix (6 fois par jour et par car) ;

#### - Région Bretagne :

- . Rennes (4 fois par jour) ;
- . Vannes (3 fois par jour) ;
- . Lorient (1 fois par jour) ;
- . Redon (1 fois par jour) ;

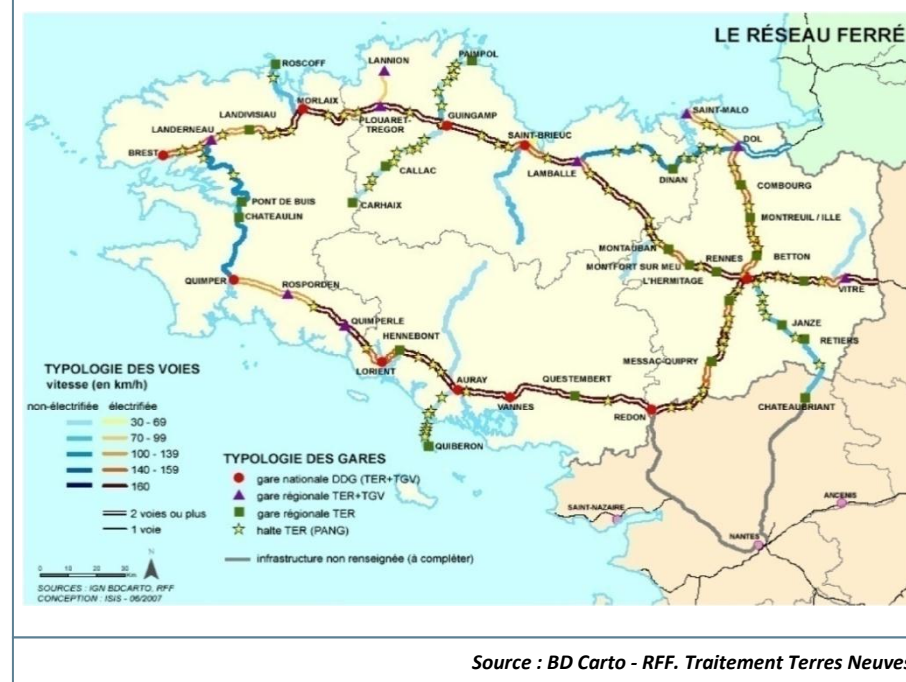
#### - Hors région Bretagne :

- . Nantes (2 fois par jour) ;
- . Paris Montparnasse (3 fois par jour).

Les principales destinations assurées à partir de la gare sont Quimper (10 fois par jour), Rennes (4 fois par jour), Vannes (3 fois par jour), et Paris (3 fois par jour). Les directions nord/sud sont assurée par cars SNCF : Concarneau (3 fois par jour) et Carhaix (6 fois par jour).

Carte n°54

Gare de Rosporden dans le réseau ferré Breton

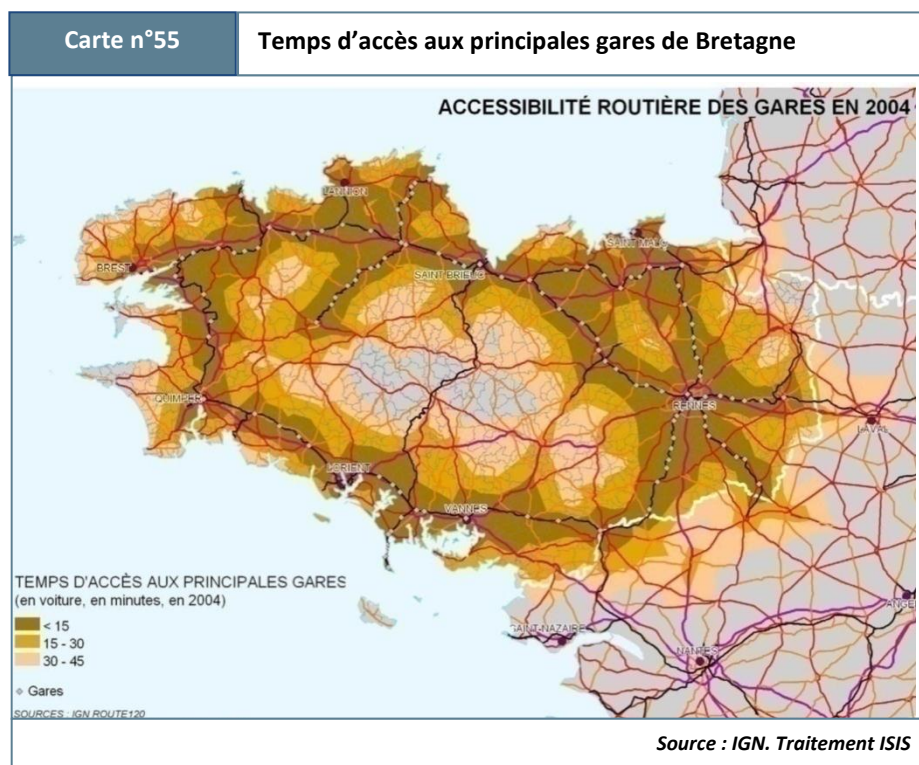


Source : BD Carto - RFF. Traitement Terres Neuves

**b) La gare de Rosporden : une accessibilité à renforcer**

L'accessibilité territoriale par la ligne SNCF est à nuancer.

Ainsi, le sud du territoire est le plus pénalisé, avec un temps d'accès à la gare de Rosporden de l'ordre de 30 à 45mn (cf. carte ci dessous).



*Photo :  
Gare de Rosporden  
Direction*

*Quimper*

### c) Un projet urbain pour la gare de Rosporden et son quartier

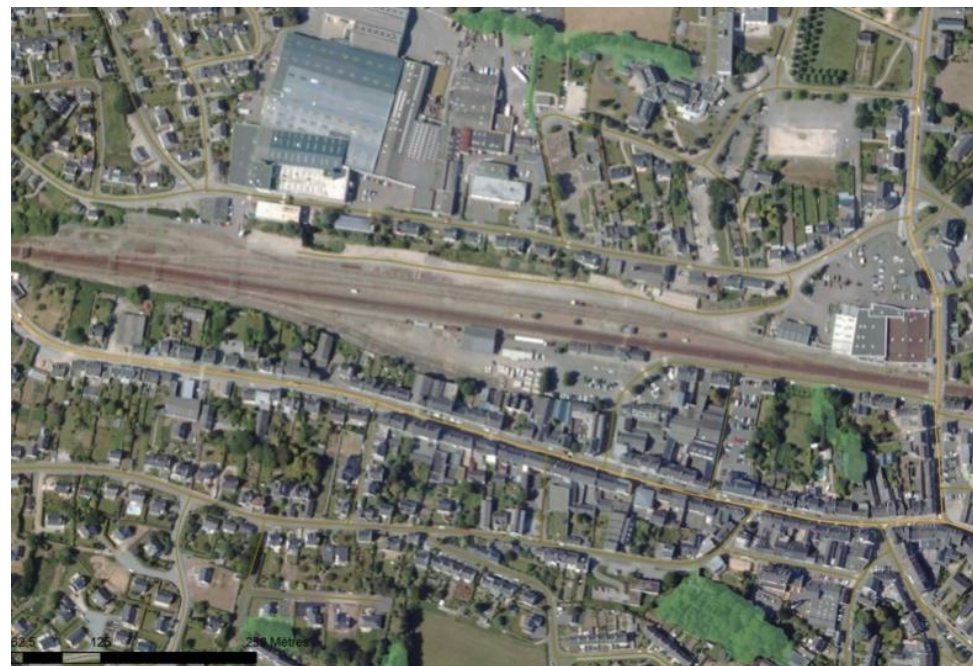
La gare de Rosporden constitue une porte d'entrée majeure sur le territoire. Aujourd'hui, la gare bénéficie du programme de rénovation lancée par la région Bretagne :

- Amélioration de la fonctionnalité des bâtiments (accueil voyageurs, signalétique, ...);
- Amélioration des connexions entre les trains et bus, taxis, cars ...

Même si la gare n'a pas été retenue par le Schéma régional Multimodal des Déplacements et des Transports (Janvier 2008) comme PEM, c'est-à-dire Pôle d'Echange Multimodal (ex : Redon, Lorient...), il existe autour de la gare des disponibilités foncières communales stratégiques. Celles-ci permettent d'envisager la réalisation future d'une plate-forme multimodale, en lien avec une gare routière réaménagée et renforcée. L'offre en stationnements enrichie devra économiser l'espace (ex : parkings silo).



Photo : Disponibilités foncières autour de la gare de Rosporden.



Photos : Gare de Rosporden dans son contexte urbain : vue du ciel (ci-dessus) et vue du sol (ci-dessous)



#### d) Les grands projets ferroviaires bretons impactant la gare de Rosporden et le territoire de CCA

La Ligne à Grande Vitesse (LGV) permettra de mettre Brest et Quimper à 3 heures de Paris (4 heures aujourd'hui).

L'opération d'amélioration des lignes Rennes- Brest et Rennes- Quimper (cf. carte ci-contre) s'inscrit dans un contexte de complémentarité à la LGV Bretagne- Pays de la Loire. Le projet consistera à gagner 15 minutes sur les parcours entre Rennes et la pointe bretonne pour atteindre l'objectif de 3 heures entre Paris et Brest/ Quimper.

La Région Bretagne suivra également de près les travaux engagés par RFF et la SNCF, sur la réalisation d'une ligne nouvelle LGV en Bretagne (cf. carte ci-contre en bas). En effet, la réalisation future du TGV Bretagne Grande Vitesse, même s'il ne concernera pas directement la gare de Rosporden, libérera des sillons sur la ligne classique, sillons à exploiter dans le cadre d'une politique de TER consolidée.

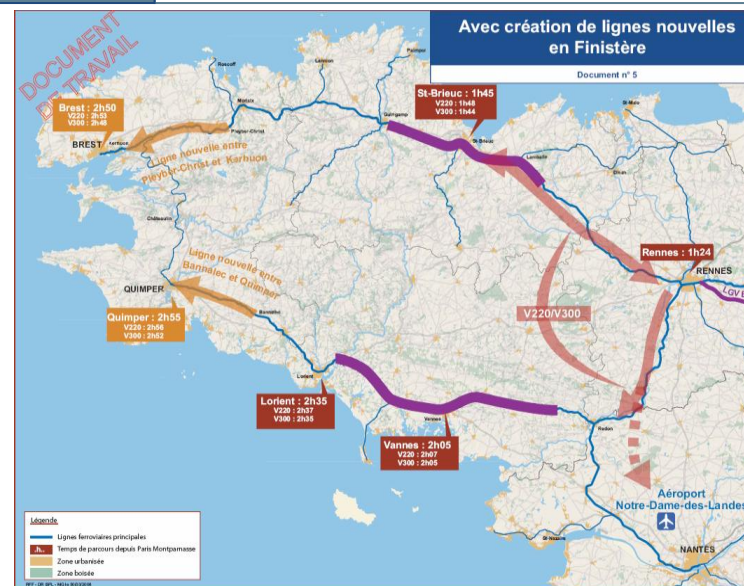
Carte n°56

#### Modernisation des axes RENNES/ BREST & RENNES / QUIMPER



Carte n°57

#### Projets potentiels de nouvelles lignes en Finistère



Source : « Proposition pour un plan ferroviaire breton », Région Bretagne.2008

Deux types de zones existent sur le territoire de CCA :

## II.5 Des zones d'activités et artisanales à valoriser et à optimiser<sup>20</sup>

### a) L'offre en zones d'activités économiques

La Cornouaille compte 147 zones d'activités économiques (ZAE) en 2008, gérée majoritairement par les EPCI. Les capacités foncières du Pays sont de 1 770 ha et se composent de :

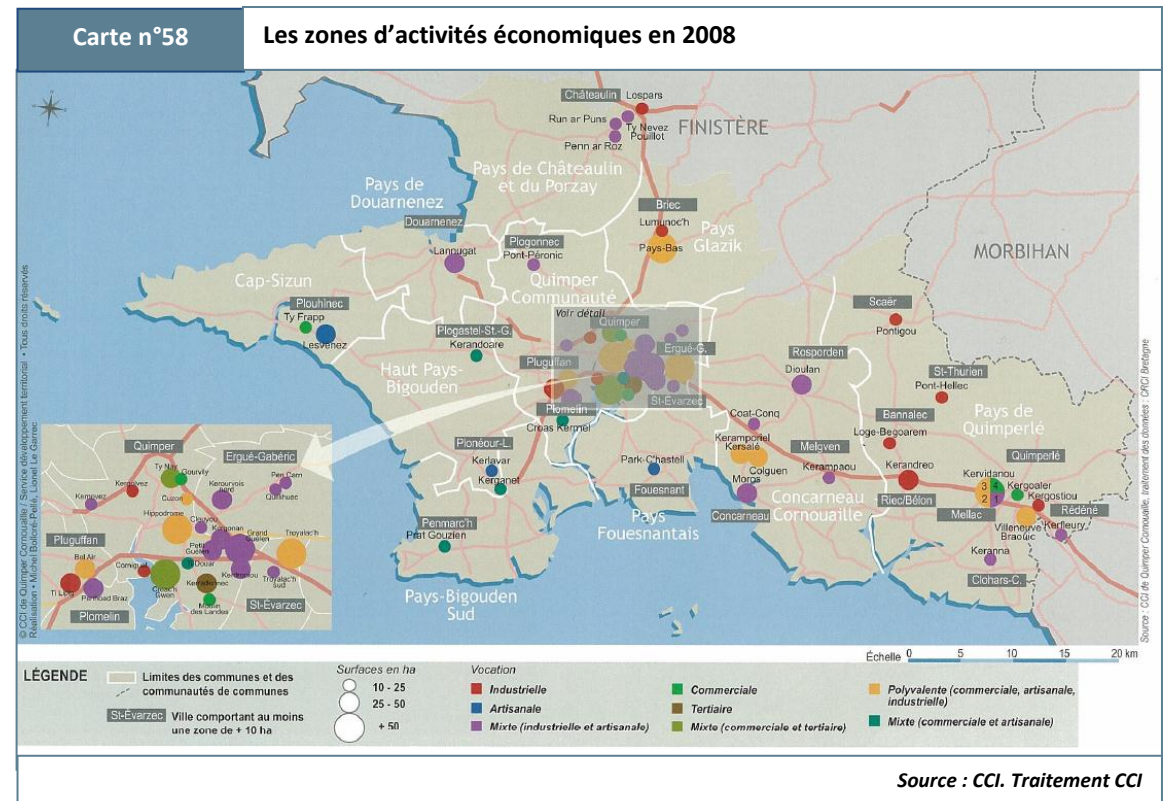
- 1 446 ha occupés par des activités économiques ;
- 163 ha disponibles immédiatement pour l'accueil d'entreprises ;
- 161 ha prévus en extension et aménagements de nouvelles ZAE.

Les réserves diminuent progressivement du fait de la forte pression foncière. Seulement 9% des surfaces sont disponibles à court terme. En prenant en compte leur vocation, leur emplacement, et la taille des lots, peu de zones d'activités pourront accueillir des entreprises de grandes tailles.

Dans le Pays de Cornouaille, le territoire de CCA occupe la troisième position en 2008, en termes de surfaces existantes et disponibles :

- Quimper Communauté : 764.7 ha existants dont 118.5 ha disponibles ;
- Pays de Quimperlé 279,9ha existants dont 66.5 ha disponibles ;
- CCA : 220.5 ha existants dont 46.8 ha disponibles.

- **ZAE Mixtes (industrielles et artisanales)** : Dioulan (+ de 50 ha) à Rosporden, Moros (+ de 50 ha) et Coat Conq (de 10 à 25ha) à Concarneau et Kérampao (de 10 à 25 ha) à Melgven ;
- **ZAE Polyvalentes (commerciales, artisanales, industrielles)** : Kéramporiel- Kersalé et Colguen à Concarneau (+ de 50 ha chacune).



<sup>20</sup> D'après la rencontre du service économie et tourisme de la CCA. Septembre 2008.

## b) Le positionnement du territoire de CCA : atouts, contraintes et potentialités

En matière de zones d'activités, le territoire de CCA affiche plusieurs critères d'attractivités majeurs :

- Disponibilité des terrains encore importante ;
- Localisation ;
- Prix du terrain.

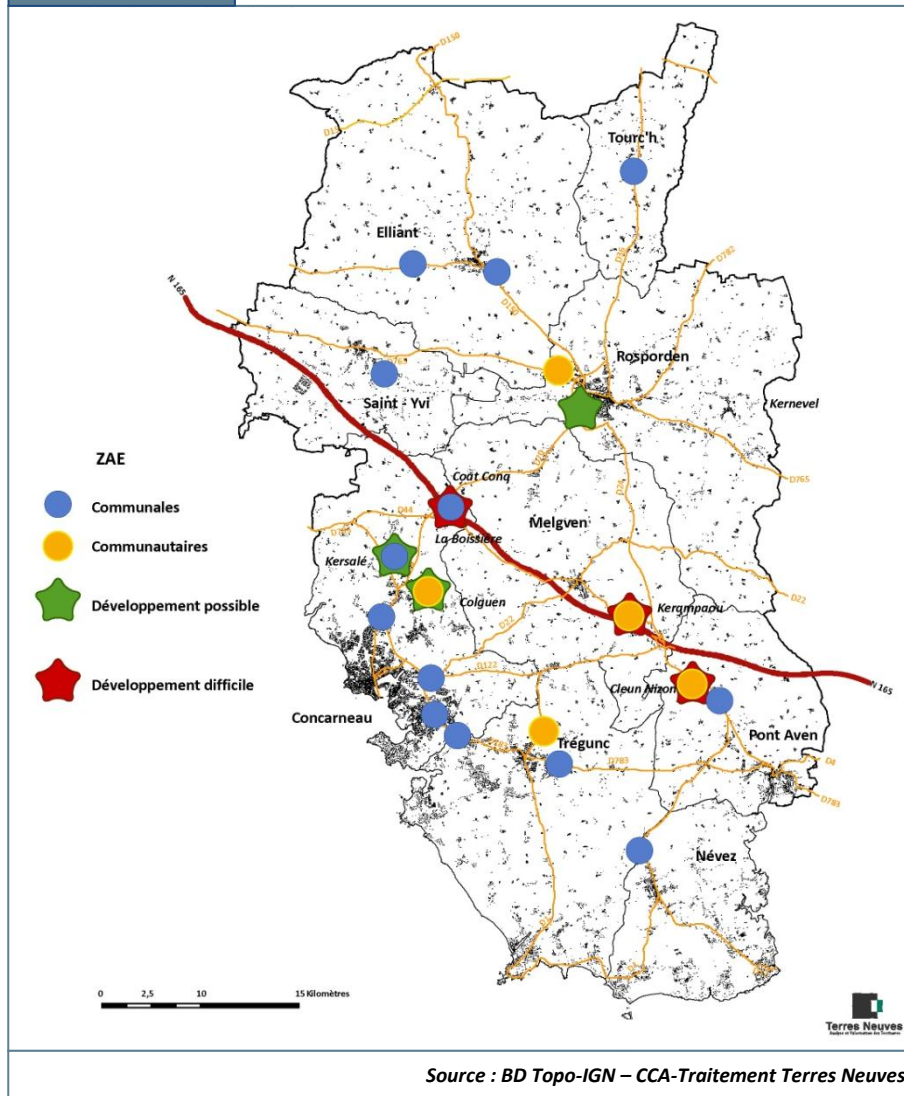
La disponibilité et la localisation des terrains sur les ZAE du territoire, présente une situation hétérogène. Certaines zones, comme Cleun Nizon (Pont-Aven) ont des efforts à produire en termes d'équipements. A l'inverse, Colguen (Concarneau), placée à l'entrée du pôle urbain, à 3 minutes de la RN 165, avec des prix diversifiés du moyen au haut de gamme (de 17 à 50 € le m<sup>2</sup> contre 11 à 13 € le m<sup>2</sup> sur la zone de Kersalé à proximité) constitue un réel atout à valoriser.

Contrairement aux territoires voisins (échangeurs du Kervidanou à Quimperlé et de Troyalac'h à Quimper/Saint-Evarzec.), le territoire de CCA connaît un développement limité des zones d'activités à proximité des échangeurs de la RN165. La raison est l'éloignement entre pôles urbains et échangeurs.

Les zones de Kerampaou, Coat Conq et de la Boissière, n'ont pas vocation à se développer. En effet, Kerampaou est une zone éloignée du bourg de Melgven, sans aucun services à proximité, ni d'assainissement collectif (idem pour les autres zones). Par ailleurs, il reste très peu de terrains à construire sur ces zones et certains terrains nécessitent des travaux d'accès importants comme sur Coat Conq.

Carte n°59

Les ZAE situées sur CCA



Notons, que le développement des zones de l'échangeur de Coat Conq n'est pas souhaitable en direction de Concarneau. Il est nécessaire de conserver une coupure d'urbanisation entre ces zones et les zones à l'entrée de Concarneau, pour éviter une urbanisation linéaire déjà bien entamée le long de la RD 70.

En première analyse, le territoire de CCA ne nécessite plus l'aménagement de grandes ZAE, à l'exception de Rosporden dont les espaces voués aux activités économiques sont remplis. Le sud du centre-bourg de Rosporden, le long du projet de déviation du bourg offre de bonnes potentialités.

Afin d'être davantage attractive, les ZAE devront être de très bonne qualité sur le plan des équipements, des réseaux et de l'intégration des préoccupations énergétiques et environnementales.

#### **. Les parcs artisanaux et les pépinières d'entreprises : un besoin d'espace**

Le territoire de CCA ne dispose pas de parcs artisanaux significatifs. Il y a pour les artisans du territoire, un réel besoin d'espace permettant de dissocier activité (ex. l'atelier) et habitation, ce qui :

- Facilitera la transmission de l'entreprises ;
- Limitera les nuisances (ex. Pollution sonore) liées à certaines activités.

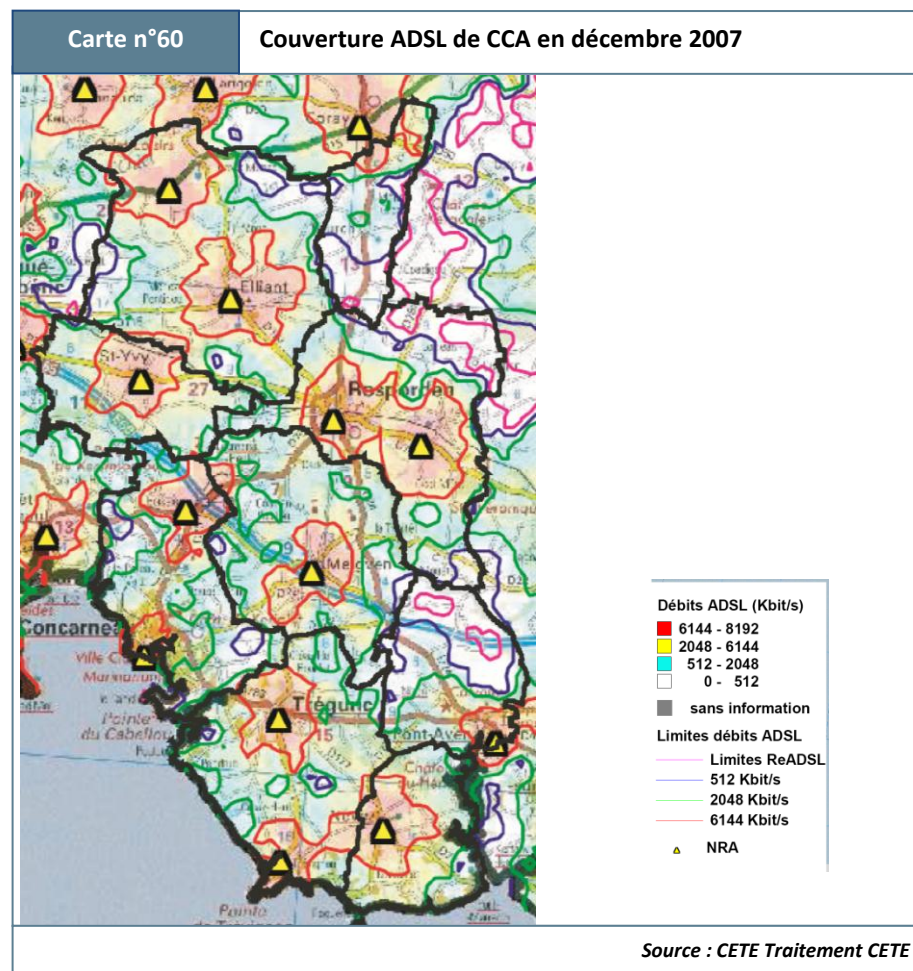
Ainsi, la création de micro parcs artisanaux de 2 ou 3 lots, en continuité ou intégrés au tissu urbain existant est fortement encouragée. Il faut maintenir l'emploi dans les zones agglomérées, où les entrepreneurs peuvent développer leur activité proche de chez eux.

A titre d'exemple, pour exploiter les spécificités économiques du territoire, en confortant les entreprises locales, Concarneau développe un projet de pépinières d'entreprises.

## II.6 Communication numérique : une volonté de résorption des « zones blanches » en Bretagne

La région Bretagne est très active pour résorber l'ensemble des zones blanches, afin d'offrir un égal accès aux nouvelles technologies. Il s'agit de proposer le numérique pour tous (grâce à une couverture totale du territoire à court terme et à une promotion des usages auprès du grand public, des entreprises ...).

Sur le territoire, l'ensemble des centres bourgs est bien desservi. Les zones blanches se localisent essentiellement sur les communes de Tourc'h, au nord de Rosporden et de Pont-Aven.



## II.7 Un maillage de bourgs et de villages réparti sur l'ensemble du territoire<sup>21</sup>

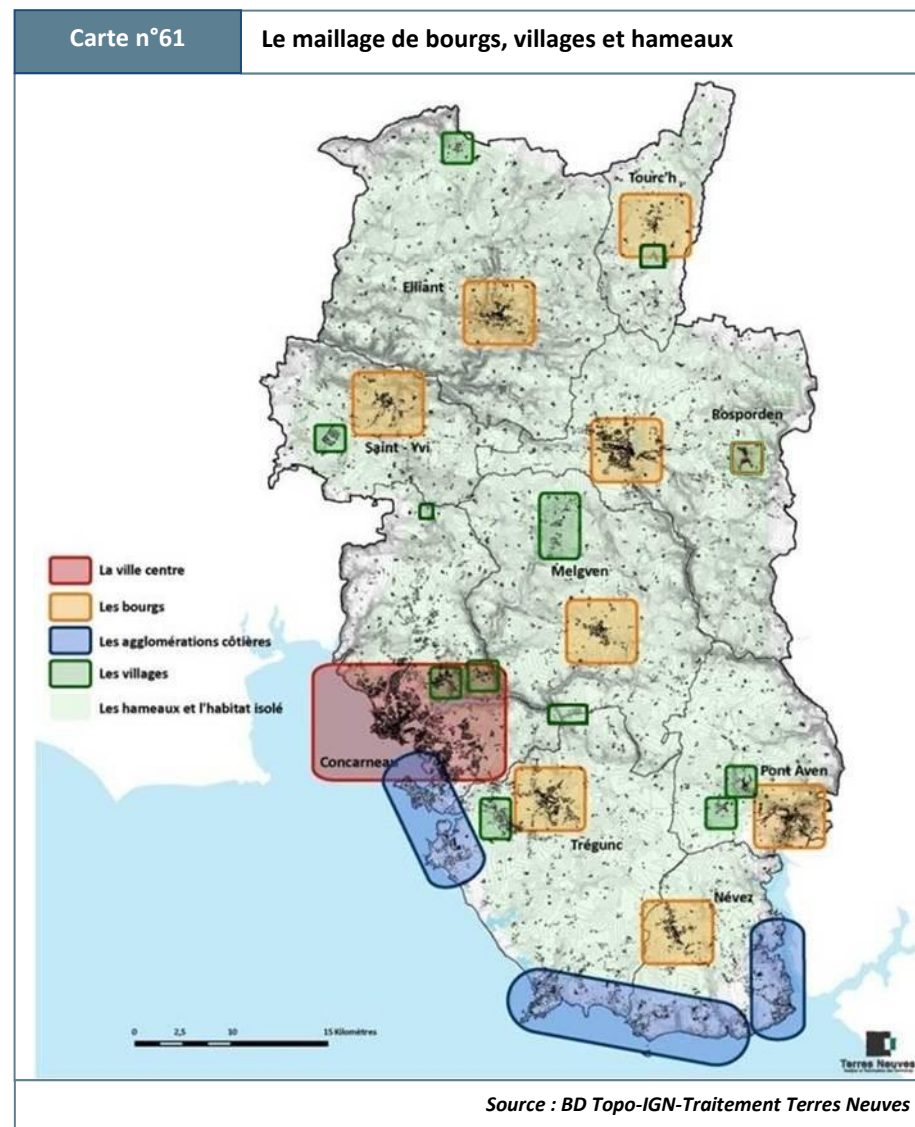
Historiquement le maillage de bourgs et de villages s'est superposé aux anciennes et principales infrastructures routières du territoire. Le carrefour est devenu le centre bourg, plus ou moins important en fonction de l'importance des voies qui le traversent. Concarneau comme ville portuaire a connu un développement urbain lié à son activité maritime, commerciale et plus récemment au développement du tourisme.

Dans les campagnes, la structure dispersée de l'habitat est à mettre en relation avec le parcellaire agricole.

Le territoire se structure selon 4 niveaux :

- une ville centre : Concarneau ;
- des bourgs : Rosporden, Trégunc, Pont Aven, Névez, Melgven, Saint -Yvi, Elliant, Tourc'h et Kernével ;
- une « *agglomération côtière* » : entre Pendruc, Trévignon, Raguénés et Port Manec'h ;
- des villages comme Cadol sur la commune de Melgven, Nizon et Kroaz Hent hergoz sur Pont-Aven ;
- de hameaux à vocation agricole (fermes et exploitations) et à vocation d'habitat,
- d'habitat isolé.

<sup>21</sup> La définition du maillage de bourg, est réalisée à partir d'une interprétation sur ortho photos, cartographie SIG, images de terrains et données INSEE (RGP et RGPC).



## a) La ville centre : Concarneau

La ville close, noyau fortifié originel du port de Concarneau, s'est développé conjointement à son accroche sur la baie (ex : Quartier du Passage). Celle-ci s'est urbanisée au fur et à mesure que l'activité portuaire nécessitait plus d'espace : taille des navires, stockage des marchandises... (cf. cartes ci contre datant du début 18<sup>ème</sup> siècle).

Ainsi, à partir du XIX<sup>ème</sup> siècle la rive Ouest est occupée par un maillage orthogonal classique, ainsi que par de vastes espaces économiques (conserveries, chantiers ...) traduisant la vitalité de la ville. La gare en venant connecter Concarneau au reste du territoire, a accentué le développement urbain de la ville vers le nord. A partir de cette date l'organisation de la ville se dirige vers le nord (Gare), vers le port de pêche actuel et s'étirent progressivement vers le littoral avec le développement du tourisme balnéaire :

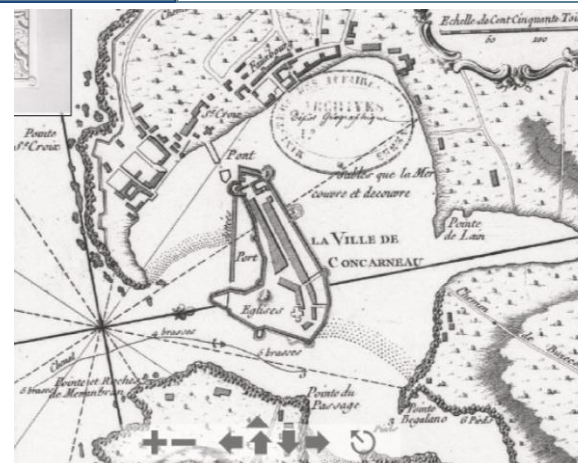
- vers l'ouest : quartier du Sable Blanc
- vers l'est jusqu'à la pointe du Cabellou.

Vers la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, les activités industrielles et commerciales, qui étaient traditionnellement liées au port se sont déplacées vers le nord en direction de la RN165.

A l'intérieur des terres deux hameaux à l'origine ancienne se sont développés conjointement à l'essor du port. Il s'agit de Beuzeq Conq et de Lanriec. Toutefois, si Beuzeq Conq n'est pas intégré dans l'enveloppe urbaine de Concarneau, Lanriec est en continuité de la ville.

## Cartes n°62

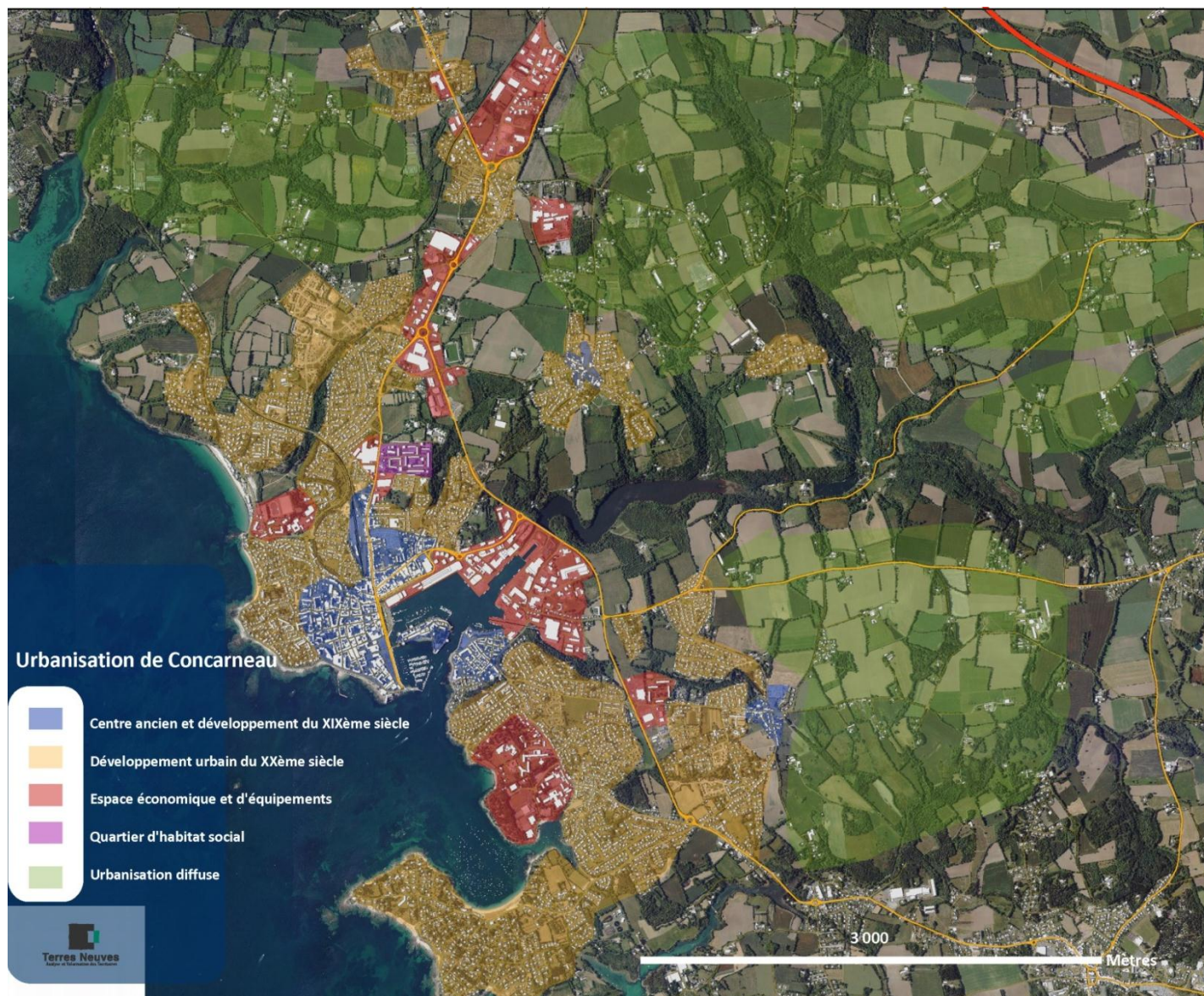
## Plans historiques de Concarneau



Bellin Jacques Nicolas - 1703 - 1772.  
Source : Bibliothèque numérique de la BNF



Source : BNF-



*Photos : Concarneau*



**Centre historique**



**Extensions pavillonnaires récentes**



**Zones portuaires**



**Extensions XIX<sup>ème</sup> siècle**

## b) Les bourgs : l'exemple de Rosporden

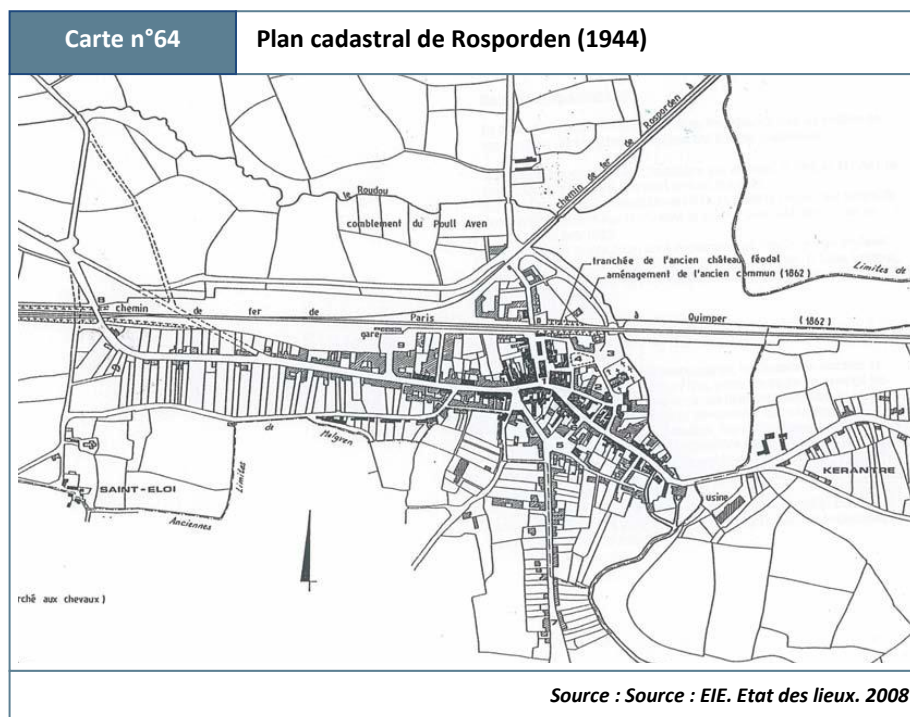
Rosporden est le bourg carrefour par excellence. Il se situe au croisement de la route de Quimper/ Vannes et de la route Concarneau/Châteauneuf du Faou (est-ouest et nord-sud), qui sont deux axes structurants majeurs pour le Finistère (cf. carte ci contre).

La création de la voie ferrée au XIX<sup>ème</sup> siècle, seule voie ferrée du Sud Bretagne, a amplifié le rôle de carrefour de Rosporden. La voie ferrée coupe le développement du bourg vers le nord, et a constitué une limite longtemps infranchissable, tout en amplifiant sa forme linéaire Est Ouest, en « ville rue ».

Au sud-ouest du centre ancien, sur le plateau dominant la vallée de l'Aven, les quartiers récents se sont développés dans une logique différente à l'aménagement historique de Rosporden (cf. carte page suivante). Il s'agit d'un développement à vocation résidentiel, au maillage de rues complexe. Sur ce secteur, le bâti est peu dense.

Les extensions urbaines datant principalement du XX<sup>ème</sup> siècle, implantées au nord de la voie ferrée sont comparables à celles du Sud avec une trame viaire est plus éclatée.

Les activités se sont développées à l'ouest de la ville (ZI de Dioulan) et au sud (déviation de Rosporden).





Carte 65 : Urbanisation de Rosporden

Photos : Rosporden



Centre bourg de Rosporden



Au premier plan la gare de Rosporden, puis en arrière plan les développements urbains du milieu et fin XXème siècle.

### . Les bourgs : l'exemple de Melgven

A l'instar de Rosporden, Melgven est aussi un bourg carrefour, entre la D22 et la D44. D'après l'orthophoto ci –contre, on remarque que la structure du bourg épouse les voies de communications pour former une véritable étoile à cinq branches, avec en son centre, deux places (place de l'église / Mairie (cf. photo ci contre), et place du Grand Chêne). Sur Rosporden, cette étoile n'est pas aussi bien dessinée, à cause de la voie ferrée qui a coupé et contraint son développement.

A partir de cette structure initiale, l'espace compris entre les voies s'est urbanisé principalement à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, notamment entre la route de la Boissière au sud-ouest (D22) et la rue du stade (D44) au sud-est. Les développements urbains ont tendance à se linéariser sur la D44 en direction de l'échangeur routier de Kérampaou.

A l'exception du petit centre commercial proche du bourg, les activités économiques se localisent à proximité de l'échangeur.



*Carte 66 : Urbanisation de Melgven*

Photo :  
Place de Melgven  
Eglise à droite et mairie à gauche

### c) Les villages : L'exemple du village de Cadol à Melgven

Cadol est un carrefour historique entre la D70 (Rosporden – Concarneau) et Melgven. Il possède un élément de patrimoine historique (chapelle) mais aussi des services et équipements comme le groupe scolaire en extension.

Cadol comme de nombreux autres villages donner lieu à peut donner lieu à des urbanisations nouvelles relativement importantes.



Carte 67 : Urbanisation de Cadol

### d) Les agglomérations à vocation dominante d'activités : L'exemple Coat Conq à Concarneau

#### **Sa localisation :**

Bien que située sur une commune littorale, Coat Conq ne se trouve pas à proximité immédiate du rivage de la mer mais à plusieurs kilomètres.

Il n'y a aucune co-visibilité entre Coat Conq et le littoral du territoire du SCoT. Les dégradations sur les paysages et le patrimoine bâti sont donc limitées.

L'agglomération se situe à proximité d'infrastructures de transports majeurs (échangeurs de voies express, voies ferrées, routes départementales structurantes du territoire SCoT...) permettant ainsi une bonne desserte interne et externe du territoire du SCoT.

Cette localisation apporte aux entreprises qui y sont installées ou qui voudraient s'y installer une situation stratégique sur le territoire et facilite ainsi leur fonctionnement (approvisionnement, distribution...).

#### **Ses fonctions :**

Les entreprises installées sur Coat Conq, ou qui voudraient s'y installer, ont des activités générant des nuisances (sonores, olfactives, etc.) voire des risques (Seveso, etc.). Il n'est pas souhaitable que ces entreprises viennent s'installer en continuité des principales agglomérations à vocation dominante d'habitat regroupant une population importante. Au contraire, l'installation de ces entreprises dans ces agglomérations-villages à vocation d'activités limiterait de façon importante les nuisances et les risques technologiques auprès des habitants.

Ainsi, les activités, qui sont appelées à s'y installer ont des fonctions industrielles, logistiques, artisanales ou commerciales non compatibles avec la proximité de l'habitat.

Cf. carte page suivante

**Carte 68 :**

**Agglomération à vocation dominante d'activités de Coat Cong**



#### **d) Les hameaux**

Sont qualifiés de hameaux ruraux les groupes de constructions\* qui répondent à la définition suivante figurant dans l'Etat Initial de l'Environnement.

Les hameaux ruraux sont des ensembles de constructions constitués de plus de trois maisons. Ils ne peuvent être qualifiés de villages du fait de leur faible taille ou de leur caractère lâche. Ils se différencient du village par l'absence de tout bâtiment d'usage social ou collectif (mairie, école, église...). Différents types peuvent être identifiés :

- Les hameaux d'origine ancienne, très répandus. On y trouve parfois des maisons récentes. Souvent, une seule maison est présente, celle de l'agriculteur. En cas de cessation de l'activité agricole, les bâtiments anciens sont rachetés et rénovés, les granges et bâtiments d'exploitation sont transformés en habitation, et des pressions se manifestent pour rendre constructibles les terrains environnants.
- Les hameaux récents, créés ex-nihilo en linéaire ou « en tas » (lotissements de ...), ou ayant pris forme à partir d'un habitat isolé. Les hameaux peuvent devenir des villages par extensions progressives, si l'on s'en tient au seul critère du nombre de maisons. Toutefois, le risque d'absence d'espace public, de services publics ou privés, les condamne à demeurer de simples « dortoirs ».



**Carte 69 :**

**Hameau ancien, à vocation agricole**  
(ci-dessus)

**Hameau récent à vocation d'habitat**  
(ci-contre)



### e) L'habitat isolé

Il peut être classé en trois types :

- La construction totalement isolée, ancienne ferme ou maison relativement récente ;
- Une ou deux fermes traditionnelles voisines de leurs annexes et dépendances ;
- Des unités d'habitation de deux ou trois maisons : habitat linéaire le long des voies de circulation, ou d'un carrefour secondaire, ou dispersé.



*Photos : Ferme agricole à Tourc'h*



*Photos : Maison isolée vers Maoguen Saint-Yvi.*

### f) L'agglomération côtière : l'exemple de Port Manec'h

« L'agglomération côtière » occupe aujourd'hui une place importante dans le maillage du territoire du SCoT, en termes de poids de population, d'habitat, d'espace consommé et de retombées économiques.

L'urbanisation s'est appuyée dans un premier temps autour du port et de la rue du Port (D77), pour largement l'englober, afin que le maximum de maison puissent avoir une vue sur l'océan.



*Carte 70 : Urbanisation de Port Manec'h*

## II.8 Un cadre historique, patrimonial et culturel de renommée internationale

### II.8.1 Une culture maritime vivante

#### a) Les structures locales de découverte et de partage du monde maritime

La culture locale est fortement imprégnée de la mer, par son histoire militaire jusqu'au XVIII<sup>ème</sup> siècle (Concarneau), par son activité économique, autour de la pêche hauturière ou côtière, des chantiers et du commerce puis progressivement par l'essor du tourisme balnéaire et du nautisme.

Cette culture de la mer très vivante aujourd'hui est en cours d'évolution, liée à la mutation de la filière pêche.

Des structures locales œuvrent à la connaissance du monde maritime et facilitent la pratique de la mer.

**Le Musée de la pêche** (label « Musée de France » le 1er février 2003), créé en 1961 est un centre historique et technique de présentation et de documentation du monde de la pêche sur 1 500m<sup>2</sup>. Il a pour objectif de préserver et de mettre en valeur des témoignages pour donner aux visiteurs une vue dynamique qui ne fige pas les éléments du passé.

Les visiteurs sauront et comprendront "qui pêche quoi, où et comment", sur la construction des navires et sur toutes les méthodes de conservation du poisson.



**Le Marinarium** de Concarneau situé dans une des plus anciennes stations de biologie marine du monde (1859), joue le rôle d'interface entre le grand public et les chercheurs. Il montre la science « en train de se faire » dans le domaine de la vie marine, l'environnement et le devenir des océans.

Dans le domaine du nautisme, **l'école de voile des Glénans**, première école de voile d'Europe, est née il y a plus de 60 ans en Bretagne, sur l'Archipel de Glénan, au large de Concarneau. Elle est aujourd'hui reconnue comme une référence dans le monde de l'enseignement de la voile, et accueille plus de 14 000 stagiaires et moniteurs par an.

#### **b) Les manifestations maritimes**

Des manifestations sportives et culturelles prolongent la culture de la mer, pour la faire connaître et apprécier des visiteurs.

**Le festival « Livre mer 2008 »** est un événement important pour Concarneau, qui abordera cette année les grandes aventures polaires, un hommage à Éric Tabarly, ainsi que les enjeux que pose aujourd'hui la protection des mers et des océans.

Depuis 2005, **la transat AG2R**, qui relie Concarneau à Saint-Barth est un événement nautique majeur pour la ville et le monde maritime.



Photo : Véolia environnement  
Skipper par Roland Jourdain  
et Jean-Luc Nélías

## II.8.2 Ville Close et baie de Concarneau : un patrimoine historique emblématique

**Concarneau, « ville d'art et d'histoire »** bénéficie d'une reconnaissance nationale, voire internationale. La ville s'est développée autour de sa célèbre ville close, cité fortifiée du XV<sup>ème</sup> et XVI<sup>ème</sup> siècle et remaniée au XIX<sup>ème</sup> siècle. Mer et histoire urbaine sont étroitement liées.



*Photos : La ville close vue de l'extérieur*

Si la ville close est un quartier historique majeur pour Concarneau, le site naturel de la « **baie de Concarneau** » et le site urbain dans lequel elle s'inscrit en sont l'écrin.

En effet, l'architecture des villas et hôtels du XIX<sup>ème</sup> siècle, sur le quai Pénéroff, liés à l'essor du tourisme balnéaire et à l'activité maritime (ex. résidence des maîtres de chaloupe et autres négociants (XVIII<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècles), ainsi que la réalisation des halles en 1855 par l'architecte Joseph Bigot, confèrent urbanité et grande tenue à la ville.

Cette ambiance urbaine se confronte dans le prolongement des quais au port de pêche, la criée, les conserveries. On passe d'une architecture bigarrée, aux couleurs variées à une architecture monumentale, liée à l'activité de pêche et de commerces. Il s'agit de l'architecture des grandes façades, des bâtiments d'activités industriels, qui pour les amateurs du monde marin et les autres, font de Concarneau une ville historique emblématique.



*Photos : La ville close au cœur de la baie de Concarneau, est entourée :*

- du quai Pénéroff, et de son alignement de façades rythmé par des couleurs et hauteurs différenciées ;
- du site de la criée, marqué par la monumentalité des bâtiments et l'homogénéité des couleurs dans les tons de gris.



### II.8.3 Un riche patrimoine historique entre terre et mer

Hormis les grands sites emblématiques du territoire de CCA (Concarneau et la ville close, Pont-Aven), d'autres bourgs et patrimoine participent à l'attractivité du territoire, qu'ils soient maritime ou de l'intérieur des terres (cf. carte ci-contre).

Le patrimoine religieux est très important et illustre aussi un trait culturel caractéristique. Ainsi de nombreuses chapelles, églises, mais aussi des calvaires, sont recensés monuments historiques classés ou inscrits.

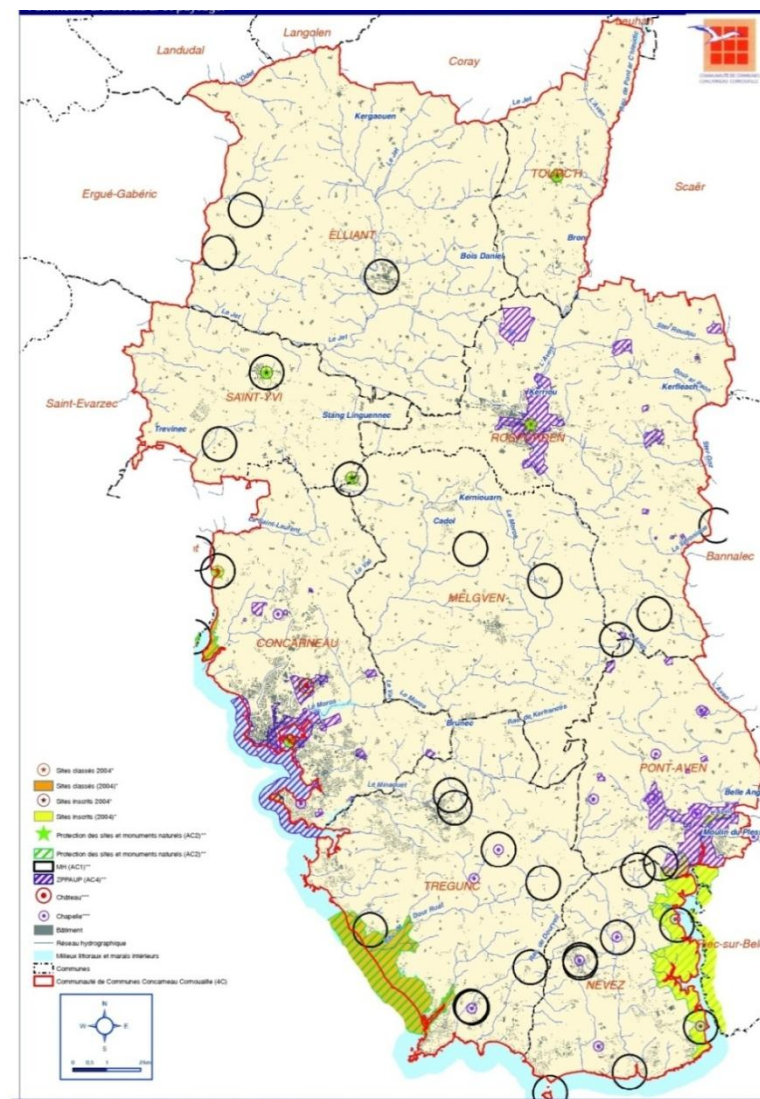
Par exemple, le centre du bourg de Rosporden, regroupe une église du XIII<sup>ème</sup> siècle avec un cimetière attenant, ainsi que la chapelle du Moustoir, datant du XV<sup>ème</sup>- XVI<sup>ème</sup> siècle. Notons aussi la chapelle de Locmaria- Hent, le calvaire de Nizon (Pont Aven) et l'église Saint Gilles à Elliant.

Notons la présence de quelques châteaux bien conservés : château de Keriulet, à Beuzec-Conq, le château du Hénan sur l'Aven à Névez (première moitié du XVI<sup>ème</sup> siècle), la villa château à la pointe de Trévignon à Trégunc.

Notons aussi les parcs attenant aux châteaux (celui de Kerminacquet ou encore de Kerminy) mettent en avant l'attractivité ancienne de Concarneau et la prospérité de ce territoire.

Carte n°71

Patrimoine architectural et paysager



Source : BD Carthage – DIREN. Traitement : SCE

Les liens étroits qui unissent les hommes à la mer, constituent des témoins précieux et toujours vivant de la culture locale. De nombreux bâtiments en fonction aujourd'hui participent à l'attractivité et à l'ambiance maritime du territoire. Notons par exemple, le moulin à marée du Hénan sur l'Aven (Névez), les abris du Marin (1901) de Concarneau et de Lanriec, les nombreux phares, le bac du passage de Concarneau...



*Photo : Phare de Port Manec'h constitue un élément patrimonial participant à la qualité paysagère.*

## II.8.4 L'école de Pont-Aven

Fréquenté depuis 1860 par des peintres qui ont lancé la mode des sujets bretons et à partir de 1870 par une colonie d'artistes américains, Pont-Aven a atteint le sommet de sa notoriété en 1886 avec la naissance d'une véritable école dont les noms les plus célèbres sont Gauguin, Bernard, Sérusier...

Le patrimoine a inspiré les peintres de l'Ecole de Pont-Aven : le Bois d'Amour, la chapelle de Trémalo et son Christ jaune, le calvaire de Nizon.

Aujourd'hui, le musée des beaux-arts de Pont Aven a pour vocation de faire connaître les peintres qui ont exprimé leurs talents dans le bourg. Pont-Aven bénéficie d'une grande notoriété dans la peinture, largement valorisée et exploitée par la présence de nombreuses galeries.



*Photo : Rue principale de Pont-Aven- Cadre architectural de grande qualité qui a inspiré les peintres de l'école de Pont Aven*

## Conclusion partielle : Des points d'appui à conforter

### Pour une diversification de l'économie maritime

Concarneau est le premier port français en volume de poissons pêchés grâce notamment à la pêche tropicale (Océan Indien et Golfe de Guinée). Si la pêche est un secteur en difficulté, elle reste cependant extrêmement puissante en termes d'emplois et de revenus économiques : *plus de 2 000 emplois (57% en mer, 43% à terre) et 110 entreprises liées sur le territoire*. La pêche étant un pilier historique de l'économie maritime, c'est l'ensemble du secteur qui est lié à son devenir. **Encourager la diversification de l'économie maritime constitue un enjeu du SCoT.** Cela signifie par exemple de :

- Pérenniser et développer des savoir-faire dans le domaine de la construction et de la réparation navale, ce qui implique une stratégie foncière sélective dans l'espace péri portuaire.
- de faire évoluer le patrimoine lié au secteur de la pêche.

L'activité de plaisance est victime de son succès, et les anneaux deviennent rares... Cette question pourrait être développée dans le cadre d'un « volet maritime ».

### Pour une structuration du territoire par les grands réseaux de transports publics départementaux et régionaux

La fréquentation de la gare de Rosporden a connu une très forte augmentation ces dernières années et l'on prévoit une multiplication par trois à l'horizon 2020 (déplacement domicile-travail).

Toutefois, **la gare de Rosporden devra se positionner comme un pôle d'échange multimodal**, affirmant une intermodalité bus / train (cf. augmentation des correspondances et des fréquences), voiture / train, modes doux / train, par un projet urbain porteur :

- Mixer le besoin de parkings avec la nécessité de faire de l'habitat et de développer l'activité tertiaire ;
- Constituer des réserves foncières pour le stationnement, tout en économisant l'espace (ex. Parkings silo).

**La ré-ouverture de la ligne ferrée entre Rosporden et Concarneau, devra être conditionnée à la réalisation d'un projet de ville concarnois d'ambition.**

Faire évoluer l'organisation des transports sur le territoire de CCA, en simplifiant le nombre d'intervenants, en organisant les correspondances et en améliorant la lisibilité des lignes à partir d'une armature de bourgs et villages définie (cf. Capacités d'accueil), pourra être envisagée dans le cadre d'une Communauté d'Agglomération.

### Pour une complémentarité et une consolidation de l'activité touristique

Conforter la très forte attractivité touristique, nécessite une évolution d'un tourisme de passage à un tourisme de plus longue durée, notamment par :

- la réalisation d'un équipement structurant ;
- la réalisation potentielle d'équipements de loisirs répondant à des spécificités locales ;
- la requalification des campings ;
- l'enrichissement de l'offre hôtelière, notamment de grande qualité ;
- l'appui à des structures d'accueil et écoles existantes afin de partager la culture maritime locale (nautisme).

Afin de profiter pleinement de l'attractivité littorale, la politique touristique devra jouer pleinement la complémentarité entre tourisme littoral et de l'intérieur des terres. L'économie touristique rurale est une filière source d'activités, d'emplois et de valeur ajoutée pour le nord du territoire.

### Pour une agriculture durable, diversifiée et innovante

Mettre en cohérence une agriculture puissante et une démographie dynamique qui nécessitent des logements, est un enjeu du SCoT. L'intérêt pour l'économie agricole est de soutenir l'activité en permettant aux agriculteurs soit de protéger leur exploitation soit d'accéder facilement au foncier. A ce titre, des outils de protection des espaces agricoles et/ou naturels existent :

- Les Zones d'Agriculture Protégée (ZAP). Elles permettent de délimiter un zonage réservé à l'agriculture dite « durable ».
- Les Périmètres d'Espaces Agricoles et Naturels (PAEN). Ils doivent permettre de protéger les espaces agricoles et naturels des zones périurbaines qui sont soumises à une forte pression foncière.

Outre ces outils de maîtrise foncière, le SCoT pourra projeter des « coupures d'urbanisation » et dans le cadre de la loi littorale des « coupures vertes ».

Le Grenelle de l'Environnement a fixé pour objectif à 6%, la SAU en agriculture biologique à l'horizon 2012. Cette agriculture est particulièrement adaptée à la frange littorale où les parcelles agricoles sont morcelées et l'agriculture sous pression (forte attractivité touristique et urbaine).

### **Pour une optimisation du développement des ZAE et parcs artisanaux.**

Le territoire de CCA bénéficie d'une très bonne connexion aux réseaux de communication. Tirer pleinement profit de cette situation signifie proposer des ZAE concurrentielles, en termes :

- de prix du foncier ;
- d'accessibilité ;
- de cadre (équipements, services, commerces à proximité, ...) ;
- de qualité paysagère et environnementale.

Atteindre ce degré de réalisation nécessitera une optimisation des ZAE existantes, en privilégiant la densification et la structuration avant tout projet d'extension et de création.

Afin de privilégier la cohérence du développement économique territorial, les activités artisanales devront préserver un rapport de proximité et une qualité de service à la population.

Il est important pour anticiper les besoins économiques futurs de constituer des réserves foncières, en privilégiant le potentiel de reconversion de certains espaces urbains en friche.

### **Pour une pérennisation du commerce de proximité et des GMS bien positionnées face à Quimper**

### III. Les points de fragilité



*Photo : Quartier résidentiel de Kerencalvez - Concarneau*

### III.1 De la dispersion au mitage : une artificialisation progressive du territoire

#### III.1.1 L'importance du bâti à proximité du trait de côte

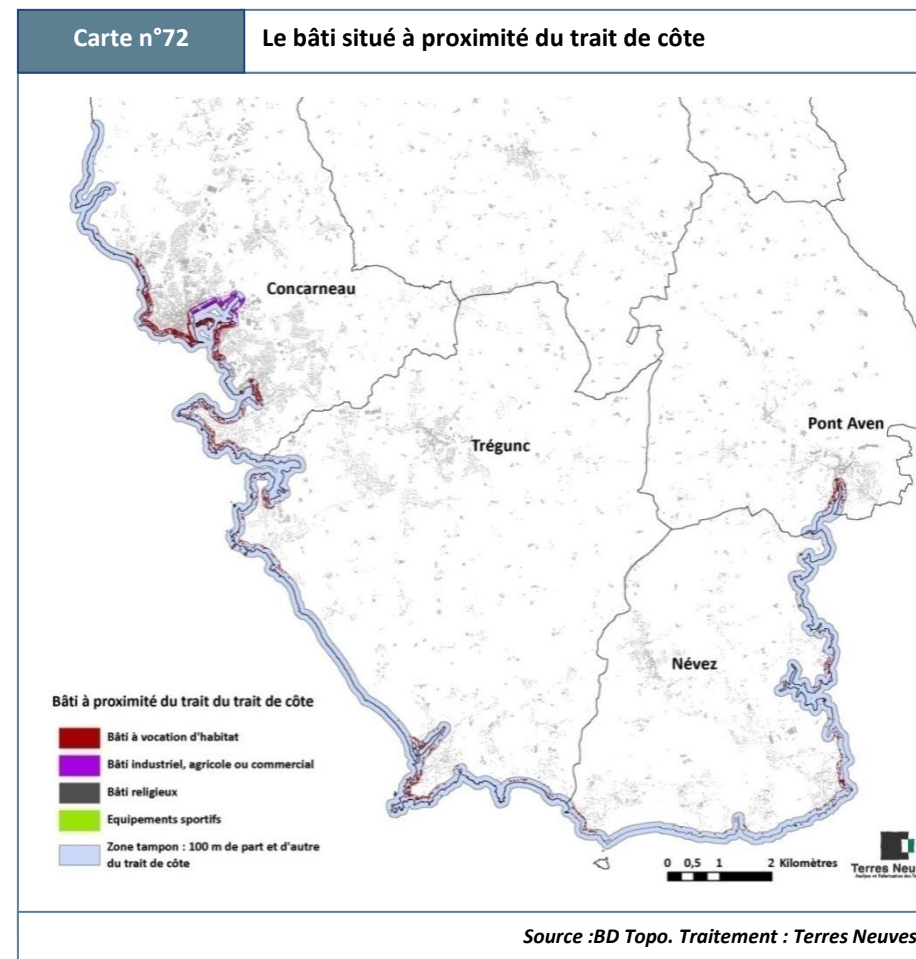
Les communes littorales du territoire du SCoT, sont le théâtre d'un développement rapide de l'habitat lié à leur l'attractivité touristique.

La carte ci-contre montre la plus ou moins grande importance du bâti sur une bande de 100 mètres.

Ce bâti concerne principalement les extensions récentes résidentielles sur les communes de Névez et Trégunc. Pour Concarneau dont la ville historique s'est développée grâce au commerce et la pêche, et Pont-Aven, en fond de la ria, la situation et l'analyse seront différentes des deux premières communes.

En effet, le bâti qui se localise sur une bande de 100 mètres représente 16.8% de la surface du bâti total de Concarneau, soit 24 ha sur 142 ha. Toutefois, ce chiffre cache des typologies d'habitat fortement différentes. En faisant abstraction du port de pêche, du quai de La Croix (centre historique) ainsi que du quartier du Passage Lanriec, nous observons un développement important du bâti résidentiel dans une bande de 100 mètres sur les Sables Blanc à l'ouest et le Cabellou à l'est.

Pont-Aven est beaucoup moins concerné par le développement du bâti sur cette bande de 100 mètres. Il représente 3.5% de la surface totale du bâti de la commune, soit 1.3 ha sur 37.6 ha. Il s'agit principalement du bâti du centre historique (Roz an Bidou, Roz Goden, et le Quai).



Sur Névez, le bâti qui se situe sur une bande de 100 mètres, représente 7.4% de la surface totale du bâti de la commune, soit 2.8 ha contre 38 ha. Il est exclusivement à vocation résidentielle. Trois secteurs sont principalement concernés : Kerdruc sur l'Aven, Port Manec'h et dans son prolongement vers l'ouest Rospico, Raguénez et Kerhoren.

Sur Trégunc, le bâti situé sur une bande de 100 mètres représente 3.7 ha, contre 67 ha au total, soit 5.5% de la surface totale de la commune. Il est exclusivement à vocation résidentielle. La façade océanique de la commune étant la plus importante du territoire, le nombre de secteurs concernés est conséquent avec

- Pouldohan – Pendruc,
- Loc'h Ven – Kerdollé,
- Trévignon et la Pointe de Trévignon.



*Photo : Habitation sur la plage  
Anse de Rospico – Commune de Névez*

### III.1.2 L'indice de dispersion : une mesure du risque de mitage sur le territoire

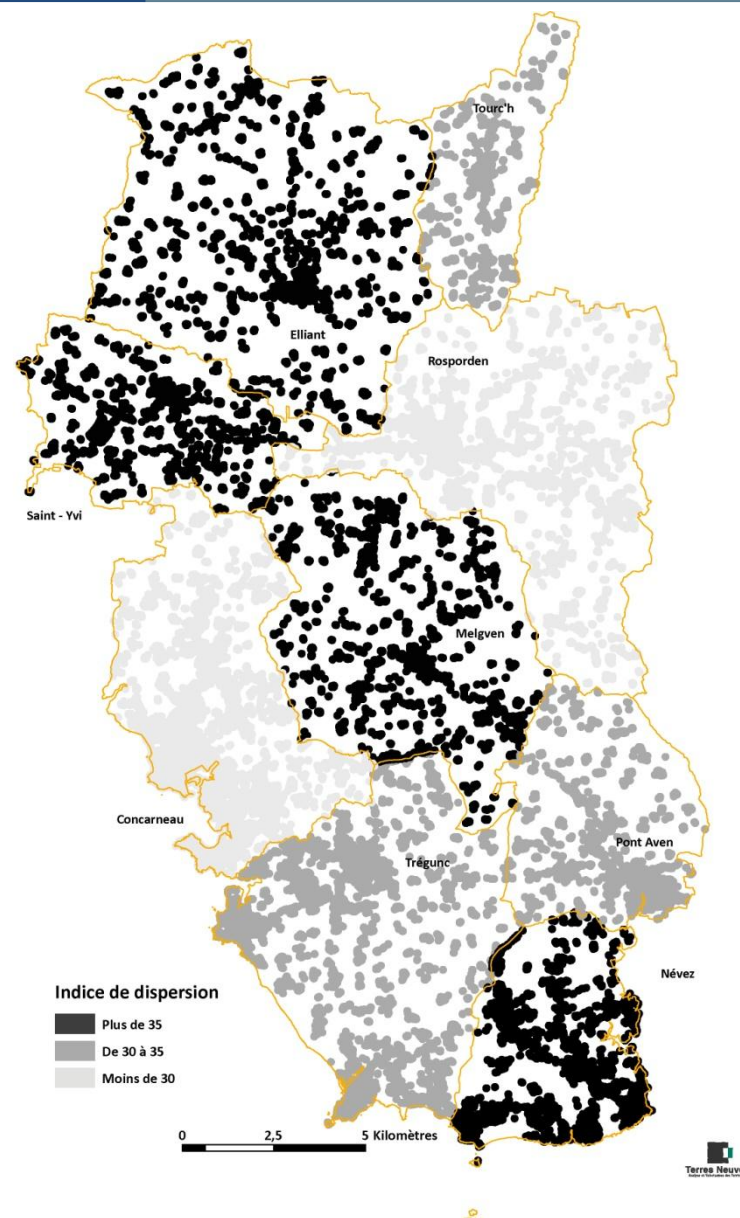
L'indice de dispersion permet de donner une information précise sur le risque de mitage des communes, induit par une plus ou moins forte dispersion du bâti.

Pour cela, Il est nécessaire de dissocier les deux notions, « habitat dispersé » et « mitage » :

- L'habitat dispersé correspond à est une distribution de l'habitat qui est le produit de la mise en valeur agricole du territoire ;
- Le mitage est un développement désordonné de l'habitat, sans relation avec un territoire.

Le coefficient global pour le territoire du SCoT est de 34, coefficient très élevé, à comparé des moyennes urbaines comprises entre 0 et 5.

Avec un indice de dispersion de 17.5, Concarneau est le pôle urbain le plus dense du territoire. Toutefois, cet indice est assez élevé pour un bourg aux fonctions urbaines importantes. Le bâti a tendance à se disperser vers le nord et à l'est de la commune. Dispersion visible sur le second pôle urbain du territoire : Rosporden, avec un indice de 28.6, soit 11 points de plus. Malgré une centralité secondaire affirmée sur le territoire, le risque d'une forte dispersion du bâti est réel.



Source :BD Topo. Traitement : Terres Neuves

Si Pont-Aven (31.3), Tourc'h (34.1) et Trégunc (34.8) se positionnent dans une fourchette commune, les raisons de se positionnement sont différentes.

Pont-Aven et Trégunc sont deux bourgs littoraux, en plein développement résidentiel du fait de leur attractivité touristique. Toutefois, ces bourgs disposent d'un centre et de villages (Nizon et Croat Henz sur Pont-Aven) qui polarisent, à l'échelle du périmètre communal une grande part du bâti et limite la dispersion.

La commune de Tourc'h connaît une situation différente. L'agriculture étant fortement structurante, la dispersion du bâti est moindre.

Elliant (36.5), Névez (38.7), Saint-Yvi (40.9), Melgven (42.8) ont un indice de dispersion largement supérieur à la moyenne du territoire du SCoT, ce qui souligne un risque important de mitage.

Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène :

- Une attractivité touristique importante qui engendre une forte dynamique résidentielle (Névez), encouragée par un centre bourg peu polarisant ;
- Une dynamique péri urbaine liée à la proximité de Quimper, qui placent ces Saint-Yvi et Elliant sous « pression », et accentue les risques de dispersion du bâti.

Melgven est une commune qui connaît une forte dynamique résidentielle induite par une forte accessibilité (échangeur de Kérampaou). Celle-ci provoque une large dispersion de bâti, en présence d'un centre bourg pas suffisamment polarisant par rapport à la dynamique constructive actuelle.

### III.1.3 Le développement urbain actuel : observation par orthophotographies

#### a) l'exemple de Concarneau



Le plan de gauche et l'orthophoto de droite soulignent l'étalement progressif de l'urbanisation de Concarneau le long du littoral à l'ouest du centre historique (photo 31). On observe :

- L'importance de la superficie consommée ;
- La linéarisation du bâti le long de voies de communication ;
- La constitution d'îlots d'habitat sans aucune structuration avec le reste du maillage viaire de la commune, ni entre eux ;
- La destruction progressive de la trame bocagère visible au niveau du nouveau quartier en cours de construction : la Maison Blanche ;
- L'étalement progressif de l'habitat et le « grignotage » progressif des espaces agricoles.

## b) L'exemple de Trégunc



Le plan de gauche et l'orthophoto de droite soulignent une urbanisation qui s'opère à partir du bourg historique de Trégunc et des carrefours secondaires (photo 32). On observe :

- L'importance de la superficie consommée, notamment dans les hameaux ;
- La linéarisation du bâti le long de voies de desserte entre les hameaux, ce qui conduit à la réalisation d'un secteur d'habitat continu ;
- La réalisation d'un réseau viaire de desserte (nombreuses raquettes) sans aucune structuration ;
- L'étalement progressif de l'habitat et le « grignotage » progressif des espaces agricoles et naturels. Entre le bourg et les hameaux, on remarque la présence d'une continuité écologique très lisible mais en cours d'urbanisation sur la droite de l'orthophoto.

c) L'exemple du village de Kernével (commune de Rosporden).



Si on distingue aisément le cœur du village de Kernével, on observe que celui-ci s'est fortement étalé le long des voies de communication (nord du village et à La Croix Lanveur), soit sous forme d'opérations d'habitat groupé, ou de pavillons isolés (photo 33). On remarque aussi la diffusion du bâti à partir de la voie centrale sur le plan de droite.

L'espace entre le bâti laisse supposer de fortes superficies consommées.

d) « L'agglomération côtière » : l'exemple de Trévignon (Commune de Trégunc)



En prenant l'exemple de Trévignon et de sa Pointe, on observe l'étalement urbain qui s'est opéré à partir du centre de Trévignon jusqu'à la Pointe (Photo 34). Dans les espaces encore vierges, on remarque un mitage progressif, sur un large parcellaire qui tend à épouser la géographie de la Pointe.

#### e) Les hameaux :



Sur la commune de Nével



Sur la commune de Saint Yvi

En prenant l'exemple d'une commune littorale (Nével) et d'une commune de l'intérieur (Saint-Yvi) (Photos 35), on observe une large diffusion du bâti :

- Cette diffusion est beaucoup plus éparse, et linéaire sur Saint-Yvi que sur Nével.

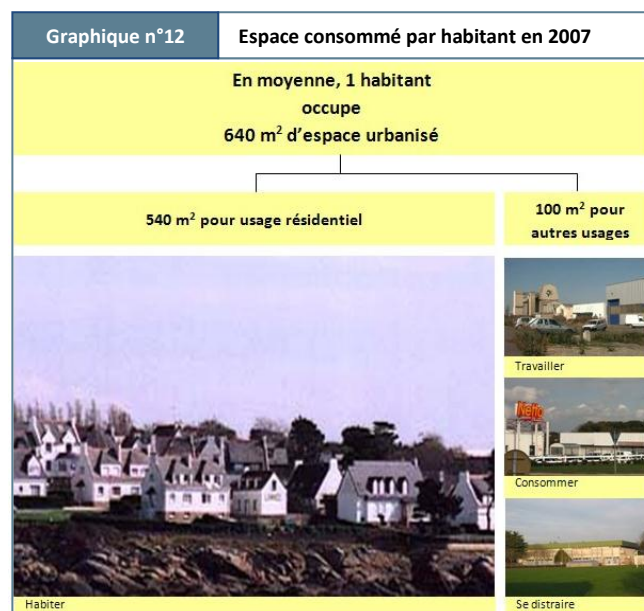
- Cette diffusion est nettement plus importante en nombre maisons et plus regroupée sur Nével. Toutefois, chaque groupe de maisons tend à s'étaler le long de la voirie, pour former une continuité du bâti.

### III.1.4 une consommation foncière qui s'accélère

En 2007, il est estimé qu'un habitant du territoire de CCA consomme en moyenne 640 m<sup>2</sup> d'espace urbanisé, dont 540 m<sup>2</sup> pour son habitation et 100 m<sup>2</sup> pour un autre usage fonctionnel (travailler, consommer et se divertir) (cf. schéma ci-contre).

Le nombre moyen de personnes par ménage sur le territoire étant aujourd'hui de 2.3 personnes, on estime le besoin de surface à vocation d'habitat à 1 242 m<sup>2</sup> par foyer.

D'après l'ADIL du Finistère, la surface moyenne parcellaire à vocation d'habitat, en lotissement était en 2007 de 985 m<sup>2</sup> sur le territoire de CCA. A titre de comparaison à l'échelle du Pays de Cornouaille, le territoire de CCA se positionne en quatrième place, précédée de la CC Pays du Glazik (1 321m<sup>2</sup>), de la CC du Pays Fouesnantais (1 179m<sup>2</sup>), de la CC du Haut Pays Bigouden (1 087 m<sup>2</sup>). La consommation moyenne parcellaire la plus faible du pays de Cornouaille est celle de la CC du Pays de Douarnenez avec 800m<sup>2</sup>.



A l'échelle du SCoT de CCA comme à celle de la Bretagne, il est très difficile de connaître précisément les surfaces dites « artificialisées » du territoire. La DREAL Bretagne fait entrer dans les surfaces artificialisées :

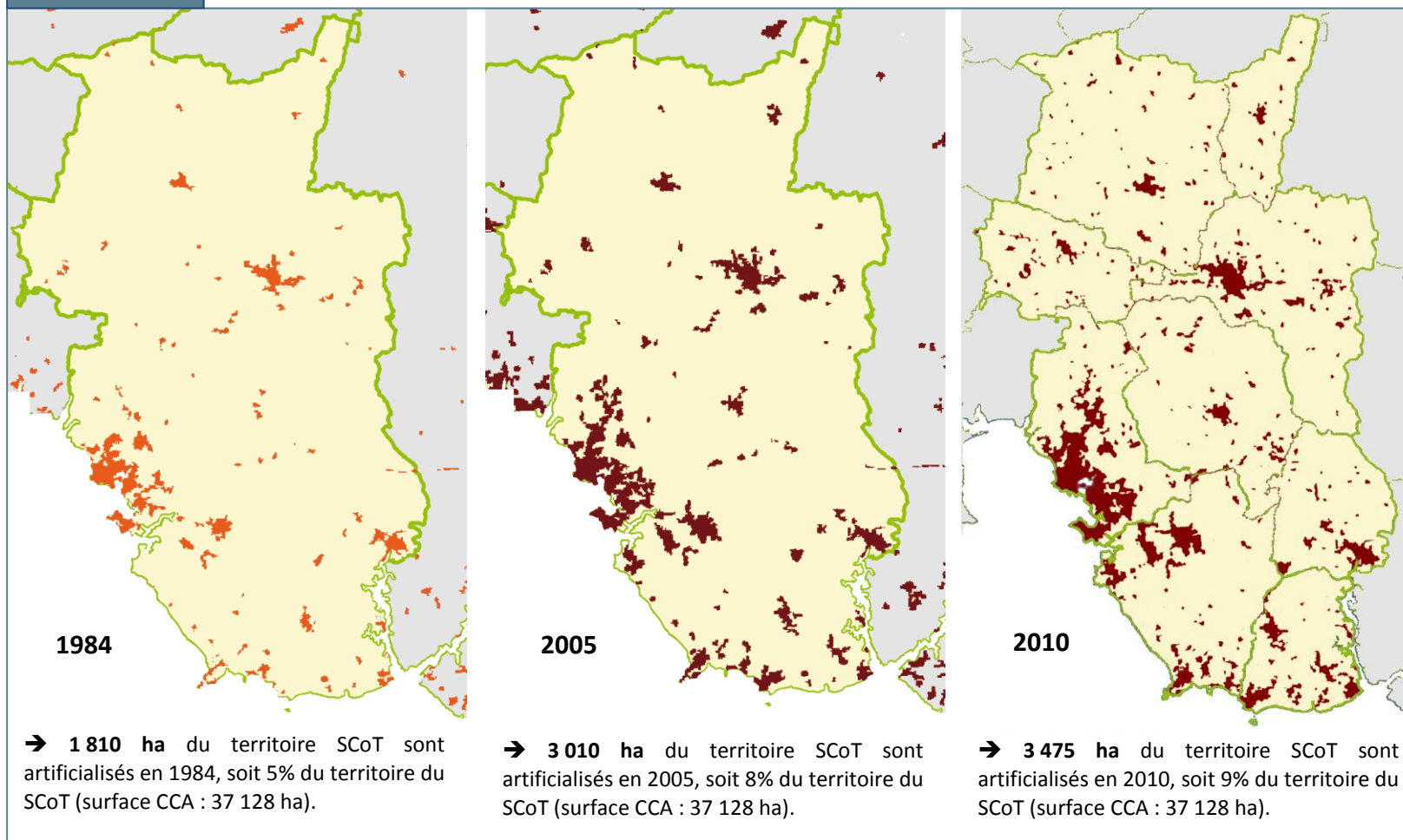
- les zones urbanisées (à vocation résidentielle dominante) ;
- les zones industrielles ou commerciales et les réseaux de communication (réseaux routiers et ferroviaires, zones portuaires et aéroports) ;
- les mines, décharges et chantiers ;
- les espaces verts et chantiers

L'enjeu de la consommation foncière étant récente, les besoins associés de connaissance et d'observation sont également nouveaux. Par conséquent des outils d'observation rassemblant l'ensemble des quatre thématiques n'existent pas encore.

Les agences d'urbanisme de Brest (ADEUPa) et de Quimper (QCD) ont permis à CCA de bénéficier des données et de la cartographie du Laboratoire COSTEL (Université de Rennes 2, cf. « Méthode » ci-dessous). C'est la donnée la plus fiable dont CCA peut disposer à trois dates : 1984, 2005 et 2010.

#### Méthode :

Le laboratoire de recherche COSTEL (Université de Rennes 2) travail sur la mise en évidence des évolutions de l'occupation des sols, à l'échelle de différentes échelles (département du Finistère, région Bretagne), et entre les dates de 1984, 2005 et 2010. Il a travaillé sur la comparaison d'images satellitaires Landsat à l'échelle départementale. L'unité d'analyse est un polygone d'une surface de 1 ha environ (300 m de côté). Ce travail a été enrichi par l'analyse comparative issue des données 2006 de Corine Land Cover, inventaire biophysique de l'occupation des terres à l'échelle européenne, et de l'IPLI, inventaire permanent du littoral.



Source : Laboratoire COSEL / Traitement : ADEUPa et QCD

#### Evolution de la consommation de l'espace :

- 1 665 ha de consommés en 26 ans, soit un rythme de 64 ha/an. Entre 2005 et 2010, ce rythme s'est accéléré à 93 ha/an.
- Sur les 3475 ha artificialisés, 48% ont été consommés sur ces 26 dernières années.

Les données COSTEL ne comprennent pas dans les espaces consommés les routes et voies ferrées hors agglomération. Par conséquent, les enveloppes de consommations foncières qui seront définies pour chaque commune dans le DOO ne comprendront pas non plus ces éléments.

### III.1.5 Recollement des documents d'urbanisme

Tableau n°13      Recollement des documents d'urbanisme en vigueur						
Emprise de l'urbanisation selon les documents d'urbanisme						Usage des espaces urbanisés
	Urbanisé (ha)	à urbaniser (ha)	Agricole (ha)	Naturel (ha)	TOTAL	Total %
Concarneau (PLU – 2007)	1062	311	1639	1096	4 108	11
Elliant (PLU – 2007)	166	64	4984	1816	7 030	19
Névez (POS – 1997)	308	149	1396	685	2 538	7
Melgven (POS – 2005)	71	163	4061	828	5 123	14
Pont-Aven (PLU – 2005)	172	81	1426	1183	2 862	8
Rosporden (POS – 2006)	379	194	4157	1007	5 737	15
Saint-Yvi (PLU – 2006)	161	42	1673	830	2 706	7
Tourc'h (CC – 2005)	36	14	1920	0	1 970	5
Trégunc (PLU – 2006)	668	170	2334	1890	5 062	14
<b>TOTAL</b>	<b>3 023</b>	<b>1 188</b>	<b>23 590</b>	<b>9 335</b>	<b>37 136</b>	<b>100</b>
<b>Total %</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>64</b>	<b>25</b>		

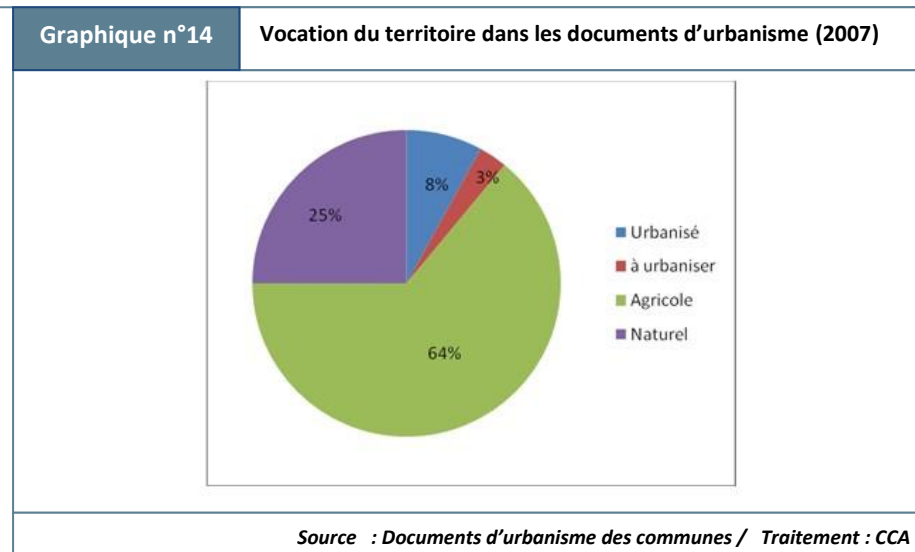
Usage résidentiel	Autres usages
837	225
142	24
299	9
59	12
157*	15*
288	91
142	19
32	4
588	80
2544	479

\* à vérifier

*Source : Documents d'urbanisme des communes / Traitement CCA*

Sur les 37 136 ha que compte le territoire de CCA (cf. tableau ci-dessus), 64% de la superficie du territoire est dédiée à l'agriculture (cf. camembert ci contre), et 25% à l'espace naturel. L'espace urbanisé comptabilise 3 023 ha, soit 8 % du territoire du SCoT, pour 3% d'espace à urbaniser (1 188 ha).

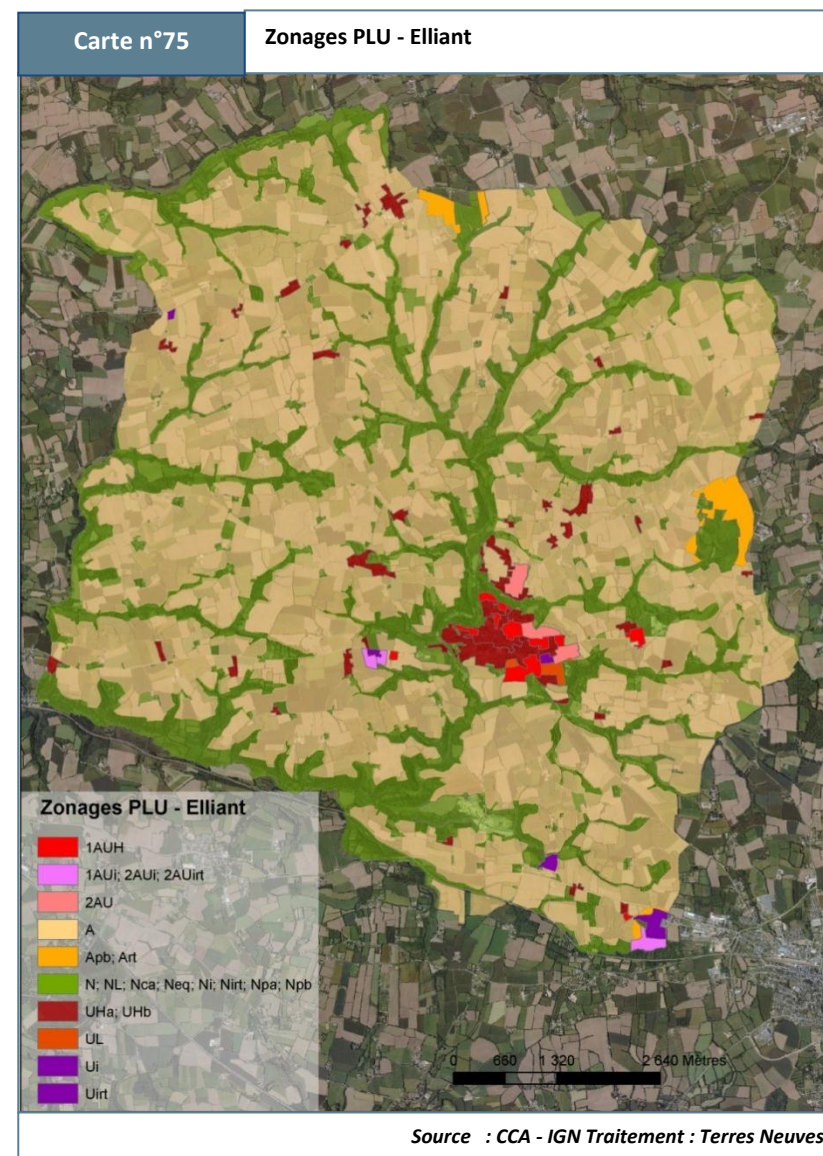
Les principaux espaces à urbaniser se situent à Concarneau (311 ha), puis Rosporden (194 ha), Trégunc et Melgven (163 ha).



On observe que :

- Melgven double sa surface urbanisée dans son POS de 2005 (soit 163 ha) ;
- Rosporden ouvre 51% de sa superficie actuelle urbanisée, à l'urbanisation future (soit 194 ha) ;
- Névez ouvre 48% de sa superficie actuelle urbanisée, à l'urbanisation future (soit 149 ha) ;
- Pont-Aven 47% de sa superficie actuelle urbanisée, à l'urbanisation future (soit 81 ha).

En revanche, la commune de Saint-Yvi ouvre 26% de sa superficie actuelle urbanisée à l'urbanisation future (soit 42 ha), et Elliant 38% (soit 64 ha). Les logiques de développement urbain sont nettement moins marquées et recentré autour du bourg pour ces communes à proximité de Quimper. Ainsi, elles limitent considérablement le risque de mitage, que le fort indice de dispersion à pointer dans le chapitre précédent (III.1.2).



## III.2 Une offre de TC insuffisante ne prenant pas en compte la géographie du territoire de CCA

### III.2.1 Les réseaux de transports internes présents sur le territoire

#### a) Les lignes intérieures : un lien « fragile » entre les communes

##### **. La ligne 44 Rosporden – Concarneau dessert les communes de Concarneau et de Rosporden.**

Dans le sens Rosporden – Concarneau :

. 4 Rosporden – Concarneau (+ 1 liaison supplémentaire chaque mercredi, vendredi et dimanche) ;

Dans le sens Concarneau – Rosporden :

. 4 Concarneau – Rosporden (+ 1 liaison supplémentaire chaque mercredi, vendredi et dimanche) ;

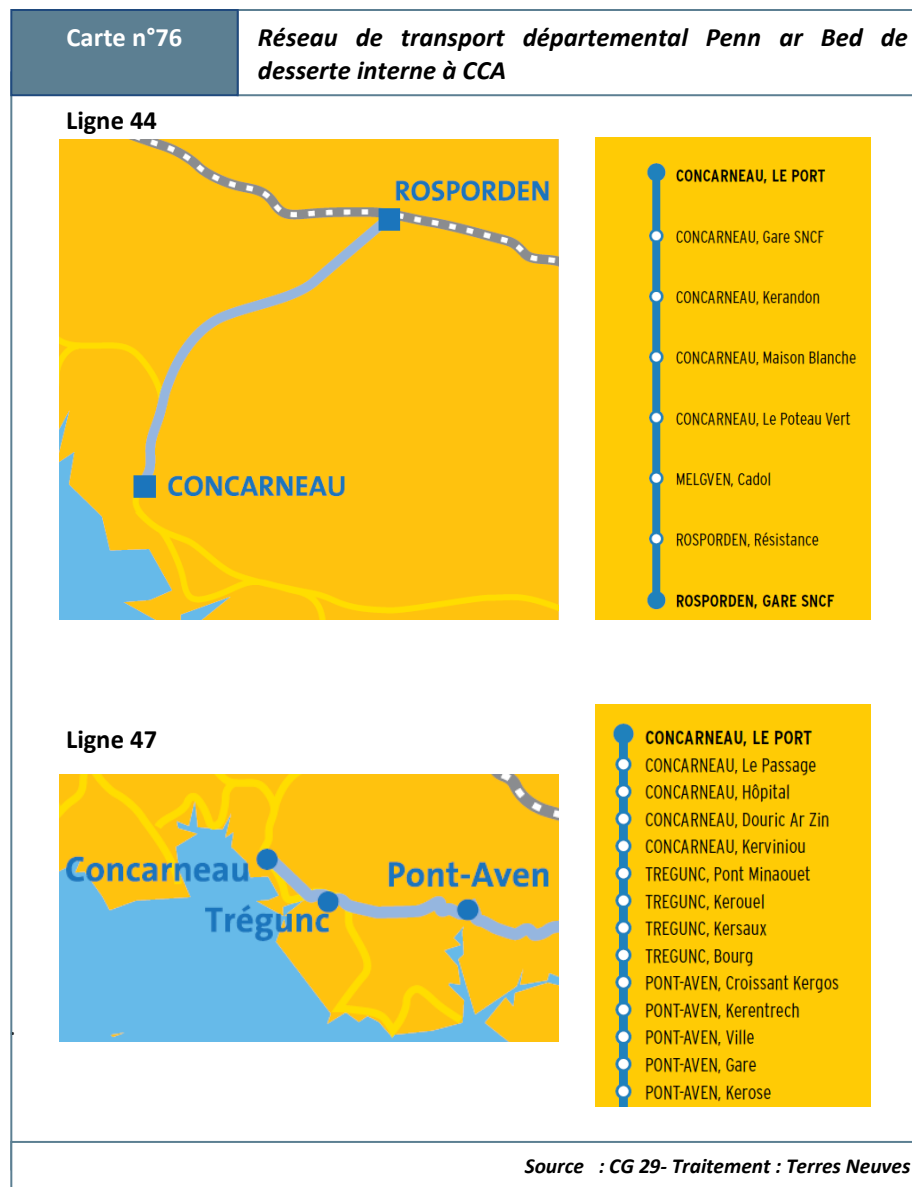
Cette ligne, complétée par les cars SNCF, remplace les liaisons qu'assurait l'ancienne voie ferrée. Toutefois, le nombre de fréquences est inférieur au nombre d'arrêt des trains en gare de Rosporden.

##### **. La ligne 47 : Quimperlé – Concarneau qui dessert le sud du territoire, Trégunc et Pont-Aven.**

En période scolaire, on compte 6 liaisons internes au territoire dans le sens Pont-Aven – Concarneau desservant également Trégunc, du lundi au vendredi, dont 3 qui circulent également le samedi.

Dans le sens Concarneau – Pont-Aven, via Trégunc, en période scolaire, on compte 9 liaisons du lundi au vendredi, dont 4 qui circulent également le samedi (+ 1 liaison supplémentaire uniquement le samedi) :

Ces deux lignes permettent de desservir quatre des neufs communes du territoire et constituent une armature importante pour un système de desserte efficace de celui-ci. Toutefois, il n'existe aucun rabattement depuis les autres communes (Communes du nord, Névez) vers ces deux lignes et donc vers les pôles du territoire. Leur mise en œuvre est donc importante et nécessaire mais non suffisante.



## b). Le transport urbain sur Concarneau et Melgven

Busco est le réseau de transport urbain sur le territoire des communes de Concarneau et Melgven., qui se compose de 8 lignes (cf. Carte ci contre).

### . Les lignes régulières :

#### Ligne 1 :

Porzou – Maison Blanche

#### Ligne 2 :

Porzou – Keramperu (Keramporiel)

#### Ligne 3 :

Poteau Vert – rue de Keriolet

#### Ligne 4 :

Le Cabellou – Jean Jaurès

### . Les lignes express scolaires

#### Express A :

Kersalé - Porzou

#### Express B :

La Haie – Coll. Sables Blancs

#### Express D :

La Boissière – Coll. Sables Blancs

#### Express E :

Bonne Nouvelle (Melgven) - Porzou



### III.2.2 Le Transport à la Demande sur Concarneau et Melgven

#### . Les « lignes virtuelles » de transport à la demande : Allo Busco

Il s'agit d'un service de desserte des zones peu denses par des lignes dites « virtuelles ». Elles fonctionnent avec des horaires et des trajets fixes mais ne sont déclenchées qu'en cas de réservation par les usagers.

##### Ligne 3 :

Poteau Vert – rue de Keriolet

##### Ligne 4 :

Jean Jaurès – Cabellou

##### Ligne 5 :

Cadol – Jean Jaurès

##### Ligne 6 :

Kersaby – Jean Jaurès

##### Ligne 7 :

Vuzut Jean Jaurès

#### . Le transport à la demande pour les personnes à mobilité réduite sur Concarneau et Melgven : Hep'co.

Il s'agit d'un transport dédié aux déplacements privés des personnes à mobilité réduite qui ne peuvent utiliser les lignes régulières du transport urbain. Pour un prix de 1.5€, le service leur assure les déplacements de porte à porte réguliers, comme le travail, ou occasionnels, comme les courses ou les loisirs, sur les communes de Concarneau et Melgven.



Photo : Hep'co  
Source : concarneau.fr



### III.3 Un réseau routier à améliorer et à sécuriser

Les développements routiers à organiser et à sécuriser se situent principalement entre Concarneau/ Trégunc – Pont-Aven – l'échangeur de Kerampaou, ainsi qu'au sud de Rosporden.

#### III.3.1 La D122 à sécuriser et à requalifier

Au niveau du hameau de Croaz Hent Bouillet, la D122 traverse des hameaux importants, avec du bâti des deux cotés de la voie avec :

- Etroitesse sur certains secteurs ;
- Insécurité pour les riverains de la voie ou les utilisateurs ;
- Ralentissement importants ;
- Report du trafic sur d'autres voies, encore moins adaptées.

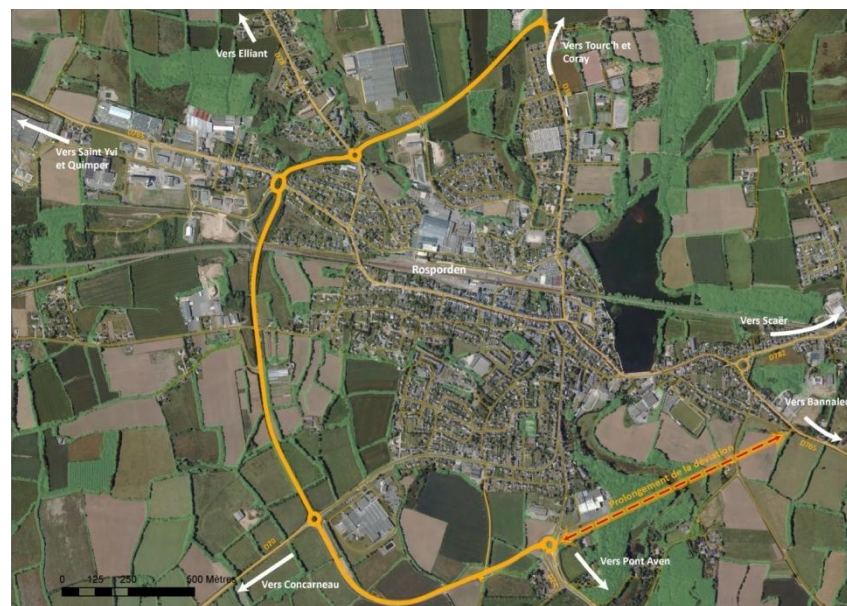
La prise en compte de l'ensemble de ces problèmes nécessite une intervention de sécurisation du réseau, soit en termes de requalification de la voirie, soit par la création d'une déviation du hameau.



*Photo : Requalification et mise en sécurité de la D122 à Croaz Hent Bouillet*

#### III.3.2 La déviation sud de Rosporden à prolonger

Le bourg de Rosporden étant un bourg qui s'est développé autour d'un carrefour historique, l'évolution importante du trafic a conduit la collectivité à réaliser une déviation pour alléger le trafic. Prolonger cette déviation jusqu'à la route de Bannalec permettrait de cadrer davantage le développement du bourg (cf. Orthophoto ci-dessous).



*Photo : Prolongement de la déviation sud du bourg de Rosporden, vers Bannalec.*

### III.3.3 Des entrées de ville à valoriser

Entre l'échangeur de Coat Conq et le quartier de Poteau Vert, l'entrée sur Concarneau n'est guère qualitative avec une succession de zones économiques et commerciales, des espaces agricole résiduels, le tout sans articulation et effort de façade sur la route. L'ensemble paysager de ce secteur est d'une extrême banalité. Elle n'est pas à la hauteur du patrimoine naturel et historique de la ville qui attend le visiteur plus au sud.



*Photo : Entrée nord de Concarneau entre Coat Conq et la ville à requalifier*

### III.4 Des réserves foncières difficiles à constituer

#### III.4.1 Les terrains à bâtir

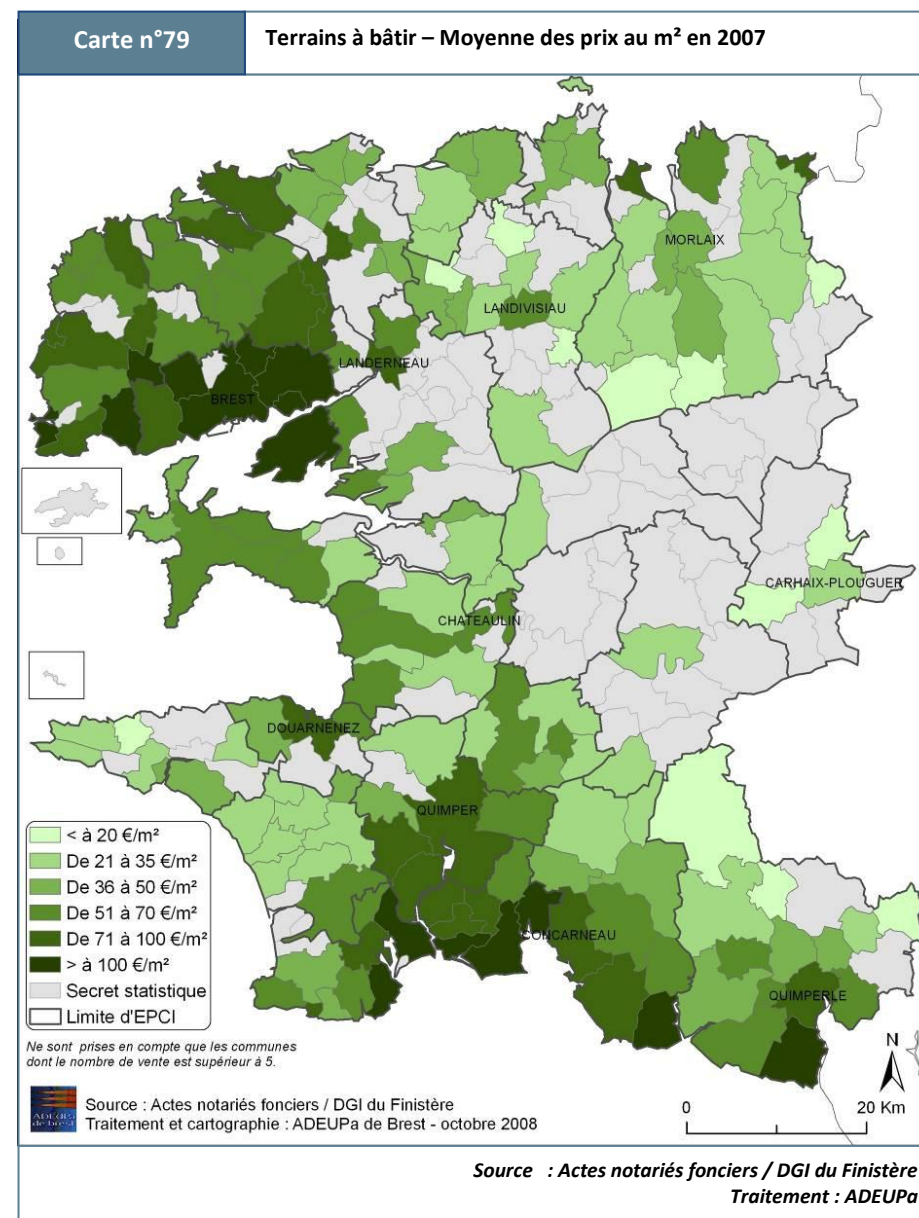
Dans le Finistère, le prix au m<sup>2</sup> est de 42 € en 2005, 51 € en 2006, 65 € en 2007, soit en progression constante, entre ces dates. Les prix les plus hauts sont dans les territoires portés par le développement des grandes agglomérations et présentant une forte attractivité du littoral. Quelques points de comparaison : Pays fouesnantais 99 € le m<sup>2</sup>, Quimper communauté 72 € le m<sup>2</sup>; Concarneau Cornouaille 73 € le m<sup>2</sup> en 2007. En effet, l'offre en logements conjuguée à une forte demande et à l'arrivée de population plus aisée génère une augmentation significative du prix du foncier observable sur le territoire de CCA : les prix moyens des terrains à bâtir augmentent de 15% entre 2006 et 2007 (*source : notaire de Bretagne*).

Cette situation se traduit par des difficultés importantes d'accès au logement pour les ménages les plus modestes et les catégories moyennes. Il y a une véritable ségrégation socio-spatiale entre communes qui s'opère sur le territoire de CCA, ségrégation en progression.

Les prix des terrains à bâtir varient en intensité entre les communes littorales, où la pression résidentielle se conjugue à la pression touristique et les communes de l'intérieur moins touristiques (cf. carte ci contre). En 2007, les communes qui allient accessibilité, services, commerces et équipements, ainsi que la proximité au littoral sont les plus chères<sup>22</sup> : Névez (+ de 100€/m<sup>2</sup>), Trégunc et Concarneau (de 71€ à 100€/m<sup>2</sup>).

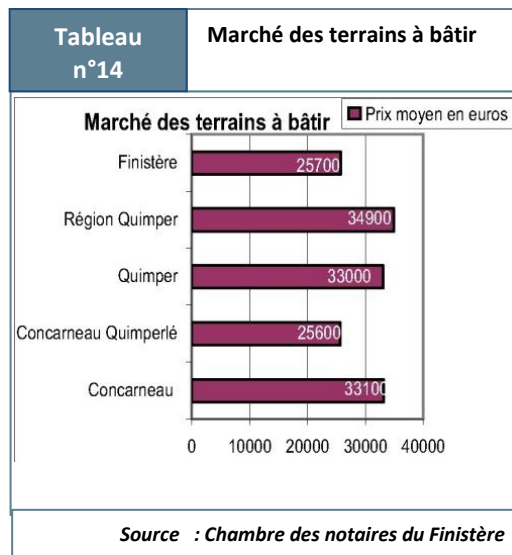
Les communes du nord, notamment Elliant et Tourc'h affichent les prix moyens les plus faibles du territoire. Ils sont compris entre 21€/m<sup>2</sup> et 35€/m<sup>2</sup>.

<sup>22</sup> Source : DDE2008 - Service Aménagement du territoire.



Selon la chambre des notaires du Finistère, la ville de Concarneau est plus chère que Quimper (33 100€ contre 33 000€ pour les terrains à bâtir) (cf. tableau ci-contre).

Devant un prix du foncier important, les collectivités sont dans l'impossibilité de constituer de manière suffisante des réserves foncières et de créer des lotissements communaux. Ceci aurait pour effet d'offrir des logements différenciés (mixité typologique) et abordables aux jeunes ou aux personnes aux revenus moyens, assurant ainsi davantage de mixité générationnelle et économique.



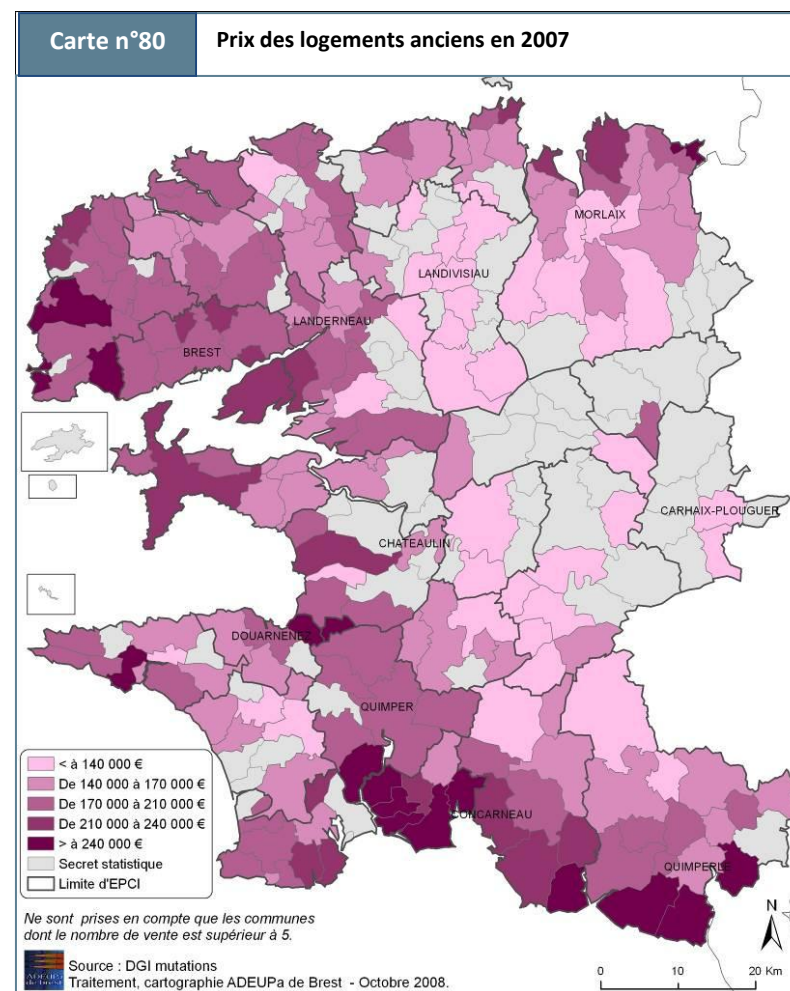
Notons que les prix de vente des lotissements communaux est généralement inférieur à celui des lotissements privés mais ils varient fortement entre les communes de l'intérieur des terres Elliant –Saint-Yvi entre 70 €/m<sup>2</sup> et 100€/m<sup>2</sup>, Rosporden, Tourc'h et Melgven (environ 60€/m<sup>2</sup>), et les communes littorales Pont-Aven, Névez, Trégunc (entre 120€/m<sup>2</sup> et 130 €/m<sup>2</sup>) et Concarneau (160€/m<sup>2</sup>).

### III.4.2 Le prix des logements anciens

Pour le territoire de CCA le prix moyen constaté évolue de 164 000 € en 2005, à 195 000 € en 2007, pour une maison ancienne T3 et plus.

Les prix des logements anciens suivent la même tendance que la cherté du foncier, avec un différentiel net entre communes littorales et de l'intérieur.

Névez est la commune, où le prix des logements anciens est le plus élevé du territoire (+ de 240 000€), contre moins de 140 000€ pour Elliant (commune la moins chère du territoire). En 2007, la proximité de Quimper s'exprime plus sur la commune de Saint-Yvi et Melgven, où le prix des logements anciens est compris entre 170 000 et 210 000€.



### III.4.3 Le prix des terres agricoles

Le problème majeur qui se pose aujourd'hui est lié à la difficulté d'installation et d'extension des exploitations, par un foncier cher. En moyenne, un hectare de terre agricole vaut 4 490€ (terres agricoles vendues entre agriculteurs), 16 300€ (terrain acheté par une collectivité), 30 100€ (terrain acheté pour une création de jardins, parcs ..., 76 000€ (terrain à construire par un particulier). Ces différences de prix associées à des communes attractives résidentiellement, notamment sur le littoral (ex. Névez), sont à l'origine de phénomènes de spéculation foncière constatés.

Selon les observations de la délégation locale de le SAFER, le phénomène de flambée du foncier agricole constaté sur le littoral, qui ne permet pas à des jeunes de s'installer, tend à s'étendre vers l'intérieur des terres.

## **Conclusion partielle : Des dynamiques à contrecarrer : mitage, étalement, architecture banalisée et consommation d'espace**

### **Pour une structuration du territoire par le réseau de transport public épousant l'armature de bourgs et de villages**

Afin de remédier aux manques de structuration du réseau de transports sur le territoire de CCA (communes non desservies, manque de fréquences, problème de concordance d'horaires ...), le SCoT devra organiser une armature de pôles urbains et de bourgs, afin d'y connecter les infrastructures de transports et de déplacements.

Le territoire de CCA qui s'organise aujourd'hui autour d'un pôle principal : Concarneau, et d'un pôle secondaire : Rosporden, nécessite un axe transversal de déplacement nord/sud efficace, pour le bon fonctionnement du territoire.

L'évolution de la communauté de communes vers une Communauté d'Agglomération permettra vraisemblablement d'apporter des réponses plus en adéquation avec la réalité du territoire.

### **Pour une valorisation et une sécurisation du réseau viaire**

En matière de sécurisation et d'aménagement de la voirie, les acteurs du territoire souhaitent que soit résorbé au plus vite les points noirs du réseau :

- La RD 122 entre Kerampaou et Concarneau ;
- Le barreau sud de la rocade contournant Rosporden ;
- L'entrée nord de Concarneau (entre l'échangeur de Coat Conq et le centre ville).

Le développement des modes de déplacement doux est encouragé sur des secteurs où ils assureront une fonction structurante, notamment entre Concarneau et Trégunc.

### **Pour un urbanisme composé, dense et durable**

La forte attractivité territoriale a pour conséquence une augmentation des risques de mitage et d'étalement urbain, risque accentué par une culture historique de diffusion du bâti. Le SCoT doit donc apporter des solutions adaptées et différenciées à ces dérives urbaines et villageoises. Pour cela, des pistes de travail sont évoquées, avec l'affirmation d'une nouvelle armature de bourgs aux capacités d'accueil différenciées, impliquant :

- La mise en place d'une large politique de reconquête urbaine :
  - . *Opérations d'acquisitions améliorations des logements ;*
  - . *Renouvellement urbain et rénovation urbaine ;*
  - . *Densification urbaine : densification à vocation d'habitat, mais aussi économique, dans un objectif de mixité. Il est important d'identifier les hameaux avec activités agricoles et les hameaux d'habitation sans agriculture avec dents creuses.*
- La mise en place d'intensités d'urbanisation, s'exprimant par une valeur guide de consommation parcellaire et de proposition d'outils de composition urbaine (ex : Orientation d'Aménagement, ZAC ...).

### **Lutter contre les friches spéculatives**

La « friche spéculative » est pratiquée par tous types de propriétaires en limite de zones urbanisée. Elle consiste à l'acquisition de terrain en vue de son passage en constructibilité dans un avenir plus ou moins proche. Cette pratique représente une nouvelle fois une perte pour l'activité agricole et contribue fortement à la croissance importante des coûts du foncier.

Le SCoT devra lutter contre la friche spéculative par un projet clair et cohérent, qui sera repris réglementairement dans les PLU. Ainsi, ses orientations permettront de notifier très clairement à la population les terrains qui n'ont pas vocation à devenir constructibles.

## IV En guise de conclusion : principaux enjeux et premières pistes d'action pour un Projet d'Aménagement et de Développement Durable.





*Photo : Rosporden est un pôle structurant à l'intérieur des terres*



*Photo : La diversification de l'économie littorale, une piste d'action majeure pour le développement du territoire de CCA.*

## Constat

 Secteur sous pression démographique connaissant un risque de péri-urbanisation

 Secteur littoral stratégique à la dynamique démographique modérée

 Voie ferrée

 RN 165

## Enjeux

 Pôle urbain littoral à affirmer comme centralité majeure de la 4C


 Pôle urbain de l'intérieur à développer

 Centres bourgs maillant l'espace rural à conforter

 Préserver le potentiel de diversification agricole et de ses filières économiques

 Préserver et valoriser le territoire littoral et accompagner ses mutations économiques

 Préserver la frange littorale via une affirmation et une déclinaison appropriée de la loi Littoral

 Optimiser les ZAE existantes (densification - structuration, intégration paysagère) des pôles urbains

 Développer l'offre tertiaire et de services des pôles urbains

 Conforter l'offre commerciale de Concarneau


 Aménager et développer des plateformes de covoiturage

 Réseau secondaire à créer ou à requalifier

 Requalifier l'entrée de ville de Concarneau

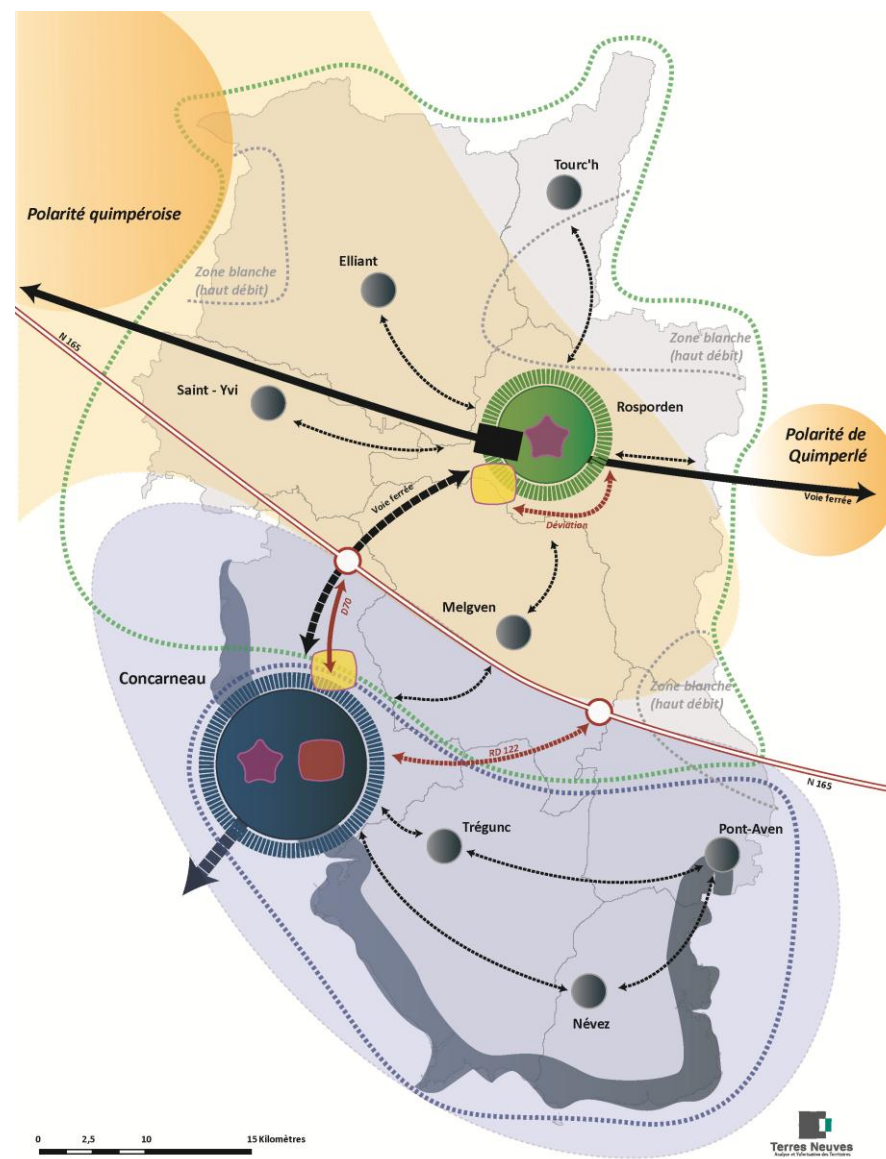
 Réaliser un projet urbain autour de la gare de Rosporden

 Voie ferrée à réouvrir

 Renforcer la convergence des transports publics vers les deux pôles urbains

 Développer une intermodalité train / bus / voiture / bateau

 Résorber les zones blanches pour une offre haut débit complète



## **1 – Un territoire, des dynamiques : le territoire de CCA, un territoire à recentrer.**

Le territoire de CCA est « traversé » par des dynamiques trop souvent divergentes qui traduisent un double déséquilibre. Ainsi les communes du nord du territoire sont-elles caractérisées par une dynamique démographique soutenue avec l'installation de jeunes ménages travaillant en majorité sur l'agglomération quimpéroise. Profitant d'un prix du foncier encore relativement raisonnable, cette population aux caractéristiques périurbaines est demandeuse d'équipements et de services publics qui obligent souvent les bourgs qui les accueillent à opérer des investissements importants.

A contrario, les communes situées au sud du territoire connaissent une dynamique démographique plus faible s'expliquant en grande partie par un prix du foncier élevé lié à l'attractivité du littoral et au développement touristique. Pourtant, c'est au sud du territoire que l'on trouve le plus grand nombre d'emplois, d'entreprises, de services et d'équipements... De ce point de vue, Concarneau, outre sa notoriété en terme d'image, joue un rôle essentiel.

Ainsi, un premier déséquilibre territorial se dessine avec :

- Un développement résidentiel important au nord avec des communes qui n'ont pas toujours une capacité d'accueil suffisante.
- Des villes qui au sud du territoire offrent emplois, services, équipements... mais qui voient leur dynamique démographique se tarir. L'exemple de l'école est de ce point de vue symptomatique : on doit ouvrir des classes au nord du territoire, alors que certaines écoles du sud ont du mal à maintenir leur effectif.

Un deuxième déséquilibre territorial se dessine entre l'ouest et le centre du territoire d'une part, et le sud et l'est d'autre part. Ce déséquilibre traduit la polarité qu'exerce Quimper : on y travaille mais on vient habiter à Saint-Yvi, Elliant, Melgven, Rosporden, autant de villes très bien connectées par la route ou la voie ferrée à l'agglomération quimpéroise. Ici, les mouvements Est / Ouest sont plus importants que les mouvements Nord / Sud et traduisent ainsi la faiblesse de Concarneau comme ville centre à même de structurer le territoire.

Pour éviter toute dérive périurbaine des communes du centre et de l'ouest, le territoire doit retrouver des points d'appui solides en termes d'accueil et d'emploi. Deux villes ont de ce point de vue un rôle stratégique à jouer : Concarneau comme pôle urbain majeur du territoire et Rosporden comme pôle d'équilibre.

En affirmant sa polarité en terme d'emplois, de commerces, de services... mais aussi en terme d'habitat, Concarneau participera à l'équilibre d'un territoire qui aujourd'hui à tendance « à fuir » sur ses marges. Dans cette entreprise, Concarneau pourra être secondé par Rosporden, ville remarquablement bien connectée au système de déplacement.

## **2- Un système de transport à repenser pour affirmer une nouvelle géographie du développement.**

L'offre en transport public ne fait aujourd'hui que traduire voire amplifier la dérive périurbaine du territoire de CCA. Le réseau Penn ar Bed, est majoritairement d'orientation Est / Ouest ; quant aux trains arrivant en gare de Rosporden, ils ne sont que médiocrement relayés par une offre de cars pour desservir Concarneau et a fortiori, l'ensemble du territoire.

Aussi, Concarneau et Rosporden doivent devenir de véritables pôles multimodaux avec :

- la remise en service de la desserte ferrée entre Rosporden et Concarneau. L'accès en train à Concarneau est un outil essentiel du renouveau d'une ville ayant de nouvelles ambitions.
- les gares de Rosporden et Concarneau, points de départ multimodaux vers l'ensemble du territoire.

Par ailleurs, on devra s'interroger sur l'extension du réseau urbain BUSCO de Concarneau –qui dessert déjà Melgven- vers Trégunc tant les liens fonctionnels entre les deux villes sont importants.

Faire de Concarneau et de Rosporden des pôles multimodaux, c'est aussi les valoriser économiquement : ils développent une fonction d'accueil à mixer avec une offre tertiaire et commerciale à renforcer.

### **3- Une trame viaire à requalifier.**

L'élaboration du SCoT de CCA est l'occasion de réaffirmer certaines urgences :

- l'entrée de ville de Concarneau (D70). Depuis l'échangeur, elle est à recomposer en profondeur, afin notamment :
  - . de lui redonner une qualité paysagère et urbaine ;
  - . d'affirmer la place des différents modes de transport dans le partage de la voirie (piétons, deux-roues, bus, voitures) ;
  - . de qualifier économiquement l'espace, notamment l'espace commercial afin de renforcer la place de Concarneau comme pôle urbain majeur.
- L'aménagement de la RD 122 sur Trégunc afin que cet axe très utilisé depuis l'échangeur de Kerampao ne traverse plus des secteurs habités comme Kroaz Hent Bouillet.
- La réalisation de la déviation sud de Rosporden pour :
  - . permettre le développement des activités économiques ;
  - . structurer le développement urbain ;
  - . faciliter les liaisons au-delà de l'Aven vers Scaër et Bannalec.

### **4- Une armature urbaine et villageoise redéfinie préservant le capital agri environnemental du territoire de CCA.**

La structure traditionnelle de l'habitat semi-dispersé liée aux paysages ruraux bocagers n'est pas sans danger dans un contexte de forte pression foncière. Chaque hameau, voire chaque groupe de fermes peut être le point de départ d'une urbanisation nouvelle au risque de créer un continuum bâti et de miter les espaces agricoles.

Pour conjurer ce risque de mitage, le SCoT dans son Projet d'Aménagement et de Développement durable, définira des capacités d'accueil pour les différents bourgs et villages du territoire. Si les villes de Concarneau et de Rosporden peuvent d'ores et déjà être reconnues respectivement comme pôle urbain majeur et pôle d'équilibre, il conviendra pour l'ensemble des autres communes de définir des « valeurs guides » quant à leur croissance, cette dernière devant être en adéquation avec l'offre d'équipements et de services structurants. A cette « redistribution des cartes », devra être proposé de nouvelles manières d'urbaniser et d'habiter pour tout à la fois, créer plus de lien social dans de véritables tissus urbains et villageois, et préserver le capital foncier agricole et naturel.

### **5- Un territoire littoral prêt pour de nouveaux défis.**

Le territoire littoral est l'objet de multiples enjeux et convoitises. Espace à forte valeur d'échange, c'est aussi un territoire à forte valeur d'usage qu'il convient de préserver et de valoriser :

- en définissant de nouvelles stratégies agri environnementales qui permettront de consolider l'application de la loi Littoral : les espaces proches du rivage, ainsi que les coupures vertes devront être structurés durablement avec des projets agri environnementaux considérés comme de véritables antidotes au développement des fiches spéculatives.
- en offrant de nouveaux produits touristiques sachant conjuguer une volonté de préservation du territoire littoral avec une valorisation marchande : développement des anneaux « visiteurs » dans le port, temps de séjour plus long, tourisme urbain et d'affaire...
- en définissant une stratégie foncière péri portuaire sur Concarneau pour permettre le développement des filières littorales : la pêche, la plaisance, mais aussi la construction / réparation de navires...

Dans la perspective d'un éventuel « volet littoral », c'est d'une manière plus générale la valorisation littoral mais aussi maritime qu'il conviendra d'affirmer dans le respect des principes du développement durable conjuguant développement économique, social et environnemental.

## 6- Définir une nouvelle architecture du développement par l'identification des capacités d'accueil différenciées

La nouvelle structuration urbaine du territoire vise à :

- affirmer des pôles structurants suffisamment attractifs pour éviter une trop forte dépendance vis-à-vis de Quimper et Quimperlé/Lorient. Il s'agit du pôle de Concarneau / Trégunc, lié par des enjeux urbains, économiques paysagers et environnementaux communs, et du pôle de Rosporden.

Ces pôles devront diffuser des services et équipements « d'ordre supérieur » facilement accessibles pour l'ensemble des habitants du territoire. « A chaque besoin doit correspondre une échelle de territoire adaptée ».

- définir une typologie communale différenciée, car chaque commune ne doit pas subir une croissance qu'elle ne peut pas –ou mal- contenir. Chaque spécificité communale doit pleinement s'exprimer.

- stopper le mitage et l'étalement urbain en proposant une stratégie claire et pérenne des capacités d'accueil, leur croissance devant être fonction de leur potentiel de développement (cf. croquis ci-contre) :

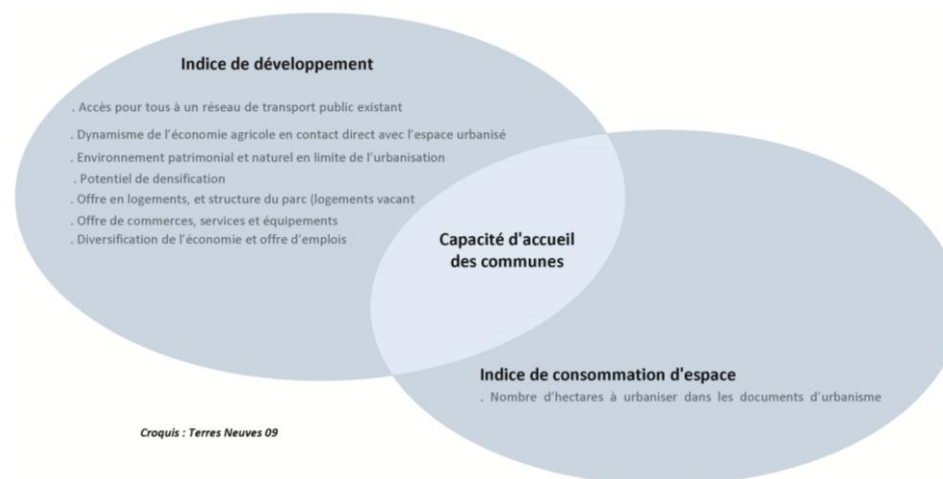
- . freiner les effets pervers de la périurbanisation liée à la polarité quimpéroise, par des croissances démographiques adaptées ;

- . stopper le mitage et le phénomène de conurbation sur la frange littorale

- préserver les motifs paysagers du territoire et son capital agricole et naturel, par la pérennisation de la trame verte et bleue, à protéger, à créer et à restaurer, notamment à proximité des bourgs, et sur le littoral.

Il est indispensable d'envisager le développement de chaque commune du territoire, en se basant sur des critères fondamentaux comme : la capacité à être desservi par des transports publics performants, le rôle structurant de l'espace agricole et de l'environnement naturel, mais aussi le potentiel de développement économique ou encore les caractéristiques du parc de logements.

En se basant sur ce principe, le SCoT positionne les communes de CCA au sein d'une nouvelle organisation urbaine, en croisant (cf. croquis ci-dessous) :



- le potentiel de consommation d'espace dédié à l'habitat, exprimé en hectares ;
- le potentiel de développement de la commune,

Critères de définition de l'indice de développement :

- . l'accès pour tous à un réseau de transport public existant ou potentiel : La question du transport public est essentielle. Selon sa performance, il induit des intensités d'urbanisation différenciées. Nous entendons par transport public performant, une offre cadencée, si possible en site propre, susceptible de

transporter un nombre important de passagers. Il s'agit principalement du réseau ferré en gare de Rosporden, mais aussi du réseau de cars départementaux.

. le dynamisme de l'économie agricole en contact direct avec l'espace urbanisé : L'espace agricole ne doit pas être considéré comme une réserve foncière. Outre sa valeur paysagère et environnementale, il représente un capital économique de première importance à préserver et à valoriser.

. l'environnement patrimonial et naturel en limite d'urbanisation : Différentes protections peuvent encadrer fortement le développement d'une commune. Il peut s'agir de protections associées à un aléa (inondation...), de protections visant à protéger des écosystèmes remarquables (ex. ZNIEFF, Natura 2000, ZICO, sites classés...), de protections vis à vis de milieux faisant l'objet d'une réglementation spécifique... Ces protections cadrent plus ou moins le développement urbain.

. le potentiel de densification : L'excessive consommation d'espace de ces dernières décennies (327 ha entre 1977 et 2000 sur les 4 communes littorales<sup>23</sup>) fait peser une menace sur l'équilibre agri-naturel du territoire. Il convient ainsi de promouvoir de nouvelles formes de développement. A la différence d'un « urbanisme de secteur » où l'on réalise en fonction des besoins de nouvelles opérations déconnectées des tissus existants, il convient de valoriser le réinvestissement urbain : densification d'îlots, de « dents creuses », rénovation urbaine et réhabilitation ... et d'intégrer la capacité qu'à un tissu urbain ou villageois à pouvoir se remplir progressivement au fil du temps.

. l'offre de logements : en prenant en compte le nombre de logements, la vacance du parc résidentiel par commune, ont distingué le potentiel de captation résidentiel du territoire et sa répartition par pôle.

. l'offre de commerces, services et équipements de proximité présents sur la commune

. la diversification de l'économie et l'offre d'emplois : Afin de rendre le territoire davantage attractif, il s'agit d'offrir un large choix en matière de foncier et d'immobilier d'entreprises, afin de tendre vers un tissu diversifié, de rapprocher les actifs de leur lieu de travail et de mettre en relief des secteurs privilégiés pour l'implantation économique.

. Capacité du réseau d'Alimentation en Eau Potable : afin de répondre de manière quantitative et qualitative aux besoins des habitants présents et futurs, l'alimentation en eau potable constitue véritablement un facteur limitant à l'accueil de nouveaux habitants.

***Plus qu'un calcul, il s'agit avant tout d'une méthode permettant de rationaliser l'approche de la capacité d'accueil afin d'identifier les bourgs et villages, qui accueilleront de manière différenciée la population à venir***

---

<sup>23</sup> *Atlas de l'évolution de l'occupation du sol sur le littoral breton entre 1977 et 2000*  
Finistère - volume 2/2- DDEA

Tableau n°15

Tableau récapitulatif des potentiels de développement par commune

	Concarneau	Trégunc	Rosporden	Saint Yvi	Elliant	Melgven	Pont Aven	Nevez	Tourch
Accès aux transports publics									
Dynamique agricole									
Environnement, paysage et patrimoine									
Potentiel de densification									
Offre en logements									
Offre en commerces et équipements									
Diversification de l'activité économique									
Capacité AEP									

Légende case :

		Levier fort de développement (potentiel fort)
		Levier modéré de développement (potentiel modéré)
		Levier faible de développement (potentiel faible)



# SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération

## 1c. État Initial de l'Environnement

Document approuvé le 23 mai 2013



CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION  
CS 50636 – 29186 CONCARNEAU CEDEX  
Tél : 02.98.97.71.50 – Fax : 02.98.97.71.51  
e-mail : [scot@concarneaucornouaille.fr](mailto:scot@concarneaucornouaille.fr)

# SOMMAIRE

<b>Sommaire .....</b>	<b>2</b>
<b>1. LE CADRE PHYSIQUE .....</b>	<b>3</b>
1.1. La géologie .....	3
1.2. Le relief.....	3
1.3. Le climat.....	6
1.4. La qualité de l'air .....	8
1.5. La ressource en eau : état des lieux et actions de préservation existantes .....	13
<b>2. LE MILIEU NATUREL .....</b>	<b>51</b>
2.1. Une répartition hétérogène des espaces naturels.....	51
2.2. Les différents milieux naturels présents sur le territoire du SCOT .....	51
2.3. Les habitats, la faune et la flore.....	55
2.4. Le fonctionnement écologique global du territoire .....	57
2.5. Les périmètres de protection réglementaires et d'inventaires .....	59
2.6. L'accès à la nature .....	66
<b>3. LE PAYSAGE .....</b>	<b>68</b>
3.1. Les paysages naturels.....	68
3.2. Les paysages urbains.....	74
3.3. Les armatures urbaines.....	75
3.4. Le paysage bâti .....	82
3.5. La typologie architecturale .....	83
3.6. Le patrimoine historique .....	85

<b>4. L'ENERGIE .....</b>	<b>88</b>
4.1. Le contexte énergétique .....	88
4.2. La maîtrise de la demande en énergie.....	103
4.3. Le développement des Energies Renouvelables .....	109
<b>5. LES RISQUES ET LES NUISANCES .....</b>	<b>120</b>
5.1. Les risques naturels .....	120
5.2. Les risques d'origine technologique et les nuisances ..	125
<b>6. LES DECHETS.....</b>	<b>133</b>
6.1. La gestion des déchets ménagers .....	133
6.2. La gestion des déchets d'activités .....	136
<b>ANNEXES .....</b>	<b>139</b>

# 1. LE CADRE PHYSIQUE

## 1.1. La géologie<sup>1</sup>

Le sous-sol du territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération (CCA) est marqué par la présence du sillon de Bretagne (accident tectonique majeur correspondant au Cisaillement Sud Armoricaïn – CSA). Celui-ci présente :

- une branche principale Sud qui rejoint la vallée du Jet à l'Ouest et la vallée de l'Isole à l'Est, en passant par Rosporden et Bannalec,
- une branche annexe Nord, sub-parallèle à la première, passant par Elliant à l'Ouest et Saint-Thurien à l'Est.

Ces deux bandes se suivent en parallèle depuis la Pointe du Raz, jusqu'aux régions de Nantes et Angers. Elles sont à l'origine, sur le territoire, de 3 zones distinctes composées de différents types de **granites**, de **gneiss** et de **schistes** :

- **le domaine méridional** (de la côte jusqu'au Nord de Trégunc), constitué d'orthogneiss, de leucogranites, et de séries métasédimentaires et volcaniques (Formation de Melgwen, Formation de Koad Konk) ;
- **le domaine central** (Nord Trégunc – Sud d'Elliant), constitué de leucogranites et de métagranites, ainsi que d'une série métasédimentaire (Formation d'Elliant) localement recoupée par un orthogneiss et associé à un métagabbro-diorite ;
- **le domaine septentrional** (Nord d'Elliant), essentiellement constitué par des micaschistes et des leucogranites carbonifères, associés à une bande étroite de métadiorite.

## 1.2. Le relief

Le relief du territoire s'élève graduellement du Sud au Nord, selon **trois zones distinctes correspondant aux caractéristiques du sous-sol** (cf. paragraphe 1.1).

La partie Sud du territoire, comprise sous une ligne Concarneau – Trégunc – Pont-Aven, présente un relief peu élevé (altitudes comprises entre 0 et 50 m), s'étendant doucement vers l'océan.

Le secteur médian, le plus large, est lié à la présence du sillon de Bretagne. Les altitudes montent rapidement depuis l'axe Concarneau – Trégunc – Pont-Aven, pour former un plateau qui s'étend du Nord de Melgwen jusqu'au Sud de Tourc'h, en remontant au Nord-Ouest sur le territoire d'Elliant.


Le secteur Nord, dans la région de Tourc'h, présente les altitudes les plus élevées (supérieures à 150 m).

Les vallées entaillent les plateaux et rejoignent l'océan dans un relief plus doux. Elles sont globalement orientées Nord/Sud, bien qu'elles prennent une orientation Est-Ouest sur la partie Ouest du territoire ou à l'approche de la baie de Concarneau (l'Odet, le Jet, le Saint-Laurent, le Moros).


<sup>1</sup> Sources : cartes géologiques du BRGM au 1/50 000<sup>e</sup> n°347 (Rosporden) et 382 (Concarneau).

 Communauté de Communes Concarneau Cornouaille (4C)

**FORMATIONS SÉDIMENTAIRES****Cénozoïque**

-  Bassins tertiaires  
 1 - marin (Eocène - Miocène)  
 2 - continentaux (Eocène - Pliocène)

**Paléozoïque supérieur**



-  Séries terrigènes et volcano-sédimentaires subordonnées (Carbonifère)

**UNITÉS MAGMATIQUES ET MÉTAMORPHIQUES****DOMAINE SEPTENTRIONAL****Paléozoïque supérieur**


-  Leucogranites (Elliant - Kerdevot ; Bois-Daniel ; Koad Loc'h ; Cascader ; Steir ; Odet ; Quiriou - Landudal ; Langonnet ; Querrien)

-  Granite à biotite de Saint-Fiacre

**Paléozoïque inférieur**

-  Métagabbro-diorite de Gourvily (496 ± 11 Ma) ; métadiorite de Niverrot - Treanna (477 ± 2 Ma)  
 Orthogneiss granodioritique du Loc'h ; métagranodiorite de Gougastel

**Protéozoïque supérieur**

-  Micaschistes du Brioverien

**DOMAINE CENTRAL****Paléozoïque supérieur**

-  Metagranite de Saint-Thurien (316 ± 5 / -3 Ma)

-  Granite d'Érgué

**Paléozoïque inférieur**


-  Orthogneiss du Leignou (477 ± 4 Ma)

-  Metagabbro-diorite du Meneg et de Lokunioé

**Protéozoïque supérieur**

-  Micaschistes et paragneiss de la Formation d'Elliant


**DOMAINE MÉRIDIONAL****Paléozoïque supérieur**

-  Leucogranites peu ou pas orientés (Pont-l'Abbe ; Trégunc ; 330 ± 13 Ma ; Riec ; Baye ; Guidel)


-  Leucogranite orienté de Pluguffan (318 ± 4 Ma)

-  Granodiorite (Quimper) et granite à biotite à tendance granodioritique (Saint-Yvy)

**Paléozoïque inférieur**

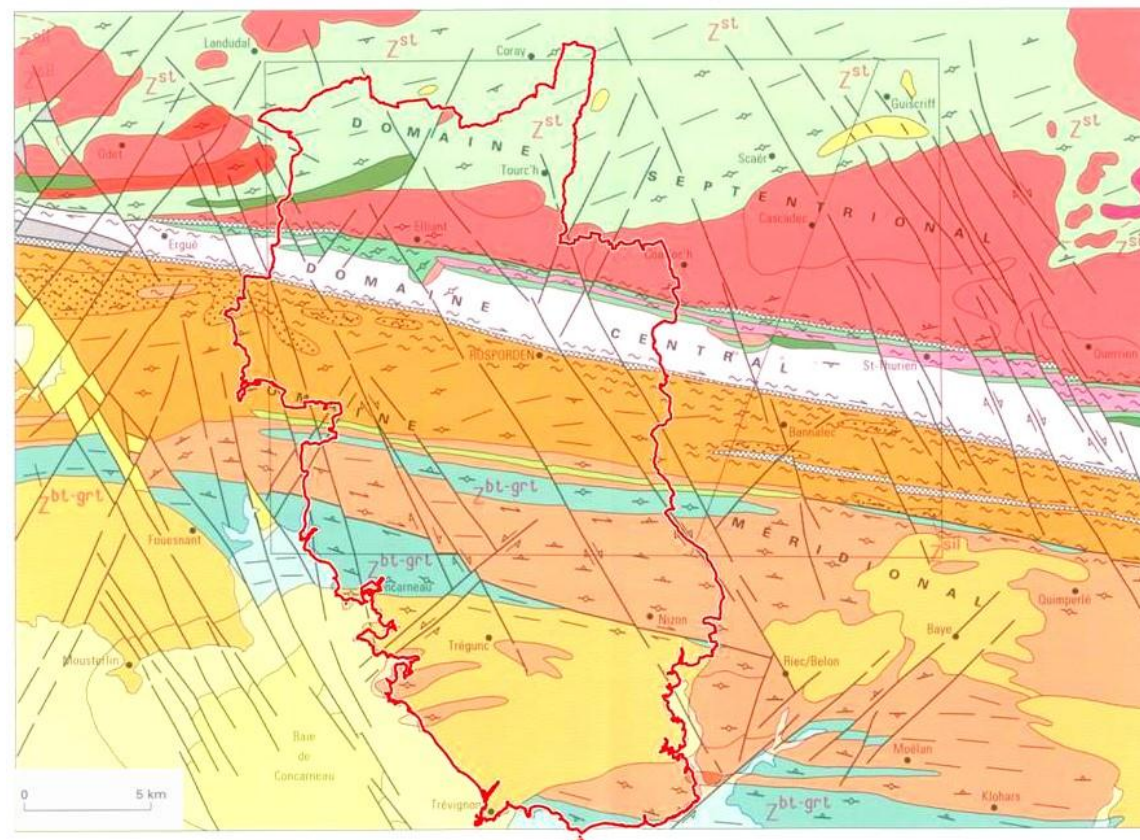
-  Orthogneiss (Nizon (489 ± 5 Ma) ; Lanmeur (498 ± 12 Ma) ; Cosquer (497 ± 11 Ma) ; Moelan (485 ± 6 Ma) ; Kemper ; Cabellou ; Trégunc ; Pouldoh)

**Paléozoïque inférieur - Protéozoïque supérieur ?**

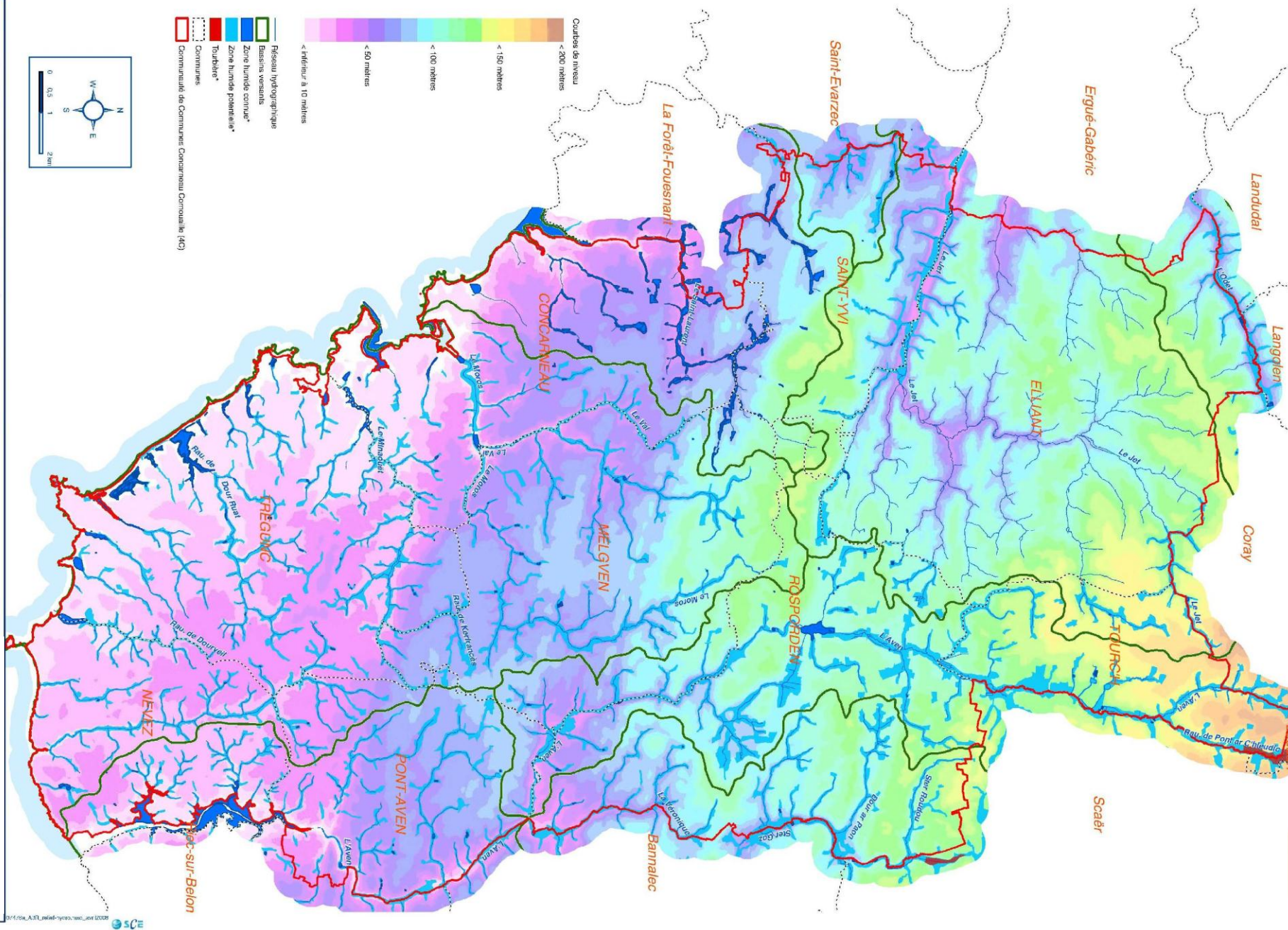
-  1 - Micaschistes et paragneiss des Groupes de Merri et de Nerly et de la Formation de Melgwen ;  
 2 - Amphibolites de Koad Konk

**Protéozoïque supérieur**

-  Orthogneiss de Porz Manec'h (592 ± 10 Ma)



Sources : 4G, BDCarthage, IGN BDTopo, G29 (+ Inventaire départemental des zones humides)



### 1.3. Le climat<sup>2</sup>

Du fait de sa position péninsulaire sous une latitude moyenne, en façade occidentale de l'Europe, le département du Finistère jouit d'un **climat tempéré, venté et humide, n'excluant pas des périodes de sécheresse et d'ensoleillement** selon les années et les saisons. Le couvert végétal est abondant, mais plus marqué par les herbages et les cultures que par la lande et les boisements.

#### 1.3.1. Le vent

Les **vents dominants sont de secteur Sud-Ouest à Ouest** et majoritairement compris entre 4 et 8 m/s. Les vents de secteurs Sud à Sud-Est sont très peu représentés.

#### 1.3.2. L'ensoleillement

La **durée moyenne annuelle d'ensoleillement** est proche de 1900 heures sur la frange littorale, **correspondant aux valeurs maximales observées sur la moitié Nord de la France** et en particulier sur le littoral breton. Le **gradient d'ensoleillement est toutefois très marqué entre la frange littorale et l'intérieur des terres**, puisqu'il diminue rapidement à 1800 h en arrière des côtes et 1650 h dans la partie Nord du territoire.

#### 1.3.3. Les températures

Sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération, les températures moyennes annuelles sont comprises entre 11 et 12 C, respectivement au Nord et au Sud.

Ces températures sont le reflet de l'influence océanique, du relief et de la position géographique (latitudes), se caractérisant par de **faibles amplitudes**. Les hivers sont doux et les étés tempérés, **l'océan jouant pleinement son rôle de régulateur thermique** jusqu'à plusieurs kilomètres dans les terres. Dans l'extrémité Nord du territoire, et notamment **dans les vallées, les amplitudes thermiques sont plus marquées**.

#### 1.3.4. Les précipitations

Les régimes de vents de Sud-Ouest à Ouest apportent l'essentiel des précipitations.

Les quantités de pluie sont inégalement réparties au cours de l'année : **la période comprise entre octobre et mars concentre environ 65 % du total des précipitations annuelles**. Dans cette période, les mois de décembre et janvier sont les plus arrosés. Sur l'année, les mois de **juin et juillet sont les plus secs**.

Outre les quantités de précipitations, le climat océanique finistérien explique le nombre relativement important de jours de pluie, ainsi que les durées des précipitations. **Les pluies sont en général faibles, voire modérées**. Le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération reçoit en moyenne 900 à 1300 mm de précipitations annuelles, valeur comparable à celle enregistrée sur la majorité du département.

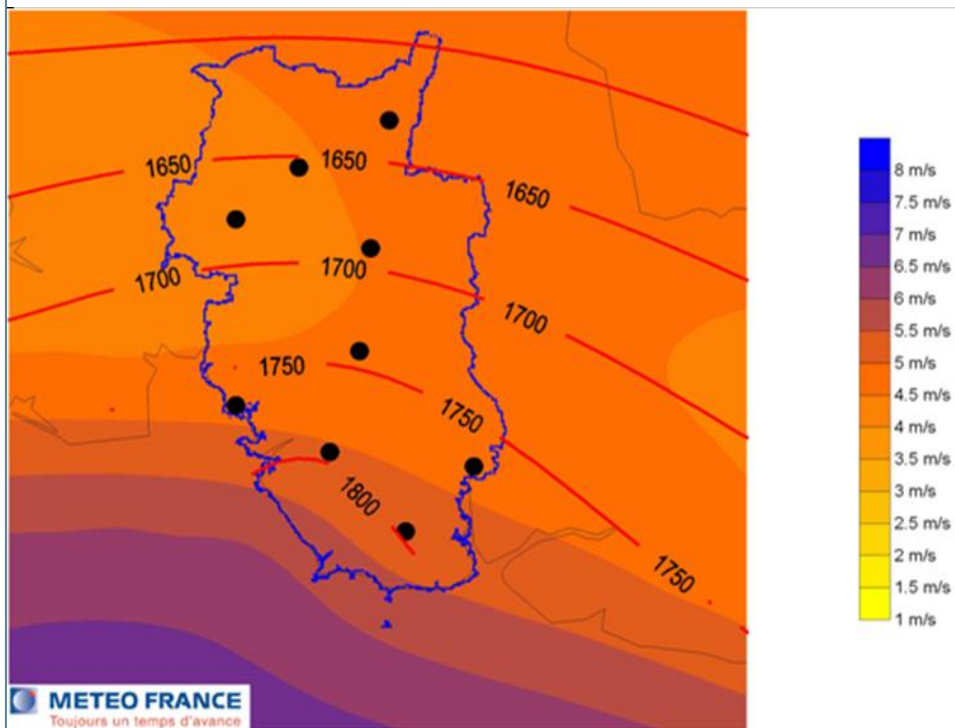
<sup>2</sup> Sources :

- Atlas de l'Environnement en Bretagne (DIREN Bretagne - Conseil Régional de Bretagne, 1999 - Période de référence : 1961-1990.

Cartes établies par Météo France sur le territoire de la CCA.

Carte n° 4

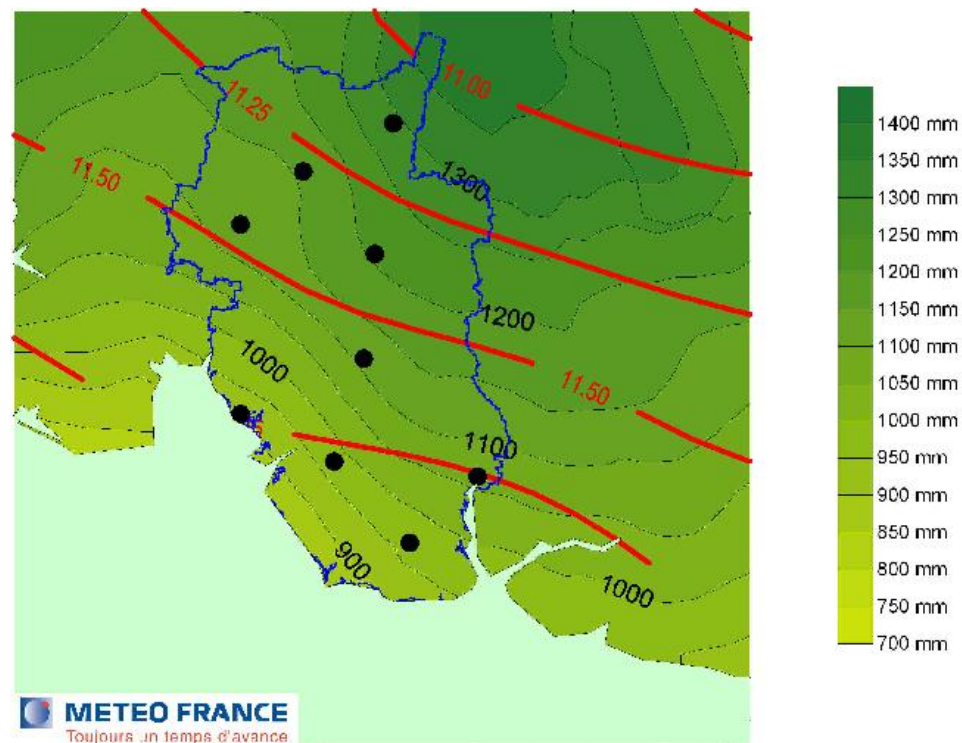
Carte des vents et de l'ensoleillement établie sur le territoire de l'agglomération de Concarneau Cornouaille (source : Météo France, 2008)



**Vent moyen annuel** en plages de couleurs (en m/s à 10 m)  
**Nombre moyen d'heures de soleil par an** en isolignes rouges.

Carte n° 3

Carte des températures et de précipitations établie sur le territoire de l'agglomération de Concarneau Cornouaille (source : Météo France, 2008)



**Pluie moyenne annuelle** (mm) en plages de couleur.  
**Température moyenne annuelle** (°C) en isolignes rouges.

## 1.4. La qualité de l'air

### 1.4.1. Le cadre réglementaire

Les orientations prises par le SCOT dans différents domaines tels que les formes d'habitat, l'agriculture, les transports ou encore les activités industrielles peuvent avoir des conséquences sur les émissions de polluants atmosphériques et donc sur la qualité de l'air.

La loi n°96-1236 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996 reconnaît « à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et d'être informé de la qualité de l'air qu'il respire ». Elle intègre entre autres les principes de pollution et de nuisance dans le cadre de l'urbanisme et dans les études d'impact relatives aux projets d'équipement.

La loi définit quatre types de seuils de pollution atmosphérique :

- valeur limite : un niveau maximal de concentration de substances polluantes dans l'atmosphère,
- objectif de qualité : un niveau de concentration à atteindre dans une période donnée,
- seuil de recommandation et d'information : un niveau de concentration au-delà duquel une exposition de courte durée a des effets limités et transitoires sur la santé de catégories de la population particulièrement sensibles,
- seuil d'alerte : un niveau de concentration au-delà duquel une exposition de courte durée présente un risque pour la santé humaine ou de dégradation de l'environnement à partir duquel des mesures d'urgence doivent être prises.

### 1.4.2. Les acteurs et dispositifs

#### 1.4.2.1. Le CITEPA

(source : CITEPA)

Le CITEPA, créé en 1961, est le Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique. Aujourd'hui, il regroupe 200 adhérents (industriels, fédérations et syndicats professionnels, producteurs d'énergie, constructeurs automobiles, éco-industries, bureaux d'études et laboratoires de mesures). Le champ d'activités du CITEPA intègre des activités associatives et des activités d'études, parmi lesquelles la réalisation

de l'inventaire des émissions. En effet, à la demande du Ministère chargé de l'Environnement, le CITEPA remplit la fonction de Centre National de Référence des émissions dans l'air. A ce titre, il détermine régulièrement les quantités rejetées dans l'atmosphère provenant de différentes sources pour diverses substances.

#### 1.4.2.2. Air Breizh

(source : Air Breizh)

Air Breizh est l'organisme de surveillance de la qualité de l'air en Bretagne, agréé par le Ministère chargé de l'environnement. Air Breizh a pour mission de :

- mesurer en continu les polluants urbains dans l'air ambiant (SO<sub>2</sub> NO<sub>x</sub>, CO, O<sub>3</sub>, poussières et benzène),
- informer les services de l'Etat, les élus, les industriels et le public, notamment en cas de pic de pollution,
- étudier l'évolution de la qualité de l'air et vérifier la conformité des résultats par rapport à la réglementation.

#### 1.4.2.3. Le PRQA

Les Plan Régionaux pour la Qualité de l'Air (PRQA) sont prévus par la loi du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie. Ils ont pour objectif de fixer des orientations visant à prévenir ou à réduire la pollution atmosphérique. Ces orientations portent notamment sur la surveillance de la qualité de l'air, sur la maîtrise des pollutions atmosphériques et sur l'information du public.

En Bretagne, le PRQA, établi pour la période 2000-2004, présente les principaux polluants, leurs sources et leurs effets sur la santé, sur le patrimoine naturel et le patrimoine architectural. Des orientations sont préconisées pour préserver l'air breton. Certaines visent à réduire les émissions afin de limiter l'exposition de la population à la pollution atmosphérique, d'autres visent à développer les connaissances sur la qualité de l'air et sur les effets de la pollution.

Depuis 2002, la Région Bretagne est compétente pour élaborer et suivre la PRQA.

### 1.4.3. Origine des principaux polluants et impacts

Les principaux polluants atmosphériques se classent en deux grandes familles :

- Les polluants primaires directement issus des sources de pollution (oxydes d'azote, monoxyde de carbone, dioxyde de soufre, composés organiques volatils, métaux lourds...).
- Les polluants secondaires produits de la transformation des polluants primaires sous l'effet du rayonnement solaire et de la chaleur (ozone...).

#### 1.4.3.1. Les oxydes d'azote (NOx/NO2)

Le monoxyde d'azote (NO) est émis par les installations de chauffage des locaux, les centrales thermiques de production électrique, les usines d'incinération et les véhicules. Il est rapidement oxydé en dioxyde d'azote (NO2). Les oxydes d'azote sont, de par leur origine, présents dans les milieux urbains et les zones industrielles.

En Bretagne, selon l'inventaire du CITEPA de 2000, 49% des émissions de NOx proviennent du transport routier, 21% de l'agriculture et de la sylviculture, 6% des secteurs résidentiel et tertiaire et 4% du secteur industriel et du traitement des déchets. (source : *Air Breizh*) Les émissions de NOx en Bretagne s'élèvent à 71 335 tonnes, représentant 5,1% des émissions à l'échelle nationale (source : CITEPA).

Le monoxyde d'azote passe à travers les alvéoles pulmonaires, se dissout dans le sang où il empêche la bonne fixation de l'oxygène sur l'hémoglobine. L'oxygénation des organes est alors altérée.

Le dioxyde d'azote est classé comme étant "toxique et irritant pour les yeux et les voies respiratoires". Il fragilise la muqueuse pulmonaire face aux agressions infectieuses notamment chez les enfants et provoque une hyperactivité bronchique chez les asthmatiques.

Il contribue également à l'acidification des milieux naturels.

#### 1.4.3.2. Le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)

Ce gaz résulte essentiellement de la combustion de matières fossiles contenant du soufre (installations de chauffage, véhicules...) et des procédés industriels.

Les principales sources de dioxyde de soufre en Bretagne sont le transport (31,3%) et le secteur résidentiel et tertiaire (30,7%). (source : *Air Breizh*)

En Bretagne, 13 814 tonnes de dioxyde de soufre sont émises par an contre 606 851 tonnes en France, soit 2,3 % des émissions nationales (source : CITEPA).

Le dioxyde de soufre est un gaz irritant, notamment de l'appareil respiratoire, les fortes pointes de pollution pouvant déclencher une gêne respiratoire chez les personnes sensibles (asthmatiques, jeunes enfants...).

Il contribue à l'acidification et l'appauvrissement des milieux naturels.

#### 1.4.3.3. Le monoxyde de carbone (CO)

Ce gaz incolore et inodore provient de la combustion incomplète des combustibles et des carburants.

En Bretagne, selon l'inventaire du CITEPA, 47% des émissions de CO proviennent du transport routier, 27% des installations de chauffage des secteurs résidentiel et tertiaire, 12% de l'agriculture et sylviculture et 4% du secteur de l'industrie et du traitement des déchets. (source : *Air Breizh*). 291 946 tonnes de monoxyde de carbone sont émises en Bretagne, soit 4,3% des émissions nationales (source : CITEPA).

La voie respiratoire constitue la seule voie de pénétration de ce polluant dans l'organisme. Après être passé dans le sang, le monoxyde de carbone se fixe sur l'hémoglobine pour former le carboxyhémoglobine (COHb), ce qui provoque une réduction de la capacité de transport d'oxygène du sang et engendre notamment des troubles cardio-vasculaires.

#### 1.4.3.4. Les particules

Les particules en suspension constituent un ensemble très hétérogène dont la qualité sur le plan physique, chimique et/ou biologique est fort variable.

Les particules liées aux activités humaines sont issues principalement de la combustion des matières fossiles, du transport routier et d'activités industrielles diverses (incinération, sidérurgie, extraction de minerais...).

La toxicité des particules en suspension est essentiellement due aux particules de diamètre inférieur à 10 µm (PM10), les plus grosses étant arrêtées puis éliminées au niveau du nez et des voies respiratoires supérieures. Le rôle des particules en suspension a été montré dans certaines atteintes fonctionnelles respiratoires, le déclenchement de crises d'asthme et la hausse du nombre de décès pour cause cardio-vasculaire ou respiratoire, notamment chez les sujets sensibles (enfants, bronchitiques chroniques, asthmatiques...). Certains hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) portés par les particules d'origine automobile, sont classés comme probablement cancérogènes chez l'homme.

La surveillance des particules les plus fines PM2.5 (diamètre inférieur à 2,5 µm) sera prochainement réglementée.

#### **1.4.3.5. Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM)**

Ces composés sont multiples et entrent dans la composition de nombreux produits courants (solvants, peintures...). Ils sont émis par un grand nombre de secteurs d'activités hétérogènes.

Parmi les COVNM, seul le benzène fait l'objet d'une réglementation.

Il est considéré comme cancérogène pour l'homme. Il présente des risques de leucémie. Ces effets ont été établis à partir d'études épidémiologiques en milieu de travail, et ont constitué la base de l'évaluation réalisée par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC), qui considère le benzène comme présentant des preuves suffisantes de cancérogénicité chez l'homme.

Cependant dans l'air ambiant, les concentrations rencontrées sont très inférieures à ces atmosphères et n'entraînent pas d'expositions aiguës.

Dans le Finistère, selon l'inventaire du CITEPA datant de 2000, 26 814 tonnes de COVNM sont rejetées par an. A l'échelle régionale, les émissions s'élèvent à 103 054 tonnes et à l'échelle nationale elles atteignent 2 946 143 tonnes (source CITEPA)

#### **1.4.3.6. Les métaux lourds**

Les métaux lourds (plomb, arsenic, nickel...) proviennent principalement de la combustion de combustibles fossiles et de certains secteurs industriels (incinération de déchets, traitements de surfaces, fonderies...).

Les métaux s'accumulent dans l'organisme et provoquent des effets toxiques à court et/ou à long terme. Ils peuvent affecter le système nerveux, les fonctions rénales, hépatiques, respiratoires...

Ces métaux peuvent également contaminer les sols et les aliments, et ainsi s'accumuler dans les différents organismes vivants.

Dans le Finistère et pour les polluants réglementés, selon l'inventaire du CITEPA datant de 2000, 61,7 kg/an d'arsenic, 62,8 kg/an de cadmium, 1 257 kg/an de nickel et 1 766 kg/an de plomb sont rejetés. Les émissions bretonnes sont respectivement de 242 kg/an (arsenic), 196 kg/an (cadmium), 4 179 kg/an (nickel), 5 921 kg/an (plomb). La Bretagne représente 1,6% des émissions nationales pour l'arsenic, 1,9% pour le cadmium, 1,9% pour le nickel et 2,1% pour le plomb.

#### **1.4.3.7. L'ammoniac (NH<sub>3</sub>)**

La Bretagne est la région de France où les émissions d'ammoniac sont les plus importantes, avec 19% des émissions. Elles proviennent quasi exclusivement du secteur agricole avec 147 867 tonnes par an pour un total

de 148 581 tonnes (source : CITEPA). Les activités d'élevage constituent la principale source.

L'exposition à de fortes concentrations d'ammoniac produit chez l'homme une irritation puis des lésions caustiques des muqueuses oculaires, des voies respiratoires et de la peau. Il est également connu pour être un neurotoxique, perturbant la transmission de l'influx nerveux. L'exposition répétée ou prolongée à l'ammoniac peut favoriser l'apparition d'infections broncho-pulmonaires et est incriminée dans l'apparition de certaines maladies (asthme, bronchites chroniques) aussi bien chez l'homme que chez l'animal (source : Air Breizh – Etude des teneurs en ammoniac atmosphérique sur le canton de Lamballe).

#### **1.4.3.8. Les pesticides**

Le terme pesticides regroupe tous les produits chimiques répandus pour la protection des cultures, luttant contre les organismes vivants jugés nuisibles (animaux, végétaux, micro-organismes) : il s'agit par exemple d'insecticides, d'herbicides ou de fongicides.

Ces produits contaminent l'air par dérive lors de leur épandage, par évaporation et par volatilisation. Cependant ils ne font pas l'objet, à l'heure actuelle, d'une réglementation relative à l'air ambiant.

La France est le premier consommateur en Europe de pesticides. La Bretagne, première région agricole de France, est touchée par cette pollution.

L'Observatoire Régional de Santé de Bretagne a publié un état actuel des connaissances en 2001 sur les effets chroniques des pesticides. Il ressort ainsi de différentes études épidémiologiques certains liens avec des pathologies telles que l'apparition de lymphomes malins non hodgkiniens, la leucémie, les troubles de la reproduction, et diverses pathologies neurologiques.

(source : Air Breizh).

#### **1.4.3.9. L'ozone (O<sub>3</sub>)**

L'ozone est un polluant secondaire, formé sous l'effet des rayonnements solaires, par réactions chimiques à partir de gaz précurseurs issus du trafic automobile et de l'activité industrielle (NO<sub>x</sub>, COVNM, CO).

Des concentrations plus importantes sont relevées en périphérie des villes et en zones rurales situées sous les vents d'agglomérations émettrices de gaz précurseurs.

Une exposition unique à l'ozone, lors d'expérimentations humaines contrôlées, provoque une augmentation significative de l'incidence des symptômes (toux, inconfort thoracique et douleur à l'inspiration profonde).

De plus, des études épidémiologiques fournissent également des éléments pour incriminer le rôle de l'ozone dans la diminution de la fonction ventilatoire. Les sujets asthmatiques ainsi que les enfants constituent un groupe de population sensible.

#### 1.4.4. Qualité de l'air dans le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération

Il n'existe pas de mesures de la qualité de l'air représentative de la qualité de l'air au sein de Concarneau Cornouaille Agglomération, la station de mesure la plus proche étant située à Quimper.

Cependant en mettant en perspective les résultats issus du réseau de mesures d'Air Breizh sur l'année 2006, il est possible d'indiquer que pour :

##### 1.4.4.1. *Le dioxyde d'azote*

Les résultats sur les stations de mesure de Quimper montrent que les seuils ont été respectés. Les dépassements de seuil relevés en Bretagne ont été enregistrés dans les agglomérations de taille plus importante (Rennes et Brest) au bord des axes de circulation.

##### 1.4.4.2. *Le dioxyde de soufre*

Les concentrations mesurées sur l'ensemble des sites sont très faibles et aucun seuil de référence n'a été dépassé. Aucune industrie lourde émettrice de SO<sub>2</sub> n'étant implantée sur le territoire, ce polluant ne présente pas d'enjeu.

##### 1.4.4.3. *Le monoxyde de carbone*

Toutes les concentrations mesurées en Bretagne de monoxyde de carbone, sont inférieures à la valeur limite définie par la réglementation. De plus, depuis 1998, les concentrations moyennes annuelles et les maxima horaires sont en baisse régulière.

##### 1.4.4.4. *Les particules*

L'ensemble des valeurs réglementaires en Bretagne est respecté en 2006.

##### 1.4.4.5. *Les Composés Organiques Volatils*

L'entreprise Mc Bride SAS, classée SEVESO Seuil Haut, implantée sur la commune de Rosporden, est à l'origine d'émissions ponctuelles de Composés Organiques Volatils non méthaniques (COVNM) à raison de 50 200 kg/an en 2004 et 55 700 kg/an en 2005.

A titre de comparaison, une raffinerie des Pays de la Loire a émis en 2005, 1 800 tonnes de COVNM. Des mesures de benzène réalisées autour de celle-ci entre 2005 et 2007, ont montré que les risques de dépassement de la valeur limite sont faibles (7 µg/m<sup>3</sup>) et que le dépassement de l'objectif de qualité (2 µg/m<sup>3</sup>) est potentiel. En effet pendant les périodes de mesure, la moyenne pondérée s'élève à 1,8 µg/m<sup>3</sup> (source : Air Pays de la Loire).

Aussi les risques de dépassement des seuils semblent faibles sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération.

##### 1.4.4.6. *Les métaux lourds*

Une campagne de mesure des métaux lourds (plomb, arsenic, nickel et cadmium) a été réalisée en milieu urbain (Rennes). Les résultats montrent que les teneurs enregistrées sont de l'ordre du dixième voire du centième (pour le plomb) des seuils des réglementations française européenne. Ces valeurs sont comparables aux résultats d'autres villes françaises.

##### 1.4.4.7. *L'ammoniac*

Une étude menée par Air Breizh sur le canton de Lamballe en 2003 a montré que les concentrations les plus élevées d'ammoniac étaient enregistrées sur la commune où la densité d'élevage est la plus importante : moyenne de 77 µg/m<sup>3</sup> contre une moyenne de 58 µg/m<sup>3</sup> en périphérie de Lamballe et contre 37 µg/m<sup>3</sup> sur un site proche de la côte. (source : Air Breizh – Etude des teneurs en ammoniac atmosphérique sur le canton de Lamballe).

Les concentrations potentiellement les plus élevées pourront donc être relevées proches des activités d'élevage.

Une des mesures du Plan Régional pour la Qualité de l'Air de Bretagne est de réduire l'exposition des bretons à la pollution d'origine agricole par la diminution des émissions d'ammoniac, grâce à la promotion des dispositifs et matériels permettant de lutter contre cette pollution.

##### 1.4.4.8. *Les pesticides*

Depuis plusieurs années Air Breizh mène des campagnes de mesures de produits phytosanitaires en Bretagne. En 2006, sur 80 composés recherchés, 20 ont été détectés dont 10 sont considérés comme toxiques à l'ingestion.

(source : Air Breizh – Campagne de mesures de produits phytosanitaires à Mordelles (35)).

Le Plan Régional pour la Qualité de l’Air de Bretagne prévoit de diminuer de 10% l’utilisation des produits phytosanitaires, pour réduire l’exposition de la population cette pollution.

#### **1.4.4.9. L’ozone**

Des dépassements du seuil de recommandation et d’information de ce polluant ont déjà été enregistrés sur tous les départements de Bretagne (été 2006 par exemple). Les objectifs de qualité sont également dépassés. La pollution photochimique par l’ozone étant un phénomène s’établissant sur de grandes étendues, le territoire est également concerné par celle-ci. Les concentrations les plus fortes sont constatées l’été lors des périodes de fort ensoleillement et de fortes chaleurs.

***matériels permettant de lutter contre cette pollution (cela passe par exemple par des améliorations pour l’épandage du lisier ou par la reconstitution du bocage, par plantation de haies réduisant la dispersion des polluants), et de diminuer de 10% l’utilisation des produits phytosanitaires (ce qui peut passer notamment par le développement d’une agriculture s’approchant des pratiques de l’agriculture biologique).***

#### **Le qualité de l’air en deux mots...**

***La qualité de l’air et du climat dans le territoire constitue un des atouts du territoire. Les conditions naturelles de dispersion atmosphérique étant favorables à une très bonne qualité de l’air, les orientations du SCOT peuvent donc permettre de conforter cet atout.***

***Cependant l’été, des épisodes de pollution par l’ozone peuvent être observés.***

***Par ailleurs dans les zones agricoles du territoire, les activités génèrent des émissions de pesticides (cultures) et d’ammoniac (pour l’élevage principalement), polluants qui ne sont pas à l’heure actuelle réglementés mais qui font l’objet de préconisations dans le cadre du PRQA. Ainsi parmi les orientations du PRQA, il est prévu de diminuer les émissions d’ammoniac, grâce à la promotion des dispositifs et***

## 1.5. La ressource en eau : état des lieux et actions de préservation existantes

### 1.5.1. Les ressources en eau

#### 1.5.1.1. Bassins versants et cours d'eau associés

##### Les bassins versants

Le territoire du SCoT présente une densité hydrographique importante du fait d'un climat relativement humide, de sa proximité du littoral. Le territoire du SCoT est « enclavé » entre le bassin versant de la Laïta et celui de l'Odet (cf. carte ci-dessous). Son réseau hydrographique est particulièrement ramifié et on compte sept bassins versants sur son territoire, dirigés vers l'Atlantique.

##### Les principaux cours d'eau

Le Moros prend sa source à Rosporden et se jette dans le port de Concarneau. D'une longueur de 18 km, ce cours d'eau présente un bassin versant de 45,25 km<sup>2</sup>.

L'Aven est une rivière de 36,5 km de la source à l'estuaire présentant de nombreux affluents. Ce cours d'eau est classé en première catégorie piscicole avec un fort potentiel pour le saumon.

Le Ster-Goz constitue l'affluent principal de l'Aven avec une longueur de 20km. Ce cours d'eau est de première catégorie piscicole avec un fort potentiel pour le saumon.

L'Odet prend sa source à Saint-Goazec, à environ 180 m d'altitude. Le cours d'eau s'écoule sur 38 km jusqu'à Quimper suivant une direction nord-est-sud ouest jusqu'au Stangala. Il se dirige ensuite plein sud jusqu'à sa confluence avec le Jet. Son réseau est relativement dense. Avec ses 35 affluents, le réseau représente un linéaire total de 185 km.

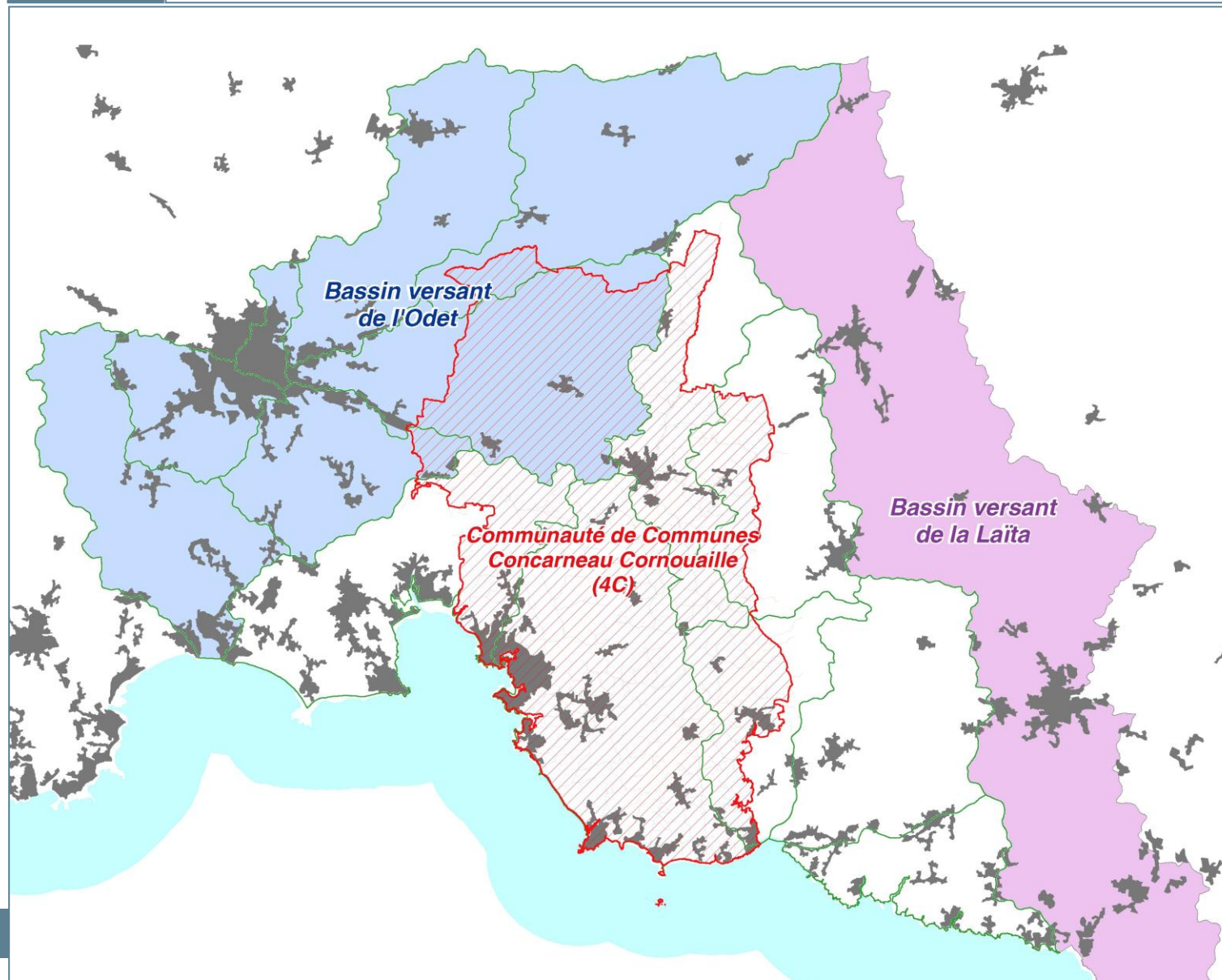
Le Jet prend sa source à Coray à 200 m d'altitude et s'écoule sur 26 km avant sa confluence avec l'Odet. Drainant une superficie de 116 km<sup>2</sup>, il présente une pente est très forte sur sa partie amont. La rivière se dirige suivant la direction Nord-Sud jusqu'à sa traversée d'Elliant.

##### Les masses d'eau superficielles au titre de la Directive Cadre sur l'Eau

Dans le cadre de la mise en œuvre de la DCE du 2000/60/CE, l'ensemble des masses d'eau de surface ou souterraines du bassin Loire-Bretagne a été identifié (cf. tableau ci-après) en vue de réaliser un état des lieux (effectué à ce jour) et d'établir un programme de mesures (en cours). Une masse d'eau de surface constitue « une partie distincte et significative des eaux de surface telles un lac, un réservoir, une rivière, un fleuve ou un canal, une partie de rivière, de fleuve ou de canal, une eau de transition ou une portion d'eaux côtières » (Définition DCE 2000/60/CE du 23/10/2000). Sont associés aux différentes masses d'eau :

- un état initial du milieu est caractérisé (état écologique, chimique et quantitatif pour les masses d'eaux souterraines),
- des objectifs de bon état à atteindre avec des dérogations éventuelles.

<b>Masses d'eau-« Cours d'eau » (définies dans le cadre de la DCE, incluses dans le périmètre du SCoT – source : AELB)</b>	
FRGR007 8	L'Odet depuis Coray jusqu'à l'estuaire
FRGR008 3	Le Jet depuis Elliant jusqu'à sa confluence avec l'Odet
FRGR008 5	Le Moros depuis Melgven jusqu'à son estuaire
FRGR008 6	L'Aven depuis Rosporden jusqu'à l'estuaire
FRGR008 7	Le Ster-Goz depuis Scaër jusqu'à sa confluence avec avec l'Aven
FRGR118 9	Le Pont-Quoren et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer
FRGR120 8	Le Dour-Ruat et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer
FRGR121 9	Le Minaouet et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer
FRGR125 0	Le Saint-Laurent et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer
FRGR163 3	L'anse de Saint-Cadou et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire



### Potentialités piscicoles des cours d'eau

L'Odet, le Jet, l'Aven et le Ster-Goz présentent un fort potentiel pour le saumon et sont classés en 1<sup>ère</sup> catégorie piscicole. Les autres ruisseaux, malgré l'absence de dénombrement, présentent a priori les mêmes potentialités<sup>3</sup>.

#### **1.5.1.2. Eaux souterraines**

Les roches indurées du socle breton ont subi des contraintes ayant conduit à la création de fractures multidimensionnelles et directionnelles. Ces fractures ainsi que le réseau de fissures constituent le réservoir type des aquifères armoricains de socle. C'est pourquoi la recharge en eau s'effectue par infiltration, phénomène dépendant de la pente, de l'occupation du sol ou encore de la nature des terrains.

La vitesse de déplacement de l'eau dans la nappe est le plus souvent assez lente expliquant un renouvellement du volume d'eau de l'ordre de 10 à 30 ans selon la pluviométrie.

De manière générale en Bretagne, les eaux souterraines se caractérisent par une faible minéralisation avec très souvent des teneurs élevées en fer et à un degré moindre en manganèse.

Sur le territoire de la CCA, plusieurs captages sont utilisés pour l'alimentation en eau potable.

Au titre de la Directive Cadre sur l'Eau, une masse d'eau souterraine est : « un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères ».

Sur le territoire, deux masses d'eau souterraines sont recensées :

<b>Masses d'eau souterraines (définies dans le cadre de la DCE, incluses dans le périmètre du SCoT – source : AELB)</b>	
FRG004	Odet
FRG005	Baie de Concarneau-Aven

#### **1.5.1.3. Zones humides**

Les zones humides sont définies au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 comme « *des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* ».

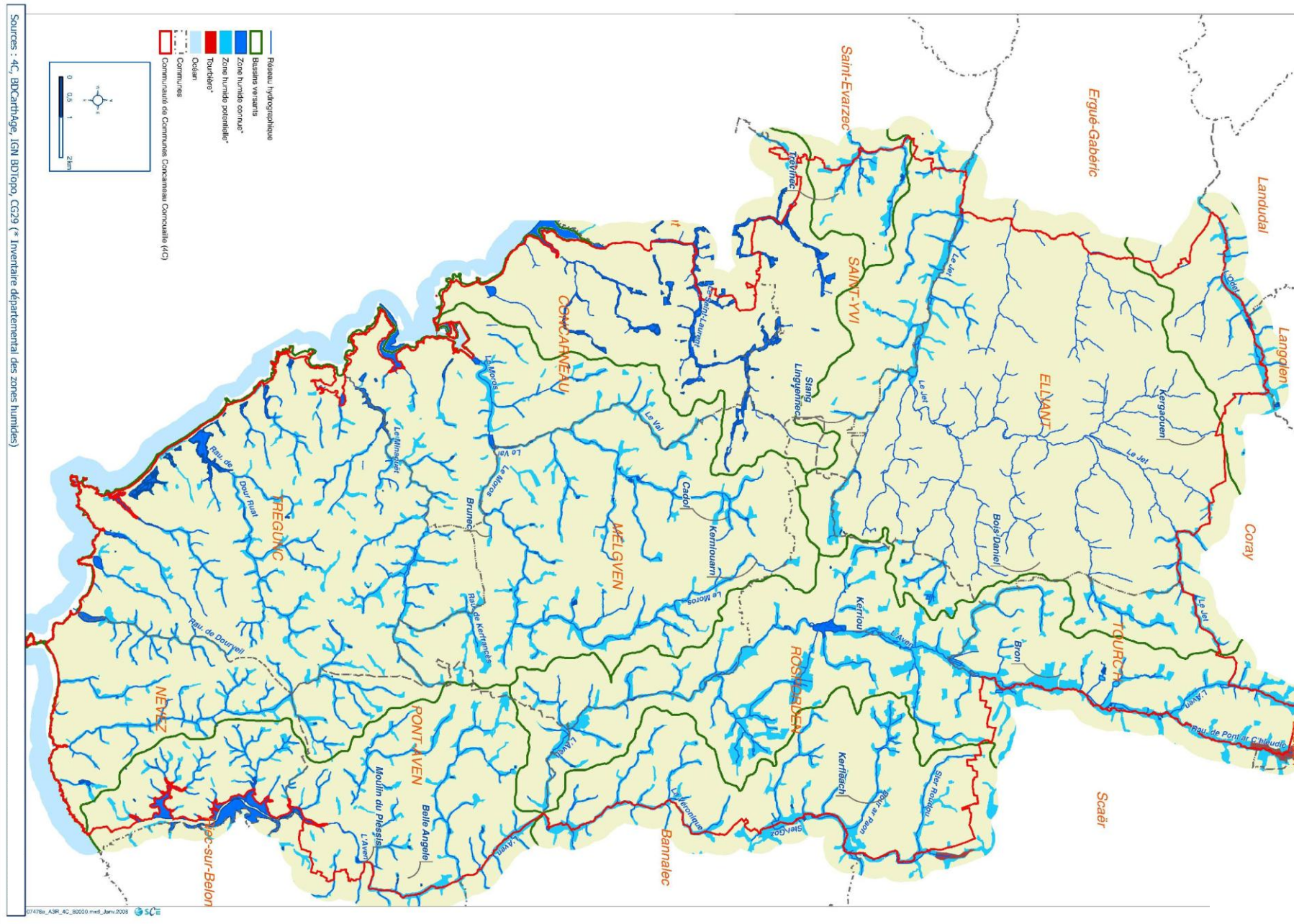
Ces milieux présentent de multiples fonctions hydrauliques : expansion des crues, régulation des débits d'étiage, recharge des nappes ou encore régulation des nutriments. A ces fonctions s'ajoute une valeur patrimoniale et une diversité biologique d'intérêt.

Un inventaire réalisé en 2003 par l'ADASEA du Finistère dans le cadre du programme de bassin versant du Lesnevard (validé par la DDAF) a recensé près de 205 hectares de zones humides dont environ 185 hectares inclus dans le périmètre du territoire. Un inventaire plus exhaustif et un plan de gestion sont actuellement en cours de réalisation dans le cadre de la mise en place d'un Contrat Restauration Entretien « Cours d'eau et zones humides » sur les communes de Concarneau, Melgven, Saint-Yvi, Trégunc, Pont-Aven et Névez. On retrouve ainsi différents types de zones humides sur le territoire : des prairies humides en fond de vallées, des étangs littoraux ou encore des tourbières.

#### ***Le réseau hydrographique en deux mots...***

***Avec son réseau hydrographique dense et sa forte présence de zones humides, le territoire bénéficie de ressources en eau et d'une diversité de milieux aquatiques non négligeables***

<sup>3</sup> Source : Conseil Général du Finistère (Direction de l'Eau et de l'environnement).



#### 1.5.1.4. Milieux marins et côtiers

Trois communes de la CCA présentent une façade en contact avec l'océan : Concarneau, Trégunc et Nêvez. Le linéaire côtier de ces trois communes est continu et représente environ 50 km au contact de l'océan. L'estuaire de l'Aven remonte quant à lui sur 11 km jusqu'à Pont-Aven.

##### Géomorphologie

Le rivage est constituant de la Baie de Concarneau, qui s'étend de Beg-Meil à l'Ouest jusqu'à la pointe de Trévignon à l'Est. La partie Ouest de la baie appartient aux communes de Bénodet, Fouesnant et Forêt-Fouesnant.

La géomorphologie de la Baie de Concarneau se caractérise par un plateau de faible profondeur, bordé par une cote abrupte à dominante rocheuse sur sa partie occidentale entre la pointe de Beg-Meil et Cap-Coz laissant la place à une cote sableuse en pente douce en fond de baie. De Kerleven à Concarneau, le littoral présente une succession de passages rocheux et de petites plages entrecoupées par les embouchures des rivières St-Laurent et St-Jean. De Concarneau à la Pointe de la Jument, le littoral est composé de petites criques sableuses séparées par des pointes rocheuses. De la Pointe de la Jument à la Pointe de Trévignon, le rivage est ici formé d'une longue plage sableuse continue, se poursuivant vers Riec-sur-Belon par une succession de caps rocheux et de criques sablonneuses.

##### Bathymétrie

Les profondeurs rencontrées sont faibles : Le zéro marin se situe à environ 800-1000 mètres de la cote ce qui donne une morphologie d'estran relativement large sur le secteur. Au large de la baie, les fonds descendent à 20-22 mètres sous le zéro marin.

##### Sédimentologie

D'un point de vue sédimentaire, l'ensemble du secteur se caractérise par la présence très majoritaire de sables, sables-graviers et sables fins. Des affleurements rocheux sont également très présents et des placages de vase sont visibles en fond de baie et dans les anses abritées.

##### La marée

D'après les données du Service Hydrographique et Océanique de la Marine, la marée est de type semi-diurne et comprend par jour deux pleine-mers et deux basse-mers d'importances sensiblement égales.

Les marées sont de type mésotidal (marnage moyen) et les marnages sont les suivants :

	Vive-eau moyenne (coef.95)	Morte-eau moyenne (coef. 45)
Hauteur d'eau à pleine-mer	5,0 m	3,9 m
Hauteur d'eau à basse-mer	0,8 m	2,0 m
Marnage	4,20 m	1,90 m

Paramètres de la marée à Concarneau (SHOM) :

##### Les courants de marée

Les marées engendrent des courants qui s'orientent :

- **à basse-mer** : direction variable mais globalement orienté vers l'ouest/sud-ouest ;
- **mi-flot** : direction franchement orientée nord-nord-est ;
- **à pleine-mer** : direction variable mais globalement orienté est ;
- **à mi-jusant** : direction orientée vers le sud ;

Les vitesses de courant observées sont faibles, allant de 0,1 à 0,6 nœuds (0,05 à 0,30 m/s).

##### Les houles

Le secteur est exposé aux houles océaniques provenant du large. Une étude récente montre que les houles les plus fréquentes proviennent du secteur Nord-Ouest à Sud-Ouest. Les houles de plus forte amplitude proviennent du Sud-Ouest. Les hauteurs significatives des houles océaniques annuelles sont de 4,6 à 5,5 mètres et celles des houles décennales de 6,7 à 8,3 mètres (enregistrements 1975-1986 au large de Plogoff).

Le secteur est donc exposé à ces houles d'origine océaniques ainsi qu'à des mers de vent plus locales pouvant se former à proximité de la côte sur des petits fonds.

Figure n° 1

Courants de marée sur le secteur des Glénan (SHOM)

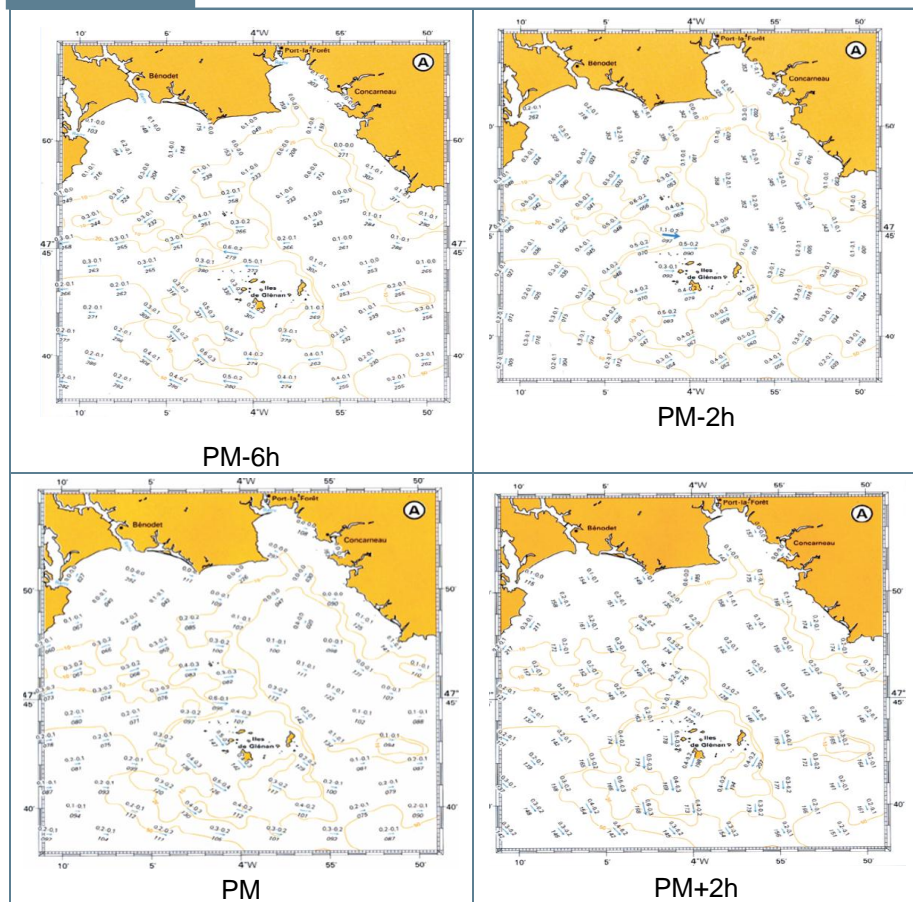
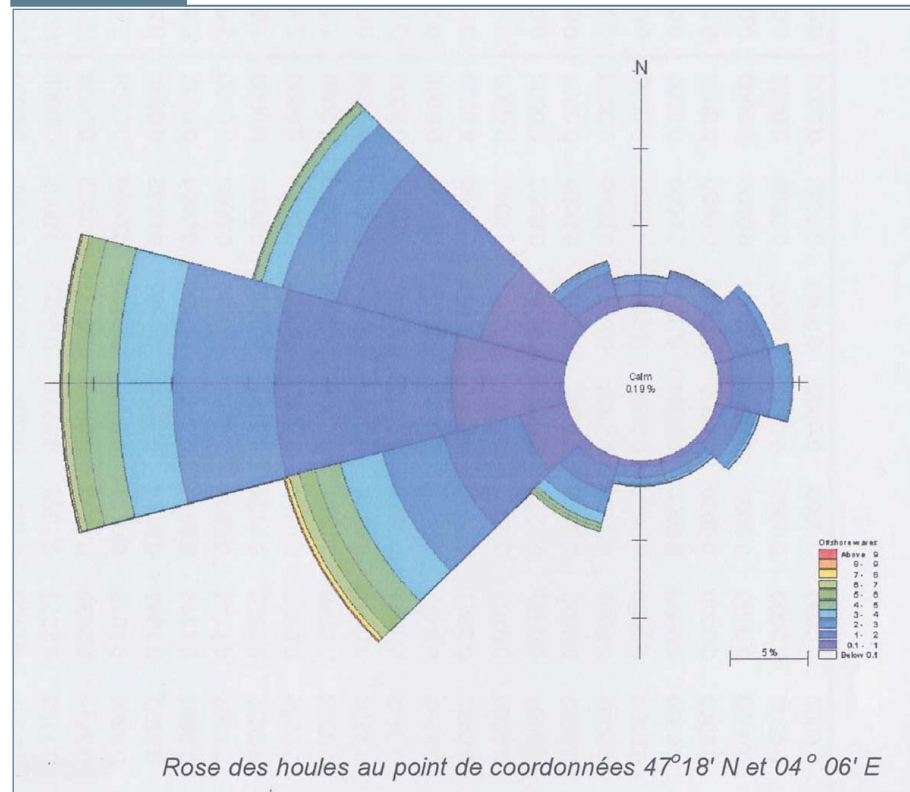


Figure n°

Rose des houles au large de la Bretagne Sud (source : DHI, 2003)



### Les milieux marins et côtiers en deux mots....

Les rivages se caractérisent donc par une alternance de cotes rocheuses abruptes, et de plages sableuses entrecoupées de cap rocheux. Les fonds évoluent en pente douce vers le large sur un plateau de faible profondeur. Les marées sont de type atlantique présentant cinq mètres de marnage en vive-eau et des houles océaniques de secteur nord-ouest à sud-ouest.

## 1.5.2. Contexte Réglementaire

### 1.5.2.1. La Directive Cadre sur l'Eau et le SDAGE

L'article 7 de la loi du 21 avril 2004 modifie trois articles du titre II du livre 1er du code de l'urbanisme renforçant ainsi l'indispensable cohérence entre les orientations des SDAGE, SAGE et des documents d'urbanisme. Ainsi, le présent Schéma de Cohérence Territoriale doit être rendu compatible avec « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les SDAGE ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les SAGE.

Lorsqu'un de ces documents est approuvé après l'approbation d'un schéma de cohérence territoriale, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans ».

La Directive Cadre sur l'Eau adoptée par le Conseil et le Parlement européens le 23 octobre 2000 constitue désormais le cadre de référence en matière de politiques publiques de gestion de l'eau. Transposée en France par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004, elle fixe des objectifs de résultats en termes de qualité écologique et chimique des eaux pour les Etats membres consistant à :

- Etablir les mesures nécessaires pour prévenir la dégradation de l'état de toutes les masses d'eau,
- Protéger, améliorer et restaurer les masses d'eau afin d'atteindre un bon état écologique et chimique en 2015,
- Etablir les mesures nécessaires pour réduire les rejets de substances dangereuses et supprimer les rejets des substances dangereuses prioritaires,
- Assurer un approvisionnement suffisant en eau potable de bonne qualité,
- Contribuer à atténuer les effets des sécheresses et des inondations.

Ces objectifs sont définis sur les masses d'eaux souterraines et superficielles. A cette notion de « masse d'eau » doit s'appliquer la caractérisation :

- d'un état du milieu :
  - état écologique des eaux de surface,
  - état chimique des eaux superficielles et souterraines,
  - état quantitatif des eaux souterraines
- des objectifs à atteindre avec des dérogations éventuelles

Au niveau du district Loire-Bretagne, la déclinaison de la mise en œuvre de la directive est la suivante :

- 2004 : réalisation de l'état des lieux prospective du niveau d'atteinte des objectifs de bon état pour 2015 ;
- 2005-2007 : élaboration du programme de mesures relatif aux actions en cours et celles qui seront nécessaires en complément pour atteindre les objectifs de la DCE. En fonction de la faisabilité économique ou technique, des dérogations de délai ou d'objectifs ont été argumentées auprès de la commission européenne ;
- 2007-2009 : écriture du nouveau SDAGE faisant pour un de ces volets office de plan de gestion relatif à la mise en œuvre de la DCE.

Concernant le SDAGE Loire Bretagne approuvé le 26 juillet 1996 et applicable depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1996, sept objectifs vitaux pour le bassin ont été définis parmi ses préconisations :

- gagner la bataille de l'alimentation en eau potable
- poursuivre l'amélioration de la qualité des eaux de surface
- retrouver des rivières vivantes et mieux les gérer
- sauvegarder et mettre en valeur les zones humides
- préserver et restaurer les écosystèmes littoraux
- réussir la concertation, notamment avec l'agriculture
- savoir mieux vivre avec les crues.

Un nouveau SDAGE Loire-Bretagne, prévu pour 2009, est en cours d'élaboration. Il prendra en compte les objectifs fixés par la DCE en les déclinant de manière globale au niveau du district Loire-Bretagne.

Le territoire du SCoT de la CCA n'étant concerné en partie que par le SAGE de l'Odét (Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tourch), le présent SCoT devra être rendu compatible avec les orientations du SDAGE Loire-Bretagne et du SAGE de l'Odét uniquement.

#### 1.5.2.2. La Directive Nitrates

La directive Nitrates du 12 septembre 1991 impose la lutte contre la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Trois zones distinctes ont été définies pour des programmes d'actions différents et adaptés :

- Les zones vulnérables : territoires où les normes européennes de concentration en nitrates dans les eaux superficielles sont dépassées ou menacent de l'être ;
- Les zones d'actions complémentaires : bassins versants situés en amont de prises d'eau superficielles destinées à la production d'eau potable ne répondant pas aux exigences de qualité des eaux brutes ;
- Les zones d'excédents structurels : cantons dont la charge azotée d'origine animale est supérieure au plafond de la directive soit 170 kg d'azote par hectare épandable par an.

Le territoire ne se situe pas en zone d'excédent structurel (ZES). Aucune zone d'actions complémentaires (ZAC) définies par le second programme d'action de juillet 2001 pour les bassins où la qualité des eaux brutes n'est pas suffisante n'est recensée sur ce territoire.

***Ces deux directives structurantes fixent dans le cas de la Directive Cadre sur l'Eau des objectifs environnementaux et pour la Directive Nitrates des actions de lutte contre les pollutions d'origine agricole.***

#### 1.5.3. Qualité des eaux : situation actuelle et actions mises en œuvre

##### 1.5.3.1. Qualité des eaux superficielles

Les deux paramètres les plus sensibles par rapport à la qualité des eaux brutes demeurent les pesticides et les nitrates comme de manière générale sur la région Bretagne.

##### Nitrates

Les sources de nitrates sont essentiellement liées aux activités agricoles, par des excès d'épandage de déjections animales ou d'utilisation d'engrais minéraux azoté. Des concentrations excessives en nitrates ont alors des conséquences d'une part sur l'environnement (proliférations d'algues vertes,...) et sur la santé des consommateurs (qualité de l'eau potable).

Le Système d'Evaluation de la Qualité des Eaux (SEQ Eau) a longtemps servi de référence pour mesurer la qualité des eaux superficielles. La spécificité du SEQ Eau est de permettre un classement des cours d'eau, en fonction des concentrations des différents paramètres d'une part et des aptitudes de l'eau à satisfaire un usage donné d'autre part.

Les cours d'eau du territoire de la CCA présentent globalement une **qualité médiocre** selon la grille SEQ-Eau pour les nitrates (données 2003-2005). En 2006, la teneur en nitrates des eaux superficielles n'a cependant pas dépassé les 50 mg/l.

Le suivi de la qualité des rivières mené dans le cadre du Contrat de Bassin Versant du Lesneval a permis de voir une évolution de la qualité vis-à-vis des nitrates sur la période 2003-2006<sup>4</sup> en terme de concentrations aux exutoires de la baie de la forêt : pour le Saint Laurent, une augmentation des concentrations en nitrates avait été constatée entre 2004 et 2006. Avec une pluviométrie similaire en 2006 et en 2004, les flux étaient cependant plus importants en 2006 du fait de concentrations supérieures. Lors de ces trois années de suivis, aucun dépassement des 50 mg/l n'a été observé (Communautés de Communes du Pays Fouesnantais et CCA, 2008).

<sup>4</sup>Bien que le protocole de suivi rencontre quelques limites (protocole non officiel, faible fréquence des campagnes de prélèvements), ces données apportent toutefois un complément concernant la qualité des eaux superficielles sur ces deux cours d'eau dans le cadre de l'état des lieux.

### Phosphore

Les rejets domestiques et industriels associés aux apports agricoles sont sources de phosphore pour les eaux superficielles. Un excès de la teneur en phosphore peut provoquer des phénomènes d'eutrophisation pour les retenues ou encore les cours d'eau à courant lent ayant des impacts sur la vie aquatique et pour les usages liés à l'eau (eau potable, baignade, conchyliculture...).

Aux points de mesures présents sur le territoire, on note une qualité bonne à moyenne selon la grille SEQ-Eau avec une teneur moyenne en orthophosphates globalement inférieure à 0,5 mg/l (MISE, 2006).

### Pesticides

Utilisés en milieu agricole ou encore par les acteurs des zones non agricoles (collectivités, autres gestionnaires de l'espace public, particuliers...), les pesticides font l'objet de contrôle sanitaire.

En 2006, la concentration maximale par molécule aux points de mesure RNB et CORPEP a été comprise entre 0,1 et 2 µg/l voir inférieur à 0,1 µg/l (la norme pour les eaux brutes destinées à l'alimentation en eau potable étant fixée à 2µg/l par substance active).. La concentration maximale par molécule aux points de mesure de la CORPEP et de la RNB est globalement comprise entre 0,1 et 0,5 µg/l.

Les pesticides regroupent diverses familles de produits d'origine synthétique et naturelle. Certaines molécules rentrant dans ce cadre sont identifiées comme substances prioritaires listées à l'annexe X de la Directive Cadre sur l'Eau (2000/60/CE). Le tableau ci-après liste ces molécules et leurs valeurs seuil (concentrations dans les eaux brutes):

	Code SANDRE	Valeur seuil Eau (µg/l)
<b>Alachlore</b>	1101	0,3
<b>Simazine</b>	1263	0,7
<b>Trifluraline</b>	1289	0,03
Chlorfenvinphos	1464	0,06
Chlorpyrifos	1083	0,03
<b>Endosulfan</b>	1743	0,005
Lindane	1203	0,1
<b>Atrazine</b>	1107	0,6
Diuron	1177	0,2
Isoproturon	1208	0,3

#### Liste des pesticides identifiés comme substances prioritaires

Le bon état au titre de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) pour le paramètre pesticide s'évalue selon le respect des normes de qualité environnementale provisoire attribuées à chaque substance et famille de substances dites prioritaires figurant à l'annexe X de la DCE.

Les résultats d'analyses effectués sur les six stations de mesures préalablement présentées ne recensent aucun dépassement de ces valeurs seuil.

A noter que dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, une réduction de 50% de l'usage de pesticides sur dix ans : un projet (non traduit réglementairement à ce jour) « le Plan Ecophyto 2018 » prévoit notamment le retrait progressif des substances les plus préoccupantes et propose des indicateurs de suivi de l'évolution de l'utilisation des pesticides.

### Altérations hydromorphologiques

L'impact des perturbations morphologiques et hydrologiques peut être évalué selon leur influence sur la capacité du milieu à permettre à certaines espèces de poissons reconnues comme indicatrices de réaliser leur cycle biologique. Ceci repose sur les résultats du Réseau d'Observation du Milieu (ROM) du Conseil Supérieur de la Pêche (devenu ONEMA, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques). Ainsi l'importance de l'impact est classée selon cinq classes : de « très faible », où le déroulement du cycle est normal, à « très fort » où au moins l'une des fonctions vitales est impossible.

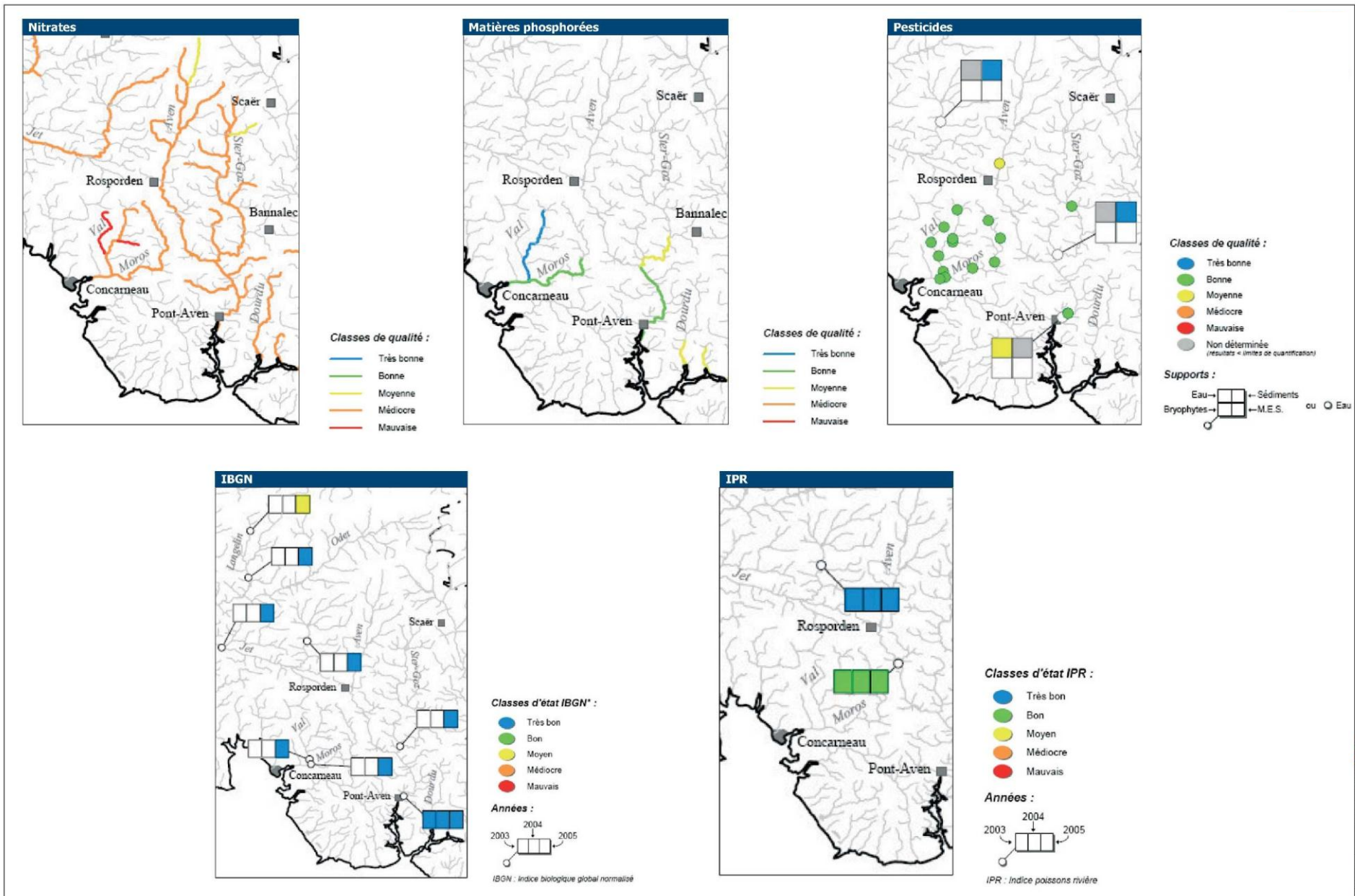
Sur le territoire du SCOT, le niveau d'impact des perturbations hydrologiques ou morphologiques sur la population de poisson indicatrice en 2002 est évalué comme très faible. On note cependant, pour la masse d'eau du Dour Ruat et de ses affluents, un doute pour l'atteinte du bon état concernant ce paramètre, au sens de la DCE.

Le Réseau d'Evaluation des Habitats (R.E.H.) mis au point par le Conseil Supérieur de la Pêche (devenu ONEMA, Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) permet une évaluation de l'état des masses d'eau sur des tronçons à caractères hydromorphologiques homogènes. Pour chaque tronçon homogène déterminé, différents critères sont évalués : la ligne d'eau, le lit mineur, les berges et ripisylves, la continuité dans le lit mineur, les annexes et le lit majeur. L'état des lieux réalisé dans le cadre de l'application de la DCE montre que pour l'ensemble des masses d'eau superficielles présentes sur le territoire du SCOT aucun impact hydrologique ou morphologique n'est recensé.

### Qualité biologique

La qualité IBGN en 2005 renseignant sur les effets de l'habitat et la qualité physico-chimique de l'eau est très bonne aux points de mesure RNB présents sur le territoire.

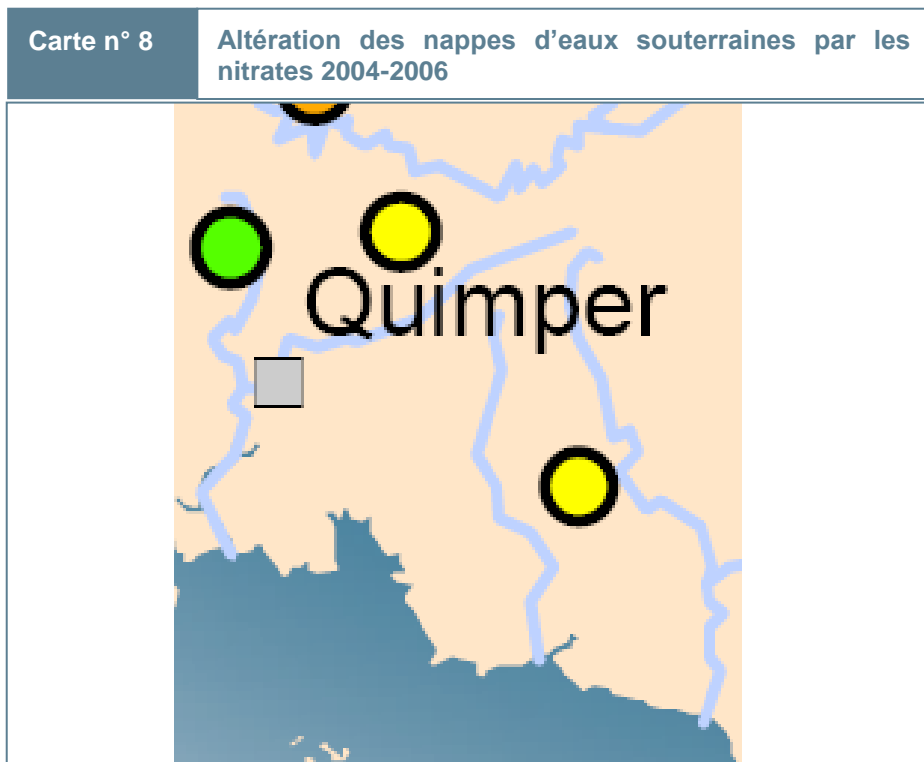
De même, la qualité des peuplements par l'indice poisson établi sur une comparaison des peuplements piscicoles d'une station de mesure à un peuplement théorique attendu en l'absence de perturbation est également bonne à excellente.



Source : AELB / 2007

### 1.5.3.2. Qualité des eaux souterraines

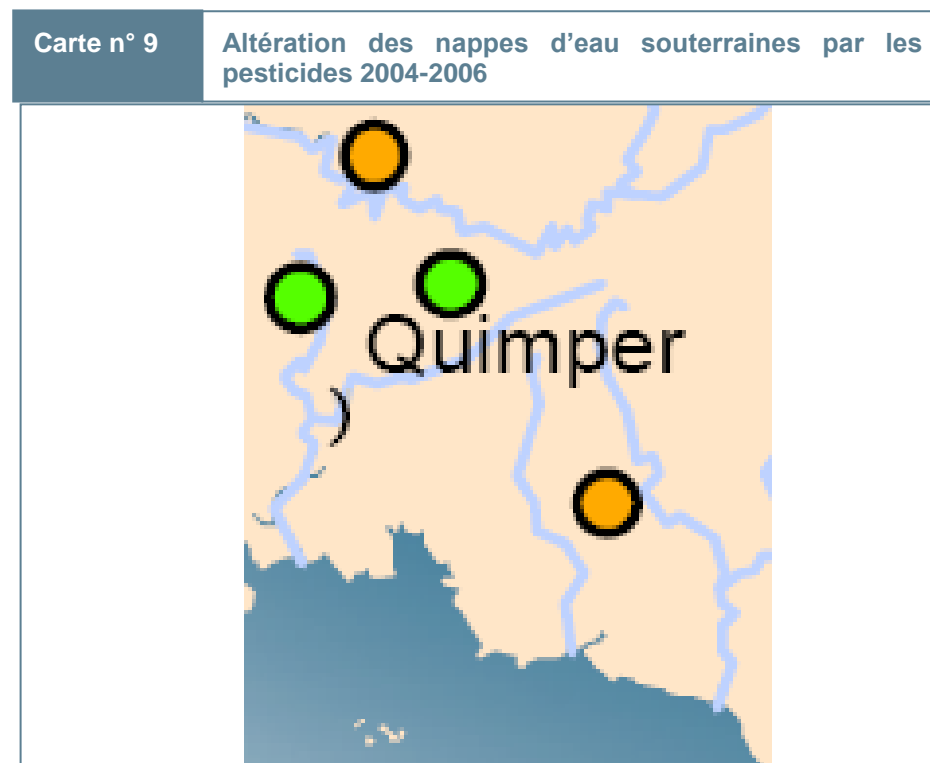
#### Nitrates



Les eaux souterraines présentent une **qualité moyenne** selon le SEQ-Eau pour les nitrates.

Les mesures faites à proximité de l'Aven et de l'Isole dans le cadre du suivi de la qualité des eaux souterraines de Bretagne en 2006 montrent une classe de qualité comprise entre 25 et 50mg/l (voir carte).

#### Pesticides



Les eaux souterraines présentent une qualité médiocre selon le SEQ-Eau pour les pesticides.

### 1.5.3.3. *Qualité des eaux marines*

#### **Masse d'eau - DCE**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre Eau, les eaux littorales ont été découpées en cellules présentant des faciès homogènes sur les paramètres descripteurs définis. Le secteur de rivage de la CCA correspond essentiellement à la cellule n°29 qui se caractérise par :

#### *Descripteurs du milieu physique*

Vitesse maximale de courant en marée

moyenne : ..... faible

Vitesse résiduelle de marée : ..... faible

Exposition à la houle : ..... forte

Mélange des eaux sur la verticale : ..... faible

Influence du panache fluvial : ..... pas d'influence

Renouvellement des eaux : ..... faible

Faciès dominant des fonds : ..... vase

Type de côte : ..... rocheuse

Bathymétrie : ..... <30 m

Salinité : ..... euhaline

Hauteur de marée : ..... mésotidale

Temps de résidence : ..... semaine

#### *Descripteurs de la valeur « biologie et usage »*

Richesse biologique : ..... importante

Mesures de protection : ..... importante

Transit de salmonidés : ..... important

Loisirs : ..... important

Cultures marines : ..... faibles

#### **Richesse biologique**

Dans la baie de Concarneau et au large, on retrouve globalement les peuplements communs du golfe de Gascogne. Les localisations dépendent du substrat et de l'étagement par rapport à la marée.

#### **Biocénose des substrats meubles intertidaux**

Sur les estrans de mode battu ou semi-abrité, chaque horizon peut être caractérisé par des groupes d'espèces qui lui sont plus ou moins directement liés. Les bivalves et les polychètes sont des groupes à forte affinité subtidale, les crustacés sont, avec les oligochètes, parfaitement adaptés aux conditions de vie intertidales.

#### *Etage supralittoral*

L'amphipode Talitridé *Talitrus saltator* ("puce de mer") est l'espèce caractéristique de la zone des sables secs (son abondance varie en fonction de la nourriture disponible : fragments d'algues, cadavres en décomposition...). Le crustacé isopode *Tylos europaeus* l'accompagne ainsi que les oligochètes *Enchytraeides* (présence favorisée par les eaux de ruissellement), des coléoptères et des diptères.

On retrouve les mêmes populations dans les secteurs de cailloutis et de galets mais les espèces caractéristiques sont le gastéropode pulmoné *Ovatella Bidentata*, le gastéropode prosobranche *Truncatella subcylindrica* et des amphipodes du genre *Orchestia* sp.

#### *Etage médiolittoral*

Les bivalves *Dosinia exoleta*, *Venerupis aurea* et *Veneris pullastra* sont les espèces caractéristiques des sables grossiers et des graviers.

Hormis le polychète *Perinereis cultrifera*, l'isopode *Sphaeroma serratum* et l'amphipode *Gammarus* sp., peu d'espèces sont présentes dans les sédiments hétérogènes envasés et les cailloutis.

Dans les sables fins et moyens, les peuplements des polychètes *Scolecopsis leucomelas*, *Ophelia borealis* et *Ophelia rathkei* et amphipodes *Haustoriidae* caractérisent les secteurs à hydrodynamisme extrême. Les bivalves *Donax vittatus*, *Donax trunculus* et *Tellina tenuis*, les polychètes *Nephtys cirrosa* et *Scolecopsis bonnieri* et les amphipodes du genre *Bathyporeia* sp. dominent dans les sables fins battus. Les polychètes *Scoloplos armiger* et *Spio martinensis* et des amphipodes du genre *Urothoe* sp. caractérisent les sables fins semi-battus.

#### *Etage infralittoral*

Plusieurs espèces de crustacés, dont *Apseudes latreillei*, *Urothoe poseidonis*, *Leucothoe incisa*, *Cyathura carinata*... présentent leur abondance maximale dans les zones infralittorales exondables.

### Les peuplements du large et côtiers en milieu meuble

Ils sont en contact avec la Grande Vasière (faciès envasé qui occupe l'axe médian de la plate-forme continentale sur 30 à 40 milles de largeur entre le Pays Bigouden et le Pays Basque), le long de l'isobathe -70 m CM.

Les vases abritent les annélides polychètes *Ninoe armoricana* et *Sternopsis scutata*, les crustacés *Nephrops norvegicus*, *Callinassa subterranea*, *Upogebia stellata*, *Jaxea nocturna* et *Goneplax rhomboides* et les bivalves *Glossus humanus* et *Hyalea vitrea*.

Les vases sableuses sont colonisées par les bivalves *Nucula sulcata*, *Solecurtus chamalosen*, *Tellina balaustina* et *Pitar rudis*, les polychètes *Dasybranchus gajolae*, *Goniada norvegica*, *Melinna palmata* et *Amphicteis gunneri* et l'oursin *Brissopsis lyrifera*.

Les sables hétérogènes envasés abritent les peuplements à *Nucula nucleus*, *Pitar rudis* et *Amphiura chiajei*.

Les sables grossiers et les graviers présentent les biocénoses à *Astarte sulcata* et à *Venus casina*.

### Les principales biocénoses des substrats durs

#### *Le supralittoral*

On y observe une biocénose de substrats durs essentiellement caractérisée par une succession de lichens (*Caloplaca marina*, *Ramalina siliquosa*, *Xanthoria parietina*, *Verrucaria maura*...), formant des bandes de couleurs variées et plus ou moins développées.

Quelques rares espèces animales accompagnent ces végétaux : *Petrobius maritimus* (insecte aptérigote), *Scolopanes maritimus* (chilopode), un gastéropode (*Littorina* = *Melaraphe neritoides*) et un crustacé isopode (*Ligia oceanica*).

#### *Le médiolittoral*

Un certain nombre d'espèces peut être largement réparti sur plusieurs niveaux, comme les éponges communes (*Halichondria panicea* et *Hymeniacidon sanguinea*), les anémones *Actinia equina* et *Anemonia viridis* et des gastéropodes *Patella vulgata*, *Littorina* sp., *Nucella lapillus*, le crabe vert *Carcinus maenas*...

Selon les espèces dominantes et selon les régions, on peut distinguer à l'intérieur de l'étage, plusieurs horizons ou "ceintures algales" : ceinture à *Pelvetia canaliculata*, ceinture à *Fucus spiralis*, ceinture à *Fucus vesiculosus* et *Ascophyllum nodosum*, ceinture à *Fucus serratus*.

### *Les étages sublittoraux*

Les travaux d'exploration réalisés sur les côtes bretonnes (dragages, plongées, télévision et photographies sous-marines) ont permis de reconnaître trois grandes entités (peuplement des forêts de Laminaires, peuplement des fonds durs à *Axinella dissimilis*, et peuplement de la roche du large, à *Geodia* ou à *Dendrophyllia*).

### Qualité générale des eaux et du milieu

#### Stratégie marine européenne (SME)

Les Etats membres de l'Union Européenne ont adoptés en décembre 2007 la directive dite « Stratégie pour le Milieu marin », par laquelle ils s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour parvenir à un "bon état écologique" du milieu marin ou le maintenir en son état d'ici 2020. Il s'agit de protéger et préserver l'environnement marin, empêcher sa détérioration et restaurer les écosystèmes.

La directive définit une politique globale pour la protection de l'environnement marin qui subit de nombreuses menaces telles que l'appauvrissement ou la dégradation de la biodiversité et les modifications de sa structure, la disparition des habitats, la contamination par les substances dangereuses et les substances nutritives, les répercussions sur le changement climatique.

Les espaces marins européens seront divisés en régions marines et sous-marines pour la mise en œuvre de ce texte. Les Etats membres devront élaborer des stratégies pour le milieu marin, en plusieurs étapes, pour les eaux placées sous la souveraineté de leurs régions marines. Ces stratégies devront aboutir d'ici à 2015 à des programmes de mesures destinés à parvenir à un bon état écologique.

Les Etats membres partageant une même région ou sous-région devront coopérer afin de veiller à la cohérence et à la coordination des différents éléments de la stratégie pour le milieu marin.

Les stratégies marines appliqueront une approche fondée sur les écosystèmes à la gestion des activités humaines afin que la pression collective de telles activités soit maintenue à des niveaux acceptables. L'objectif est de veiller à ce que toutes les eaux marines – dans leur diversité écologique – restent dynamiques, propres, saines et productives.

### Réseau ROCCH

Le Réseau d'Observation de la Contamination Chimique du milieu marin (ROCCH) a pour objectif l'évaluation des niveaux et des tendances des concentrations en contaminants chimiques et des paramètres généraux de la qualité du milieu, ainsi que la surveillance des effets biologiques de ces contaminants. Il remplace et fait suite depuis 2007 au Réseau National d'Observation de la qualité du milieu marin (le RNO, créé en 1974). Il est coordonné par l'Ifremer pour le compte du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable (MED).

Dans le cadre du ROCCH, des analyses sont effectuées sur tout le littoral, dans l'eau, les sédiments et la matière vivante. Le point de surveillance le plus proche des rives de la CCA est situé à la pointe de Moustierlin à Fouesnant. Ce point mis en place en 1998 ne montre pas de signe de contamination pour la majorité des paramètres analysés. Nous notons cependant des concentrations en zinc et lindane supérieures à la médiane nationale, mais qui reste dans le même ordre de grandeur que les zones proches (Baie d'Audierne) "sans que celle-ci devienne pour autant une préoccupation majeure" (Ifremer, 2007). Les concentrations en cuivre sont en augmentation et cette tendance à la hausse est observée sur une majorité de sites français, peut-être due au remplacement du TBT dans les peintures anti-salissures.

### Réseau REPHY

Le Réseau de surveillance du PHYtoplancton et des PHYcotoxines (REPHY) a un double objectif :

- Observer l'ensemble des espèces phytoplanctoniques des eaux côtières et de suivre leur évolution dans un souci patrimonial, de recenser les efflorescences algales et d'identifier les espèces toxiques pour la faune marine.
- De surveiller plus particulièrement les espèces produisant des toxines susceptibles d'engendrer des Toxi-Infections Alimentaire (TIA) chez les consommateurs de coquillages. En effet, les mollusques bivalves, pour leurs besoins physiologiques (respiration, nutrition) filtrent des volumes d'eau importants et concentrent donc dans leur organisme les phytoplanctons producteurs de toxines présents dans la masse d'eau.

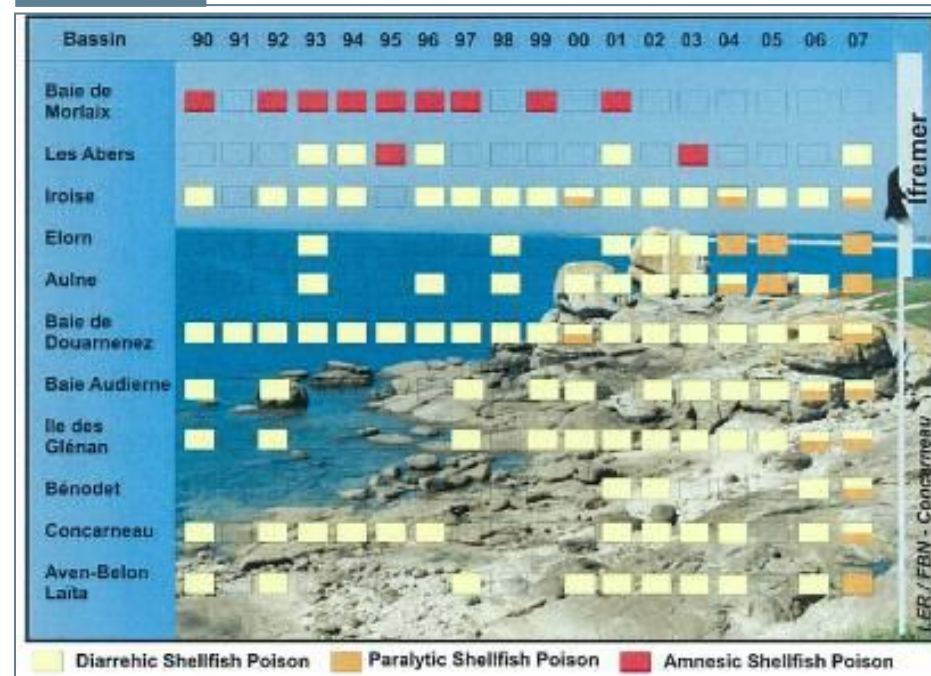
Parmi les espèces toxiques recensées sur les côtes finistériennes, on peut citer :

- *Dinophysis*, producteur de toxine diarrhéique (DSP) ;
- *Alexandrium*, producteur de toxine paralysante (PSP) ;
- *Pseudo-nitzschia*, producteur de toxine amnésiante (ASP).

Sur la côte méridionale du Finistère (Figure 1), seuls les genres *Dinophysis* et *Pseudonitzschia* ont occasionné la fermeture de zones conchylicoles.

Carte n° 10

Inventaire des fermetures des zones conchylicoles finistériennes entre 1990 et 2007 SEQ-Eau (source :



### Réseau REMI

Le Réseau de surveillance Microbiologique (REMI) a pour objectif de limiter les risques sanitaires liés à la consommation de coquillage. Il doit permettre :

- D'évaluer les niveaux et tendances de la contamination bactériologique des eaux conchylicoles en vue de leur classement.
- De détecter et de suivre les épisodes occasionnels de contamination.

Ce classement des zones conchylicoles de production s'effectue :

- Par groupe de coquillages ;
- Sur la base d'un dénombrement des *Escherichia coli* (germes indicateurs d'une contamination fécale et de l'évaluation de la présence de certains éléments métalliques, Plomb, Cadmium, mercure) ;
- Sur la base d'un échantillonnage de 26 prélèvements réalisés régulièrement sur une période minimale d'un an pour la bactériologie et d'au moins un prélèvement annuel pour les métaux.

Ce réseau a pour objectif de limiter les risques sanitaires liés à la consommation de coquillage. Il doit permettre ainsi :

- D'évaluer les niveaux et tendances de la contamination bactériologique des eaux conchylicoles en vue de leur classement.
- De détecter et de suivre les épisodes occasionnels de contamination.

Ce classement des zones conchylicoles de production s'effectue :

- Par groupe de coquillages ;
- Sur la base d'un dénombrement des *Escherichia coli* (germes indicateurs d'une contamination fécale et de l'évaluation de la présence de certains éléments métalliques, Plomb, Cadmium, mercure) ;
- Sur la base d'un échantillonnage de 26 prélèvements réalisés régulièrement sur une période minimale d'un an pour la bactériologie et d'au moins un prélèvement annuel pour les métaux.

### **Les algues vertes**

Les marées vertes qui affectent le littoral breton correspondent à des proliférations d'algues vertes de type *Ulva*. Elles se développent au printemps et en été par croissance et multiplication végétative d'algues dérivantes. Celles-ci sont maintenues en suspension dans la colonne d'eau agitée et peu profonde du très proche littoral, au niveau de baies sableuses à pente douce où elles forment un rideau flottant de bas de plage et peuvent assurer un maximum de croissance.

Le phénomène est observé dans la baie de Concarneau au niveau de la baie de la Forêt-Fouesnant mais également pour la CCA autour de Concarneau. Le secteur le plus touché à Concarneau est celui de l'anse du Cabellou, qui reçoit une à deux fois par an une arrivée d'algues verte couvrant sur quelques

hectares la surface de l'estran. Le volume à ramasser reste relativement peu élevé par rapport à d'autres sites bretons, de l'ordre de 400 à 800 m<sup>3</sup>/an.

D'une manière générale, les marées vertes se produisent dans des secteurs enclavés du linéaire côtier où tend à régner une conjonction d'apports excessifs en sels nutritifs (zones d'exutoires des rivières), de faibles profondeurs (favorables à la croissance des algues) et de conditions d'hydrodynamisme favorables à la rétention de ces sels nutritifs et/ou des algues produites (renouvellement lent de la masse d'eau côtière, courants de marée et houle accumulant les algues sous faibles profondeurs)<sup>5</sup>. Le phénomène conduit localement à des échouages importants d'algues vertes dont la dégradation constitue une nuisance olfactive et visuelle.

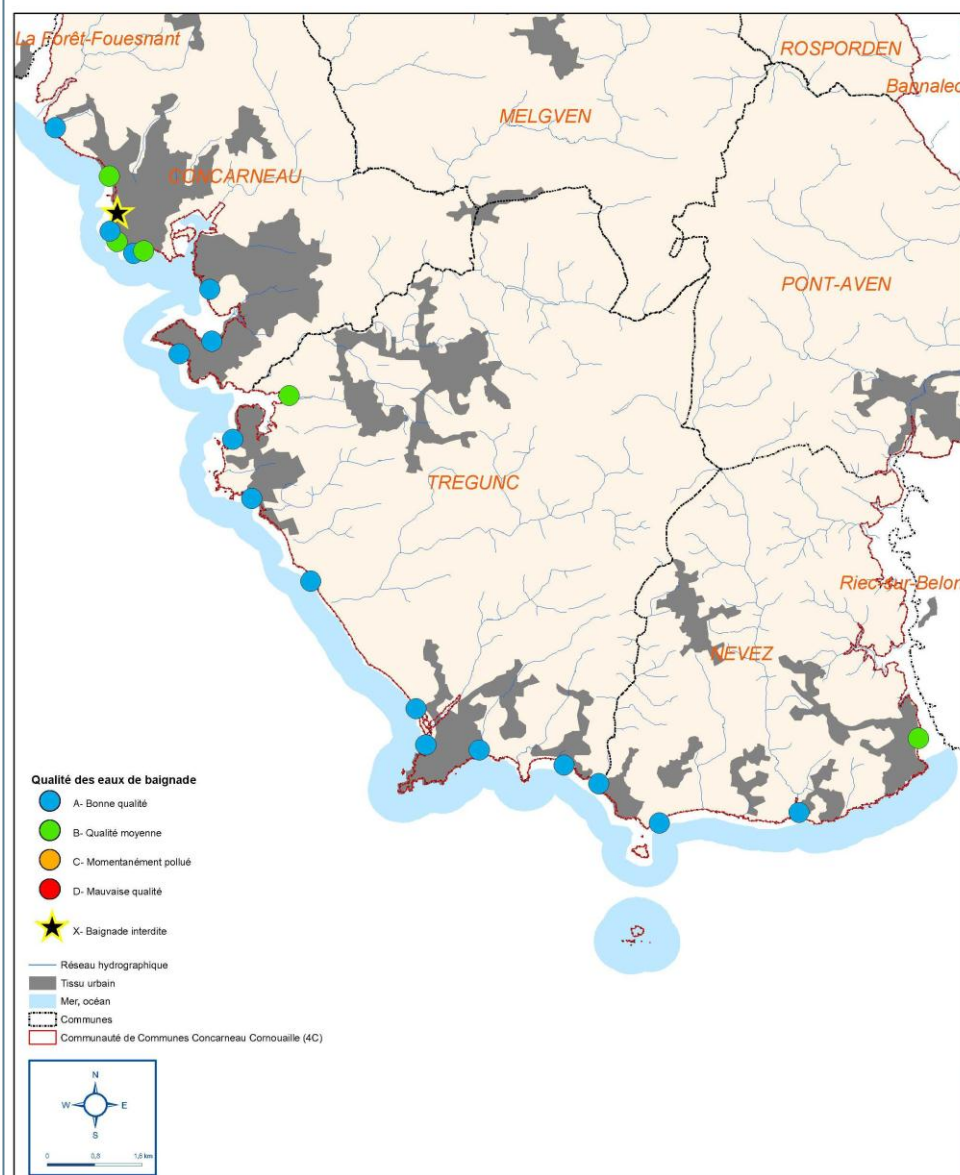
Le programme PROLITTORAL a pour objectif de mettre en place des moyens de lutte contre les marées vertes en Bretagne. Il s'agit d'une action concertée entre la Région Bretagne, les 4 Départements bretons et l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne. Le CEVA (Centre d'Etudes et de Valorisation des Algues) en assure la coordination.

Ce programme comprend un volet préventif (programme de bassins versants), un volet curatif (ramassage et gestion des algues vertes) et un volet commercial (coordinations, suivis environnementaux, expérimentations).

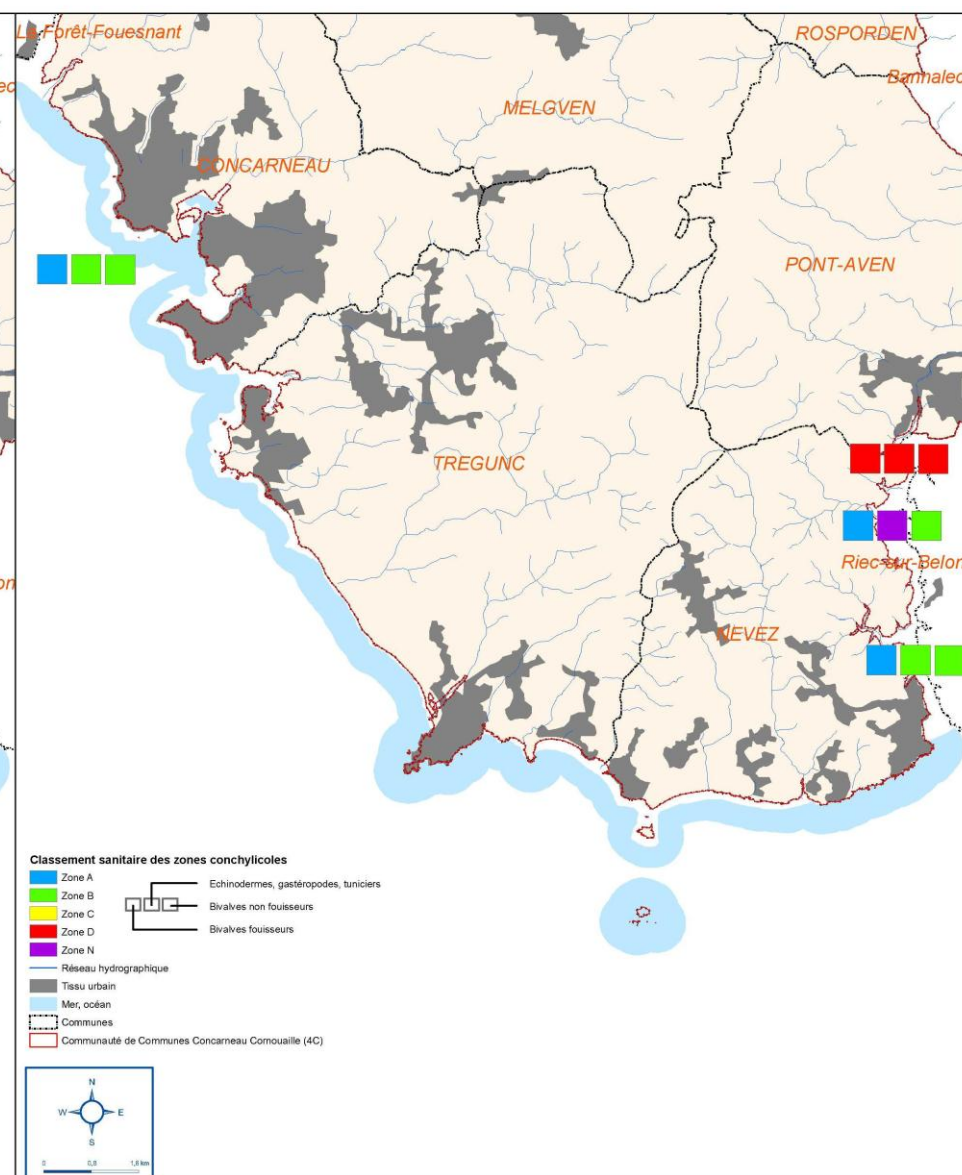
---

<sup>5</sup> CEVA, 2006

## Sites de baignades



## Classement sanitaire des zones conchylicoles



Sources : DDASS, 4C, BDTopo, BD CarthAge, Corine Land Cover

### Qualité des eaux conchylicoles (professionnelles)

Dans le cadre de la réglementation sanitaire des coquillages, les zones de production professionnelle sont identifiées et délimitées. Elles font l'objet d'un suivi permanent de leur qualité microbiologique, chimique et phytoplanktonique.

La qualité moyenne d'une zone, définie en fonction de critères microbiologiques et chimiques, permet de définir un classement, stable dans le temps mais qui ne peut excéder 10 ans. La pêche de loisir lorsqu'elle est pratiquée en zone classée, n'est possible qu'en zone A ou B.

Un contrôle permanent permet de vérifier la pertinence de ce classement et, en cas de contamination microbiologique, chimique, voire par des micro-algues toxigènes, de restreindre voire d'interdire la récolte des coquillages.

Le classement et le suivi des zones de production de coquillages distinguent trois groupes de coquillages en regard de leur physiologie :

- **Groupe 1** : Les gastéropodes (bulots, etc.), les échinodermes (oursins) et les tuniciers (violets).
- **Groupe 2** : Les bivalves fouisseurs, c'est à dire les mollusques bivalves filtreurs dont l'habitat est constitué par les sédiments (palourdes, coques,...)
- **Groupe 3** : Les bivalves non fouisseurs, c'est-à-dire les autres mollusques bivalves filtreurs (huîtres, moules...)

Les zones de production de coquillages sont classées de la façon suivante :

**Zone A** : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés pour la consommation humaine directe.

**Zone B** : Zones dans lesquelles les coquillages peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu'après avoir subi pendant un temps suffisant soit un traitement dans un centre de purification, associé ou non à un reparcage, soit un reparcage. La pêche de loisir est possible mais les usagers sont invités à prendre quelques précautions (cuisson des coquillages souhaitable).

**Zone C** : Zones dans lesquelles les coquillages ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine directe qu'après un reparcage de longue durée. La pêche de loisir y est interdite.

**Zone D** : Toute activité de pêche ou d'élevage y est interdite.

La zone professionnelle correspondant au secteur de la CCA est référencée 29-08.01. **Elle est classée en A pour les échinodermes, les gastéropodes et les tuniciers (exemple), et en B pour les bivalves fouisseurs et non fouisseurs.**

La qualité conchylicole des eaux est donc globalement bonne pour les échinodermes et peut-être améliorée pour les bivalves.

### Qualité des eaux conchylicoles (loisirs)

Un suivi sanitaire est réalisé par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale (réseaux DDASS) et par l'Ifremer (réseau REMI).

Le point suivi sur le secteur de la CCA est celui situé à Concarneau sur la corniche. Un suivi de la qualité des moules est assuré par la DDASS.

La qualité des coquillages est qualifiée **de moyenne**. Les coquillages prélevés sur le site peuvent présenter quelques contaminations épisodiques pouvant présenter un risque pour la santé humaine.

### Qualité des eaux de baignade

La surveillance microbiologique des eaux de baignade est assurée par les services des DDASS pendant la période estivale. Des prélèvements d'eau sont effectués sur les lieux de baignade et les paramètres microbiologiques recherchés sont les germes non pathogènes indicateurs de contamination fécale : coliformes fécaux (*E. coli*) et streptocoques fécaux.

Le classement sanitaire s'exprime en quatre niveaux : A, B, C et D. Seuls les sites classés A (bonne qualité) et B (qualité moyenne) sont conformes aux exigences communautaires. Les sites classés C (eaux momentanément polluées) et D (eaux de mauvaise qualité) sont non-conforme et sont interdits à la baignade.

*Note : La nouvelle directive sur la qualité des eaux de baignade, qui remplacera progressivement la directive actuelle, reprend les obligations de la directive de 1976 en les renforçant et en les modernisant. La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a transposé sur le plan législatif cette directive en modifiant la partie législative du code de la santé publique (articles L. 1332-1 à L. 1332-9).*

Sur le littoral de la CCA, le classement des eaux de baignade est le suivant :

#### Concarneau

Lieu de baignade à Concarneau	Classement 2007
Belle Etoile (Milieu)	A
Cabellou Exterieur	A
Cornouaille (Milieu)	X
Dames	B
Kernous	A
Liberation	A
Minet	A
Porzou (Milieu)	A
Rodell	B
Sables Blancs (Milieu)	B

Légende :

**A** Bonne qualité,

**B** Qualité moyenne,

**C** Momentanément polluée,

**D** Mauvaise qualité,

**X** Baignade interdite

A Concarneau, les lieux de baignade présentent une qualité bonne à moyenne sur l'année 2007.

#### Trégunc

Lieu de baignade à Trégunc	Classement 2007
Kerdalle-Kerouiny	A
Kersidan	A
La Baleine	A
Pendruc-Kerlaeren	A
Penloc'h	A
Pouldohan (Milieu)	A
Steirgrech	B
Trescao-Don	A

Légende :

**A** Bonne qualité,

**B** Qualité moyenne,

**C** Momentanément polluée,

**D** Mauvaise qualité,

**X** Baignade interdite

A Trégunc en 2007, les eaux de baignade présentent une bonne qualité sur la plupart des sites et une qualité moyenne sur un point.

## Névez

Lieu de baignade à Névez	Classement 2007
Dourveil	A
Port Manech (Milieu)	B
Raguenes (Milieu)	A
Rospico	A

Légende :

**A** Bonne qualité,

**B** Qualité moyenne,

**C** Momentanément polluée,

**D** Mauvaise qualité,

**X** Baignade interdite

A Névez en 2007, la qualité de l'eau est bonne sur trois points et moyenne sur un point.

Globalement sur l'ensemble du linéaire côtier concerné, la qualité des eaux de baignade oscille entre bonne qualité et qualité moyenne. La dégradation de qualité résulte généralement d'une mauvaise maîtrise des eaux usées domestiques des habitations proches du rivage, qui rejettent accidentellement par diffusion au travers du sol les effluents destinés à l'assainissement collectif ou individuel.

### **La qualité des eaux marines en deux mots....**

*La baie de Concarneau comme le secteur plus au large, présente une richesse biologique importante, regroupant les espèces communes du golfe de Gascogne, réparties par groupes spécifiques en fonction des milieux.*

*La qualité microbiologique des eaux varie de moyenne à bonne pour les activités de baignade et conchylicoles. De nombreuses proliférations d'algues vertes sont observées sur le littoral entre Fouesnant et Concarneau, signe d'un excès d'apport dans le milieu marin de sels nutritifs par les rivières.*



#### 1.5.3.4. Objectifs environnementaux pour les masses d'eau du territoire

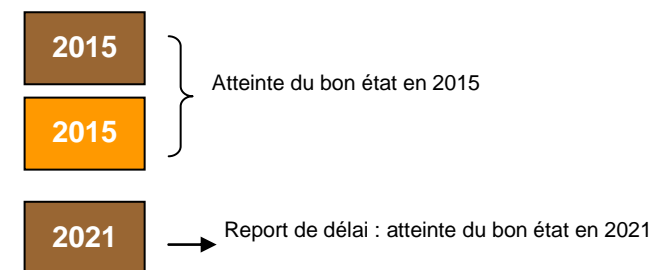
Masse d'eau-Cours d'eau		Respect des objectifs de qualité							Délai estimé pour l'atteinte du bon état global
		Toutes causes	Nitrates	Phosphore	Macropolluants	Micropolluants	Pesticides	Morphologie	
FRGR0078	L'Odét depuis Coray jusqu'à l'estuaire		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR0083	Le Jet depuis Elliant jusqu'à sa confluence avec l'Odét		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR0085	Le Moros depuis Melgven jusqu'à son estuaire		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR0086	L'Aven depuis Rosporden jusqu'à l'estuaire		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR0087	Le Ster-Goz depuis Scaër jusqu'à sa confluence avec l'Aven		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR1189	Le Pont-Quoren et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR1208	Le Dour-Ruat et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR1219	Le Minaouet et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR1250	Le Saint-Laurent et ses affluents depuis la source jusqu'à la mer		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGR1633	L'anse de Saint-Cadou et ses affluents depuis la source jusqu'à l'estuaire		2015	2015	2015	2015	2015	2015	2015

Sur le territoire concerné par le SCoT, les masses d'eau et leur classement respectif sont répertoriés dans le tableau de la page suivante.

Le classement des masses d'eau dans l'état des lieux représente la probabilité d'atteinte du bon état d'ici 2015 :

	= Risque
	= Doute
	= Respect

Les objectifs environnementaux proposés dans le projet de SDAGE correspondent aux délais estimés pour atteindre le bon état sur les masses d'eau classées en doute ou en risque sous l'effet de mesures complémentaires :



Masses d'eau Côtière et de Transition		Respect des objectifs de qualité						Délai estimé pour l'atteinte du bon état global
		Toutes causes	Nitrates	PO4 et NH4 phytoplant. Toxique	N et P phytoplancton	Micropolluants	Morphologie	
FRGC28	Concarneau-large		2015	2015	2015	2015	2015	2015
FRGC29	Baie de Concarneau		2021	2021	2021	2015	2015	2021
FRGT16	Aven		2021	2021	2021	2021	2015	2021

Masse d'eau souterraine		Respect des objectifs de qualité					Délai estimé pour l'atteinte du bon état global
Code	Nom	Paramètres qualitatifs et quantitatifs	Paramètres qualitatifs	Nitrates	Pesticides	Quantitatif	
FRG004	Odet		2015	2015	2015	2015	2015
FRG005	Baie de Concarneau-Aven		2015	2015	2015		2015

### ***La qualité des eaux superficielles en deux mots....***

***Malgré une qualité globalement bonne pour le phosphore, on note un impact non négligeable des nitrates sur les ressources en eau du territoire. La qualité biologique est cependant bonne pour les cours d'eau bénéficiant d'un suivi de leurs « états IBD » et « IBGN ».***

***Si l'ensemble des masses d'eau superficielles et souterraines du territoire devrait atteindre le bon état écologique et chimique des eaux en 2015 (report pour 2021 pour la masse d'eau côtière de la Baie de Concarneau, au vu de divers paramètres : nitrates, micropolluants, PO4 et NH4 ...), il est important de s'attacher à la non-détérioration de cet état, qui doit être l'objectif des actions à mettre en œuvre.***

### 1.5.4. Aspects quantitatifs

Le tableau suivant présente les données de débits caractéristiques des principaux cours d'eau présents sur le territoire en fonction des informations (données Banque HYDRO) sur les périodes de mesures :

Code Station	Cours d'eau	Commune	Période	Surface BV (km²)	Débits m³/s			Débits spécifique l/s/km²		
					Journalier maximal*	QMNA5*	Module* (moyenne)	Journalier maximal*	QMNA5*	Module/10
J4201910	Odet	Ergue-Gaberic	1969-2007	205	72.00 (13/12/2000)	0,4	4,9	351,2	1,9	2,4
J4201911	Odet	Quimper	1968-2008	329	104,00 (26/01/1995)	0,8	7,5	218,8	2,3	2,3
J4211915	Odet	Quimper	1991-2005	329	119.00 (26/01/1995)	1,1	7,9	361,7	3,3	2,4
J4224010	Jet	Ergue-Gaberic	1966-2008	107	32.70 (26/01/1995)	0,3	2,2	305,6	2,8	2,1
J4514010	Moros	Concarneau	1967-2008	20,1	4.560 (28/01/1995)	0,1	0,3	226,9	2,5	1,6
J4515420	Styval	Concarneau	1991-2008	23,9	4.510 (27/01/1995)	0,1	0,4	188,7	2,9	1,7
J461401	Ster-Goz	Bannalec	1966-2008	69,7	21.80 (13/12/2000)	0,2	1,5	312,8	3,0	2,2
J4623020	Aven	Pont-Aven	1992-2008	165	44.70 (13/12/2000)	0,6	3,7	270,9	3,5	2,3

- *Débit journalier maximal* : rapport entre le volume écoulé, durant une journée complète (de 0 à 24 h), et la durée correspondante.
- *QMNA* : Débit mensuel minimal d'une année hydrologique. Il se calcule à partir des débits moyens mensuels. A partir d'un échantillon de ces valeurs, on calcule, pour certaines périodes de retour (5 ans,...), des valeurs de QMNA statistiques. Le QMNA 5ans est le débit de référence défini au titre 2 de la nomenclature figurant dans les décrets n° 93742 et 93743 du 29 mars 1993, pris en application de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992. **Le débit d'étiage caractéristique d'un cours d'eau est ainsi estimé à partir du QMNA5.**
- *Module* : débit moyen inter annuel, c'est une synthèse des débits moyens annuels (QMA) d'un cours d'eau sur une période de référence (au moins 30 ans de mesures consécutives).

Remarque :

Si le rapport entre le QMNA5 et le  $1/10^{\text{ième}}$  du module est inférieur à 1 cela signifie que le  $1/10^{\text{ième}}$  du module est atteint plus fréquemment que le QMNA5 traduisant une importante dépendance du cours d'eau à la pluviométrie et un faible soutien de la nappe en étiage.

A l'inverse, quand ce ratio est plus grand, cela montre que le cours d'eau bénéficie d'un soutien d'étiage important.

Le territoire de la CCA n'est pas concerné par un classement en zone de répartition des eaux pour les eaux superficielles. De plus, aucun arrêté sécheresse n'a été pris en 2006 sur le territoire.

***Les caractéristiques quantitatives des eaux superficielles en deux mots....***

*Au vu des données présentées ci-dessus, on note globalement une homogénéité des débits spécifiques des cours d'eau sur les différents bassins versants (QMNA5 compris entre 2 et 3,5 l/s/km<sup>2</sup>).*

*Sur le territoire, le QMNA5 est globalement supérieur au 1/10<sup>ème</sup> du module, sauf pour l'Odette à Ergué-Gabéric : cela montre que ces cours d'eau bénéficient d'un soutien d'étiage « naturel » lié aux conditions pluviométriques locales et/ou au soutien des nappes.*

## 1.5.5. Usages liés à l'eau

### 1.5.5.1. Usages domestiques

#### Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable en Bretagne est essentiellement assurée par les ressources en eaux superficielles. Dans le département du Finistère, 80% des volumes produits pendant la semaine de pointe de 2003 étaient issus d'une production à partir des eaux superficielles.

Les différents points de prélèvements sont décrits dans le tableau page suivante. A noter que sur le bassin versant de l'Aven, deux autres prises d'eau sont en service : sur le Ster Goz à Bannalec pour le Syndicat du Ster-Goz (alimentation de Scaër et Bannalec) et sur l'Aven pour le Syndicat de Riec-sur-Belon (alimentation de Riec-sur-Belon, Moëlan-sur-mer et Clohars-Carnoët).

L'étude départementale sur l'alimentation en eau potable réalisée en 2005 présente une évaluation du degré de sécurisation basée sur l'indicateur Gravité qui figure les conséquences de l'évènement accidentel. Cet indice est calculé de la manière suivante :  $G = 100 \times [1 - (\text{débit produit en situation de crise} / \text{besoin moyen journalier})]$  et montre une sécurité insuffisante lorsqu'il dépasse  $G = 50$ . Sur Rosporden, le Syndicat de Pont-Aven et Concarneau, l'indice de gravité est respectivement de 85, 74 et 65 traduisant une sécurité insuffisante.

L'étude souligne que l'autonomie partielle voire totalement isolée de quelques collectivités du territoire du SCOT (comme Rosporden, Pont-Aven ou encore Concarneau) est à l'origine d'une problématique de sécurisation assez importante. En Effet, en cas d'évènement accidentel sur l'une des ressources, l'alimentation en eau potable de certaines communes pourrait s'avérer difficile. Malgré quelques interconnexions « périphériques » (exemple : Saint-Yvi, Melven et la Forêt Fouesnant), on note un manque d'interconnexions structurantes entre les collectivités voire des ressources insuffisantes, sur Concarneau notamment.

Concernant la qualité, pour une partie de la commune d'Elliant et de Rosporden, les eaux distribuées ont présenté en 2006 des taux compris entre 40 et 50 mg/l et un dépassement de la valeur limite de 50 mg/l (MISE, 2007).

Sur le territoire, les teneurs en nitrates dans les eaux brutes en 2006 sont globalement comprises entre 25 et 40 mg/l. Sur la commune d'Elliant, deux captages d'eau souterraine font l'objet d'une teneur moyenne en nitrates de l'ordre de 50 à 100 mg/l (MISE, 2007).

Concernant la protection des captages d'eau potable, le tableau ci-dessous synthétise l'état d'avancement de la mise en place des périmètres de protection. A noter que ces périmètres sont définis réglementairement autour des points de prélèvements après une étude hydrogéologique et prescrit par une déclaration d'utilité publique (DUP).

Six systèmes d'alimentation en eau potable disposent au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 d'un périmètre de protection assurant une protection de la ressource contre les pollutions ponctuelles ou accidentelles en créant une zone « tampon » autour ou en amont du prélèvement (cf. Carte).

#### *Etat d'avancement de la mise en place des périmètres de protection de captages d'eau potable sur le territoire du SCoT (DDASS, 2007).*

commune	Prise d'eau de surface	Captage d'eau souterraine	DUP
Concarneau	1 sur le Moros	1	DUP 2007 pour la prise d'eau Pas de DUP pour le captage
Elliant		2	DUP 1985 et 2002
Melven		1	DUP 2007
Rosporden	1 sur l'Aven	4	DUP2006
Saint-Yvi		2	DUP 1994
Tourch		1	DUP 1997
Syndicat de Pont Aven (Névez, Pont-Aven, Trégunc)	1 sur Aven		Pas de DUP (Dossier à l'étude non déposé en préfecture)

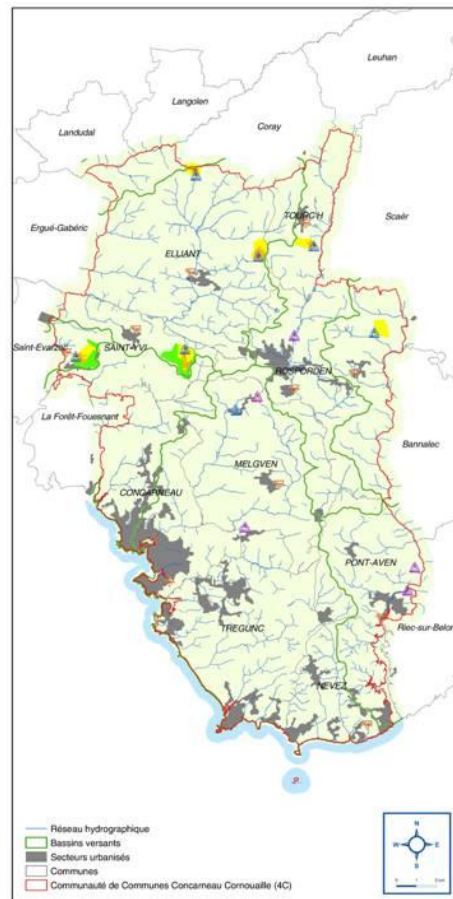
**Caractéristiques des différents points de prélèvements destinés à  
l'AEP sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération  
(Données AELB, 2007)**

Maître d'ouvrage	Point de prélèvement-AEP	Type de ressource	Profondeur du forage	Volume prélevé- Etiage 2005 (m3)	Volume annuel prélevé-2005 (m3)	Volume prélevé- Etiage 2004 (m3)	Volume annuel prélevé- 2004 (m3)	Volume prélevé- Etiage 2003 (m3)	Volume annuel prélevé-2003 (m3)
CONCARNEAU	LE BRUNNEC	cours d'eau naturel	0	937800	1566400	926600	1544400	1003600	1651100
CONCARNEAU	CADOL	nappe profonde	5	99400	181500	112800	195300	85800	157200
ELLIANT	KERGAOUEN	nappe profonde	5	69400	117100	68100	115500	70600	117100
ELLIANT	DOURIC KERANDRE	nappe profonde	2					7800	11100
ELLIANT	BOIS-DANIEL	nappe profonde	6	57900	93300	55100	86700	54300	88200
MELGVEN	GOAREM DOUR BRAS	nappe profonde	3	58100	92900	60300	101300	61600	99600
MELGVEN	GOAREM DOUR BRAS	nappe profonde	3	76800	139400	84100	137100	77500	122400
Syndicat de PONT AVEN	L'AVEN-ST MARGUERITE (Moulin du Plessis)	cours d'eau naturel	0	4500	9700			9800	15600
Syndicat de PONT AVEN	L'AVEN-ST MAUDE (Belle Angèle)	cours d'eau naturel	0	627900	930900	621600	930500	688600	1074000
ROSPORDEN	MOULIN DE KERGOALER	source	3						
ROSPORDEN	KERANFLEACH	source	3	89500	164800	83100	158100	129000	210800
ROSPORDEN	CAPTAGES KERRIOU	source	3	129600	206200	123000	201700	82700	143900
ROSPORDEN	AVEN QUERIOU	cours d'eau naturel	0	242400	354200	287000	400700	296300	419400
SAINT YVI	STANG LINGUENNEC	nappe profonde	8	20400	26400	11100	14000	92200	184400
SAINT YVI	TREVINEC	nappe profonde	10	118100	198700	131500	212900	39500	52700
TOURCH	BRON	nappe profonde	4	75400	127000	69000	112000	86900	148900

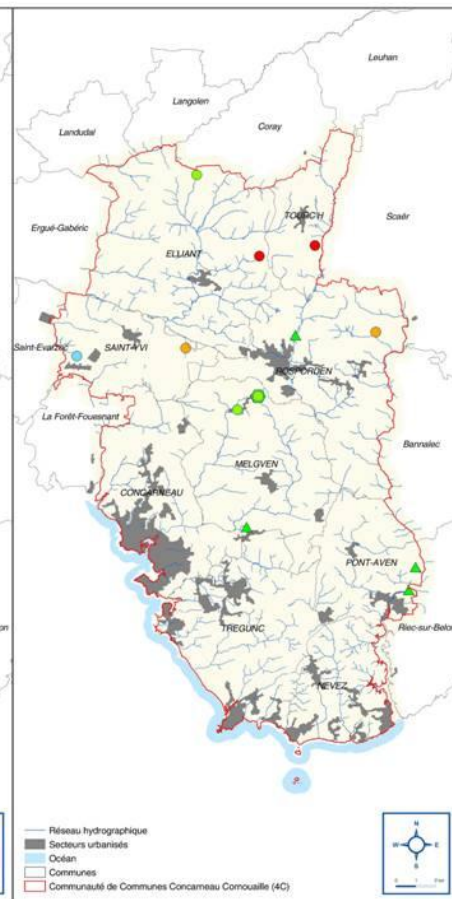


# Carte n° 14 Qualité des eaux destinées à l'alimentation en eau potable

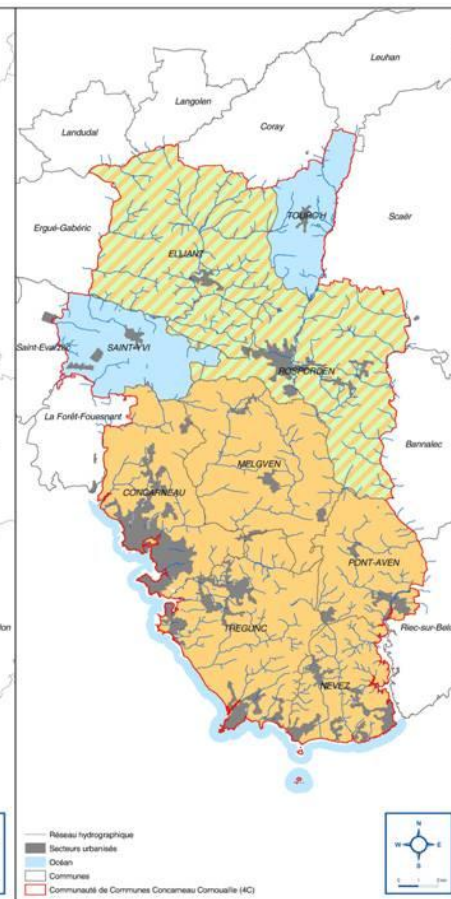
## Ressources en eau



## Nitrates dans les eaux superficielles et souterraines en 2006



## Nitrates dans les eaux distribuées en 2006



## Pesticides dans les eaux de rivière brutes et traitées en 2006



- Stations d'épuration**
- Station d'épuration
- Ouvrages AEP**
- Captage
  - Forage
  - Prise d'eau

- Périmètre de captage AEP**
- Immédiat
  - Rapproché A
  - Rapproché B
  - Eloigné

### Nitrates dans les eaux brutes

- Captages, Entre 50 et 100 mg/l
- Captages, Entre 40 et 50 mg/l
- Captages, Entre 25 et 40 mg/l
- Captages, < 25 mg/l
- Prise d'eau, Entre 25 et 40 mg/l
- Forage, Entre 25 et 40 mg/l

### Nitrates dans les eaux distribuées

- 0 - 25 mg/l
- 25 - 40 mg/l
- 25 - 50 mg/l\*

### Pesticides dans les eaux brutes

- Au moins 1 valeur entre 0,1 et 0,2 µg/l
- Toutes les valeurs <= 0,1 et 0,2 µg/l
- Pas de recherche en 2005

### Pesticides dans les eaux distribuées

- Au moins 1 valeur en pesticide > à 0,1 µg/l

\* Les communes d'Elliant et de Rosporden sont partagées entre plusieurs Syndicats de distribution, le niveau des nitrates dans les eaux distribuées y est différent.

Sources : 4C, BDCarthAge, Agence de l'Eau Loire-Bretagne, MISE 29, DDASS 29, Corine Land Cover, IGN BDTopo

## -Assainissement

Chaque commune dispose d'un système de traitement de type collectif. On dénombre huit stations d'épuration à boues activées et trois stations de lagunage ce qui fait de l'assainissement collectif le système de traitement majoritaire.

En application de la directive européenne « Eaux Résiduaires Urbaines » du 21 mai 1991, les stations d'épuration doivent respecter les engagements internationaux pris par la France en étant en conformité depuis 2005 avec ce texte.

Les caractéristiques des installations d'assainissement présentes sur le territoire de la CCA sont énumérées dans le tableau ci-dessous :

communes	police de l'eau	date de réalisation	Filière	capacité nominale (EH)	charge brute de pollution organique (2006)	conformité ERU (2006)	projets	traitement du phosphore	observations
Concarneau	DDE	2000	Boues Activées	57 000	36 000	non (pour P)	autorisation accordée pour 76 000 EH	oui depuis 2007	la non-conformité globale résulte du seul paramètre P (STEP en zone condamnée). Ce traitement est effectif depuis février 2007. Compostage des boues
Tregunc	DDE								raccordée à STEP Concarneau
Nevez	DDE	2008	Boues Activées	5000				oui	mise en service au 3ième trimestre de l'année 2008
Pont Aven	DDE	1972	Boues Activées	23 000	3 600	oui	Restructuration de la STEP à l'étude	oui	Pas de traitement spécifique du phosphore, mais concentration < 2 mg/l en moyenne annuelle : apports des boues hydroxydes de la station d'eau potable.
Rosporden	DDAF	1993	Boues Activées	26 000	22 200	oui		oui	
Kernevel	DDAF	1989	Boues Activées	630	320	oui		non	
Elliant	DDAF	2000	Boues Activées	600	1 600	oui		non	
Tourc'h	DDAF	2001	Boues Activées + lagunage	1 500	2 000	oui		non	
St Yvi bourg	DDAF	1975	Boues Activées	700	1 200	oui	projet à l'étude pour une "Boues Activées" de 2500 EH	non	
St Yvi bois de Pleuven	DDAF	1976	Boues Activées	1 500	2 500	oui	projet de rénovation de la STEP	non	projet d'infiltration des rejets une partie de l'année
Melgven	DDAF	1986	Lagunage	490	900	oui	Reflexion en cours sur la base d'une BA de 2000 EH.	non	

Quatre systèmes d'assainissement ne possèdent pas une autonomie suffisante au développement démographique. Les deux stations d'épuration à boues activées de la commune de Saint-Yvi devront prochainement faire l'objet d'une réhabilitation nécessaire aux projets d'urbanisation face notamment à la saturation de la station du Bois de Pleuven. Sur la commune de Melgven, la saturation de la station de lagunage nécessitera un projet de réhabilitation ou de création d'une STEP à boues activées dans les années futures. Des projets de création de nouvelles stations d'épuration sont en réflexion pour ces deux communes. Un projet de création d'une STEP à boues activées est en cours d'étude sur la commune de Névez en considérant les projets d'urbanisation et la croissance démographique sur son territoire.

Pour l'ensemble des stations d'épuration du territoire, les boues font l'objet d'un épandage.

La loi du 3 janvier 1992 oblige les communes à s'assurer du contrôle des installations d'assainissement non collectif sur leur territoire. Ainsi, un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été créé au 1<sup>er</sup> janvier 2006 sur le territoire afin d'assurer le contrôle des installations existantes et des nouveaux dispositifs. En 2004, on estimait à 10 840 le nombre de dispositifs d'assainissement non collectif sur ce territoire avec une prédominance sur les communes littorales comme Trégunc ou Névez. La création de nouvelles installations est de l'ordre de 230 par an. Le diagnostic commencé en 2007 s'effectuera par commune et s'achèvera en 2010. Au terme des premiers contrôles, les besoins de réhabilitation représentent 4% de l'ensemble des installations contrôlées. Toutes les communes (à l'exception de la commune de Névez pour laquelle l'étude est en cours de réalisation) disposent d'un zonage d'assainissement permettant ainsi de délimiter les zones relevant de l'assainissement collectif de celles relevant de l'assainissement non collectif. Ce zonage permet également de déterminer les zones où des mesures sont nécessaires en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux pluviales.

L'impact de l'assainissement non collectif sur la qualité des eaux de baignade n'est présent que localement. Cependant, une problématique bactériologique est fortement présente au niveau de l'estuaire de l'Aven qui fait actuellement l'objet d'un diagnostic concernant les sources de pollution et les éventuelles mesures à mettre en œuvre.

Concarneau Cornouaille Agglomération est signataire de la charte départementale pour l'assainissement collectif. La charte constitue un guide de bonnes pratiques des acteurs de l'assainissement non collectif et formalise

l'engagement de chacun. Elle est établie sur la base d'un socle réglementaire incontournable. Les objectifs majeurs sont les suivants :

- favoriser la réalisation de dispositifs d'assainissement non collectif de qualité pour préserver la salubrité publique et le milieu naturel ;
- fédérer l'ensemble des acteurs pour faire valoir la qualité dans l'assainissement non collectif ;
- clarifier le rôle, les responsabilités et les étapes d'intervention de chaque acteur en assainissement non collectif ;
- rechercher la concertation, la rencontre et le dialogue pour améliorer les pratiques et mutualiser les compétences ;
- contribuer à la reconnaissance des entreprises qui s'engagent dans cette démarche ;
- encourager et renforcer l'information de proximité des usagers, propriétaires et associations de propriétaires d'installations neuves et anciennes, par les SPANC et plus largement par l'ensemble des acteurs impliqués ;
- valoriser l'image de l'assainissement non collectif.

#### 1.5.5.2. Usages agricoles

Sur le territoire, on dénombre :

- 25 points de prélèvements destinés à l'irrigation dans les eaux superficielles, totalisant un prélèvement de 348 000 m<sup>3</sup> sur l'année 2005 (dont 346 900 m<sup>3</sup> sur la période d'étiage)<sup>6</sup>,
- 92 retenues collinaires, totalisant une capacité totale de 749 700 m<sup>3</sup>. *A noter que sur les déclarations d'existence et de prélèvements adressées en 2006 à la DDAF par les propriétaires de ces retenues, 190 000 m<sup>3</sup> supplémentaires aux capacités de ces réserves ont été prélevés (à partir de rechargements des retenues par des sources, par des apports importants de bassins versants,...).*<sup>7</sup>

Un seul forage dans les eaux souterraines est recensé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne pour un usage d'irrigation.

---

<sup>6</sup> Source : AELB, 2007.

<sup>7</sup> Source : DDAF 29, 2008.

### 1.5.5.3. Usages Industriels

L'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau mais également aux rejets de toute nature des installations soumise à autorisation définit les concentrations limites de rejet

Sur le territoire du SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération, six établissements du secteur agro-alimentaire sont soumis à la déclaration annuelle des rejets dans l'eau (cf. tableau ci-dessous, données DIREN 2005).

pour de nombreux polluants aqueux (matières organiques, matières en suspension, métaux...).

Le tableau ci-dessous présente les quantités d'eau prélevées en 2005 par les industries soumises à la redevance sur le territoire (Données AELB, 2007) :

Etablissement	Commune	Activité	Milieu récepteur	Traitement	Volume annuel (m <sup>3</sup> )
BOUTET Nicolas	Rosporden	Conserverie de légumes	/	Epandage	293 475
YPLON Mc BRIDE	Rosporden	Fabrication de détergents	Aven	SEC de Rosporden	4 099
CARNICAS	Trégunc	Abattoir volailles	Kérambreton	/	
CAUGANT	Rosporden	Fabrication Charcuterie	Aven	Prétraitement SEC*	33 552
CAUGANT	Rosporden	Fabrication salades	Aven	Prétraitement SEC	59 489
SARIA Industries	Concarneau	Equarrissage (traitements des sous-produits)	Réseau assain. public	Prétraitement physico-chimique	71 603

Raison Sociale	Activité	Profondeur	Volume annuel prélevé-2005 (m3)
COOPAGRI BRETAGNE DPT ALIMENTATION ANIMALE	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	1	1800
SARIA INDUSTRIES		74	37900
BOUTET & NICOLAS	Transformation et conservation de légumes	100	195900
STE BOUTET-NICOLAS	Transformation et conservation de légumes	0	3100

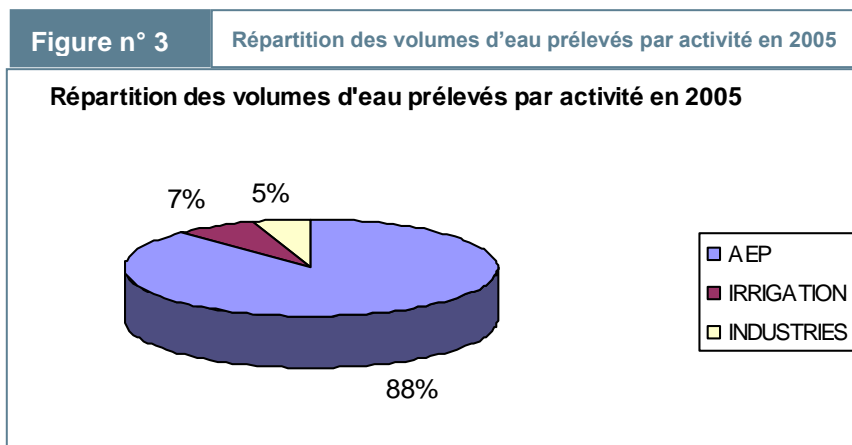
\*SEC : station d'épuration collective

\*Nc : Non communiqué

\*Estimation à partir des valeurs brutes mesurées et du rendement de la SEC

### Synthèse des prélèvements d'eaux superficielles

L'usage le plus consommateur en eau est bien entendu l'alimentation en eau potable. Les ressources utilisées sur le territoire sont majoritairement les eaux superficielles pour l'irrigation et l'eau potable.



#### **1.5.5.4. Activités portuaires**

##### Transport de passagers

La compagnie maritime "Vedettes de l'Odet" propose des promenades à destination des Glénan ou des croisières sur l'Odet. Ses six bateaux sont basés dans les ports de Bénodet, Beg-Meil, Loctudy, Concarneau, Quimper et Port-la-Forêt.

##### La pêche professionnelle

Le port de pêche de Concarneau est un port d'importance majeure sur le secteur. Avec une flotte de hauturiers et de côtiers, il est en effet le 3<sup>ème</sup> port de pêche français en considérant le tonnage de poissons pêchés, et le 5<sup>ème</sup> port de pêche français pour le tonnage de poissons vendus à la criée. En 2007, le port compte 867 marins actifs pour 147 navires, dont 22 dans la flotte thonière océanique incluse.

Les principales prises vendues en 2007 sont (DDAM 2007) :

- Baudroie : 1195 tonnes pour une valeur de 5 899 k€ ;

- Langoustine : 583 tonnes pour une valeur de 5 891 k€ ;
- Cabillaud : 281 tonnes pour une valeur de 1 079 k€ ;
- Merlu : 275 tonnes pour une valeur de 1 101 k€.

Ces quatre espèces représentent un total de 2334 tonnes en 2007 pour une valeur de 13970 K€.

De 1994 à 2007, le tonnage de ces espèces a diminué de 64% et la valeur de 34%. De 2006 à 2007, nous assistons à une augmentation de 2 % du tonnage et de 1% de la valeur.

Le port comprend une activité de réparation navale au travers de son aire de carénage à destination des navires de pêche (35 mètres maxi), et d'une cale sèche pour les navires de grande taille. L'aire de carénage est en cours de rénovation afin de permettre le traitement des effluents avant rejet dans le milieu portuaire.

##### Le commerce

Il n'y a pas de ports de commerce sur le secteur. Quelques transactions ponctuelles peuvent cependant avoir lieu à Concarneau mais restent confinées autour du millier de tonnes.

##### La plaisance

Le port de plaisance principal de la CCA est celui de Concarneau qui compte 818 places réparties sur pontons (391 places) et mouillages (427 places).

Le port de plaisance de Concarneau s'inscrit dans un ensemble plus vaste qui va de Loctudy à la pointe de Trévignon. Sur cet ensemble, ce sont près de 4000 embarcations de plaisance qui sont dénombrées, constituant le bassin de navigation des Glénan.

En complément de ce port principal, le territoire de la CCA compte cinq ports/zones d'abri secondaire regroupant 969 places supplémentaires (source : « la plaisance en Bretagne », mission régionale 2000) :

- Pouldohan (207 places sur bouées) ;
- Trévignon (165 places sur bouées) ;
- Raguénès (50 places sur bouées) ;
- Port-Manech (118 places sur bouées) ;
- Kerdruc/Rosbras (317 places sur bouées) ;
- Pont-Aven (60 places sur pontons et quai et 52 places sur bouées).

A l'instar des autres sites de plaisance en Bretagne comme sur l'ensemble du littoral français, la demande en constante augmentation est très supérieure à la possibilité d'accueil, générant ici comme ailleurs des situations d'attente de plus en plus longues.

#### 1.5.5.5. Cultures marines<sup>8</sup>

Sur le territoire de la CCA, les zones de cultures marines se concentrent le long du cours d'eau de l'Aven, où une trentaine de parcelles sont recensées, regroupées au sein de cinq entreprises installées sur la rive droite de la rivière, sur la commune de Névez. La superficie totale des cultures marines sur l'Aven représente environ 19 ha.

Le secteur de production de l'Aven fait partie du bassin conchylicole « Aven-Belon », où sont élevées et affinées (engraissées) les espèces suivantes :

- Huîtres creuses
- Huîtres plates
- Moule
- Coque
- Palourde

Les techniques utilisées pour l'élevage des huîtres sont la surélévation à 90% et l'élevage au sol pour 10 %. L'élevage des moules s'effectue quant à lui au sol sur l'estran.

En élevage, la production totale sur le bassin Aven/Belon est de 508 tonnes/an, dont 381 tonnes de moules. Le reste, 127 tonnes, est constitué d'huîtres, de coques et de palourdes (SRC, 2007)

La totalité des moules produites le sont sur l'Aven, et la quasi-totalité des huîtres (98%) sont produites sur le Belon.

En affinage, c'est-à-dire en engraissement de coquillages venus d'ailleurs, la production s'élève à 689 tonnes (SRC, 2007). Les espèces sont affinées sur parcs en surélévation ou au sol et en bassins.

Le Belon se caractérise par une activité d'élevage et d'affinage d'huîtres, tandis que l'Aven se caractérise pour son activité d'élevage de moules.

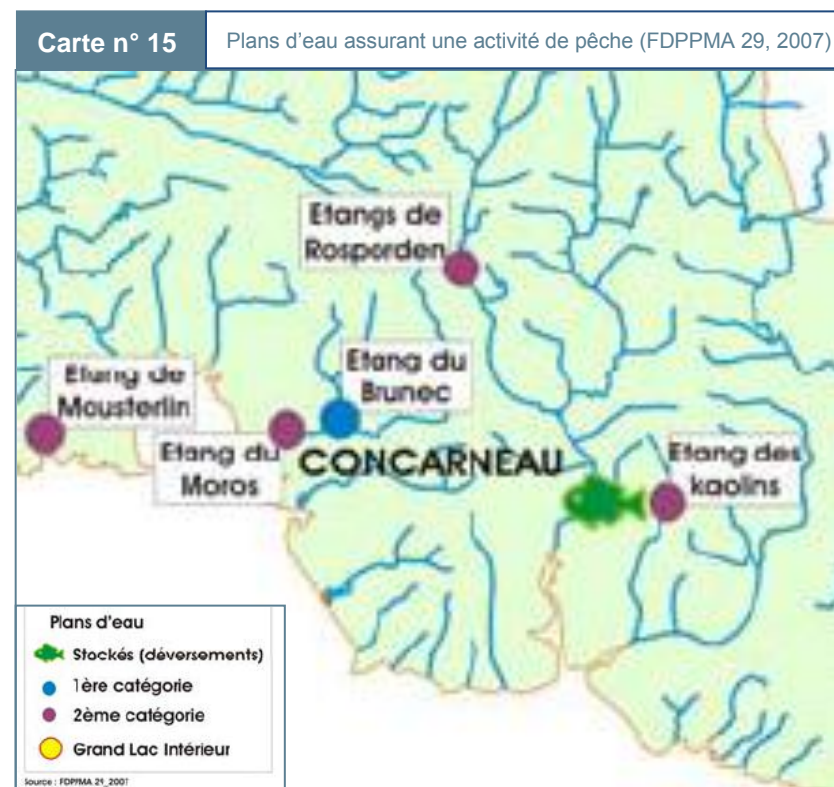
#### 1.5.5.6. Loisirs liés à l'eau

##### Pêche en eaux douces

Les cours d'eau présents sur le territoire du SCoT sont classés en première catégorie piscicole (correspondant au classement juridique pour lequel le groupe dominant est constitué de salmonidés).

L'étang du Brunec est également classé en première catégorie piscicole tandis que l'étang de Rosporden et celui du Moros sont en deuxième catégorie piscicole (classement pour lequel le groupe dominant est constitué de cyprinidés).

Trois Associations Agréées de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique existent sur ce territoire : AAPPMA de l'Aven et des étangs de Rosporden, AAPPMA de Pont-Aven et l'AAPPMA du Ster-Go.



<sup>8</sup> Cadastre maritime, Direction Départementale des Affaires Maritimes du Finistère.

### **Activités nautiques en eaux douces**

Plusieurs activités nautiques sont recensées sur le territoire du SCoT : le canoë-kayak, la voile ou encore l'aviron.



### **Pêche de loisir en mer**

Cette activité de loisir est très présente dans le secteur lié à l'activité de la plaisance. C'est une activité qui est pratiquée à l'année du mois de mars à octobre.

### **Pêche à pied**

La pêche à pied est pratiquée sur le littoral de la CCA uniquement à titre de loisir. Il n'y a aucun pêcheur professionnel disposant d'une licence sur ce secteur. Elle consiste en la pêche de bivalves fousseurs le long du rivage sans recours à une embarcation. Elle est importante à la fois culturellement et quantitativement.

Cette activité récréative ne concerne pas uniquement la cueillette des bivalves fousseurs mais intéresse également la pêche récréative sur substrat rocheux (crabe, crevette,...) largement présente sur le territoire concerné. Une campagne aérienne nationale d'évaluation de la fréquentation des zones de pêche récréative a eu lieu en 1997<sup>9</sup> au cours de la saison estivale. Sur le territoire de la CCA, la campagne du 22 juillet 1997 a recensé :

- 84 pêcheurs sur substrat meuble,
- 165 pêcheurs sur substrat rocheux.

### **Baignade en mer**

La baignade est une activité balnéaire très pratiquée sur le littoral de Concarneau et Trégunc qui compte de nombreuses plages et criques sableuses. L'essentiel de cette activité est concentrée sur la période de juin à septembre.

### **Plongée sous-marine**

La plongée sous-marine est pratiquée soit par des particuliers soit par des clubs de loisir. Il existe deux clubs de plongée à Concarneau.

---

<sup>9</sup> Dernière campagne en date.

### ***Les usages de l'eau en deux mots...***

***Les eaux superficielles sont fortement sollicitées pour satisfaire les différents usages. L'alimentation en eau potable représente 88% des volumes d'eau prélevés. Sa sécurisation est une problématique majeure sur ce territoire, mise en évidence par l'étude départementale sur l'alimentation en eau potable au vu notamment du faible nombre d'interconnexions. De plus, la faiblesse des débits naturels en périodes d'étiage et la croissance des besoins pourraient rendre plus difficile à l'avenir la satisfaction de l'ensemble des usages liés à l'eau tout en maintenant la vie biologique des cours d'eau.***

***En dehors des prélèvements qui les concernent, les eaux douces superficielles sont également utilisées pour des activités récréatives (pêche et activités nautiques) et constituent des vecteurs pour les rejets des effluents traités par les stations d'épuration.***

***Le littoral et les estuaires de la CCA regroupent quant à eux un large éventail d'usages et d'activités maritimes : un port de pêche d'importance majeure (3<sup>ème</sup> port français pour le tonnage de poissons pêchés, 5<sup>ème</sup> port français pour le tonnage de poissons vendus à la criée), plusieurs ports de plaisance, des activités de transport de passagers, des cultures marines (huîtres, moules) et des activités de loisirs comme la pêche à pied, la plaisance, le nautisme, la plongée et la baignade.***

### 1.5.6. Actions et programmes mis en œuvre

#### Contrat de bassin versant de la Baie de la Forêt :

Un contrat territorial en Baie de la Forêt est en cours d'élaboration. Il regroupera le territoire de CCA, la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais et la Ville de Concarneau.

Ce contrat territorial est en cours d'élaboration et devrait voir le jour courant 2009.

#### Contrat de BV de l'Aven-Belon :

Un contrat de bassin versant sur l'Aven est en cours d'élaboration. Les actions viseront prioritairement l'atteinte du bon état bactériologique des eaux. En 2007, un diagnostic a été réalisé sur l'estuaire afin de rechercher les potentielles origines de la problématique bactériologique présente dans l'estuaire.

Ce contrat de bassin versant fait suite au contrat de rivière signé en 1985 sur le bassin versant de l'Aven et qui s'est achevé en 1992. Ce dernier intégrait déjà, à l'époque, l'estuaire et la problématique conchylicole.

#### Contrat de BV du Lesnevard :

Dans le cadre de la lutte contre les algues vertes en Baie de la Forêt, la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais et Concarneau Cornouaille Agglomération se sont associées dans un programme d'actions sur le bassin versant du Lesnevard qui s'inscrit dans le programme plus global « PROLITTORAL ». Co-financé par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, le Conseil Général du Finistère et le Conseil Régional de Bretagne, ce contrat a été signé en octobre 2004 pour une durée de 5 ans. Et s'articule autour de cinq axes d'actions :

- **La réduction des pollutions d'origine agricole** : actions collectives de mobilisation, d'information et de formations, actions individuelles (*Contrats d'objectifs, Contrats Territoriaux d'Exploitation, Contrats d'Agriculture Durable, Engagements de Progrès Agronomique...*)
- **L'aménagement et gestion de l'espace** : objectif de réhabilitation/entretien du bocage et des zones humides (préconisations suite à diagnostics, sensibilisation et informations sur programmes d'aides existantes et sur les aides directes (*MAE, PDRH...*))

- **La réduction des pollutions non agricoles** : contrôles des dispositifs d'assainissement non collectif par les SPANC, actions de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires par les collectivités et particuliers (*plans de désherbage, sensibilisation...*)
- **La gestion des algues vertes (PROLITTORAL)** : développement des actions de ramassage des algues par les communes et de valorisation (*compostage, épandage...*)
- **L'Animation, Coordination et Evaluation** : suivi de la qualité de l'eau, information et sensibilisation du grand public...

#### Programme Bretagne Eau Pure

Depuis 1985, un programme d'action à l'échelle du bassin versant de l'Aven Ster-Goz alimentant les captages en rivière sur 18400 hectares avait été initié pour « reconquérir » la qualité de l'eau. En 2003, cette démarche s'est concrétisée par une inscription dans le programme Bretagne Eau Pure. La Communauté de Communes du pays de Quimperlé est le porteur du projet. Ce programme consiste en la proposition d'aides financières et techniques auprès des agriculteurs, des communes et des particuliers. Parmi les actions on note la réalisation de plans de fertilisation, la mise en place de bandes enherbées ou encore la réduction d'utilisation des produits phytosanitaires.

Un contrat Bretagne Eau Pure (BEP) a également été signé en 2003 sur le bassin versant du Moros qui alimente la ville de Concarneau, porteuse du projet, en eau potable. Selon le rapport BEP d'étape 2003, la retenue de Brunec, principale ressource en eau potable de Concarneau a présenté une augmentation régulière des concentrations en nitrates et des pics ponctuels en pesticides.

#### Contrats Restauration Entretien (CRE)

Un Contrat Restauration Entretien (CRE) consiste en un programme pluriannuel de restauration et d'entretien des cours d'eau afin d'en préserver et d'en améliorer les fonctions (hydrauliques, halieutique,...) et les usages associés.

Sur le **Moros** un CRE a été mis en place en 2003. Un suivi de la qualité IBGN a également été entrepris en partenariat avec la fédération de pêche et de protection des milieux aquatiques avec sur les cinq stations de mesure un état globalement bon à très bon.

En 1998, un CRE avait été mis en place sur le **Ster-Goz** et ses affluents sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes du Pays de Quimperlé et en partenariat avec l'A.A.P.P.M.A. Un nouveau CRE en 2003 a été souscrit pour la période 2003-2007 en y associant l'A.A.P.P.M.A de Scaër.

Dans le cadre du contrat de rivière, un CRE **Odet-Jet** a été lancé en 1999, sous la responsabilité de la Fédération des AAPPMA du Finistère. Au bout de sept ans d'existence, et avec plus de 350 km de cours d'eau restaurés et/ou entretenus, le CRE s'est arrêté fin 2005. Le Sivalodet a décidé de prendre à son compte l'entretien des rivières, à partir de 2006. Cet entretien se limitera aux linéaires des principaux cours d'eau du bassin versant de l'Odet : l'Odet, le Steïr, le Jet, le Corroac'h et le Mur - Saint Cadou (soit environ 30 km par an).

#### Contrats Territorial de l'Odet à l'Aven

Pour faire suite à la mise en place des trois opérations de bassins versant (Moros, Lesnevard et Mer Blanche), un Contrat territorial de l'Odet à l'Aven est en cours d'élaboration sur les bassins hydrographiques alimentant la masse d'eau littorale entre ces deux cours d'eau.

L'objectif pour les collectivités est de mutualiser leurs moyens techniques et financiers et d'étendre leur périmètre d'actions en vue de respecter les objectifs de la Directive Cadre européenne sur l'Eau.

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Communauté de Communes du Pays Fouesnantais lors de la phase préalable, en attendant la structuration des compétences.

#### Programme Natura 2000

L'intégration de la Baie de Concarneau au réseau Natura 2000, par extension des sites littoraux et marins existants, va participer à la prise en compte des enjeux écologiques et de protection de la qualité de l'eau sur ce secteur et sur les bassins versants situés en amont (cf. § 2.5.1.5 page 60).

#### ***Les programmes et actions engagés...***

***De nombreuses actions ont été mises en œuvre sur le territoire afin de garantir ou d'améliorer la qualité des eaux et des milieux aquatiques. Cependant une politique globale de gestion intégrée de la ressource en eau (type SAGE) est souhaitable pour assurer un développement durable du territoire. Ceci permettrait la mise en œuvre d'actions cohérentes et efficaces concernant la qualité des eaux et la satisfaction des usages associés. Des réflexions sont actuellement en cours pour couvrir le territoire compris entre le SAGE de l'Odet et le SAGE Ellé-Isole-Laïta.***

## 2. LE MILIEU NATUREL

### 2.1. Une répartition hétérogène des espaces naturels

Les milieux naturels sont répartis de façon très hétérogène sur l'ensemble du territoire. La partie sud (Concarneau, Trégunc, Névez et Pont Aven) est en effet bien pourvue par rapport à la partie nord (Rosporden, Melgven, Saint-Yvi, Elliant, Tourc'h).

L'ensemble des vallées, de par l'humidité et les pentes qu'elles offrent, sont restées en marge d'une agriculture intensive. Ainsi la plupart des milieux naturels de la CCA sont constitués par les coteaux boisés et pâturés des ruisseaux, rivières et fleuves.

Ces vallées et coteaux sont très présents sur le sud du territoire. Cette situation s'explique par la formation de micro-bassins versants le long de la côte. La taille des cours d'eau à l'embouchure implique des surfaces de coteaux boisés plus grandes que sur les ripisylves des petits cours d'eau de l'intérieur des terres.

La partie littorale, bien que très urbanisée sur certains secteurs, laisse place à de grands ensembles naturels formés d'étangs et de milieux dunaires. Les boisements bien que de petite taille et morcelés y sont également relativement nombreux.

Pour la partie nord correspondant à l'intérieur des terres, les prairies pâturées, le bocage associé, les petits boisements et les quelques rares tourbières constituent les seules composantes d'un milieu naturel dominé par l'agriculture.

***Ainsi et en dépit d'une urbanisation plus importante de la frange littorale, le secteur sud du territoire a conservé des entités naturelles plus vastes et plus nombreuses que dans l'intérieur des terres.***

### 2.2. Les différents milieux naturels présents sur le territoire du SCOT

#### 2.2.1. Le littoral

##### 2.2.1.1. Les dunes

Les massifs dunaires, milieux naturels d'exception sont localisés uniquement sur la façade ouest et sud des communes de Trégunc et Névez. Accueillant une flore rare et menacée, le massif dunaire de Trévignon est aujourd'hui bien connue et protégé (Loi littoral, Natura 2000, site inscrit, ZNIEFF, acquisitions foncières) et devrait évoluer positivement à la faveur des actions de sauvegardes et de sensibilisations mises en place par les différentes structures (Maison du littoral, Conseil Général du Finistère, Conservatoire du Littoral, association Bretagne Vivante). Les érosions dunaires pourraient cependant modifier et mettre à mal certaines portions.



Les milieux relictuels dunaires situés en marge de ce grand site sont néanmoins beaucoup plus fragiles. Une fréquentation accrue et un piétinement de la flore caractéristique impliqueraient une érosion importante et à terme, une disparition de ces milieux menacés. Une gestion de la fréquentation de ces sites ou une acquisition foncière serait souhaitable (site de la pointe de la jument et secteur localisé entre la pointe de Trévignon et l'estuaire de l'Aven au niveau de Raguenès.)

#### **2.2.1.2. Les étangs littoraux**

L'ensemble des étangs littoraux recensés sur la CCA sont intégrés au réseau Natura 2000 de Trévignon. Leur gestion est donc effective et leur pérennité semble assurée. La qualité de ces milieux dépend cependant de la qualité des eaux qui les alimentent. Ainsi l'agriculture intensive locale constitue la menace la plus importante vis à vis de la conservation de ces milieux d'exception. La mise en place d'une agriculture raisonnée à l'échelle de ces micros bassins versants constituerait la meilleure garantie de conservation.



#### **2.2.1.3. Les landes littorales**

Peu représentées, ces landes littorales situées entre la pointe de Raguenez et l'embouchure de l'Aven et présentes également sur le site Natura 2000 constituent des milieux minoritaires et morcelés. Bien qu'accueillant une flore typique et protégée, ces sites semblent souffrir aujourd'hui d'une fréquentation accrue et donc d'un piétinement non maîtrisé. Cette menace s'ajoute à la fermeture du milieu par la progression du pin maritime et à la pression constante de l'urbanisation notamment sur la commune de Névez. Une acquisition et une gestion conservatoire seraient souhaitables afin de les conserver.



#### 2.2.1.4. Le banc de Maërl et herbiers de zostère

Ressource marine anciennement exploitée, le banc de maërl de la baie de Concarneau est présent sur l'ensemble du linéaire côtier du territoire. Une seule partie de ce banc est aujourd'hui classée Natura 2000. Actuellement peu menacé par les activités humaines, la construction et l'entretien de certains aménagements maritimes pourraient mettre en péril la sédimentologie complexe de ce gisement sous-marin support d'une activité biologique intense. Autre support d'une activité biologique intense : les herbiers de zostères également présents dans la baie de la Forêt. Constitués de tapis d'algues, ces herbiers sont le support d'une vie aquatique dense et constituent des nurseries pour une multitude d'espèces marines (végétales et animales) Une réadaptation du périmètre Natura 2000 et un agrandissement de ce dernier est prévu pour l'été 2008, pour englober un secteur vaste s'étendant du fond de la baie de la Forêt à l'Estuaire de l'Aven. Ce périmètre serait couplé au périmètre relatif à l'archipel des Glénan pour former un seul et unique ensemble. La totalité du banc de maërl et les herbiers de zostère seront donc intégrés à ce périmètre.

#### 2.2.2. Les vallées et les zones humides

*Cf. également §1.5.1.1 et 1.5.1.3 pages 13 et 15.*

Les vallées creusées par un certain nombre de fleuves, rivières ou ruisseaux sont très nombreuses sur le territoire. Les plus grandes d'entre elles, grâce à leurs coteaux boisés et à la qualité des milieux naturels qu'elles abritent, sont de véritables autoroutes à faune et à flore. Ainsi l'Aven, le Jet, l'Odet et le Moros traversent de part en part l'ensemble du territoire de la CCA.

Outre les milieux aquatiques favorables à la faune piscicole caractéristique des cours d'eau de 1<sup>ère</sup> catégorie (salmonidés), ils permettent surtout les échanges nécessaires au maintien des différentes populations animales et végétales.

La plupart de ces vallées sont constituées en fond de vallon, de prairies humides de hautes valeurs écologiques (cf. carte de l'hydrographie, chapitre 1.5.1.3).

Le Jet grâce à son importante largeur de lit majeur propose des grandes surfaces de prairies humides pâturées favorables à une flore typique.

L'Aven outre ses frayères à salmonidés, présente à son embouchure de grandes vasières bénéfiques pour plusieurs espèces d'oiseaux (limicoles, tadorne de belon, ardéidés).

Il est à noter toutefois, que les prairies humides des fonds de vallées ont peu à peu tendance à se « fermer » du fait de leur abandon.

Cartographiées par le Conseil Général, puis ré-inventoriées de façon plus exhaustive (inventaire en cours de réalisation), ces zones humides sont des milieux à conserver en priorité. Malmenés depuis plusieurs dizaines d'années ces milieux sont aujourd'hui minoritaires. Pour exemple, des zones humides comme les tourbières ont totalement disparu du territoire ces vingt dernières années suite à divers aménagements (drainages, remblais, plantations de résineux).

Bien heureusement, ces zones humides sont pour la plupart prises en compte au niveau local. Ainsi la majorité des PLU des communes de la CCA ont classé en N de larges secteurs de zones humides, leur garantissant ainsi une pérennité face à l'urbanisation.

**Vallée du Jet et prairies humides à joncacées**



**Vallée de l'Aven et coteaux boisés**

### 2.2.3. Le bocage

Le maillage bocager semble très altéré sur l'ensemble du territoire. Le maillage dense existant vraisemblablement autrefois n'est désormais présent que dans les fonds de vallons ou dans quelques secteurs agricoles exploités pour le pâturage (périphérie de Rosporden). Les plateaux agricoles destinés à une agriculture plus intensive (Rosporden, Melgven, Elliant, Saint-Yvi, Tourc'h), ont laissé place à de vastes parcelles. Une politique de reconquête de la qualité des eaux pourrait permettre de reconstituer et de conserver ce maillage écologique indispensable au bon fonctionnement du cycle de l'eau.



### 2.2.4. Les boisements

Relativement diversifiés, les boisements en présence, situés sur les communes littorales sont majoritairement constitués de pins. Les coteaux boisés des différentes vallées évoquées ci-dessus sont eux bien souvent dominés par les feuillus, surtout pour les vallées situées à l'intérieur des terres. Aucun grand massif n'est répertorié sur le territoire et les boisements les plus importants sont les bois de Pleuven (Saint-Yvi) et celui du Goarlot (Rosporden). Les autres de taille plus modeste jouent néanmoins un rôle d'accueil de la faune et de la flore très important, notamment pour les ongulés sauvages comme le chevreuil et le sanglier. Certains d'entre eux, en connexion étroite avec étangs et vallées, revêtent un caractère écologique encore plus important, à l'image du bois du Hénan, propriété du Conseil Général du Finistère. Les différentes dispositions prises par les communes vis-

à-vis des PLU ont permis d'inscrire en Espace Boisé Classé un certain nombre de ces boisements (Bois de Pleuven notamment).

***Les milieux naturels sur le territoire, du fait du contexte littoral, sont relativement diversifiés. Malgré tout, les espaces littoraux sont pour la plupart très restreints et de ce fait très sensibles aux menaces qui pèsent sur eux (urbanisation, fréquentation accrue....). Les milieux terrestres beaucoup plus banals ont eux, beaucoup souffert de l'agriculture intensive et de l'urbanisation comme en témoignent la disparition des tourbières et la dégradation générale du bocage.***

## 2.3. Les habitats, la faune et la flore

### 2.3.1. Les habitats d'intérêt com-munautaire

Les habitats d'intérêt communautaire sont très diversifiés sur le territoire même s'ils concernent en grande majorité la façade littorale. Le site Natura 2000 des dunes et étangs de Trévignon en regroupe déjà 19. Les deux plus intéressants classés milieux prioritaires sont-les :

- **Lagunes côtières : code 1150**
- **Dunes fixées à végétation herbacée (dunes grises) : code 2130**

D'autres milieux d'intérêts comme par exemple : les bancs de sables à faible couverture permanente d'eau (maërl), les prés salés méditerranéens et thermo-atlantiques (*Juncetalia maritimi*), les dunes mobiles embryonnaires, les eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (*Littorelletalia uniflorae*) ou les landes sèches et mésophiles européennes confèrent au territoire un intérêt particulier. Les habitats associés aux tourbières ont eux malheureusement disparus.

### 2.3.2. La flore

La diversité des milieux rencontrés sur le territoire implique une diversité floristique intéressante. Les principales espèces rares et protégées sont néanmoins situées sur le même secteur : le littoral. En effet le **Chou maritime** (*Crambe maritima*) et le **Chardon bleu** (*Eryngium maritimum*) sont deux espèces végétales protégées au niveau national qui se développent sur les cordons dunaires. Ces dunes accueillent également des espèces protégées régionalement comme la **Linaire des sables** (*Linaria arenaria*), la **Renouée maritime** (*Polygonum maritimum*), le **Panicaut maritime** (*Erygium maritimum*) ou d'autres espèces peu répandues comme *Vicia lathyroides* et *Raphanus maritimus*. Quelques espèces également liées au sable se développent au niveau des étangs oligotrophes arrière dunaires comme la **Littorelle des étangs** (*Littorella uniflora*) qui bénéficie d'une protection nationale et le **Flûteau nageant** (*Luronium natans*) classé à l'annexe II de la directive Habitat Faune Flore.

Les landes sèches maritimes accueillent quant à elles, la rare **Asphodèle d'Arrondeau** (*Asphodelus arrondeaui*) protégée nationalement. Dans ce même milieu, les quelques dépressions humides existantes accueillent

également une espèce protégée au niveau national : l'**Isoète épineux** (*Isoetes hystrix*). Dans l'intérieur des terres, les quelques plantes d'intérêt étaient liées aux tourbières mais ces milieux ont malheureusement disparu.



### 2.3.3. La faune

A l'instar de la flore et des milieux rencontrés, la faune associée y est également riche. Le littoral de par les plages, falaises, étangs littoraux, vasières, attire une avifaune très diversifiée.

Ainsi quelques espèces emblématiques et menacées peuvent être citées comme la **Spatule blanche**, la **Gorge-bleue à miroir**, le **Busard des roseaux**, le **Blongios nain**, le **Gravelot à collier interrompu**, la **Grande aigrette**, l'**Avocette**.

L'avifaune côtière et pélagique des côtes du territoire du SCoT est très intéressante. Hormis les nombreux limicoles côtiers comme l'**Huîtrier pie**, le **Courlis cendré**, les **Bécasseaux sanderling et variable** et le **Tournepierré à collier**, de nombreux oiseaux fréquentent la haute mer. Outre les espèces communes, comme le **Goéland (argenté, brun et marin)** et le **Grand cormoran**, des oiseaux moins connus comme le **Fou de bassan**, la **Mouette de sabine**, le **Puffin des Anglais et des Baléares**, le **Labbe parasite et pomarin**, le **Plongeon catmarin**, le **Pingouin torda** ou le **Guillemot de troïl** peuvent être observés sur les côtes. Dans la baie de Concarneau, les espèces inféodées aux baies marines comme le **Harle huppé**, la **Bernache cravant** et le **Grèbe à cou noir** sont relativement communes.

Les étangs littoraux accueillent également le **Triton crêté** une espèce protégée et classée à l'annexe II de la Directive Habitats Faune Flore.

L'intérieur des terres est également bien pourvu en espèces emblématiques. Les cours d'eau, et notamment la vallée de l'Aven, sont parcourus par la **Loutre d'Europe**. Mammifère semi-aquatique essentiellement piscivore elle peut s'alimenter de Chabot, de Truite fario et de l'emblématique **Saumon atlantique** qui remonte l'Aven pour y frayer.

Les quelques vallées adjacentes, mares et étangs abritent quant à eux des amphibiens et de nombreuses espèces de libellules dont certaines, comme l'**Agrion mignon** et l'**Onychogomphe à crochets**, sont rares et localisées en Bretagne.

Les milieux boisés et le réseau bocager permettent notamment aux ongulés (chevreuil et sanglier), petits carnivores (belette, putois, fouine) et aux omnivores (renard et blaireaux) de s'alimenter et se déplacer à travers l'ensemble du territoire du SCoT.

Le **Grand capricorne**, l'**Ecaille chinée** ainsi que le **Lucane cerf volant** trois espèces d'invertébrés d'intérêt communautaire sont également présents dans le bocage de la CCA.

Le **Grand Rhinolophe** enfin, chauves-souris menacée, gîte dans les mines de Kerdevot sur la commune d'Ergué-gabéric et est également présent en reproduction dans les combles de l'église d'Elliant (réserve associative de Bretagne Vivante SEPNEB).



Spatule blanche



Grand capricorne



Loutre d'Europe



Saumon atlantique



Grand rhinolophe

Les milieux naturels, la faune et la flore sont d'une grande valeur écologique. Véritablement littoraux pour la flore, l'avifaune et les milieux naturels, les enjeux faunistiques concernent une faune aquatique emblématique qui a réussi à se maintenir dans les vallées de l'intérieur des terres à l'image du Saumon atlantique ou de la Loutre d'Europe.

### 2.3.4. Grande faune et faune à valeur cynégétique

Le territoire accueille des populations de Chevreuil aussi bien dans les secteurs boisés du littoral que dans l'intérieur des terres. Le Sanglier semble beaucoup moins présent et très erratique. Il n'y a pas de population véritablement sédentarisée sur la CCA. Le Cerf élaphe, de par l'absence de massif boisé de grande taille, est absent du territoire et d'une zone périphérique importante. En ce qui concerne les collisions avec les véhicules et la grande faune, aucune donnée n'a pu être obtenue. En effet et depuis peu, lors d'une collision avec un chevreuil ou un sanglier, le propriétaire du véhicule peut récupérer l'animal. L'information ne remonte donc plus à la fédération de chasse du Finistère.

Les populations de cervidés et de suidés sont gérées par battues en fonction du nombre de bracelets attribués par association de chasse. Ces dernières sont très nombreuses sur le territoire. C'est une caractéristique cynégétique que l'on rencontre uniquement en Cornouaille et plus largement sur l'ensemble du Sud finistère.

Concernant le petit gibier, les effectifs de Lièvres sont en hausse malgré l'impact néfaste de l'urbanisation sur l'espèce. Parallèlement le Pigeon ramier se porte très bien et semble peu affecté par l'urbanisation. Le Lapin de garenne touché depuis plusieurs années par la maladie (myxomatose) est peu abondant et très localisé. La Bécasse des bois est très présente (hivernage uniquement) et bénéficie d'un bocage alternant prairies pâturées, vallées boisées et bosquets. Cette espèce bénéficie également d'une gestion cynégétique importante et d'un suivi par la fédération de chasse du Finistère. La Perdrix présente des populations relictuelles sur la commune de Trégunc. Enfin un programme de réintroduction d'une population naturelle de Faisan de Colchide est lancé sur un vaste territoire englobant notamment les communes d'Elliant, Trégunc, Concarneau, Saint-Yvi et s'étendant à l'Ouest vers la Forêt-Fouesnant.

## 2.4. Le fonctionnement écologique global du territoire

La situation du territoire, à l'interface du littoral et des contreforts des montagnes noires, ainsi que sa structure écologique (cours d'eau, vallées, réseau bocager) en font une zone d'échange pour la faune et un lieu de grande diversité biologique.

Les espèces y trouvent refuge et s'y déplacent à la faveur de corridors écologiques de taille variables. Actuellement les grandes trames vertes sont

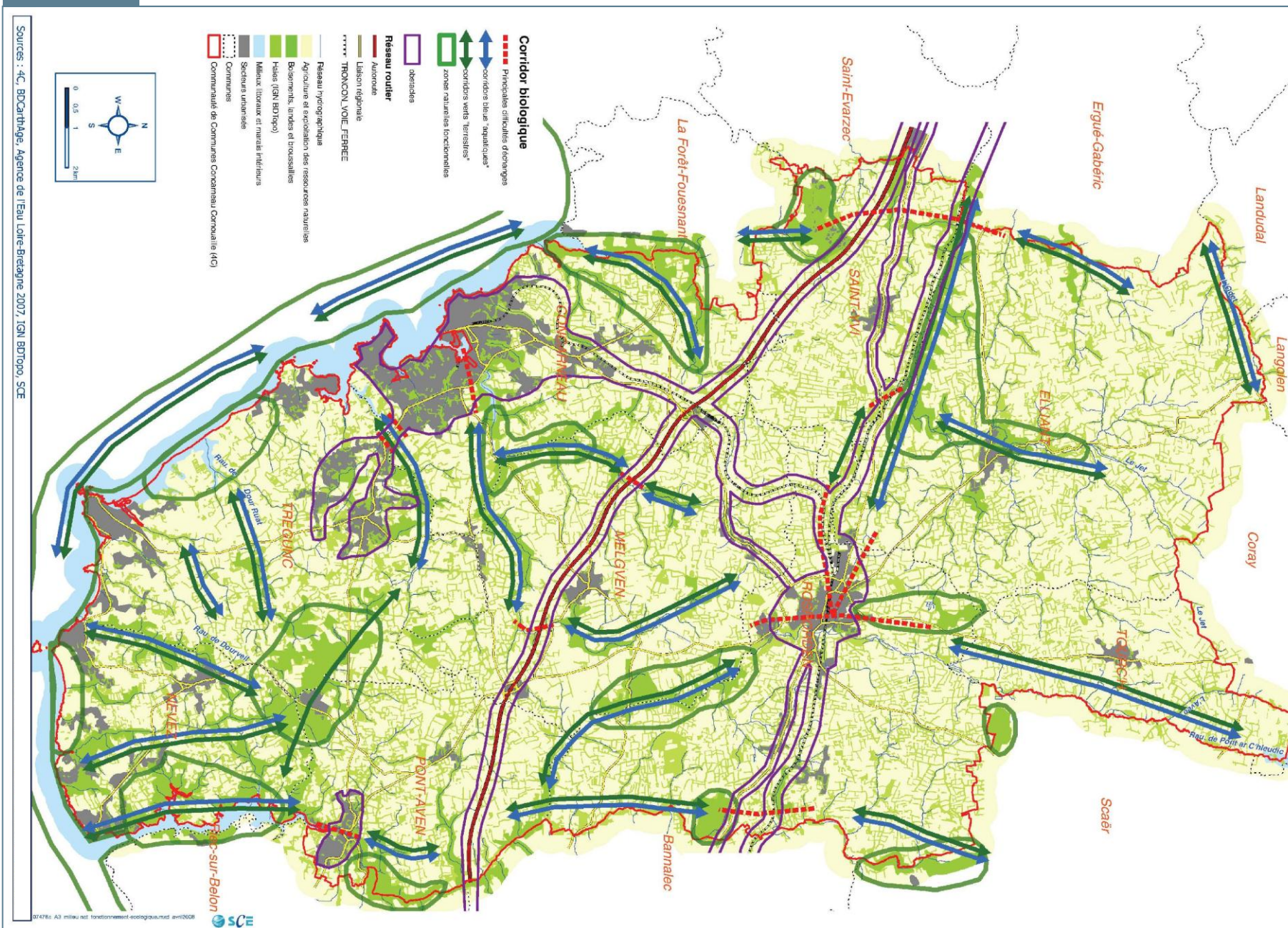
composées par les grands cours d'eau comme l'Aven qui traverse le territoire du nord au sud ou par le Jet qui le traverse à l'inverse d'ouest en est. Des cours d'eau de moindre importance, les zones de bocages encore bien préservées et les quelques chapelets de boisements permettent les échanges de plus petites distances et connectent bien souvent les grands corridors entre eux.

Lien indispensable aux brassages génétiques entre populations, ces trames vertes permettent les échanges entre les grandes entités naturelles. Ainsi grâce au Moros et à l'Aven, le littoral est en lien direct avec l'intérieur des terres.

*Néanmoins, certaines de ces trames sont coupées par des obstacles peu perméables qui limitent ainsi les grands échanges :*

- la RN 165, qui coupe le territoire en deux d'est en ouest,
- la ligne SNCF, qui limite les échanges pour les petites espèces (amphibiens) également d'est en ouest,
- le centre-ville de Rosporden, carrefour entre Aven et bassin versant du Jet,
- le centre de Concarneau, carrefour entre le Moros et façade littorale.

**Malgré de nombreux obstacles, le fonctionnement écologique du territoire est naturellement bien doté. En effet les nombreuses vallées et notamment l'Aven et le Jet structurent l'ensemble du territoire et permettent les échanges entre grandes entités naturelles (intérieur des terres et littoral).**



## 2.5. Les périmètres de protection réglementaires et d'inventaires

### 2.5.1. Les protections

#### 2.5.1.1. Réserve naturelle

Aucune réserve naturelle n'est présente sur le territoire de la CCA. Aucune n'est connue sur les communes et sur les communautés de communes alentours, hormis la réserve Naturelle de l'archipel des Glénan.

#### 2.5.1.2. Sites classés et sites inscrits

Certains sites et monuments naturels inscrits et classés font l'objet d'une servitude dans les documents d'urbanisme (AC2) au titre de la Loi du 2 mai 1930, destinée à assurer leur protection.. Bien que généralement définis grâce au paysage qu'ils préservent, ces périmètres impliquent une certaine protection des milieux naturels. C'est le cas notamment<sup>10</sup> :

- **des Rives de l'Aven et du Belon** (site inscrit - code : 2614.83). Très préservée, cette partie de vallée de l'Aven constitue un corridor écologique très intéressant pour les liens entre le littoral et l'intérieur des terres. Ce site est actuellement à l'étude pour une inscription aux sites classés.
- **du terrain municipal bordant l'étang de Rosporden** (site classé - code 1320122SCA01). Ce site est très intéressant puisqu'il préserve des milieux humides rivulaires et notamment une queue d'étang très intéressante. Ce lieu est un site d'animation nature.
- **des dunes et étangs de Trévignon**, (270 hectares sur Trégunc) classés à l'inventaire de la protection des sites et des monuments naturels (18 janvier 1983). Une bande de 500 mètres du domaine public maritime est également incluse dans le périmètre de protection.
- **de l'Anse du Saint-Laurent**, site pluricommunal (Concarneau – Saint-Yvi), classée en date du 22/09/1924.
- **du Massif boisé au Sud Est de la ville Close** (site inscrit le 27/08/1937), zone de protection décret du 18 mars 1939 à l'intérieur des remparts s'étendant sur toute la ville Close.
- **des parties boisées du domaine de Kériolet** (13/10/1955), comprises dans le périmètre de la ZPPAU de Concarneau.

<sup>10</sup> Leur localisation est indiquée sur la carte localisant les éléments du patrimoine architectural et paysager (chapitre 3).

- **de la Pointe du Cabellou** (15/11/1963), également comprises dans le périmètre de la ZPPAU de Concarneau.

#### 2.5.1.3. Arrêté Préfectoral de Protection de biotope

Aucun Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope n'est à signaler sur le territoire. Nous noterons cependant la proximité de l'APPB de l'ancienne ardoisière d'Ergué-Gabéric au lieu dit Kerdevot, qui abrite des individus de Grand rhinolophe (hibernation), une espèce de chauves-souris menacée à l'échelon européen. En relation étroite avec la vallée du Jet, les individus fréquentant ce site minier, chassent et se reproduisent sur le territoire, dans les combles de l'église d'Elliant.

#### 2.5.1.4. Site Natura 2000 : Dunes et Etangs de Trévignon

Un site Natura 2000 est présent sur la commune de Trégunc, à savoir : le Site d'Importance Communautaire des Dunes et étangs de Trévignon site FR 5300049. Son périmètre est en cours d'évolution et devrait être étendu après validation des services européens dans le courant du mois de Novembre 2008, au domaine marin (Contact DIREN fin Octobre 2008). Dans ce contexte, les caractéristiques du site actuel sont détaillées ci-dessous, un chapitre sur l'extension du site Natura 2000 en mer et sur le projet d'extension future étant développés page suivante.

Site d'Importance Communautaire des Dunes et étangs de Trévignon site FR 5300049 concerne un « *ensemble complexe de zones humides arrière dunaires à niveaux de submersions variables dans l'espace et le temps, et de zones de transitions entre milieux dunaires, sub-halophiles et boisés qui confèrent à ce site une grande originalité. Les principaux habitats d'intérêt communautaire sont les étangs oligotrophes à végétation annuelle rase amphibie (zones d'atterrissement), les étangs dystrophes acides, à substrat para-tourbeux (localisation arrière dunaire rare - Loc'h Lourgar), les groupements d'annuelles des laissés de mer et d'arbustives des anciens rivages de galets (présence de plantes remarquables), et les dunes. Deux sous-types prioritaires de dunes fixées sont présents (groupements du Galio-Koelerion albescentis et du Thero-Airion). A noter sur les dunes une population exceptionnelle de Chou marin (protégé au niveau national). Les fonds rocheux à l'Ouest du cordon dunaire abritent jusqu'à environ 15 m une faune marine d'un grand intérêt biologique. La lentille maritime du site est un élément d'un vaste ensemble sédimentaire phycogène (Maërl) situé entre la*

*baie de Concarneau (au Nord) et l'embouchure de l'Aven (au sud). Les étangs de Trévignon jouent également un rôle important pour l'accueil de l'avifaune migratrice (Limicoles, Anatidés), notamment lors des vagues de froid. »*

Le « Cordon dunaire constitué de sables quartzeux grossiers, adossé à une côte granitique et barrant plusieurs talwegs, détermine l'existence de plusieurs zones humides de taille et de peuplement très diversifiés (les "loc'h") dont certaines communiquent épisodiquement avec le milieu marin. Au large, roches infra-littorales granitiques, en mode semi-exposé. »

**Habitats naturels présents : (en gras les habitats prioritaires)**

- Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine
- Récifs
- Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou Hydrocharition
- Replats boueux ou sableux exondés à marée basse
- Grandes criques et baies peu profondes
- Végétation annuelle des laissés de mer
- Végétation vivace des rivages de galets
- Falaises avec végétation des côtes atlantiques et baltiques
- Végétation pionnière à Salicornia et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses
- Prés salés atlantiques (Glauco-Puccinellietalia-maritima)
- Dunes mobiles embryonnaires
- **Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)**
- **Lagunes côtières**
- Landes sèches européennes
- Roches siliceuses avec végétation pionnière du Sedo-Scleranthion ou du Sedo albi-Veronicion dillenii
- Dunes mobiles du cordon à Ammophila arenaria (dunes blanches)
- Prés salés méditerranéens (Juncetalia maritimi)
- Eaux oligotrophes très peu minéralisées des plaines sablonneuses (Littorelletalia uniflorae)
- Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p et du Bidenton p.p

**Espèces d'intérêt communautaire présentes, classées à l'Annexe II de la Directive Habitat Faune Flore :**

- Grand capricorne
- Loutre d'Europe
- Triton crêté
- Ecaille chinée
- Lucane cerf volant

#### 2.5.1.5. Extension du réseau Natura 2000 en mer

Face à une érosion importante de la biodiversité marine, l'Union européenne a décidé de se doter d'un réseau cohérent d'aires marines protégées exemplaires, le réseau Natura 2000 en mer. Dans ce cadre, deux nouveaux périmètres seront étendus au domaine marin. **Le site Natura 2000 actuel, SIC des Dunes et étang de Trévignon, va être étendu en mer et doublé d'une Zone de Protection Spéciale en application de la Directive Oiseau.**

Le futur site Natura 2000 sera donc composé d'un Site d'Importance Communautaire (SIC) :

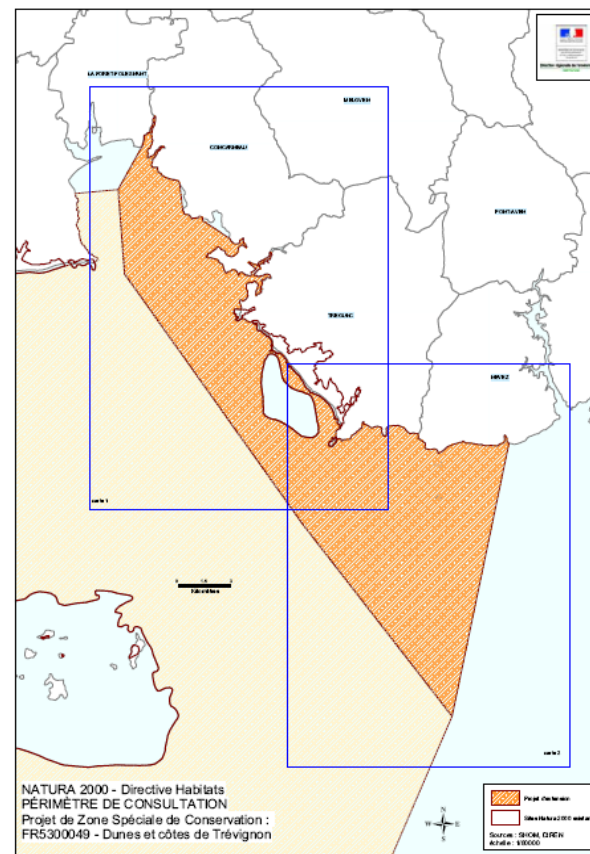
- **Dunes et côtes de Trévignon FR 5300049** (Cf. fiche détaillée en annexe)

et d'une Zone de Protection Spéciale (ZPS)

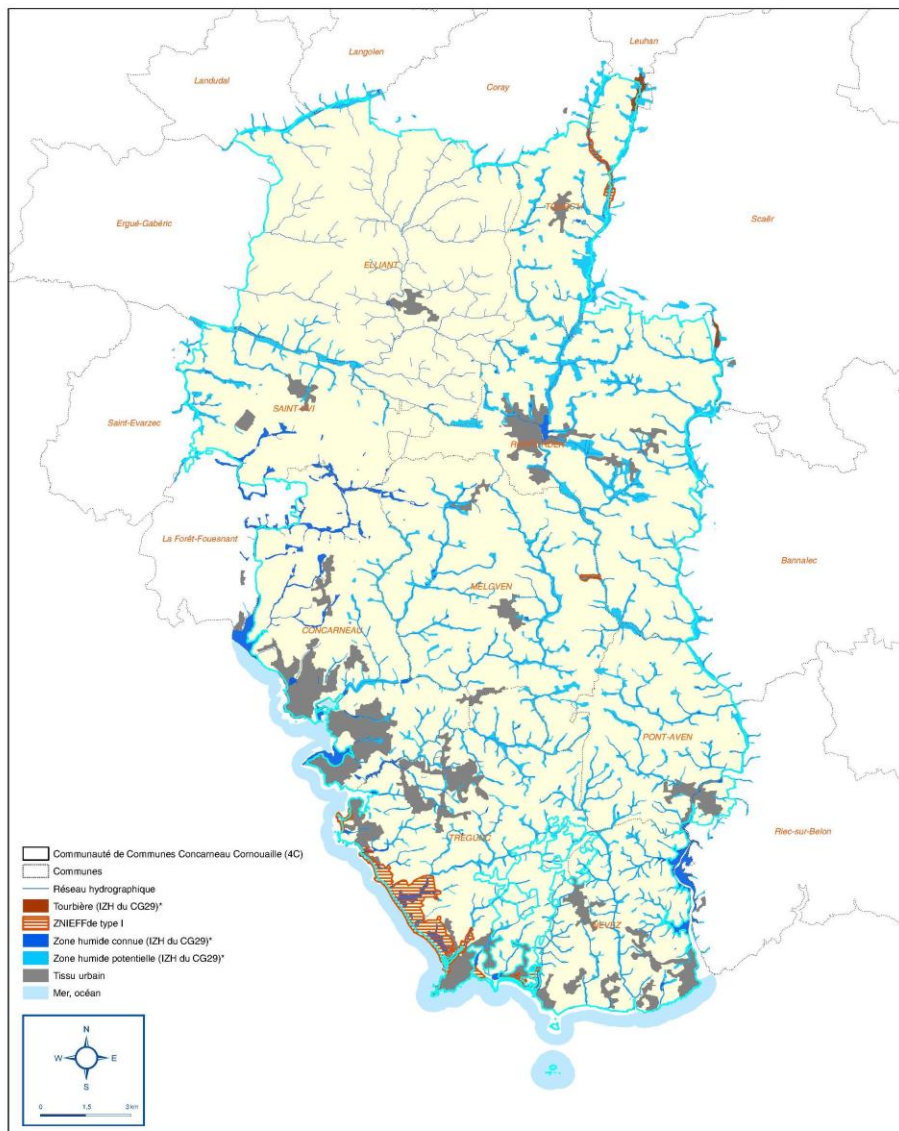
- **Dunes et côtes de Trévignon FR 5312010** (Cf. fiche détaillée en annexe)

Dans le même temps, le site Natura 2000 existant sur l'archipel des Glénan va également bénéficier de cette extension de son périmètre jusqu'au site des Dunes et côtes de Trévignon.

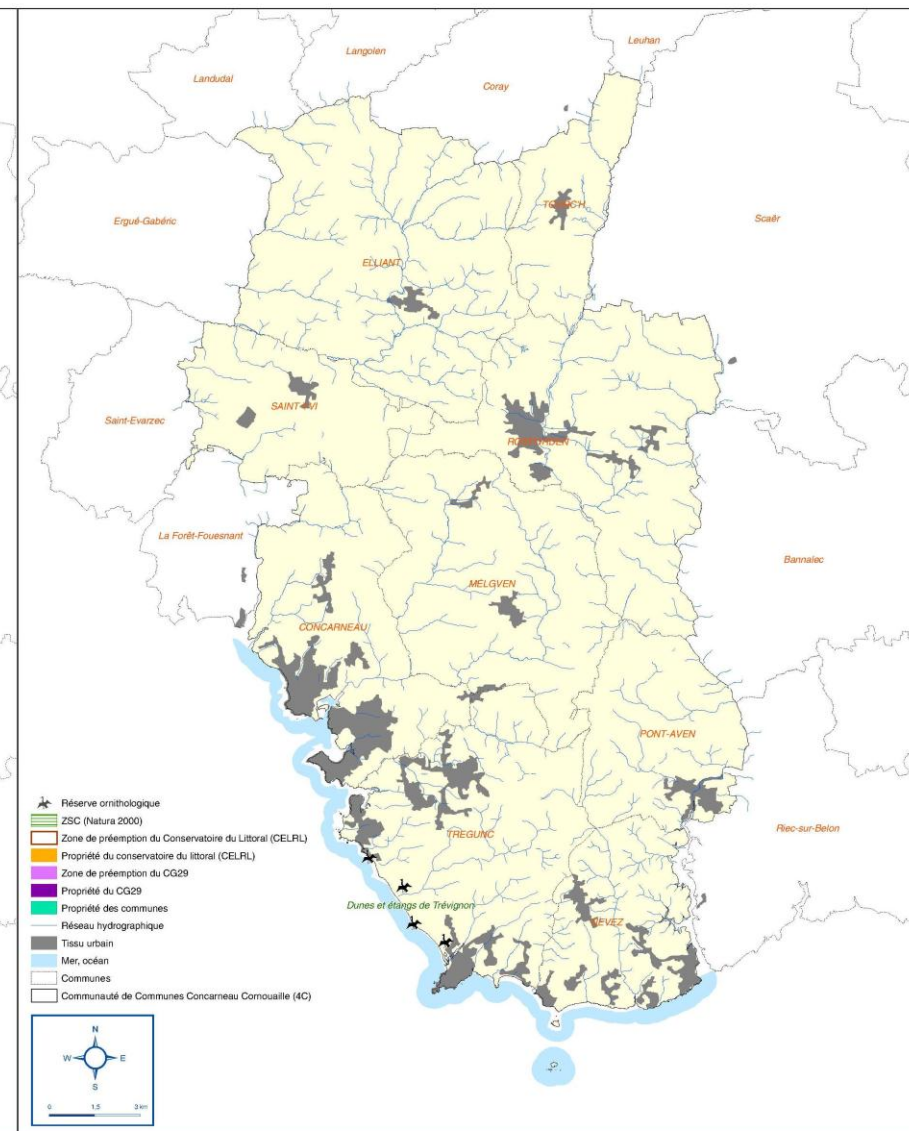
La carte ci-dessous permet de localiser les deux projets d'extension et de constater l'étendue importante de ces zones formant un ensemble cohérent pour la protection des milieux marins.



## Inventaires



## Protections



Sources : DIREN, 4C, BDTopo, BD CarthAge, Corine Land Cover, \*Inventaire des Zones Humides du CG29

### **2.5.1.6. La Loi Littoral**

Les communes de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont-Aven sont soumises aux dispositions de la Loi n°86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, dite « Loi Littoral ».

Celle-ci a pour objet de maîtriser et d'organiser l'urbanisation dans les sites littoraux et d'assurer une protection des espaces environnementaux ou paysagers remarquables. Elle a été intégrée dans le Code de l'Urbanisme, notamment sous la forme des articles L.146-1 et suivants, se substituant à l'article 3 de la Loi.

Le SCOT devra se conformer aux dispositions prévues par la Loi Littoral :

#### **Article 1 de la Loi n°86-2**

« Le littoral est une entité géographique qui appelle une politique spécifique d'aménagement, de protection et de mise en valeur. La réalisation de cette politique d'intérêt général implique une coordination des actions de l'Etat et des collectivités locales, ou de leurs groupements, ayant pour objet :

- la mise en oeuvre d'un effort de recherche et d'innovation portant sur les particularités et les ressources du milieu,
- la protection des équilibres biologiques, la lutte contre l'érosion, la préservation des sites et paysages et du patrimoine,
- la préservation et le développement des activités économiques liées à la proximité de l'eau, telles que la pêche, les cultures marines, les activités portuaires, la construction et la réparation navale et les transports maritimes,
- le maintien ou le développement, dans la zone littorale, des activités agricoles ou sylvicoles, de l'industrie, de l'artisanat et du tourisme. »

#### **Article L.146-4 du Code de l'Urbanisme**

« I - L'extension de l'urbanisation doit se réaliser soit en continuité avec les agglomérations et villages existants, soit en hameaux nouveaux intégrés à l'environnement.

II - L'extension limitée de l'urbanisation des espaces proches du rivage ou des rives des plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée doit être justifiée et motivée, dans le plan d'occupation des sols, selon des critères liés à la configuration des lieux ou à l'accueil d'activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau.

Toutefois, ces critères ne sont pas applicables lorsque l'urbanisation est conforme aux dispositions d'un schéma directeur ou d'un schéma d'aménagement régional ou compatible avec celles d'un schéma de mise en valeur de la mer.

En l'absence de ces documents, l'urbanisation peut être réalisée avec l'accord du représentant de l'Etat dans le département. Cet accord est donné après que la commune a motivé sa demande et après avis de la commission départementale des sites appréciant l'impact de l'urbanisation sur la nature. Les communes intéressées peuvent également faire connaître leur avis dans un délai de deux mois suivant le dépôt de la demande d'accord. Le plan d'occupation des sols ou le plan d'aménagement de zone doit respecter les dispositions de cet accord.

III - En dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites sur une bande littorale de cent mètres à compter de la limite haute du rivage ou des plus hautes eaux pour les plans d'eau intérieurs désignés à l'article 2 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 précitée.

Cette interdiction ne s'applique pas aux constructions ou installations nécessaires à des services publics ou à des activités économiques exigeant la proximité immédiate de l'eau. Leur réalisation est toutefois soumise à enquête publique suivant les modalités de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Le plan local d'urbanisme peut porter la largeur de la bande littorale visée au premier alinéa du présent paragraphe à plus de cent mètres, lorsque des motifs liés à la sensibilité des milieux ou à l'érosion des côtes le justifient.

IV - Les dispositions des paragraphes II et III ci-dessus s'appliquent aux rives des estuaires les plus importants, dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.. »

### 2.5.2. Les inventaires

On recense quatre ZNIEFF de type I sur le territoire de la CCA :

ZNIEFF I site 00000504 Dunes et étangs de Trévignon. Ce périmètre reprend le périmètre Natura 2000. Se reporter au descriptif du site Natura 2000 uniquement sur la partie terrestre.

ZNIEFF I site 00000561 Pointe de la Jument : Cette ZNIEFF concerne un massif dunaire accueillant des groupements végétaux caractéristiques et présentant des espèces végétales protégées et peu répandues.

ZNIEFF I site 00000765 Vallée de Kergouat : Ce site en relation directe avec l'Aven est composé d'un ancien étang de barrage et d'un petit ruisseau. L'intérêt odonotologique<sup>11</sup> y est élevé avec la présence de 18 espèces dont certaines sont rares et localisées.

ZNIEFF I site 00000610 L'Aven : La vallée de l'Aven constitue un site très important pour les poissons migrateurs. Ainsi la section concernée par la ZNIEFF abrite de nombreuses zones de frayères à salmonidés. L'intérêt piscicole y est donc très élevé. La vallée constitue également un site d'intérêt mammalogique certain.

Quatre nouvelles ZNIEFF de type I viennent d'être créées dans le secteur littoral et s'ajoutent à celles décrites ci-dessus (informations complémentaires non disponibles à la date d'élaboration de cet état initial – octobre 2008) :

ZNIEFF I site 09000028 Dune et marais du Dourveil

ZNIEFF I site 09000029 Dune de Trez cao

ZNIEFF I site 09000030 Pointe de Trévignon

ZNIEFF I site 09000031 Dune perchée de Kersidan.



#### ***Le patrimoine naturel remarquable en deux mots...***

***Globalement plusieurs « outils » de protections et d'inventaires sont présents sur le territoire. On retiendra plus particulièrement la présence du site Natura 2000 des Dunes et Etangs de Trévignon et la présence parsemée des quelques ZNIEFF, en particulier sur le littoral (dont les estuaires et massifs dunaires).***

<sup>11</sup> Odonates = libellules.

### 2.5.3. Les zones d'acquisition foncière

#### 2.5.3.1. Les terrains du Conservatoire du Littoral



Le Conservatoire du Littoral a acquis, au sein de zones de préemption qui lui sont attribuées, différents sites sur le rivage du territoire du SCoT. Il s'agit des sites de :

Kerouiny (dunes et étangs) : correspondant au site Natura 2000 et à la ZNIEFF de type I Dunes et étangs de Trévignon. Cet espace de 221 hectares est complété par des terrains appartenant au Conseil Général du Finistère.

Anse Saint Laurent Stang Bihan : Ce site de 28 hectares est géré par la commune de Concarneau, le Conseil Général du Finistère et l'Office National de la Chasse.

Raguenès : Il s'agit d'un petit site, situé sur la commune de Névez, d'une superficie de 0,6 hectares.

Kerdruc : Egalement situé sur la commune de Névez sa surface est de 1 hectare.

#### 2.5.3.2. Les sites du Conseil Général du Finistère

Le Conseil Général possède 4 sites classés en sites naturels protégés et dispose également d'un droit de préemption sur plusieurs autres parcelles.

Pointe du Cabellou : commune de Concarneau,

Dunes et étangs de Trévignon : commune de Trégunc, parcelles en relation avec les terrains du Conservatoire du Littoral et inclus dans le périmètre Natura 2000,

Pointe des Abris : commune de Trégunc,

Bois du Hénan : commune de Névez.

Le droit de préemption du Conseil Général s'applique sur plusieurs sites localisés en bordure littorale, dans l'estuaire de l'Aven et dans des vallées côtières. Il complète le dispositif de préemption du Conservatoire du Littoral.

Site du Conservatoire du Littoral : Dunes et étangs de Trévignon



Site départemental du Bois du Hénan



**Les secteurs d'acquisition foncière de préemption ou en passe de le devenir sont majoritairement tournés vers le littoral. Le travail du Conservatoire du Littoral et du Conseil Général en ce sens permet à l'agglomération de jouir de nombreux espaces naturels encore préservés et peu défigurés par l'urbanisation.**

## 2.6. L'accès à la nature

Le littoral et la partie Sud de l'agglomération offrent de nombreuses possibilités de découverte et d'accès à la nature :

- des itinéraires de randonnée, notamment : le GR 34 qui suit le littoral, des itinéraires inscrits dans le Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée),
- des circuits vélo et VTT,
- des promenades fluviales,
- des sites de découverte du patrimoine : réserves ornithologiques, musées, points de vue, plages et sites de baignade,
- des infrastructures d'hébergement : hôtels, auberges, chambres d'hôtes campings.

La partie Nord du territoire est en revanche moins pourvue en itinéraires et sites de loisir et d'activités liés à la nature, mais il dispose d'infrastructures d'hébergement. On note :

- sur Saint-Yvi : la présence de 45 km d'itinéraires de randonnée balisé par la commune,
- entre Rosporden et Melgven : des boucles de circuits VTT,
- sur Rosporden et Elliant : plusieurs itinéraires mixtes (vélos et piétons).

Plusieurs structures et associations permettent la découverte de la nature dans le cadre de randonnées accompagnées. C'est le cas du Conservatoire du Littoral et de Bretagne Vivante (Maison du Littoral - Pointe de Trévignon), France Randonnée (à Rennes) des Cyclo-randonneurs de Melgven, des Cyclos et Randonneurs de la Cité des Etangs (Rosporden).

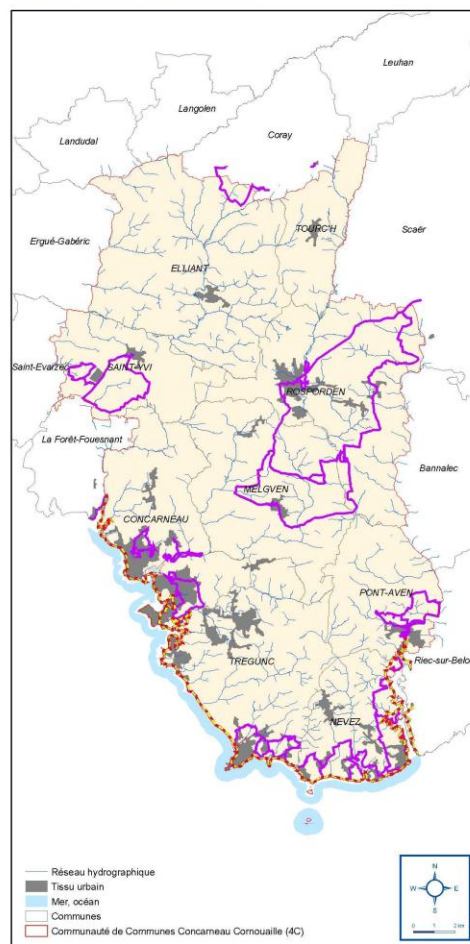
Les Offices de tourisme de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont-Aven proposent des informations pratiques et guides de randonnées/découverte du patrimoine naturel et paysager local.

Le maillage des itinéraires balisés constitue un réseau important de découverte du patrimoine naturel local. Néanmoins, il concentre la fréquentation sur les espaces à forte valeur paysagère et/ou récréative, et conduit à délaisser les secteurs plus reculés qui restent ou deviennent alors méconnus.

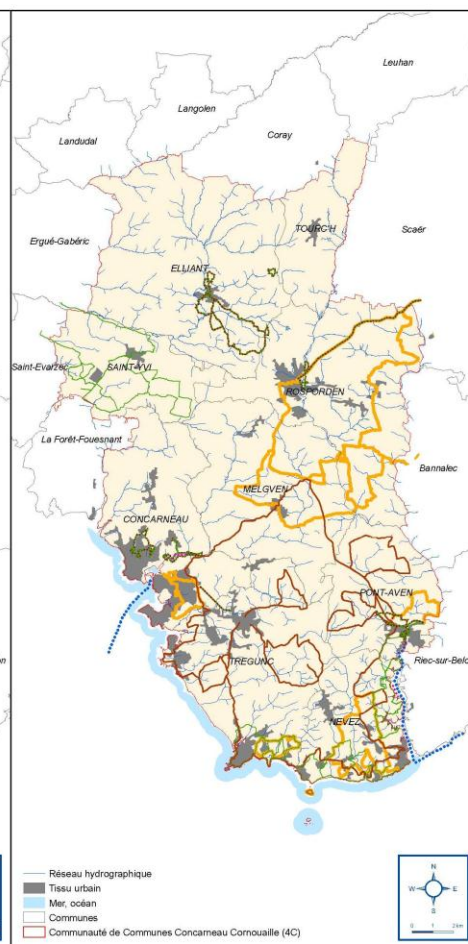
Afin de préserver l'ensemble du maillage des itinéraires de randonnée (balisé ou non), qui participe à la qualité de vie du territoire, il est donc important de veiller à ce que ces derniers ne disparaissent du fait :

- des remembrements,
- des aliénations d'origines diverses,
- d'un embroussaillage lié à l'abandon localisé de l'espace rural,
- de l'interruption des chemins ruraux par le développement urbain, la création ou le renforcement d'infrastructures routières.

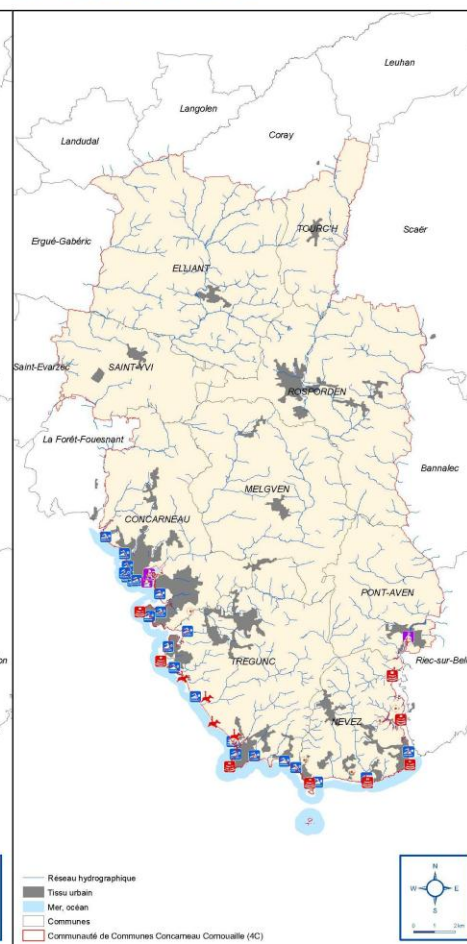
## Itinéraires départementaux et de Grande Randonnée



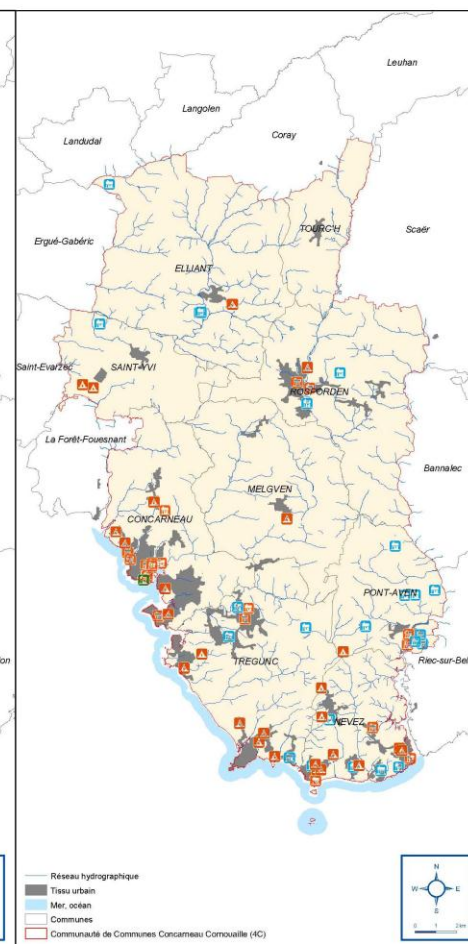
## Itinéraires locaux de randonnée



## Sites de loisirs et activités liées à la nature



## Hébergement touristique



GR34  
 PDIPR

Promenades fluviales  
 Liaisons maritimes  
 Itinéraires mixtes  
 Itinéraire de randonnée  
 Cyclotour  
 Circuit VTT

Réserve ornithologique  
 Point de vue  
 Point découverte  
 Musée  
 Site de baignade

Auberge  
 Camping  
 Chambre d'hôte  
 Hôtel

Sources : 4C, IGN, BDtopo, POS des communes

## 3. LE PAYSAGE

### 3.1. Les paysages naturels

L'organisation du paysage naturel est très dépendante du relief et de la nature des sols. Ce dernier paramètre influence l'occupation des sols, en particulier par la végétation, bien que celle-ci soit pour la majeure partie le résultat de l'activité humaine (le bocage en l'occurrence, qui est largement représenté sur le territoire de la CCA, est en effet une pratique agricole inscrite dans l'histoire de l'agriculture locale).

#### 3.1.1. La zone rurale nord

Les territoires des communes d'Elliant et de Tourc'h forment une unité au nord du « sillon de Bretagne ». Cette unité paysagère comprend également la partie nord/est de la commune de Rosporden. Le relief a une organisation nord/sud et le sol est constitué par le Briovérien.

Les parties nord des vallées de l'Aven et du Jet sont assez ouvertes et le bocage est encore relativement présent, bien que la « maille » de ce bocage soit plus large dans la partie nord d'Elliant. Les pâtures, malgré l'évolution des terres labourées, sont encore nombreuses. L'habitat est très dispersé, constitué de hameaux et de fermes isolées au bout d'un chemin.

Cela produit donc un paysage très rural de campagne verdoyante harmonieuse et sans accident notable. Les points de vue et les grandes ouvertures visuelles sont rares. Il s'agit plutôt d'un paysage séquentiel et intimiste.

#### 3.1.2. La bande granitique

L'extrémité nord/ouest de la zone de cisaillement géologique, appelée plus communément au sud le « sillon de Bretagne », est constituée d'une succession de vallées et de lignes de crêtes orientées est/ouest. C'est dans cette partie du territoire que sont situés les axes de communication : les traces de la voie romaine, la voie ferrée, l'ancienne route nationale et la voie express.

Le relief est plus accentué, bien qu'il s'adoucisse vers le sud, et les vallées sont encaissées. Les versants de ces vallées sont boisés. On remarque aussi

un certain nombre de bosquets mais il n'y a pas de véritable paysage forestier. C'est encore le paysage de bocage qui domine, bien qu'il ait été déstructuré par des procédures de remembrement ou d'aménagement foncier plus ou moins sévères.

C'est un paysage très varié avec des secteurs très intimistes dans la vallée du Jet ou de l'Aven au sud de Rosporden, et d'autres secteurs très ouverts sur la zone nord/est du territoire de Melgven et la partie nord de Trégunc.

#### 3.1.3. La bande côtière

##### 3.1.3.1. *La frange boisée et urbanisée*

Le relief en pente douce vers le littoral se termine à l'ouest par une zone rétrolittorale relativement plane et ouverte. La pression immobilière de l'urbanisation a fait disparaître en partie l'agriculture. Quand cette activité s'est maintenue, il s'agit de terres arables et la trame bocagère n'est que résiduelle. Par contre ce recul de l'agriculture a favorisé les boisements. Ce sont des bois de petites dimensions en « timbre-poste », assez nombreux entre Trégunc et Pont-Aven et à l'est de Nével.

Ce secteur comporte des urbanisations importantes, peu denses. Cela contribue à l'absence de délimitation nette entre paysage rural et paysage périurbain au détriment de la qualité de ces deux types d'espaces.

##### 3.1.3.2. *Le littoral*

La morphologie de l'ensemble de la Baie de Concarneau se caractérise par un plateau de faible profondeur, bordé par une cote abrupte à dominante rocheuse sur sa partie occidentale entre la pointe de Beg-Meil et Cap-Coz laissant la place à une cote sableuse en pente douce en fond de baie. De Kerleven à Concarneau, le littoral présente une succession de passages rocheux et de petites plages entrecoupées par les embouchures des rivières St-Laurent et St-Jean. Ce paysage est extérieur territorialement à la CCA mais c'est celui qu'on découvre depuis la ville et les plages de Concarneau.

De Concarneau à la Pointe de la Jument, le littoral est composé de petites criques sableuses séparées par des pointes rocheuses. De la Pointe de la Jument à la Pointe de Trévignon, le rivage est ici formé d'une longue plage sableuse continue, se poursuivant vers Riec-sur-Belon par une succession de caps rocheux et de criques sablonneuses.

Si l'étendue sableuse entre la pointe de la Jument et la pointe de Trévignon est restée globalement un paysage naturel, à partir de Trévignon l'urbanisation du littoral est assez forte. Cependant il y a encore des coupures d'urbanisation sur le littoral lui-même, les constructions étant décalées au-delà des espaces proches du rivage. Les constructions sont toutes assez récentes car l'habitat traditionnel n'est présent qu'à environ 1km du bord de mer. Certaines ne sont pas dénuées de qualité architecturale, mais la plupart sont des ensembles de constructions assez banales.

### 3.1.4. La trame bocagère

Le bocage présente une physionomie variable, d'un secteur à l'autre du territoire :

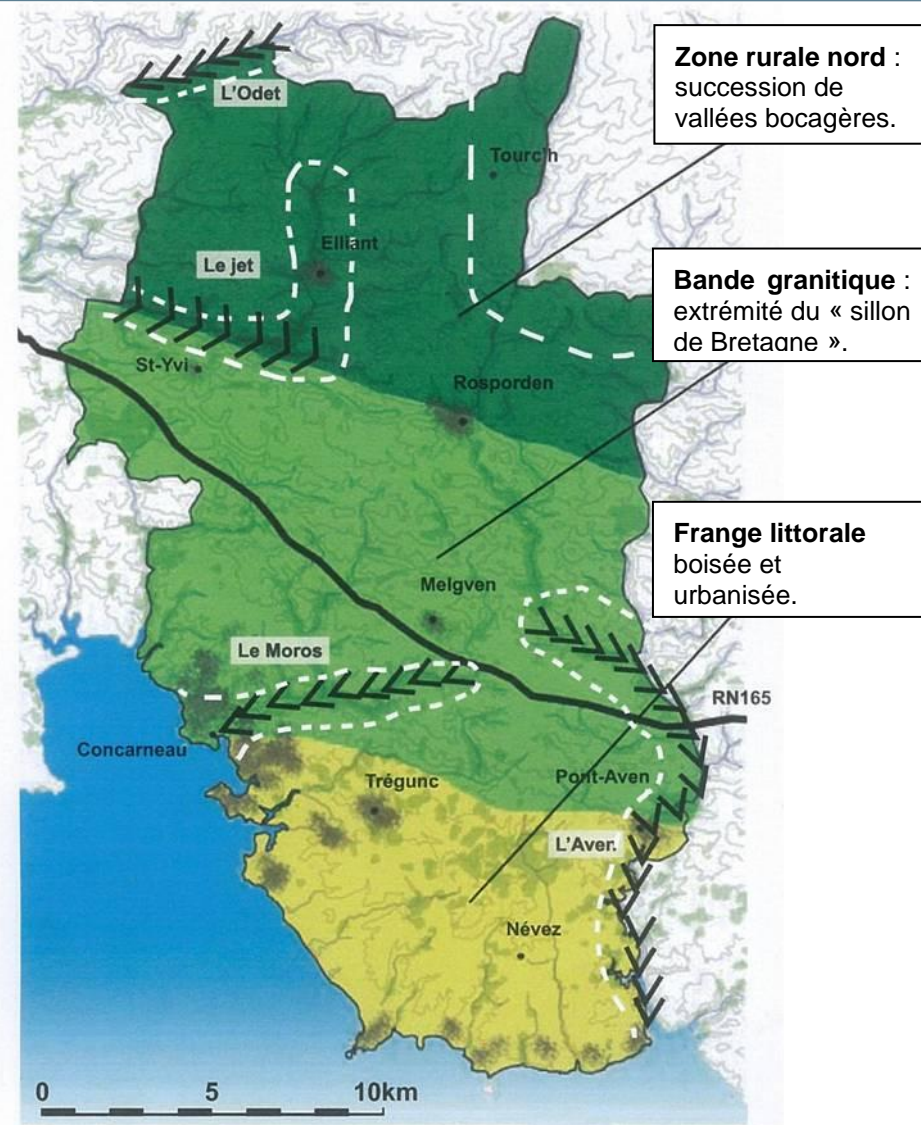
- dense dans la partie Nord-Est,
- il est dégradé dans la partie centrale remontant jusqu'à la vallée de l'Odet,
- il est associé à des boisements au Sud de l'agglomération.

#### **Le constat paysager général du territoire...**

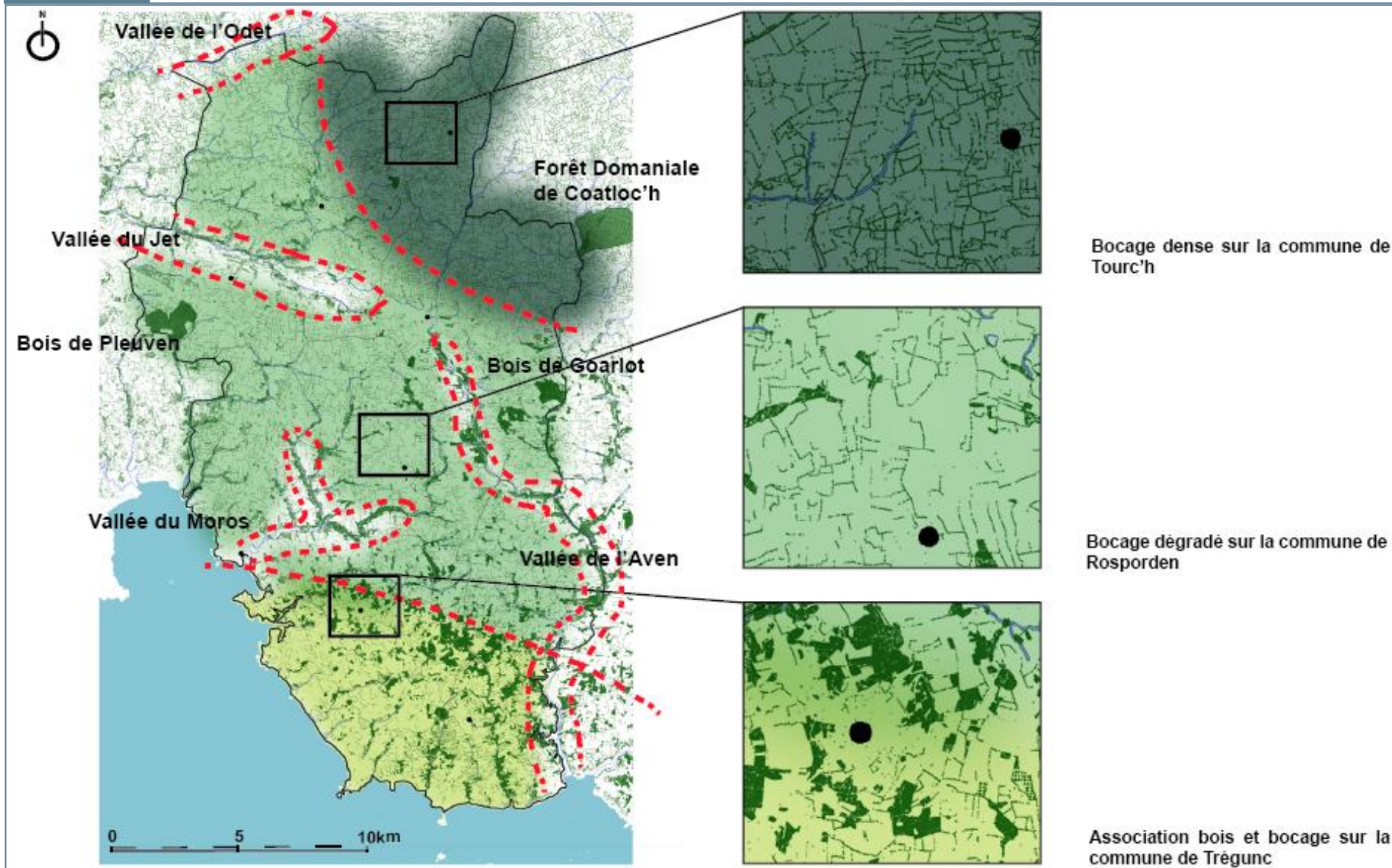
*La variété des paysages ruraux et littoraux est plus ou moins altérée par l'urbanisation des trente dernières années. Cette urbanisation diffuse (mitage) tend à une homogénéisation du territoire. Seules les protections des milieux naturels permettent la sauvegarde de certains secteurs, en l'absence d'une politique du paysage.*

Carte n° 20

### Unités paysagères



*Source : Schéma de développement éolien de la Communauté de Communes de Concarneau-Cornouaille – Diagnostic et étude paysagère (ETD – Atelier de l'île, rapport d'étape – mars 2008).*

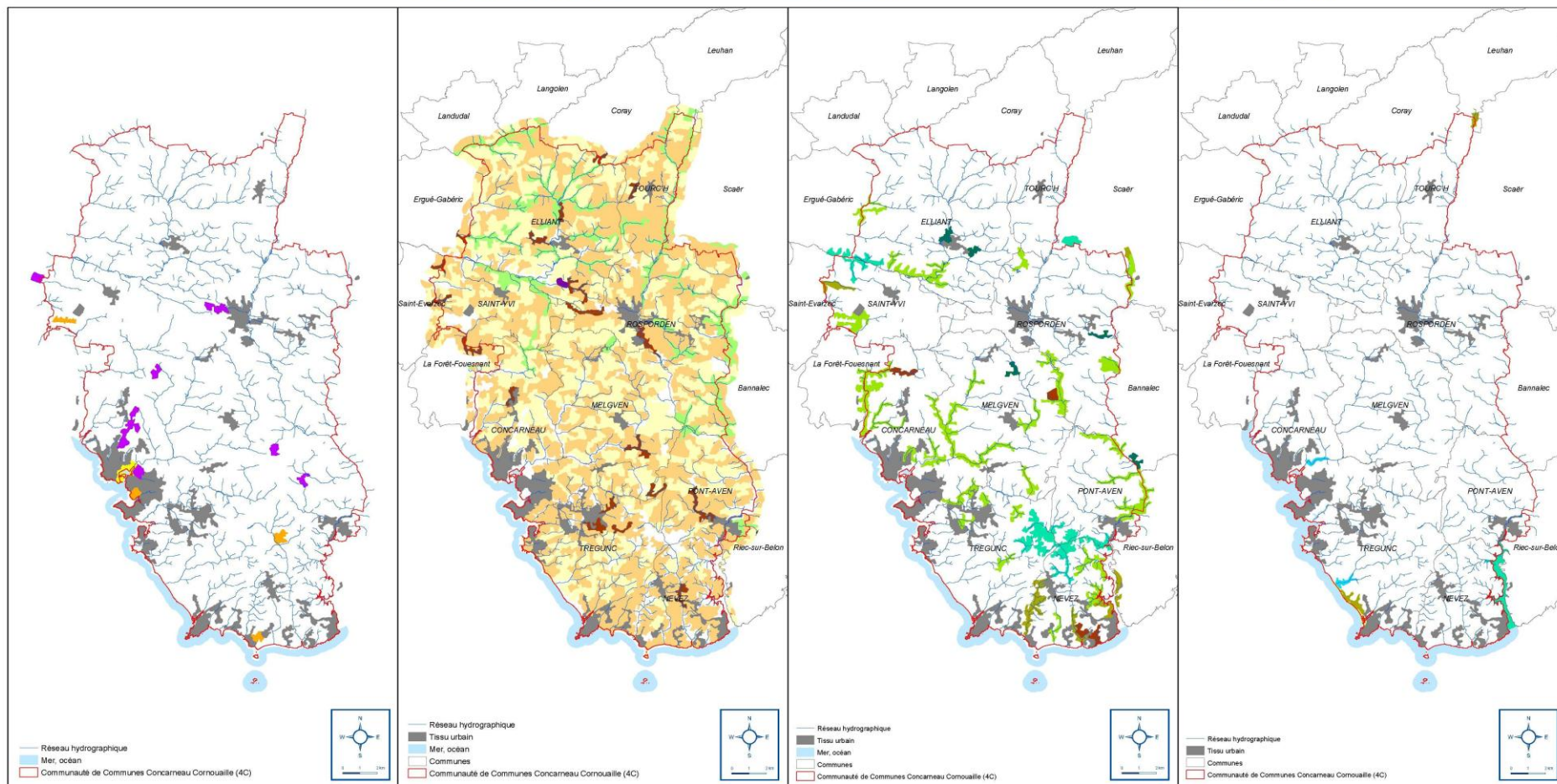


Secteurs urbanisés

Agriculture et exploitation  
des ressources naturelles

Boisements, landes  
et broussailles

Milieux littoraux, plans d'eau  
et marais intérieurs



Sources : Corine Land Cover, BDTopo, BDCarthAge, 4C



## 3.2. Les paysages urbains

### 3.2.1. L'armature des voies de communication

L'organisation d'un territoire est liée de manière intrinsèque à son réseau de routes. (voir carte page suivante). Cette organisation de la desserte du territoire a subi des modifications profondes dans la deuxième moitié du 20<sup>ème</sup> siècle. La création de la voie express RN 165, qui se rapproche du tracé historique de la voie romaine, s'est inscrite comme un barreau coupant le triangle des routes qui organisent la desserte interne de l'agglomération.. Cela a accentué la partition nord/sud avec un décalage très net par rapport à l'ancienne RN traversant Rosporden et Saint-Yvi.

#### 3.2.1.1. Une trame viaire hiérarchisée

On constate donc une hiérarchie affirmée avec au **premier niveau la voie express RN165** à 2x2 voies, donc avec une emprise très large, déconnectée du fonctionnement interne en dehors des échangeurs compte tenu de son statut autoroutier. Le paysage perçu depuis cet axe, fréquemment dissimulé derrière les talus et la végétation des abords est celui d'une campagne bocagère.

A un **deuxième niveau** se situent **les routes départementales qui relient les trois chefs lieux** :

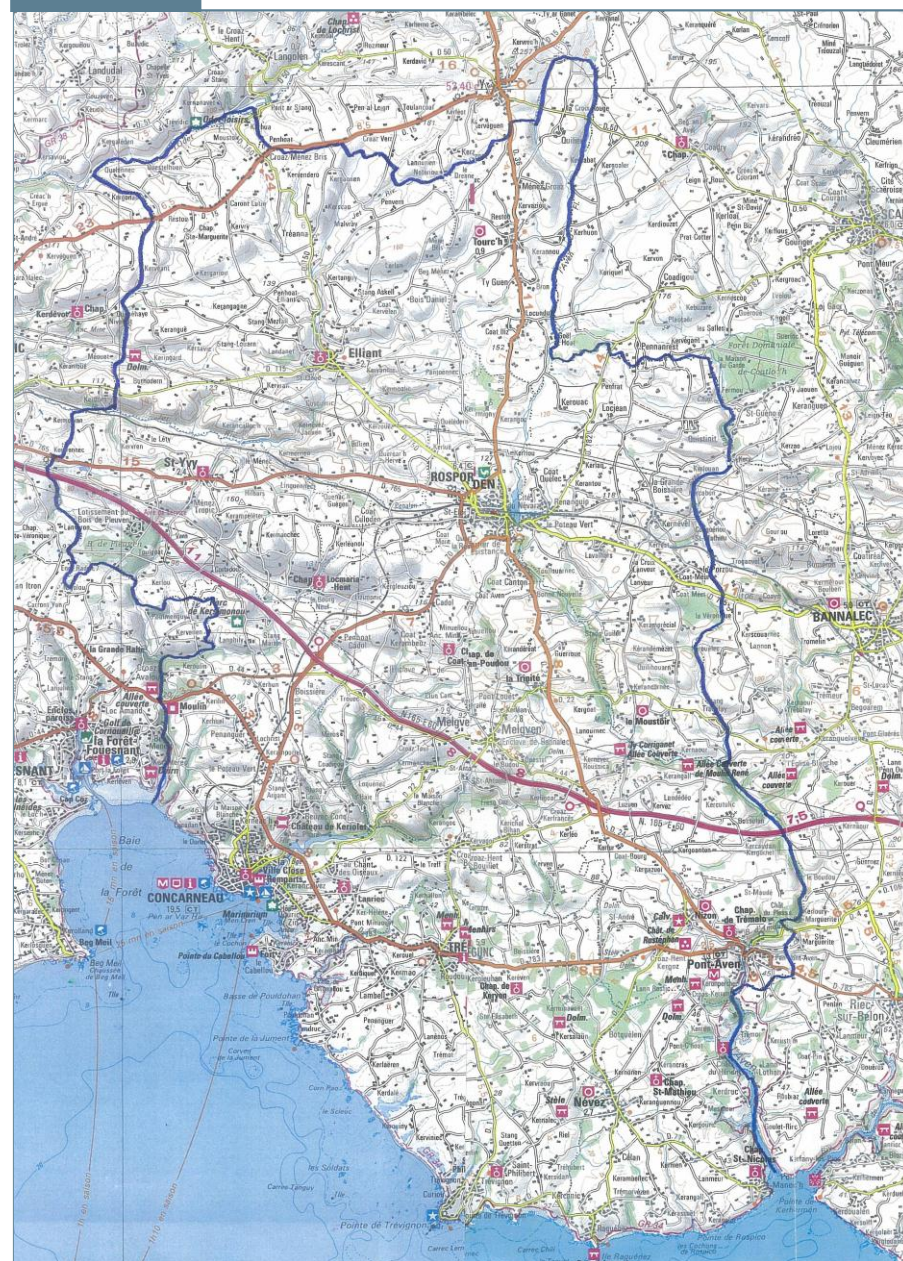
- Concarneau/Pont-Aven (RD 783),
- Concarneau/Rosporden (RD 70) se poursuivant vers le nord en direction de Chateaufort-du-Faou (RD 36),
- Pont-Aven/Rosporden (RD 24).

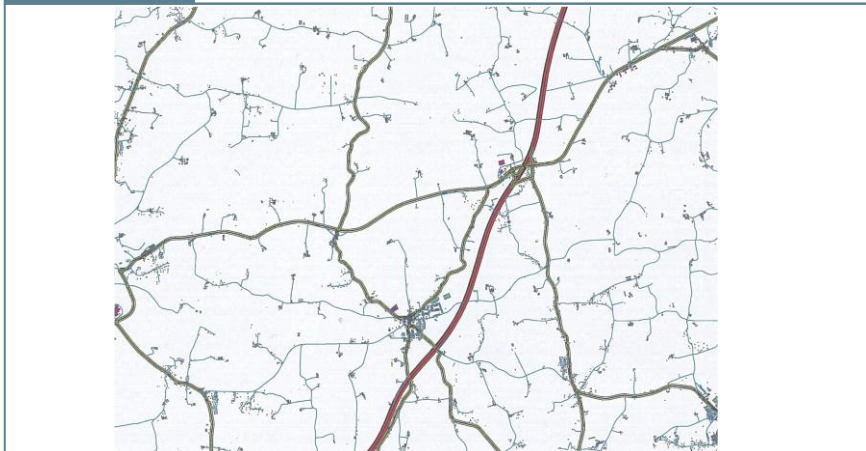
Les deux premiers axes, la RD 783 et le RD 70 sont relativement urbanisés, avec des constructions de faible qualité et des chapelets de bâtiments d'activité. La RD 24 est plus préservée offrant de véritables fenêtres sur l'espace rural.

Un **troisième niveau** de routes départementales assure un maillage assez fin intercommunal dans lequel s'inscrit l'ancienne route nationale devenue RD 765. Elles ont une typologie de routes de campagne.

Enfin **au niveau communal**, le réseau de routes et de chemins est marqué par le système rural d'habitat dispersé, chaque ferme, chaque « Ker » étant desservi par un chemin carrossable, souvent en impasse.

Carte n° 24 L'armature viaire hiérarchisée





### 3.2.1.2. L'évolution du maillage

L'ensemble de ce maillage s'est affranchi des contraintes du relief, bien qu'on constate que les routes, même les plus anciennes, ne suivent pas les fonds de vallées, trop encaissés et trop étroits. Les difficultés de franchissement de ces vallées, plus importants dans la partie sud, n'ont fait obstacle que pour les voies communales, favorisant les culs-de-sac.

Il est remarquable que ce réseau se soit organisé de façon très indépendante du littoral, les accès à la mer n'existant que pour desservir des ports, Concarneau, Port-Manech, ou des ouvrages défensifs, Pointe de Trévignon.

L'étalement urbain est venu se superposer à cette organisation par des développements de quartiers neufs et de lotissements assurant en priorité leur propre desserte par rapport à un réseau primaire sans rechercher les liaisons locales. Certains lotissements sont juxtaposés sans liaison entre eux. C'est donc le réseau primaire qui a une influence prépondérante sur le développement de l'urbanisation, puisque les zones, qu'elles soient dédiées à l'habitat ou à des activités, sont localisées en fonction de cette desserte. Le développement du tourisme balnéaire et la volonté d'accéder au littoral ont favorisé la multiplication des impasses en l'absence de route côtière.

## 3.3. Les armatures urbaines

L'analyse qui est faite ici porte uniquement sur la morphologie des urbanisations et se dégage des nouvelles identifications des territoires : agglomérations, aires urbaines, etc...

### 3.3.1. Typologie des espaces bâtis

Cette typologie a été faite dans la recherche d'un cadre d'application du Code de l'Urbanisme. Elle permet de distinguer villages et hameaux. Il faut rappeler que dans la logique de la loi SRU, les hameaux n'ont droit qu'à de très faibles possibilités de renforcement (« Zone Nh »). Alors que les villages peuvent faire l'objet d'extensions plus substantielles (« Zones U et Au ») dès lors qu'ils disposent d'une armature urbaine et de réseaux suffisamment dimensionnés.

La Loi Littoral interdit également, dans les communes littorales, les extensions d'urbanisation qui ne seraient pas liées à de véritables villages.

Cette typologie est donc constituée des éléments suivants :

#### Une ville centre

Concarneau, qui accueille environ 20 000 habitants, ville port, ville historique, pôle de commerce et de services de son bassin de vie, a connu un développement urbain conséquent.

#### Les bourgs, petites villes

Se situant dans une tranche de 1 000 à 10 000 habitants, Le bourg est le chef-lieu de la commune. D'une manière générale, le terme de « bourg » peut s'appliquer à des agglomérations suffisamment importantes pour être qualifiées de « villes » en Bretagne.

#### Les agglomérations côtières

Parfois constituées d'agréats de lotissements et peu équipées en services, à la différence des chefs-lieux, qu'elles viennent parfois concurrencer en termes de poids démographique.

#### Les villages

Les éléments de définition ci-après sont ceux qui ressortent de la doctrine d'application de la Loi Littoral et ne sont pas spécifiques au territoire d'étude.

Le village correspond à une structure bâtie relativement consistante et dotée d'un minimum de vie sociale. Ce dernier critère peut paraître subjectif mais l'existence d'espaces publics au sens le plus large (place, square, jardin public, chapelle, café, lavoir...) constitue un élément d'identification efficace. On distingue le village d'un semis de maisons posées le long d'une route, au hasard des opportunités foncières et des répartitions de droits à construire par le document d'urbanisme. On peut ajouter à ces critères l'existence de fêtes locales ou d'événements susceptibles d'attirer une population extérieure.

Ils présentent plusieurs éléments structurels : un élément de centralité (carrefour de routes et chemins), du patrimoine religieux ou civil, des espaces publics, des services (école, commerces, arrêts de bus...). Toutefois, cet élément de centralité ou de vie sociale ne suffit pas. Le nombre de maisons doit également être pris en compte. Il existe ainsi des lieux-dits dotés de tous les éléments cités précédemment mais qui ne peuvent être cependant qualifiés de villages

On peut également classer ces villages selon leur importance et selon leur ancienneté.

- Les gros villages d'origine ancienne, d'une trentaine à une centaine de maisons.
- Les gros villages modernes (post 1950) créés ex-nihilo ou ayant évolué à partir d'un hameau ancien ou d'un habitat isolé ancien.
- Les petits villages d'origine ancienne, associant généralement fermes en activité, anciennes longères rénovées, habitations modernes, voire des activités artisanales.
- Les petits villages modernes (post 1950), issus des mêmes processus d'évolution que les gros villages modernes.

### **Les hameaux**

Petites agglomérations de plus de trois maisons, ils ne peuvent être qualifiés de villages du fait de leur faible taille ou de leur caractère lâche. L'absence de caractères structurels, comme les espaces publics, entrant dans l'identification du village est un critère supplémentaire permettant de caractériser le hameau. Différents types peuvent être identifiés :

- Les hameaux d'origine ancienne, très répandus. On y trouve parfois des maisons récentes. Souvent, la seule étant celle de l'agriculteur. En cas de cessation de l'activité agricole, les bâtiments anciens sont rachetés et rénovés, les granges et bâtiments d'exploitation sont transformés en

habitation, et des pressions se manifestent pour rendre constructibles les terrains environnants.

- Les hameaux nouveaux, créés ex-nihilo en linéaire ou en tas (lotissements de ...), ou ayant pris forme à partir d'un habitat isolé.

Les hameaux peuvent devenir des villages par extensions progressives, si l'on s'en tient au seul critère du nombre de maisons. Toutefois, le risque d'absence d'espace public, de services publics ou privés, les condamne à demeurer de simples « dortoirs ».

### **L'habitat isolé**

L'habitat isolé (maison d'habitation, ferme, manoir...) est une composante très importante de l'habitat en pays bocager. Il peut être classé en trois types :

- La construction totalement isolée, ancienne ferme ou maison relativement récente
- Une ou deux fermes traditionnelles voisines de leurs annexes et dépendances. Unités d'exploitation, elles sont réparties de manière relativement homogène dans le bocage.
- Des micro-groupes d'habitat de deux ou trois maisons sur des parcelles contiguës : habitat linéaire le long des axes, ou regroupé autour d'un carrefour, ou disposé de façon lâche dans des milieux parfois boisés. Dans ce dernier cas, il s'agit typiquement d'une urbanisation qui s'est développée dans les années 1970 avant la mise en place des POS.

### **3.3.2. L'organisation urbaine et les évolutions**

L'analyse qui est faite ici porte uniquement sur la morphologie des urbanisations et se dégage également des nouvelles identifications des territoires : agglomérations, aires urbaines, etc...

Les typologies urbaines sont très différentes entre les communes du territoire, compte tenu de leur contexte géographique, de leur histoire et de leur fonctionnalité.

### 3.3.2.1. Concarneau

Concarneau est une ville port et son organisation urbaine s'est constituée autour de cette fonction : la relation de la terre à la mer.

En dehors de la ville close, îlot fortifié qui est le noyau originel, le centre-ville est construit sur un maillage orthogonal en arrière de la façade des quais et le long de la route d'accès (avenue de la Gare). Au 19<sup>e</sup> siècle, l'activité portuaire développe des espaces d'activités : conserveries, chantiers navals, qui s'imbriquent à l'espace urbain sans modifier l'organisation de la ville.

Au 20<sup>ème</sup> siècle, Concarneau a subi un fort développement urbain. D'abord le tourisme balnéaire s'est implanté à l'ouest, le long des plages. Mais surtout, une succession de quartiers nouveaux a envahi les pentes vers le nord et a franchi le vallon du Zins. Cet étalement urbain a gagné Lanriec pour ne plus faire qu'une seule « banlieue » jusqu'à la pointe du Cabellou.

Un quartier d'habitat social a été réalisé sur les hauteurs, à proximité de la route de Quimper, mais enclavé par le relief.

Les implantations d'activités industrielles et commerciales, qui étaient traditionnellement liées au port se sont déplacées vers le nord en direction de la voie express. Il s'agit d'une succession de zones plus ou moins juxtaposées aux quartiers d'habitat et globalement structurées par la RD 783.

***Cette absence d'organisation urbaine, qui est la résultante à la fois de contraintes géographiques et de choix (ou d'absence de choix) de développement urbain, ne permet pas d'identifier une typologie urbaine de type ville rayonnante ou ville maillée, mais plutôt une ville multipolaire.***

### Les différents paysages urbains de Concarneau



Concarneau :  
développement  
urbain
 Contraintes du relief

 Route principale

 Centre ancien

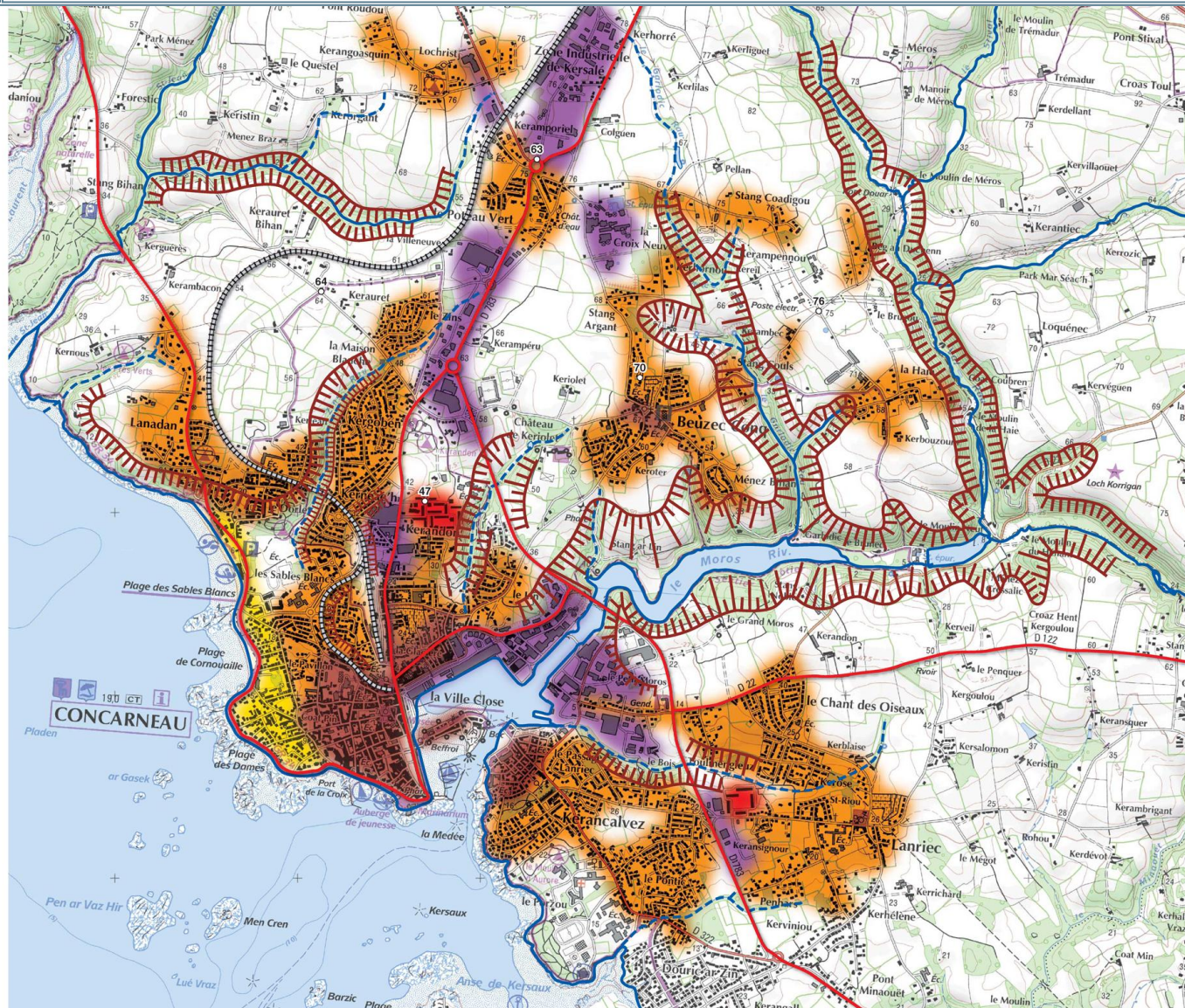
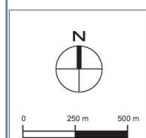
 Urbanisme balnéaire

 Etalement urbain

 Quartier social

 Zones d'activités

source : IGN 25 000ème





### 3.3.2.3. Pont-Aven

Pont-Aven est d'abord un village au creux de la vallée de l'Aven (son origine est issue d'une succession de moulins) et au franchissement de la rivière à la confluence de deux ruisseaux. L'énergie hydraulique a généré les activités locales.

Le développement de l'urbanisation s'est fait le long des routes qui convergeaient vers ce pont sur l'Aven. L'espace urbanisable était relativement étroit à cause du relief, y compris aux abords du port. On peut donc le considérer comme un village rue.

Au 19<sup>e</sup> siècle, le développement des activités industrielles dans les vallées de l'Aven et du Pennanros a eu comme conséquence l'élargissement des routes principales et le début d'une urbanisation sur le plateau.

Cette urbanisation s'est poursuivie à l'est sous forme de lotissements de maisons individuelles avec une trame viaire organisée sur un axe parallèle à la RD 783. A l'ouest il s'agit plutôt de mitage de l'espace agricole que d'urbanisation organisée.



*Pont-Aven, une ville-rue le long de la rivière*

### 3.3.2.4. Les autres communes

**Trégunc, Elliant** et **Melgven** sont, avec des dimensions différentes, des villages carrefours avec le centre de l'étoile marqué par l'église. Ces voies rayonnantes sont les rues du village. Le cas d'Elliant est contraint par la position à flanc de coteau.

**Névez, Saint-Yvi** et **Tourc'h** sont des villages rues qui, pour les deux premiers, se sont « épaissis » par un développement en arrière de ce linéaire en conservant la route comme axe principal.

#### ***Les organisations urbaines actuelles en deux mots....***

***Comme pour les paysages naturels, les organisations urbaines sont déstructurées par l'étalement urbain. On tend vers une banalisation de l'espace urbain dans lequel les groupements et les constructions anciennes sont « diluées ».***

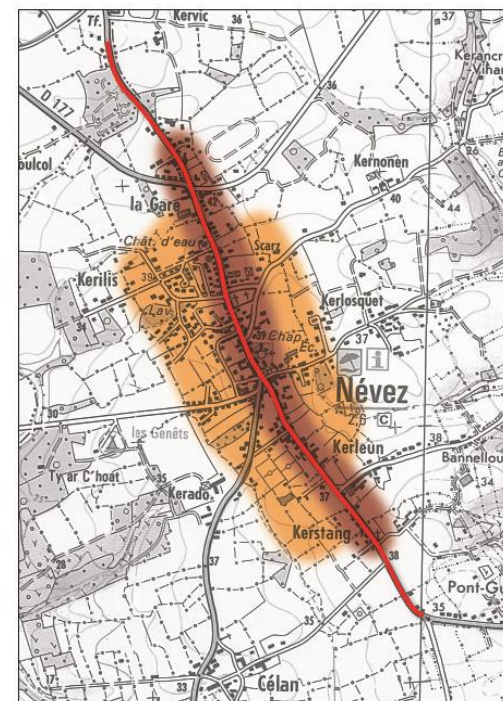
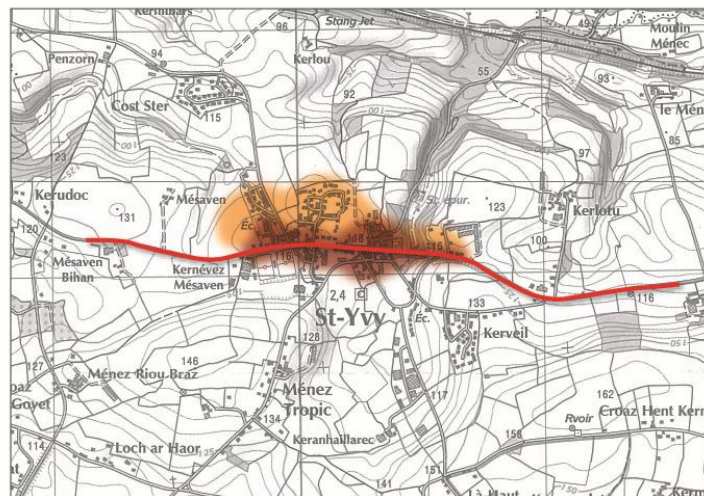
Carte n° 29

Structure des villages carrefours : exemples d'Elliant et Melgven



Carte n° 30

Structure des villages-rues : exemples de Névez et Saint-Yvi



### 3.4. Le paysage bâti

Le Pays de Concarneau Cornouaille bénéficie d'un cadre de vie de grande qualité. La plupart des communes disposent d'un patrimoine bâti très intéressant, voire exceptionnel.

Les formes urbaines et architecturales contemporaines maintiennent certains volumes mais ont fait évoluer les matériaux. Parfois, on peut craindre un certain risque de perte d'identité locale dans la production neuve.

#### 3.4.1. Le bâti ancien: un patrimoine à deux vitesses

**L'architecture rurale ancienne** est écartelée entre deux situations : soit elle est réhabilitée et devient un enjeu touristique ; soit, au contraire, elle est laissée à l'abandon et risque de disparaître.

**L'architecture urbaine ancienne** fait l'objet d'une attitude patrimoniale et d'une attention constante de la part des pouvoirs publics. Le patrimoine est en effet un facteur d'attractivité et sa valorisation contribue à l'image de marque des communes concernées.

#### **L'architecture rurale, ou la dégradation d'un certain patrimoine.**

Certaines communes de la CCA possèdent un patrimoine bâti remarquable. Certaines ne l'entretenant pas, il se retrouve en voie de délabrement parfois avancé. Les deux causes majeures en sont l'exode rural des années 1950 / 1960 et l'affaiblissement de l'économie rurale.

La perte des savoir-faire et la méconnaissance des matériaux traditionnels de certains artisans entraînent une dégradation du patrimoine bâti. C'est pourquoi, certaines communes, comme Névez et Trégunc, se sont regroupées afin d'instaurer une politique de rénovation de leur patrimoine architectural rural : « **Bro Mein Zao** », le **Pays des Pierres Debout**. Ainsi, les réhabilitations successives ont abouti à la mise en label du patrimoine bâti. Quant aux communes de Tourc'h et Elliant, elles possèdent quelques habitations paysannes anciennes et remarquables, mais ne font pas l'objet de mise en valeur particulière.



*Chaumière (au sens propre) en pierres levées.*

#### **Un patrimoine urbain favorisé**

Une ville se construit progressivement. Les hommes tirent profit d'un site géographique : le fond d'une ria, une butte... puis ils construisent une architecture, une culture et ainsi leur histoire.

La volonté des habitants et de leurs élus a fait évoluer les villes. Le cas de Concarneau est un bon exemple de valorisation du patrimoine architectural en milieu urbain. La ville possède une architecture historique liée à la défense et à la mer, symbolisée par la ville close. Les nombreuses villas jalonnant le bord de mer lient la commune à son passé de station balnéaire.

Quant au patrimoine bâti de type industriel (criée, halles couvertes, usines...) plus récent, il est le lieu de nouvelles activités, différentes de celles des bâtiments d'origine : par exemple enseignement ou action culturelle, ou bien activité économique.

Certains quartiers anciens des centres urbains font ainsi l'objet d'une **Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP)** sur les communes Concarneau, Pont-Aven et Rosporden.

## 3.5. La typologie architecturale

### 3.5.1. L'architecture traditionnelle

Les volumes des constructions anciennes sont simples : longères, maisons de maître avec étages, et les décrochements et encorbellements n'existent pas.

Les façades ne comportent pas de modénatures. Cela est dû au matériau de construction qui est la pierre dure : granite de différentes teintes, qui est utilisé en moellons. Ces murs étaient fréquemment enduits.

Les ouvertures sont petites, plus hautes que larges, avec des linteaux en pierre. Ces ouvertures se sont progressivement agrandies dans les constructions au fur et à mesure du temps, mais leur largeur reste toujours assez faible.

Les toits sont à deux pentes, recouverts d'ardoise, qui depuis le 19<sup>ème</sup> siècle a remplacé le chaume, même en milieu rural. Les pignons sont débordants avec des pas de moineaux à la base, afin de mieux protéger les toitures du vent. Les souches des cheminées constituent la terminaison du pignon.

Dans les bourgs et les villages, les maisons sont accolées afin de constituer une façade sur rue homogène. Les maisons comportent la plupart du temps un étage et les combles sont éclairés par des lucarnes.

Dans les hameaux, par contre, les maisons étaient originellement constituées d'une pièce unique. Les modes de vie ont fait évoluer ce type d'habitat par des ajouts, des aménagements de combles et des regroupements de plusieurs cellules pour constituer une seule résidence.

#### *Une architecture traditionnelle très typée*



### 3.5.2. Les constructions contemporaines

Une première époque de construction a cherché à reprendre le vocabulaire architectural avec des pignons épais, des chiens assis en toiture pour rappeler les toits de chaume (type néo-breton). Mais ces maisons étaient pour la plupart sur un rez-de-chaussée surélevé, parfois d'un étage, sans que la topographie ou la nature du terrain le justifie.

#### *Une architecture qui suit des modes interrégionales*



Les constructions les plus récentes sont de plain pied, sans étage et avec des combles aménagés. Elles comportent des décrochements de façades et des volumes imbriqués. Il s'agit de modèles de pavillonneurs nationaux et les seules références locales sont les couleurs des enduits.

### 3.5.3. L'architecture balnéaire

Le développement des constructions des villas est moins important et plus tardif qu'à Dinard ou Carnac. Mais un certain nombre de villas ont été construites depuis 50 ans, avec certaines références au modèle néo-breton, par l'utilisation du granit et de l'ardoise. Ce sont surtout des grandes maisons avec plusieurs étages et une recherche de confort de vie : terrasse abritée, vérandas, etc...située au milieu de grands jardins. Ces villas connaissent aussi des évolutions, en particulier par le « découpage » en appartements.

Un autre mode résidentiel, peu répandu sur le territoire, est l'immeuble de logements collectifs. Pour la plupart en front de mer à Concarneau, ce sont des ensembles en béton peint de teinte claire, avec des balcons en façade et des toitures terrasses.

#### Une architecture balnéaire bretonne



#### **La typologie architecturale en deux mots...**

***L'architecture locale et sa typologie sont représentées essentiellement par les bâtiments anciens et protégés. Les constructions récentes ne témoignent plus d'une identité locale, si ce n'est par la réalisation de pastiches (« chaumières » de 200 m<sup>2</sup> ou plus de SHON). Pourtant quelques réalisations montrent que la qualité est possible en utilisant des matériaux et des couleurs intégrés au paysage dans un vocabulaire architectural contemporain.***

***L'un des enjeux à venir sera, d'une part, de concilier formes, matériaux et couleurs traditionnels, avec des constructions efficaces sur le plan énergétique, d'autre part, de pouvoir introduire des pratiques environnementales dans l'urbanisme au travers des PLU.***

### 3.6. Le patrimoine historique

Le patrimoine concerne les bâtiments et sites qui d'un point de vue historique, architectural ou encore esthétique, présentent un intérêt de conservation.

Ainsi, dans la ville de Concarneau, les remparts de la Ville Close renferment un espace sur lequel année après année les époques ont laissé leur marque révélant aujourd'hui au fil des rues l'évolution des modes de constructions. L'empreinte religieuse reste aussi primordiale avec les églises ou encore les chapelles.

De plus, les immeubles de la rue Tourville sont d'excellents indicateurs du mode de vie d'un armateur concarnois et constituent des éléments essentiels d'un point de vue socio- historique. Mais le patrimoine culturel réside aussi dans celui de la vocation maritime de l'ancienne caserne et les Abris du Marin, d'architecture typique dont les façades étaient peintes pour être bien visibles de la mer.

De même, Pont Aven fréquentée depuis 1860 par les peintres, est riche de cette culture. Bien qu'en son centre ville on trouve peu de monuments, ces derniers sont plutôt répartis dans les lieux dits alentours.

Rosporden, ville au bord de l'eau, regroupe dans le centre une église du XIII<sup>e</sup> siècle avec un cimetière, tous deux classés monuments historiques. La chapelle du Moustoir, est du XV<sup>e</sup>- XVI<sup>e</sup> siècle

D'autre part, il convient de noter qu'en dehors du centre des différentes villes présentées, l'on trouve de nombreux monuments classés dans le milieu rural.

Le plus marquant est d'abord la présence des mégalithes, stèles et dolmens. Datant pour la plupart de l'époque néolithique ou encore de l'Age de fer, ils sont représentatifs de la culture de la Cornouaille, pays autrefois occupé par les Celtes. Elles se trouvent donc autour de Concarneau, Pont Aven, Rosporden mais aussi de St- Yvi, Elliant, Nével et Trégunc.

Le patrimoine religieux est très important et illustre aussi un trait culturel caractéristique. Ainsi de nombreuses chapelles, églises, mais aussi des calvaires, sont recensés monuments historiques classés ou inscrits. En exemple, la chapelle de Locmaria- Hent, le calvaire de Nizon et l'église Saint Gilles à Elliant. Il paraît intéressant de noter qu'une route fréquentée au Moyen-Age par les pèlerins des Sept Saints de Bretagne traversait le territoire de l'agglomération, et passait à côté de Rosporden.

A noter aussi, la présence de châteaux ou de ruines classées. Le mieux conservé reste le *château de Keriulet*, dans la commune de Beuzec-Conq aujourd'hui rattachée à Concarneau, transformé entre 1863 et 1883 par Joseph Bigot. Le *château du Hénant* est plus ancien, de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Sa chapelle, sa courtine et sa tour sont inscrits. Autres éléments,

les parcs des châteaux (celui de Kerminaquet ou encore de Kerminy) mettent en avant l'attractivité ancienne de Concarneau et la prospérité de ce territoire. Ils illustrent aussi l'évolution historique, de par les fortifications dans un premier temps puis de par la présence nobiliaire, s'élevant au-dessus des autres catégories sociales.

#### **CONCARNEAU,**

Concarneau bénéficie du label « ville d'art et d'histoire » décerné par le Ministère de la Culture.

#### « La Ville Close en constante évolution »

L'image actuelle de la Ville Close est le fruit de siècles de transformations, conséquence d'évolutions techniques et de règlements d'urbanisme. Les différentes époques ont laissé leur empreinte dans le bâti, révélant aujourd'hui l'évolution des modes de constructions. Il existe trois types de constructions anciennes en Ville Close : la maison en pan-de-bois, la maison à façade en pignon et la maison double.

#### ► « La maison en pan-de-bois »

Seules deux de ces maisons existent encore : la maison du Gouverneur, et le n°14 de la place Saint-Guénolé. Construction répandue depuis le Moyen-Age, où le bois était le matériau de prédilection dans la construction, la maison en pan-de-bois fut délaissée à partir du 19<sup>ème</sup> siècle.

#### ► « Pignons sur rue »

Les maisons « à façade en pignon », apparues au 16<sup>ème</sup> siècle, sont nées des contraintes du parcellaire et de l'augmentation de la population à cette époque. Il reste aujourd'hui six maisons de ce type (dont une hors de la Ville Close). L'orientation de leurs pignons vers la rue, conséquence de la division de l'espace, a entraîné une modification de leur structure-même.

Deux siècles plus tard, ce sont les « maisons doubles » qui font leur apparition, supplantant les types précédents. Répondant au besoin croissant de loger davantage d'habitants, celles-ci sont conçues pour plusieurs familles. Elles sont en quelque sorte les premiers immeubles de rapport.

#### « Le développement de la ville : les faubourgs »

Avant le 17<sup>ème</sup> siècle les abords de la Ville Close n'étaient que champs, fermes et chaumières. Les premiers à investir les faubourgs furent les maîtres de chaloupe. Puis vers le milieu du 19<sup>ème</sup> siècle ce furent les usines qui s'installèrent autour de la Ville Close. Avec l'essor démographique, les

habitants, devenus trop nombreux dans l'enceinte de la ville, vinrent aussi s'installer petit à petit dans les faubourgs. En 1883 l'arrivée du chemin de fer et des premiers touristes ouvrit une nouvelle ère : celle de l'architecture balnéaire.

#### « L'architecture industrielle : les conserveries »

La fin du 19<sup>ème</sup> siècle est marquée par l'essor industriel, dominé à Concarneau par les conserveries. Concarneau prend alors un nouvel aspect : celui de cheminées et de grandes façades, bâtiments d'activité industrielle. A Concarneau la conserverie est reine, jusqu'aux années 1950 où s'amorce son déclin.

L'architecture de ces conserveries a été préservée grâce à la réutilisation des bâtiments. Ils abritent en effet aujourd'hui différentes activités telles que la caserne des pompiers ou encore le Centre des Arts et de la Culture.

#### « Hétéroclisme des façades »

L'essor du tourisme et le développement des voyages au 19<sup>ème</sup> siècle contribuèrent à diversifier les modèles d'architecture. Hôtels et villas s'implantent en bord de mer dès la fin du 19<sup>ème</sup>.

#### « L'intégration des bâtiments publics en centre-ville »

Etendu hors de la Ville Close, le centre-ville accueille, dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, des bâtiments publics. Plusieurs d'entre eux furent édifiés par Joseph Bigot. Ils sont reconnaissables à leur style néoclassique, où interviennent souvent frontons triangulaires et baies en plein cintre.

A partir des années 1980 certains bâtiments furent démolis au profit de nouvelles constructions comme le nouvel hôtel de ville et la poste.

#### « Les quartiers annexés à Concarneau dès 1945 ».

Respectivement intégrées à Concarneau en 1945 et 1959, les communes de Beuzec-Conq et Lanriec ont été marquées par la personnalité de la princesse russe Narychkine. Celle-ci fit construire le Château de Kériolet à Beuzec-Conq (par Joseph Bigot entre 1863 et 1883) et la ferme du Moros à Lanriec en 1876.

Un autre type de bâtiment est caractéristique de l'architecture locale, notamment en bord de mer : les Abris du Marin. Imaginés par René Darde et conçus par Jacques de Thézac, leurs façades étaient peintes pour être bien visibles de la mer.

### **NEVEZ**

Pays des pierres debout, Névez regroupe une trentaine de petits villages dont beaucoup ont conservé leurs caractéristiques d'autrefois : façades en pierres debout (mein zao) et toits de chaume.

Les éléments remarquables du patrimoine sont : le moulin à marée du Hénan sur l'Aven, le château du Hénan (XVe siècle), le village de chaumières de Kerascoët et les 4 chapelles.

### **PONT-AVEN**

Fréquenté depuis 1860 par des peintres qui ont lancé la mode des sujets bretons et à partir de 1870 par une colonie d'artistes américains, Pont-Aven a atteint sa célébrité maximum en 1886 avec la naissance de l'Ecole de Pont-Aven. Ce temps fort de l'histoire de l'art est illustré par Gauguin, Bernard, Sérusier...

On peut considérer que le patrimoine est constitué des lieux qui ont inspiré les peintres de l'Ecole de Pont-Aven : le Bois d'Amour, la chapelle de Trémalo et son Christ jaune, le calvaire de Nizon.

### **TREGUNC**

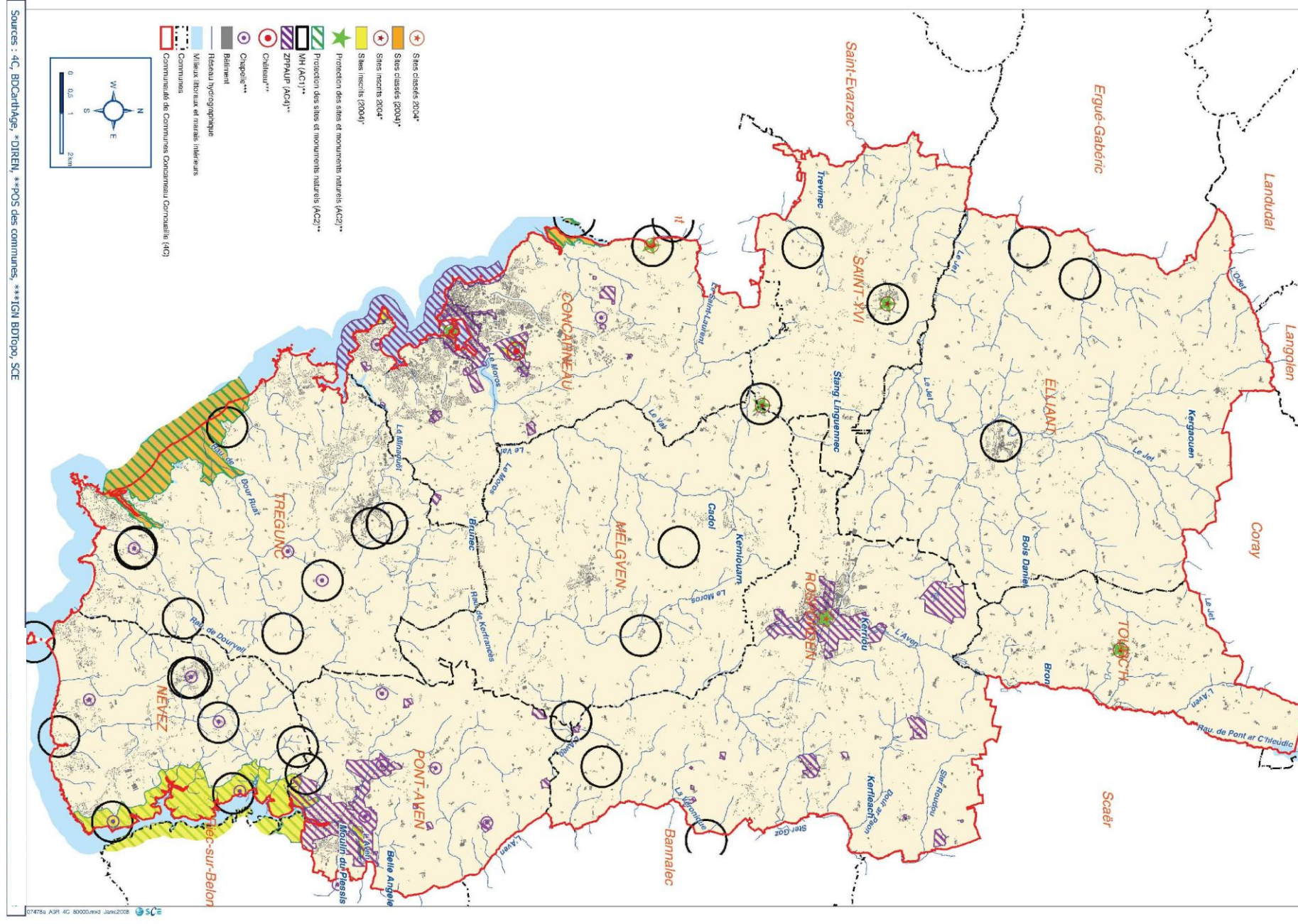
Station littorale, Trégunc n'a pas un caractère architectural aussi marqué mais un patrimoine vernaculaire et naturel comme Trévignon et son port. Les éléments de ce patrimoine sont : les chapelles de Kerven, Saint-Philibert, les nombreux mégalithes, menhirs, dolmens, des fontaines et les étangs littoraux classés.

### **ROSPORDEN.**

Ville très ancienne à proximité de la voie romaine, Rosporden s'est implanté à un franchissement des marais formés par l'Aven. Sur un axe de communication important la ville a subi les événements historiques au fil des siècles des incendies des guerres de la Ligue jusqu'aux démolitions de la dernière guerre mondiale.

Le patrimoine historique comprend : l'église du 13<sup>ème</sup> siècle, les chapelles de Saint-Eloi, de Loc-Jean, du Moustoir et de Sainte-Yvonne.

***Le patrimoine architectural est remarquable et la plupart des bâtiments importants sont protégés.***



## 4. L'ENERGIE

### 4.1. Le contexte énergétique

Les épisodes réguliers de sécheresses ou les tempêtes renouvelées et toujours plus fortes à l'échelle mondiale comme à l'échelle locale, témoignent de manière évidente des dérèglements du climat et de ses conséquences. Ces phénomènes sont aujourd'hui admis par l'ensemble de la communauté internationale.

L'utilisation non maîtrisée d'énergies fossiles (pétrole en particulier) en libérant toujours plus de gaz à effet de serre (CO2 notamment) est la première cause, aujourd'hui reconnue, de ces dérèglements climatiques liés à l'augmentation des températures, entraînée par un effet de serre excessif.

Dans le même temps, les stocks d'énergie fossiles (pétrole, gaz, uranium...) toujours plus sollicités, sont en voie d'épuisement d'ici à une cinquantaine d'année. Leur diminution entraîne une augmentation forte des coûts de l'énergie que chacun peut mesurer.

La Bretagne et CCA, étant des territoires passablement industrialisés et fortement peuplés sur leurs franges littorales, sont directement concernées par ce problème. Elles subissent de plus en plus directement les aléas climatiques évoqués et au titre de ses activités, est émetteur de gaz à effet de serre.

Pour ces raisons, il convient d'introduire dans le SCOT des critères énergétiques favorisant :

- La recherche de l'efficacité et de la sobriété énergétique ;
- L'utilisation et le développement des énergies renouvelables.

Ces objectifs concrétisent la participation active du territoire de CCA au grand défi qui s'engage aux plans national et international pour la protection du climat. Ils constituent sa contribution pour la mise en œuvre locale des accords internationaux de la France dans ce domaine (protocole de Kyoto notamment).

Cette posture intègre les principes et les objectifs du Grenelle de l'Environnement en anticipant des mesures qui feront l'objet de lois et décrets d'application à brève échéance.

**Définitions :**

**Energie primaire :** Une source d'énergie primaire est une forme d'énergie disponible dans la nature avant toute transformation. Si elle n'est pas utilisable directement, elle doit être transformée en une source d'énergie secondaire pour être mise en œuvre. Dans l'industrie de l'énergie, on distingue la production d'énergie primaire, de son stockage et son transport sous la forme d'énergie secondaire, et de la consommation d'énergie finale.

**Energie finale :** On utilise le terme d'énergie finale pour parler de l'ensemble des énergies se situant en fin de chaîne. Dans un bilan énergétique relatif à un pays l'énergie finale regroupe toutes les énergies commercialisées (carburant de transport, électricité) mais aussi les énergies auto-produites comme le solaire thermique.

**Energie électrique :** c'est l'énergie fournie sous forme de courant électrique à un système électrotechnique ou électronique. L'électricité est directement utilisable pour effectuer un travail : transporter une charge, se déplacer, fournir de la lumière, chauffer...

#### 4.1.1. L'énergie dans le Monde

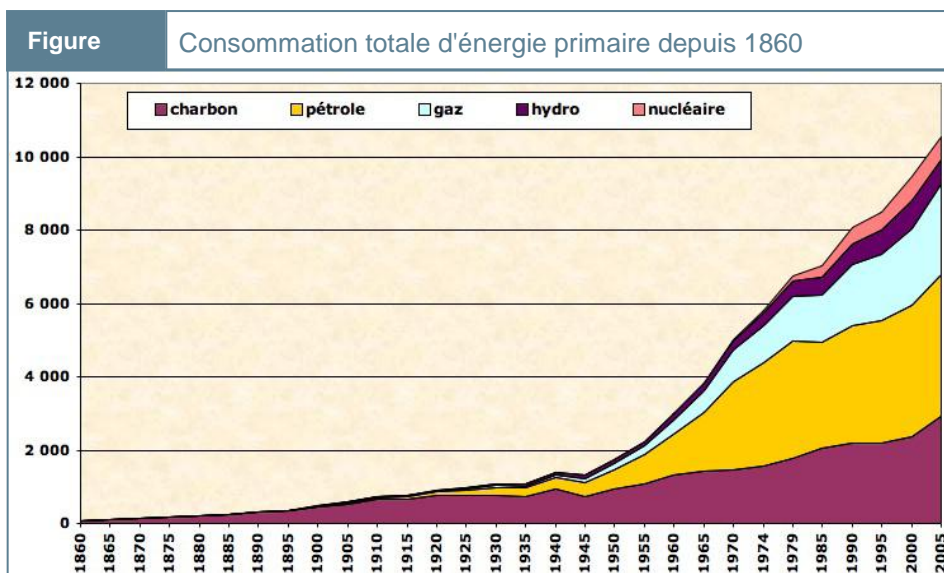
**Qu'est-ce que nous consommons ?**

La consommation d'énergie primaire dans le monde en 2005 est de l'ordre de 11 500 Millions de Tep (cf. graphique n°).

Depuis 1860, cette consommation suit une croissance exponentielle. Les différentes sources d'énergies se sont ajoutées et non substituées (le pétrole n'a pas remplacé le charbon, dont la consommation continue de croître ; le gaz n'a pas remplacé le pétrole).

Les grands événements mondiaux du 20<sup>ème</sup> siècle, guerres mondiales, choc pétrolier de 1974, "Guerre du Golfe", n'ont pas affecté significativement cette hausse constante.

Le monde subit donc une dépendance massive aux énergies fossiles (85% de l'approvisionnement mondial aujourd'hui).

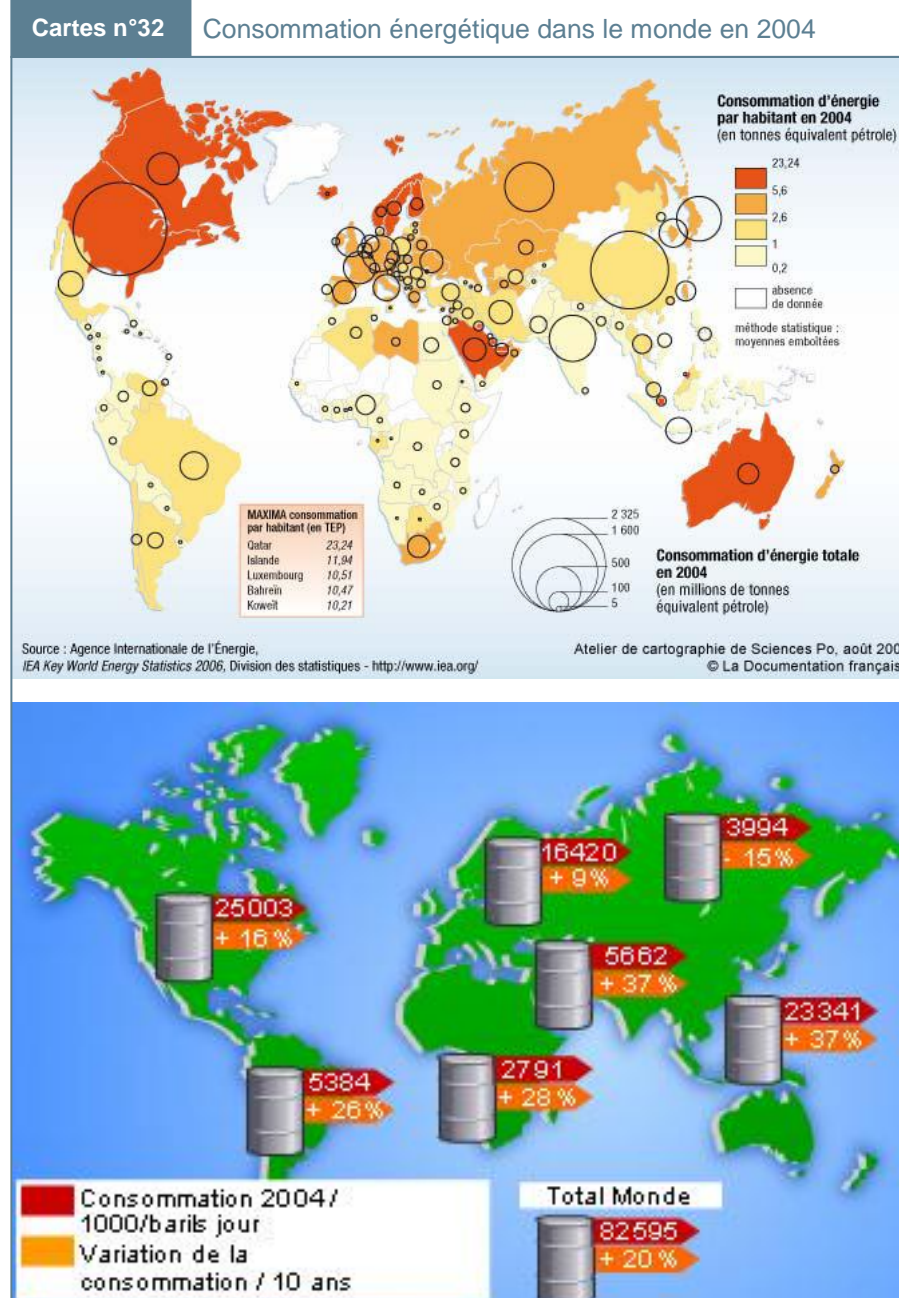


Les consommations selon le type d'énergie se répartissent de la façon suivante :

- Pétrole : 35%, consommation en baisse ;
- Charbon : 25%, consommation en hausse ;
- Gaz : 20%, consommation stable ;
- Biomasse : 10%, consommation stable ;
- Hydroélectricité : 8%, consommation stable ;
- Nucléaire : 2%, consommation stable.

La répartition des consommations d'énergie dans le monde n'est bien sûr pas uniforme (cf. carte n°) :

- La Chine et l'Asie sont pour beaucoup dans cette croissance importante : 35% de l'énergie consommée dans le monde ;
- L'Europe des 25 consomme : 25% ;
- Les États-Unis : 20% ;



## Les réserves d'énergies fossiles

A consommation constante d'aujourd'hui, les réserves d'énergies fossiles sont évaluées à :

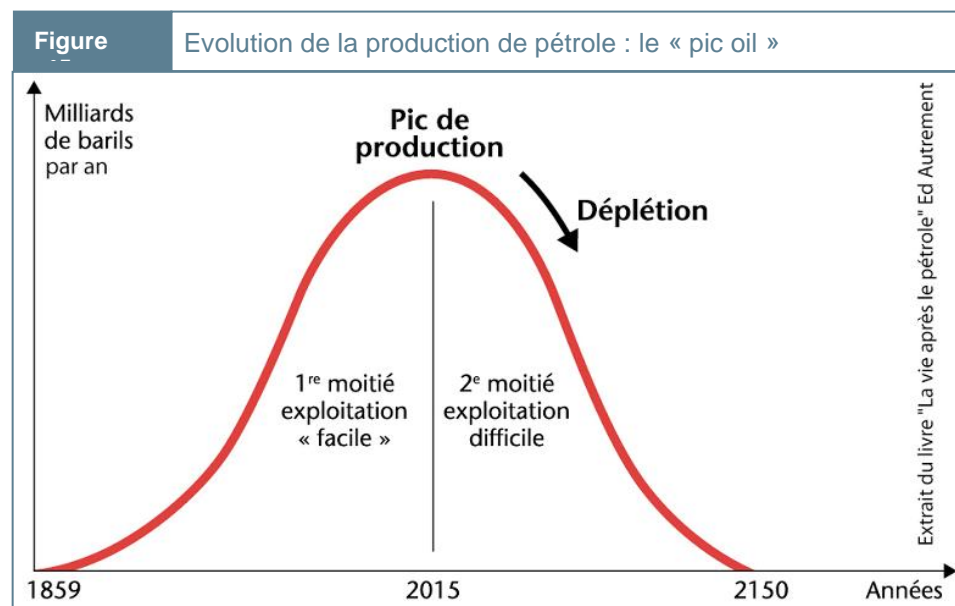
- 200 ans pour le charbon ;
- 50 ans pour le gaz et le pétrole ;
- 80 ans pour l'uranium.

### L'exemple de l'évolution de la production de pétrole : le « pic oil »

Actuellement, nous estimons être arrivés au « pic de production ». L'offre de pétrole va diminuer à l'avenir. On ne pourra donc pas répondre à la demande future...

Cette situation pose des questions auxquelles nous avons des difficultés à répondre :

- Quelle alternative au pétrole ?
- Quelles peuvent être les conséquences de cette « déplétion » sur nos modes de vie ?

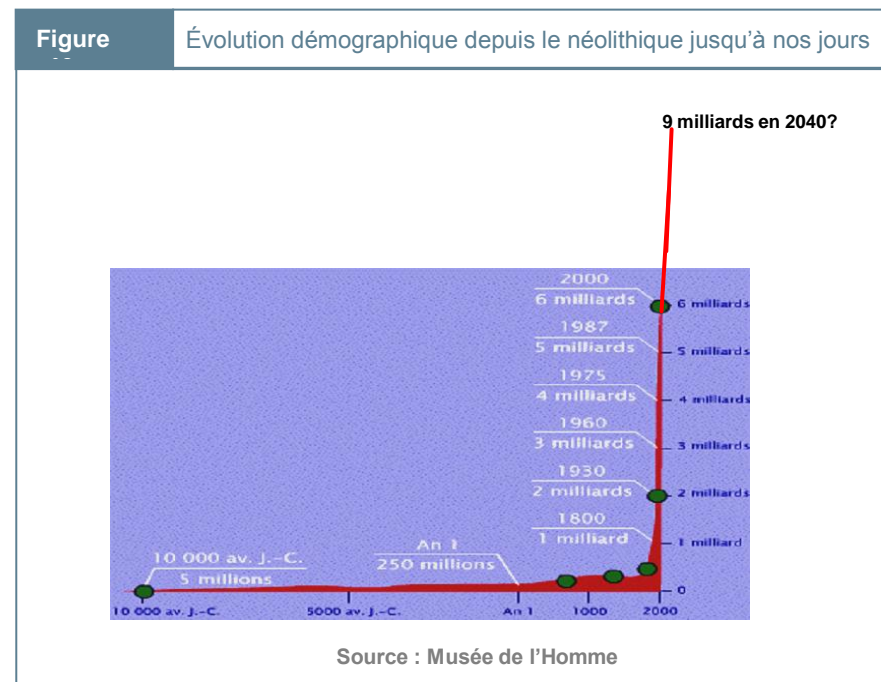


## Pourquoi émettons-nous du CO<sub>2</sub> ?

La première raison avancée est l'évolution de la population mondiale. Nous sommes de plus en plus nombreux, donc nous émettons de plus en plus de gaz à effet de serre.

En 2008, la population mondiale est estimée à 6,7 milliards d'habitants. En 1900, la population mondiale était estimée à 1,5 milliards d'individu. Cette population double en 60 ans (3 milliards d'habitants en 1960). Elle double à nouveau en 40 ans seulement (6 milliards en 2000).

Les projections du nombre d'habitants estiment que nous serons 8 à 9 milliards d'individus en 2050. La population devrait alors se stabiliser.



Une seconde raison est un mode de vie particulièrement consommateur en énergie qui tend à se généraliser sur la planète.

La consommation d'énergie dans le monde croît plus vite que le nombre d'habitants (cf. graphiques n°).

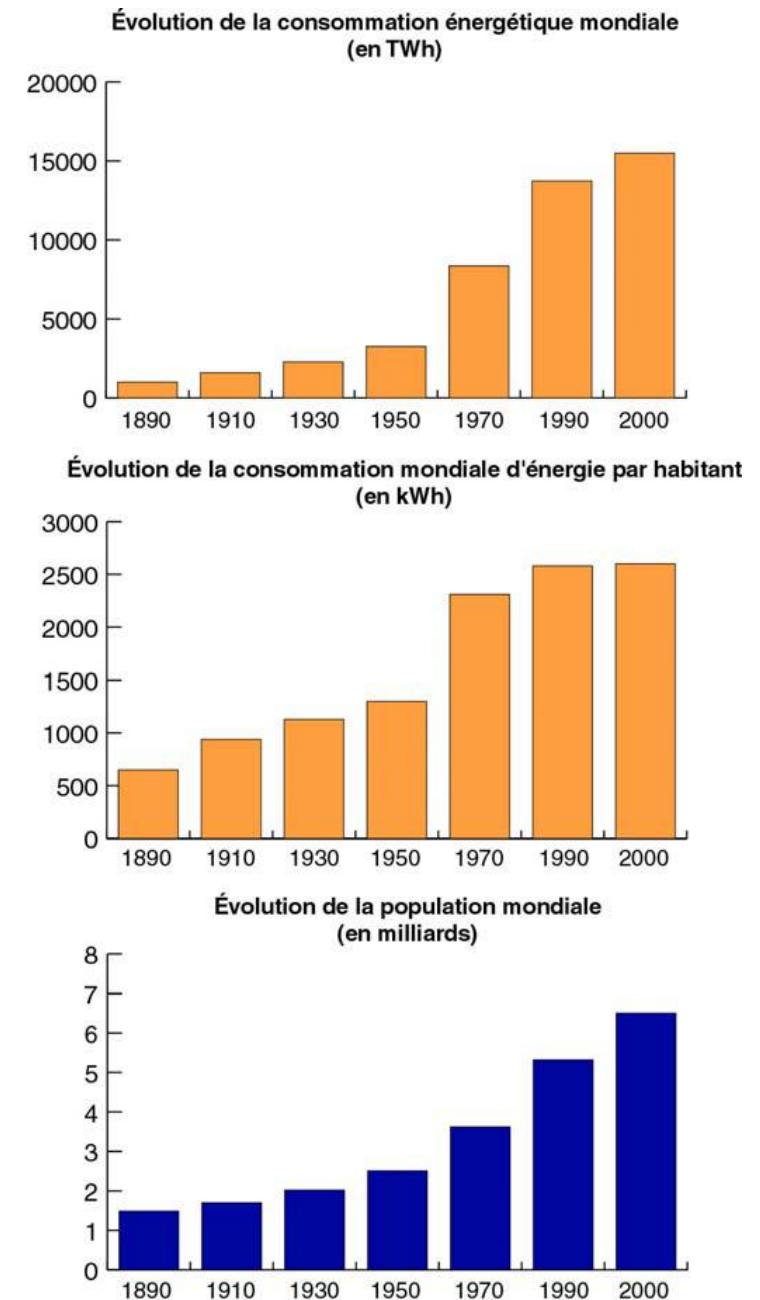
Le développement des pays émergents modifie les habitudes de consommations de leurs habitants. Les besoins d'urbanisation et d'habitation, de déplacements, d'équipements... croissent toujours plus, se rapprochant du mode de vie et de consommation occidentale. Ces besoins se traduisent par une augmentation des consommations d'énergie (pétrole, gaz, électricité...).

L'évolution de notre propre mode de vie entraîne des augmentations de consommation énergétiques.

En 2007, une étude sur l'influence du mode de vie des ménages français sur l'environnement a été publiée par l'IFEN (l'Institut français de l'environnement), le service statistique du ministère chargé de l'écologie.

Elle précise que la demande moyenne énergétique des ménages depuis 30 ans correspond au tiers de la consommation totale d'énergie en France. Cette demande est une des causes principales des émissions dans l'air de gaz polluants ou à effet de serre et autres impacts liés au mode de production de l'énergie.

L'électricité qui constitue l'une des principales sources d'énergie domestique a vu sa consommation annuelle doubler entre 1982 et 2005 pour atteindre 273 TWh.



#### 4.1.2. L'énergie en France

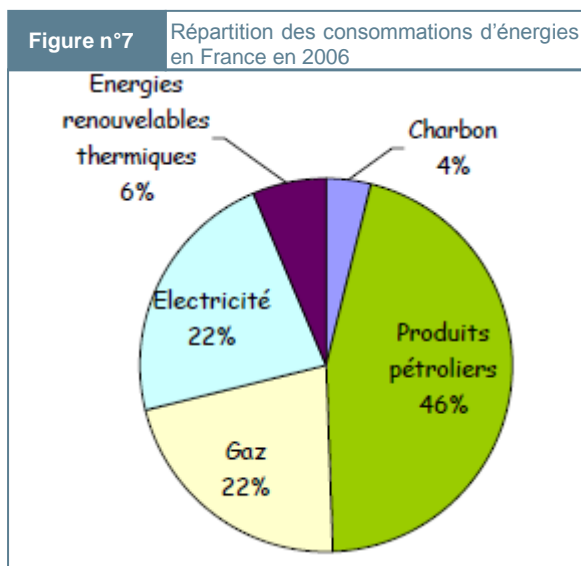
##### Les sources et les consommations d'énergie primaire en France

La consommation d'énergie primaire en France en 2006 est évaluée à 2000 TWh, soit 160 Mtep (1,5% de la consommation mondiale).

Les sources d'énergie primaire en France sont les suivantes :

- les énergies fossiles (Charbon, pétrole, gaz) : 74 % ;
- l'énergie nucléaire : 15 % ;
- les énergies naturelles renouvelables : 11 %.

Cette énergie primaire est ensuite consommée sous différentes formes par la population française (produits) dont voici la répartition :



22 % de l'énergie primaire consommée l'est à travers l'électricité

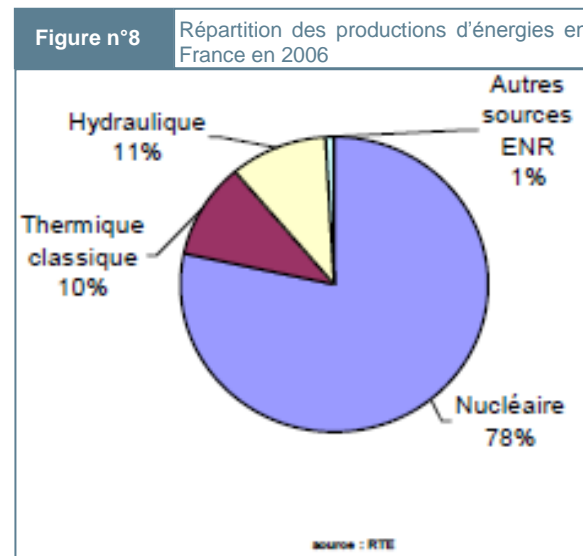
##### L'électricité en France en 2006

La production nette d'électricité en France en 2006 est de 549 TWh soit 47 Mtep. 10 % de cette production sont exportés ou perdus sur le réseau.

Cette production se répartit de la façon suivante :

- 428 TWh nucléaires (78%) ;
- 57,1 TWh thermiques classiques (10%) ;
- 60,9 TWh hydrauliques (11%) ;
- 2,2 TWh éoliens et photovoltaïque (1%).

La France subit actuellement une « monoproduction » d'électricité de masse à partir de l'énergie nucléaire



## La politique énergétique de la France

(Source : Guide de l'éolien en Bretagne)

La politique énergétique de la France s'articule autour de quatre objectifs principaux :

- La réduction des consommations ;
- Les actions sur les comportements des consommateurs ;
- Le développement des énergies renouvelables ;
- La diversification du paysage énergétique national.

Le gouvernement a notamment confirmé l'engagement de la France d'augmenter de 15 à 21 % d'ici 2010 la part des énergies renouvelables dans le "bouquet électrique" français, conformément à la directive européenne sur les énergies renouvelables adoptée en 2001.

La loi d'orientation sur l'énergie du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique donne un cap pour les décennies à venir. Cette loi se construit autour de quatre grands objectifs à long terme :

- l'indépendance énergétique du pays,
- l'assurance de prix compétitifs de l'énergie,
- la garantie de la cohésion sociale et territoriale par l'accès de tous à l'énergie,
- la préservation de la santé, notamment en luttant contre l'aggravation de l'effet de serre.

En matière d'énergie renouvelable, la loi fixe (ou réaffirme) des objectifs chiffrés, notamment :

- Une baisse de 2 % par an de l'intensité énergétique finale d'ici à 2015 ;
- la production de 10 % des besoins énergétiques français à partir de sources d'énergie renouvelables à l'horizon 2010 ;
- une production intérieure d'électricité d'origine renouvelable à hauteur de 21 % de la consommation en 2010 ;
- l'augmentation de 50 % de la production de chaleur renouvelable ;
- l'augmentation de la part des carburants renouvelables dans la quantité totale d'essence et de gazole mise en vente sur (10 % au 31 décembre 2015).

## 4.1.3. L'énergie en Bretagne, en Finistère et sur CCA

### Données générales de la Bretagne

Avec 7 199 ktep en 2010, la consommation régionale d'énergie finale (non corrigée du climat) représente 4,4% de la consommation nationale. En hausse de 24% depuis 1990 la consommation d'énergie finale (corrigée du climat) est cependant relativement stable depuis 2000, comme en témoigne son taux de croissance annuel moyen sur cette période à -0,04%. Les consommations du secteur résidentiel tertiaire (45%) et du secteur transport (34%) dominant en Bretagne. La part de l'agriculture et de la pêche (9%), est 3 fois plus importante qu'au niveau national.

Figure. n°9 Evolution 2000 - 2010

ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION FINALE PAR ÉNERGIE EN KTEP (CORRIGÉE DU CLIMAT)

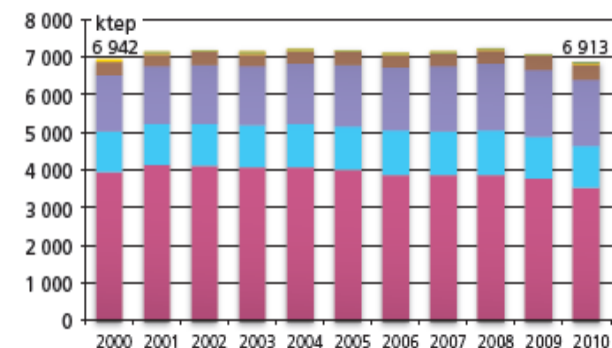
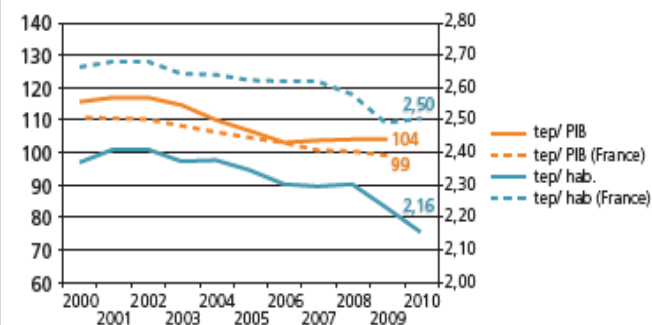


Figure n°10 L'intensité énergétique

ÉVOLUTION DE L'INTENSITÉ ÉNERGÉTIQUE RAMENÉE AU PIB ET À LA POPULATION (CORRIGÉE DU CLIMAT)



Chiffres clés de l'énergie  
en Bretagne édition 2011  
-OREGES

En 2010, la Bretagne a produit 594 ktep (6 910 GWh) d'énergie finale, soit 8,3% de ses besoins. En augmentation de 12% par rapport à 2009, elle est constituée de 60% de bois et de 30% d'électricité. La production d'énergie en Bretagne est à 87% issue d'origine renouvelable : la production de chaleur à partir du bois (bois bûche, bois déchiqueté et liqueur noire des papeteries), les parcs éoliens et l'usine marémotrice de la Rance.

Au niveau de l'intensité énergétique, la Bretagne avec 2,16 tep/habitant, est moins énergivore que la moyenne française (2,50 tep par habitant). En revanche, ramenée au PIB en volume, l'intensité énergétique atteint en 2009, 1 404 tep/PIB soit 5% de plus que la moyenne nationale.

Carte n°33

La problématique de l'électricité en Bretagne



### La problématique de l'électricité

La Bretagne qui a consommé 21 677 GWh électrique en 2010, est fortement dépendante pour son approvisionnement. En 2010, elle a produit uniquement 2 011 GWh d'électricité sur son territoire, soit 7,3% de ses besoins.

La production d'électricité bretonne, à 79% d'origine renouvelable, est pour l'essentiel fournie par les parcs éoliens (45%), l'usine marémotrice de la Rance (26%), les installations de cogénération hors biomasse (12%), turbines à combustion de Brennilis et Dirinon (6%) et les usines d'incinération d'ordures ménagères (6%).

Le reste (92,7%) est importé des régions voisines via le réseau de transport à haute tension. Depuis 2003, la consommation électrique est en progression de 21% contre 9% au niveau national. Pour alimenter la région, de grosses quantités d'énergie doivent donc être transportées sur des distances relativement importantes à partir des deux principales sources : centrale de Cordemais et de Domloup. Cette situation se révèle préoccupante au moment des pics de consommations hivernaux.

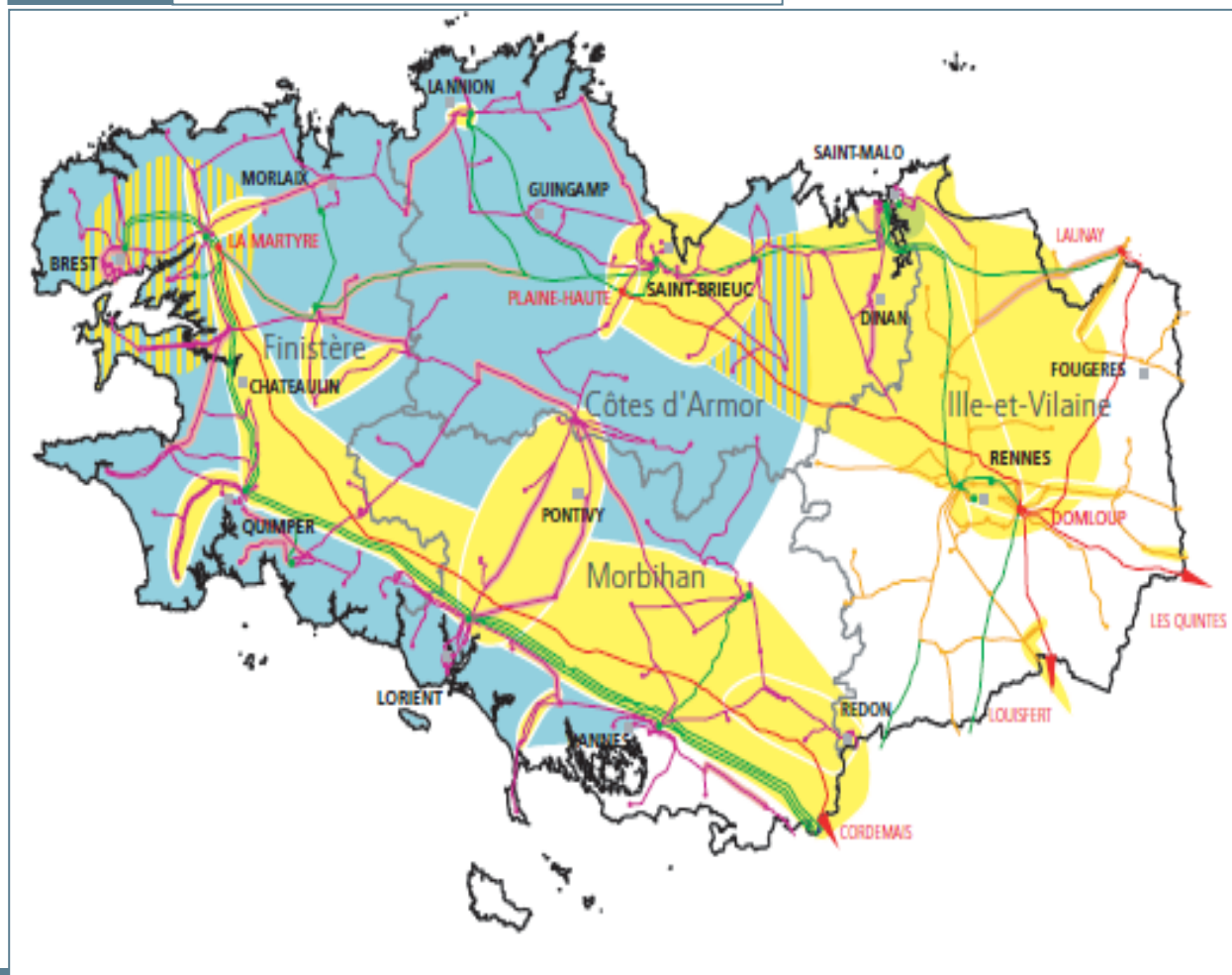
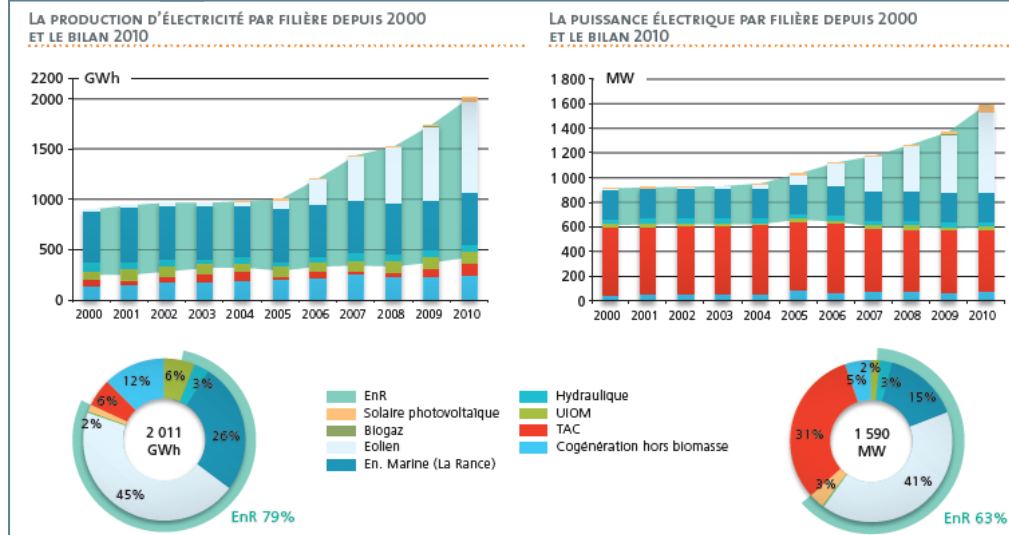
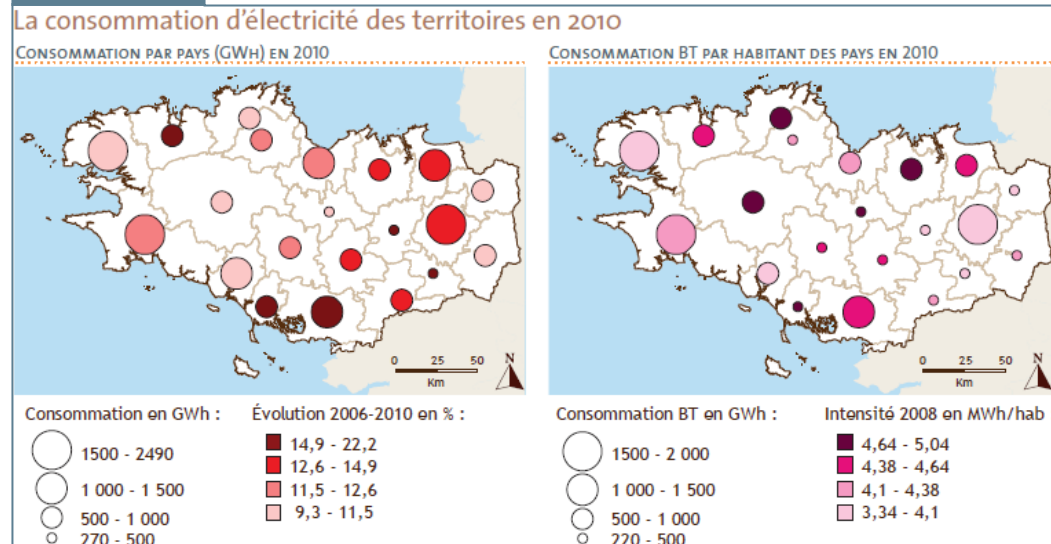


Figure n°11 La production d'électricité



Chiffres clés de l'énergie en Bretagne édition 2011-OREGES

Carte n°34 La consommation d'électricité des territoires en 2010



Chiffres clés de l'énergie en Bretagne édition 2011-OREGES

Une autre difficulté du réseau électrique est la gestion de la pointe de puissance demandée en hiver. Cette pointe est notamment accentuée par le mode de chauffage électrique, très répandu dans l'Ouest. De plus, certains usages de l'électricité (par exemple les pompes à chaleur en remplacement de chaudières fioul) qui se développent actuellement tendent à aggraver le phénomène de « pointe ».

Sur la région Bretagne, la consommation de pointe a ainsi progressé de 20% entre 2002 et 2009. Dans ces conditions d'augmentation, la Bretagne a connu son pic de puissance appelée le 12 janvier 2010 avec 4 445MW.

Il est à noter que la répartition régionale en terme de puissance est bien différente de celle de la consommation. Ainsi les turbines à combustion, qui n'ont produit que 6% de l'électricité en 2010, représentent 31% de la puissance totale régionale. L'énergie éolienne bien que représentant 41% de la puissance installée régionale, est considérée comme une production dite « fatale » car dépendant du vent. A titre d'exemple, RTE estime à 2% seulement la puissance garantie par les parcs éoliens bretons lors des périodes de pointe de consommations.

Le risque majeur est un effacement de tension en Bretagne. L'hiver 2009-2010, 10 pré-délestages (diminution de 25% de la tension), ont été réalisés pour limiter les appels de puissance.

La consommation d'électricité se concentre sur les Pays disposant d'un centre urbain important, Rennes, Brest, Quimper, Saint-Brieuc. Le Pays de Rennes consomme en 2010 12% de l'ensemble de l'électricité bretonne. Le Pays de Brocéliande et les Pays de Vannes et d'Auray ont subi la plus forte progression depuis 2006, jusqu'à + 22% à comparer au + 11% au niveau de la Bretagne sur la même période. Ces évolutions suivent l'augmentation des populations de ces territoires, en lien avec l'augmentation des prix du logement qui allongent les distances domicile-travail.

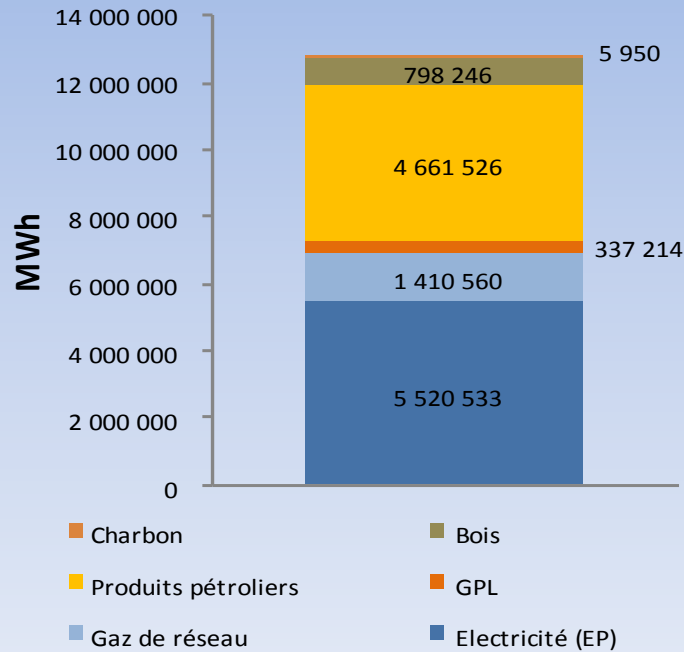
La répartition de la consommation basse-tension est très similaire à celle de l'ensemble de la consommation d'électricité : le bâtiment représente 71% de l'électricité consommée en Bretagne. L'intensité énergétique électrique atteint 5,04 MWh / habitant pour le Pays d'Auray. Les pays ayant l'intensité la plus forte ont un habitat diffus (Centre-Ouest-Bretagne) combiné à un habitat plus récent (Auray, ...).

Les émissions et les consommations d'énergie de Concarneau Cornouaille

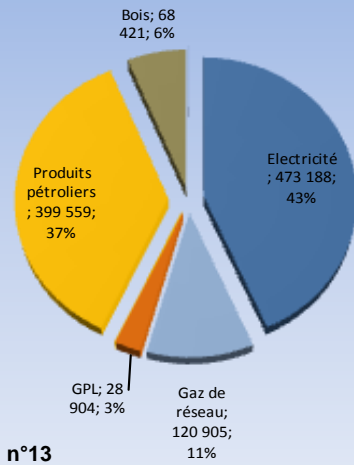
Consommations d'énergie

La consommation d'énergie primaire du territoire pour l'année 2005 (année de référence du diagnostic) a représenté l'équivalent de 150 961 TEP (tonnes équivalent pétrole) d'énergie primaire, soit 1 761 214 MWh<sub>ep</sub>. Ramenées en équivalent litres de fioul domestique, l'ensemble des consommations d'énergie à l'échelle du territoire sur une année représente ainsi l'équivalent de 1 761 214 000 litres de fioul ou 0,7 Amoco Cadiz ou encore 5 Erika.

Fig. n°12 Consommation d'énergie primaire en Cornouaille



Répartition des consommations par énergie [tep] en Cornouaille



Répartition des consommations par énergie [tep] en Bretagne

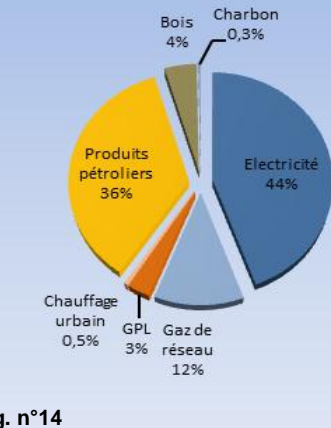
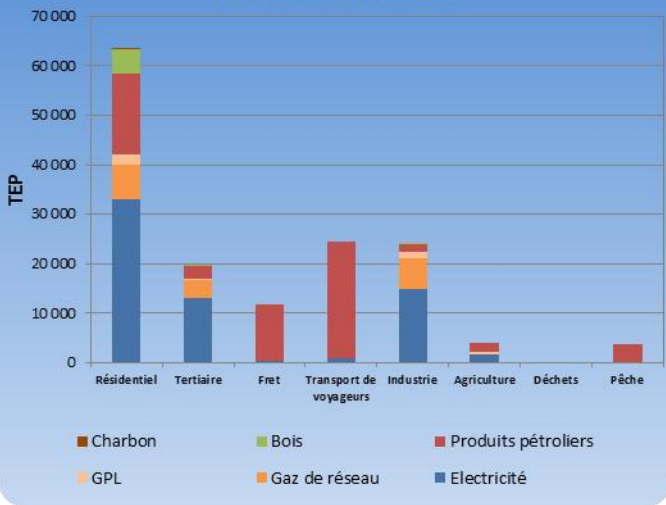


Fig. n°15 Bilan des consommations d'énergie primaire par secteur sur Concarneau Cornouaille



La décomposition par usage renseigne sur l'utilisation qui est faite de ces énergies. Trois principaux secteurs concentrent 95% des consommations d'énergie du territoire. Il s'agit du:

- secteur du bâtiment : 55% (principalement le résidentiel 39%)
- secteur du transport : 24% (essentiellement transport de voyageurs 15%)
- secteur de l'industrie : 16%

Les trois territoires intercommunaux de Quimper Communauté, Pays de Quimperlé et Concarneau Cornouaille consomment 57% des consommations totales de la Cornouaille. Un quart des consommations sont imputables à l'ouest Cornouaille, 18 % aux pays Fouesnantais, Glazik et Châteaulin Porzay. Le territoire de Concarneau Cornouaille avec 14% est le troisième territoire le plus consommateur d'énergie en Cornouaille.

Fig. n°16 Consommation d'énergie primaire par territoire [2005]

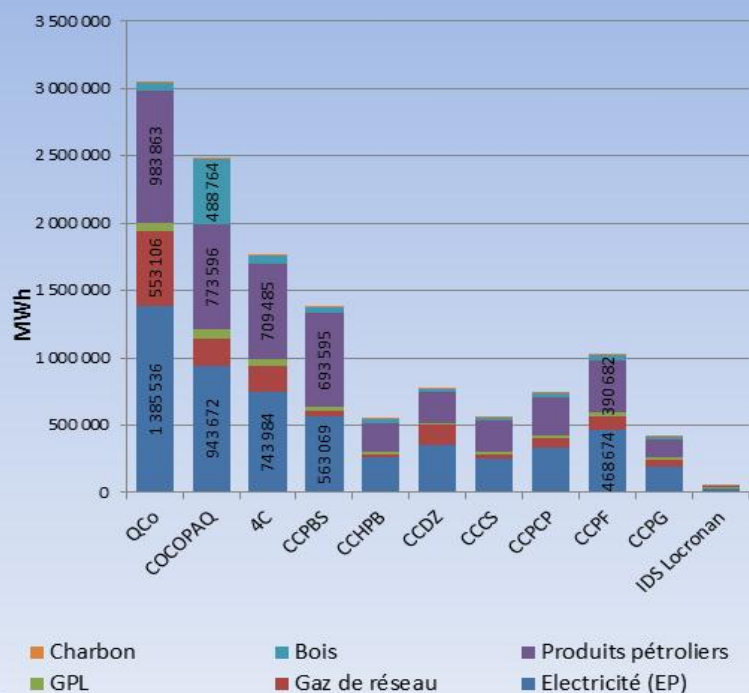
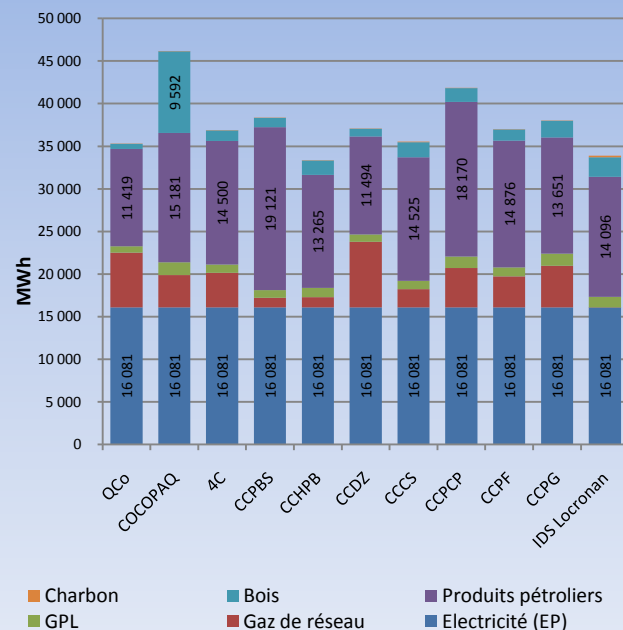


Fig. n°17 Consommation d'énergie primaire par territoire et par habitant [2005]



Lorsque l'on ramène les consommations énergétiques par habitants, l'écart entre les territoires se resserre aux environs de 35 000 kWhep par habitant. Seuls les territoires de la Cocopaq et du Pays de Châteaulin - Porzay dépassent les 40 000 kWhep par habitants.

La consommation moyenne cornouaillaise, tous secteurs confondus, est de 38 726 kWhep/habitant et de 28 450 kWhep/habitant. La moyenne bretonne est de 35 194 kWhep/habitant et de 25 695 kWhep/habitant. Concarneau Cornouaille se situe dans la moyenne cornouaillaise avec 35 5442 kWhep/habitant et 25 680 kWhep/habitant

#### NB :

La COCOPAQ dispose d'une consommation de bois plus importante que sur les autres territoires. 81% de la consommation de bois de la COCOPAQ est issue de la liqueur noire, résidu de l'industrie papetière. Ce « sous-produit » de la fabrication de papier est utilisé comme combustible. Dans les données régionales ce combustible est rattaché à la catégorie « bois ».

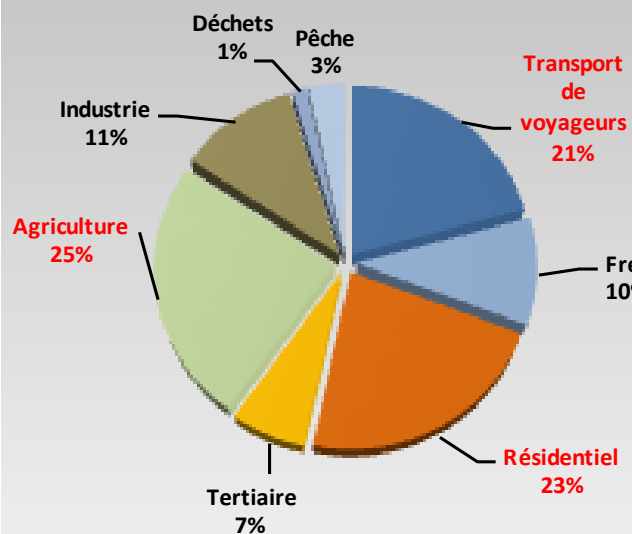
**La consommation énergie primaire sur le territoire de CCA....**

**La consommation d'Energie primaire s'élève à près de 150 961 tep en 2005 (tonnes équivalent pétrole ; 1 tep = 11 630 kWh), soit 3,1 tep par habitant, moyenne supérieure à celle de la France, calculée à 2,43 tep.**

V.2 Les émissions de gaz à effet de serre

A l'échelle de Concarneau Cornouaille, les émissions totales de gaz à effet de serre sont de 364 511 teq CO<sub>2</sub> soit 15% des émissions cornouaillaises (2 459 733 teq CO<sub>2</sub>). Les trois secteurs les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont : l'agriculture, le résidentiel et le transport de voyageurs. Deux « secteurs élargis », le « résidentiel-tertiaire » et le « déplacement voyageurs et fret », sont responsables de 61% des émissions de gaz à effet de serre du territoire. Le transport souffre de sa forte dépendance aux produits pétroliers : 96% de l'énergie nécessaire pour se déplacer est issue du pétrole.

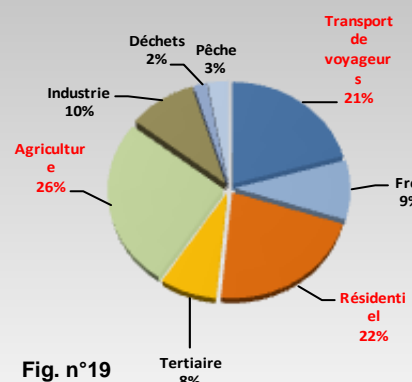
**Fig. n°18 Répartition des émissions totales en Concarneau Cornouaille**



De par son étendue et son caractère multipolaire et mixte (mi-urbain mi-rural), le profil des émissions de gaz à effet de serre de la Cornouaille est relativement proche du profil régional en terme de répartitions et de ratio moyen par habitant. Chaque cornouaillais émet chaque année 7,5 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> (contre 7,8 teq CO<sub>2</sub> au niveau régional). En revanche, comparativement à la moyenne d'émissions de GES par habitant des autres territoires bretons à dominante urbaine, le cornouaillais émet 1,3 teq CO<sub>2</sub> de plus.

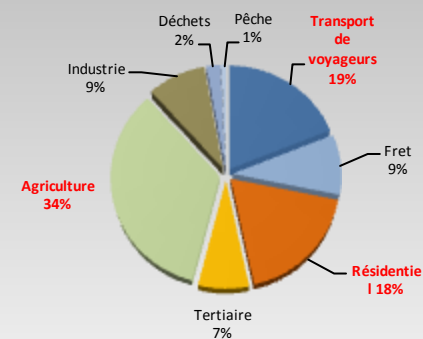
Concarneau Cornouaille se positionne dans la moyenne cornouaillaise avec 7,4 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par habitant.

**Répartition des émissions totales en Cornouaille**



**Fig. n°19**

**Répartition des émissions totales en Bretagne**



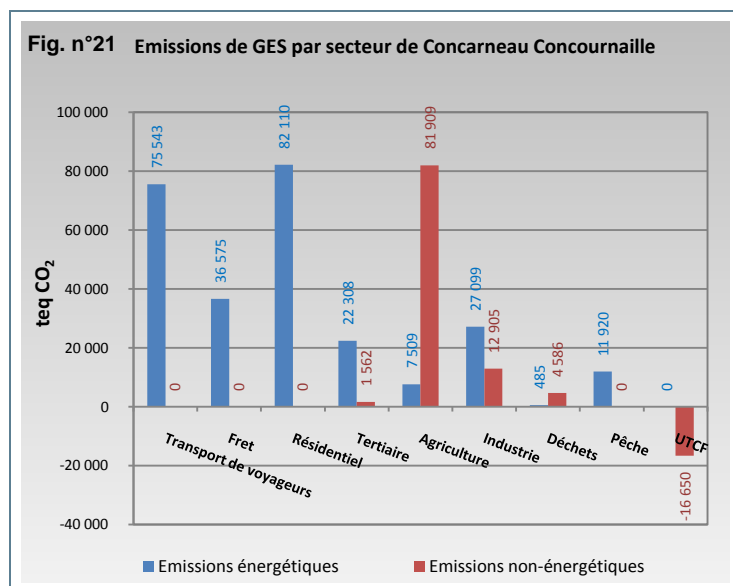
**Fig. n°20**

**NB :**

*Déplacement des voyageurs = Déplacements des personnes tous modes confondus*

Les trois principaux secteurs émetteurs de gaz à effet de serre sur le territoire sont:

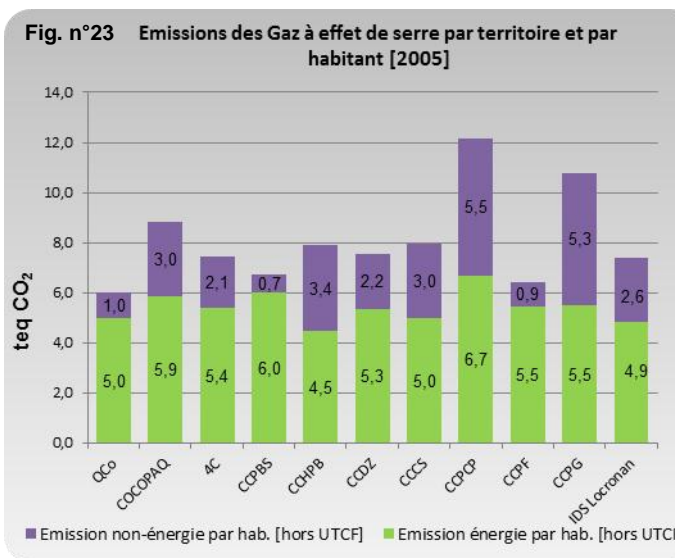
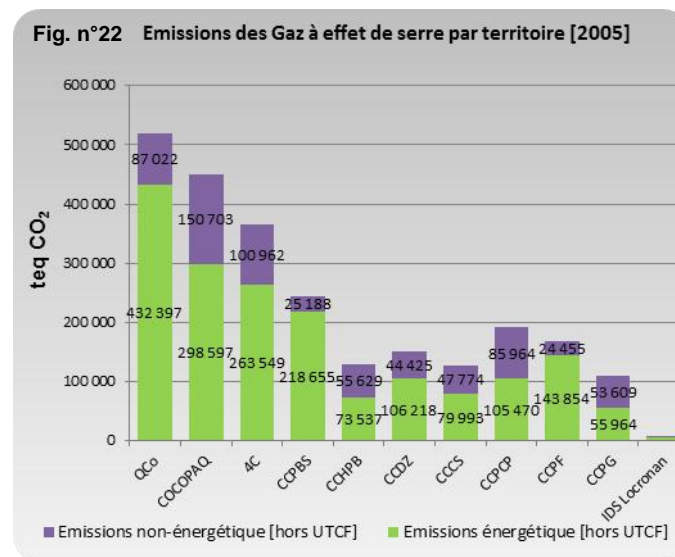
- secteur du **transport (déplacement des personnes +fret)** **31%**  
(dont transport de voyageurs 21%)
- secteur du **bâtiment (résidentiel + tertiaire)** **30%**  
(principalement le résidentiel 22%)
- secteur de **l'agriculture** **25%**



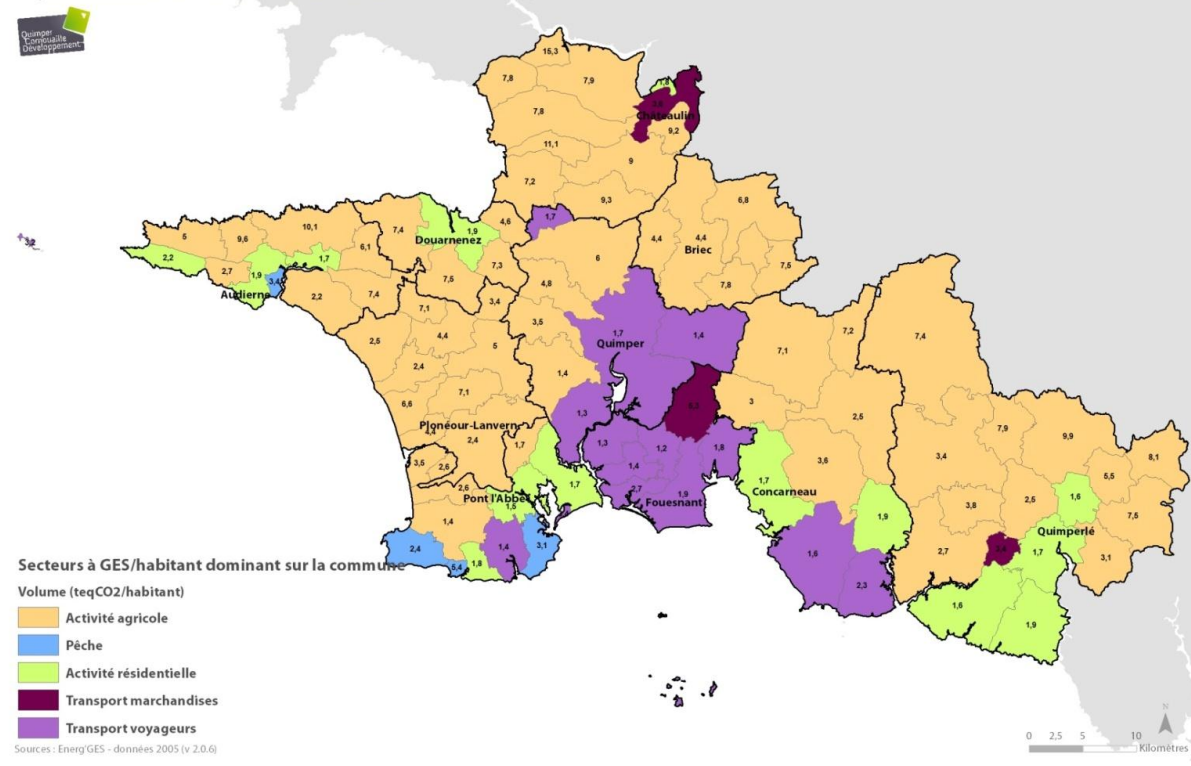
Les émissions de gaz à effet de serre sont directement liées, pour 72%, aux consommations d'énergie. Le quart restant est à imputer aux émissions non énergétiques dont l'agriculture (culture et élevage) est majoritairement responsable.

Les 3 territoires de Quimper Communauté, Cocopaq, et Concarneau Cornouaille qui accueillent 68% de la population et qui couvrent 58% de la surface du territoire sont responsables pour 54% des émissions globales de gaz à effet de serre du territoire (Ouest Cornouaille 26% et Pays Fouesnantais, Pays Glazik et Pays Châteaulin Porzay : 19%).

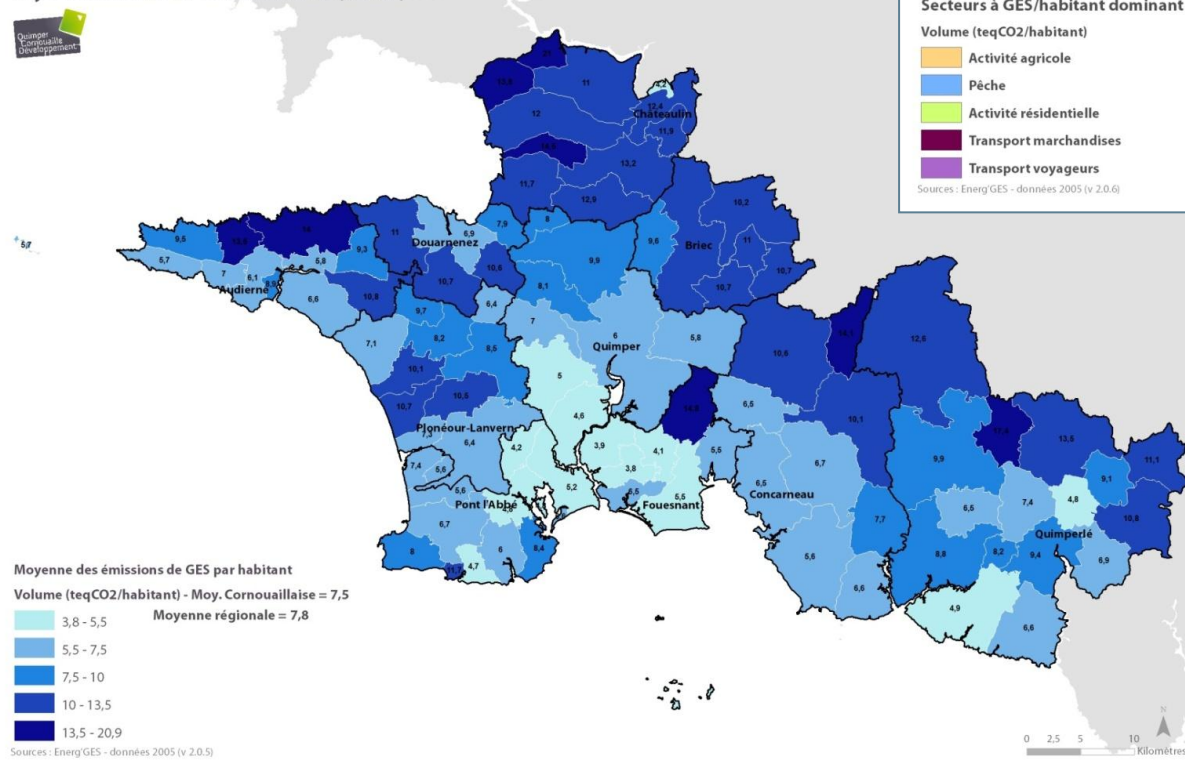
Plus globalement, le profil des émissions de GES par territoire est quasiment identique à celui des consommations d'énergie.



Pays de Cornouaille - Données 2005 (v2.0.6)



Pays de Cornouaille - Données 2005 (v2.0.5)

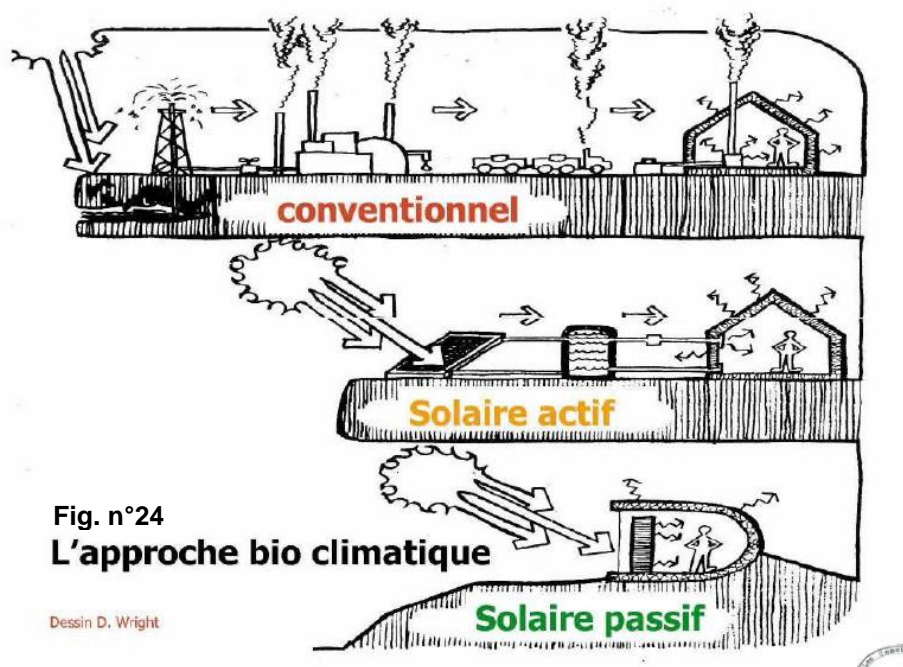


## 4.2. La maîtrise de la demande en énergie

Pour obtenir des résultats rapides et tangibles en matière de lutte contre le réchauffement climatique, il faut prioritairement infléchir la progression des consommations. Les leviers d'actions sous influence de la collectivité sont nombreux.

En amont, les prescriptions et recommandations du SCOT ouvrent le champ des investigations et des solutions qui seront déclinées de manière opérationnelle dans les PLU et dans les cahiers des charges de ZAC, de lotissement et pour tous les autres projets d'aménagements.

Il s'agit de systématiser les démarches suivantes sur le territoire de la Communauté de Communes. Un guide de réflexion à la construction a été élaboré par le point Info énergie du Pays de Cornouaille, en voici les principaux éléments :



### 4.2.1. Les principes des constructions bioclimatiques

#### La conception urbaine et architecturale

La conception d'un quartier (urbaine) ou d'un bâtiment (architecturale) participe, sans investissement financier particulier, à la maîtrise de la dépense énergétique.

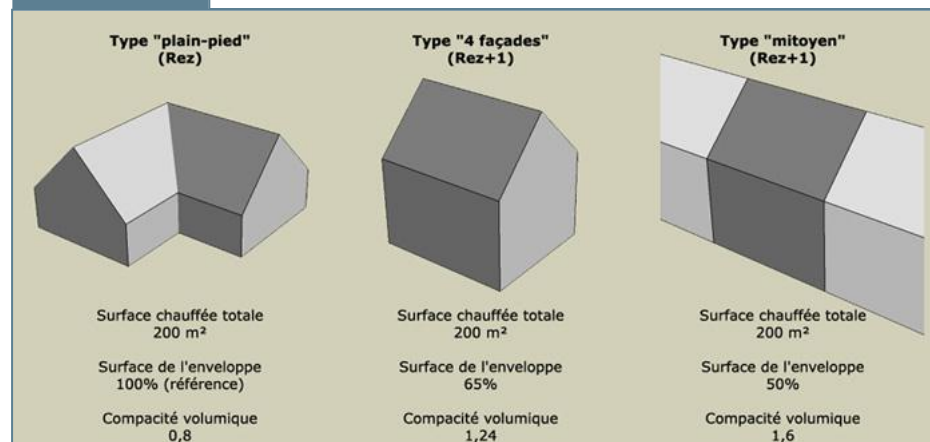
#### La compacité

Elle représente le rapport entre le volume habitable et l'ensemble des surfaces de déperdition.


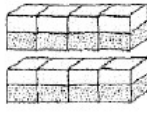

Concernant les bâtiments, La réduction des décrochés de façade et une bonne répartition des pièces intérieures sont les clés de la réussite d'un projet sur le plan énergétique. Les zones types garages, circulations,... doivent être réparties afin de créer des espaces tampons entre les locaux chauffés et l'extérieur.

Figure n°25

Compacité d'une construction



Concernant l'aménagement d'un quartier, l'optimisation de l'organisation des bâtiments entre eux, la compacité ou densification, permet, pour une même surface habitable, de diminuer la surface d'enveloppe des constructions (économie d'espace), de réduire l'énergie nécessaire au chauffage et de diminuer les coûts de construction.

Tableau	Compacité d'un quartier		
	 <b>8 unités en maisons individuelles</b> (rez-de-chaussée + sous-sol)	 <b>8 unités en 2 bandes de 4 maisons individuelles</b> (rez-de-chaussée + sous-sol)	 <b>8 unités en immeuble collectif</b> (R + 1 + sous-sol)
Emprise au sol	100 %	70 %	34 %
Surface d'enveloppe	100 %	74 %	35 %
Energie de chauffage	100 %	89 %	68 %
Coût de construction	100 %	87 %	58 %

#### L'orientation d'un quartier ou d'un bâtiment

Le soleil fournit lumière et chaleur. Une orientation adaptée du bâtiment ou d'un groupement de bâtiments peut permettre d'en bénéficier et de réduire ainsi les consommations énergétiques. Les grands principes en sont les suivants :

- limiter les surfaces vitrées au Nord ;
- orienter la majorité des vitrages au Sud pour capter les apports solaires en hiver ;
- optimiser la nature des vitrages (apports solaires et éviter les déperditions de chaleur en hiver ; éviter les surchauffes en été) ;
- protéger les façades Sud en installant des protections qui diminuent le rayonnement en été et qui laissent passer ou captent le rayonnement en hiver ; les façades Ouest par des protections mobiles.

Figure n°26 Orientation et organisation d'une construction

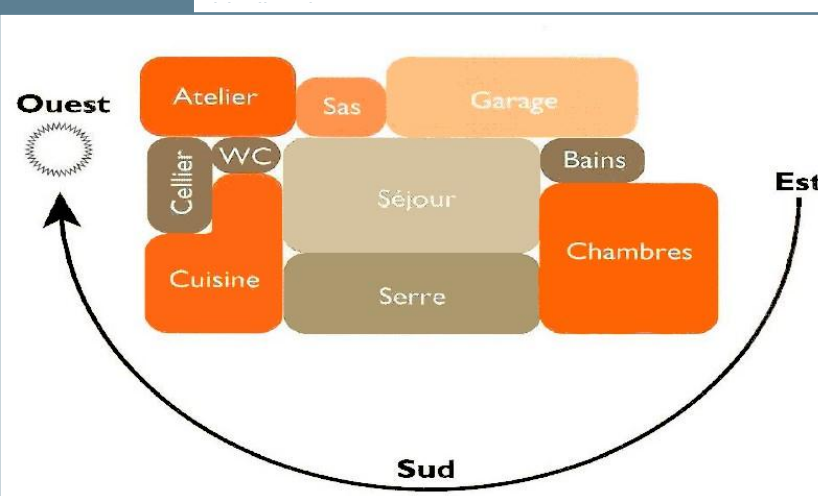
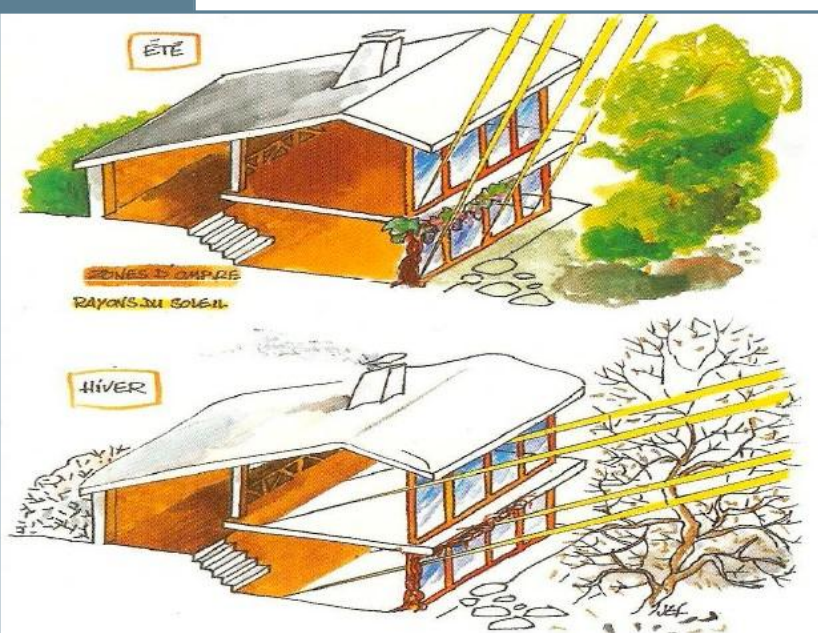


Figure n°27 Rayonnement solaire sur une construction bioclimatique



## Le choix des matériaux

Le choix des techniques, produits et matériaux fait appel à des critères architecturaux, esthétiques, de durabilité ou de coût. Dans les approches actuelles, l'aspect environnemental fait de plus en plus intervenir des critères environnementaux portant sur toute la durée du cycle de vie des produits, de l'extraction des matières premières au recyclage et à la mise en valeur des déchets. Les critères de choix de matériaux à prendre en compte sont les suivants :

### *Les critères techniques classiques*

- La performance technique ;
- La performance fonctionnelle ;
- La qualité architecturale ;
- La durabilité et facilité d'entretien.

### *Les critères de coûts*

- Les coûts d'investissement ;
- Les coûts différés.

### *Les critères environnementaux*

L'économie de ressources prend en compte la consommation des ressources plus ou moins rares (matières premières, énergie, eau...) selon leur composition et leur origine.

Le risque sur l'environnement consiste essentiellement à choisir des matériaux dont les risques sur l'environnement sont limités, que se soit lors de la fabrication du matériau, du cours ou de sa fin de vie

La limitation du risque sur la santé des personnes lors de la fabrication des matériaux, lors du chantier et par les habitants du bâtiment. Certains risques sont particulièrement à surveiller : le risque cancérigène, le risque toxique et le risque allergène.

## L'isolation, la ventilation et le chauffage d'un bâtiment

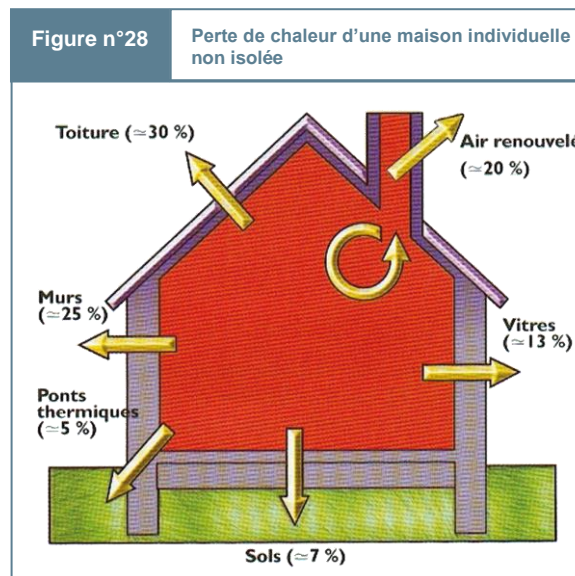
### *L'isolation d'un bâtiment*

Afin de limiter les déperditions énergétiques, notamment l'hiver, le bâtiment doit bénéficier d'une isolation thermique très performante. Celle-ci désigne l'ensemble des méthodes utilisées pour limiter les transferts de chaleur entre un milieu chaud et un milieu froid.

Cette isolation doit être pensée en fonction des contraintes climatiques du lieu où se situe le bâtiment. L'isolation thermique est le principe de base de la maison passive. Elle emprisonne la chaleur à l'intérieur en hiver et garde la maison fraîche en été.

Quelques principes pour une isolation thermique performante peuvent être respectés :

- Elle doit être appliquée sur toute l'enveloppe extérieure du bâtiment, sans interruption ni brèche afin de limiter les ponts thermiques ;
- La construction doit être assez compacte afin de limiter sa surface extérieure (cf. ci-dessus) ;
- Toutes les parties opaques du bâtiment sont à isoler de façon optimale ;
- Il faut veiller à l'efficacité de l'ensemble des fenêtres et ouvertures (vitrages et encadrements).



En revanche, Les bâtiments sur-isolés sont sujets aux surchauffes estivales selon un effet « thermos ». D'où la nécessité de :

- Réduire les apports de chaleur dans le bâtiment (occultation, arrêt d'appareils électriques)
- Stocker les apports solaires (mur à inertie) afin de décaler le pic de température intérieure
- Evacuer les apports stockés par une ventilation naturelle nocturne

#### *La ventilation*

L'obtention d'une bonne qualité de l'air est également une condition de base pour garantir un climat sain et agréable. Un bâtiment étant le siège de pollutions diverses (vapeur d'eau, fumée, poussières...), il est nécessaire d'évacuer celles-ci en ventilant. On peut donc mettre en parallèle la problématique du chauffage et celle de la ventilation. Tant le chauffage que la ventilation doivent être réalisés de manière rationnelle sur le plan énergétique. Ce qui signifie, d'une part limiter les besoins (en isolant thermiquement, en limitant la production de polluants) et, d'autre part utiliser des systèmes de chauffage et de ventilation efficaces, qui consomment un minimum d'énergie.

#### *Le chauffage*

L'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas. L'intermittence est le moyen de faire le plus d'économie, pour cela la mise en place d'une régulation de chauffage performante est indispensable

La performance du chauffage est directement liée au choix fait pour le mode de chauffage mais également aux choix fait auparavant : agencement du bâtiment (zonage thermique), isolation des parois, type de ventilation...

Néanmoins, Le choix de l'installation met en jeu des critères :

- de performance énergétique (rendements des générateurs, des circuits de distribution, des émetteurs) ;
- de performance environnementale (générateurs à faible émission de polluants, disponibilités et modalités d'approvisionnement de l'énergie) ;
- de confort (température de surface des émetteurs, température et vitesse de soufflage, différence de température entre la tête et les pieds) ;
- de durabilité et de facilité d'entretien ;
- économiques (coût de l'installation et coût de fonctionnement).

Les systèmes les plus performants au vue de ces derniers critères sont actuellement les chaudières gaz à condensation, les chaufferies bois, le solaire thermique et les pompes à chaleur.

#### *La perméabilité à l'air*

Assurer un bon niveau d'étanchéité à l'air dans un bâtiment consiste à maîtriser les flux d'air qui circulent à travers les orifices volontaires (bouches de ventilation et entrées d'air) et à limiter les flux incontrôlés pouvant causer pathologies, inconfort et gaspillage d'énergie.

Dans un bâtiment peu étanche à l'air, le volume d'air infiltré peut être équivalent à celui introduit mécaniquement.

#### **Autres points à traiter**

D'autres points peuvent être traités afin de construire en respectant l'environnement :

- Favoriser l'éclairage naturel
- Installer des équipements performants pour l'éclairage artificiel
- Equiper le bâtiment d'appareils électriques performants
- Gérer les consommations d'eau
- Installer une cuve de récupération des eaux pluviales pour l'arrosage et/ou pour les WC
- Dimensionner les espaces verts et espaces gris
- Limiter les surfaces perméables à l'eau pour l'infiltration des eaux pluviales

## 4.2.2. Les normes actuelles de constructions bioclimatiques

### La réglementation thermique 2005

La RT 2005 s'applique aux bâtiments neufs résidentiels et tertiaires (à l'exception de ceux dont la température normale d'utilisation est inférieure ou égale à 12°C), aux constructions provisoires (d'une durée d'utilisation inférieure à deux ans), aux bâtiments d'élevage ainsi qu'aux bâtiments chauffés ou climatisés (en raison de contraintes liées à leur usage).

Pour tout permis de construire déposé depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2006, le maître d'ouvrage doit pouvoir fournir, au plus tard à l'achèvement des travaux, une synthèse d'étude thermique standardisée en cas de contrôle.

De plus, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, il est demandé pour les constructions de plus de 1000 m<sup>2</sup> une étude de faisabilité des approvisionnements en énergies qui doit être jointe à la demande de permis de construire. Cette étude technique et économique doit permettre d'apporter diverses solutions d'approvisionnement en énergie.

Exigences à respecter pour la RT 2005 :

- Consommation d'énergie primaire : Consommation globale d'énergie inférieure à la consommation de référence calculée
- Confort d'été : Température maximale atteinte en été inférieure à la température de référence calculée
- Caractéristiques thermiques minimales : Respect de garde-fous pour les composants de l'enveloppe et les systèmes.

Bien qu'elles soient encore insuffisantes, les exigences de la RT 2005 marquent un progrès très important par rapport aux bâtiments de la fin du siècle dernier. Pour les collectivités souhaitant se rapprocher des objectifs du Grenelle de l'environnement, il faut viser le label BBCeffinergie, qui devrait être le niveau demandé pour la prochaine réglementation thermique.

Les labels énergétiques en vigueur actuellement :

- HPE 2005 : Haute Performance Energétique :  
Consommation RT 2005 -10% ;

- THPE 2005 : Très Haute Performance Energétique :  
Consommation RT 2005 -20% ;
- HPE EnR 2005 : Haute Performance Energétique Energies renouvelables :  
Consommation RT 205 -10% et exigences sur les EnR ;
- THPE EnR 2005 : Très Haute Performance Energétique Energies renouvelables :  
Consommation RT 2005 -20% et exigences sur les EnR ;
- BBC 2005 : Bâtiment Basse Consommation :  
Consommation RT2005 -50%.

### La réglementation thermique 2012

Ce qui ne change pas :

- Les exigences à respecter seront de deux types : des exigences de performances globales (consommation d'énergie et confort d'été) et des exigences minimales de moyens
- La RT 2012 s'articule toujours autour de cinq usages énergétiques : chauffage, climatisation, production d'eau chaude sanitaire, éclairage et auxiliaires (ventilation, pompes...).

Ce qui change :

- Les exigences de performance énergétique globales seront uniquement exprimées en valeur absolue de consommation pour plus de clarté : niveau moyen très performant exigé, à 50 kWh/m<sup>2</sup>/an (et non plus en valeur relative par rapport à une consommation de référence recalculée en fonction du projet).
- L'introduction d'une exigence d'efficacité énergétique minimale du bâti pour le chauffage, le refroidissement et l'éclairage artificiel. Cette exigence prendra en compte l'isolation thermique et permettra de promouvoir la conception bioclimatique d'un bâtiment
- L'introduction de nouvelles exigences minimales traduisant des volontés publiques fortes : obligation de recours aux énergies renouvelables, obligation de traitement des ponts thermiques (fuites de chaleur), obligation de traitement de la perméabilité à l'air des logements neufs, etc.

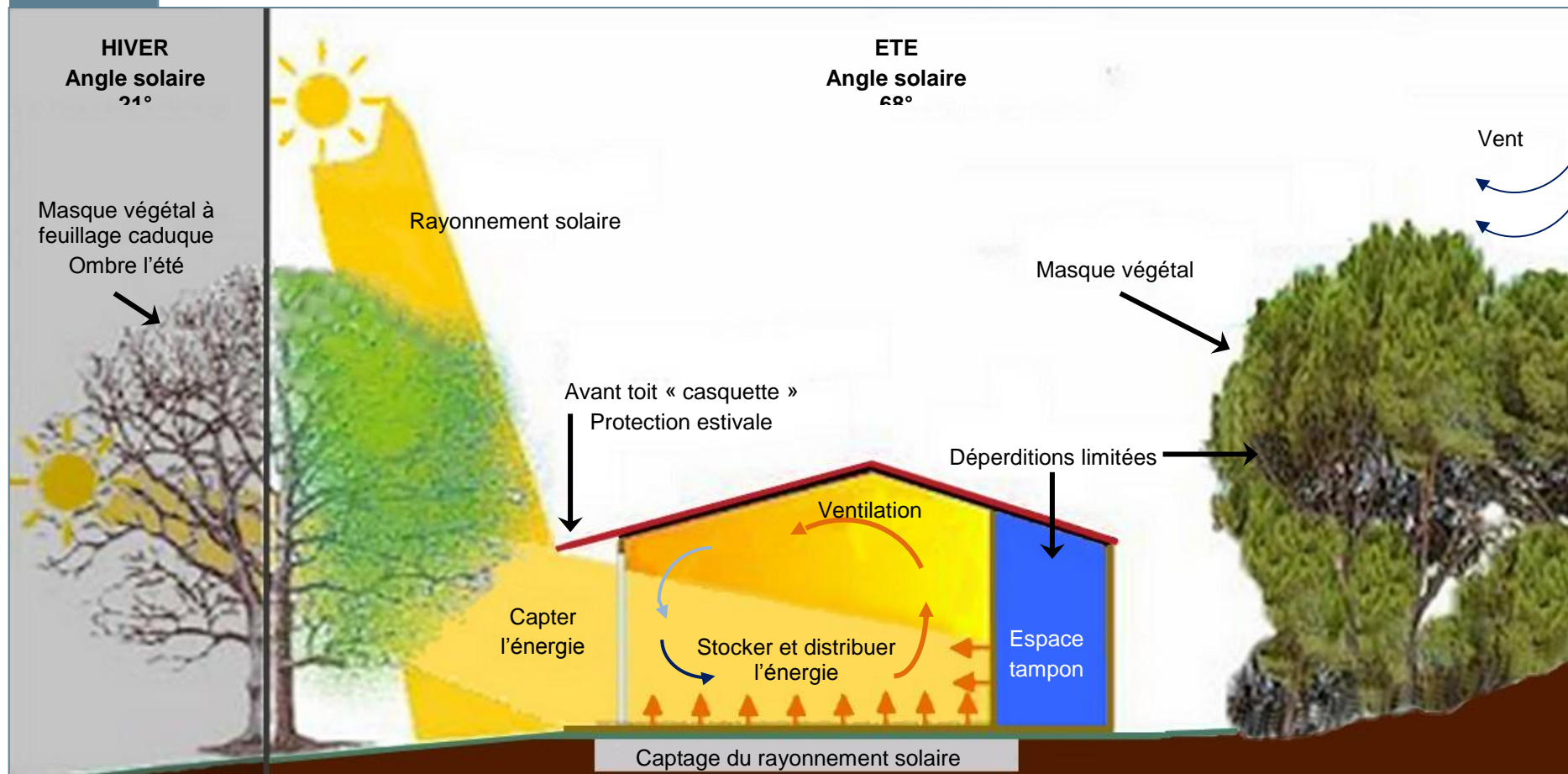
La Réglementation Thermique 2012 s'applique :

- Pour les bureaux, les bâtiments d'enseignement et les établissements d'accueil de la petite enfance depuis le 28 octobre 2011

- Pour les autres bâtiments tertiaires et les bâtiments à usage d'habitation situés en dehors des périmètres de rénovation urbaine, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Figure n°29

Synthèse des principaux principes de la conception bioclimatique dans un bâtiment



### 4.3. Le développement des Energies Renouvelables

*« Une énergie renouvelable est une énergie dont la consommation n'aboutit pas à la diminution des ressources naturelles, parce qu'elle fait appel à des éléments qui se recréent naturellement. »* (Dictionnaire *Le petit Larousse*)

Outre le fait qu'elles contribuent efficacement à la lutte contre l'effet de serre, elles constituent un puissant vecteur de mise en valeur du territoire et notamment des zones rurales.

Il est indispensable de rappeler que toutes les sources énergétiques renouvelables sont importantes. Ensembles, elles participent à la diversification énergétique. Aujourd'hui, le potentiel des différentes filières renouvelable reste largement sous-exploité.

Les énergies renouvelables offrent la possibilité de développer de véritables productions décentralisées de l'électricité et d'assurer une sécurité nouvelle d'approvisionnement. La production se rapproche des utilisateurs, limitant ainsi les coûts de transports notamment ceux liés aux déperditions dans le réseau.

#### 4.3.1. Les énergies les plus intéressantes pour CCA

##### *L'éolien*

L'éolien est actuellement la source d'énergie renouvelable la mieux placée sur le plan économique et sur le rapport énergie produite / espace consommé. Les améliorations technologiques réalisées au cours des deux dernières décennies rendent aujourd'hui la filière fiable sur le plan technologique.

Une éolienne de 2MW de puissance couvre les besoins d'électricité domestique (hors chauffage et eau chaude sanitaire) de 2 000 foyers.

Riche de son potentiel éolien (cf. carte n°), le Finistère est particulièrement concerné par le développement de l'énergie éolienne, comme en témoignent les nombreux projets réalisés ou en préparation. Pour encadrer ces projets, deux documents existent : le schéma régional éolien et le schéma départemental éolien.

Toutefois, les installations de parcs éoliens peuvent de façon sensible modifier le milieu dans lequel elles sont installées, en particulier sur le plan paysager, voire engendrer des risques de mutation ou de nuisances préjudiciables au territoire ou à la population.

Par ailleurs, ces installations auront nécessairement des incidences soit directes (production et commercialisation d'énergie, développement d'une filière technologique), soit indirectes (modification de l'image touristique...), et par voie de conséquence une influence sur l'économie locale et les recettes fiscales des collectivités.

C'est pourquoi, il est nécessaire et recommandé par les services de l'Etat d'avoir une approche territoriale, à l'échelle des EPCI par exemple, dans la prévision des sites d'implantation de parcs éoliens. Dans ce cadre, CCA a élaboré un schéma éolien communautaire.

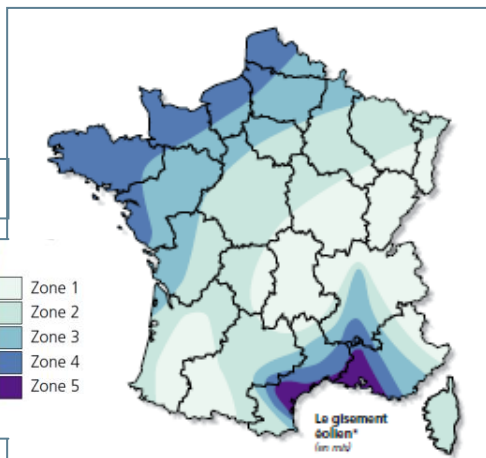
Le second objectif du schéma communautaire, est de poser les bases d'une Zone de Développement Eolien (ZDE), arrêtée par le Préfet et qui permet aux éoliennes qui sont situées au sein de cette zone de bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité produite.

Suite à l'analyse complète du paysage et des conditions de faisabilités techniques et environnementales, **6 secteurs préférentiels**, présentant les meilleurs caractéristiques, ont été identifiés. Ils sont localisés sur les communes d'Elliant, de Melgven, de Pont-Aven, de Trégunc et de Névez.

Carte n° 37 Gisement éolien en France

Bocage dense, bois, banlieue	Rase campagne, obstacles éparés	Prairies plates, quelques buissons	Lacs, mer	Crêtes collines**	
<3,5	<4,5	<5,0	<5,5	<7,0	Zone 1
3,5 - 4,5	4,5 - 5,5	5,0 - 6,0	5,5 - 7,0	7,0 - 8,5	Zone 2
4,5 - 5,0	5,5 - 6,5	6,0 - 7,0	7,0 - 8,0	8,5 - 10,0	Zone 3
5,0 - 6,0	6,5 - 7,5	7,0 - 8,5	8,0 - 9,0	10,0 - 11,5	Zone 4
>6,0	>7,5	>8,5	>9,0	>11,5	Zone 5

\* Vitesse du vent à 50 mètres au-dessus du sol en fonction de la topographie.  
 \*\* Les zones montagneuses nécessitent une étude de gisement spécifique.



Les secteurs intéressants de CCA sont divisés en trois zones (cf. carte n°) :

- Zone 1 : Elliant, Tourc'h ;
- Zone 2 : Melgven, Pont-Aven, Rosporden et Saint-Yvi ;
- Zone 3 : Concarneau, Nével et Trégunc.

Par délibération du 30 avril 2009, le Conseil Communautaire de CCA a validé son schéma éolien communautaire et a choisi de retenir une distance minimale de 500 mètres entre les habitations et l'étude d'un projet potentiel.

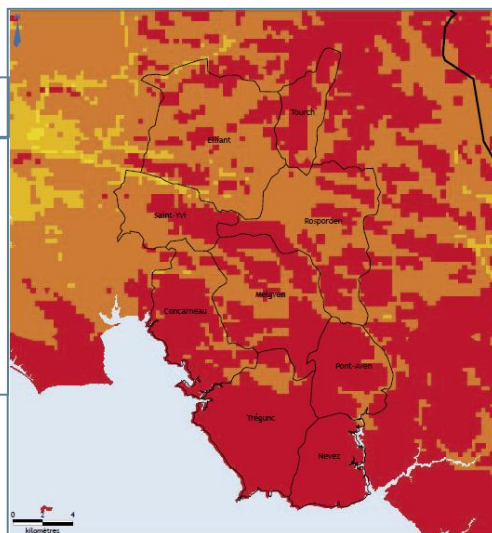
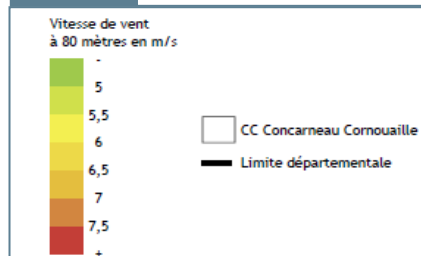
Tableau		Secteurs préférentiels de CCA présentant le meilleur potentiel éolien				
Localisation		Distance minimale aux habitations	Nombre d'éoliennes	Hauteur des éoliennes	Puissance maximum par éolienne	Puissance maximum par zone
Zone 1	Elliant Penvern Nord	500 mètres	3 éoliennes	120 mètres (mât : 80 mètres)	2 MW	6 MW
	Elliant Penvern Sud	500 mètres	2 éoliennes	120 mètres (mât : 80 mètres)	2 MW	4 MW
Zone 2	Melgven* + Pont-Aven	500 mètres	5 à 6 éoliennes	120 mètres (mât : 80 mètres)	2 MW	12 MW
Zone 3	Nével Kercanic	500 mètres	2 à 3 éoliennes	60 mètres (mât : 40 mètres)	275 kW environ	1 MW
	Trégunc Kervraou	500 mètres	2 à 3 éoliennes	60 mètres (mât : 40 mètres)	275 kW environ	1 MW

\*Permis de construire accordé pour 3 éoliennes soit 6 MW (contentieux en cours)

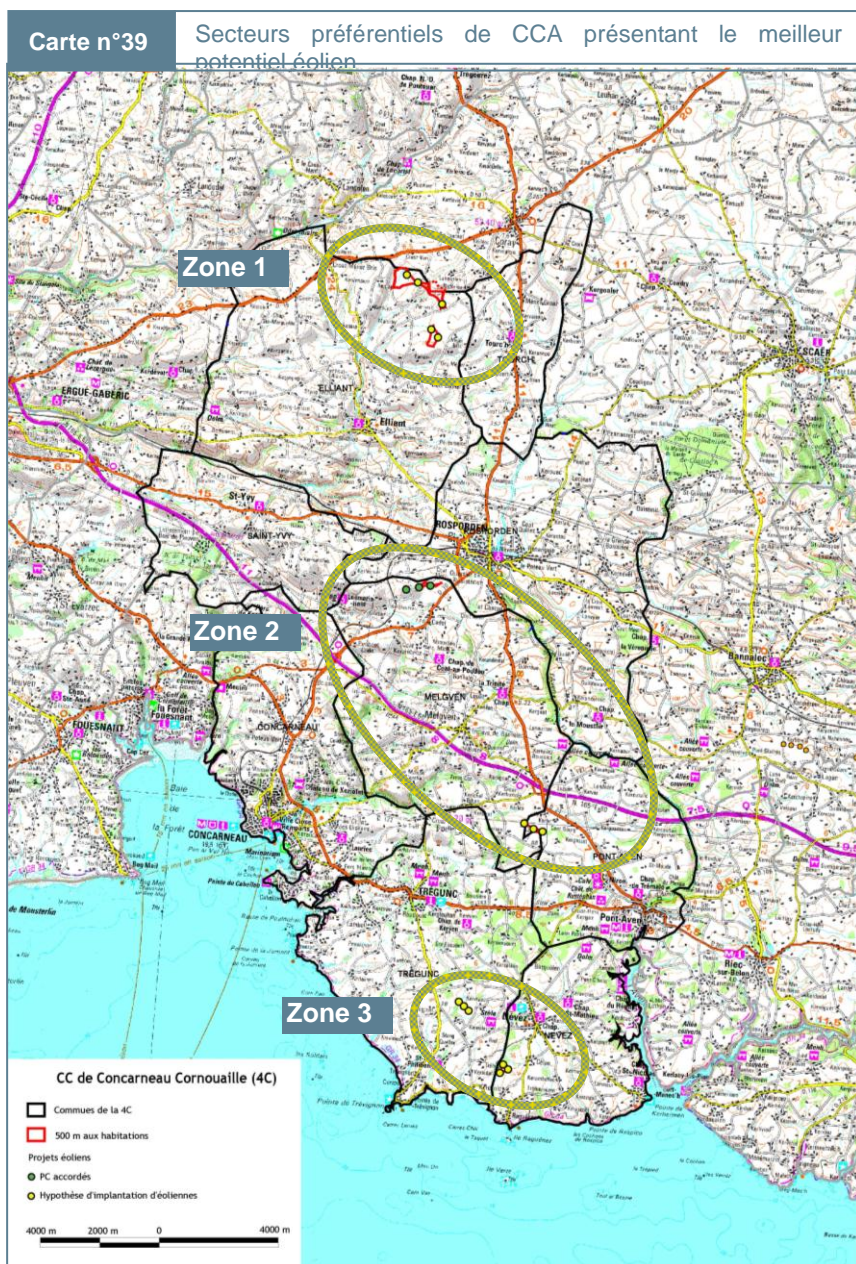
### Potentiel éolien de CCA :

*Le schéma éolien offre la possibilité d'étudier l'installation jusqu'à 9 ou 12 éoliennes sur le territoire de CCA pour une production d'électricité pouvant aller jusqu'à 19 MW, soit entre 15 et 20% de la consommation en électricité de CCA.*

Carte n° 38 Gisement éolien sur CCA



L'ensemble du territoire répond au plancher de vent défini par la circulaire ZDE de 5 m/s à 40 m. Toutefois, seules les parties les plus ventées du territoire sont réellement accessibles (plancher de vent appliqué à environ 6,10 m/s à 80 m, 6 m/s à 60 m)



L'ensemble des 6 sites préférentiels ne peuvent pas faire l'objet d'un zonage concomitant, afin de préserver des espaces de respiration entre les projets :

- Concernant la zone 1 sur Elliant, les deux sites ne pourront pas être aménagés tous les deux, ce sera l'un ou l'autre ;
- Concernant la Zone 3, les sites de Trégunc et Névez ne pourront pas non plus être aménagés tous les deux, ce sera également l'un ou l'autre.

Pour pouvoir assurer la faisabilité des projets, il est nécessaire de monter un dossier de ZDE à partir des éléments du schéma éolien.

Une concertation avec les communes est actuellement en cours afin de déterminer, parmi les 6 secteurs préférentiels, ceux qui pourront être classés en ZDE.

Les ZDE sont arrêtées par le Préfet après instruction par la DRIRE et avis de la DIREN, de la Commission des Sites et des Communes limitrophes. Elles doivent préciser les limites de puissance, celles-ci incluant les installations déjà en fonctionnement ou autorisées dans le périmètre de la zone.

La loi du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique (dite loi POPE) fixe 3 critères pour l'acceptation des ZDE :

- Le potentiel éolien.
- Les possibilités de raccordement au réseau électrique.
- La protection des paysages, des monuments historiques et des sites remarquables et protégés ".

Le site de Melgven fait exception. En effet, le projet a bénéficié d'un permis de construire antérieur à la Loi POPE qui stipule qu'à partir du 13 juillet 2007, seule l'électricité produite par des éoliennes installées dans des ZDE pourront bénéficier de l'obligation de rachat de l'électricité.

## Le solaire photovoltaïque

Les systèmes photovoltaïques utilisent l'énergie la mieux répartie dans le monde : la lumière du soleil. En France, actuellement, des milliers de réalisations ont mis en valeur les qualités de l'électricité solaire photovoltaïque: sa fiabilité, son autonomie, son influence faible sur l'environnement et sa plus value en tant que composant de construction. Plus de 10 000 foyers bénéficient de l'électricité photovoltaïque en France. Plus de 7 000 foyers éloignés du réseau n'ont accès à l'électricité que par le biais de cette technologie et plus de 3 000 particuliers raccordés au réseau vendent leur production d'électricité à EDF.

Historiquement, le marché photovoltaïque était un marché orienté vers les applications photovoltaïque en sites isolés (pompage, éclairage d'abri bus, parcmètres...). C'est à partir de 1999 grâce à l'implication des acteurs français du photovoltaïque et de l'ADEME au sein du projet européen HIP HIP que le marché français s'est réorienté vers les applications dites « raccordé réseau ». Même si aujourd'hui les applications en sites isolés représentent toujours la majorité du parc installé (cf. graphique n°), le volume annuel financé en photovoltaïque raccordé au réseau a été au moins 10 fois plus important que celui installé en sites isolés en 2005 (cf. graphique n°). Pour la première fois en 2005, la puissance cumulée des applications photovoltaïques raccordées au réseau installée en France est plus importante que celle des sites isolés.

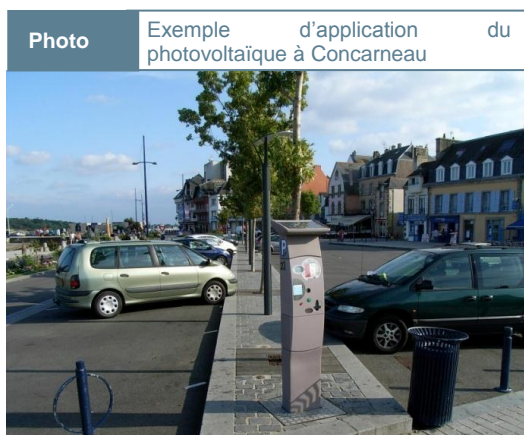


Figure n°30

Puissance photovoltaïque cumulée financée par type d'application et au global sur le marché français

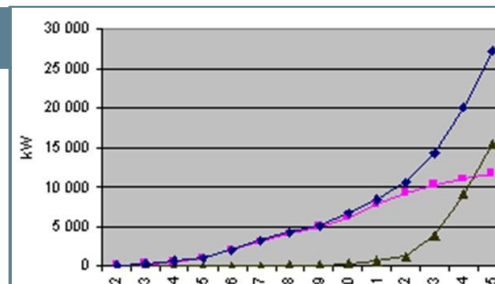
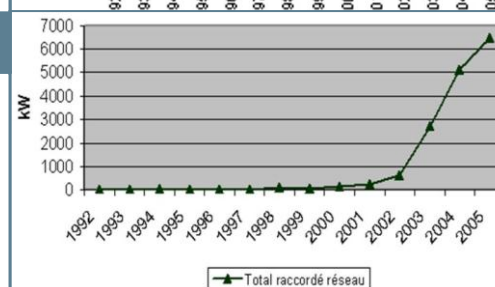


Figure n°31

Puissance photovoltaïque raccordé réseau financée annuellement sur le marché français



2009: des nouveaux tarifs d'achat attractifs

La revalorisation des tarifs de rachat, actée le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (cf. tableau n°), positionne clairement la France au côté des 3 marchés majeurs en Europe (Allemagne, Italie, Espagne).

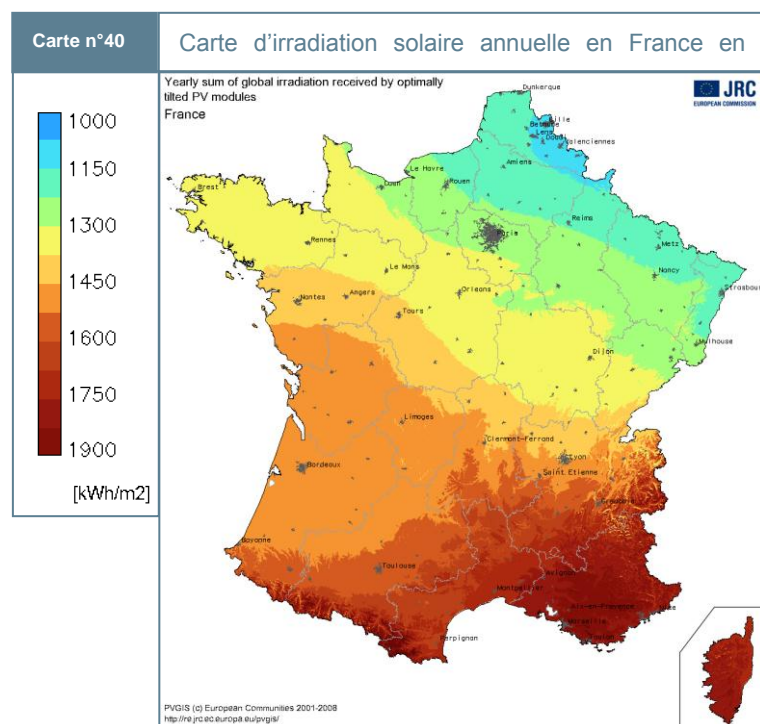
Tableau	Tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque en 2009
Tarif de base	32,823 c€ / kWh
Prime à l'intégration	27,353 c€ / kWh
Tarif intégré au bâti	60,176 c€ / kWh

Ce tarif qui donne une forte prime à l'intégration au bâtiment ne devrait pas permettre une explosion du marché comme en Allemagne, mais plutôt une croissance robuste et durable du marché français sur un segment (l'intégration "bâti") jusqu'alors peu développé en Europe et qui est fortement créateur de valeur.

Cependant, une plus forte implication de l'industrie du bâtiment vers le photovoltaïque est nécessaire afin d'élargir la gamme de produits d'intégration au bâti nécessaire à la popularisation de cette technologie.

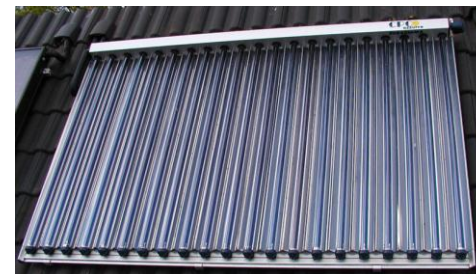
La création de parcs photovoltaïque raccordés au réseau, sur des bâtiments industriels, des équipements publics sont à encourager. Ils contribueront à atteindre les objectifs de production d'énergie à partir des EnR attendus pour 2020 (20% de la production d'énergie à partir des EnR).

Afin de dynamiser la demande, conforter le marché national et favoriser l'installation d'une filière industrielle, le ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire a décidé de lancer à la fin de l'année 2008 un appel d'offres pour la construction d'ici 2011 d'au moins une centrale solaire dans chaque région française, pour une puissance cumulée de 300 MW. Compte tenu de son potentiel la Bretagne doit installer une centrale solaire photovoltaïque de 10 MW.



## Le solaire thermique

Le solaire thermique (ou thermodynamique) est l'une des valorisations du rayonnement solaire concentré (utilisant seulement le rayonnement solaire direct).



### Les applications individuelles et collectives

A l'échelle d'une habitation individuelle ou collective, il est possible d'installer un chauffe-eau solaire, ou un chauffage solaire : il s'agit de capteurs vitrés installés le plus souvent sur la toiture, dans lesquels circule un liquide caloporteur réchauffé par le rayonnement solaire, qui transmet ensuite la chaleur à un chauffe-eau et éventuellement à un plancher chauffant basse température.

Cette technique permet de couvrir les besoins partiels en eau chaude sanitaire et peut également contribuer au chauffage pour les particuliers :

- Eau chaude : 60% des besoins ;
- Eau chaude + chauffage : 30% des besoins.

Les filières de production et d'installation de ce type d'équipement sont maintenant répandues et accessibles. Soutenu par les aides relevant du crédit d'impôt et de subventions des collectivités locales, le solaire thermique fait maintenant partie des incontournables en matière d'énergie renouvelable. Seule note discordante : le prix de l'équipement. Malgré la croissance du marché qui devait, selon l'ADEME, autoriser la réduction des coûts, le montant de la facture reste toujours trop élevé.

Sans aides financières, la filière ralentira sa progression ou pire encore, la diminuera. La stratégie de l'Etat et des collectivités locales reste vitale à court et moyen terme.

En outre, l'ensoleillement direct en Bretagne n'est pas suffisant pour envisager des projets de grande envergure (centrales thermodynamiques).

## La biomasse

### La filière Bois – Energie

Cette ressource couvre les besoins de chauffage d'un particulier sur quatre en Bretagne au travers d'installations indépendantes de types insert, poêle à granulés.



Elle permet également d'alimenter des ensembles collectifs et des gros consommateurs (piscine, hôpital, maison de retraite). Dans ce cas, les équipements sont plus conséquents, allant de la chaudière automatiquement à forte puissance à un réseau de chaleur.

Les collectivités et l'Etat encouragent son utilisation. Les crédits d'impôts, les subventions de la Région Bretagne et du département du Finistère contribuent en grande partie à son émergence.

Les milieux agricoles (CUMA) et de l'entreprise se structurent pour organiser des filières locales de collecte et de transformation de la matière. Que ce soit sous formes de plaquettes, de granulés, de bûches, le combustible est maintenant disponible à l'échelle du Pays de Cornouaille. Néanmoins, le soutien de la collectivité demeure indispensable pour maintenir cette vitalité et la rendre pérenne.

Une étude du gisement bois a été réalisée sur le territoire de la Communauté de Communes afin d'étudier dans quelle mesure la fourniture de plaquettes bois par les agriculteurs peut être viabilisée de manière durable<sup>12</sup>.

D'après les estimations réalisées dans le cadre de cette étude de gisement, les besoins en bois et leur satisfaction seraient couverts par les prélèvements suivants :

Besoins des chaudières	300T/an	500T/an	1000T/an
	1 200 map <sup>13</sup> /an	2 000 map/an	4 000 map/an
Longueur de talus à exploiter	6 km	10 km	20 km
% du potentiel prélevé	4 %	6 %	12 %

*A titre indicatif, une production de 300 T/an correspond à la mobilisation de 5 à 8 agriculteurs, si 100 % du bois produit sur leur exploitation est valorisé en plaquettes. La Communauté de Communes de Concarneau Cornouaille comptait 573 exploitations agricoles au recensement général agricole réalisé en 2000.*

L'hôpital de Concarneau, équipé d'une chaudière Bois de 1MW de puissance est une réalisation qui, depuis 2001, consomme 1000 tonnes de bois annuellement et fait figure d'opération exemplaire.

Des chaufferies bois communales ont vu le jour en Finistère alimentées par des sources d'approvisionnement dédiées. Il s'agit par exemple de taillis de saule à très courte rotation, de miscanthus dont le pouvoir calorifique est important.

Là encore, le monde agricole a fait preuve d'innovation puisque les boues de station d'épuration sont réutilisées en épandage. Amendements pour l'un, épuration pour l'autre, cette association s'inscrit dans un cycle vertueux dont les avantages doivent peser lorsqu'il s'agit de partager et d'utiliser l'espace rural.

<sup>12</sup> Chambre d'Agriculture du Finistère, mai 2008.

<sup>13</sup> map= mètre cube apparent de plaquettes (250 kg/m<sup>3</sup> à 25 % de matière sèche).

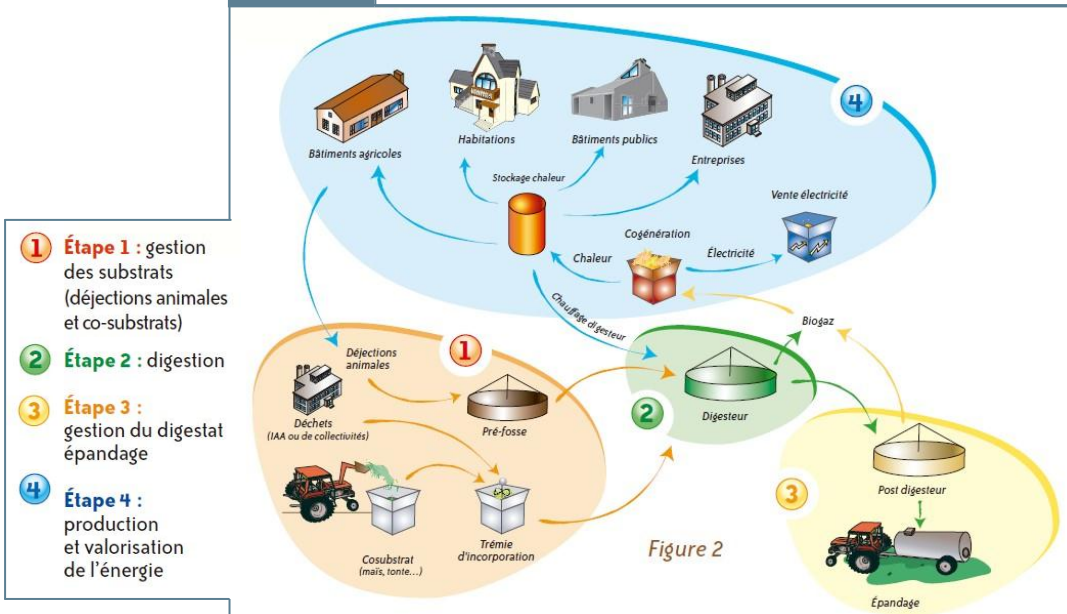
## La méthanisation

Cette technique se développe progressivement à l'échelle des projets individuels portés par le milieu agricole. La méthanisation à la ferme est une solution qui repose le plus souvent sur l'utilisation du lisier de porc associé à des coproduits à fort pouvoir méthanogène (ensilages, déchets organiques, graisses animales).

Il s'agit de cogénération où la production d'électricité et de chaleur, pourra, soit être revendue à EDF, soit combler les besoins de chauffage des bâtiments d'élevage, de l'habitation, du séchage en grange.

La situation actuelle de la filière est marquée le constat de plus en plus partagé des impasses du modèle agricole de méthanisation basé sur la valorisation des produits agricoles (ensilage maïs notamment) et des déjections animales (risque de concurrence avec les matières alimentaires) et souffrant d'une valorisation chaleur parfois insuffisante.

Figure n°32 Les étapes d'une installation type de méthanisation à la ferme



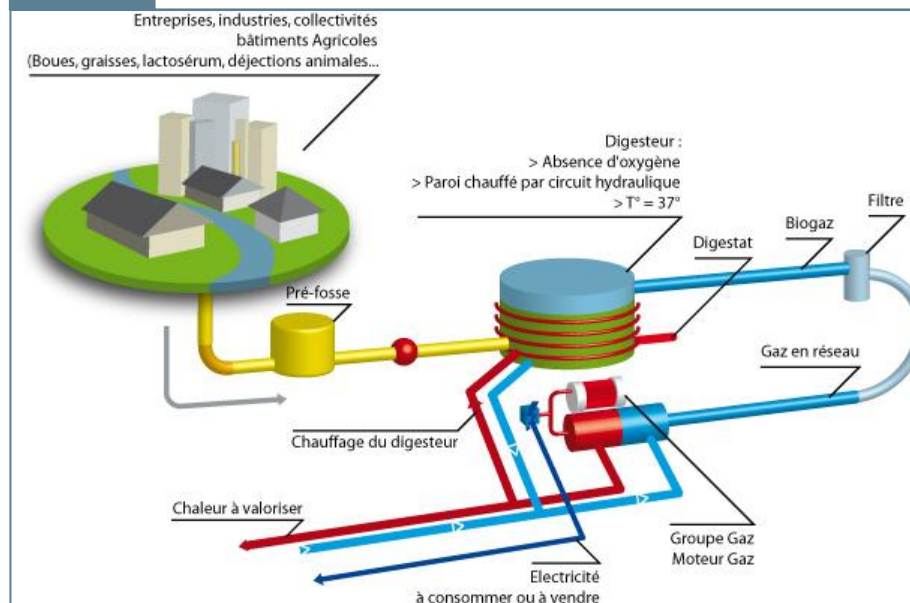
La tendance actuelle serait donc davantage de développer des projets territoriaux de méthanisation collective permettant de traiter des déjections animales et des déchets organiques issus de l'agro-alimentaire ou d'autres filières ayant un triple intérêt :

- Une valorisation de déchets émetteurs de gaz à effet de serre s'ils ne sont pas méthanisés ;
- Un écobilan favorable si les matières entrantes dans l'unité de méthanisation sont collectées dans un rayon d'une vingtaine de kilomètres ;
- Une cogénération de chaleur et d'électricité source de profit pour les entreprises et le tissu économique si on met en place des boucles d'écologie industrielle vertueuses.

Cette méthanisation ou production de biogaz peut être utilisée pour :

- Produire de l'électricité avec des groupes électrogènes (moteur gaz) avec possibilité de récupérer la chaleur sous forme d'eau chaude (Cogénération) ;
- Produire du carburant après épuration du gaz et adaptation du moteur ;
- Injecter du biogaz sur les réseaux gaz existants après mise aux normes « gaz naturel ».

Figure n°33 Production de Biogaz



### 4.3.2. Les énergies moins intéressantes ou à écarter pour CCA

#### La pile à combustible

Une pile à combustible est une pile où la fabrication de l'électricité se fait grâce à l'oxydation sur une électrode d'un combustible réducteur, généralement l'hydrogène, couplée à la réduction sur l'autre électrode d'un oxydant, tel que l'oxygène de l'air.



La pile à combustible ne peut pas être considérée comme une énergie renouvelable car elle utilise comme combustible, pour la majorité des applications, du gaz naturel qui est une ressource fossile et donc « non renouvelable » à l'échelle humaine. On estime d'ailleurs les réserves de gaz sur la planète à 50 ans.

Pour pouvoir qualifier ce type d'énergie comme étant renouvelable, il faudrait que le combustible final, l'hydrogène dans la majorité des cas, soit produit de façon propre. De nos jours, 96% de l'hydrogène est produit à partir d'énergie fossile.

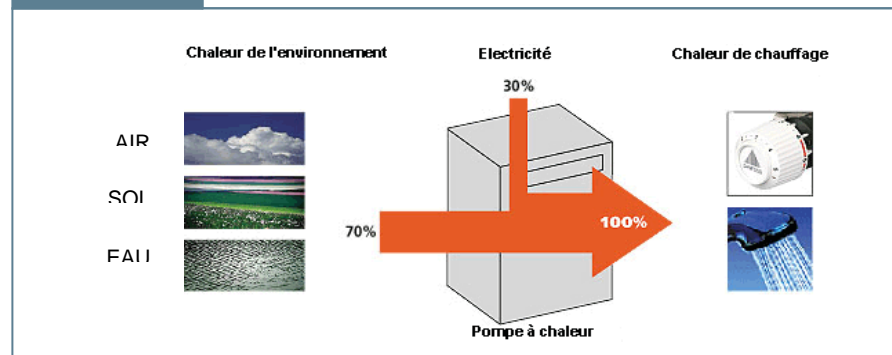
A l'échelle locale, on ne peut considérer cette technique comme susceptible, à court terme, de contribuer significativement à la diversification de la desserte énergétique renouvelable.

#### Les pompes à chaleur

Une pompe à chaleur (PAC) est un dispositif thermodynamique permettant de transférer la chaleur du milieu le plus froid (et donc le refroidir encore) vers le milieu le plus chaud (et donc de le chauffer), alors que, naturellement, la chaleur se diffuse du plus chaud vers le plus froid jusqu'à l'égalité des températures. Le réfrigérateur est le système de PAC le plus connu. Le climatiseur est un autre système de PAC courant.

Le terme de « pompe à chaleur » désigne surtout la pompe à chaleur « géothermique » ou la pompe à chaleur « aérothermique », systèmes de chauffage domestique popularisés suite au premier choc pétrolier en 1973. Dans certains pays, dont la France, des incitations fiscales soutiennent la diffusion de certains modèles de pompe à chaleur air-eau. Ces systèmes regagnent en popularité depuis l'an 2000, notamment en raison de l'augmentation du prix du pétrole et de préoccupations écologiques.

Figure n°34 Principe de fonctionnement de la pompe à chaleur



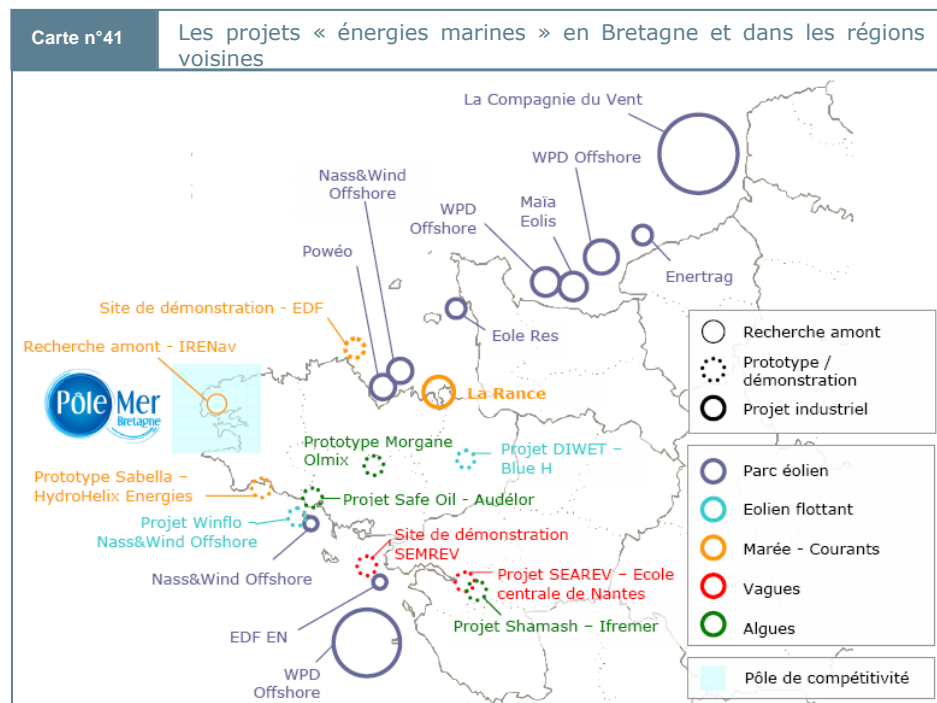
Les pompes à chaleur ne peuvent pas non plus être qualifiées d'énergies renouvelables. Pour fonctionner, le dispositif doit subir un apport d'électricité qui contribue à produire près de 30% de la chaleur. Généralement, cette électricité, issue du réseau de distribution, est produite à partir d'énergie fossile.

Par ailleurs, dans un certain nombre de cas, la puissance électrique fournie aux usagers par le réseau de distribution d'électricité est insuffisante au fonctionnement de l'appareil.

La Bretagne, le Finistère et CCA sont particulièrement concernées par ce phénomène de « bout de ligne ».

### 4.3.3. Les sources d'énergie expérimentales : les énergies marines

Il s'agit de technologies au stade du développement, dont le potentiel reste à évaluer et dont la maîtrise technologique a surtout été abordée dans les pays qui recèlent une ressource potentielle élevée comme le Royaume Uni, la Norvège ou le Portugal. La France, le Bretagne en particulier, commence à développer quelques expériences sur ces technologies.



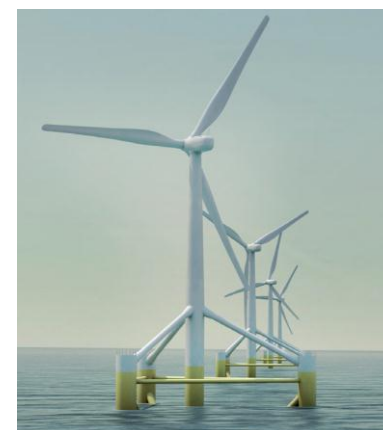
### L'énergie des vents marins

Une éolienne offshore commence à fonctionner par un vent de 2 Beaufort (environ 10 km/h ou 3 m/s), atteint sa vitesse de croisière à 6 Beaufort (45 km/h, 12 m/s), et doit être arrêtée à 11 Beaufort (110 km/h, 30 m/s).

On peut raisonnablement espérer que, sur les côtes françaises, une éolienne offshore fonctionnera au minimum 3000 heures par an en équivalent pleine puissance.

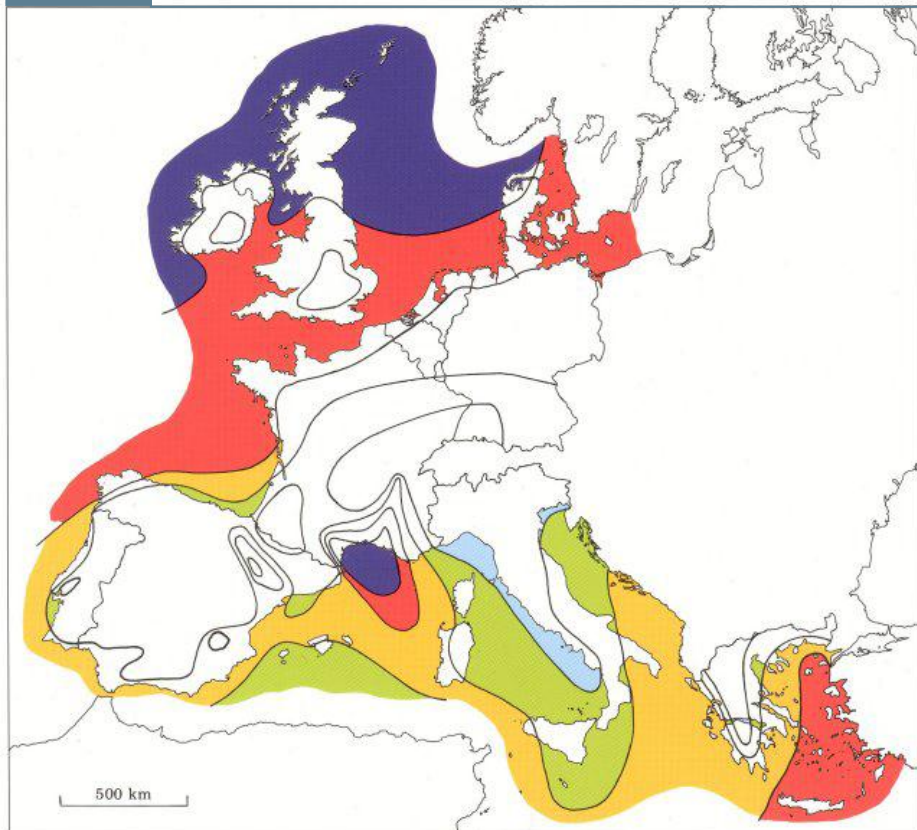
La densité énergétique d'un parc éolien offshore, c'est-à-dire la puissance installée sur 1 km<sup>2</sup> de surface de mer, permet d'appréhender la productivité potentielle d'un site. Elle est de l'ordre de 8 MW/km<sup>2</sup> en moyenne, et peut atteindre 15 à 20 MW/km<sup>2</sup> dans des sites très ventés

Par ailleurs, il est probable que l'éolien farshore (au large) ouvre des perspectives encore plus intéressantes : le vent du large est plus régulier, plus soutenu, et l'effet d'abri dû à la proximité de la côte ne joue plus. Ainsi, le parc du Thorntonbank, en Belgique, à 28 km de la côte, fonctionne 3300 h par an et le parc Horns Rev, au Danemark, à 20 km de la côte, 3750 h par an. Il est donc probable que l'éolien flottant permette d'atteindre des facteurs de charge sensiblement supérieurs à ce qui existe aujourd'hui, dépassant les 4000 h par an.



Exemple d'éoliennes flottantes

La Bretagne dispose de régimes de vents soutenus et plusieurs projets de parcs éoliens offshore (classiques, avec fondations) sont envisagés sur la côte Nord comme sur la côte Sud. Le Pôle Mer Bretagne a par ailleurs labellisé deux projets d'éoliennes flottantes, Diwet et Winflo.



	10 m		25 m		50 m		100 m		200 m	
	ms <sup>-1</sup>	Wm <sup>-2</sup>	ms <sup>-1</sup>	Wm <sup>-2</sup>	ms <sup>-1</sup>	Wm <sup>-2</sup>	ms <sup>-1</sup>	Wm <sup>-2</sup>	ms <sup>-1</sup>	Wm <sup>-2</sup>
	> 8.0	> 600	> 8.5	> 700	> 9.0	> 800	> 10.0	> 1100	> 11.0	> 1500
	7.0-8.0	350-600	7.5-8.5	450-700	8.0-9.0	600-800	8.5-10.0	650-1100	9.5-11.0	900-1500
	6.0-7.0	250-300	6.5-7.5	300-450	7.0-8.0	400-600	7.5- 8.5	450- 650	8.0- 9.5	600- 900
	4.5-6.0	100-250	5.0-6.5	150-300	5.5-7.0	200-400	6.0- 7.5	250- 450	6.5- 8.0	300- 600
	< 4.5	< 100	< 5.0	< 150	< 5.5	< 200	< 6.0	< 250	< 6.5	< 300

Source: European Wind Atlas, 1989.

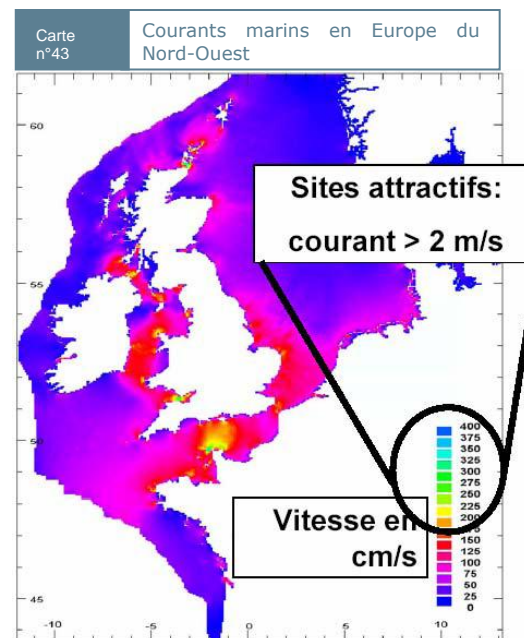
### L'énergie des courants marins

La prédictibilité des courants de marée offre la possibilité d'une production de base, mais intermittente. La densité énergétique d'un parc d'hydroliennes offshore est de l'ordre de 20 à 30 MW par km<sup>2</sup> dans les sites favorables,

à comparer aux 8 à 10 MW/km<sup>2</sup> pour l'éolien offshore. Les hydroliennes sont susceptibles de fonctionner 2 500 à 3 000 heures en équivalent pleine puissance

La Bretagne dispose de quelques-uns des sites les plus attractifs en matière de courants de marée. Un projet pré-industriel de démonstration de 2 MW est d'ailleurs prévu à Paimpol-Bréhat, tandis que deux prototypes d'hydroliennes sont au stade des essais en mer. Le Pôle Mer Bretagne a notamment labellisé le projet Marénergie, dont le prototype Sabella D03 a été immergé dans l'Odé pour une campagne de tests.

Cependant, selon les courants marins (carte n°), les côtes méridionales de la Bretagne ne semblent pas accueillir les sites les plus attractifs.

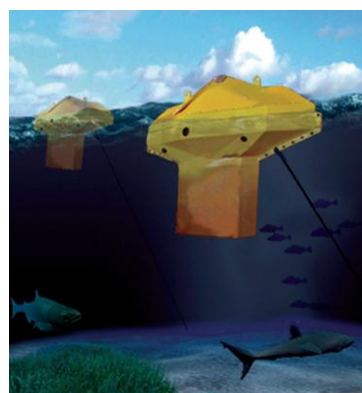
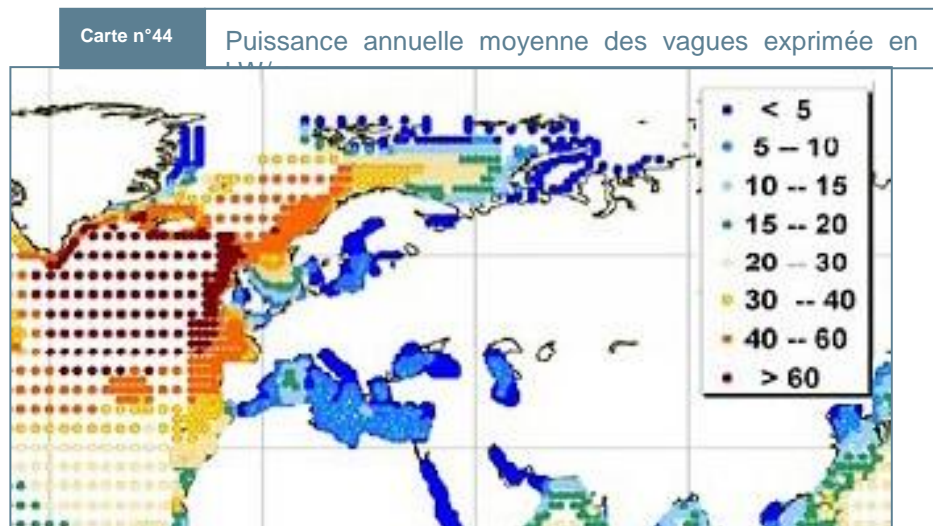


### L'énergie de la houle

La densité énergétique d'un parc houlomoteur est de l'ordre de 20 à 30 MW par km<sup>2</sup>. Les machines sont susceptibles de fonctionner jusqu'à 4 000 heures par an en équivalent pleine puissance. La houle est un phénomène aléatoire dépendant de l'état de la mer et donc des conditions météorologiques. Elle est 10 fois plus forte en hiver qu'en été, corrélativement à la consommation électrique qui est elle aussi plus importante en hiver. La ressource en vagues est prédictible à 3 ou 4 jours.

La Bretagne est exposée à une houle ordinairement puissante. Il n'y a pas aujourd'hui de développement technologique dans ce domaine en Bretagne, mais la région voisine des Pays de la Loire verra prochainement la création d'un site d'essais en mer et la démonstration du prototype Searev.

La façade atlantique métropolitaine est particulièrement bien exposée (cf. carte n°), avec une puissance moyenne de 45 kW/m, une ressource théorique estimée à 400 TWh/an (la production électrique française est de 500 TWh/an) et un potentiel techniquement exploitable estimé à 40 TWh/an.



Exemple de flotteurs exploitant l'énergie de la houle

### **Synthèse des besoins et des potentialités énergétiques de CCA**

*L'éolien représente le plus gros gisement encore inexploité. Même si les mutations technologiques rendent accessibles les EnR, un travail pédagogique important reste à réaliser auprès des citoyens pour lever des préjugés ou idées préconçues qui freinent leur développement.*

*Il est opportun d'indiquer que la problématique énergétique ne se résout pas à court et moyen terme au travers des seules solutions alternatives, mais qu'elle impose la complémentarité entre les sources de production. En effet, la disponibilité par intermittences des EnR impose la sécurité d'approvisionnement en mobilisant des sources toujours disponibles.*

*La sobriété énergétique du bâti, concrétisée par des performances de type HPE, THPE ou BBC, conjuguée à l'efficacité des process (diminution des pertes en lignes) contribuent à la réduction sensible des besoins.*

*Ceux-ci, minorés, pourront être couverts en grande partie par les ENR combinées avec un apport garantissant la permanence de la fourniture.*

## 5. LES RISQUES ET LES NUISANCES

Le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération est soumis à des risques majeurs : les risques naturels et les risques industriels.

### 5.1. Les risques naturels

#### 5.1.1. Le risque d'inondation par débordement de rivière

Le risque d'inondation par débordement de rivière résulte de la montée des eaux des rivières, suite à des pluies importantes, mais peut être aussi la conséquence d'une tempête associée à un fort coefficient de marée. Les deux événements peuvent également se conjuguer.

Selon le Dossier Départemental des Risques Majeurs du Finistère, Les principales inondations de cours d'eau qui ont affecté le département du Finistère depuis le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle se présentent comme suit:

- **Mi-février 1974**, sur l'ensemble des cours d'eau du département, et en particulier sur la Laïta, l'Odét, la Douffine, l'Elorn et la rivière de Morlaix.
- **Mi-février 1990**, sur l'ensemble des cours d'eau du département.
- **Décembre 1994 – Janvier 1995**, sur l'ensemble des cours d'eau du département.
- **Mi-décembre 2000**, de façon sévère, sur l'ensemble des cours d'eau du département.
- **Début janvier 2001**, de façon moindre que la crue précédente de décembre 2000, sur l'ensemble des cours d'eau également.

Sur le territoire de la CCA, un Plan de Prévention des Risques (PPR) Inondation par débordement de rivière a été prescrit le 25/05/01 sur les communes de Rosporden et Pont-Aven (et de Scaër, hors CCA). L'objectif fixé pour son approbation est 2010.

Actuellement, la cartographie du risque inondation concerne l'Aven et ses rives dans le centre de Pont-Aven et le centre de Rosporden.

Il est à noter qu'un PPRI a été approuvé le 17 décembre 2004, sur les communes de Guengat, de Quimper et d'Ergué-Gabéric. Ces deux dernières communes sont traversées par l'Odét et le Jet dont la tête du bassin versant se situe sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération. Le territoire

de l'agglomération n'est pas directement concerné par ce PPRI, mais celui-ci concerne l'Odét et le Jet dès la limite de l'agglomération, en aval du territoire. Ce PPRI est actuellement en cours de révision.

#### 5.1.2. Le risque de submersion marine

La submersion marine résulte de la conjonction de deux phénomènes extrêmes : une (ou plusieurs) brèche(s) dans les protections, naturelles ou artificielles, et un niveau très élevé de la mer dû à la combinaison d'un fort coefficient de marée astronomique et d'une surcote, notamment d'origine atmosphérique (dépression, vent) .

D'après l'arrêté préfectoral n°2007-1572 du 9 novembre 2007, aucune commune du territoire n'est potentiellement exposée à ce risque.

#### 5.1.3. Le risque feu de forêt et de landes

On parle de feu de forêt lorsqu'un feu concerne une surface minimale d'un hectare d'un seul tenant et qu'une partie au moins des étages arbustifs et/ou arborés (parties hautes) est détruite. En plus des forêts au sens strict, les incendies concernent des formations subforestières de petite taille dont les landes.

Entre 1992 et 1998, le Finistère a connu 51 à 100 feux ce qui le place comme département le plus exposé de la moitié septentrionale de la France, après le Morbihan.

Il n'existe pas de PPR « Risque d'incendie de forêt » prescrit ou approuvé, le caractère dispersé des sites potentiellement concernés tendant à privilégier une réglementation départementale des usages à risque. Ainsi l'arrêté préfectoral du 21 juin 2006 « prévention des incendies de forêts et landes », régit les activités d'incinération de végétaux coupés, d'écobuage, de barbecue, de méchoui, de feu de camp et de feux d'artifice.

Toutes les communes finistériennes, et donc celles du territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération sont potentiellement concernées par le phénomène « incendie de forêt et de lande ». En particulier, les terrains en déprise agricole, notamment sur le littoral, peuvent présenter un risque.

Bien que les incendies de forêt soient beaucoup moins meurtriers que la plupart des catastrophes naturelles, ils n'en restent pas moins très coûteux en terme d'impact humain, économique, matériel et environnemental (destruction d'habitations, de zones d'activités économiques et industrielles, des réseaux de communication, modifications des paysages, perte de qualité des sols, diminution de la biodiversité...).

*(source : DDRM du Finistère)*

maître d'ouvrage



service instructeur



## Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation (PPRI)

Bassin de l'Odet

Communes de Quimper, Ergué-Gabéric et Guengat

### 2 - Cartographie des zones du règlement



n°6/8

## ZONES REGLEMENTAIRES

- ZR** Zone rouge
- ZO** Zone orange
- ZB** Zone bleue
- ZV** Zone verte (Froot)
- Zone blanche

4,62

Cote de référence  
(m NGF IGN69)

-----

Limite de commune



0 100 200 m  
Echelle : 1 / 5.000

PPR prescrit le 26/12/1995  
Approuvé par arrêté préfectoral  
du 10/10/1997  
Arrêté préfectoral des mesures  
par anticipation en date du  
04/04/2002  
Révision prescrite le 29/06/2001

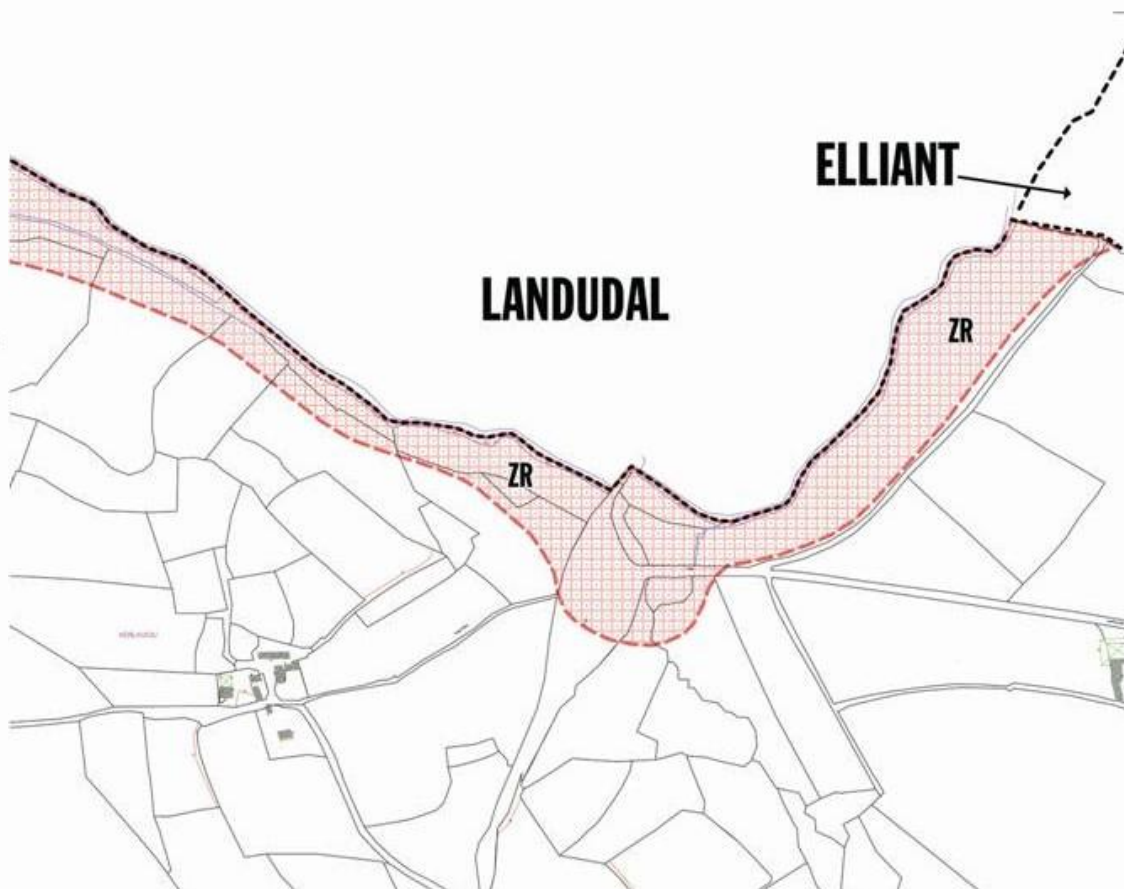
Révision approuvée  
par arrêté préfectoral  
n° 2004-1653  
du 17 DEC 2004

Pour le Préfet,  
Le chef de bureau  
de la planification  
du secours et de défense

signé  
Laurent CALBOURDIN

octobre 2004

C:\Par... Bureau\Bouquet... out\Quimper  
Approuvé par l'Etat le 20/04/2005



maître d'ouvrage



service instructeur

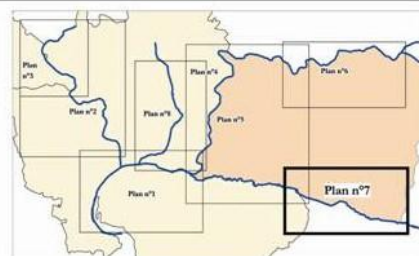


## Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles Inondation (PPRI)

Bassin de l'Odé

Communes de Quimper, Ergué-Gabéric et Guengat

### 2 - Cartographie des zones du règlement



n°7/8

PPR prescrit le 26/12/1995  
Approuvé par arrêté préfectoral  
du 10/10/1997  
Arrêté préfectoral des mesures  
par anticipation en date du  
04/04/2002  
Révision prescrite le 29/06/2001

Révision approuvée  
par arrêté préfectoral  
n° 2004-1653  
du 17 DEC 2004

Pour le Préfet,  
Le chef de bureau  
de la planification  
du secours et de défense

signé  
Laurent CALBOURDIN

octobre 2004

C:\Par\_Bureau\Bureaux\_nat\Quimper  
Approuvé par l'Etat n° 2004-1653

#### ZONES REGLEMENTAIRES

- ZR** Zone rouge
- ZO** Zone orange
- ZB** Zone bleue
- ZV** Zone verte (Frouit)
- Zone blanche**

4,62

Cote de référence  
(m NGF IGN69)

-----

Limite de commune



0 100 200 m  
Echelle : 1 / 5.000



#### 5.1.4. Le risque tempête

Une tempête correspond à l'évolution d'une perturbation atmosphérique, ou dépression, le long de laquelle s'affrontent deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, teneur en eau).

Une tempête se caractérise par des vents violents supérieurs à 89 km/h. Des pluies potentiellement importantes peuvent se conjuguer à ces vents, la hauteur des vagues peut devenir très importante et des modifications du niveau normal de la marée peuvent également être engendrées.

Historique des principales tempêtes dans le Finistère :

- 15 au 16 octobre 1987 (« l'ouragan ») : tempête très violente alimentée par un cyclone avec vent dépassant 200 km/h sur les pointes du Finistère, atteignant 187 km/h à Quimper et engendrant des dégâts énormes.
- Février 1996 : vents violents de secteur Ouest à Nord-Ouest avec des rafales soufflant à plus de 170 km/h, entraînant de nombreux dégâts.
- Fin décembre 1999 : tempêtes, affectant la majorité du territoire national. Les dégâts humains et matériels sont au niveau national (et européen) extrêmement importants ; la Bretagne et le Finistère sont relativement épargnés (dégâts dits « diffus ») avec néanmoins des vents violents (dépassant 160 km/h) accompagnées de pluies intenses (216 mm de pluie en 6 jours à Quimper).

Toutes les communes finistériennes, et donc celles du territoire de sont concernées par le phénomène de tempête.

(source : DDRM du Finistère)

#### 5.1.5. Le risque lié à l'élévation du niveau de la mer

L'évolution du niveau de la mer n'est pas caractérisée de façon précise sur le littoral et résulte de modélisations réalisées au cas par cas (par exemple pour le calage d'ouvrages, l'implantation d'infrastructures). Aucun ouvrage de protection n'est réalisé à ce jour sur le littoral de la CCA.

#### 5.1.6. Le risque mouvement de terrain

Aucun risque lié aux mouvements de terrain n'est recensé sur le territoire de l'agglomération (arrêté préfectoral n°2007-1572 du 9 novembre 2007).

#### 5.1.7. Le risque sismique

Le département du Finistère est actuellement classé en zone 0 (sismicité négligeable mais non nulle), selon le zonage français des zones sismiques. Il n'est donc que très peu affecté par le risque sismique.

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, les séismes les plus importants du Finistère et de la Bretagne ont été :

- **Secousse sismique le 30 septembre 2002**, (8h44 le matin), de magnitude 5,4 sur l'échelle de Richter dans la région d'Hennebont (56), avec une réplique de magnitude 4,1 à midi. Ce séisme n'a pas fait de victime, et a causé des dégâts généralement réduits (chutes de cheminées, fissuration de murs, bris de vitres...)  
Cette secousse a été ressentie dans une bonne partie de la Bretagne, dont le Finistère, et a été qualifiée par les spécialistes de « significative à l'échelle de la métropole française ».
- **Secousse sismique du 2 janvier 1959** dans la région de Quimper, avec une magnitude de 5,4 sur l'échelle de Richter à une profondeur de 10 km.
- **Secousse sismique du 9 janvier 1930** d'intensité VII MSK au nord du golfe du Morbihan avec une magnitude de 5.

Les manifestations d'un séisme étant étendues et diffuses il n'y a pas de communes plus particulièrement exposées.

#### 5.1.8. Le risque lié à la prolifération d'espèces invasives

Le risque lié à la prolifération d'espèces invasives n'est pour le moment pas avéré. Aucune invasion d'espèce particulière et proliférant sur le littoral ou les zones côtières de la CCA n'a pour le moment été observée.

## 5.2. Les risques d'origine technologique et les nuisances

### 5.2.1. Etablissements SEVESO

Une directive dite SEVESO II est entrée en vigueur le 3 février 1999, transposée en droit français par l'arrêté ministériel du 10 mai 2000. Son champ d'application est élargi par rapport à SEVESO I, et les obligations de l'exploitant sont renforcées. Les entreprises à hauts risques doivent avoir mis en place une politique de prévention des accidents majeurs et « un Système de Gestion de la Sécurité » (SGS).

La commune de Rosporden accueille l'entreprise YPLON MC BRIDE, classée « SEVESO seuil haut, autorisée avec servitudes ». Cette entreprise exploite des produits chimiques toxiques (2 300 t) et inflammables (409 t et 365 m<sup>3</sup>). Les zones de danger Z1 et Z2 sont respectivement de 200 et 290 m par rapport aux limites de site : elles sortent des limites de propriété. Cependant la zone concernée est peu urbanisée et ne comporte pas d'établissement recevant du public.

La commune de Concarneau accueille l'entreprise COOPAGRI, classée « SEVESO seuil bas ». Cette entreprise exploite en effet un stockage de 9 700 tonnes d'engrais solides simples ou composés à base de nitrates.

### 5.2.2. Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération compte :

- 29 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation et en activité,
- 2 établissements SEVESO.

Cf. tableau ci-après.

#### 5.2.2.1. Le risque transport de matières dangereuses (TMD)

Sur l'agglomération, parmi les infrastructures de transport, seul le réseau routier est concerné par le transport de matières dangereuses. A l'exception de quelques voies communales, il n'y a pas d'itinéraire interdit sur l'agglomération. Cependant la RN 165, la RD 70 et la RD 783 sont préférentiellement utilisées.

L'agglomération est par ailleurs traversée par plusieurs canalisations de gaz sous pression (cf. carte ci-jointe)

### 5.2.3. Le risque lié à la pollution des eaux marines

Les pollutions en provenance des milieux marins (hydrocarbures ou chimiques) peuvent représenter des risques pour la qualité des milieux côtiers et des activités économiques qui en découlent (conchyliculture, tourisme...). Les risques de pollutions sont associés à des événements accidentels (nauffrage, incendie, collision au large) mais également à des événements plus courants liés à des pratiques illicites de certains navires : rejets à la mer (huiles, eaux de fonds de cales, eaux grises, eaux noires), nettoyage des ballastes, nettoyage des citernes de décantation... Environ 90 % des rejets polluants observés par les avions de la Marine et des Douanes sont liés aux résidus des engins de propulsion (huiles, graisses).

La loi de modernisation de la sécurité civile (Loi n°2004-811) promulguée le 13 août 2004, institue le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) pour la sécurité des populations en cas de désastre naturel ou technologique.

Le plan Polmar terre départemental, institué pour faire face aux accidents de pollution maritime par hydrocarbures, produits chimiques ou d'autres natures, s'appuie sur le concept de la réponse graduée à trois niveaux, ainsi :

- en cas de pollution de faible ampleur, les communes ont la responsabilité de la lutte sur leur littoral ;
- pour les pollutions de moyenne ampleur, elles tiennent également un rôle majeur dans la réponse, conservant en général une responsabilité financière dans les opérations ;
- le plan Polmar n'est activé dans son intégralité qu'en cas de catastrophe majeure, auquel cas le gouvernement et les préfets de département prennent en charge le commandement des opérations ainsi que leur financement.

Les maires des communes littorales sont donc réglementairement responsables de la première réponse dans le cadre de leur pouvoir de police générale et voient leurs rôles clarifiés et étendus à la préparation à la lutte (instruction Polmar du 11 janvier 2006). Pour préparer la lutte, les maires disposent d'un outil, **le plan Infra-Polmar, ou désormais, volet Polmar du**

**Plan Communal de Sauvegarde**, afin de répondre au changement législatif de la loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004

Le plan Infra-Polmar vise à :

**Réaliser une conduite de projet :**

- désignation du comité de pilotage et du chef de projet
- définition du besoin et élaboration du cahier des charges

**Diagnostiquer les risques**

- identification des phénomènes et des enjeux
- traduction en stratégie d'intervention

**Alerter et informer**

- identification des sources, traitement et réception d'une alerte
- moyens et modalités de diffusion de l'alerte

**Recenser les moyens communaux**

- moyens techniques communaux et autres moyens humains

**Créer une organisation communale**

- détermination des fonctions de commandement et de terrain
- définition des missions à accomplir

**Réalisation du plan : un outil opérationnel**

- réalisation des fiches action
- élaboration d'outils opérationnels (cartes, bases de données...)

**Maintien opérationnel du dispositif dans le temps**

- le maintien à jour des données
- les entraînements, formations et le retour d'expérience

## 5.2.4. Les sites et sols pollués

### 5.2.4.1. Recensement des sites et sols pollués

« Un site pollué est un site qui, du fait d'anciens dépôts de déchets ou d'infiltration de substances polluantes, présente une pollution susceptible de provoquer une nuisance ou un risque pérenne pour les personnes ou l'environnement.

Ces situations sont souvent dues à d'anciennes pratiques sommaires d'élimination des déchets, mais aussi à des fuites ou à des épandages de produits chimiques, accidentels ou pas. Il existe également autour de certains sites des contaminations dues à des retombées de rejets atmosphériques accumulés au cours des années voir des décennies. »

*Source : Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable - Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques.*

Il existe deux bases de données nationales qui recensent les sols pollués connus ou potentiels :

- BASOL : sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif ;
- BASIAS : sur tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement dans le but de conserver la mémoire de ces sites, et de fournir des informations utiles aux acteurs de l'urbanisme, du foncier et de la protection de l'environnement.

Sur le territoire, le site de la coopérative maritime de Concarneau-Doelan est recensé par le site BASOL (cf. carte des risques). La contamination a été découverte lors du démantèlement de l'un des réservoirs du dépôt en février 2005.

Il s'agit d'une contamination par les hydrocarbures, localisée à l'emplacement du réservoir.

Environ 200 T ont été excavées et acheminées vers un centre de traitement biologique.

Le territoire compte également 243 sites recensés par BASIAS.

Deux anciennes décharges qui présentaient un impact fort ont été réhabilitées :

- la décharge de Kereil à Concarneau (un arrêté préfectoral de servitude doit être pris pour déterminer les mesures de suivi du milieu),
- la décharge de Kerouannec Vihan (site ayant reçu des mâchefers et des cendres d'ordures ménagères ; il a été réhabilité pour accueillir une unité de traitement de déchets verts).

Tableau n° 1		Etablissements relevant de la réglementation des ICPE sur le territoire de la Communauté de Communes de Concarneau Cornouaille (hors exploitations agricoles)	
COMMUNE	ETABLISSEMENT	REGIME	ACTIVITE
Concarneau	Société Atlantique Petfood Exploitation	ICPE - autorisation	Agro-alimentaire
	Coopagri Bretagne Concarneau (engrais)	ICPE - autorisation	Abattoirs
	Coopagri Bretagne Concarneau	SEVESO seuil bas / ICPE - autorisation	Entrepôt de produits dangereux
	Coopérative maritime	ICPE - autorisation	Dépôt de pétrole
	Crown cork company	ICPE - autorisation	Travail des métaux
	Crown food France	ICPE - autorisation	Imprimerie
	Gonidec	ICPE - autorisation	Alimentaire
	Concarneau Distribution	ICPE - autorisation	Détail de carburant
	Nicot Frigorifiques	ICPE - autorisation	Agro-alimentaire
	Ravallec	ICPE - autorisation	Fabrication de conserves
	Sicom Sud-est Finistère - UIOM	ICPE - autorisation	Traitement des déchets urbains
	Socoprex	ICPE - autorisation	Agro-alimentaire
Elliant	Le Floch	ICPE - autorisation	Dépôt de ferraille
	Rolland Doare	ICPE - autorisation	Carrières
	Sita ouest	ICPE - autorisation	Traitement des déchets urbains
Tourc'h	Le Guillou Biscuiterie	ICPE - autorisation	Agro-alimentaire
Rosporden	Avril industrie	ICPE - autorisation	Fabrication de conserves
	Bonduelle traiteur	ICPE - autorisation	Agro-alimentaire, abattoirs
	Boutet et Nicolas	ICPE - autorisation	Fabrication de conserves, agro-alimentaire
	Bretagne frigo SAS	ICPE - autorisation	Agro-alimentaire
	Cornouaille Salmonidés	ICPE - autorisation	Fabrication de conserves
	Flecher Michel	ICPE - autorisation	Carrières
	Le Dez Hubert	ICPE - autorisation	Carrières
	Le Heurt - Société nouvelle	ICPE - autorisation	Bois, ameublement
	La station d'épuration de Rosporden	ICPE - autorisation	Station d'épuration
	Yplon MC Bride	Seveso seuil haut / ICPE - autorisation	Fabrication de détergent
Melgven	Rouat Jean-Yves	ICPE - autorisation	Dépôts de ferrailles
	Saen	ICPE - autorisation	Travail des métaux
Trégunc	SFV	ICPE - autorisation	Abattoirs
Pont-Aven	Aven Casse	ICPE - autorisation	Dépôts de ferrailles



## 5.2.5. Nuisances sonores

### 5.2.5.1. Le bruit : rappel et définitions

Le bruit est une nuisance susceptible de constituer une menace pour la santé des personnes les plus exposées. Il s'agit même d'un problème de santé publique de plus en plus important.

#### Qu'est-ce que le bruit ?

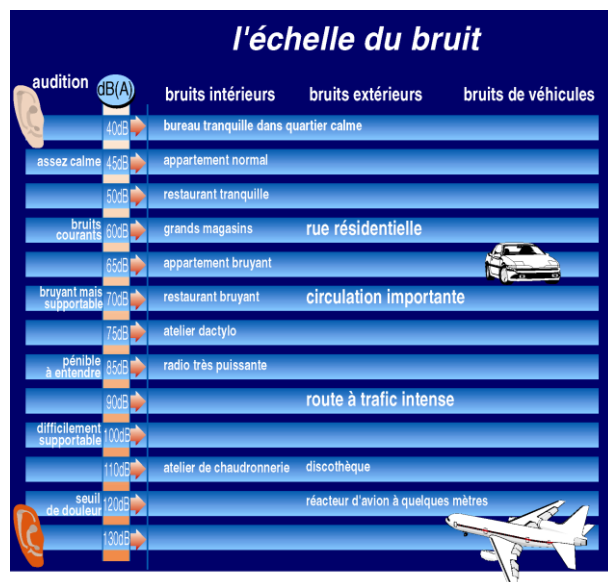
Le bruit est une vibration de l'air qui se propage. Il peut devenir gênant lorsque, en raison de sa nature, de sa fréquence ou de son intensité, il est de nature à causer des troubles excessifs aux personnes, des dangers, à nuire à la santé ou à porter atteinte à l'environnement.

#### Comment le bruit est-il mesuré ?

L'unité de mesure des sons est le décibel (dB) qui correspond à la plus petite pression acoustique susceptible d'être perçue par l'homme. Pour prendre en compte le niveau réellement perçu par l'oreille, on utilise un décibel physiologique appelé décibel A [dB(A)].

#### Echelle de bruit

L'échelle de bruit permet de hiérarchiser les différentes ambiances sonores de la vie quotidienne.



### 5.2.5.2. Généralités

Dans le domaine de l'acoustique de l'environnement, on peut dire de façon très générale que la différence entre les niveaux sonores à l'émission (on est proche de la source) et en réception (en façade d'une habitation par exemple), s'explique par les perturbations du champ de propagation de l'énergie sonore.

La propagation de l'énergie émise par une source (ponctuelle ou linéaire) est en effet affectée par :

- la distance "source-récepteur",
- l'effet de "sol absorbant" ou la "rugosité du milieu",
- la présence éventuelle d'obstacles (bâtiments ou écrans),
- les conditions atmosphériques.

En terme d'indicateurs réglementaires, la législation actuelle est basée sur :

- une notion de seuil pour les infrastructures de transports (route, fer, aérien),
- une notion d'émergence pour les bruits de voisinage et les bruits d'activités.

Quand on additionne deux sources de même niveau, le résultat global augmente quant à lui de 3 dB(A). Ainsi, une progression de trafic de 10 000 véh/j à 20 000 véh/j entraîne une augmentation de 3 dB(A).

Le niveau sonore décroît de 3 dB(A) à chaque doublement de la distance : un niveau de 63 dB(A) à 50 m devient 60 dB(A) à 100 m.

### 5.2.5.3. Lutte contre le bruit lié aux infrastructures de transport terrestre

Le bruit est réglementé par la loi n°92-1444 du 31 décembre 1992, qui a pour objet de lutter contre les bruits et les vibrations pouvant nuire à la santé ou porter atteinte à l'environnement.

Des décrets d'application de cette loi ont été publiés concernant notamment le bruit des infrastructures de transport terrestre. Ainsi, l'arrêté du 30 mai 1996,

en application des dispositions du décret n°95-21 du 9 janvier 1995, a pour objet :

- de déterminer, en fonction des niveaux sonores de référence diurnes et nocturnes, les cinq catégories dans lesquelles sont classées les infrastructures de transport terrestre recensées,
- de fixer la largeur maximale des secteurs affectés par le bruit situés de part et d'autre de ces infrastructures,
- de déterminer, en vue d'assurer la protection des occupants des bâtiments à construire dans ces secteurs, l'isolement acoustique minimal des façades des pièces principales et cuisines contre les bruits des transports terrestres.

Il appartient au Préfet de procéder au recensement, dans son département, des infrastructures terrestres concernées par la loi et de les classer dans les catégories établies.

Il existe 5 catégories d'infrastructures selon le niveau sonore recensé :

Niveau sonore de référence LAeq(6h-22h) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq(22h-6h) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	Catégorie 1 - la plus bruyante	300 m
76 < L ≤ 81	71 < L ≤ 76	Catégorie 2	250 m
70 < L ≤ 76	65 < L ≤ 71	Catégorie 3	100 m
65 < L ≤ 70	60 < L ≤ 65	Catégorie 4	30 m
60 < L ≤ 65	55 < L ≤ 60	Catégorie 5	10 m

Le classement sonore des infrastructures est complété d'une cartographie qui permet d'inscrire dans les documents d'urbanisme, les secteurs affectés par le bruit ainsi que, le cas échéant, les règles d'isolation spécifiques qui s'y appliquent.

Une cartographie de ce classement sonore est présentée ci-contre.

A la lecture de celle-ci, il apparaît que la zone d'étude est concernée par des infrastructures sources de nuisances sonores avec le classement suivant :

- 300 m pour la RN165 sur les communes de Concarneau, Pont-Aven, Melgven, Saint-Yvi (catégorie 1),
- 250 m pour l'A82 sur les communes de Concarneau, Pont-Aven, Melgven, et pour la RD 783 à Trégunc (catégorie 2),
- 100 m pour l'avenue de la gare (certains tronçons à 50 m), l'avenue Gueguin, l'avenue Le Lay (certains tronçon à 50 m), la liaison Concarneau – Kerampaou, la rue du port, la RD 322A, la RD 70 et la RD 783 à Concarneau ;  
100 m pour l'avenue de la gare (certains tronçons à 50 m), l'avenue Gueguin, l'avenue Le Lay (certains tronçon à 50 m), la liaison Concarneau – Kerampaou, la rue du port, la RD 322A, la RD 70 et la RD 783 à Concarneau ; pour la RD 765 à Elliant, pour la RD 783 (certains tronçons à 50 m) à Pont-Aven, pour la liaison Concarneau – Kerampaou et la RD 70 à Melgven ; pour la RD 70, et la RD 765 à Rosporden ; pour la RD 765 à Saint-Yvi ; pour la liaison Concarneau – Kerampaou et la RD 783 à Trégunc (catégorie 3),
- 30 m pour l'avenue de la gare, l'avenue Jan, Boulevard Guillou, Boulevard Bougainville, rue Cevaer, quai Carnot, rue des sables blancs, la RD 322C, la RD 70 et la RD 783, rue de Quimper et la VC 7 à Concarneau ; pour la RD 783 à Pont-Aven, pour la RD 765 à Rosporden ; pour la RD 765 à Saint-Yvi ; pour la RD 783 à Trégunc (catégorie 4).

### ***Les risques concernant le territoire de la CCA en deux mots...***

***Parmi les risques naturels :***

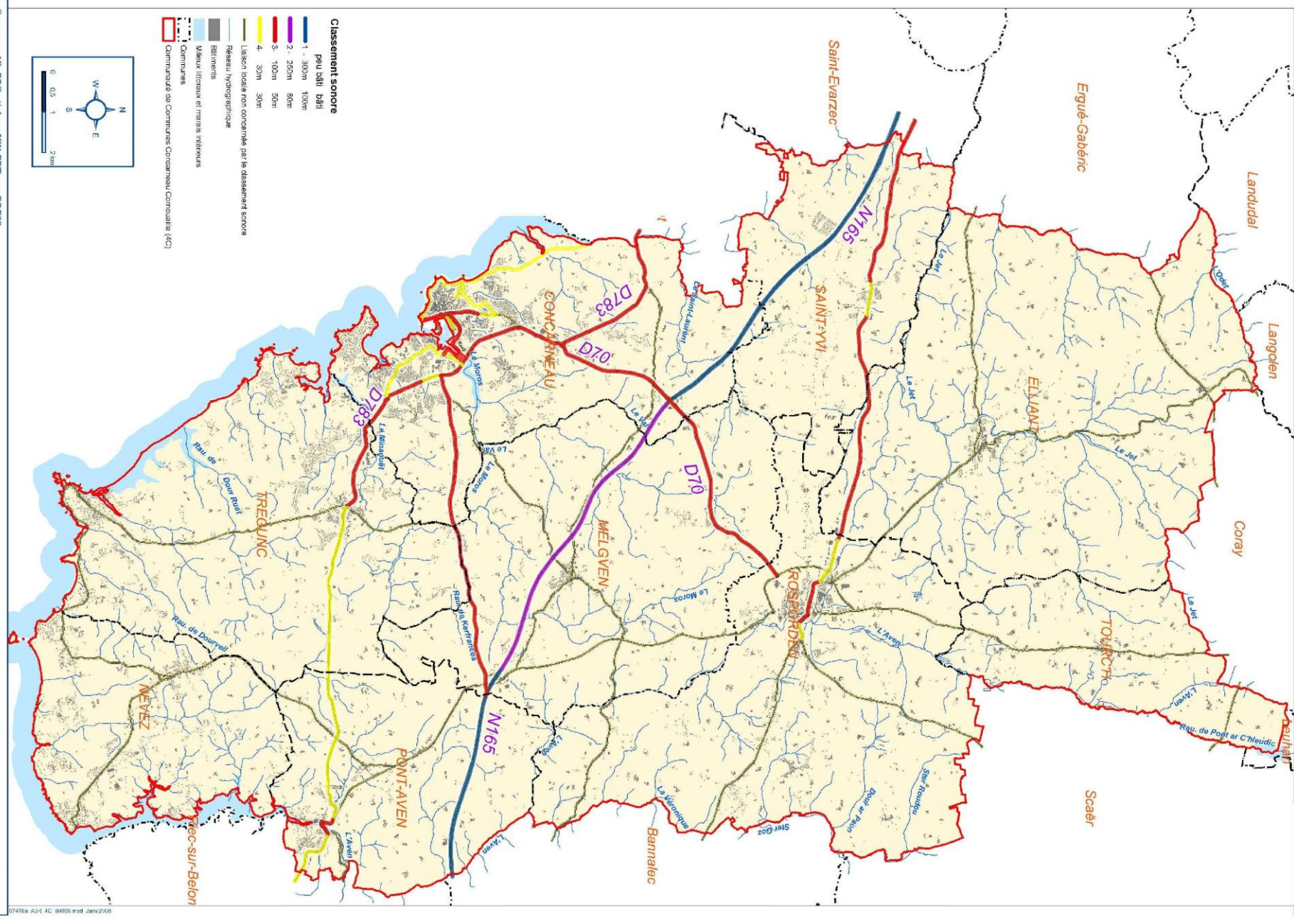
- ***le risque de feu de forêt et le risque de tempête concernent toutes les communes du territoire,***
- ***le risque d'inondation par débordement de rivière est présent sur les communes de Rosporden et Pont-Aven.***

***Pour les risques industriels 29 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sont implantées sur le territoire étudié. Parmi ces installations, on compte deux sites SEVESO dont un site SEVESO « seuil haut » (YPLON MC BRIDE à Rosporden). Ce dernier représente un enjeu majeur à l'échelle du SCOT.***

***On note parmi ces Installations une prédominance des activités agro-alimentaires suivies de près par les activités de stockage et de travail des métaux.***

***Le territoire est également concerné par un classement sonore des infrastructures de transport. Pour mémoire, ne sont concernés par les prescriptions d'isolement acoustique minimal que les projets neufs (agrandissement ou construction).***

Sources : 4C, BD Carthage, IGN BD Topo, DDE29



## 6. LES DECHETS

### 6.1. La gestion des déchets ménagers

La loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée les 13 juillet 1992 et 2 février 1995 :

- Responsabilise les communes pour l'élimination des déchets des ménages.
- Limite la mise en décharge aux seuls déchets ultimes,
- Confirme l'obligation d'établir des plans d'élimination des déchets.

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers du Finistère est en cours de révision par le Conseil Général. Il avait été élaboré en 1996 par l'Etat et actualisé en 2000. Ce plan prend en compte les objectifs fixés par la loi :

- prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets,
- organiser le transport des déchets et le limiter en distance et en volume,
- valoriser les déchets par le réemploi, le recyclage ou toute action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie,
- assurer l'information du public.

#### 6.1.1. La collecte des déchets ménagers

Depuis 1999, Concarneau Cornouaille Agglomération a mis en place une collecte sélective des déchets ménagers.

Elle s'organise de la façon suivante :

- une collecte sacs jaunes des papiers (cartonnettes, journaux, magazines) et des emballages secs et propres (bouteilles en plastique, boîtes métalliques, briques alimentaires) en porte à porte 1 fois par semaine ou par quinzaine selon les secteurs, les campings sont collectés une fois par semaine en période estivale,
- une collecte du verre et des flaconnages plastiques en apport volontaire. Le parc d'aires grillagées pour la collecte des flaconnages plastiques diminue d'année en année, les aires vétustes n'étant pas remplacées. En effet l'apport des flaconnages plastiques se fait désormais préférentiellement vers les sacs jaunes.

Les ordures ménagères résiduelles sont collectées traditionnellement en porte à porte, 1 à 3 fois par semaine selon les secteurs.

Le volume des déchets issus de la collecte en porte à porte (sacs jaunes) augmente sensiblement :

Année	Tonnage des déchets ménagers collectés en porte à porte (sacs jaunes)
2004	2371
2005	2507
2006	2692

Source : CCA

Le tonnage des déchets ménagers résiduels collectés se stabilise :

Année	Tonnage des déchets ménagers résiduels
2004	16616
2005	16176
2006	16082

Source : CCA

Le tonnage des flaconnages plastiques collectés en apport volontaire diminue, ceux-ci étant désormais également collectés en porte à porte et les aires grillagées vétustes n'étant plus remplacées :

Année	Tonnage flaconnages plastiques collectés en apport volontaire
2004	32,15
2005	22,89
2006	10,62

Source : CCA

Les tonnages de la collecte du verre sont stables :

Année	Tonnage du verre collecté en apport volontaire
2004	2606,10
2005	2591,11
2006	2567,34

Source : CCA

Par ailleurs les déchets suivants, sont collectés par apport volontaire en déchèterie :

- produits toxiques et déchets spéciaux,
- encombrants,
- déchets verts,
- gravats, ferrailles, bois, papier, carton, verre, bouteilles plastiques, textiles, pneus,
- piles.

Les 3 déchèteries implantées sur le territoire sont gérées par VALCOR, syndicat résultant de la fusion, en 2008 :

- du SICOM du Sud-Est Finistère, syndicat de traitement des déchets recouvrant les communautés de communes du Pays Fouesnantais et du Pays de Quimperlé, et Concarneau-Cornouaille Agglomération.
- du SITOM Ouest Cornouaille, syndicat de traitement des déchets couvrant les communautés de Communes de Douarnenez, Cap Sizun et du Haut Pays Bigoudin.)

Elles sont implantées sur :

- Elliant : Zone Artisanale des Kerambars, route de Quimper,
- Concarneau : Zone Artisanale de Kersali,
- Trégunc : Kérouannec Vihan, route de Pont-Aven.

Des collectes sont également organisées périodiquement, dans ces déchèteries, pour les déchets électriques, électroniques, pour les déchets

amiantés et pour les déchets à risques infectieux piquants et coupants de particuliers.

En 2006 ce sont près de 21 000 tonnes de déchets qui ont été collectées par les déchèteries, essentiellement des déchets verts et des gravats. Sur ce tonnage de déchets, environ 10 % sont apportés par des professionnels. Une baisse du tonnage collecté a été constatée par le SICOM en 2006.

Depuis 2006, l'agglomération mène des actions de promotion du compostage individuel des déchets verts. Ainsi sur 3 ans ce sont près de 1 500 composteurs individuels qui devraient être distribués.

### 6.1.2. Le traitement des déchets ménagers

Sur le territoire, la prise en charge et le traitement des déchets sont organisés autour :

- d'une collecte sélective, structurée autour de plusieurs services, infrastructures et filières, afin de valoriser les déchets et limiter la part acheminées vers l'incinération ou le stockage souterrain :  
Les emballages collectés en **porte à porte**, les flaconnages plastiques collectés en **apport volontaire** sont livrés à un **centre de tri** à Fouesnant, exploité par les Ateliers du Pays Fouesnantais. Les gros cartons déposés dans les **déchèteries** sont également acheminés vers ce centre de tri. Les déchets traités par le centre de tri sont ensuite livrés à **différents repreneurs**. Les refus de tri (emballages non valorisables) sont envoyés à l'usine d'incinération.  
Le verre est livré directement à un repreneur.
- de l'usine d'incinération de Concarneau, qui dispose d'une unité de valorisation de l'énergie et traite les ordures ménagères 7j/7 et 24h/24. elle dispose également d'une plateforme de maturation des mâchefers afin que ces derniers puissent être valorisés (travaux routiers,...)
- de la plate-forme de broyage-compostage de déchets verts à Trégunc (les déchets verts provenant des déchèteries de Trégunc et Concarneau sont envoyés à la plate-forme de broyage-compostage de Trégunc et ceux collectés à la déchèterie d'Elliant, sont envoyés à la plate-forme de broyage-compostage de Scaër).

L'usine d'incinération et la plate-forme de déchets verts sont gérées par VALCOR.

Les déchets ménagers résiduels sont acheminés à l'usine d'incinération.

L'usine d'incinération reçoit également les déchets des communautés de communes du Pays de Quimperlé et du Pays Fouesnantais. Ce sont ainsi 46 143 tonnes qui ont été reçus en 2006.

Elle fonctionne actuellement à environ 90% de sa capacité nominale (58 000 T/an) et d'autres projets sont en cours sur les communautés de communes voisines pour répondre à l'incinération du gisement de déchets de la Cornouaille (140 000 T/an).

D'autres projets sont en train de se mettre en place afin de valoriser les déchets afin de les détourner de l'incinération ou de l'enfouissement (pour les gravats) en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) : VALCOR étudie avec la CCA la possibilité d'implanter sur la ZI de Dioulan une plateforme de tri-broyage-valorisation/recyclage de matériaux issus des déchetteries :

- les gravats issus des entreprises de bâtiment et des Collectivités,
- les plastiques,
- le bois (meubles, ...),
- la fraction ligneuse des déchets verts, pour une valorisation énergétique.

En 2006, pour l'ensemble des déchèteries gérées par le SICOM, 55% des déchets collectés ont fait l'objet d'une valorisation matière par recyclage-réemploi après envoi chez des repreneurs (ferrailleurs, papetiers, filières de démantèlement...), et 5% d'une valorisation énergétique en usine d'incinération. L'enfouissement a représenté 40% du tonnage des déchets collectés en déchèteries. Il a été réalisé en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) à Elliant pour les gravats inertes et en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). à Laval pour les gravats souillés et les bois non valorisables. Exceptionnellement, en raison d'arrêts techniques et de la fermeture de l'usine d'incinération pour travaux de mise aux normes, les incinérables de déchèteries ont été enfouis pendant 6 mois au centre d'enfouissement de Laval.

Le PDEDMA 2008-2018 a pour objectif de réduire encore la part des déchets stockés ou incinérés par habitant : l'objectif est de passer de 220 kg/hab en 2005 à 196 kg/hab en 2013 et 165 ou 162 kg/hab en 2018 selon les scénarios.

Il est à noter que le département du Finistère ne dispose pas d'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Aussi, les déchets ultimes sont acheminés en dehors de son territoire. Afin de réduire les distances de transports des déchets, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers prévoyait la création d'au moins 2 ISDND sur le département.. Le PDEDMA 2008-2018 reprend cet objectif, afin que le Sud Finistère dispose de son propre ISDND, en respect de la réglementation et pour des objectifs de fonctionnalité et de coût<sup>14</sup>.

Les tonnages réellement recyclés se répartissent ainsi sur les 3 dernières années :

Matériaux	2004	2005	2006
Plastique	278,63	259,72	293,51
Cartons	492,19	504,71	570,27
Briques	66,32	63,17	56,93
Aluminium	6,17	8,77	8,07
Acier	112,98	100,79	114,70
Journaux Magazines	1219,24	1392,95	1455,61
Verre	2581,10	2591,11	2567,34
Sacs jaunes	30,80	30,76	33,37

Source : CCA

<sup>14</sup> Le surcoût de fonctionnement (transport, TGAP) lié à l'absence d'ISDND dans le département est estimé en environ 19 M€/an.

## 6.2. La gestion des déchets d'activités

### 6.2.1. Le cadre réglementaire et les plans mis en œuvre

L'article L.541-2 du code de l'environnement pose le principe de la responsabilité des producteurs de déchets pour leur élimination. « *Toute personne qui produit ou détient des déchets (...) est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer l'élimination* ».

Au niveau départemental, le Finistère est en train de mettre au point la réactualisation du **Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)** qui sera applicable jusqu'en 2018 (enquête publique en cours, octobre 2008). Il encourage la mise en place de partenariats entre les collectivités et les entreprises pour la gestion des déchets issus des activités.

Au niveau régional, un **Plan Régional d'Élimination des Déchets Industriels Spéciaux** a été approuvé en 1995 par le Préfet de Région. Ce plan est actuellement en cours de révision sous l'autorité du président du Conseil régional de Bretagne. Il a pour objectifs d'améliorer la connaissance des flux de ces déchets, de les réduire de même que leur toxicité et de renforcer la collecte.

La Bretagne s'est également dotée d'un **plan régional d'élimination des déchets d'activités de soins**, approuvé le 12 décembre 2002. Les principales orientations de ce plan sont :

- d'améliorer le tri et de réduire la production de déchets d'activités de soins,
- de faciliter la collecte et le traitement des déchets d'activités de soins.

Plus spécifiquement, pour les **déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics, un plan de gestion** pour ces déchets dans le Finistère a été adopté le 7 avril 2003. Il fixe des objectifs de recyclage et propose un développement des équipements pour répondre aux besoins de gestion de ce type de déchets et notamment la création de centre d'enfouissement de classe III (devenus Installations de Stockage de Déchets Inertes ISDI).

Le PDEDMA 2008-2018 fixe comme objectifs de renforcer le réseau des équipements de regroupement, tri, recyclage et stockage des déchets inertes

et d'orienter 30% des gravats collectés en déchèterie vers des filières de recyclage d'ici 2018.

VALCOR étudie avec la CCA la possibilité d'implanter sur la ZI de Dioulan une plateforme de tri-broyage-valorisation/recyclage de matériaux en provenance des déchetteries, notamment les gravats issus des entreprises de bâtiment et des Collectivités.

Pour les **déchets issus des ports**, la directive 2000/59/CE du 27 novembre 2000 définit le cadre des installations de réception portuaires pour les déchets d'exploitation des navires et les résidus de cargaison.

Elle prévoit notamment la mise en place de plans de réception et de traitement des déchets pour chaque port.

Le décret 2003-920 du 22 septembre 2003 a transposé cette directive et l'arrêté du 21 juillet 2004 a précisé le contenu des plans de réception et de traitement des déchets.

### 6.2.2. Les filières d'élimination des déchets d'activités

L'élimination des déchets d'origine commerciale qui peuvent être éliminés sans contraintes techniques particulières au regard de leurs caractéristiques et des quantités produites, est assurée par la CCA, au même titre que les déchets ménagers.

Les déchèteries sont gérées par VALCOR. Elles sont ouvertes aux professionnels moyennant une redevance. Les principaux dépôts concernent des déchets verts, des gravats souillés et des incinérables. Les déchets inertes sont ensuite envoyés vers l'Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) d'Elliant.

Sur le territoire, les plus importants producteurs de déchets industriels spéciaux sont (*source : les déchets panorama 2005-2006 : DRIRE Bretagne*) :

- l'usine d'incinération de Concarneau (plus de 1000 tonnes),
- l'entreprise Yplon Mc Bride à Rosporden (fabricant de détergents, entre 250 et 1000 tonnes),
- la société le Floch à Rosporden (récupération ferraille, entre 250 et 1000 tonnes).

Pour l'usine d'incinération, en 2005 ce sont ainsi 1250 tonnes de refiom (résidus de fumée d'incinération d'ordures ménagères) qui ont été produits et 10 800 tonnes de mâchefers. Les mâchefers sont valorisés dans des travaux publics et les refiom sont envoyés en centre d'enfouissement à Laval (*source : rapport annuel 2006 SICOM Sud Finistère*).

La Chambre Régionale des Métiers en lien avec les Chambres de Métiers départementales, a mis en place un programme pour aider les entreprises artisanales à gérer l'élimination de leurs déchets. Ce programme, dénommé ENVIR'a (programme environnement artisanat), s'articule autour de deux axes :

- L'utilisation d'outils collectifs de gestion des déchets en favorisant l'accès des artisans aux déchèteries et en contribuant à la création d'un réseau de centres de stockage pour les déchets inertes du BTP,
- La mise en place d'opérations programmées de collecte de déchets toxiques en quantité dispersée.

Les premières opérations ont concerné la mécanique automobile (opération Garage Propre), la photographie (opération Reflexnature), le nettoyage à sec (opération Net et Nature), le secteur de l'imprimerie (opération Imprim'vert). Les entreprises s'engagent en signant une charte et des conventions de partenariat sont signées avec des entreprises spécialisées récupérant les déchets toxiques produits par ces secteurs.

Concernant les déchets des ports de Concarneau, Trégunc et Névez, il n'existe pas de plan de réception et de traitement des déchets (*source : affaires maritimes*). Les professionnels portuaires disposent néanmoins d'une déchetterie privée (Quai Carnot) destinée à accueillir les Déchets Industriels Banals (DIB : filets, polystyrènes,...) et les Déchets Industriels Spéciaux (DIS : huiles usagées, filtres à huiles,...).

### ***La gestion des déchets en deux mots...***

***La collecte sélective est mise en place sur l'ensemble du territoire depuis 1999. Les tonnages des déchets ménagers recyclés augmentent alors que le tonnage des déchets ménagers incinérés se stabilise. Le territoire est marqué par une forte saisonnalité (communes de Concarneau, Trégunc, Névez et Pont Aven).***

***La collecte est complétée par 3 déchèteries, dont les déchets sont ensuite soit valorisés après envoi chez des repreneurs, soit enfouis en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) à Elliant ou en Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) à Laval, soit incinérés, soit compostés.***

***Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers du Finistère prévoit l'implantation de deux Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) sur son territoire pour palier l'absence de centre de ce type sur le département (limitation des transports et du coût d'exportation de ces déchets, respect de la réglementation qui met en avant le principe de proximité). L'implantation de l'ISDND prévue en Sud Finistère est à déterminer.***

***Pour les déchets d'activités, diverses filières de traitement sont mises en place. En dehors de celles-ci, certains déchets sont collectés avec les déchets ménagers, d'autres par les déchèteries, certains par des conventions avec des repreneurs, etc...***



# ANNEXES

Annexe n° 1		Seuils réglementaires des polluants atmosphériques (réglementation française 2006)		
Polluant	Valeur limite	Objectif de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuil d'alerte
<b>Dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>)</b>	<b>En moyenne annuelle :</b> 44 µg/m <sup>3</sup> <b>En moyenne horaire :</b> 220 µg/m <sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 18h par an	<b>En moyenne annuelle :</b> 40 µg/m <sup>3</sup>	<b>En moyenne horaire :</b> 200 µg/m <sup>3</sup>	<b>En moyenne horaire :</b> 400 µg/m <sup>3</sup> 200 µg/m <sup>3</sup> si dépassement de ce seuil la veille et risque de dépassement le lendemain
<b>Oxydes d'azote (NO<sub>x</sub>)</b>	<b>En moyenne annuelle :</b> 30 µg/m <sup>3</sup> (protection de la végétation).			
<b>Dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>)</b>	<b>En moyenne annuelle</b> (pour les écosystèmes) : 20 µg/m <sup>3</sup> .  <b>En moyenne journalière :</b> 125 µg/m <sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 3 jours par an.  <b>En moyenne horaire :</b> 350 µg/m <sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 24 heures par an.  <b>En moyenne hivernale</b> (pour les écosystèmes) : 20 µg/m <sup>3</sup> .	<b>En moyenne annuelle :</b> 50 µg/m <sup>3</sup> .	<b>En moyenne horaire :</b> 300 µg/m <sup>3</sup>	<b>En moyenne horaire</b> sur 3 heures consécutives : 500 µg/m <sup>3</sup>
<b>Monoxyde de carbone (CO)</b>	<b>En moyenne sur 8 heures :</b> 10 000 µg/m <sup>3</sup> .			

Polluant	Valeur limite	Objectif de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuil d'alerte
<b>Particules en suspension (PM10)</b>	<b>En moyenne annuelle :</b> 40 µg/m <sup>3</sup> .  <b>En moyenne journalière :</b> 50 µg/m <sup>3</sup> à ne pas dépasser plus de 35 jours par an.	<b>En moyenne annuelle :</b> 30 µg/m <sup>3</sup> .	<b>En moyenne sur 24 heures :</b> 80 µg/m <sup>3</sup> .	<b>En moyenne sur 24 heures :</b> 125 µg/m <sup>3</sup> .
<b>Composés Organiques Volatils (COV) – Benzène</b>	<b>En moyenne annuelle :</b> 2008 : 7 µg/m <sup>3</sup> ,	<b>En moyenne annuelle :</b> 2 µg/m <sup>3</sup> .		
<b>Métaux lourds – Plomb</b>	<b>En moyenne annuelle :</b> 0,5 µg/m <sup>3</sup> .	<b>En moyenne annuelle :</b> 0,25 µg/m <sup>3</sup> .		
<b>Ozone (O<sub>3</sub>)</b>		<b>Seuil de protection de la santé,</b> en moyenne sur 8 heures : 120 µg/m <sup>3</sup> .  <b>Seuil de protection de la végétation,</b> AOT 40* de mai à juillet de 8h à 20h : 6 000 µg/m <sup>3</sup> .h	<b>En moyenne horaire :</b> 180 µg/m <sup>3</sup>	<b>En moyenne horaire :</b> 1er seuil : 240 µg/m <sup>3</sup> dépassé pendant trois heures consécutives ;  2e seuil : 300 µg/m <sup>3</sup> dépassé pendant trois heures consécutives ;  3e seuil : 360 µg/m <sup>3</sup> .

La réglementation européenne fixe également des valeurs cibles (valeurs à atteindre si possible au 31/12/2012) pour certains métaux lourds :

- arsenic (As) : 6 ng/m<sup>3</sup>
- cadmium (Cd) : 5 ng/m<sup>3</sup>
- nickel (Ni) : 20 ng/m<sup>3</sup>

L'Organisation Mondiale de la Santé préconise également des valeurs guides pour la protection de la santé.

Annexe n° 2		Valeurs guides de l'OMS pour les polluants atmosphériques		
Polluant	Valeurs guides			
Dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> )	En moyenne annuelle : 40 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne horaire : 200 µg/m <sup>3</sup>	/	/
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	En moyenne journalière : 20 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne sur 10 minutes : 500 µg/m <sup>3</sup>	/	/
Monoxyde de carbone (CO)	En moyenne sur 8 heures : 10 000 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne horaire : 30 000 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne sur 30 minutes : 60 000 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne sur 15 minutes : 100 000 µg/m <sup>3</sup>
Particules en suspension (PM10)	En moyenne annuelle : 20 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne journalière : 50 µg/m <sup>3</sup>	/	/
Particules en suspension (PM2.5)	En moyenne annuelle : 10 µg/m <sup>3</sup>	En moyenne journalière : 25 µg/m <sup>3</sup>	/	/
Métaux lourds - Plomb	En moyenne annuelle : 0,5 µg/m <sup>3</sup>	/	/	/
Métaux lourds - cadmium	En moyenne annuelle : 5 µg/m <sup>3</sup>	/	/	/
Métaux lourds - mercure	En moyenne annuelle : 1 µg/m <sup>3</sup>	/	/	/
Toluène	En moyenne hebdomadaire : 260 µg/m <sup>3</sup>	/	/	/
Ozone (O <sub>3</sub> )	En moyenne sur 8 heures : 100 µg/m <sup>3</sup>	/	/	/

Façade maritime  
AtlantiqueSecteur : DH ATL03  
Code FR5300049Région littorale :  
BretagneDépartement littoral :  
FinistèreCommunes littorales :  
Concarneau, Nevez, Trégunc

## Superficie :

Superficie extension : 9 076 Ha  
Espace marin : 100 %  
Superficie globale : 9 801 Ha  
Espace marin : 96,7 %

## Statut des propriétés :

- Eaux intérieures et eaux territoriales françaises
- Domaine public maritime

## Patrimoine naturel remarquable

Espèces d'intérêt communautaire : 2  
Habitats d'intérêt communautaire : 6  
Espèces OSPAR : 1  
Habitats OSPAR : 2

## Principaux usages :

Pêche professionnelle (arts trainants : drague à coquillages ; arts dormants : filets, casiers, palangres, lignes), pêche de loisir (embarquée, à pied et sous-marine), extraction de matériaux marins, plaisance et nautisme, transport maritime de passagers, clapage

## Partenaires pour la gestion du site :

- Collectivités territoriales
- Communauté de communes de Concarneau Cornouaille
- Communes
- Conservatoire du Littoral
- Bretagne Vivante - SEPNE
- Organisations socio-professionnelles représentatives
- Usagers

## PROJET DE RESEAU EUROPEEN NATURA 2000 EN MER

## Directive Habitats

## DUNES ET COTES DE TREVIGNON



Avec Concarneau et sa ville close, Pont-Aven, la célèbre cité des peintres, et les îles de Glénan qui sont un des hauts-lieux de la plaisance, cette côte Est du quadrilatère Penmarc'h, Glénan, Trévignon, Concarneau se trouve au cœur d'une importante région touristique qui repose également sur un patrimoine naturel et paysager remarquable traduisant une dynamique géomorphologique intéressante à l'échelle régionale. L'importance des activités d'extraction de matériaux marins au cours des années 1960 illustre cette spécificité. La pointe de Trévignon constitue la fin d'un long cordon dunaire de 5 km qui débute au niveau de la Pointe de la Jument. Une grande partie de ce secteur fait l'objet d'une protection au titre de la Loi du 2 mai 1930 en raison notamment de nombreux lochs et étangs arrière-dunaires encadrés par des affleurements de granite qui se prolongent en mer.

Le site d'intérêt communautaire « Dunes et Etangs de Trévignon » a fait l'objet d'une première proposition en décembre 1997.

Le travail a véritablement démarré à partir de 2002 et le Tome 1 – Etat des lieux – a été présenté par la Commune de Trégunc, opérateur local, en mai 2005. La partie maritime représentait 62 % de la surface du site.

En suivant un gradient Est-Ouest, la Baie de Concarneau - La Forêt est constituée d'une alternance de larges bandes de maërl, de vases et de sables vaseux plus au large. Ces vases se maintiennent grâce à l'abri formé par l'échine rocheuse des îles Glénan.

Maërl

Justification de la proposition  
de désignation

L'extension du site a pour objectif majeur d'englober l'ensemble du banc de Maërl dans le site Natura 2000 et de prendre en compte la partie côtière intertidale et infratidale propre à l'habitat « Récifs » ainsi que les zones de sables (1110) et d'estran (1140) et de vasières (1160)

L'habitat de maërl correspond à un habitat d'un grand intérêt patrimonial : la complexité architecturale des bancs de maërl constitués par des algues rouges que sont *Lithothamnion calcareum* et *L. coralloides* offre une multiplicité de niches écologiques, favorisant la diversité biologique. Le maërl ayant besoin de lumière pour sa photosynthèse, sa profondeur est déterminée par la turbidité de l'eau. Les faciès à Maërl varient aussi suivant la direction de la houle et des courants dominants. Dans ce secteur très marqué par les apports terrigènes, une dynamique côtière d'interface avec les lochs et les étangs et une dérive littorale importante, les bancs de Maërl sont très dépendants de la turbidité induite naturellement ou par les activités anthropiques pouvant générer des matières en suspension tels que le clapage des boues de désenvasement des ports ou l'extraction de matériaux marins.

L'état de conservation du banc de Maërl au sein du périmètre proposé est jugé favorable même si au Sud de Concarneau, celui-ci peut être considéré dans un état de conservation moyen. En outre, cet habitat héberge à Trévignon deux espèces rares : les bivalves *Limatula subauriculata* et *Tellina donacina* à l'échelle de la Bretagne. A noter également la présence non négligeable de la praire et de la palourde rose qui constituent des ressources exploitables dans les bancs de maërl.

Enfin, l'anse de Pors Breign est le seul secteur abrité dans une zone à fort hydrodynamisme. Elle abrite une mosaïque de faciès d'habitats de type 1110-3 dont : sable grossier, herbier à *Zostera marina*, graviers, banc de maërl. Cette diversité de faciès, dont deux de valeur écologique remarquable, à une aussi petite échelle est un patrimoine à prendre en compte.

Il s'agit également de prendre en compte dans ce périmètre l'ensemble des zones concernées par les habitats élémentaires de sables ou de vases, exondés à marée basse ou infralittoraux.

Concernant l'habitat « Récifs », il concerne des entités rocheuses, d'origine granitique, essentiellement représentatives de la roche supralittorale (1170-1), de la roche médiolittorale en mode exposé (1170-3) et de la roche infralittorale en mode exposé (1170-5) avec des points de suivis du REseau BENTHique pour le site de Linen (subtidal rocheux-faune/flore : Derrien-Courtet S., 2006) et pour la zone de Trégunc (intertidal rocheux-flore : Ar Gall & Le Duff, 2005). Le site de Linen présente une richesse spécifique intéressante mais qui n'est pas très élevée en comparaison avec d'autres sites, cette diversité spécifique diminuant de

manière importante avec la profondeur et l'importante perte de diversité floristique : la transparence des eaux et sa qualité expliquent pour partie cette situation. Les faciès à faune suspensivore ou filtreuse sont plus nombreux sur les parois des blocs rocheux qui modèlent ce paysage sous-marin. Sur la partie Est du site, la topographie est variée mais la profondeur reste relativement faible permettant ainsi le développement de Laminaires. La richesse spécifique associée est intéressante, marquée notamment par la présence de rhodophycées et d'algues de taille moyenne.

Par conséquent, la prise en compte de ce périmètre permet d'appréhender correctement le fonctionnement des écosystèmes marins et côtiers même si, d'un point de vue scientifique, l'intérêt de la zone doit s'appréhender au niveau des trois sites joints qui sont proposés : Penmarc'h à l'Ouest, Glénan au centre, Trévignon à l'Est.

Par ailleurs, Des espèces de mammifères marins peuvent être observées dans ce secteur à l'instar du Grand dauphin et du Marsouin commun, espèces également listées en annexe 2 de la Directive Habitats.

Orientations de gestion pour une conservation  
durable du site

La désignation d'un site Natura 2000 élargi permettra une meilleure représentation du fonctionnement écologique de cet ensemble. Sur la base du travail déjà réalisé d'inventaires, de concertations, de préconisations et de mesures de gestion par l'opérateur, l'extension de ce site permettra de conduire un projet territorial adapté intégrant l'ensemble des acteurs et des activités maritimes avec des moyens augmentés.

Néanmoins, afin d'accroître la pertinence de certaines mesures de gestion qui seront proposées, il sera nécessaire que les opérateurs des sites Natura 2000 de Penmarc'h, Glénan et Trévignon travaillent de concert puisque ces trois sites sont joints et qu'ils définissent en réalité, la bonne échelle de travail par rapport au fonctionnement écologique de ce secteur très maritime.

Le maintien du bon état de conservation des bancs de maërl, la gestion des activités nautiques, l'information et la sensibilisation, questions prioritaires à traiter, pourront ainsi être mieux abordées par rapport aux enjeux de conservation et de gestion. Il sera également important de réaliser un suivi de la qualité des eaux, à travers les points DCE et REBENT et la question des matières en suspension qu'elles soient d'origine terrigène et issues du bassin versant ou qu'elles soient en rapport avec le problème du clapage en mer.

Ces orientations, envisagées dans un cadre plus large et en associant d'autres aires marines et d'autres acteurs, pourront être définies à partir de la palette d'outils déclinée par la Loi du 14 avril 2006 à l'instar du

PREFECTURE MARITIME ATLANTIQUE  
PREFECTURE DU FINISTERE / DIREN BRETAGNE

Parc Naturel Marin, outil de concertation et de gestion adapté à cette échelle de territoire. Le maintien de l'état de conservation des habitats et des espèces bénéficiera *in fine* aux activités et ressources halieutiques et aux activités récréatives et touristiques.

#### Sources/Bibliographie :

Ar Gall E., Le Duff M., 2005. *Suivi stationnel des roches intertidales (flore). Résultats de la surveillance du benthos, Région Bretagne.* REBENT-IFREMER/IUEM-UBO, 47 p.

Derrien S., 2006. *Suivi stationnel des roches subtidales – 2004-2005 – Suivi du Benthos, Région Bretagne.* REBENT – IFREMER/MNH-N, 262 p.

Ehrhold, A., Blanchet, A., Hamon, D., (et collab.), 2006. *Réseau de surveillance benthique (REBENT) – Région Bretagne. Approche sectorielle subtidale : Identification et caractérisation des habitats benthiques du secteur Glénan.* IFREMER/REBENT, 62 p.

GEOLITTOMER, 200X. *Carte de synthèse du littoral de la Bretagne.* Géolittomer-LETG UMR 6554 CNRS, 6 p.

Grall J., 2003. *Fiche de synthèse sur les biocénoses : les bancs de maërl, Rebert, 20 p.*

Commune de Tregunc, 2005. *Document d'objectifs, Tome I – Etat des lieux et objectifs de gestion - Site Natura 2000 FR 5300049 « dunes et étangs de trevignon » Rapport d'étape mai 2005.* Tregunc/DIREN Bretagne, 122 p.



## PROJET DE RESEAU EUROPEEN NATURA 2000 EN MER

### Directive Habitats

## DUNES ET COTES DE TREVIGNON

#### Liste et code des habitats d'intérêt communautaire de la Directive Habitats justifiant la désignation d'une extension

##### 1110 – Bancs de sable à faible couverture permanente d'eau marine

- 1110-1 - Sables fins propres et légèrement envasés, herbiers de *Zostera marina* (façade atlantique)
- 1110-2 - Sables moyens dunaires (façade atlantique)
- 1110-3 - Sables grossiers et graviers, bancs de maërl (façade atlantique)
- 1110-4 - Sables mal triés (façade atlantique)

##### 1130 – Estuaires

- 1130-1 - Slikke en mer à marées (façade atlantique)

##### 1140 – Replats boueux ou sableux exondés à marée basse

- 1140-1 - Sables des hauts de plage à Talitres
- 1140-2 - Galets et les cailloutis des hauts de plage à Orchestia
- 1140-3 - Estrans de sable fin
- 1140-4 - Sables dunaires
- 1140-5 - Estrans de sables grossiers et graviers
- 1140-6 - Sédiments hétérogènes envasés

##### 1160 – Grandes criques et baies peu profondes

- 1160-1 - Vasières infralittorales (façade atlantique)
- 1160-2 - Sables hétérogènes envasés infralittoraux. Bancs de maërl (façade atlantique)

##### 1170 – Récifs

- 1170-1 - La roche supralittorale (façade atlantique)
- 1170-3 - La roche médiolittorale en mode exposé (façade atlantique)
- 1170-5 - La roche infralittorale en mode exposé (façade atlantique)
- 1170-8 - Les cuvettes ou mares permanentes (façade atlantique)
- 1170-9 - Les champs de blocs (façade atlantique)

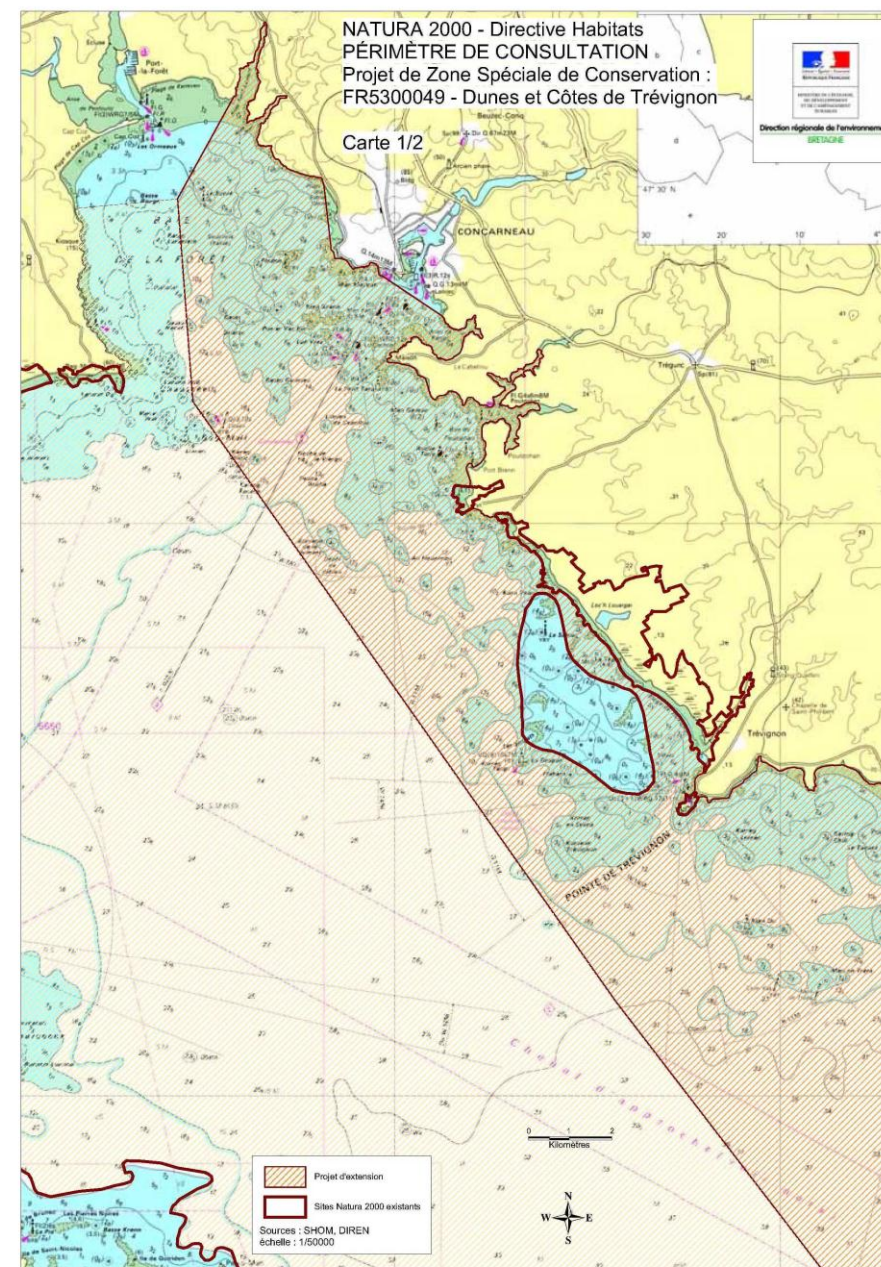
##### 1180 - Structures sous-marines causées par des émissions de gaz

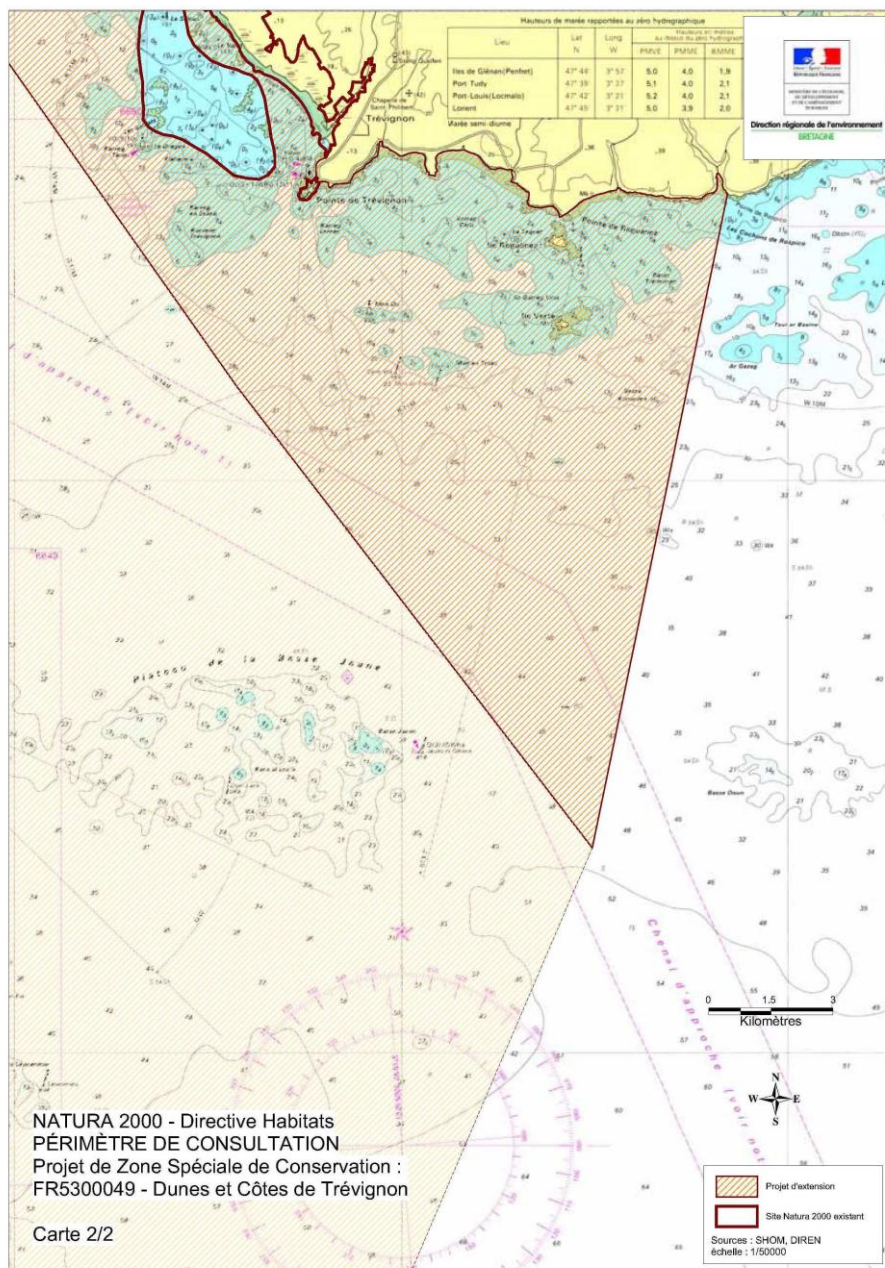
#### Liste et code des espèces d'annexe 2 de la Directive Habitats justifiant la désignation d'une extension et espèces de la Convention OSPAR (\*)

- 1349 - Grand dauphin *Tursiops truncatus*
- 1351 - Marsouin Commun *Phocoena phocoena* (\*)

#### Liste des habitats de la Convention OSPAR justifiant la désignation d'une extension

Bancs de Maërl  
Bancs de zostères





**Façade maritime Atlantique**

Secteur : DH ATL03 E  
Code : FR5312010

**Région littorale :**  
Bretagne

**Département littoral :**  
Finistère

**Communes littorales :**  
Concarneau, Nevez, Tregunc

**Superficie :**  
Superficie du site : 9 853 Ha  
Espace marin : 96,7 %

**Statut des propriétés :**

- Eaux intérieures et eaux territoriales françaises
- Domaine public maritime
- Domaine communal
- Conservatoire du littoral
- Propriété privée

**Patrimoine naturel remarquable**  
Espèces d'intérêt communautaire : 44  
Dont annexe I : 24  
Espèces OSPAR : 1

**Principaux usages :**  
Flottes de pêche de Concarneau (34 navires côtiers), Trégunc (8 navires côtiers), Riec s/Bezon (8), Clohars-Carnoët (8), la Forêt-Fouesnant (7) et St Guénolé (5) pratiquant une pêche polyvalente : filet à poissons à petite maille, casier à crevettes et à gros crustacés, chalut de fond à poissons et langoustine; activités maritimes et aériennes de service public, pêche de loisir (embarquée, à pied et sous-marine), extraction de matériaux marins, plaisance et nautisme, transport maritime de passagers, claquage

**Partenaires pour la gestion du site :**

- Etat
- Collectivités territoriales
- Communauté de communes de Concarneau Cornouaille
- Communes
- Conservatoire du Littoral
- Bretagne Vivante – SEPNE
- Station marine de Concarneau
- CEMPAMA-AGROCAMBUS
- Organisations socio-professionnelles représentatives
- Usagers

## PROJET DE RESEAU EUROPEEN NATURA 2000 EN MER

### Directive Oiseaux

## DUNES ET COTES DE TREVIGNON



Avec Concarneau et sa ville close, Pont-Aven, la célèbre cité des peintres, et les îles de Glénan qui sont un des hauts-lieux de la plaisance, cette côte Est du quadrilatère Penmarc'h/ Glénan, Trévignon/ Concarneau se trouve au cœur d'une importante région touristique qui repose également sur un patrimoine naturel et paysager remarquable avec de nombreux lochs et étangs arrière-dunaires encadrés par des affleurements de granite qui se prolongent en mer.

Cette proposition de site ne correspond pas à l'extension d'un site pré-existant.

### Justification de la proposition de désignation

Le site de Trévignon présente une mosaïque d'habitats et d'aires très intéressantes pour les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire. En effet, ce site se situe en outre dans la zone d'alimentation des oiseaux marins provenant des Glénan.

Plus précisément, les Sternes pierregarin et caugek sont des espèces qui justifient en grande partie cette proposition de site lié au fait que ce soit

une zone de nourrissage, de nidification potentielle (pour les sternes pierregarin) et d'hivernage. En effet, une population de sternes Caugek hiverne en Baie de la Forêt-Fouesnant. Elles sont observées dans l'anse de Penfoulc, devant la plage du Cap Coz, mais aussi dans le chenal du port de Concarneau, dans l'anse de Kersoz, et la rivière du Minahouet.

En juillet, les estuaires, les rivières de Pont-L'Abbé, l'Odé, le Moros (entrée du port), Minahouet, Aven et Belon sont de grandes zones de nourrissage pour les adultes. De plus, en fin de saison, les adultes se rapprochent de ces zones avec les jeunes volants induisant ainsi un stationnement important de jeunes sur les rochers, les bateaux, les bouées de mouillage et dans les estuaires.

Parmi les autres espèces d'intérêt communautaire dont il convient de mentionner la présence, il est important de souligner la population de bernaches cravants qui stationnent à marée haute à

**PREFECTURE MARITIME ATLANTIQUE  
PREFECTURE DU FINISTÈRE / DIREN BRETAGNE**

Penfoulc et dans l'anse de Saint-Laurent. La population est d'environ 450 individus (comptage du 15 janvier 2008). Depuis plusieurs années, la population monte en février jusqu'à environ 600 individus. A marée basse, la population de bernaches stationne devant la plage de Kerleven. Quelques individus fréquentent également régulièrement l'anse de Pouldohan (Trégunc).

En hiver, l'ensemble du secteur est prospecté par de petites populations de bécasseaux violet présents dès la Pointe de Mouterlin (site limitrophe proposé avec une bonne cinquantaine d'individus observée tout au long de l'hiver). Ensuite de petites populations sont disséminées le long de la côte : sur la corniche de Concarneau, à la Pointe de Trévignon (une dizaine d'individus), entre l'île verte et l'île de Raguene (5 à 10 individus).

Parmi les nombreuses espèces d'oiseaux côtières présentes, il est intéressant de mentionner le plongeon imbrin, l'eider à duvet, la macreuse noire, le harle huppé, le garrot à œil d'or, le grèbe huppé, le grèbe à cou noir, le grèbe castagneux, le grèbe esclavon, le guillemot de troil ou encore le pingouin torda.

#### Orientations de gestion pour une conservation durable du site

Un comité de pilotage mis en place par le Préfet maritime et le Préfet de département réunira l'ensemble des acteurs concernés par le site dont les organisations socio-professionnelles. Ce comité aura pour rôle de réaliser le document d'objectifs en définissant des préconisations de gestion nécessaires à la préservation durable des espèces animales et milieux marins d'intérêt communautaire concernés.

La désignation d'une zone de Protection Spéciale permettra ainsi une meilleure prise en compte des espèces d'oiseaux et notamment des oiseaux marins. Sur la base du travail déjà réalisé d'inventaires, de concertations, de préconisations et de mesures de gestion par l'opérateur du site d'intérêt communautaire Zone Spéciale de Conservation « Dunes et Etangs de Trévignon », la désignation de ce site permettra de conduire un projet territorial adapté intégrant l'ensemble des acteurs et des activités maritimes.

Afin d'accroître la pertinence de certaines mesures de gestion qui seront proposées, il sera nécessaire que les opérateurs des sites Natura 2000 de Penmarc'h, Glenan et Trévignon travaillent de concert puisque ces trois sites sont jointifs et qu'ils définissent à minima, la bonne échelle de travail par rapport au fonctionnement écologique de ce secteur très maritime.

La proposition de site permettra la mise en œuvre d'orientations de gestion appropriées par rapport aux enjeux de conservation tels que :

- Maintien et restauration des populations d'oiseaux en lien avec la préservation des habitats, de leur tranquillité et des ressources.
- Suivi des ressources, notamment dans la zone d'estran
- Suivi de la qualité des eaux par rapport aux activités anthropiques qui peuvent générer des pollutions diffuses, concentrées ou continues : cette politique de l'eau sera intégrée aux orientations du document d'objectifs mais reposera sur d'autres instruments réglementaires que Natura 2000.
- Développement de suivis scientifiques à une échelle pertinente, tant en termes d'espèces qu'en termes de relation espèces/habitats.
- Sensibilisation à une échelle élargie et ciblée de la richesse avifaunistique du territoire, des problématiques associées et des problèmes de dérangement et de partage de l'espace.
- Promotion d'activités et de supports d'information et de sensibilisation respectueuses et durables.
- Veille et interventions appropriées en cas de pollution par hydrocarbures.

Plus globalement, les projets pouvant avoir des effets directs ou indirects sur les habitats et espèces d'intérêt communautaires qui ont justifié la désignation du site Natura 2000, devront ainsi faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences.

La commune, Bretagne Vivante - SEPNB, les scientifiques les pêcheurs et le conservatoire du littoral sont les partenaires privilégiés pour la définition de mesures de gestion appropriées. A travers cette proposition de périmètre, les différents usagers de la zone marine pourront faire converger leurs préoccupations pour une meilleure connaissance et protection des oiseaux marins. A cet égard, sans anticiper sur la phase de concertation, des usages et des pratiques respectueux des espèces et habitats marins pourront faire l'objet de contrats Natura 2000.

Ces orientations, envisagées dans un cadre plus large et à partir d'objectifs complémentaires (ressources halieutiques), en associant d'autres aires marines et d'autres acteurs pourraient également être déclinées à partir de la palette d'outils définie par la Loi du 14 avril 2006, à l'instar d'un parc naturel marin, outil de concertation et de gestion adapté à cette échelle de territoire.

#### Sources/Bibliographie :

Bargain B., Deliou N., 2004. *Inventaire cartographique et état de conservation des espèces de faune d'intérêt patrimonial sur le site Natura 2000 de l'archipel des Glénan*. Bretagne Vivante – SEPNB, 75 p.

Cadiou B. et al., 2004. *Oiseaux marins nicheurs de France métropolitaine (1960-2000)*. Editions Biotopie, Mèze, 218 p.

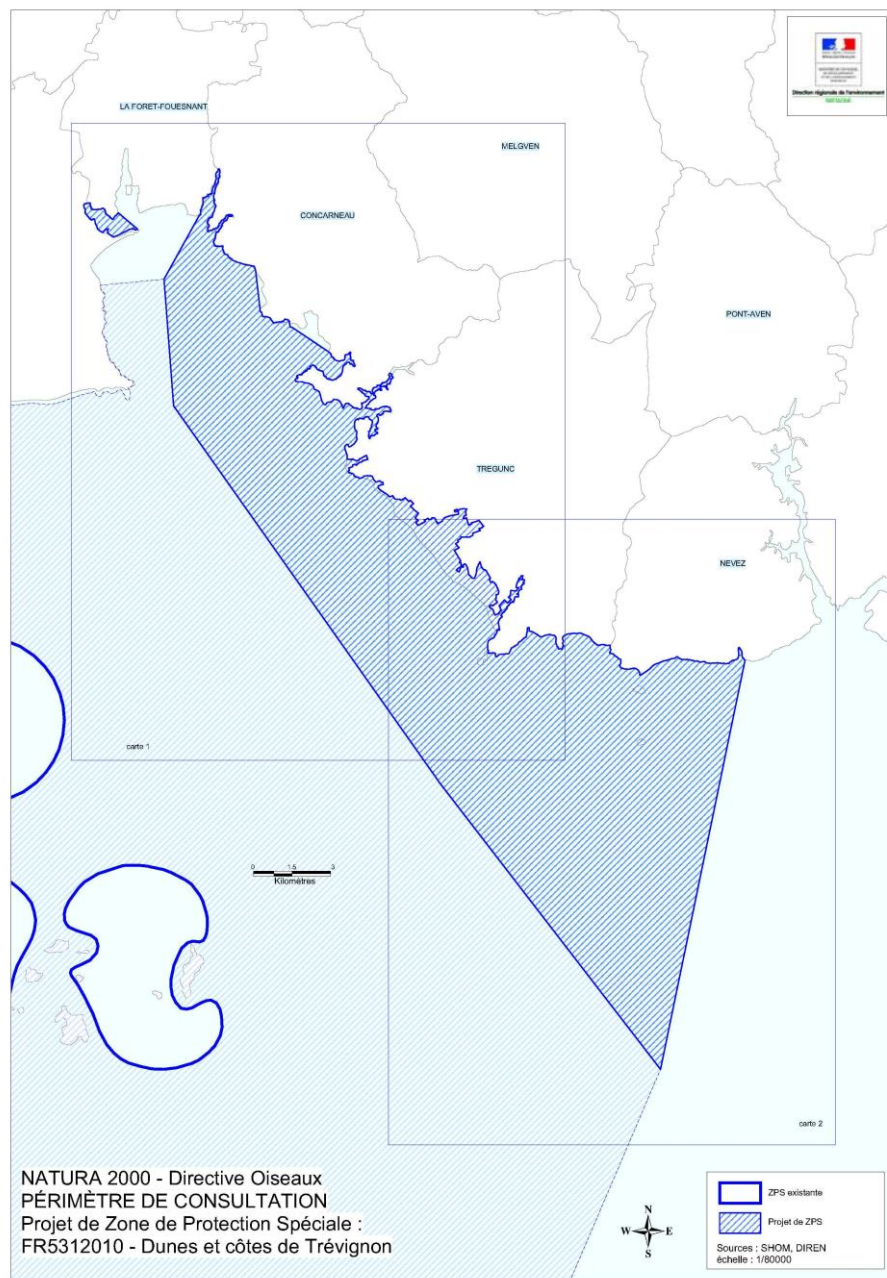
Courtet J.E. (coord.), 1998. Quel avenir pour la façade atlantique? Réflexions à partager, pour agir mieux ensemble". DATAR, Secrétariat général à la mer : <http://www.bretagne-environnement.org/telecharger/1049200288-le-littoral-bretlon.pdf>

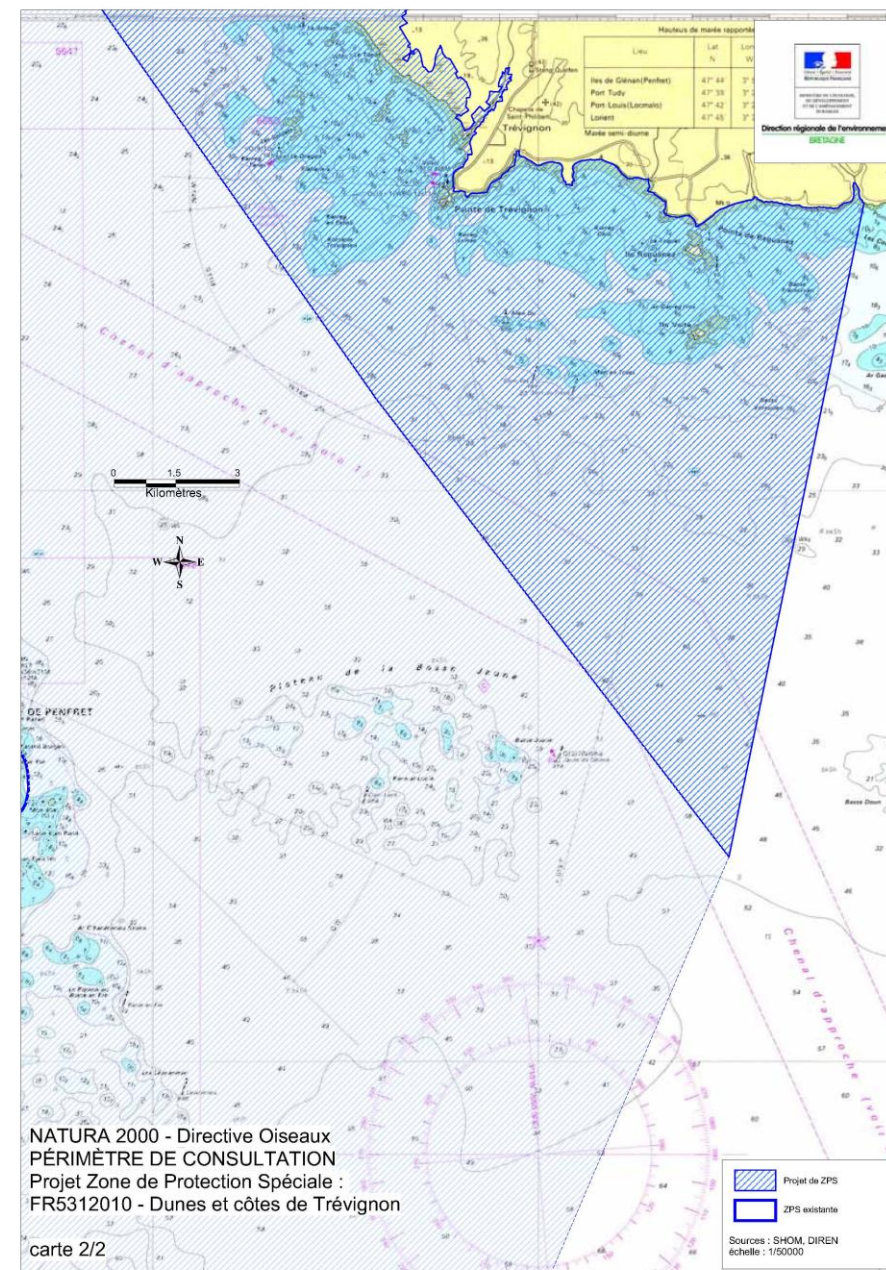
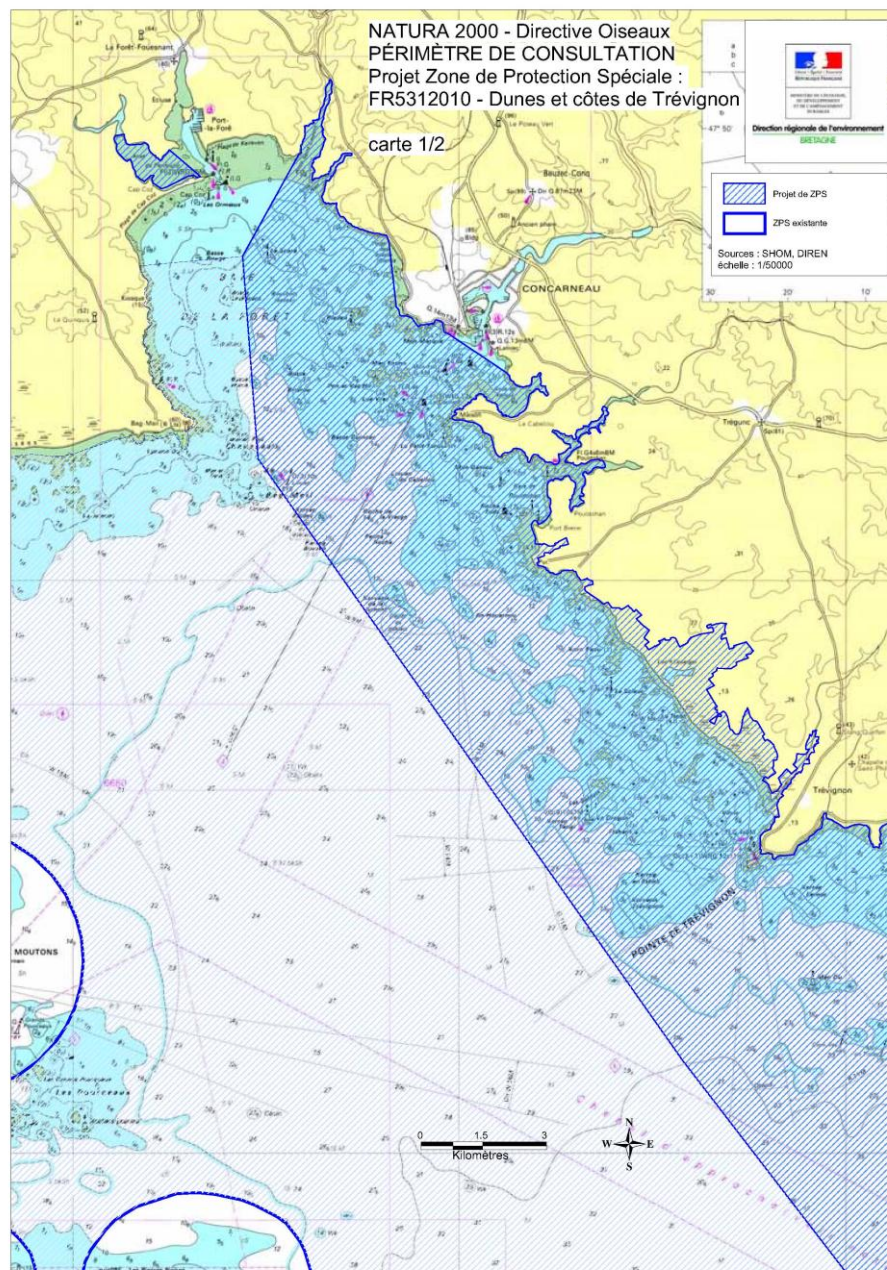
Le Nevé A. et al., 2004. *Sternes de Bretagne. Observatoire 2003*. Contrat Nature « oiseaux marins » 2003-2006. Bretagne Vivante – SEPNB / Conseil régional de Bretagne / Conseil général des Côtes d'Armor / Conseil général du Finistère. 69 p.

## ZPS DUNES ET COTES DE TREVIGNON

Espèces présentes dans le périmètre de la ZPS			Espèces inscrites à l'annexe I de la directive oiseaux	Oiseaux pouvant justifier la désignation de ZPS marines	Statut de l'espèce
Code	Nom vernaculaire	Nom latin			
A156	Barge à queue noire	<i>Limosa limosa</i>			Migrateur-Hiv
A157	Barge rousse	<i>Limosa lapponica</i>			Migrateur-Hiv
A148	Bécasseau violet	<i>Calidris maritima</i>			Hivernant
A046	Bernache cravant	<i>Branta bernicla</i>			Hivernant
A082	Busard Saint Martin	<i>Circus aeruginosus</i>			Migrateur
A081	Busard des roseaux	<i>Circus cyaneus</i>			Hivernant
A021	Butor étoilé	<i>Botaurus stellaris</i>			Hivernant
A151	Combattant varié	<i>Philomachus pugnax</i>			Hivernant
A162	Chevalier gambette	<i>Tringa totanus</i>			Migrateur
A168	Chevalier guignette	<i>Actitis hypomeucos</i>			Migrateur
A166	Chevalier sylvain	<i>Tringa glareola</i>			Migrateur
A131	Échasse blanche	<i>Himantopus himantopus</i>			Migrateur
A063	Eider à duvet	<i>Somateria mollissima</i>			Hivernant
A098	Faucon émerillon	<i>Falco columbarius</i>			Hivernant
A061	Fuligule morillon	<i>Aythya fuligula</i>			Hivernant
A067	Garrot à œil d'or	<i>Bucephala clangula</i>			Hivernant
A184	Goéland argenté	<i>Larus argentatus</i>			Hivernant
A183	Goéland brun (*)	<i>Larus fuscus (*)</i>			Hivernant
A187	Goéland marin	<i>Larus marinus</i>			Hivernant
A272	Gorgebleue à miroir	<i>Luscinia svecica</i>			Migrateur
A017	Grand cormoran	<i>Phalacrocorax carbo</i>			Hivernant
A138	Gravelot à collier interrompu	<i>Charadrius alexandrinus</i>			Nicheur
A008	Grèbe à cou noir	<i>Podiceps nigricollis</i>			Hivernant
A004	Grèbe castagneux	<i>Tachybaptus ruficollis</i>			nicheur
A007	Grèbe esclavon	<i>Podiceps auritus</i>			Hivernant
A005	Grèbe huppé	<i>Podiceps cristatus</i>			Hivernant
A197	Guifette noire	<i>Chlidonias niger</i>			Migrateur
A199	Guillemot de troil	<i>Uria aalge</i>			Hivernant
A069	Harle huppé	<i>Mergus serrator</i>			Hivernant
A029	Héron pourpré	<i>Ardea purpurea</i>			Migrateur
A222	Hibou des marais	<i>Asio flammeus</i>			Hivernant
A065	Macreuse noire	<i>Melanitta nigra</i>			Hivernant
A229	Martin pêcheur	<i>Alcedo atthis</i>			Hivernant
A177	Mouette pygmée	<i>Larus minutus</i>			Migrateur
A177	Phragmite aquatique	<i>Acrocephalus paludicola</i>			Migrateur
A200	Pingouin torda	<i>Alca torda</i>			Hivernant
A002	Plongeon arctique	<i>Gavia arctica</i>			Hivernant
A003	Plongeon imbrin	<i>Gavia immer</i>			Hivernant
A140	Pluvier doré	<i>Pluvialis apricaria</i>			Hivernant
A053	Sarcelle d'été	<i>Anas querquedula</i>			nicheur
A034	Spatule blanche	<i>Platalea leucorodia</i>			Migrateur
A191	Sterne caugek	<i>Sterna sandvicensis</i>			Migrateur
A192	Sterne naine	<i>Sterna albifrons</i>			Migrateur
A193	Sterne pierregarin	<i>Sterna hirundo</i>			Migrateur

(\*) : espèces inscrites dans les annexes de la convention OSPAR







# *SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération*

## **1d. Evaluation Environnementale**

Document approuvé le 23 mai 2013



CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION  
CS 50636 – 29186 CONCARNEAU CEDEX  
Tél : 02.98.97.71.50 – Fax : 02.98.97.71.51  
e-mail : [scot@concarneaucornouaille.fr](mailto:scot@concarneaucornouaille.fr)

## SOMMAIRE

<b>1. Introduction à la démarche</b>	<b>2</b>	<b>3. Evaluation des incidences prévisibles du SCoT sur l'environnement</b>	<b>20</b>
1.1. Cadre réglementaire	2	3.1. Les incidences générales du SCoT sur les milieux naturels et la biodiversité	20
1.2. Traduction au travers d'une méthodologie adaptée au projet	2	3.2. Les incidences du SCoT sur les paysages	22
1.3. Remarques sur la méthode	3	3.3. Les incidences générales du SCoT sur la ressource en eau	24
<b>2. Justification du scénario retenu au regard des critères environnementaux</b>	<b>4</b>	3.4. Les incidences générales du SCoT sur le climat et la gestion des énergies	26
2.1. Choix retenus au regard des objectifs environnementaux internationaux, nationaux et locaux	4	3.5. Les incidences générales du SCoT sur la gestion des déchets	27
2.1.1. Concernant la ressource en eau	4	3.6. Les incidences générales du SCoT sur la qualité de l'air	28
2.1.2. Concernant la biodiversité, la faune et la flore	5	3.7. Les incidences générales du SCoT sur les risques et nuisances	29
2.1.3. Concernant les espaces littoraux et les autres espaces naturels et ruraux	5	<b>4. Les sites spécifiquement touchés par le SCoT</b>	<b>31</b>
2.1.4. Concernant la qualité de l'air et de l'atmosphère, le changement climatique et les énergies	5	4.1. Les sites potentiellement impactés par le projet de SCoT	31
2.1.5. Concernant la prévention des risques et des nuisances	6	4.2. Evaluation des incidences du SCoT sur le réseau Natura 2000	43
2.1.6. Concernant la gestion des déchets	7	<b>5. Résumé non technique de l'évaluation environnementale</b>	<b>46</b>
2.2. Articulation du SCOT avec les autres plans et programmes environnementaux	7	5.1. Contexte et méthodologie	46
2.2.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne	8	5.2. Enjeux environnementaux mis en évidence par le scénario au fil de l'eau	48
2.2.2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odette	13	5.3. Justification du scénario retenu au regard des critères environnementaux	49
2.2.3. Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)	14	5.3.1. Articulation du SCoT avec les autres plans et programmes environnementaux	49
2.2.4. Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Finistère	15	5.3.2. Le choix d'un scénario ayant pour mot d'ordre le développement durable	49
2.2.5. Le Plan Départemental des Carrières du Finistère	16	5.4. Evaluation des incidences prévisibles du SCoT sur l'environnement	51
2.3. Le choix d'un scénario axé sur le développement durable	17	5.5. Synthèse sur les indicateurs de l'Evaluation Environnementale du SCoT	51
2.3.1. Analyse des différents scénarii	17		
2.3.2. Bilan	19		

# 1. INTRODUCTION A LA DEMARCHE

Ce document constitue le rapport d'évaluation environnementale du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération conformément au décret du 25 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement.

Il s'articule avec l'ensemble du rapport de présentation dont il fait partie intégrante et s'appuie sur :

- l'Etat Initial de l'Environnement précédemment réalisé (EIE)
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- Le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO)

## 1.1. Cadre réglementaire

Le décret n°2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement a modifié le code de l'urbanisme, et notamment en ce qui concerne l'élaboration des SCoT.

Ainsi, ce décret impose que le rapport de présentation des SCoT :

- 1° Expose le diagnostic prévu à l'article L. 122-1 ;
- 2° Décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- 3° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;
- 4° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 214-18 à R. 214-22 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;
- 5° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et le document d'orientations générales (devenu document d'objectifs et d'orientations) et, le cas échéant, les raisons pour

lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;

- 6° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et rappelle que le schéma fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation
- 7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée ;
- 8° Précise le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées.

## 1.2. Traduction au travers d'une méthodologie adaptée au projet

L'analyse de l'état initial de l'environnement demandée au 3° reprend celle réalisée au cours du diagnostic. En effet, elle comprend les différentes thématiques à aborder dans le cadre de l'évaluation environnementale et constitue une base pour la définition d'indicateurs et le suivi des incidences environnementales du SCoT. Pour chaque thématique abordée, un bref rappel des éléments forts de l'état initial sera réalisé.

Les perspectives d'évolution de l'environnement ont également été intégrées au diagnostic. En effet, ce sont ces dernières qui, confrontées aux objectifs de développement durable sur le territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille, ont permis de définir les enjeux environnementaux pris en compte. Ces tendances seront également rappelées comme référence au scénario dit « au fil de l'eau ».

Ainsi, la justification du scénario retenu s'établira en comparaison avec ce scénario au fil de l'eau, ce qui permet de mieux mettre en avant les incidences environnementales réelles de l'application du SCoT. Il n'a donc pas été proposé de véritable « scénario alternatif », le projet dégagé ayant été construit de manière itérative en réponse directe aux enjeux posés par le scénario dit « au fil de l'eau ».

Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le schéma ont fait l'objet d'une attention particulière qui sera évoquée dans ce rapport, toutefois dans les limites évoquées ci-après (Remarques sur la méthode). Les incidences prévisibles

du SCoT ont été évaluées pour chacun des thèmes abordés en fonction des tendances souhaitées par le PADD et des orientations du DOO.

### 1.3. Remarques sur la méthode

L'évaluation environnementale du SCoT doit conduire à la mise en œuvre de mesures d'atténuation destinées à « éviter, réduire et si possible compenser s'il y a lieu » les incidences négatives du schéma sur l'environnement.

Toutefois, dans le cadre du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération, cette partie ne comprendra que des mesures marginales, les principales dispositions en faveur de l'environnement ayant été prises en compte dans le projet initial : en effet, ce projet a en partie été construit dans l'objectif de répondre aux principaux enjeux environnementaux définis à l'issue du diagnostic. Les propositions de mesures correctives se limiteront donc à l'atténuation des incidences non prévues initialement de certaines orientations.

La deuxième remarque concerne l'absence de localisation précise et systématique des projets du SCoT. Il en résulte une difficulté à évaluer de manière précise les incidences sur les zones susceptibles d'être touchées par le schéma. L'intérêt de la démarche d'évaluation environnementale devra donc être de proposer une analyse globale des projets dans un schéma de développement durable à l'échelle du territoire du SCoT, et sur des thématiques intégrant des dimensions variées. Le soin d'analyser précisément et localement toutes les incidences de chacun des projets appartient au cadre de l'étude d'impact définie par la loi de 1976.

Enfin, l'obligation de proposer une méthode et des indicateurs de suivi est respectée dans ce document. Il faut toutefois tenir compte du fait que ces indicateurs ont été construits, dans la mesure du possible, selon plusieurs critères dont :

- Une possibilité de comparaison entre les valeurs de l'état initial et les échéances relatives au suivi ;
- Une utilisation simple et des données facilement mobilisables ou mesurables, étant considéré qu'une profusion d'indicateurs techniques et difficilement interprétables ne correspondait pas aux objectifs d'appropriation de la démarche par tous ;
- Une utilisation à la fois de critères qualitatifs et quantitatifs, étant entendue que les critères quantitatifs seront privilégiés dans la mesure du possible, sans toutefois se priver d'indicateurs qualitatifs parfois indispensables.

## 2. JUSTIFICATION DU SCENARIO RETENU AU REGARD DES CRITERES ENVIRONNEMENTAUX

A l'issue de la phase de diagnostic menée sur différentes thématiques (démographie, économie, logement, transports, environnement), des enjeux ont été mis en avant. Le projet de SCoT se devait alors, dans la mesure du possible, de construire un scénario et des orientations à même de répondre à ces différents enjeux.

A ce titre, un scénario d'aménagement s'est progressivement construit afin de répondre au mieux aux différents objectifs du SCoT. La construction de ce scénario a alors permis de retenir, pour le PADD, les orientations qui permettaient de répondre à un maximum d'enjeux de développement durable du territoire.

Ainsi, des compromis ont du être établis afin de respecter un certain équilibre entre les volets sociaux, économiques et environnementaux du développement du territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération.

Cette partie, intégrée spécifiquement à l'évaluation environnementale du SCoT, se propose de présenter plus spécifiquement les choix opérés au niveau du scénario d'aménagement en fonction des seuls enjeux environnementaux.

### 2.1. Choix retenus au regard des objectifs environnementaux internationaux, nationaux et locaux

#### 2.1.1. Concernant la ressource en eau

L'eau occupe une place de choix au niveau du territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Outre sa façade océanique et ses ressources souterraines, le territoire dispose aussi d'un réseau hydrographique développé et de qualité.

Cette ressource aux nombreux usages (eau potable, agriculture, aquaculture, loisirs...) se devait donc d'être prise en compte de manière transversale dans le SCoT et ce, tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif. Cela est d'autant plus important qu'en période estivale, une réelle tension existe sur la disponibilité de l'alimentation en eau potable au niveau de l'agglomération de Concarneau.

Sur le plan Européen, il a donc été tenu compte lors de l'élaboration du SCOT de :

- la directive CEE n°78/659 du 18 juillet 1978 concernant la qualité des eaux douces ayant besoin d'être protégées ou améliorées pour être aptes à la vie des poissons, et demandant notamment le respect de certaines normes de qualité.
- La directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, et imposant notamment une mise en conformité des rejets des stations d'épuration collectives
- La directive n°98/83/C du 3 novembre 1998 sur la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ; imposant des normes de qualité aux eaux potables
- La directive n°2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ; Elle fixe des objectifs environnementaux ambitieux pour la préservation et la restauration de l'état des eaux superficielles et souterraines avec une obligation de résultat pour atteindre le bon état des eaux en 2015.

Sur le plan national, les politiques considérées ont été les suivantes :

- la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 sur la sécurité civile et la prévention des risques majeurs
- la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau
- la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement.
- la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques et les décrets d'application associés
- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

Sur le plan territorial, il a été tenu compte :

- du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne
- du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odette au niveau des communes concernées (Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tournay),

### 2.1.2. Concernant la biodiversité, la faune et la flore

Tirant profit de son contexte littoral et de la qualité de son réseau hydrographique, le territoire abrite une réelle richesse écologique. La protection de cette biodiversité et des milieux qui lui sont nécessaires constitue donc un des enjeux forts pour le Schéma de Cohérence Territoriale. Ainsi, le projet tient compte des différents textes en vigueur sur le sujet. De nombreux textes font référence à cet objectif.

Au plan international, on peut ainsi citer :

- la convention sur la diversité biologique adoptée à Rio de Janeiro (Sommet de la Terre) le 22 mai 1992 et qui met en avant la nécessité de préserver la biodiversité à l'échelle mondiale ;
- la convention de Paris concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel signée le 16 novembre 1972 ;
- la convention de Bonn relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage signée le 23 juin 1979 ;
- la convention de Berne sur la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel signée le 19 septembre 1979.

Les textes européens faisant référence sont les suivants :

- stratégie paneuropéenne de la diversité biologique et paysagère approuvée à Sofia par les ministres européens de l'environnement le 25 octobre 1995, définissant des objectifs communs à l'Europe pour la protection de la biodiversité ;
- la directive CEE n° 79/409 du 2 avril 1979 sur la conservation des oiseaux sauvages, définissant des espèces d'oiseaux à protéger ;
- la directive CE n°92-43 du 21 mai 1992 sur la conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvage, définissant des espèces animales et végétales ainsi que des milieux à protéger ;
- le règlement CE n°300 38/97 relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce.

Au niveau national, les principaux textes référents sont les suivants :

- le décret d'approbation du Schéma des Services Collectifs des Espaces naturels et Ruraux du 18 avril 2002 ;
- la stratégie nationale pour la biodiversité de 2004.
- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

Sur le Plan local, le profil environnemental régional fait référence.

### 2.1.3. Concernant les espaces littoraux et les autres espaces naturels et ruraux

Les espaces naturels littoraux sont des secteurs à forte valeur patrimoniale le territoire. Cependant la pression foncière urbaine à l'œuvre depuis plusieurs années sur ces espaces a favorisé leur mitage.

Les zones agricoles situées à l'intérieur des terres ne sont pas en reste et la lutte contre leur disparition représente un enjeu qui justifie la prise en compte des textes sur ce sujet.

A ce sujet, les politiques référentes au niveau national sont :

- La loi Littoral du 3 janvier 1986
- La loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain du 13 décembre 2000
- Le décret d'application du Schéma des Services Collectifs des Espaces Naturels et Ruraux (SSCENR) du 18 avril 2002
- La loi relative au développement des territoires ruraux du 23 février 2005.
- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

Les déclinaisons territoriales de ces textes sont :

- La contribution des Régions au SSCENR
- Les Profils Régionaux Environnementaux

### 2.1.4. Concernant la qualité de l'air et de l'atmosphère, le changement climatique et les énergies

Grâce à sa situation géographique, le territoire du SCoT bénéficie d'une qualité de l'air satisfaisante et ce, malgré la présence supposée d'émissions d'ammoniac notamment. Au niveau énergétique, tout comme sa région d'appartenance, le territoire du SCoT reste fortement dépendant des apports extérieurs. Les énergies renouvelables qui pourraient permettre d'accroître son autonomie ne sont que peu présentes et ce, malgré la présence de réels potentiels notamment en terme de filière biomasse et d'énergie solaire voire éolienne.

A l'échelle internationale, les textes faisant référence sur ce thème sont :

- La convention de Genève sur la pollution atmosphérique transfrontalière du 13 novembre 1979
- La convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone du 22 mars 1985

- La Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques du 11 décembre 1997
- L'accord de Bonn du 23 juillet 2001 sur les modalités d'application du protocole de Kyoto

A l'échelle européenne, les textes pris en compte sont les suivants :

- la directive 84/330/CEE sur la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles, du 13 novembre 1979
- le règlement CEE n°35/28/86 sur la protection des forêts contre la pollution atmosphérique du 17 novembre 1986

Les politiques nationales pris en compte sont les suivantes :

- la loi n°95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995
- la loi n°96-1336 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996
- le programme national de lutte contre le changement climatique adopté le 19 janvier 2000
- la loi n°2001-153 portant création d'un observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoire d'outre-mer du 19 février 2001
- Le décret d'approbation du Schéma des Services Collectifs de l'Energie (SSCE) du 18 avril 2002
- la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique, dite loi POPE.
- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

Enfin, sur le plan local, les références sont :

- Le Plan Régional de la Qualité de l'Air de la Région Bretagne
- Les volets locaux du SSCE

### 2.1.5. Concernant la prévention des risques et des nuisances

- Les risques naturels et technologiques :

Les différents risques naturels et technologiques auxquels le territoire est soumis ont été énumérés dans le diagnostic de ce SCoT. Leur prise en compte dans le projet s'est

révélé être un enjeu important, notamment au regard de la réglementation s'y rapportant.

Au niveau européen, les textes suivants ont orienté la politique en matière d'installations classées :

- la directive n°92/82/CE concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.
- Le règlement CE n°2158/92 relatif à la protection des forêts dans la Communauté contre les incendies du 23 juillet 1992

Au niveau national, les textes de référence sont :

- la loi n°263 relative au transport de matières dangereuses du 5 février 1942
- la loi n°76-633 sur les installations classées du 19 juillet 1976
- la loi n°77-771 sur le contrôle des produits chimiques du 12 juillet 1977
- la loi n°87-565 sur la sécurité civile et la prévention des risques majeurs du 22 juillet 1987
- la loi n°93-3 sur les carrières du 4 janvier 1993
- la loi n°95-101 sur le renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995
- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

Sur le plan local, il a été tenu compte des éléments suivants :

- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Loire-Bretagne,
- le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux de l'Odette pour les communes concernées (Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tourch),
- Le Schéma Départemental d'Aménagement et de Protection de la Forêt contre les Incendies

- La prévention des nuisances acoustiques

Les bruits de voisinages, mais surtout les nuisances sonores liées au trafic routier, constituent les principales sources de nuisances acoustiques sur le territoire de l'intercommunalité. S'il est difficile d'intervenir sur les bruits de voisinage, il est en revanche possible au niveau du SCoT d'intervenir sur les nuisances sonores liées au trafic routier.

A ce sujet, le texte faisant référence au niveau européen est :

- la directive n°2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement du 25 juin 2002

Au niveau national, il a été tenu compte de :

- la loi n°92-1444 relative à la lutte contre le bruit du 31 décembre 1992
- la loi n°95-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement du 2 février 1995
- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

### 2.1.6. Concernant la gestion des déchets

La collectivité bénéficie d'un système de collecte des déchets satisfaisant. La présence sur le territoire d'installations spécifiques permet le traitement local d'une partie d'entre eux mais l'exportation reste encore importante engendrant des surcoûts et des pollutions.

Sur le plan européen, les textes pris en compte sont les suivants :

- la directive n°94/67/CE sur l'incinération des déchets dangereux du 16 décembre 1994
- la directive n°99/31/CE sur la mise en décharge des déchets du 26 avril 1999
- la directive n°2000/76/CE sur l'incinération des déchets du 4 décembre 2000
- la directive n°2002/95/CE relative aux déchets d'équipement électriques et électroniques du 27 janvier 2003
- la directive cadre sur les déchets du 20 juin 2008

Sur le plan national, il a été tenu compte de :

- la loi n°75-633 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux du 15 juillet 1975
- la loi n°81-531 sur les économies d'énergie du 15 juillet 1980
- La loi 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et installations classées pour la protection de l'environnement.

- la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement du 3 août 2009 et la loi portant engagement national pour l'environnement du 12 juillet 2010, dites "lois Grenelle 1 et 2"

Au niveau local, on a été pris en compte les objectifs :

- du plan régional d'élimination des déchets industriels
- du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés
- du plan départemental de gestion des déchets de chantiers du bâtiment et des travaux publics

## 2.2. Articulation du SCOT avec les autres plans et programmes environnementaux

Cette partie vise à décrire l'articulation du Schéma de Cohérence Territoriale avec les autres plans et programmes avec lesquels il devra être compatible (mentionnés à l'article L122-4 du Code de l'Environnement) ou qu'il devra prendre en compte. Les documents concernés seront les suivants :

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne (*compatibilité*),
- Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odette pour les communes concernées (*compatibilité*),
- Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) de la Bretagne (*prise en compte*),
- Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) du Finistère (*prise en compte*),
- Schéma Départemental des Carrières du Finistère (*prise en compte*),

A noter qu'il n'existe pas encore de Schéma de Mise en Valeur de la Mer couvrant le secteur de Concarneau Cornouaille Agglomération mais qu'une réflexion inter-SCoT serait menée à l'échelle du Pays de Cornouaille.

### 2.2.1. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire Bretagne

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 a prescrit l'élaboration de Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux par bassin ou groupement de bassins pour concilier les besoins de l'aménagement du territoire et la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Dans le bassin Loire Bretagne, le comité du bassin a décidé la mise à l'étude d'un seul SDAGE pour l'ensemble du bassin, qui a été adopté le 4 juillet 1996 et approuvé par le Préfet, coordinateur du Bassin le 1er décembre 1996. Ce dernier a été revu récemment et un nouveau schéma a été instauré pour la période 2010-2015.

Le bassin couvre l'ensemble des bassins versants de la Loire et de ses affluents, les bassins côtiers bretons et la Vilaine, les côtiers vendéens, pour une superficie de 155000 km<sup>2</sup>. Le SDAGE a pour objet de fixer des orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Il énonce des recommandations générales et particulières et arrête les objectifs de quantité et de qualité des eaux. Il délimite en outre le périmètre des sous-bassins correspondant à une unité hydrologique, où peut-être mis en œuvre un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. (S.A.G.E).

Le SDAGE et les SAGE possèdent une portée juridique forte qui s'impose à de nombreux documents administratifs, notamment aux SCOT et aux PLU, qui doivent être compatibles avec leurs objectifs.

Le tableau page suivante présente, pour chacun des objectifs, la manière dont le SCoT tient compte des orientations du SDAGE. Il présente d'une part un rappel du diagnostic permettant de resituer l'enjeu du SDAGE dans le contexte du SCoT, et d'autre part les éventuelles traductions dans le SCoT au niveau du PADD et/ou du DOO.

Orientations SDAGE	Sous-objectifs du SDAGE	Contexte dans le SCOT	Traduction politique
<b>Repenser les aménagements de cours d'eau</b>	1A Empêcher toute nouvelle dégradation des milieux 1B Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau 1C Limiter et encadrer la création de nouveaux plans d'eau 1D Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur 1E Contrôler les espèces envahissantes 1F Favoriser la prise de conscience 1G Améliorer la connaissance	Réseau hydrographique ramifié avec de nombreux rivières et ruisseaux de qualité abritant des espèces patrimoniales. Peu de perturbations hydromorphologiques des cours d'eau recensées, favorisant ainsi la qualité hydrobiologique.	Par l'instauration d'une Trame Verte et Bleue reposant en partie sur le réseau hydrographique existant et empêchant toute rupture de continuité (inconstructibilité ou aménagement adapté), le SCoT va dans le sens d'une gestion écologique des cours d'eau. A noter qu'aucun projet de réaménagement de cours d'eau n'est d'ailleurs envisagé dans le SCoT.
<b>Réduire la pollution par les nitrates</b>	2A Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE 2B Inclure systématiquement certaines dispositions dans les programmes d'actions en zones vulnérables 2C En dehors des zones vulnérables, développer l'incitation sur les territoires prioritaires 2D Améliorer la connaissance	La teneur en nitrates des eaux superficielles et souterraines de Concarneau Cornouaille Agglomération atteint des niveaux proches voire légèrement supérieurs à 50mg/L. La qualité est donc médiocre sous l'angle du taux de nitrates.	Le SCoT revient sur la volonté d'améliorer la qualité de ses eaux superficielles, notamment du point de vue des nitrates, dans son PADD. Ainsi il veut encourager une agriculture durable, respectueuse de son environnement, ce qui va dans le sens d'une réduction des rejets azotés. Cependant, le SCoT n'a pas d'influence réglementaire sur les pratiques agricoles, dont certaines sont les principales responsables de la pollution par les nitrates.
<b>Réduire la pollution organique</b>	3A Poursuivre la réduction des rejets directs de phosphore 3B Prévenir les apports de phosphore diffus 3C Développer la métrologie des réseaux d'assainissement 3D Améliorer les transferts des effluents collectés à la station d'épuration et maîtriser les rejets d'eaux pluviales	La teneur en phosphate des eaux superficielles présentes sur le territoire du SCOT ne semble pas particulièrement problématique, la qualité étant évaluée de bonne à moyenne.	Si le SCoT ne peut agir de manière réglementaire sur le secteur agricole, il peut toutefois mettre en place des moyens d'action relatifs aux systèmes d'assainissement et de gestion des eaux pluviales. Ainsi le SCoT demande une adéquation entre urbanisation/capacité d'assainissement et préconise une gestion écologique des eaux pluviales.
<b>Maîtriser la pollution par les pesticides</b>	4A Réduire l'utilisation des pesticides à usage agricole 4B Limiter les transferts de pesticides vers les cours d'eau Concarneau Cornouaille Agglomération Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les villes et sur les infrastructures publiques 4D Développer la formation des professionnels 4E Favoriser la prise de conscience 4F Améliorer la connaissance	Les mesures réalisées sur le territoire n'ont pas fait apparaître de dépassement de seuils pour les pesticides recherchés.	Comme pour les nitrates et le phosphore, le SCoT ne peut qu'encourager des pratiques agricoles utilisant moins de pesticides mais pas les imposer. Par ailleurs, le Schéma de Cohérence Territoriale formule dans son PADD sa volonté de limiter l'utilisation des produits phytosanitaires dans la gestion des espaces verts.

<b><i>Maîtriser la pollution due aux substances dangereuses</i></b>	5A Poursuivre l'acquisition et la diffusion des connaissances 5B Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives 5C Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations	On dispose de peu de données sur ce type de pollutions. Le SDAGE préconise à ce titre de mettre en œuvre des moyens pour mieux cerner ces pollutions pouvant avoir des origines très variées.	Il n'appartient pas au SCoT de définir les modalités visant à mieux connaître les pollutions par les substances dangereuses. D'une manière générale, les dispositions du SCoT en faveur de la préservation de la ressource en eau, notamment au travers du traitement des eaux pluviales et usées, vont dans le sens de cet objectif du SDAGE.
<b><i>Protéger la santé en protégeant l'environnement</i></b>	6A Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable 6B Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages 6C Lutter contre les pollutions diffuses, nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages 6D Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages en eau superficielle 6E Réserver certaines ressources à l'eau potable 6F Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignades en eaux continentales et littorales. 6G Mieux connaître les rejets et le comportement dans l'environnement des substances médicamenteuses	Concernant les captages d'eau potable, le territoire du SCoT en recense plus d'une douzaine, dont une majorité présente un périmètre de protection. Les eaux de baignades littorales sont, pour la quasi-totalité, considérées comme de bonne ou moyenne qualité.	Conscient de l'importance de cette thématique, le SCoT se montre volontaire dans l'optique de sécuriser la qualité de son eau potable. En dehors des efforts réalisés en faveur de la diminution des pollutions diverses (Cf. début tableau), Concarneau Cornouaille Agglomération incite aussi au classement en zone N et An dans les PLU les périmètres de captage immédiat et rapproché. Ces actions vont aussi dans le sens d'une amélioration des eaux de baignades bordant le territoire.
<b><i>Maîtriser les prélèvements d'eau</i></b>	7A Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins 7B Economiser l'eau 7C Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux 7D Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements 7E Gérer la crise	En dehors de la période estivale, le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération dispose d'une ressource en eau relativement bien fournie (hormis Concarneau) mais qui est sollicitée par de nombreux usages. Le manque d'interconnexion du réseau fait craindre la possibilité d'une insuffisance en cas d'événement accidentel. De plus, l'été, les prélèvements sur les ressources superficielles peuvent compliquer la vie biologique des rivières	Toujours dans l'optique de répondre à son objectif de sécurisation de son alimentation en eau potable, le SCoT prône un renforcement des interconnexions du réseau et exprime dans son PADD la volonté de sensibiliser les acteurs à l'adaptation voire la réduction de leur consommation, des études communales d'économies étant préconisées. Le soutien des débits d'étiage fait aussi partie des souhaits exprimés par le SCoT.

<b>Préserver les zones humides et la biodiversité</b>	<p>8A Préserver les zones humides</p> <p>8B Recréer des zones humides disparues, restaurer les zones humides dégradées pour contribuer à l'atteinte du bon état des masses d'eau de cours d'eau associées</p> <p>8C Préserver les grands marais littoraux</p> <p>8D Favoriser la prise de conscience</p> <p>8F Améliorer la connaissance</p>	<p>Les zones humides, nombreuses sur Concarneau Cornouaille Agglomération, font partie intégrante du patrimoine hydrographique et biologique que le SDAGE entend protéger. Elles ont été inventoriées dans le cadre des politiques suivantes : SAGE de l'Odet, contrat Aven Bélon Merrien, contrat Baie de la Forêt</p>	<p>L'identification et la protection des zones humides figurent comme l'une des prescriptions du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Ainsi ce dernier demande à ce que ces zones humides soient protégées à l'échelle cadastrale dans les PLU et soustraites de toute possibilité d'urbanisation. Une préconisation demande aussi de permettre d'identifier les zones dégradées et pouvant faire l'objet d'une restauration, notamment dans l'optique de compenser des projets ayant un impact négatif sur la trame verte et bleue établie.</p>
<b>Rouvrir les rivières aux poissons migrateurs</b>	<p>9A Restaurer le fonctionnement des circuits de migration</p> <p>9B Assurer la continuité écologique des cours d'eau</p> <p>9C Assurer une gestion équilibrée de la ressource piscicole</p> <p>9D Mettre en valeur le patrimoine halieutique</p>	<p>Les poissons migrateurs représentent un patrimoine biologique majeur sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération. Les rivières de première catégorie abritent notamment le Saumon Atlantique (<i>Salmo salar</i>), migrateur emblématique qui a fortement régressé dans le Monde et en France.</p>	<p>Les orientations du SCoT visant à l'instauration et la protection d'une trame verte et bleue permettent indirectement de répondre aux attentes du SDAGE en matière de maintien des continuités sur le réseau hydrographique.</p>
<b>Préserver le littoral</b>	<p>10A Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition.</p> <p>10B Limiter ou supprimer certains rejets en mer</p> <p>10C Maintenir et /ou améliorer la qualité des eaux de baignade</p> <p>10D Maintenir et /ou améliorer la qualité sanitaire des zones et des eaux conchylicoles</p> <p>10E Renforcer les contrôles sur les zones de pêches à pied</p> <p>10F Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement</p> <p>10G Améliorer la connaissance et la protection des écosystèmes littoraux</p> <p>10H Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins</p>	<p>Marquant la limite Sud-Ouest du territoire, la façade océanique est une composante incontournable de Concarneau Cornouaille Agglomération.</p> <p>La qualité des eaux littorales est dans la majorité des cas estimée moyenne voire bonne, que ce soit pour la baignade ou la conchyliculture. Des proliférations d'algues vertes sont toutefois observées et témoignent d'apports excessifs de sels nutritifs dans le milieu, pénalisant ainsi les usages.</p>	<p>Consciente des enjeux inhérents à ses espaces littoraux, Concarneau Cornouaille Agglomération a affiché sa volonté de préserver son littoral. Ainsi, les dispositions en faveur de la qualité des eaux superficielles et souterraines déjà exposées dans ce tableau (conditionnement de l'urbanisation à la capacité d'assainissement, lutte contre les pollutions, trame verte et bleue...) vont dans le sens de la préservation de la qualité des eaux marines.</p> <p>De plus, le SCoT porte une attention particulière à l'aménagement de ces espaces en protégeant les zones sensibles et limitant voire interdisant les constructions nouvelles.</p>
<b>Préserver les têtes de bassins versants</b>	<p>11A Adapter les politiques publiques à la spécificité des têtes de bassin</p> <p>11B Favoriser la prise de conscience</p>	<p>La présence de ruisseaux et rivières sur le territoire de l'intercommunalité de Concarneau Cornouaille Agglomération est associée à l'existence de nombreuses têtes de bassins versants plus ou moins étendues.</p>	<p>Si le SCoT n'a pas formulé de mesure spécifique à ces zones, ces dernières seront cependant prises en compte dans les aménagements grâce à la mise en place de la Trame Verte et Bleue et la protection des zones humides.</p>

<b>Réduire le risque inondation par les cours d'eau</b>	12A Améliorer la conscience et la culture du risque et la gestion de la période de crise 12B Arrêter l'extension de l'urbanisation des zones inondables 12C Améliorer la protection dans les zones déjà urbanisée 12D Réduire la vulnérabilité dans les zones inondables	Le risque Inondation est l'un des risques identifiés sur Concarneau Cornouaille Agglomération. Il concerne plus particulièrement les communes de Rosporden et Pont-Aven dont le centre est traversé par l'Aven. Un PPRI a par ailleurs été prescrit.	Objectif inscrit dans le DOO du SCoT, la lutte contre le risque inondation est favorisée par diverses préconisations : identification et protection dans les PLU des secteurs d'intérêt (lit majeur, zones humides...), réalisation de plans de zonages pluviaux, techniques de gestion des eaux pluviales adaptées... La mise en place d'une urbanisation raisonnée, notamment dans les zones à risques, exprimée dans le PADD répond aussi à cet objectif.
<b>Renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques</b>	13A Des Sage partout où c'est nécessaire 13B Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau 13C Renforcer la cohérence des actions de l'État 13D Renforcer la cohérence des politiques publiques	Concarneau Cornouaille Agglomération n'est concernée que partiellement par le SAGE de l'Odét puisque ce dernier ne touche que les communes Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tournich. Le reste du territoire ne dispose pas de SAGE.	Lors de l'élaboration du SCoT, la collectivité a préconisé l'élaboration d'un SAGE sur son territoire non-couvert jusqu'alors. Cette mesure forte du SCoT symbolise sa volonté d'agir en faveur d'une politique de l'eau plus cohérente sur son territoire. L'arrêté préfectoral du 4 Février 2011 fixe le périmètre du SAGE Sud Cornouaille ; De plus le SCoT, en relayant le SDAGE et le SAGE de l'Odét sur les communes concernées, participe déjà à renforcer la cohérence des politiques territoriales en faveur de l'eau.
<b>Mettre en place les outils réglementaires et financiers</b>	14A Mieux coordonner l'action réglementaire de l'État et l'action financière de l'agence de l'eau 14B Optimiser l'action financière	Divers outils réglementaires et financiers sont en place sur le territoire du SCoT pour la gestion de l'eau.	Il n'appartient cependant pas au SCoT de coordonner ces politiques.
<b>Informier, sensibiliser, favoriser les échanges</b>	15A Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées 15B Favoriser la prise de conscience 15C Améliorer l'accès à l'information sur l'eau	Une bonne préservation de la ressource en eau passe par l'information et la sensibilisation de tous les usagers.	En ce sens, le SCoT peut jouer un rôle de sensibilisation au travers des orientations spécifiques à l'eau.

A la vue de ces informations, il apparaît donc que le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération a bien pris la mesure des enjeux liés à sa ressource en eau. Dans cette optique, il reprend bien les différentes orientations du SDAGE du bassin Loire Bretagne et partage avec ce dernier un certain nombre des objectifs : protection de la qualité de l'eau, préservation des zones humides et du littoral... Néanmoins, certaines dispositions du SDAGE ne sont pas reprises dans le SCoT car elles n'entrent pas dans son champ de compétences. Pour ces cas, il convient de signaler que le SCoT ne comporte aucune disposition pouvant aller à l'encontre des objectifs proposés par le SDAGE.

Le projet de SCoT est donc compatible avec les orientations du SDAGE Loire Bretagne.

## 2.2.2. Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Odet

Le territoire du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération est partiellement inscrit dans le SAGE de l'Odet. Il doit donc se rendre compatible avec ce dernier et ce, sur les communes concernées (Elliant, Saint-Yvi, Rosporden et Tournay).

Ce Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux approuvé par la Préfet le 2 février 2007 comporte cinq enjeux majeurs déclinés en objectifs :

- les inondations : 1. Poursuivre les aménagements en ville ; 2. Accroître le niveau de protection de Quimper par des interventions en amont ; 3. Réduire la vulnérabilité des lieux exposés ; 4. Mieux organiser l'information préventive de la population et la gestion de crise et 5. Veiller au maintien de la qualité de la prévision de l'annonce des crues.

- la qualité de l'eau : 1. Améliorer les pratiques et l'aménagement de l'espace agricole ; 2. Réduire la pollution par les pesticides (tous usages) ; 3. Poursuivre l'amélioration des dispositifs d'assainissement ; 4. Réduire la pollution générée par les piscicultures ; 5. Réduire la pollution issue de la navigation ; 6. Réduire la pollution issue du ruissellement sur les surfaces imperméabilisées ; 7. Réduire les pollutions industrielles et artisanales et 8. Suivre la qualité de l'eau.

- les besoins et les ressources en eau : 1. Améliorer la connaissance des besoins et des ressources ; 2. Donner plus de cohérence à l'organisation des gestionnaires de l'eau ; 3. Tendre vers une plus grande autonomie du bassin ; 4. Poursuivre les efforts d'économie d'eau (tous usagers) et 5. Mieux gérer la consommation estivale.

- les milieux naturels aquatiques : 1. Renforcer la protection et gérer les zones humides ; 2. Pérenniser l'entretien des cours d'eau ; 3. Aménager les obstacles à la libre-circulation ; 4. Protéger les abords des cours d'eau et 5. Protéger et gérer les populations piscicoles.

- l'estuaire : 1. Organiser la conciliation des activités de l'estuaire ; 2. Préserver la fonction industrielle du port du Corniguel à Quimper ; 3. Améliorer les conditions d'exercice des sports nautiques ; 4. Préserver les ressources marines ; 5. Préserver le caractère naturel des rives et 6. Améliorer les équipements liés à la navigation de plaisance.

Le Schéma de Cohérence Territoriale de Concarneau Cornouaille Agglomération n'a pas formulé de mesure spécifique s'appliquant sur les communes concernées par le SAGE. Néanmoins il prend en compte les objectifs de ce dernier, et qui font écho à ceux fixés par le SDAGE, en définissant la politique de développement de l'ensemble du territoire intercommunal. Ainsi, au sein de son champ de compétence le SCoT a formulé plusieurs prescriptions permettant de répondre directement aux objectifs du SAGE. On pourra notamment citer :

- les mesures de lutte contre les pollutions relatives à la gestion de l'assainissement (adéquation urbanisation/capacités épuratoires) ;
- la mise en place d'une Trame Verte et Bleue permettant de maintenir les continuités écologiques hydrographiques tout en protégeant les abords des cours d'eau de l'urbanisation ;
- le relai au travers des PLU de l'inventaire et de la protection des zones humides présentes sur le territoire avec une valorisation appropriée et une restauration des zones dégradées dans le cadre de projets impactants ;
- des mesures concernant la protection des captages d'eau potable et l'interconnexion des différents réseaux autonomes ;

Par ailleurs, un certain nombre de préconisations ont été relayées, afin d'afficher au travers de ce document la volonté des élus de répondre à ces enjeux :

- la volonté de mieux gérer les eaux pluviales afin de prévenir le risque inondation et améliorer la qualité de l'eau,
- la volonté d'accompagner la profession agricole dans la maîtrise de ses pollutions diffuses, ainsi que la maîtrise des pollutions d'origine urbaine,
- la volonté de lutter contre les consommations excessives et les faiblesses du réseau d'eau potable,

Les autres grandes orientations ne relèvent pas du SCoT, soit en raison de critères géographiques (estuaire), soit pour des raisons de compétences (les objectifs sont parfois très éloignés de ceux pouvant être formulés dans un document d'urbanisme).

**Le projet de SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération respecte donc les orientations du SAGE de l'Odet et est compatible avec ce dernier. Par ailleurs, il est important de noter le SCoT s'est prononcé en faveur de l'élaboration d'un SAGE sur le reste de son territoire, soulignant par le fait la volonté de ses élus de renforcer la cohérence de la politique territoriale de l'eau.**

### 2.2.3. Le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA)

Instaurés par la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie du 30 décembre 1996, les Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air (PRQA) sont des documents d'orientation permettant d'afficher des objectifs de qualité de l'air et de réduction des émissions polluantes.

Pour la région Bretagne, le premier PRQA a été élaboré sous l'autorité du préfet de Région et approuvé pour la période 2000-2004. Le Conseil régional de Bretagne a donc décidé fin 2006 d'entamer la révision du Plan, avec la volonté de promouvoir une approche intégrée entre air, santé, climat et environnement. Approuvé en 2008 et permettant de couvrir la période 2008 – 2013, le PRQA breton a vocation à devenir le volet « Air » du futur Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie institués par le Grenelle de l'environnement.

Les orientations définies dans le cadre du PRQA s'orientent autour de six axes, dont les deux premiers sont jugés prioritaires :

- Mieux connaître les émissions liées à l'usage de produits phytosanitaires et les réduire,
- Penser l'aménagement du territoire et les politiques de déplacement afin de réduire les émissions liées à l'usage des véhicules,
- Réduire les émissions des secteurs résidentiel et tertiaire,
- Poursuivre la limitation des émissions liées aux activités économiques (agriculture, industrie et artisanat),
- Approfondir les connaissances liées à la qualité de l'air,
- Renforcer l'information et la sensibilisation des publics.

#### ▪ Des objectifs qui n'entrent pas dans les prérogatives du SCoT

Etant donné la portée régionale des PRQA, ainsi que la multitude des destinataires et des actions visés, il ressort qu'un certain nombre des objectifs formulés par les Plans ne sauraient être relayés par le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Ainsi, certains objectifs concernent essentiellement la mise en place de moyens de suivi et de communication, c'est-à-dire vers des domaines que le SCoT ne peut réglementer. C'est notamment le cas des orientations visant à développer les connaissances sur les polluants, leurs origines et leurs effets sur la santé.

#### ▪ Des objectifs hors de portée du SCoT, mais pouvant être relayés par les collectivités territoriales

D'autre part, un certain nombre des objectifs des PRQA, s'ils peuvent être fortement appuyés par les collectivités, ne pourront être relayés directement dans le SCoT.

On pourra ainsi citer les objectifs de réduction des pollutions liées aux activités agricoles notamment. A noter toutefois que le SCoT peut encourager à une amélioration des pratiques en favorisant une agriculture durable (Cf. PADD)

#### ▪ Des objectifs en lien direct avec le SCoT

Enfin, certains des objectifs des PRQA rentrent dans les compétences du SCoT. Il s'agit notamment des orientations visant à réduire les pollutions issues des secteurs résidentiels et des transports.

Ainsi, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération a fixé des prescriptions en matière de construction afin de favoriser les économies d'énergie (compacité, conception et orientation avec optimisation de l'ensoleillement) et les énergies renouvelables. Les préconisations liées à l'aspect bioclimatique des bâtiments répondent aussi directement au besoin de limiter les pollutions d'origine résidentielle et tertiaire. Au niveau du secteur des transports, il s'avère que le SCoT intègre des dispositions en faveur de la réduction du trafic automobile, notamment par l'intermédiaire des choix d'urbanisme (densification, mixité fonctionnelle) et des modalités de déplacements (favoriser les déplacements doux et transport collectif).

**Il apparaît donc que si un certain nombre des dispositions des PRQA ne concernent pas le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération, ce dernier reprend bien les orientations pour lesquelles il dispose de réelles possibilités d'intervention.**

**De plus, il est important de noter que le SCoT appuie la réalisation d'un Plan Climat Territorial (PCT) permettant de réduire les émissions de Gaz à effet de serre et ce, en accord avec la réglementation en vigueur qui l'impose<sup>1</sup>.**

<sup>1</sup> La loi du 12 juillet 2010 dite « Grenelle 2 » impose la réalisation d'un PCT pour les EPCI > à 50 000hab. d'ici fin 2012

## 2.2.4. Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Finistère

La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales a transféré de l'Etat aux départements la compétence d'élaboration des plans d'élimination des déchets ménagers et assimilés. Ainsi, les déchets dont l'élimination est planifiée au niveau départemental, sont non seulement les déchets ménagers mais également les déchets qui leur sont assimilés du fait de leur mode commun d'élimination.

Dans le Finistère, un premier PDEDMA a été élaboré en 1996 puis revu en 2000. En 2008, un nouveau plan a vu le jour afin de couvrir une période de dix ans. Le PDEDMA 2008-2018, aussi appelé plan départemental de prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés, a été approuvé par le Conseil général le 22 octobre 2009. Hormis l'élaboration de scénarii propres au Plan, les axes majeurs développés par le plan sont :

- Des préconisations et des engagements forts à mettre en œuvre à échéance 2018 :
  - Réduire les quantités et la nocivité des déchets produits et collectés : la prévention
  - Développer la valorisation matière, organique et énergétique
  - Poursuivre les efforts en matière de valorisation et de recyclage des emballages
- Bâtir une organisation durable de la gestion des déchets résiduels (complémentarité des filières, solidarité des territoires et principe de proximité) :
  - Structurer le Finistère en deux secteurs cohérents en matière de traitement des déchets résiduels
  - Prévoir des orientations de gestion pour les déchets banals des entreprises et les déchets assimilés
  - Limiter l'impact de la gestion des déchets sur l'environnement
  - Evaluer les coûts inhérents à la gestion et au traitement des déchets et mettre en place un observatoire de la qualité
- Assurer le suivi et l'évaluation du Plan ; communiquer et sensibiliser :
  - Sensibiliser et communiquer auprès de l'ensemble des acteurs de la production et de la gestion des déchets
  - Accompagner la mise en œuvre des objectifs du PDEDMA par un suivi et une évaluation

En premier lieu, il convient de préciser que, s'il n'appartient pas au SCOT de définir les conditions de traitement des déchets, ce dernier peut cependant s'inscrire dans une démarche visant à améliorer leur gestion.

Ainsi, au travers de son PADD, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération met en évidence l'intérêt du territoire à limiter la quantité des déchets produits, en favorisant notamment la prévention, et à les traiter de manière locale. Cette volonté est reprise dans Document d'Orientations et d'Objectifs qui préconise le développement du recyclage ou du compostage individuel afin de réduire la quantité de déchets non-valorisée, et la mise en place de structures locales de traitement.

**D'une manière générale, on peut dire que le projet de SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération s'inscrit dans les objectifs du Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés du Finistère en prenant en compte ses orientations majeures.**



**Cellule Info' Déchets de Concarneau Cornouaille Agglomération**  
(Source : Concarneau Cornouaille Agglomération)

### 2.2.5. Le Plan Départemental des Carrières du Finistère

Le Schéma Départemental des carrières du Finistère s'inscrit dans le cadre de la loi n°93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières. Sa vocation est de définir les conditions générales d'implantation des carrières dans le département, notamment les objectifs à atteindre en matière de remise en état et de réaménagement des sites.

Dans le Finistère, le schéma départemental des carrières a été approuvé le 5 mars 1998. Celui-ci revient sur les points suivants :

- Mode d'approvisionnement :
  - Granulats : Réalisation d'une étude hydrogéologique lors de la demande de prélèvement, optimiser les gisements en visant le plein emploi des matériaux, utiliser les matériaux de substitution et favoriser la réutilisation des enrobés routiers ;
  - Roches ornementales : Préserver les possibilités d'exploitation, valoriser les déchets d'exploitation, prévoir une garantie financière pour la remise en état
- Modalités de transport :
  - Carrières > 200 000T/an : Création de voies spécifiques afin d'éviter la traversée des zones habitées
  - Carrières > 500 000T/an avec export : Raccordement au réseau ferré si possible
- Zones protégées :
  - Granulats : Création interdite sur les ZNIEFF Aber Benoît/Aber Wrac'h/Vallée de l'Odét, sur les espaces d'intérêt du PNR Armorique, sur les projets de réserves naturelles et préservation des lignes de crêtes à l'Est des Montagnes Noires ;
  - Autres matériaux : Pas de contraintes au vu du faible impact et du caractère artisanal de l'exploitation
- Réaménagement :
  - Carrières alluvionnaires et assimilés : Si possible retour à l'usage initial, sinon projet d'aménagement concerté
  - Carrières roches massives : Privilégier une remise en état à vocation écologique

La définition des conditions d'exploitation des carrières ne figure pas dans les attributions du SCoT. Néanmoins, dans un souci de préservation de la ressource, le projet de SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération aborde les dispositions

relatives aux carrières au sein de son PADD. Ainsi il confirme la volonté de pérenniser l'alimentation en granulat sur le territoire (site de Kerhoantec à Elliant) afin de produire localement les matériaux nécessaires à la construction, mais tout en veillant dans le même temps à limiter les impacts environnementaux en cours d'exploitation ou à la fermeture du site. De plus, il incite indirectement à l'économie des ressources par la promotion de formes urbaines plus compactes, denses et concentrées, nécessitant moins de matériaux pour les bâtiments et les voiries.

De même, il encourage la réflexion concernant l'utilisation potentielle de ces sites en fin de vie en site d'accueil de déchets inertes (CET de classe 3) dans le respect des règles environnementales en vigueur.

**Les orientations figurant dans le Plan Départemental des Carrières du Finistère ont été prises en compte dans le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération afin d'œuvrer pour l'approvisionnement local et la gestion durable des ressources géologiques du territoire.**

## 2.3. Le choix d'un scénario axé sur le développement durable

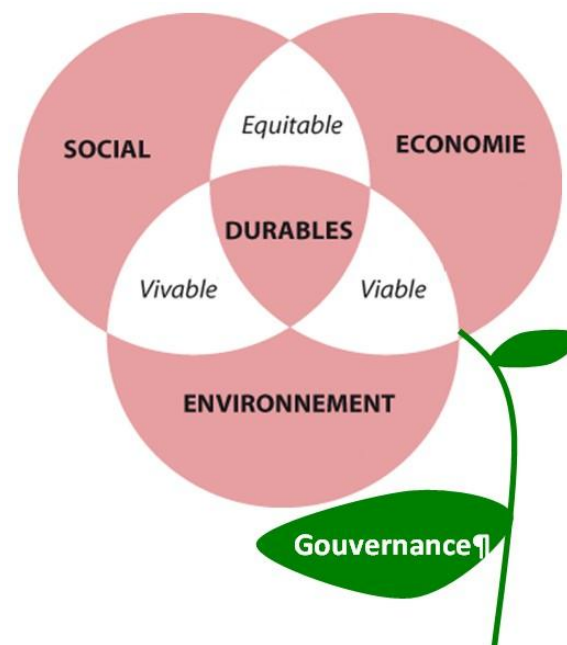
### 2.3.1. Analyse des différents scénarii

Pour cette partie, deux scénarii seront confrontés :

- Un scénario dit « au fil de l'eau » dont les principales caractéristiques sont de poursuivre les tendances précédemment à l'œuvre sur le territoire de la Concarneau Cornouaille Agglomération.
- Le scénario retenu pour le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération, construit en réponse aux enjeux du développement durable spécifiques au territoire, et qui se veut donc plus ambitieux et plus à même de proposer une stratégie de développement du territoire plus durable.

La vocation de ce scénario n'étant pas de répondre uniquement aux enjeux environnementaux, son élaboration répond également à des enjeux sociaux et économiques. C'est l'ensemble de ces considérations qui a contribué à définir un modèle de développement respectant au maximum les différents enjeux du développement durable.

Le tableau présenté page suivante compare de manière générale les incidences environnementales prévisibles des deux scénarii étudiés, en fonction des différentes thématiques abordées au cours de l'état initial de l'environnement.



*Principes de Développement Durable*



Thèmes environnementaux	Scénario « Au fil de l'eau »	Scénario construit pour le SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération
Protection des milieux naturels et agricoles, de la biodiversité	<p>Protection des zones identifiées réglementairement (loi littoral, Natura 2000) mais forte consommation d'espaces par l'urbanisation sur les zones non couvertes.</p> <p>Pas de prise en compte spécifique des corridors écologiques conduisant à l'altération voire la destruction de leur fonctionnalité (ex : implantation d'infrastructure sans aménagement spécifique) et la remise en cause du bon fonctionnement écologique du territoire.</p>	<p>Préservation des zones déjà identifiées mais aussi du littoral en général et réduction de la consommation d'espace sur l'ensemble du territoire.</p> <p>Maintien du bon fonctionnement écologique en préservant les corridors écologiques.</p>
Paysages	<p>En dehors de quelques espaces protégés, poursuite de l'étalement urbain vecteur d'homogénéisation des paysages ruraux et littoraux de la Concarneau Cornouaille Agglomération.</p> <p>Déstructuration de l'espace urbain et perte de son identité architecturale.</p>	<p>Maîtrise de l'urbanisation au sein des espaces littoraux et agricoles. Arrêt des extensions diffuses, densification permettant une meilleure « lecture » des bourgs et hameaux.</p> <p>Préconisation en faveur d'une meilleure intégration des nouvelles constructions et protection des éléments d'intérêt paysager existants.</p>
Réseau hydrographique et qualité des eaux terrestres et marines	<p>Imperméabilisation forte des bassins versants par l'étalement de l'urbanisation. Perturbation des écoulements naturels. Augmentation des rejets polluants dus à l'urbanisation non maîtrisée et une mauvaise gestion des eaux pluviales. Dégradation progressive de la qualité des eaux des cours d'eau puis marines (marées vertes), impacts sur les usages.</p> <p>Non prise en compte des zones humides, espace d'intérêt biologique et hydraulique.</p>	<p>Maîtrise de l'étalement urbain et maintien d'espaces tampons agricoles et naturels.</p> <p>Gestion écologique des eaux pluviales limitant les flux de polluants.</p> <p>Protection des abords du réseau hydrographique (Trame Verte et Bleue).</p> <p>Zones humides inventoriées et protégées, voire valorisées. Restauration progressive des secteurs endommagés en compensation d'impacts résiduels de projets d'aménagement du territoire.</p>
Alimentation en eau potable	<p>Ressource disponible mais situation tendue notamment en cas d'accident car réseaux non liés entre eux. Probabilité d'accident plus élevée car certains captages non-protégés par un périmètre. Tension sur le débit des rivières en été.</p> <p>Consommation en augmentation du fait de l'arrivée de nouveaux habitants et de l'étalement urbain (pertes de réseaux)</p>	<p>Amélioration de la sécurité d'approvisionnement : interconnexion, protection des captages.</p> <p>Augmentation maîtrisée de la consommation en limitant les pertes et sensibilisant la population.</p>
Assainissement	<p>Dispersion de l'habitat générant une difficulté dans la mise en place de systèmes collectifs performants, problème d'épandage des boues.</p> <p>Saturation des systèmes existants par raccordement supérieur à la capacité, rejets dans le milieu.</p>	<p>Assurer un meilleur niveau de collecte et de traitement en limitant la dispersion de l'habitat</p> <p>Conditionnement de l'urbanisation à la capacité des stations d'épuration afin d'éviter toute saturation.</p>
Climat et énergie	<p>Economies d'énergies grâce à l'évolution de la réglementation, du coût des énergies, du perfectionnement technique mais desserrement et étalement urbain entraînant une augmentation des déplacements automobiles et des consommations énergétiques en général (besoin énergétique habitat indiv.&gt; habitat collectif). Desserte inadaptée des</p>	<p>Optimisation de la forme et de la composition urbaine au regard du critère de la consommation d'énergie : orientation et taille du bâti visant à réduire les pertes et optimiser les apports naturels. Densification et mixité fonctionnelle permettant de réduire les déplacements. Développement des solutions alternatives à la voiture individuelle : transports en commun,</p>

Climat et énergie	<p>transports en commun et absence d'intermodalité favorisant le « tout voiture ».</p> <p>Développement progressif mais lent des énergies renouvelables du fait notamment des règlements d'urbanisme contraignants à l'origine de difficultés pour valoriser les potentiels solaire, bois énergie et éolien.</p>	<p>déplacements doux et co-voiturage.</p> <p>Développement facilité des énergies renouvelables lors de la mise en œuvre des ZAC, des lotissements et des opérations de renouvellement urbain en interdisant aux PLU de bloquer la mise en place de techniques environnementales favorables à la bonne maîtrise de l'énergie.</p>
Gestion des déchets	<p>Diffusion de l'urbanisation et croissance de la population entraînant une augmentation de la production de déchets et des difficultés à optimiser les réseaux de collecte.</p> <p>Exportation et traitement des déchets en dehors du territoire entraînant un surcoût.</p>	<p>Augmentation maîtrisée de l'urbanisation et de la population, permettant une bonne gestion de la collecte et une maîtrise de la production de déchets.</p> <p>Valorisation des déchets (recyclage, compostage) pour réduire les quantités finales à traiter.</p> <p>Développement souhaité de structures locales de traitement des déchets.</p>
Risques et Nuisances	<p>Imperméabilisation due aux nouvelles constructions entraînant perturbations hydrauliques et pollution.</p> <p>Zones d'habitat exposées au risque technologique.</p> <p>Diffusion de l'urbanisation autour des grands axes de transport.</p>	<p>Maîtrise des extensions urbaines réduisant l'imperméabilisation. Répartition mieux gérée entre habitat et activités</p> <p>Prise en compte de la localisation des risques technologiques.</p>
Qualité de l'air	<p>Augmentation des déplacements automobiles par diffusion de l'urbanisation.</p>	<p>Limitation des déplacements automobiles par la maîtrise de la croissance démographique et de l'urbanisation.</p> <p>Mise en place de nouvelles formes de mobilité.</p>
Géologie et exploitation des carrières	<p>Consommation importante de matériaux pour les bâtiments et les voiries en raison de l'étalement urbain. Mitage rendant difficile l'exploitation des carrières (nuisances).</p>	<p>Mise en place de conditions permettant de poursuivre une exploitation durable des carrières, économie de ressources par des formes urbaines plus denses et plus compactes.</p>

### 2.3.2. Bilan

Il ressort de cette analyse que pour l'ensemble des thématiques environnementales étudiées dans le SCoT, le scénario élaboré en réponse aux enjeux du développement durable du territoire soit le plus adapté d'un point de vue environnemental. En effet, il offre une réponse directe ou indirecte à chacun des principaux enjeux formulés à l'issue du diagnostic environnemental.

Une fois ce scénario établi, la mise en perspective des enjeux définissant des besoins et des objectifs a abouti à la définition d'orientations reprises dans le PADD et traduites dans le DOO. Les enjeux environnementaux ont, au même titre que les enjeux de développement économique, démographiques, sociaux, été traités dans cette démarche.

L'ensemble des orientations ayant été définies pour le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération feront l'objet d'une analyse anticipée de leurs incidences sur l'environnement présentée ci-après.

### 3. EVALUATION DES INCIDENCES PREVISIBLES DU SCoT SUR L'ENVIRONNEMENT

Cette partie se propose d'évaluer les incidences des orientations générales propres au SCoT sur l'environnement. Pour chaque thème, l'état initial, les tendances d'évolution ainsi que les enjeux sont brièvement rappelés. Ensuite, une analyse des incidences prévisibles tant positives que négatives sera proposée.

Un bilan des incidences du schéma est réalisé pour chaque thématique. D'une manière générale, il traduit la manière dont les incidences négatives ont été prises en compte dans le document. Dans ce cas, les mesures permettant d'éviter, de réduire ou de compenser les incidences dommageables de la mise en œuvre du SCoT pour l'environnement sont anticipées et intégrées au projet initial. Les orientations positives décrites pour chacune des thématiques constituent donc ces mesures.

Enfin, quelques indicateurs sont présentés, permettant à la collectivité de suivre l'application et les effets des orientations de son schéma. Nous présentons au chapitre 5.5 une synthèse détaillée des indicateurs retenus comme prioritaires et secondaires par Concarneau Cornouaille Agglomération ainsi qu'un développement sur les modalités de mise en place de ces indicateurs.

L'analyse des incidences spécifiques aux projets portés par le SCoT sera quant à elle réalisée dans la partie suivante.

#### 3.1. Les incidences générales du SCoT sur les milieux naturels et la biodiversité

##### ▪ Rappel des enjeux

Le territoire du SCoT présente une diversité de milieux naturels. Sa situation littorale et son réseau hydrographique ramifié lui permettent en effet de recenser des milieux d'intérêt remarquable. A noter toutefois que cette répartition n'est pas homogène : si le Sud est relativement bien pourvu avec ses dunes, landes et étangs littoraux formant des entités naturelles plus ou moins vastes, le Nord du territoire est quant à lui plus « pauvre » du fait notamment d'une agriculture intensive qui accorde moins de place aux milieux naturels et d'un déploiement de l'urbanisation contribuant à banaliser les milieux.

Les vallées humides associées aux différents cours d'eau drainant le territoire du SCoT renforcent la valeur écologique de ce dernier en endossant le rôle de corridors écologiques, véritables traits d'union entre les entités naturelles du territoire. Elles abritent aussi une flore et une faune remarquable (Saumon atlantique, loutre...) qui viennent s'ajouter aux nombreuses espèces d'intérêt présentes sur la frange littorale.



***La Loutre et le Saumon Atlantique : deux espèces emblématiques du territoire du SCoT***

*(Source : Bretagne-durable & ONEMA)*

Certains de ces espaces et des continuités écologiques qui les relient sont aujourd'hui menacés par trois principaux facteurs : la modification des pratiques agricoles (destruction des certaines zones humides, régression du bocage et des prairies naturelles), le développement urbain (destruction de milieux naturels) et le renforcement des infrastructures de transport (fragmentation des milieux).

##### ▪ Les incidences positives du SCoT sur les milieux naturels et la biodiversité

La préservation du patrimoine naturel territoire constitue un des enjeux forts du SCoT. A ce titre, plusieurs orientations vont dans le sens de la protection et de la mise en valeur des espaces naturels favorables à la biodiversité. Elles sont listées ci-après :

- Maintenir le fonctionnement écologique en protégeant dans les PLU les corridors écologiques formant la Trame Verte et Bleue (TVB). Le niveau de protection pourra varier, de l'inconstructibilité à la construction aménagée,

tout en gardant l'objectif de maintien des continuités écologiques. Le SCoT fournit une ossature, une enveloppe qui sera ensuite déclinée/affinée au niveau cadastral à partir d'éléments naturels et agricoles communaux précis qui l'enrichiront. Hormis la protection de l'existant, les efforts se porteront aussi sur l'amélioration des dégradations identifiées, notamment au niveau des routes identifiées comme faisant partie du réseau structurant (RD70, RD783, RD24 et RD36) et qui devront limiter leur emprise foncière tout en respectant les continuités (aménagement spécifiques).

- Protéger, restaurer et valoriser les zones humides. Le Schéma de Cohérence Territoriale prescrit la prise en compte des inventaires de Zones humides assortis de mesures de protection à définir dans les PLU. Ainsi à terme, les zones humides pourront être restaurées ou même valorisées (« poumons verts » urbain, espaces agricoles...)
- Protéger les espaces naturels, notamment au niveau de la frange littorale. Ce secteur abrite des habitats d'intérêt que l'étalement du tissu urbain a contribué à fragiliser. Afin de préserver les zones restantes, le SCoT veille donc à maîtriser l'urbanisation sur l'ensemble de son territoire au travers notamment de la mise en place de coupures d'urbanisation ou de conditions d'urbanisation spécifiques (seuil de 20% de nouveaux logements à produire en zone U des PLU, densité minimum de 12 log/ha variable suivant la zone concernée, extension limitée, bande littorale des 100m...). Le scénario proposé par le SCoT devrait permettre une réduction de la consommation foncière de -38% ;
- Conforter l'activité agricole. Cette mesure permet de protéger certains espaces naturels et corridors écologiques car, malgré les dispositifs de protection foncière des milieux naturels, le SCoT ne peut imposer les mesures de gestion adaptées à la conservation de leur richesse écologique. Ainsi, ces milieux naturels relèvent essentiellement d'une gestion agricole qui leur assure une diversité de milieux (lutte contre l'enfrichement, la fermeture et la banalisation des milieux). L'engagement du SCoT pour assurer le maintien de cette activité sur le territoire (ZAP, PEAN...) et sa volonté de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement vont donc dans le sens d'une protection des milieux naturels ;
- Mettre en valeur le patrimoine naturel de l'intercommunalité et sensibiliser le public par la création d'itinéraires pédestres ou divers aménagements spécifiques (Traversée Rosporden, vallée du ruisseau de Douveil...)

A noter également que les mesures du SCoT relatives à la ressource en eau, la qualité de l'air, les énergies ou encore la gestion des déchets sont favorables au patrimoine naturel du territoire du SCoT.

#### ▪ Les incidences négatives du SCoT sur les milieux naturels et la biodiversité

D'une manière générale, le SCoT a peu d'incidences négatives sur le patrimoine naturel. On pourra toutefois signaler :

- une augmentation des surfaces urbanisées, à priori les moins favorables à la biodiversité sur le territoire,
- une augmentation de la population et donc des transports sur les axes majeurs du territoire, renforçant leur rôle de fragmentation des milieux,
- une pression plus forte sur le milieu naturel (prélèvements et rejets d'eau, pollution de l'air, production de déchets, nuisances sonores) pouvant nuire à la faune et à la flore.

Par ailleurs, certains projets localisables propres à la collectivité sont susceptibles d'impacter certains espaces naturels. Dans ce cadre, une analyse spécifique des sites impactés sera proposée dans la partie suivante.

#### ▪ Bilan des incidences et des mesures adoptées

Fort d'une diversité de milieux naturels interconnectés par un réseau développé de corridors écologiques, le territoire bénéficie d'une réelle richesse écologique. Cette donnée a été intégrée lors de l'élaboration du SCoT.

Ainsi, ce dernier a veillé à élaborer une stratégie de développement visant à protéger voire renforcer le patrimoine naturel remarquable mais aussi « ordinaire » : Trame Verte et Bleue, protection des zones humides et espaces littoraux, pérennisation des activités agricoles...

#### ▪ Indicateurs de suivi proposés

##### 1°/ La consommation d'espace (suivi des moyens)

Evaluer annuellement la consommation d'espaces utilisés pour l'habitat, les activités, les infrastructures d'équipements et de transports. Identifier notamment les surfaces éventuellement prises sur les milieux naturels ou les secteurs agricoles. Une attention particulière sera portée sur l'espace côtier, secteur sensible.

Un rapprochement avec l'observatoire du foncier du Finistère, structure portée par l'ADEUPa (Agence de développement et d'urbanisme du Pays de Brest), pourra être effectué afin d'obtenir des informations et dresser un premier état des lieux du foncier avant la mise en œuvre du SCoT.

#### 2°/ La protection des zones sensibles et corridors écologiques (suivi des moyens)

Etablir un suivi tous les trois ans des surfaces protégées dans les PLU (zonages N ou An). Ces surfaces peuvent concerner les différents milieux naturels de la Concarneau Cornouaille Agglomération : vallées, zones humides, trame bocagère, espaces littoraux...

Estimer de manière quantitative et qualitative les impacts sur la Trame Verte et Bleue et les mesures mises en œuvre pour les compenser (préemption/acquisition, restauration zones humides...)

#### 3°/ La mise en valeur du patrimoine naturel (suivi des moyens)

Recenser les actions en faveur de la mise en avant des espaces naturels et de la sensibilisation du public, du type itinéraire pédestre ou autres.

#### 4°/ Diversité biologique (suivi des effets)

Suivre l'évolution des effectifs des espèces rares et protégées inventoriées sur le territoire. Il s'agira d'espèces emblématiques et représentatives de l'état des milieux, appelées également espèces « parapluie<sup>2</sup> » (ex : la Loutre, le Saumon Atlantique...).

### 3.2. Les incidences du SCoT sur les paysages

L'évaluation environnementale du SCoT s'avère difficile lorsqu'on aborde le thème des paysages. Si une approche « physique » et rationnelle peut être envisagée afin de déterminer les incidences du schéma sur les composantes du paysage, voire sur leur perception, la qualification de ces incidences restera un sujet délicat. En effet, ce qui peut aujourd'hui être considéré comme une atteinte à un paysage apprécié et parfois sanctuarisé est susceptible de devenir demain, au gré des mécanismes de la perception par l'homme, une de ses composantes attractives.

---

<sup>2</sup> Espèces nécessitant de telles conditions pour se développer (habitat de qualité, grande superficie...) que leur conservation permettra la sauvegarde d'une grande quantité d'autres espèces rares et menacées.

Malgré ce constat, il est apparu à l'issue du diagnostic que certaines évolutions n'étaient objectivement pas souhaitées, on s'attardera donc à évaluer de quelle manière le SCoT prend ou non le contre-pied de ces tendances pour définir une construction du paysage plus harmonieuse.

#### ▪ Rappel des enjeux

D'un point de vue paysager le territoire du SCoT peut être divisé en trois bandes parallèles :

- la zone rurale Nord
- la bande granitique du sillon de Bretagne
- la frange littorale

Cette dernière recense un patrimoine bâti et paysager remarquable mais qui est mis à mal par une forte pression immobilière, propre aux territoires littoraux. Celle-ci a été à l'origine d'un développement diffus de l'habitat, mitant les paysages et contribuant à brouiller la lisibilité de l'organisation urbaine, notamment au niveau des entrées de bourgs. Les nouvelles constructions, reprenant les modèles uniformisés présents sur l'ensemble du territoire métropolitain, ont favorisé une perte de l'identité architecturale du territoire et une dilution du patrimoine ancien traditionnel.

L'enjeu pour le territoire consiste donc à protéger ses paysages, en particulier ceux proche du littoral, contre l'urbanisation et de veiller à la bonne intégration architecturale des nouvelles constructions.

#### ▪ Les incidences positives du SCoT sur les paysages

La question paysagère constitue un des enjeux majeurs du SCoT. A ce titre, des dispositions spécifiques imposent une prise en compte forte des paysages dans les nouvelles opérations urbaines. Ces dispositions, accompagnées de leurs incidences prévisibles sur les paysages sont présentées ci-après :

- Le renforcement de la prise en compte de l'aspect paysager dans les documents d'urbanisme (PLU, ZAC) tant pour les zones d'habitat que pour les zones d'activité. Il s'agit notamment d'élaborer un volet paysager traitant de l'insertion des projets dans les secteurs sensibles et de la protection des lignes de forces du paysage, telles que les lignes de crête, afin de préserver les vues depuis les axes routiers et ferroviaires. Le SCoT demande aussi à ce qu'une attention particulière soit portée sur les entrées de bourgs et villages

dans l'optique de soigner leurs aménagements et de lutter contre la prolifération de panneaux en tout genre (publicités, enseignes et pré-enseignes) ;

- La préservation de l'identité architecturale et du patrimoine traditionnel. Ainsi le SCoT préconise la mise en place d'un nuancier intercommunal basé sur les couleurs locales du bâti traditionnel ainsi que le recensement et le classement d'éléments paysagers remarquables dans les PLU. Il est aussi demandé de favoriser l'utilisation de la végétation locale ;
- La protection du littoral contre le mitage. Les moyens mis en œuvre par le SCoT et qui sont exposés au sein de son DOO sont nombreux : coupures d'urbanisation, extension en continuité du bâti existant autorisée uniquement dans les agglomérations et villages existants et limitée dans les espaces proches du rivage, instauration d'une « bande des 100m » inconstructible (hors dérogation) dans les PLU...
- La protection des espaces naturels « remarquables » mais aussi de la Trame Verte et Bleue ou des zones humides doit permettre de préserver des secteurs de « respiration » et de mettre en valeur les paysages naturels du territoire.
- Le fait de garantir la pérennité des espaces à vocation agricole à long terme doit avoir des conséquences positives sur le maintien des paysages, notamment littoraux. Ainsi, cette orientation permet d'envisager, par le maintien d'une activité entretenant et exploitant à des fins économiques les terrains, une lutte plus efficace contre l'enfrichement et le mitage urbain des espaces agricoles et littoraux

▪ Les incidences négatives du SCoT sur les paysages

Malgré une forte prise en compte des enjeux paysagers dans le SCoT, des projets de développement intégrés au document sont susceptibles de modifier en partie le paysage. Même si ces incidences ne seront pas nécessairement « négatives », elles sont néanmoins regroupées dans cette partie car elles modifieront le milieu.

Ainsi l'extension des zones d'habitat et d'activités se fera au détriment d'espaces agricoles et naturels. Ces espaces contribuant à la qualité environnementale du territoire, leur urbanisation peut affecter de manière plus ou moins négative les paysages selon les conditions de réalisation. De plus, la mise en œuvre de nouveaux

matériaux ainsi que le recours aux énergies renouvelables dans l'habitat sont susceptibles, en l'absence de réflexion quant à leur acceptabilité paysagère, de poser des problèmes d'adaptation visuelle avec les formes et les matériaux typiques du bâti ancien.

▪ Bilan des incidences et des mesures adoptées

Conscient de l'atout majeur que représente son patrimoine paysager et bâti, le SCoT a su mettre en œuvre des mesures visant à stopper les atteintes imputables notamment au développement non maîtrisé de l'urbanisation sur sa frange littorale. Si certaines modifications liées au développement du territoire sont inévitables (nouvelles zones d'habitat ou d'activité), leur intégration permettra de réduire leurs incidences. Ainsi la mise en œuvre du SCoT devrait permettre de préserver près du tiers des surfaces qui aurait été urbanisées si aucun document de planification n'avait été mis en place, soit plusieurs centaines d'hectares.

▪ Indicateurs de suivi proposés

1°/ Prise en compte du paysage dans les documents d'urbanisme (suivi des moyens)

Recenser les efforts entrepris pour l'aménagement des entrées de bourgs ainsi que la protection des éléments paysagers remarquables (recensement/classement).

2°/ Lutte contre le mitage du littoral (suivi des moyens)

Comptabiliser le linéaire des coupures d'urbanisation ((largeurs de la coupure la plus proche et la plus éloignée du littoral), évaluer la surface d'espaces proches du rivage maintenus sur le territoire.

3°/ Protection des espaces naturels (suivi des moyens)

Suivre les surfaces naturelles protégées au PLU.

4°/ La consommation d'espace (suivi des effets)

Suivre la quantité d'espaces agricoles et naturels consommés pour l'habitat, les activités économiques, les équipements et infrastructures, en se focalisant particulièrement sur l'espace littoral.

### 3.3. Les incidences générales du SCoT sur la ressource en eau

#### ▪ Rappel des enjeux

La préservation de la ressource en eaux figure comme un des enjeux majeurs du SCoT. En effet, associée au réseau hydrographique développé, aux nombreuses zones humides ou encore à la façade océanique bordant le Sud-Ouest de la Concarneau Cornouaille Agglomération, l'eau est omniprésente sur le territoire mais aussi une ressource rare en période estivale.

Elle constitue un véritable patrimoine pour l'intercommunalité, tant au niveau biologique (espèces piscicoles emblématiques) que paysager (vallées et prairies humides). Si sa qualité actuelle permet de satisfaire les nombreuses sollicitations, il est important pour la collectivité de veiller à la non-dégradation de cette situation en ayant en ligne de compte les objectifs fixés par la Directive Cadre de l'Eau de bon état des eaux en 2015.



**Le Jet**

(Source : Concarneau Cornouaille Agglomération)

L'aspect quantitatif est aussi important à prendre en compte car si la ressource superficielle et souterraine permet d'approvisionner les différentes parties du territoire, le manque d'interconnexions entre les différents réseaux rend l'ensemble de la distribution d'eau potable fragile en cas d'accident. De plus la saison estivale est souvent tendue.

#### ▪ Les incidences positives du SCoT sur la ressource en eau

Même si la politique de gestion locale de la ressource en eau est avant tout déterminée dans le cadre des SAGE, en l'absence de tel document sur l'ensemble du territoire et dans l'optique d'œuvrer au développement durable de ce dernier, le SCoT prend un certain nombre de dispositions favorables à une gestion durable de la ressource en eau.

- La volonté de développer une politique de gestion écologique des eaux pluviales permettant d'identifier et de protéger dans les PLU les éléments du milieu naturel jouant le rôle d'épuration, de promouvoir les techniques alternatives de gestion des eaux pluviales (noues enherbées, toitures terrasses...) et de limiter les flux de charges polluantes sur les secteurs sensibles grâce à la mise en place de dispositifs spécifiques au niveau des bassins de stockage ;
- La mise en œuvre d'une protection foncière autour des zones humides identifiées dans les PLU, associée à la mise en place d'une trame verte et bleue permettant notamment de garantir l'absence de dégradation au niveau des cours d'eau et de leurs abords, vont dans le sens d'une amélioration qualitative et quantitative de la ressource. Indirectement, la protection des espaces naturels et agricoles permet aussi de lutter contre l'imperméabilisation des sols à l'origine de perturbations hydrauliques ;
- L'encouragement fourni par le SCoT dans son PADD en faveur d'une agriculture respectueuse de l'environnement, afin notamment de faire diminuer les teneurs en nitrates facteur de dégradation de la qualité des eaux continentales et marines (marées vertes) ;
- Mettre en œuvre une politique favorable à l'amélioration du traitement des eaux usées en conditionnant l'urbanisation aux capacités d'assainissement ou à la mise en place de systèmes individuels performants ;
- Le regroupement des zones vouées à l'habitat autour de centralités plus denses et continues permet, dans le cadre d'un assainissement collectif performant, de mieux gérer les pollutions urbaines vers les cours d'eau en limitant d'une part les risques liés à une mauvaise maîtrise de l'assainissement autonome, et d'autre part les risques de fuite du réseau collectif d'eaux usées vers le milieu naturel. Cette démarche est aussi valable pour le réseau d'eau potable (moins de fuite car longueur du réseau réduite) ;

- Favoriser une gestion économe de la ressource en sensibilisant les consommateurs et préconisant la réalisation d'études communales d'économie de la ressource en eau (études sur les écoulements, récupération des eaux de pluies, localisation des ressources en eau potable secours ...);
- Sécuriser l'approvisionnement en protégeant les zones de captages dans les PLU et en favorisant la mise en œuvre d'interconnexions entre les différents réseaux autonomes existants ;
- La volonté affichée du SCoT de mettre en œuvre un SAGE sur le reste de son territoire non-couvert par celui de l'Odet afin d'assurer la réalisation d'une politique locale de l'eau cohérente et efficace.

▪ Les incidences négatives du SCoT sur la ressource en eau

A l'instar du constat réalisé dans le volet énergétique, le développement des activités économiques et l'augmentation de la population encadrés par le SCoT va entraîner diverses conséquences potentiellement négatives pour la ressource en eau du territoire.

Le développement urbain envisagé risque en effet d'être à l'origine de surfaces imperméabilisées nouvelles. En outre, une augmentation des volumes d'eau prélevée dans les milieux naturels est à prévoir en lien l'accueil de nouveaux habitants et de nouvelles activités ainsi qu'un accroissement des volumes d'eau usée.

▪ Bilan des incidences et des mesures adoptées

En l'absence de mesures spécifiques à la gestion qualitative et quantitative, le développement économique et résidentiel du territoire pourrait être susceptible de compromettre une exploitation durable de la ressource en eau.

Toutefois, le SCoT à anticiper ces éventuelles perturbations et il prend des orientations fortes en termes de protection des cours d'eau et zones humides, de gestion des eaux pluviales et usées et de sécurisation de la ressource en eau potable, garantissant ainsi la protection de la ressource et par conséquent des usages.

▪ Les indicateurs de suivi proposés

1°/ Qualité globale des eaux de surface (suivi des effets)

Analyser annuellement l'évolution de la qualité globale des cours d'eau suivis selon les différentes classes de qualité (nitrates, phosphates, matière organique, matières azotées, effets des proliférations végétales, IBGN, IBD).

Suivre la qualité des eaux de baignade et des eaux conchylicoles en se référant aux organismes concernés.

2°/ Qualité de l'eau potable (suivi des effets)

Part annuelle d'analyse d'eaux distribuées dépassant les normes de potabilité, à étudier de manière globale puis pour les paramètres nitrates et pesticides.

3°/ Sécurité de l'approvisionnement (suivi des effets)

Suivre à pas de 3 ans l'évolution de l'indice de gravité<sup>3</sup> traduisant la sécurité du réseau d'eau potable face à la survenue d'un accident.

4°/ La consommation et production d'eau (suivi des effets)

Etablir un suivi du volume d'eau consommé selon l'usage et selon l'origine (eau de surface ou souterraine) par habitant et par an et la production d'eau potable sur le territoire. Pour cela, il est possible de se baser sur le volume d'eau facturé.

5°/ Assainissement (suivi des moyens)

Evaluer annuellement l'évolution de la performance des assainissements autonomes et collectifs existants (Cf. données SPANC) et suivre l'évolution des surfaces urbanisables non desservies par un assainissement collectif en secteur littoral

6°/ Protection des zones sensibles (suivi des moyens)

Estimer les efforts mis en œuvre dans les PLU au niveau de l'instauration de zonages de protection sur les zones humides, abords des cours d'eau (Trame Verte et Bleue), bocage et périmètres de captage.

7°/ Utilisation des pesticides (suivi des moyens)

Evaluer les quantités annuelles de produits phytosanitaires utilisés par la collectivité pour la gestion des espaces verts.

---

<sup>3</sup> Cet indice est calculé de la manière suivante :  $G = 100 \times [1 - (\text{débit produit en situation de crise} / \text{besoin moyen journalier})]$  et montre une sécurité insuffisante lorsqu'il dépasse  $G = 50$  (Cf. Etat Initial SCoT)

### 3.4. Les incidences générales du SCoT sur le climat et la gestion des énergies

#### ▪ Rappel des enjeux

Soumis à l'influence océanique, le climat du territoire se définit comme tempéré, venté et humide, même si des épisodes d'ensoleillement et de sécheresse ne sont pas à exclure. A noter qu'un gradient dégressif assez marqué existe entre la frange littorale et l'intérieur des terres pour l'ensoleillement, la température et les vents. A contrario, plus on pénètre dans le terre plus la pluviométrie est importante.

Cette situation est menacée par le changement climatique qui pourrait venir modifier les équilibres et impacter directement les territoires. En effet, malgré les nombreux textes nationaux et internationaux, visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre et des économies d'énergies, les consommations énergétiques semblent avoir du mal à diminuer notamment à cause des secteurs Transports et Résidentiel-tertiaire. La prépondérance des produits pétroliers dans la consommation énergétique de la Concarneau Cornouaille Agglomération ne favorise pas la diminution des émissions de GES.

#### ▪ Les incidences positives du SCoT sur le changement climatique et la gestion des énergies

La maîtrise des rejets de gaz à effets et la gestion des énergies constituent un enjeu fort du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération. Ainsi, un chapitre spécifique du DOO a été consacré à cet enjeu. En dehors de celui-ci, cette thématique se retrouve aussi de manière transversale, au travers de différentes dispositions associées à des enjeux divers. L'ensemble de ces mesures est présenté ci-dessous :

- Optimisation de la forme et de la composition urbaine dans les PLU dans l'optique de réduire les besoins en énergie des bâtiments (approche bioclimatique) ;
- Développer les outils de promotion en faveur d'un habitat « sobre en énergie » (promotion des normes de consommation et démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) dans les PLU, bonification de Coefficient d'Occupation des Sols (COS), poursuite des Opérations Publiques d'Amélioration Thermique des Bâtiments) et des économies d'énergie en

général (optimisation éclairage public, sensibilisation population, diagnostics communaux...) ;

- Promouvoir la réalisation d'un Plan Climat Territorial, véritable outil d'action locale en faveur de la diminution des émissions de GES et de l'adaptation au changement climatique ;
- Ne pas empêcher le développement des énergies renouvelables (bois-énergie, solaire et éolien) dans les PLU ;
- Lutter contre l'étalement urbain, vecteur de déplacements supplémentaires et d'un usage renforcé de la voiture individuelle ainsi que d'une forme urbaine énergivore (à compacité réduite) ;
- Recherche de la mixité fonctionnelle dans les aménagements afin de réduire les besoins de déplacements (rapprochement lieux de résidence, de travail, de loisirs...) ;
- Politique en faveur des transports en commun et déplacements doux : mise en place d'un Pôle d'échange multimodal, conditionnement de l'installation de nouveaux équipements à la desserte en transports collectifs, réalisation de Plan Général de Déplacement à l'échelle intercommunale et de Plan de Circulation Douce à l'échelle communale, développement des aires de co-voiturage ;
- La protection des espaces naturels et agricoles, constitue également un moyen efficace de lutte contre le changement climatique. En effet, ces espaces jouent le rôle de stockage de carbone par les végétaux. D'autre part, le maintien de ces espaces et la lutte contre le mitage permettent d'envisager plus aisément le recours à certaines formes d'énergies renouvelables : solaire, valorisation de la biomasse, biocarburants... Ces énergies étant très faiblement émettrices de gaz à effet de serre et leur développement en remplacement d'autres énergies (combustibles fossiles) est favorable à la lutte contre le changement climatique.

#### ▪ Les incidences négatives du SCoT sur le réchauffement climatique et la gestion des énergies

Malgré une bonne prise en compte dans le SCoT des facteurs responsables du changement climatique, certaines orientations sont susceptibles d'entraîner

indirectement des émissions de gaz à effet de serre et donc d'augmenter les facteurs à l'origine du réchauffement climatique.

Il s'agit principalement du développement urbain du territoire (+7450 habitants → +6220 logements) qui induit des consommations énergétiques nouvelles (habitat et transport). Bien que ces consommations soient modérées par les dispositions prises en termes de formes urbaines et d'efficacité énergétique décrites précédemment, elles s'ajouteront aux consommations actuelles et contribueront aux émissions de GES du territoire.

- Bilan des incidences et des mesures adoptées

L'augmentation des besoins énergétiques est inhérente au développement économique et résidentiel. Cependant cette dernière peut être contrecarrée par une politique volontariste d'encadrement du développement urbain et notamment résidentiel, associée à une volonté de valoriser les énergies renouvelables, les transports en commun et les déplacements doux telle que le prône la Communauté de communes de la Concarneau Cornouaille Agglomération dans son SCoT.

- Les indicateurs de suivi proposés

- 1°/ Production d'énergie renouvelable locale (suivi des moyens)

Estimer annuellement la production d'énergie renouvelable locale sur le territoire de la collectivité. Cet indicateur sera suivi à l'aide de l'étude des permis de construire et permis d'aménager, déclarations préalables...L'Observatoire de l'énergie et des émissions de GES en Bretagne peut aussi fournir des informations.

- 2°/ Densité de l'habitat et des activités, formes urbaines (suivi des moyens)

Evaluer le nombre de nouveaux logements par hectare à l'échelle de chaque commune. de chaque opération d'urbanisme et de chaque espace urbanisé

Estimer la typologie de logements (individuel, groupé, collectif) par rapport au nombre de logements total, par commune.

Evaluer le nombre de salarié par hectare pour les locaux d'activité.

- 3°/ Economie d'énergies dans les domaines de la construction (suivi des moyens)

Relever le nombre de projets s'inscrivant dans une démarche d'écoquartier HQE, BBC, BEPOS... (Au niveau d'opérations d'ensemble à vocation d'habitat ou d'activités économiques, des bâtiments et établissements publics,...).

- 4°/ Efficacité des transports en commun et des déplacements doux (suivi des effets et des moyens)

Nombre de voyages réalisés sur les réseaux de transports collectifs

Répartition des déplacements selon les types de transports

Linéaire d'itinéraires de déplacements doux aménagés

Nombre d'aires de co-voiturage réalisées et utilisation

Nombre d'entreprises engagées dans des Plans de Déplacements Entreprise (PDE) sur le territoire du SCoT

- 5°/ Mise en place d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire (suivi des effets)

Evaluer les quantités de gaz à effet de serre totales émises selon les différents secteurs à l'horizon de 6 ans. Cet indicateur peut être associé à la démarche de Plan Climat-Energie que va lancer la collectivité.

Une première série de données pourra être obtenue en se rapprochant de l'Observatoire de l'énergie et des gaz à effet de serre de Bretagne disposant d'un outil de comptabilisation (Ener'GES Territoires).

### 3.5. Les incidences générales du SCoT sur la gestion des déchets

- Rappel des enjeux

La politique de gestion des déchets est définie à la fois dans un cadre départemental (PDEDMA) et intercommunal. Sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération, la gestion s'articule autour d'une collecte sélective, de déchèteries, d'une plateforme de broyage/compostage des déchets verts, d'une usine d'incinération et d'une installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI) pour les déchets d'activité.

Les enjeux sont liés à une diminution des déchets ultimes passant par une amélioration du tri et de la valorisation matière dans l'optique d'une adéquation capacités de traitement/besoins du territoire. L'absence d'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) dans le Finistère contribue en effet à rendre la situation actuelle peu durable tant du point de vue écologique qu'économique.

- Les incidences positives du SCOT sur la gestion des déchets

Intégrant les objectifs du PDEDMA, le projet de SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération a pris un certain nombre de mesures visant à disposer d'une politique de gestion des déchets plus durable. Celles-ci sont présentées ci-dessous :

- Limiter les quantités de déchets à enfouir/incinérer. Cette préconisation fournie dans le Document d'Objectifs et d'Orientations illustre bien la volonté de la collectivité d'optimiser la valorisation des déchets par le recyclage ou le compostage individuel.
- Traiter localement les déchets produits. Il s'agit ici à la fois d'adapter les structures existantes aux besoins croissants du territoire et de favoriser la mise en place de nouveaux équipements permettant de ne plus recourir à l'externalisation du traitement d'une partie des déchets (arrêter le stockage des déchets non dangereux à Laval). Ce point fait écho aux objectifs du PDEDMA du Finistère d'installer une ISDND dans le Sud du département ;
- Densifier l'urbanisation autour de polarités. Même si cette mesure ne vise pas initialement l'amélioration de la gestion des déchets, elle permet toutefois une optimisation technique et économique des parcours de collecte. D'autre part, des formes urbaines plus compactes permettent de mieux localiser les points d'apport volontaires et les déchetteries, tout en maîtrisant mieux l'urbanisation autour des sites de traitement.

- Les incidences négatives du SCoT sur la gestion des déchets

Comme pour les autres thématiques, l'incidence négative du Schéma est liée au développement résidentiel et économique qui engendrera une production accrue de déchets.

- Bilan des incidences et des mesures adoptées

A son échelle le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération prend en compte la problématique de la collecte et du traitement des déchets. Ces orientations, en lien avec les politiques intercommunales et départementales, doivent permettre d'anticiper l'augmentation supposée des quantités de déchets produits sur son territoire et favoriser leur traitement local.

- Indicateurs de suivi proposés

- 1°/ Quantité collectée de déchets (suivi des effets)

Suivre annuellement la quantité de déchets ménagers collectés par habitant (Ordures ménagères résiduelles). Ce suivi pourra mettre en avant les résultats de la promotion, de réduction des déchets à la source.

- 2°/ Traitement des déchets (suivi des moyens)

Déterminer la part des valorisations dans le traitement des déchets (recyclage, compostage, énergie, biogaz) tous les ans.

- 3°/ Equipements (suivi des moyens)

Lister les équipements de collecte et de traitement des déchets sur le territoire et leur évolution tous les 3 ans. Cet indicateur est important car il est nécessaire que les équipements puissent répondre aux attentes de la population, limitant alors dans le même temps les dépôts sauvages.

### 3.6. Les incidences générales du SCoT sur la qualité de l'air

- Rappel des enjeux

Territoire à dominante rurale localisé à proximité de l'océan, le territoire bénéficie d'une qualité de l'air satisfaisante.

Des pics d'ozone imputables aux déplacements routiers motorisés peuvent cependant être observés ponctuellement l'été et les secteurs agricoles de la Concarneau Cornouaille Agglomération sont de fait source d'émissions d'ammoniac.

- Les incidences positives du SCoT sur la qualité de l'air

La qualité de l'air ne figure pas comme un enjeu majeur sur le territoire car les conditions locales sont favorables à la dispersion des polluants. Ce constat ne doit pas empêcher le SCoT d'agir pour maintenir voire améliorer la qualité de l'air sur son territoire et de répondre aux objectifs du PRQA. Les mesures en faveur de cette amélioration sont les suivantes :

- L'ensemble des mesures visant à limiter ces déplacements, au profit des transports en commun ou des déplacements doux va dans le sens d'une préservation de la qualité de l'air sur le territoire.
- L'engagement en faveur d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement peut favoriser une amélioration de la qualité de l'air en réduisant l'utilisation de pesticides et leur dispersion (plantation de haies)
- La réalisation d'un Plan Climat-Energie Territorial souhaitée par le SCoT permettra d'agir indirectement sur la qualité de l'air en œuvrant pour la réduction des consommations d'énergie notamment dans les transports.

▪ Les incidences négatives du SCoT sur la qualité de l'air

L'augmentation de la population et le développement des activités économiques anticipées par le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération doivent générer des flux de marchandises et de passagers supplémentaires, pouvant être à l'origine de dégradations de la qualité de l'air.

▪ Bilan des incidences et des mesures adoptées

Le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération organise un développement résidentiel et économique pouvant être à l'origine d'une augmentation du trafic routier et indirectement de pollution atmosphérique. Il prend néanmoins un certain nombre de mesures visant à réduire la part modale des déplacements potentiellement polluants. De plus son incitation à une agriculture durable va dans le sens d'une lutte contre les pollutions atmosphériques résultant de l'utilisation abusive de pesticides.

▪ Indicateurs de suivi proposés

1°/ Qualité de l'air moyenne : l'indice IQA (suivi des effets)

Il est représenté par un indice allant de 1 à 10 caractérisant la qualité de l'air moyenne en fonction de un à quatre sous-indice (NO<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, O<sub>3</sub> ET PM<sub>10</sub>). Un qualificatif variant de « très bon » à « très mauvais » lui est aussi associé. La station de mesure la plus proche se trouve à Quimper.

2°/ Circulation (suivi des moyens)

Le nombre moyen de véhicules par jour sur les axes suivis.

3°/ Déplacements doux (suivi des moyens)

Comptabiliser le linéaire de cheminements doux qui sera réalisé (pistes cyclables et sentiers pédestres).

### 3.7. Les incidences générales du SCoT sur les risques et nuisances

▪ Rappel des enjeux

Les risques naturels sont peu nombreux sur le territoire du SCoT. En dehors de ceux liés aux feux de forêt et à la tempête et qui concernent l'ensemble du département finistérien, seuls les bourgs de Rosporden et Pont-Aven sont soumis au risque Inondation.

Les risques industriels se font quant à eux plus présents, notamment du fait de la présence de deux sites SEVESO.

A noter que le territoire est peu soumis aux nuisances sonores, celles-ci étant principalement cantonnées le long des axes routiers majeurs.

▪ Les incidences positives du SCoT sur les risques et nuisances

La prise en compte des risques et nuisances dans le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération est présentée ci-après :

- Prévoir des espaces nécessaires à l'accueil d'entreprises à risques en tenant compte notamment des besoins de relocalisation d'entreprises à risques enclavées dans le tissu urbain. Il s'agit du principe de « la bonne activité au bon endroit » ;
- Au niveau de la Trame Verte et Bleue, le maintien des abords des cours d'eau en tant que secteur protégé devrait permettre d'une part de limiter l'exposition des zones construites aux inondations, et d'autre part de maintenir des zones d'expansion des crues en amont d'autres zones habitées, limitant ainsi l'impact des épisodes pluviaux. La protection des zones humides dans les PLU permet aussi de lutter contre le risque d'inondation ;
- La gestion écologique des eaux pluviales prônée par le SCoT, doit permettre de limiter le risque d'inondations en limitant l'imperméabilisation des

surfaces et maîtrisant les écoulements en aval des projets d'urbanisation (débordements contrôlés...);

- Bien qu'ils soient mal identifiés, les risques induits par l'érosion du trait de côte et la submersion marine sont pris en compte et minimisés par la politique de préservation des espaces littoraux et proches du rivage. La limitation de l'urbanisation dans ces zones réduit par le fait l'exposition potentielle des populations ;
- La volonté du SCoT de conforter l'activité agricole agit aussi pour la réduction du risque lié aux feux de forêt. En effet le maintien d'exploitants sur le territoire permet de garder les espaces agri-naturels entretenus et d'éviter l'enfrichement souvent synonyme de risque de départs de feux ;
- Prévoir des dispositions renforcées pour la prise en compte des nuisances sonores à proximité des axes les plus bruyants et mettre en place des dispositifs adaptés de protections tout en assurant leur insertion paysagère ;
- L'ensemble des mesures visant à la réduction du trafic routier au profit des déplacements doux et des transports en commun vont dans le sens d'une réduction des nuisances sonores sur le territoire. De même, la protection des grands espaces naturels concoure au maintien de zones de calme sur le territoire.

▪ Les incidences négatives du SCoT sur les risques et nuisances

La densification résidentielle peut être à l'origine de l'augmentation des nuisances sonores liées au voisinage et au trafic routier en l'absence de dispositifs de construction et d'une organisation de l'implantation des bâtiments et des transports adaptés.

Hormis cela, la mise en œuvre du SCoT ne générera pas de risques ou de nuisances supplémentaires.

▪ Bilan des incidences et des mesures adoptées

Œuvrant pour une meilleure qualité de vie sur son territoire, le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération a affiché sa volonté de réduire les risques et nuisances auxquels est exposée sa population. Cette envie se traduit notamment au travers de

dispositions d'urbanisme visant à préserver les secteurs sensibles et organiser le territoire de façon à minimiser les risques et nuisances.

▪ Indicateurs de suivi proposés

1°/ Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle (suivi des effets)

Suivre annuellement la publication d'arrêtés de catastrophe naturelle sur le territoire. Ces données sont disponibles auprès des services de gestion des risques de la préfecture.

2°/ Nombre d'habitants installés en zone à risque (suivi des moyens)

Evaluer annuellement le nombre d'habitations implantées dans une zone à risque. Il s'agit ici principalement du risque inondation et du risque industriel lié aux sites SEVESO.

3°/ Suivi des zones submersibles marines

Relayer l'état 0 établi par la Préfecture dans ce domaine et suivre périodiquement les enregistrements effectués concernant l'élévation du niveau marin

## 4. LES SITES SPECIFIQUEMENT TOUCHES PAR LE SCoT DE LA CONCARNEAU CORNOUAILLE AGGLOMERATION

La partie précédente analysait les incidences générales des principales orientations du SCoT selon les différentes thématiques environnementales. Pour cette partie, il s'agit d'étudier plus précisément les incidences du schéma sur les zones sensibles et sur les secteurs où des projets importants sont localisés, et qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation environnementale dans le SCoT.

Conformément au décret n°2010-365 du 9 avril 2010, une attention particulière sera portée aux incidences potentielles de ces sites mais aussi du SCoT en général sur le réseau Natura 2000.

### 4.1. Les sites potentiellement impactés par le projet de SCoT

Au sein du projet de territoire défini par le Schéma de Cohérence Territoriale de Concarneau-Cornouaille, plusieurs sites ont été identifiés pour accueillir des projets de développement communautaires : zones artisanales, déviation routière, pôle d'échanges multimodaux...

Pour chacun de ces sites, une analyse est réalisée, montrant son état actuel et son évolution. Des mesures visant à la réduction ou à la compensation des impacts de l'aménagement de ces sites sur l'environnement sont ensuite proposées. Après la présentation littéraire de ces zones, nous illustrons la cartographie de ces principaux enjeux à partir de la page 38.

#### • **Projet de zone artisanale à Saint-Yvi**

##### ▪ Caractéristiques environnementales

Ce site d'un peu plus de 9 hectares est localisé dans la continuité de la zone industrielle de Troyalac'h implantée sur la commune de Saint-Évarzec. Bordant la route assez passagère D765 reliant Saint-Yvi à l'agglomération quimpéroise, le projet s'inscrit dans un environnement agro-naturel.

En effet les parcelles visées par le futur parc sont occupées en majeure partie par des cultures annuelles (blé). On retrouve ce même type d'occupation des sols sur les

parcelles plus au Nord, de l'autre côté de la route. Le secteur situé plus au Sud est quant à lui occupé par un boisement composé de divers feuillus. La séparation entre les deux ensembles s'appuie sur un petit ruisseau temporaire, affluent du Ruisseau du Mur, et qui forme un vallon aux pentes plus ou moins marquées par endroit (5 à 10%).

Il semble important de noter qu'une zone a été laissée en friche à proximité de ce ruisseau du fait du caractère humide des sols. Cet espace relativement ouvert présente une flore hygrophile comprenant notamment des joncs (*Juncus sp.*), l'Angélique sauvage (*Angelica sylvestris*) ou encore la Renoncule rampante (*Ranunculus repens*). On y retrouve aussi une mare bordée de saules et ronciers ainsi qu'une saulaie marécageuse où les laïches (*Carex sp.*), massettes (*Typha sp.*) et ronces contribuent, avec les saules marsault (*Salix caprea*), à la fermeture du milieu.



**Ruisseau temporaire et boisement bordant**

**la limite Sud de la zone du projet**

Hormis les espaces boisés bordant le Sud du site, la trame bocagère est peu développée. Seule une haie relictuelle sur talus est recensée à l'intérieur du périmètre du site. Implantée de manière parallèle à la pente, cette dernière présente un intérêt hydrologique réduit et des espèces végétales relativement communes (Chênes, lierre, ronces, fougères...)

Aucun zonage ou inventaire réglementaire n'est recensé sur le site ou à proximité. A noter toutefois qu'une partie de ce dernier se trouve dans l'enveloppe de la Trame Verte et Bleue définie dans le SCoT mais dont la délimitation précise reste à effectuer à l'échelle communale.

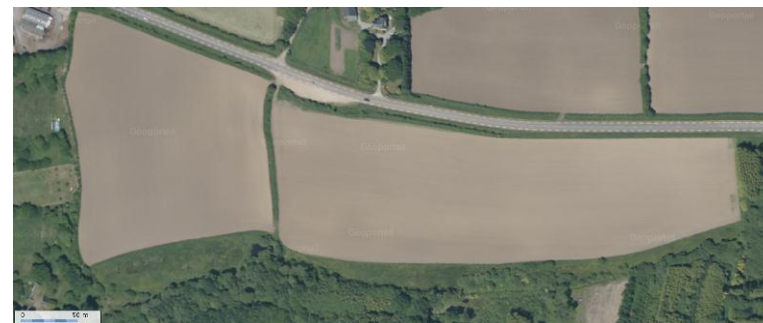
##### ▪ Evolution naturelle du site

Au niveau des parcelles cultivées, peu d'évolutions sont à attendre, l'exploitation des terrains devant permettre de maintenir les cultures déjà en place. Le questionnement peut être différent sur les espaces naturels humides en marge du site.



**Espace cultivé et espace en friche sur le site du projet de Saint-Yvi**

Cette friche est actuellement encore relativement ouverte avec la présence de nombreuses espèces herbacées. A terme et en l'absence d'entretien (type broyage/exportation) il est cependant probable que la végétation arbustive puis arborée se développe, conduisant progressivement à la fermeture du milieu. L'ensemble pourrait alors ressembler à la saulaie déjà présente sur une partie du site.



**Evolution du site sur la période 2000-2010 (Source : Géoportail)**

#### ▪ Enjeux pour l'aménagement de cet espace

Le principal enjeu pour l'aménagement de ce site porte sur le caractère humide de certains espaces qui doit amener à s'interroger sur les impacts hydrauliques de l'aménagement de cette zone. Cet aménagement pourrait aussi engendrer une atteinte aux milieux naturels présents sur ce secteur humide. Cette dégradation pourrait s'avérer d'autant plus pénalisante pour le territoire en fragilisant la Trame Verte et Bleue présente dans ce secteur.

Du point de vue des activités agricoles, une perte d'espaces exploitables est à attendre par l'artificialisation des terrains mais celle-ci devrait rester limitée en superficie du fait de la faible étendue de la zone (<10ha).

Enfin, l'impact paysager, à proximité d'axes routiers majeurs ne doit pas être négligé. La présence d'une zone industrielle adjacente ainsi que la configuration du site sur un versant en contrebas de la route devrait toutefois limiter les conséquences sur le paysage.

#### ▪ Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

La sensibilité environnementale du site se retrouve principalement au niveau de sa limite Sud bordant le ruisseau temporaire. Afin de ne pas porter atteinte aux habitats locaux humides et de ne pas mettre en péril le fonctionnement du corridor écologique potentiel sur ce secteur, il semblerait judicieux de cantonner l'aménagement aux espaces actuellement cultivés et de préserver la zone en friche. Dans le cas contraire, une compensation pourra être mise en œuvre. Des études plus détaillées devront toutefois permettre de définir plus précisément la position du corridor et des zones humides.

D'un point de vue hydrologique, une attention particulière devra être portée sur la gestion des eaux usées et pluviales du fait de la configuration du site (terrain en pente) et de la proximité de zones humides associées au réseau hydrographique. D'un point de vue paysager, le traitement adapté des abords de la D765 devrait permettre de réduire l'impact visuel de la future zone depuis la route.

- **Projet de zone artisanale à Elliant**

- Caractéristiques environnementales

Les parcelles concernées par le projet de zone artisanale représentent un ensemble d'un peu moins de 3ha, situé au niveau du hameau « Rumen » en bordure de la route D115 reliant le bourg d'Elliant à Quimper. Adjacentes à une usine et une déchèterie, ces parcelles sont utilisées par l'agriculture puisqu'on y retrouve une culture de colza.

Si la partie Nord de la zone est relativement plane, il est possible de distinguer une amorce de vallon dans la partie médiane avec des pentes relativement marquées des deux côtés (10-15%).



***Vue sur la partie médiane du site***

Les limites parcellaires sont marquées par la présence de plusieurs haies arborées sur talus, les plus importantes se trouvant dans la moitié Sud du site. Les essences présentes dans ces haies sont assez caractéristiques de la région : chênes et châtaigniers principalement, accompagnés de quelques merisiers. Des espèces arbustives sont aussi recensées par endroit, majoritairement des ronces (*Rubus sp.*) et du genêt à balai (*Cytisus scoparius*).

A noter la présence d'un bosquet associé à une légère dépression au niveau de la limite Est de la zone. Cette dépression, caractérisée par la présence d'eau, est située à la naissance d'un ruisseau temporaire identifié sur la carte IGN.

On distingue aussi la présence d'un ancien chemin creux au Sud du site, encadré par deux haies arborées sur talus.



***Ancien chemin creux au Sud du site***

La zone n'est incluse dans aucun zonage ou inventaire réglementaire type ZNIEFF. On notera toutefois qu'une partie de la parcelle est dans l'enveloppe de la Trame Verte et Bleue associée au ruisseau temporaire s'écoulant à l'Est du site. Sa délimitation précise reste toutefois encore à affiner localement.

- Evolution naturelle du site

Le site, déjà exploité par l'agriculture, ne devrait pas connaître d'évolution naturelle particulière. Les haies font aussi l'objet d'un entretien, observé lors du passage de terrain, leur permettant de se maintenir et de se régénérer.



***Evolution du site sur la période 2000-2010 (Source : Géoportail)***

- Enjeux pour l'aménagement de cet espace

Hormis l'enjeu lié à la perte de surface agricole mais qui reste limité du fait des faibles surfaces mises en jeu, les parcelles en elles-mêmes ne présentent pas de sensibilités particulières.

L'enjeu hydrologique reste tout de même sous-jacent avec la présence d'un ruisseau temporaire à proximité, le secteur figurant comme une tête de bassin versant. De plus ce ruisseau est englobé dans un corridor écologique dont le périmètre précis reste encore à définir à l'échelle cadastrale.

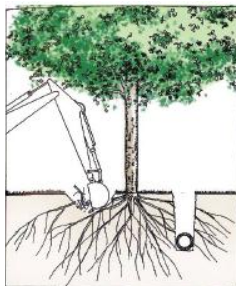
Les haies sur place, toutes positionnées sur talus et qui encadrent en grande partie les parcelles concernées, représentent un intérêt patrimonial, tout comme l'ancien chemin creux bordant la limite Sud du site.

Le site reste relativement bruyant avec la présence d'une déchèterie en activité à proximité.

- Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

Comme sur le site précédent, une attention particulière devra être portée sur l'aménagement de la zone d'un point de vue hydrologique, l'objectif étant de ne pas perturber les écoulements du ruisseau temporaire.

Les haies qui encadrent le site devront tant que possible être maintenues, particulièrement celles situées dans la moitié Sud. De plus, afin de garantir la survie des arbres et ne pas perturber le système racinaire, l'application d'une marge de recul semble adaptée. L'objectif est double : préserver le maillage bocager d'intérêt écologique et favoriser l'intégration paysagère de la zone. L'ancien chemin creux pourra lui aussi être préservé.



- **Projet de zone artisanale à Tourc'h**

- Caractéristiques environnementales

Le site comprend une seule parcelle agricole d'une superficie d'environ 1.8ha et qui est localisée au Nord du bourg communal, près de l'usine agroalimentaire et du hameau de « Kervaziou ».

Cette parcelle relativement plane est consacrée à la pâture de bovin de l'exploitation agricole toute proche. On y retrouve ainsi une prairie temporaire pâturée sans grand intérêt floristique.

Plusieurs haies sur talus encadrent l'ensemble. Celles-ci ont subies des coupes plus ou moins récentes qui ont conduit à la formation des cépées de châtaigniers principalement. On y retrouve aussi de la ronce et du genêt à balai.



**Vue sur le site depuis le Sud-Ouest**

Cette zone ne présente pas de caractéristiques hydrographiques particulières (cours d'eau, zone humide...). De plus, elle n'est ni incluse dans un zonage ou inventaire réglementaire type ZNIEFF, ni dans le réseau de la Trame Verte et Bleue.

- Evolution naturelle du site

Comme sur le site précédent, la parcelle déjà exploitée par l'agriculture, ne devrait pas connaître d'évolution naturelle particulière. Les haies sont utilisées pour la production de bois et conduites en cépées.



**Evolution du site sur la période 2000-2010 (Source : Géoportail)**

- Enjeux pour l'aménagement de cet espace

Tant d'un point de vue écologique que d'un point de vue hydrologique, l'aménagement de cet espace ne présente pas d'enjeux majeurs. Situé en retrait par rapport au réseau routier structurant et dans la continuité d'un site industriel, l'enjeu paysager reste lui aussi peu significatif.

De plus, les surfaces agricoles qui pourraient être perdues au terme de l'aménagement restent limitées.

- Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

Au vu des faibles enjeux recensés sur la zone, la proposition de mesures réductrices ou compensatoires semblent peu nécessaire.

#### • **Projet de zone artisanale à Nézé**

- Caractéristiques environnementales

Le projet de zone artisanale inclut trois parcelles cadastrales pour une superficie totale d'un peu plus de 4ha. Celles-ci se trouvent au Nord du bourg communal de Nézé, entre les hameaux de « La Gare » et « Kervic », à proximité de la route D77.

La majeure partie de la zone potentielle d'aménagement est constituée de prairies temporaires en cours de retournement, dans l'optique probable d'une mise en culture du site. Dans ce cadre, aucune espèce floristique notable n'est identifiée sur ces parcelles.

La partie plus au Nord se démarque puisqu'on y retrouve une friche à caractère humide ainsi qu'un boisement de peupliers. Alors que la friche abrite une flore plutôt herbacée (Joncs, Carex, Rumex, Orties...), le boisement présente une végétation qui n'est pas forcément hygrophile (aubépine, châtaigniers...) profitant de la présence de peupliers qui assèchent le sol pour se développer. La naissance d'un ruisseau temporaire au cœur de ce boisement semble



indiquer que ce secteur se trouve en tête de bassin versant.

#### ***Boisement de peupliers au Nord-Est du site***

Au niveau du bocage, plusieurs haies viennent encadrer le site. Il s'agit pour la plupart de haies multistrates sur talus comprenant des espèces arborées comme le chêne ou le châtaignier, ainsi que des essences plus arbustives comme l'aubépine, la ronce, le genêt à balai ou l'ajonc d'Europe. Un boisement composé majoritairement de feuillus (chênes, châtaigniers) et de quelques conifères borde la limite Ouest du site. Ce dernier jouxte un garage automobile situé en bordure de la route. A noter le passage d'un ancien chemin bordé de vieux murets en pierre sur la limite Nord-Ouest de la parcelle.

Pour terminer, il semble intéressant de prendre en compte le fait que la zone ne figure pas dans un zonage ou inventaire réglementaire type ZNIEFF mais qu'elle est concernée partiellement par le réseau de la Trame Verte et Bleue.

- Evolution naturelle du site

La majeure partie du site cultivée ne devrait pas connaître d'évolution naturelle majeure. A contrario la partie plus au Nord est susceptible de se fermer petit à petit en l'absence d'entretien.



***Evolution du site sur la période 2000-2010 (Source : Géoportail)***

- Enjeux pour l'aménagement de cet espace

La présence d'un secteur plus humide sur la partie Nord du site figure comme un enjeu important pour son aménagement. En effet ce secteur en tête de bassin

versant reste sensible d'un point de vue hydrologique. Ce type de secteur peut aussi remplir une fonction biologique en accueillant une flore et une faune spécifique.

Les différentes haies du site qui sont relativement développées figurent aussi comme un élément du patrimoine naturel local, tout comme l'ancien chemin bordé de murets de pierre constitue un élément patrimonial.



***Ancien chemin bordé de murets en pierre***

- Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

La préservation des différents éléments patrimoniaux de la zone d'aménagement potentielle apparaît comme une solution envisageable afin de limiter les impacts sur le site.

Il s'agira notamment de limiter tant que possible les aménagements dans la partie la plus au Nord et qui présente un caractère humide. En plus de restreindre les perturbations hydrologiques, cette précaution devrait permettre de maintenir un espace naturel relativement intéressant dans le cadre de la déclinaison parcellaire de la Trame Verte et Bleue qui a été identifiée sur ce secteur. La gestion des eaux pluviales et usées est aussi un point d'attention sur ce secteur.

La préservation de haies qui entourent le site pourra qu'en à elle donner l'occasion de maintenir le tissu bocager et de favoriser l'intégration paysagère du projet. L'ancien chemin pourra lui aussi être, si possible, préservé pour une éventuelle mise en valeur future.

#### • **Déviation routière du bourg de Rosporden**

En préambule, il convient de préciser que la localisation du projet a été effectuée de manière globale dans le SCoT et qu'aucun périmètre précis d'aménagement n'a été défini. Par conséquent l'analyse effectuée dans la partie qui suit tient compte de ce degré de précision et fournit des éléments généraux à interpréter avec précaution.

- Caractéristiques environnementales

Le secteur situé au Sud-Est du bourg de Rosporden est composé de différents éléments naturels. Longeant la route D24, on y retrouve tout d'abord la vallée de l'Aven. Fortement encaissée à cet endroit, la vallée présente un visage relativement boisé, l'agriculture ayant délaissée l'exploitation difficile des coteaux pentus. Au fond de cette dernière s'écoule l'Aven, fleuve côtier dont le cours est barré un peu plus en amont par le barrage de Rosporden.

A environ un kilomètre plus à l'Est, il est possible d'observer le Ruisseau de Pont Ar Marc'Had qui s'écoule de manière parallèle à l'Aven. Celui-ci prend sa source dans un vaste secteur humide drainé par plusieurs ruisseaux temporaires, à l'Est du lieu dit « Le Poteau vert », entre la route D765 et la voie ferrée. Sa vallée plus étroite présente elle aussi des pentes marquées.

Entre ces deux éléments se trouve un plateau bocager où les terres se partagent entre cultures et prairies. Plusieurs hameaux y sont aussi localisés : Ar Marc'Had, Boduon, Toullouarnec...

- Enjeux pour l'aménagement de cet espace

Les enjeux majeurs concernant ce vaste espace reposent principalement sur les deux vallées qui le traversent. En effet, la vallée de l'Aven, et dans une moindre mesure celle du Ruisseau du Pont de Ar Marc'Had, représentent des éléments patrimoniaux d'importance tant du point de vue paysager qu'environnemental. Celles-ci sont par ailleurs intégrées dans le réseau de la Trame Verte et Bleue.

Le plateau bocager semble quant à lui avoir une sensibilité réduite mais qui devra être analysée de manière plus poussée lors des études préalables au projet.

- Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

Du fait de l'absence d'une localisation précise du projet il n'est pas aisé d'identifier ces impacts potentiels et les mesures possibles pour les réduire et les compenser. Des études spécifiques plus précises amèneront des éléments de réponse préalablement aux travaux.

D'une manière générale le projet devra cependant chercher à limiter au maximum son impact sur les ramifications de la Trame Verte et Bleue et permettre le maintien des continuités écologiques comme mentionné dans le SCoT. Une compensation pourra être mise en œuvre en cas d'impacts inévitables.

Il en va de même pour le réseau bocager qui doit, dans la mesure du possible, être préservé en cherchant le tracé « de moindre impact ».

- **Aménagement de la gare de Rosporden**

- Caractéristiques environnementales

Le site visé se trouve être dans un contexte exclusivement urbain, au cœur de la ville de Rosporden. Le périmètre d'intervention comprend les anciens aménagements datés de 1989, la voie d'accès au parvis de la gare depuis la rue Nationale, ainsi qu'une nouvelle voie d'accès depuis la rue Nationale à l'ouest, en lieu et place d'un entrepôt existant à démolir. Un périmètre de réflexion plus élargi a aussi été défini. Actuellement le site est principalement utilisé comme zone de stationnement par les utilisateurs du réseau ferré. Hormis les arbres ornementaux du parking et la voie ferrée désaffectée (limite Sud-Ouest du site) où se développent plusieurs graminées, la présence d'éléments naturels reste peu importante.



*Vue sur l'espace à aménager depuis l'ancienne voie ferrée*

- Enjeux pour l'aménagement de cet espace

Le contexte urbain de la zone d'étude lui confère une sensibilité réduite d'un point de vue environnemental. Logiquement la gare ne se trouve ni située dans un zonage ou un inventaire réglementaire, ni dans le réseau de la Trame Verte et Bleue.

Seul l'aspect paysager peut être considéré comme un enjeu de taille, du fait que la gare constitue une « entrée de ville » à part entière, d'où les voyageurs découvrent le territoire.

- Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

A la vue des éléments précédemment exposés, il ne semble pas nécessaire de proposer d'éventuelles mesures environnementales. Une attention particulière pourra toutefois être portée sur le traitement paysager du site.

De plus, il semble utile de préciser que la proximité du site avec le corridor écologique majeur de la vallée de l'Aven pourra éventuellement amener à l'intégration d'une réflexion autour de la notion de « Nature en Ville » lors de la définition des modalités d'aménagement du site, si les aménageurs le désirent.

- **Aménagement d'un pôle d'échange multimodal à Concarneau**

- Caractéristiques environnementales

Le projet de Pôle d'Echange Multimodal (PEM) de Concarneau se trouve placé au niveau du port de plaisance, le long du quai de Pénéroff.

Il s'agit d'un milieu fortement urbanisé, le seul élément naturel étant représenté par la mer.



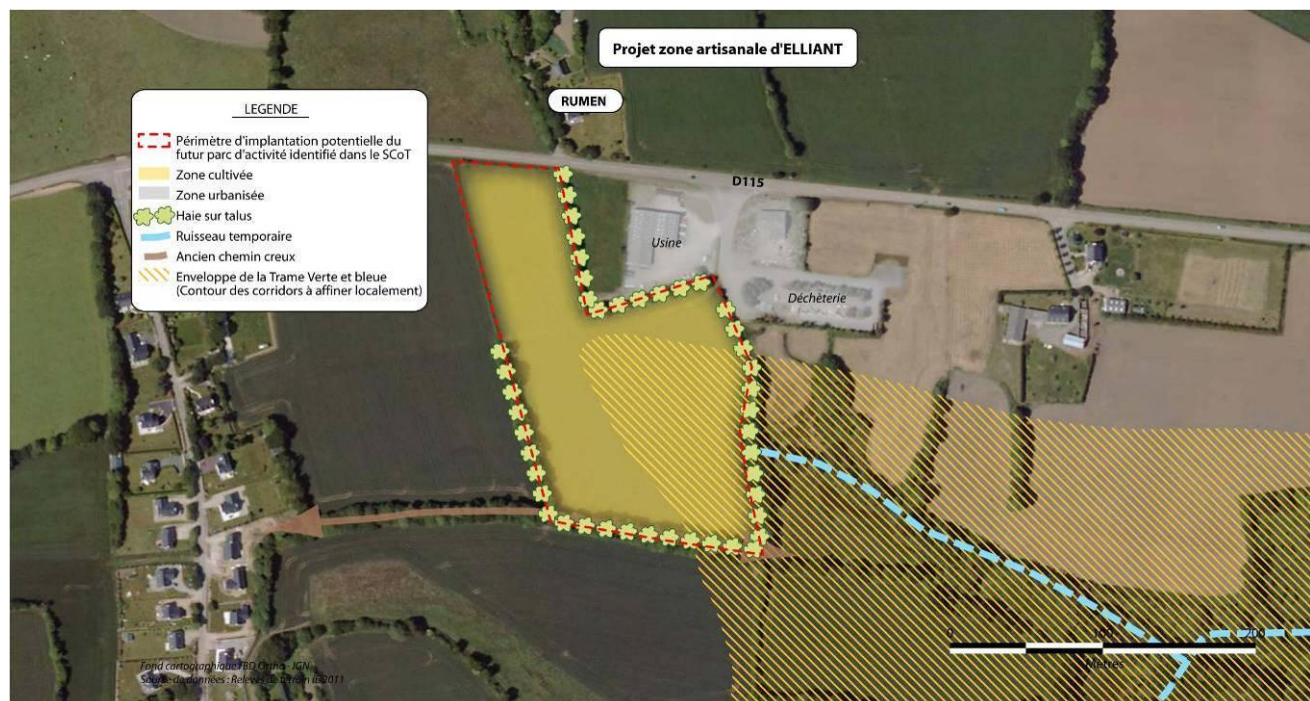
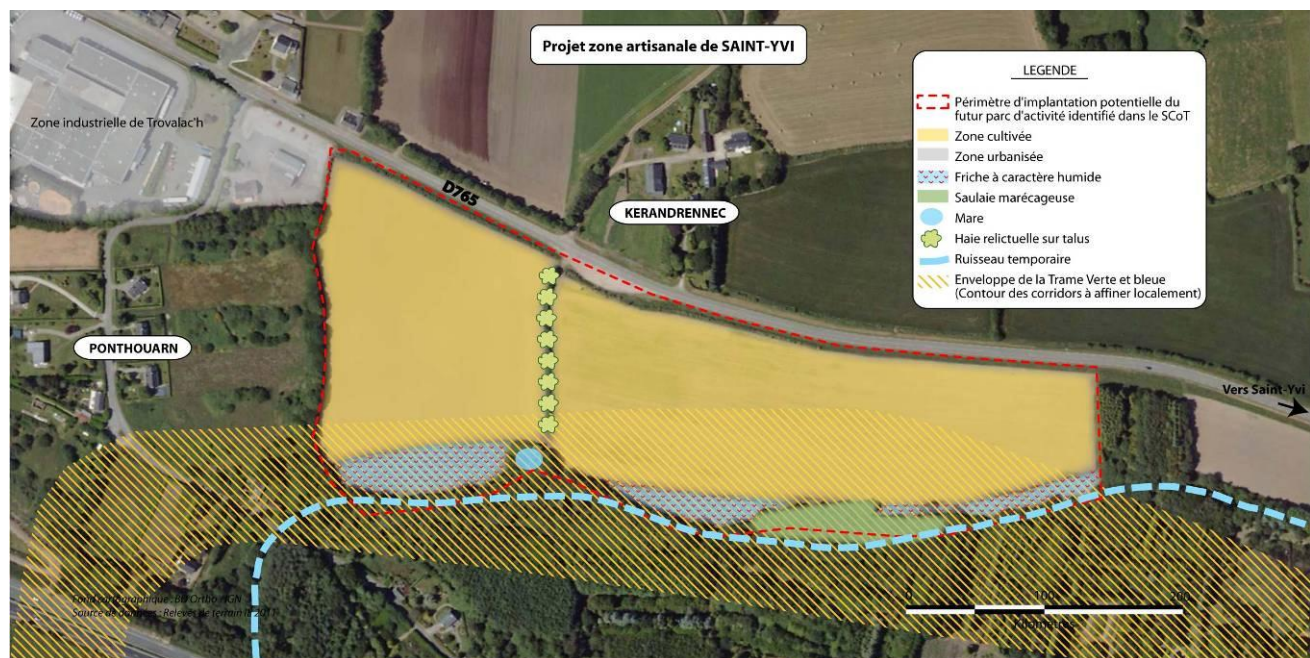
*Vues sur le quai Pénéroff de Concarneau*

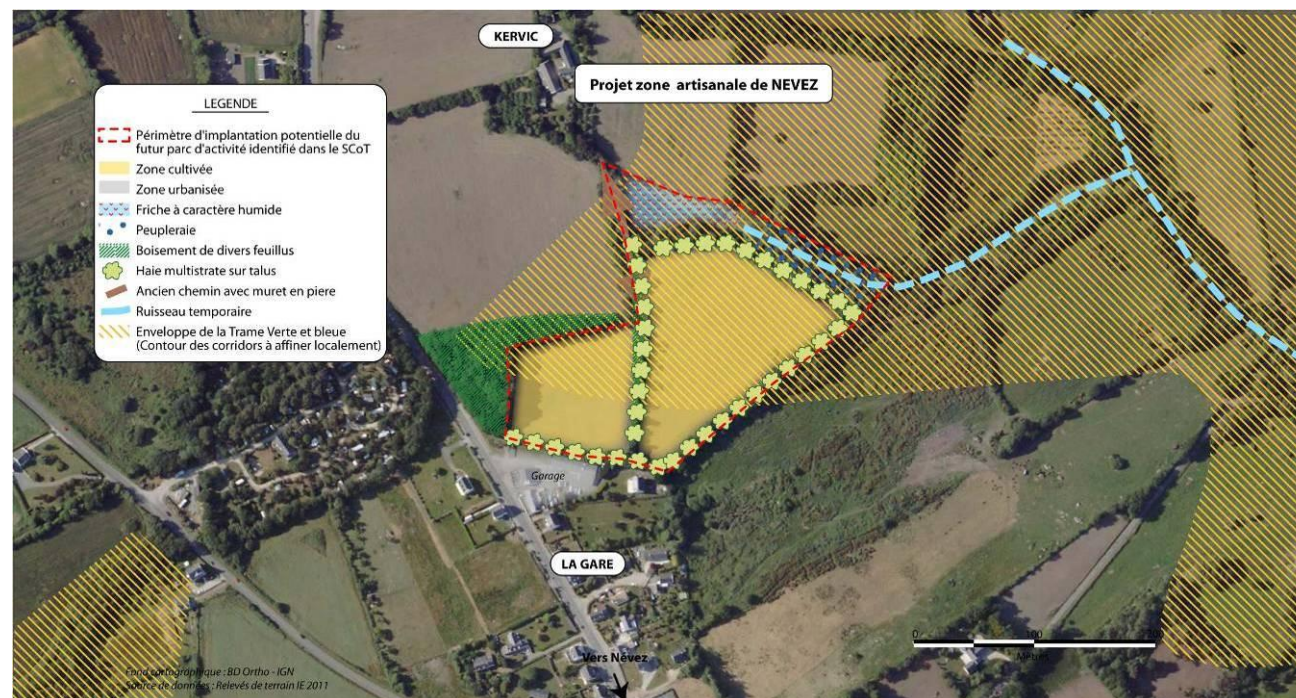
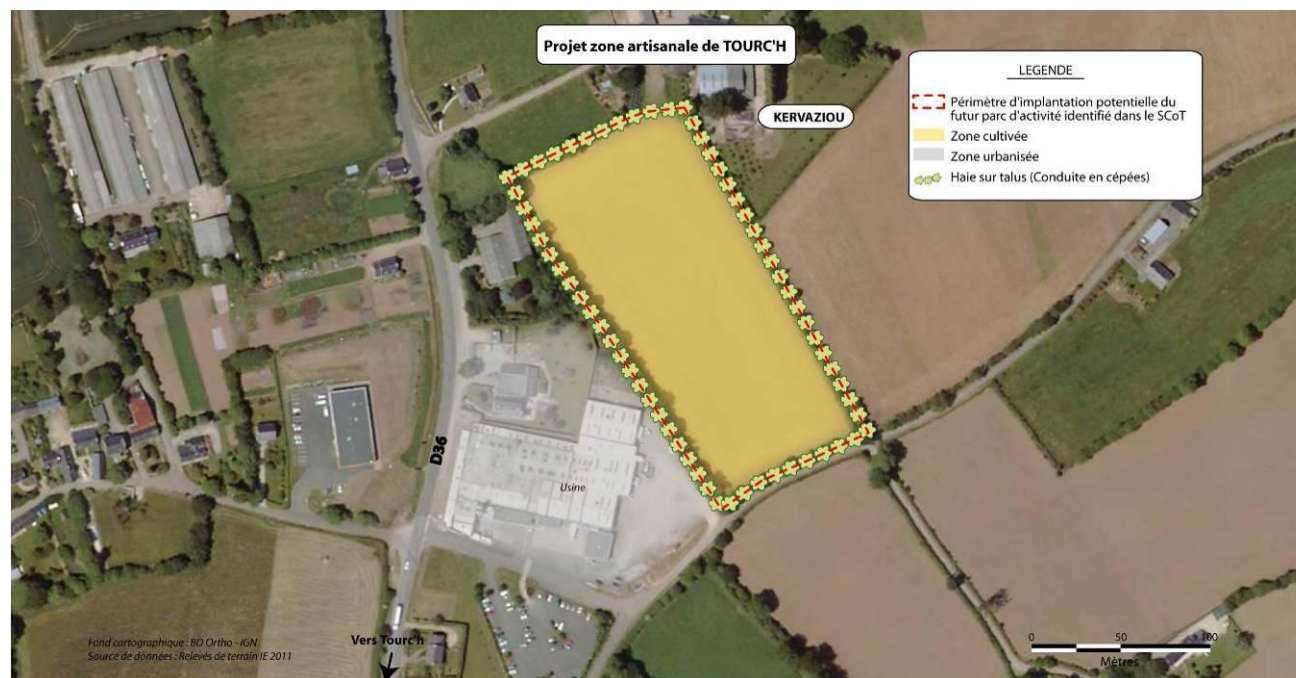
- Enjeux pour l'aménagement de cet espace

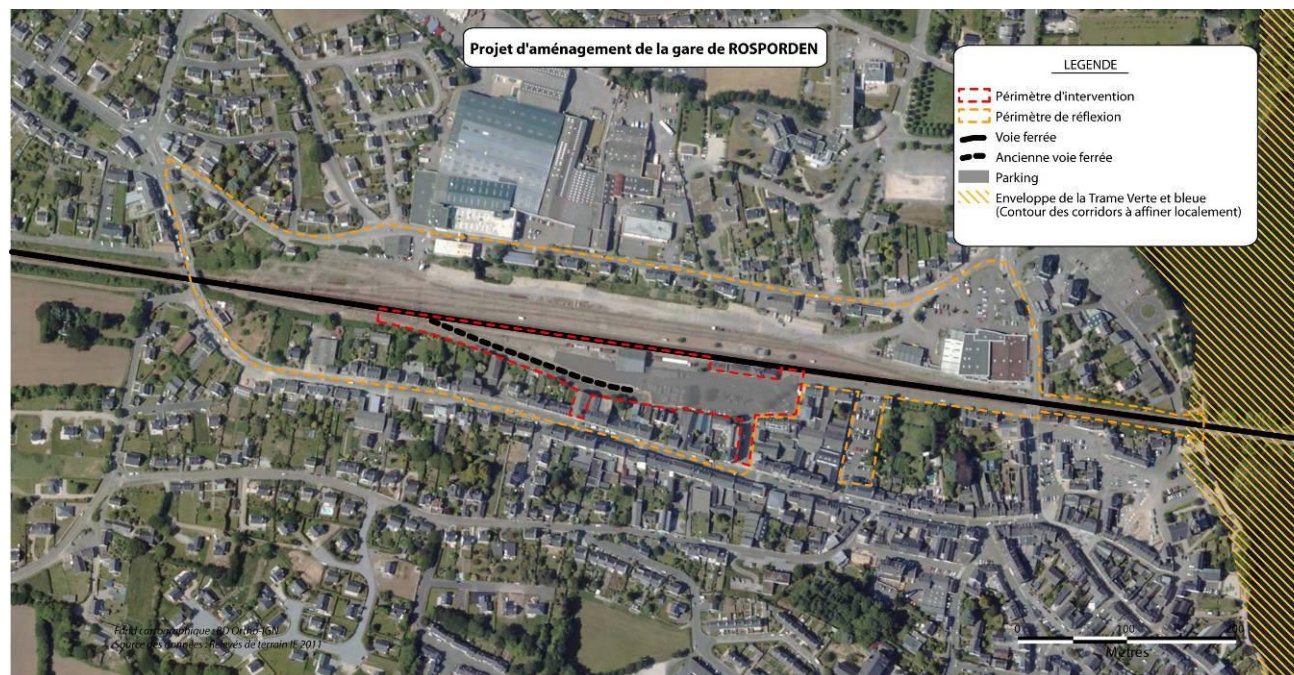
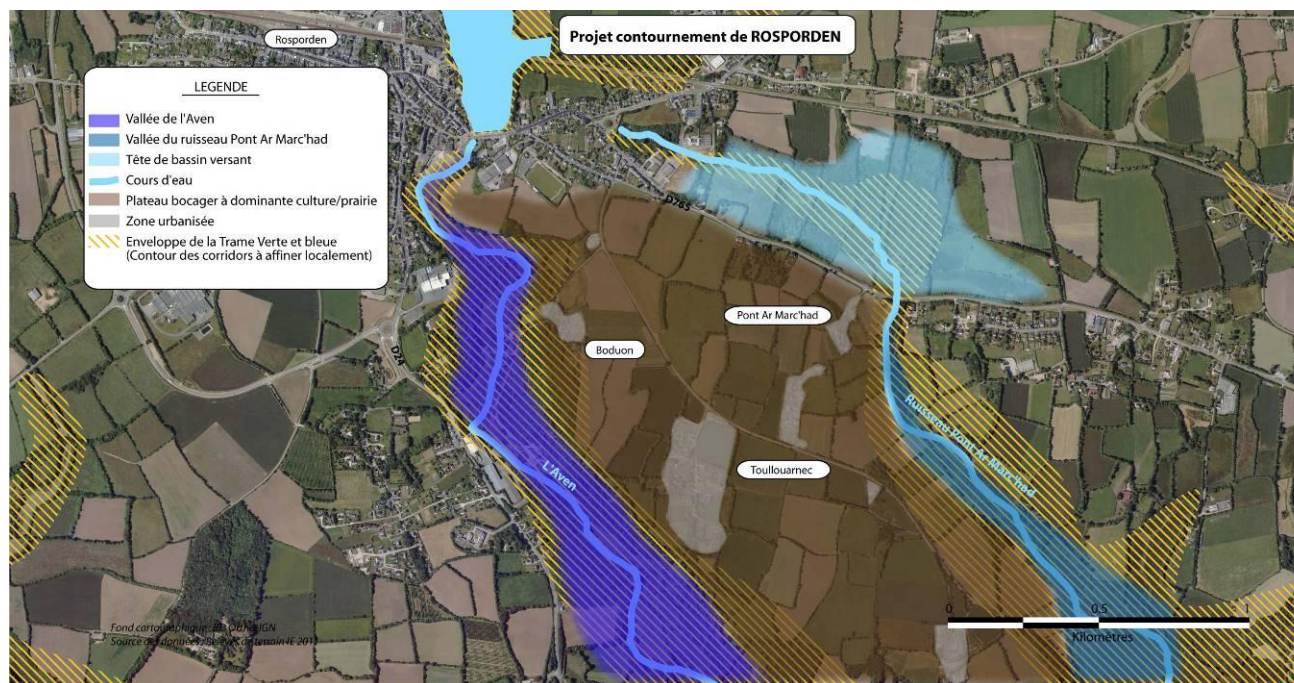
Du fait du contexte urbain dans lequel se trouve localisé actuellement le projet, il n'existe pas d'enjeux environnementaux spécifiques qui se dégagent.

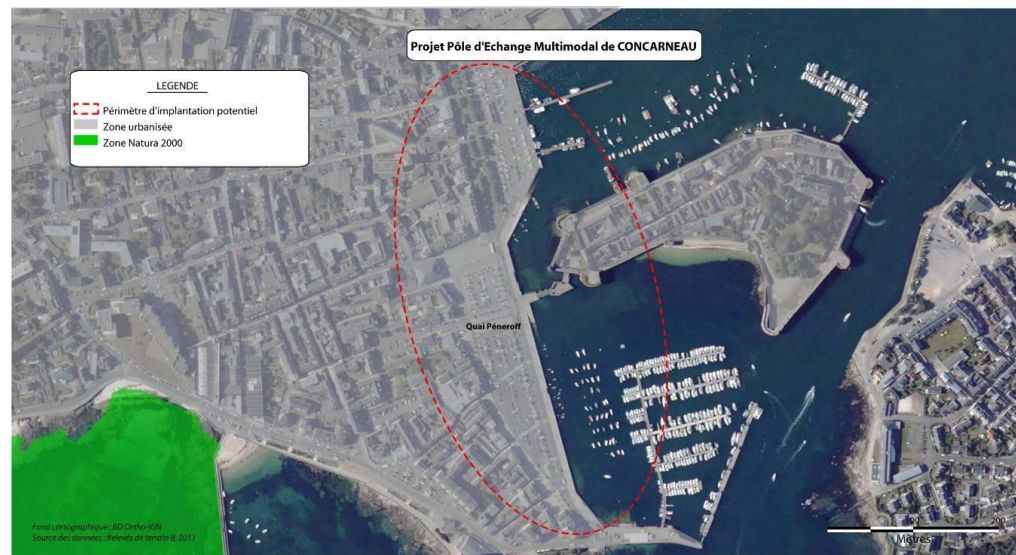
- Mesures proposées pour réduire ou compenser les impacts négatifs de l'aménagement de cette zone

Il n'existe pas de mesures particulières à formuler pour la zone concernée par le projet.









ZOOM SUR LE CŒUR DE ZONE CONCERNE ELOIGNE DE LA ZONE NATURA 2 000

## 4.2. Evaluation des incidences du SCoT sur le réseau Natura 2000

Le territoire du SCoT est concerné par un site Natura 2000 : les Dunes et Côtes de Trévignon. La définition de ce dernier se base sur la Directive Oiseaux et sur la Directive Habitat. Il s'agit donc à la fois d'un Site d'Importance Communautaire (SIC) et d'une Zone de Protection Spéciale (ZPS).

Une description de ce site ayant déjà été réalisée au sein de l'Etat Initial du SCoT, seul un rappel est proposé dans cette partie. Celui-ci sera suivi d'une analyse des incidences directes et indirectes de l'application du SCoT sur le site ainsi qu'une présentation des mesures prises pour les réduire, les éviter voire les compenser lorsqu'elles s'avèrent négatives.

### ■ Présentation du site (Source : Natura 2000, INPN)

Le site Natura 2000 « Dunes et Côtes de Trévignon » borde la façade océanique du territoire. Principalement maritime, ce secteur d'une superficie de 9 874 ha a bénéficié d'une extension dans le cadre de la mise en place du Réseau Natura 2000 en Mer.

Les milieux terrestres, qui représentent un peu plus de 10% du site, forme « *un ensemble complexe de zones humides arrière dunaires à niveaux de submersion variables dans l'espace et le temps, et de zones de transition entre milieux dunaires, sub-halophiles et boisés conférant à ce site une grande originalité.* »



**Vue sur le site Natura 2000 « Dunes et côtes de Trévignon » depuis l'embouchure du Minahouet, sur la commune de Trégunc**

Dans cet espace terrestre, les principaux habitats d'intérêt communautaire recensés sont les suivants :

- Etangs oligotrophes à végétation annuelle rase amphibie et les étangs dystrophes acides, à substrat para-tourbeux
- Groupements d'annuelles des laissés de mer et d'arbustives des anciens rivages de galets
- Dunes côtières fixées à végétation herbacée (dunes grises)

On y retrouve une diversité d'espèces végétales ou animales protégées au niveau national tels que le chou marin (*Crambe Maritima*), la couleuvre à collier (*Natrix natrix*) ou la grenouille agile (*Rana Dalmatina*).



**Couleuvre à collier (Source : INPN)**

La partie maritime du site est quant à elle composée d'un vaste ensemble sédimentaire phycogène (Maërl) situé entre la baie de Concarneau (au Nord) et l'embouchure de l'Aven (au sud). Ce dernier abrite notamment deux espèces rares à l'échelle régionale : les bivalves *Limatula subauriculata* et *Tellina donacina*. L'anse de Pors Breign bénéficie quant à elle de conditions particulières d'hydrodynamisme lui permettant de disposer d'une diversité d'habitats.

L'emprise du site englobe aussi des entités rocheuses d'origine granitique et appartenant au type d'habitat « Récifs ». Si la richesse spécifique y est relativement intéressante, la transparence et la qualité des eaux ne permettent pas d'y retrouver une faune et une flore aussi diversifiée que sur d'autres sites du même type. Des mammifères, visés à l'Annexe II de la directive 92/43/CEE, sont toutefois présents dans le secteur : le Phoque Gris (*Halichoerus grypus*), le Marsouin commun (*Phocoena phocoena*) et le Grand dauphin (*Tursiops truncatus*).

Classé en ZPS en 2008, le site des « Dunes et Côtes de Trévignon » recense par ailleurs une avifaune remarquable. En effet, « *le site de Trévignon présente une mosaïque d'habitats et d'aires très intéressantes pour les populations d'oiseaux d'intérêt communautaire* ». Située à proximité de l'archipel des Glénan, la ZPS justifie en grande partie son classement par la présence des sternes Pierregarin et Caugek qui se nourrissent, hivernent et nidifient à proximité. Les Bernaches et les bécasseaux violets, espèces protégées au niveau européen, fréquentent eux aussi le site.



**Sternes Pierregarin et Caugek (Source : Oiseaux.net)**

Les menaces constatées sur le site et estimées d'intensité moyenne sont les suivantes : l'épandage de pesticides, la présence de zones portuaires, la pollution des eaux et la sur-fréquentation/le piétinement.

Le Document d'objectifs (DOCOB) de la ZPS n'a pas encore été publié. Une première série d'enjeux de conservation a toutefois déjà été dégagée lors de la proposition de site :

- Maintien et restauration des populations d'oiseaux en lien avec la préservation des habitats, de leur tranquillité et des ressources.
- Suivi des ressources, notamment dans la zone d'estran
- Suivi de la qualité des eaux par rapport aux activités anthropiques qui peuvent générer des pollutions diffuses, concentrées ou continues : cette politique de l'eau sera intégrée aux orientations du document d'objectifs mais reposera sur d'autres instruments réglementaires que Natura 2000.
- Développement de suivis scientifiques à une échelle pertinente, tant en termes d'espèces qu'en termes de relation espèces/habitats.
- Sensibilisation à une échelle élargie et ciblée de la richesse avifaunistique du territoire, des problématiques associées et des problèmes de dérangement et de partage de l'espace.
- Promotion d'activités et de supports d'information et de sensibilisation respectueuses et durables.
- Veille et interventions appropriées en cas de pollution par hydrocarbures

De plus, un DOCOB a été élaboré pour le SIC et approuvé en 2006, c'est-à-dire avant l'extension maritime du site. Ce dernier fournit cependant les principaux enjeux associés à ce secteur :

- Préserver et renforcer le caractère naturel du site
- Préserver la qualité de l'eau et des écosystèmes aquatiques

- Préserver la qualité des eaux marines et de leurs sédiments
- Garantir les fonctions physiques et biologiques de l'écosystème lagunaire
- Restaurer et maintenir les habitats remarquables
- Améliorer la qualité biologique des habitats remarquables
- Préserver les stations d'espèces végétales rares
- Favoriser les milieux d'accueil des espèces animales
- Circonscrire le dérangement des espèces animales

Ces enjeux se répartissent sur quatre grands domaines d'action : Gestion des habitats, gestion des activités, sensibilisation/communication et suivis/études scientifiques.

A noter enfin qu'une grande majorité de la partie terrestre du site est propriété du Conservatoire du littoral et fait déjà l'objet d'un plan de gestion visant la protection des habitats et espèces communautaires.

#### ▪ Incidences générales du SCoT

##### **Protection des habitats et espèces protégées :**

Conscient de la richesse patrimoniale que constitue les secteurs tels que la zone Natura 2000 des « Dunes et Côtes de Trévignon », le SCoT a veillé à leur protection en tant qu'espace remarquable. Ainsi, le site Natura 2000 est préservé de toute construction pouvant dénaturer son caractère naturel et seuls les aménagements légers sont autorisés.

Cette mesure s'insère dans une dynamique plus large insufflée par le SCoT et qui vise à la protection des espaces naturels du territoire, notamment au niveau de la frange littorale. Le SCoT ne se limite donc pas à la seule protection de la Zone Natura 2000 mais il permet aussi de maintenir sa connexion, par la Trame Verte et Bleue, aux autres entités naturelles du territoire assurant ainsi son bon fonctionnement écologique.

##### **Développement maîtrisé des activités et de l'urbanisme :**

Comme cela a été dit dans le paragraphe précédent, le SCoT a porté une attention particulière à maîtriser le développement de ces activités. La protection de son espace littoral a figuré comme un enjeu majeur lors de son élaboration. Aucun projet d'implantation d'activités n'a été défini au niveau du site Natura 2000.

Dans le même temps, le SCoT a œuvré pour une amélioration de la gestion de la ressource en eau en faisant notamment la promotion d'une gestion écologique des eaux pluviales permettant de réduire les flux de polluants.

En tant que document d'urbanisme, le SCoT ne peut imposer de mesure de gestion spécifique sur le site Natura 2000. Son engagement en faveur d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement va toutefois dans le sens d'une amélioration des pratiques agricoles favorable à la protection du site Natura 2000 (ex : baisse teneur en pesticides).

#### **Sensibilisation et communication :**

La communication et la sensibilisation du public aux enjeux spécifiques du site Natura 2000 ne relève pas directement de la compétence du SCoT. Cela n'empêche pas ce dernier d'agir pour favoriser la prise de conscience collective de l'enjeu que représente la préservation de l'environnement (ex : mise en place de sentiers de randonnée pédestre).

**En conclusion, il est donc possible de dire que si le développement du territoire peut être à l'origine de conséquences négatives pour le site Natura 2000 (pression anthropique : dérangement de la faune par sur-fréquentation, augmentation des rejets d'eaux usées...) le SCoT a mis en œuvre de nombreuses dispositions afin de réduire les incidences sur le milieu et les espèces.**

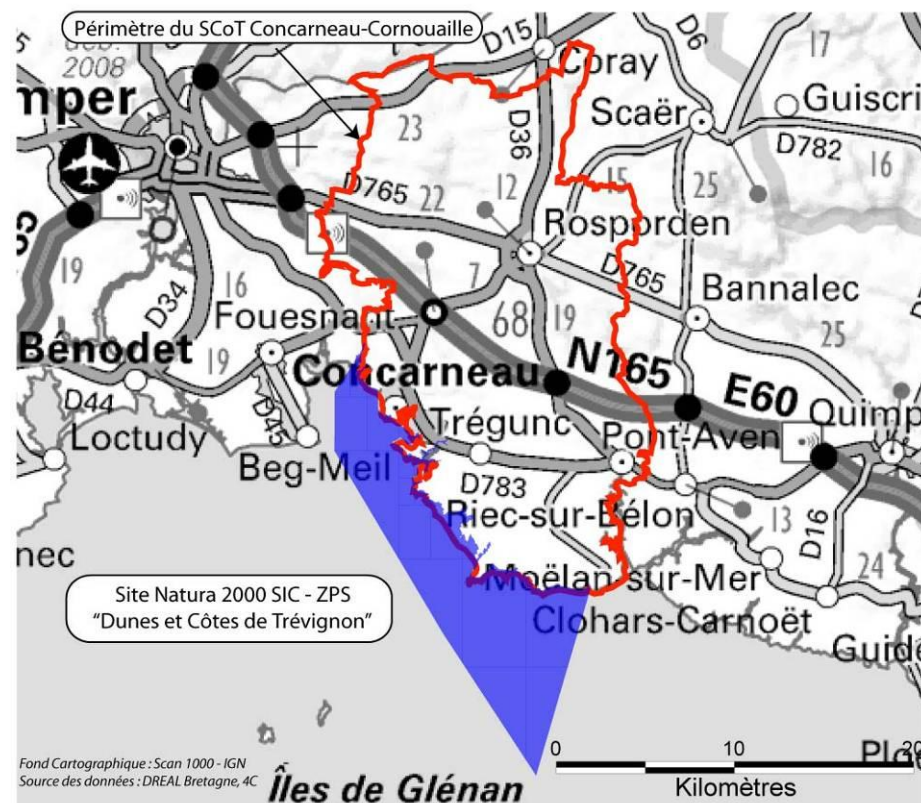
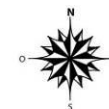
#### ▪ *Impacts de projets spécifiques*

Les secteurs concernés sont pour la plupart éloignés du site Natura 2000 et les surfaces à aménager restent réduites. De plus, il convient de préciser que le SCoT propose diverses mesures visant à réduire les incidences environnementales de ces aménagements.

**De par leur nature et leur localisation, il semble donc que les différents projets d'aménagement localisés dans le SCoT n'auront pas d'impacts directs ou indirects majeurs sur le site Natura 2000.**



#### **LOCALISATION DU SITE NATURA 2000 "DUNES ET CÔTES DE TRÉVIGNON"**



## 5. RESUME NON TECHNIQUE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

### 5.1. Contexte et méthodologie

Le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération est soumis à une procédure d'évaluation environnementale conformément au décret du 25 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement.

Le décret n°2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement impose que le rapport de présentation des SCoT :

- 1° Expose le diagnostic ;
- 2° Décrit l'articulation du schéma avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ;
- 3° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;
- 4° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;
- 5° Explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable et le document d'orientations générales ;
- 6° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;
- 7° Comprend un résumé non technique et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée ;
- 8° Précise le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées.

L'analyse de l'état initial de l'environnement demandée au 3° reprend celle réalisée au cours du diagnostic. Cet état initial de l'environnement se base sur l'analyse de documents existant, la sollicitation d'organismes ressources, des rencontres avec des

acteurs locaux et des visites de terrain (notamment pour la partie « patrimoine naturel » et l'identification des corridors écologiques).

Les perspectives d'évolution de l'environnement ont également été intégrées au diagnostic. En effet, ce sont ces dernières qui, confrontées aux objectifs de développement durable sur le territoire du SCoT, ont permis de définir les enjeux environnementaux pris en compte dans le SCoT.

Ainsi, la justification du scénario retenu s'établira en comparaison avec ce scénario au fil de l'eau, ce qui permet de mieux mettre en avant les incidences environnementales réelles de l'application du SCoT. Il n'a donc pas été proposé de véritable « scénario alternatif », le projet dégagé ayant été construit de manière itérative en réponse directe aux enjeux posés par le scénario dit « au fil de l'eau ».

Les zones susceptibles d'être touchées de manière notable par le schéma ont fait l'objet d'une attention particulière dans les limites évoquées ci-après (Remarques sur la méthode).

Les incidences prévisibles du SCoT ont été évaluées pour chacun des thèmes abordés en fonction des tendances souhaitées par le PADD et des orientations du DOO. Dans cette analyse, une attention toute particulière a été portée sur les enjeux prioritaires définis à l'issue du diagnostic.

Enfin, des mesures de réduction des incidences ou des mesures compensatoires sont proposées dans le cas où les évolutions supposées liées à l'application du schéma diffèreraient trop des objectifs environnementaux évoqués dans ce rapport. Ces mesures auront pour objet soit de limiter les incidences négatives, soit de les compenser.

L'évaluation environnementale telle que décrite ci-dessus peut, dans la démarche et le contenu, s'apparenter à l'étude d'impact d'un ouvrage sur l'environnement. Néanmoins, des distinctions doivent être apportées pour plusieurs raisons :

- La notion de mesures compensatoires devra trouver un écho différent dans le cadre d'un SCoT ;
- L'absence de localisation précise ne permet d'analyser les incidences des grands projets que de manière générale dans la plupart des cas ;
- Le bilan du suivi réel des incidences du schéma sur l'environnement ne pourra avoir lieu qu'à une échéance d'au moins 6 ans et reposer sur des indicateurs dont la construction et l'application restent encore exploratoire.

L'évaluation environnementale du SCoT doit conduire à la mise en œuvre de mesures d'atténuation destinées à « éviter, réduire et si possible compenser s'il y a lieu » les incidences négatives du schéma sur l'environnement. Toutefois, dans le cadre du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération, cette partie ne comprend que des mesures marginales, les principales dispositions en faveur de l'environnement ayant été prises en compte dans le projet initial.

La deuxième remarque concerne l'absence de localisation précise d'une partie des projets du SCoT. Il en résulte une difficulté à évaluer de manière précise les incidences sur les zones susceptibles d'être touchées par le schéma. L'intérêt de la démarche d'évaluation environnementale devra donc être de proposer une analyse globale des projets dans un schéma de développement durable à l'échelle du territoire du SCoT, et sur des thématiques intégrant des dimensions variées.

Enfin, l'obligation de proposer une méthode et des indicateurs de suivi est respectée dans ce document. Il faut néanmoins tenir compte du fait que ces indicateurs ont été construits, dans la mesure du possible, selon plusieurs critères dont :

- Une possibilité de comparaison entre les valeurs de l'état initial et les échéances relatives au suivi,
- Une utilisation simple et des données facilement mobilisables ou mesurables, car une profusion d'indicateurs techniques et difficilement interprétables ne correspondait pas aux objectifs d'appropriation de la démarche par tous,
- Une utilisation à la fois de critères qualitatifs et quantitatifs, étant entendue que les critères quantitatifs seront privilégiés dans la mesure du possible, sans toutefois se priver d'indicateurs qualitatifs parfois indispensables.

## 5.2. Enjeux environnementaux mis en évidence par le scénario au fil de l'eau

Thèmes environnementaux	Scénario « Au fil de l'eau »
Protection des milieux naturels et agricoles, de la biodiversité	Protection des zones identifiées réglementairement (loi littoral, Natura 2000) mais forte consommation d'espaces par l'urbanisation sur les zones non couvertes. Pas de prise en compte spécifique des corridors écologiques conduisant à l'altération voire la destruction de leur fonctionnalité (ex : implantation d'infrastructure sans aménagement spécifique) et la remise en cause du bon fonctionnement écologique du territoire.
Paysages	En dehors de quelques espaces protégés, poursuite de l'étalement urbain vecteur d'homogénéisation des paysages ruraux et littoraux de la Concarneau Cornouaille Agglomération. Déstructuration de l'espace urbain et perte de son identité architecturale.
Réseau hydrographique et qualité des eaux terrestres et marines	Imperméabilisation forte des bassins versants par l'étalement de l'urbanisation. Perturbation des écoulements naturels. Augmentation des rejets polluants dus à l'urbanisation non maîtrisée et une mauvaise gestion des eaux pluviales. Dégradation progressive de la qualité des eaux des cours d'eau puis marines (marées vertes), impacts sur les usages. Non prise en compte des zones humides, espace d'intérêt biologique et hydraulique.
Alimentation en eau potable	Ressource disponible mais situation tendue notamment en cas d'accident car réseaux non liés entre eux. Probabilité d'accident plus élevée car certains captages non-protégés par un périmètre. Tension sur le débit des rivières en été. Consommation en augmentation du fait de l'arrivée de nouveaux habitants et de l'étalement urbain (pertes de réseaux)
Assainissement	Dispersion de l'habitat générant une difficulté dans la mise en place de systèmes collectifs performants, problème d'épandage des boues. Saturation des systèmes existants par raccordement supérieur à la capacité, rejets dans le milieu.
Climat et énergie	Economies d'énergies grâce à l'évolution de la réglementation, du coût des énergies, du perfectionnement technique mais desserrement et étalement urbain entraînant une augmentation des déplacements automobiles et des consommations énergétiques en général (besoin énergétique habitat indiv.> habitat collectif). Desserte inadaptée des transports en commun et absence d'intermodalité favorisant le « tout voiture ». Développement progressif mais lent des énergies renouvelables du fait notamment des règlements d'urbanisme contraignants à l'origine de difficultés pour valoriser les potentiels solaire, bois énergie et éolien.
Gestion des déchets	Diffusion de l'urbanisation et croissance de la population entraînant une augmentation de la production de déchets et des difficultés à optimiser les réseaux de collecte. Exportation et traitement des déchets en dehors du territoire entraînant un surcoût.
Risques et Nuisances	Imperméabilisation due aux nouvelles constructions entraînant perturbations hydrauliques et pollution. Zones d'habitat exposées au risque technologique. Diffusion de l'urbanisation autour des grands axes de transport.
Qualité de l'air	Augmentation des déplacements automobiles par diffusion de l'urbanisation.
Géologie et exploitation des carrières	Consommation importante de matériaux pour les bâtiments et les voiries en raison de l'étalement urbain. Mitage rendant difficile l'exploitation des carrières (nuisances).

### **5.3. Justification du scénario retenu au regard des critères environnementaux**

Cette partie, intégrée spécifiquement à l'évaluation environnementale du SCoT, se propose de présenter plus spécifiquement les choix opérés au niveau du scénario d'aménagement en fonction des seuls enjeux environnementaux.

#### **5.3.1. Articulation du SCoT avec les autres plans et programmes environnementaux**

Lors de l'élaboration du SCoT, les documents suivants ont été pris en compte :

- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne
- Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PRQA) de la Bretagne
- Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et assimilés du Finistère
- Schéma Départemental des Carrières du Finistère

Ainsi, les grandes orientations de ces documents ont été soit reprises dans le document, soit intégrées dans la réflexion. Il en résulte une compatibilité entre le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération et les documents d'ordre supérieur étudiés.

#### **5.3.2. Le choix d'un scénario ayant pour mot d'ordre le développement durable**

Pour cette partie, le scénario dit « au fil de l'eau » présenté ci-avant dont les principales caractéristiques sont de poursuivre les tendances actuellement à l'œuvre sur le territoire du SCoT a été confronté au scénario volontariste retenu.

Le scénario retenu pour le SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération, construit en réponse aux enjeux du développement durable spécifiques au territoire, et qui se

veut donc plus ambitieux et plus à même de proposer une stratégie de développement du territoire plus durable.

La vocation de ce scénario n'étant pas de répondre uniquement aux enjeux environnementaux, son élaboration répond également à des enjeux sociaux et économiques. Ce sont l'ensemble de ces considérations qui ont contribué à définir un modèle de développement respectant au maximum les différents enjeux du développement durable.

Le tableau présenté page suivante compare de manière générale les incidences environnementales prévisibles du scénario retenu, en fonction des différentes thématiques abordées au cours de l'état initial de l'environnement.

Il ressort de cette analyse que pour l'ensemble des thématiques environnementales étudiées dans le SCoT, le scénario élaboré en réponse aux enjeux du développement durable du territoire soit le plus adapté d'un point de vue environnemental. En effet, il offre une réponse directe ou indirecte à chacun des principaux enjeux formulés à l'issue du diagnostic environnemental.

Une fois ce scénario établi, la mise en perspective des enjeux définissant des besoins et des objectifs a abouti à la définition d'orientations reprises dans le PADD et traduites dans le DOO. Les enjeux environnementaux ont, au même titre que les enjeux de développement économique, démographiques, sociaux..., été traités dans cette démarche.

Thèmes environnementaux	Scénario construit pour le SCOT de Concarneau Cornouaille Agglomération
Protection des milieux naturels et agricoles, de la biodiversité	Préservation des zones déjà identifiées mais aussi du littoral en général et réduction de la consommation d'espace sur l'ensemble du territoire. Maintien du bon fonctionnement écologique en préservant les corridors écologiques.
Paysages	Maîtrise de l'urbanisation au sein des espaces littoraux et agricoles. Arrêt des extensions diffuses, densification permettant une meilleure « lecture » des bourgs et hameaux. Préconisation en faveur d'une meilleure intégration des nouvelles constructions et protection des éléments d'intérêt paysager existants.
Réseau hydrographique et qualité des eaux terrestres et marines	Maîtrise de l'étalement urbain et maintien d'espaces tampons agricoles et naturels. Gestion écologique des eaux pluviales limitant les flux de polluants. Protection des abords du réseau hydrographique (Trame Verte et Bleue). Zones humides inventoriées et protégées, voire valorisées. Restauration progressive des secteurs endommagés en compensation d'impacts résiduels de projets d'aménagement du territoire.
Alimentation en eau potable	Amélioration de la sécurité d'approvisionnement : interconnexion, protection des captages. Augmentation maîtrisée de la consommation en limitant les pertes et sensibilisant la population.
Assainissement	Assurer un meilleur niveau de collecte et de traitement en limitant la dispersion de l'habitat Conditionnement de l'urbanisation à la capacité des stations d'épuration afin d'éviter toute saturation.
Climat et énergie	Optimisation de la forme et de la composition urbaine au regard du critère de la consommation d'énergie : orientation et taille du bâti visant à réduire les pertes et optimiser les apports naturels. Densification et mixité fonctionnelle permettant de réduire les déplacements. Développement des solutions alternatives à la voiture individuelle : transports en commun, déplacements doux et co-voiturage. Développement facilité des énergies renouvelables lors de la mise en œuvre des ZAC, des lotissements et des opérations de renouvellement urbain en interdisant aux PLU de bloquer la mise en place de techniques environnementales favorables à la bonne maîtrise de l'énergie.
Gestion des déchets	Augmentation maîtrisée de l'urbanisation et de la population, permettant une bonne gestion de la collecte et une maîtrise de la production de déchets. Valorisation des déchets (recyclage, compostage) pour réduire les quantités finales à traiter. Développement souhaité de structures locales de traitement des déchets.
Risques et Nuisances	Maîtrise des extensions urbaines réduisant l'imperméabilisation. Répartition mieux gérée entre habitat et activités Prise en compte de la localisation des risques technologiques.
Qualité de l'air	Limitation des déplacements automobiles par la maîtrise de la croissance démographique et de l'urbanisation. Mise en place de nouvelles formes de mobilité.
Géologie et exploitation des carrières	Mise en place de conditions permettant de poursuivre une exploitation durable des carrières, économie de ressources par des formes urbaines plus denses et plus compactes.

Il ressort de cette analyse que pour l'ensemble des thématiques environnementales étudiées dans le SCoT, le scénario élaboré en réponse aux enjeux du développement durable du territoire soit le plus adapté d'un point de vue environnemental. En effet, il offre une réponse directe ou indirecte à chacun des principaux enjeux formulés dans le scénario au fil de l'eau.

Une fois ce scénario établi, la mise en perspective des enjeux définissant des besoins et des objectifs a abouti à la définition d'orientations reprises dans le PADD et traduites dans le DOO. Les enjeux environnementaux ont, au même titre que les enjeux de développement économique, démographiques, sociaux, été traités dans cette démarche.

#### 5.4. Evaluation des incidences prévisibles du SCoT sur l'environnement

Cette partie évalue les incidences de chacune des grandes orientations du SCoT (PADD et DOO) en fonction des enjeux environnementaux définis à l'issue du diagnostic. Pour chaque thème, une analyse des incidences prévisibles tant positives que négatives est proposée. En fonction des résultats de cette analyse, des mesures complémentaires destinées à éviter, réduire ou compenser les effets négatifs peuvent être définies (le scénario retenu étant favorable comparativement au scénario au fil de l'eau, il n'induit pas nécessairement de mesures compensatoires). Enfin, une liste d'indicateurs et une méthode de suivi sont présentées qui est résumée dans le chapitre ci-après.

#### 5.5. Synthèse sur les indicateurs de l'Evaluation Environnementale du SCoT de Concarneau Cornouaille Agglomération

##### Remarque préalable

Le décret n°2005-608 du 27 mai 2005 relatif à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement a demandé à ce que le SCoT soit soumis à une évaluation environnementale. Cette évaluation permet notamment de fixer les indicateurs pouvant servir à l'analyse des résultats du Schéma qui doit être faite 6 ans après son approbation comme le prévoit l'article 122.14 du Code de l'urbanisme récemment modifié par l'article 17 de la Loi Grenelle II :

*« Au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, de la dernière délibération portant révision complète de ce schéma ou de la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'établissement public prévu à l'article L. 122-4 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation d'espace et d'implantation commerciale, et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète. Cette analyse est communiquée au public et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement mentionnée à*

*l'article L. 121-12. A défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc. »*

Dans ce cadre, plusieurs indicateurs ont donc été élaborés. Afin de limiter le risque d'une prolifération de données à collecter pouvant aboutir à une difficulté dans l'analyse des résultats du SCoT, une hiérarchisation des indicateurs a été menée. Cette dernière vise à distinguer deux types d'indicateurs :

- **les indicateurs principaux** : ce sont des données importantes à collecter car permettant une analyse transversale du SCoT au travers de différentes thématiques (ex : l'évolution de la densité de l'habitat permet de mesurer les efforts entrepris pour préserver les espaces naturels mais aussi le paysage ou encore les ressources énergétiques et géologiques). Ces indicateurs peuvent aussi comprendre des informations liées à un seul thème mais dont l'obtention est jugée nécessaire afin de mener à bien l'évaluation environnementale (il faut à minima 1 ou 2 indicateurs par thème)
- **les indicateurs secondaires** : ces informations peuvent être jugées comme moins prioritaires dans leur collecte. L'obtention de ces dernières peut toutefois apporter de la finesse à l'analyse des résultats du SCoT en apportant des données plus ciblées sur chaque thème.

Le temps de travail estimé dans ces tableaux est pour certains indicateurs fortement dépendants des moyens dont dispose la collectivité en interne, notamment pour les indicateurs tenant à la surface, à la consommation d'espace, au logement qui demandent pour être bien suivis la très bonne maîtrise au sein de Concarneau Cornouaille Agglomération d'un Système d'Information Géographique (SIG).

	Nature de l'indicateur	Description	Unité	Fréquence proposée	Thématique(s) renseignée(s)	Source des données	Valeur de référence/ <i>objectif souhaité</i>	Travail en Interne ou externe	Temps de travail estimé
INDICATEURS PRINCIPAUX	Consommation d'espaces	Evaluer la consommation d'espaces utilisés pour l'habitat, les activités, les infrastructures d'équipements et de transports. Identifier notamment les surfaces prises sur les milieux naturels identifiés et la frange littorale.	ha	Annuelle	Préservation Patrimoine naturel/biodiversité, paysage	ADEUPa de Brest (Observatoire du foncier dans le 29), Communes	Respect objectifs de consommation d'espaces inscrits dans le DOO	Interne ou externe	1 à 2 jour(*)
	Densité de l'habitat et des activités, formes urbaines	Evaluer le nombre de nouveaux logements/emploi par hectare Estimer la part de logement collectif	Logement/ha Emploi/ha % collectif	Annuelle	Climat/Energie, réduction déchets, amélioration qualité de l'air, préservation paysage	Communes, INSEE	Respect objectifs de densité du DOO	Interne ou externe	1 à 2 jours (*)
	Qualité des eaux de surfaces et de baignade	Analyser l'évolution de la qualité globale des cours d'eau suivis selon les différentes classes de qualité (nitrates, phosphates, pesticides, IBGN, IBD...). Suivre la qualité des eaux marines (baignade/conchyliculture).	Différentes selon le type de mesure	Annuelle	Ressource en eau, patrimoine naturel	Agence de l'Eau Loire Bretagne, Agence Régionale de Santé (ARS)	Bonne qualité générale, nitrates à surveiller/ <i>Non détérioration de l'état actuel et respect objectifs DCE</i>	Externe	0.5 jour
	Qualité des eaux distribuées	Part d'analyse d'eaux distribuées dépassant les normes de potabilité, à étudier de manière globale puis pour les paramètres nitrates et pesticides.	Respect ou non des paramètres pour l'eau potable	Annuelle	Ressource en eau	ARS	Conformité/ <i>Maintenir la conformité</i>	Externe	0.25 jour
	Sécurité de l'approvisionnement en eau potable	Suivre l'évolution de l'indice de gravité Formule : $G = 100 \times [1 - (\text{débit produit en situation de crise} / \text{besoin moyen journalier})]$	Montre une sécurité insuffisante lorsque G dépasse 50	Tous les 3 ans	Ressource en eau	ARS,	Valeurs insuffisantes sur Rosporden (85), le Syndicat de Pont-Aven (74) et Concarneau (65) <i>Sécuriser l'ensemble de l'approvisionnement (G&lt;50)</i>	Externe	0.25 jour

INDICATEURS PRINCIPAUX	Consommation d'eau et production d'eau potable	Etablir un suivi du volume d'eau consommé selon l'usage et selon l'origine (eau de surface ou souterraine) et de la production locale d'eau potable	m <sup>3</sup> /an	Annuelle	Ressource en eau	Agence de l'Eau Loire Bretagne, Syndicat des eaux, régie directe	Production 4 975 200 m <sup>3</sup> en 2005 , AEP 88 % volume eau prélevé Affiner dans le cadre du futur Sage <i>Viser la baisse du rapport volume consommé / volume produit</i>	Interne ou externe	0.5 jour
	Bilan des consommations d'énergie et des émissions de GES	Evaluer les consommations d'énergie et les quantités de gaz à effet de serre totales émises selon les différents secteurs d'activité.	MWh TéquCO2	Tous les 6 ans, si possible	Climat/Energie	Observatoire de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre en Bretagne	Etat des lieux à définir préalablement au Plan Climat/ <i>Réduire les consommations énergétiques du territoire</i>	Externe	1 à 2 jours
	Production d'énergie renouvelable	Estimer la production d'énergie renouvelable locale sur le territoire de la collectivité.	MW/an ou nombre d'installation, surface...	Annuelle	Climat/Energie	Observatoire Energie ADEME DREAL Communes	Etat des lieux à définir préalablement au Plan Climat/ <i>Développer les équipements d'ENR</i>	Interne ou externe	1 jour
	Economie d'énergie dans la construction	Relever les Opérations Programmées pour l'Amélioration Thermique et énergétique des bâtiments et suivre la notation énergétique du parc bâti de CCA	Nombre de projets	Annuelle	Climat/Energie	ADEME Communes	Base de données à constituer/ <i>Favoriser les économies d'énergie dans le bâti</i>	Interne ou externe	0.5 jour
	Transport en commun et déplacement doux	Estimer l'efficacité des modes de transport alternatif au travers de différents indicateurs : répartition modale, fréquentation des lignes, linéaire de voies douces construites	% voyage selon le type de transport Nombre de voyageur...	Tous les 3 ans	Climat/Energie, Qualité de l'air	Gestionnaire des transports, collectivités Bureau d'étude	Base de données à constituer/ <i>Augmenter la part modale des déplacements doux et des transports en commun</i>	Interne ou externe	2 à 3 jours
	Prise en compte des paysages	Recenser la protection communale des éléments paysagers remarquables (recensement/classement).	Nombre d'éléments classés...	Annuelle	Paysage	Communes	Pas de données initiales/ <i>Favoriser la protection des paysages</i>	Interne ou externe	0.5 jour

INDICATEURS PRINCIPAUX	Quantité de déchets collectés	Suivre la quantité de déchets ménagers collectés (Ordures ménagères résiduelles).	kg/an/habitant	Annuelle	Déchets	Collectivité	En 2006 : 324 kg/hab (incluant déchets tourisme)/ <i>Diminuer les quantités de déchets ultimes</i>	Interne ou externe	0.25 jour
	Exposition de la population aux risques	Suivre l'exposition des habitants à un risque majeur d'importance sur le territoire (inondations, SEVESO)	Nombre d'habitants	Tous les 3 ans	Risques et nuisances	DDTM, DREAL, Collectivité, Communes	Base de données à constituer/ <i>Ne pas augmenter le nombre de personnes exposées</i>	Interne ou externe	2 à 3 jours (*)
	Qualité de l'air	Etudier l'évolution de la qualité de l'air	Indice IQA	Annuelle	Qualité de l'air	Air Breizh	IQA = Indice Qualité Air <i>Maintenir une qualité de l'air satisfaisante sur le territoire</i>	Interne	0.25 jour
INDICATEURS SECONDAIRES	Nombre d'arrêtés de catastrophe naturelle	Suivre la publication d'arrêtés de catastrophe naturelle sur le territoire.	Nombre d'arrêtés	Tous les 3 ans	Risques	Préfecture	Entre 2000/2010 : 3 arrêtés/ <i>Pas d'objectif précis, à titre informatif</i>	Interne ou externe	0.25 jour
	Risque de submersion marine	Evaluer le nombre d'habitations concernées par le risque de submersion marine	Nombre de logement	Tous les 3 ans	Risques	Collectivité, Préfecture	Base de données à constituer/ <i>Ne pas augmenter le nombre de personnes exposées</i>	Interne ou externe	0.5 jour (*)
	Suivi de la trame verte et bleue	Estimer de manière quantitative et qualitative les impacts sur la Trame Verte et Bleue et les mesures mises en œuvre pour les compenser (préemption/acquisition, restauration zones humides...)	Nombre d'impacts et importance, type de compensation ...	Annuelle	Préservation patrimoine naturel/biodiversité	Bureau d'études	Pas de données initiales/ <i>Limiter les atteintes à la Trame Verte et Bleue et compenser ces dernières</i>	Externe	3 à 5 jours
	Mise en valeur du patrimoine naturel	Recenser les actions en faveur de la mise en avant des espaces naturels et de la sensibilisation du public, du type itinéraire pédestre ou autres.	Linéaire d'itinéraire pédestres créés, nombre d'actions de sensibilisation	Tous les 3 ans	Préservation patrimoine naturel/biodiversité	Collectivités, communes, associations	Base de données à constituer/ <i>Favoriser la sensibilisation du public</i>	Interne	0.5 jour

INDICATEURS SECONDAIRES	Prise en compte des paysages	Recenser les efforts entrepris pour l'aménagement des entrées de bourgs ainsi que tout effort mené par les communes en matière de paysage.	Type et Nombre d'actions paysagères...	Annuelle	Paysage	Communes	Pas de données initiales/ <i>Favoriser la protection des paysages</i>	Interne ou externe	0.5 jour
	Assainissement	Evaluer l'évolution de la performance des assainissements autonomes et collectifs existants et suivre l'évolution des surfaces urbanisables non desservies par un assainissement collectif en secteur littoral.	% assainissements conformes, m <sup>2</sup> de surfaces non raccordées	Tous les 3 ans	Ressource en eau	SPANC Communes	Besoin réhabilitation- création stations de Melgven, Saint-Yvi et Névez, 4% des installations SPANC non-conformes/ <i>Disposer d'un assainissement adapté aux besoins</i>	Interne ou externe	0.5 jour
	Pesticides	Evaluer les quantités de produits phytosanitaires utilisés par la Concarneau Cornouaille Agglomération pour la gestion des espaces verts.	L/an	Annuelle	Ressource en eau/Patrimoine naturel	Communes	Base de données à constituer/ <i>Réduire l'utilisation des pesticides</i>	Interne ou externe	0.5 jour (*)
	Traitement des déchets	Déterminer la part des valorisations dans le traitement des déchets (recyclage, compostage, énergie, biogaz)	% recyclage...	Tous les 3 ans	Déchets	Collectivité	Cf. EIE P 120 <i>Poursuivre l'augmentation de la valorisation matière</i>	Interne ou externe	0.5 jour
	Equipements	Lister les équipements de collecte et de traitement des déchets sur le territoire et leur évolution.	Nombre de centre de tri...	Tous les 3 ans	Déchets	Collectivité	3 déchèteries, 1 ISDI et 1 IUOM/ <i>Adéquation capacités de traitement/besoins du territoire</i>	Interne ou externe	0.25 jour
	Protection du littoral	Evaluer le linéaire des coupures d'urbanisation et la surface d'espaces proches du rivage maintenus sur la Concarneau Cornouaille Agglomération.	m <sup>2</sup>	Tous les 3 ans	Paysage	Collectivité, Communes	Pas de données initiales/ <i>Réduire le mitage des espaces littoraux</i>	Interne ou externe	0.5 jour

(\*) Le temps évalué est fortement lié à la très bonne maîtrise des données sur le Système d'Information Géographique géré en interne par la communauté d'agglomération, ce qui suppose aussi une transmission adéquate des données par les différents interlocuteurs.

▪ Détail du Suivi Ecologique proposé pour l'Indicateur diversité biologique

La définition de la trame verte et bleue s'accompagne de préconisations pour assurer un suivi de la bonne santé et de l'efficacité des corridors.

Les préconisations ci-après sont des propositions.

Nous préconisons qu'au moins deux de ces propositions soient retenues pour assurer ce suivi. Nous présentons l'ordre de priorité suivant pour les espèces : la Loutre, les chauves-souris, les amphibiens, les oiseaux et l'écureuil roux.

Parmi les groupes faunistiques, certains sont plus sensibles que d'autres à la fragmentation.

Les groupes faunistiques présentés ci-après peuvent être utilisés comme indicateurs de la bonne santé des milieux et donc des connexions, sous réserve de mettre au point un protocole d'investigations.

Au-delà de la valeur de suivi de la trame verte et bleue, ces suivis peuvent être des outils de communication pour la collectivité.

Pour en évaluer les coûts, il faut prévoir la première année la mise au point d'un protocole de suivi, puis chaque année une prestation de suivi telle qu'indiquée ci-dessous.

Ces prestations peuvent être réalisées par des naturalistes, des associations ou des bureaux d'études spécialisés.

**La Loutre**

Le protocole de suivi pourrait prendre en compte plusieurs points bien répartis sur le territoire (notamment en plusieurs endroits de l'Aven) et prévoir un repérage chaque année toujours au niveau des mêmes points.

En première approche le coût peut être évalué chaque année à trois journées d'un expert loutre, incluant un rapport.

**Chauves-souris**

Les chauves-souris sont très sensibles à la continuité bocages-bois.

Le protocole consisterait à retenir deux parcours et une écoute aux ultrasons, toujours à la même période. Ce suivi pourrait être mis en place en concertation avec le groupe mammalogique breton.

Deux soirées d'écoute, avec rapport (il faut ensuite "dépouiller" les résultats) soit au total deux jours, peuvent être suffisantes.

**Amphibiens**

Le cycle de vie des amphibiens comprend une phase de reproduction où ils doivent trouver des sites en eau (mares, plans d'eau, fossés) sur lesquels ils se regroupent (de février à mai suivant les espèces).

Ensuite le cycle larvaire a lieu dans l'eau (les têtards) et enfin les juvéniles sortent de l'eau et se dispersent (juin à septembre).

Le protocole de suivi pourrait prendre en compte plusieurs mares bien réparties sur le territoire et prévoir un inventaire chaque année sur ces mares.

L'évolution de la richesse spécifique (nombre d'espèces) est dans ce cas un bon indicateur des possibilités de déplacement, mais aussi de la bonne santé des milieux traversés et des sites de reproduction.

Le coût peut être évalué chaque année à trois journées d'un expert amphibiens, incluant un rapport.

**Oiseaux**

A priori, la relation est moins nette entre la présence des oiseaux sur un site et leurs possibilités de déplacements, car dans une certaine mesure ils peuvent s'affranchir des corridors.

Mais ceci n'est vrai que pour certaines espèces, pour d'autres (les plus sensibles) la conservation des corridors est essentielle.

Le protocole pourrait consister à prévoir au moins deux parcours (l'un dans le sens est-ouest, l'autre sud-nord), à suivre dans une période bien définie (juin).

Chaque année les espèces rencontrées sur ces parcours - à vue ou au chant - sont notées (sans comptage) et l'indicateur est la richesse spécifique.

Prévoir trois journées d'inventaire par an, incluant un rapport.

**Écureuil roux**

L'écureuil s'observe moins facilement que les groupes d'espèces précitées.

On trouve aussi des indices de sa présence (pommes de pins rongées par exemple).

Le protocole pourrait consister à mettre en place un petit réseau d'observateurs bénévoles.

### **Qualité des eaux**

L'incidence sur la qualité des eaux de surface est un résultat obtenu par la préservation des milieux humides (zones, talweg, cours d'eau) qui s'inscrivent de fait dans la trame verte et bleue.

Le suivi de la qualité des eaux peut être assuré par la réalisation d'un Indice biologique de qualité

IBGN : Indice Biologique Global Normalisé (AFNOR T90-350)

Les IBGN sont établis à partir du peuplement en macro-invertébrés, ils renseignent sur la qualité biologique de l'eau et de l'habitat.

Cet Indice Biologique se traduit par une note de 1 à 20, qui est un référentiel facilement compréhensible par tous.

Deux ruisseaux (même s'ils sont intermittents) pourraient être retenus pour l'application de ce suivi annuel (un IBGN par ruisseau).

- Hiérarchisation des indicateurs écologiques

Dans l'ordre de l'indicateur le plus important (le plus pertinent) au moins pertinent.

### **1) Fragilités**

Le suivi des points et zones de fragilités est en soi un indicateur incontournable.

### **2) Loutre**

Observation signes de présence, traces

### **3) Chauves-souris**

Très rigoureux

### **4) Amphibiens**

Un site de ponte isolé peut voir sa diversité en amphibiens décroître significativement et rapidement

### **5) Oiseaux**

A la fois significatif et support de communication

### **6) Ecureuil roux**

Assez difficile à mettre en application

### **Hors catégorie : Indices biologiques**

Les indices biologiques sont d'excellents indicateurs, si l'objectif est à la fois la qualité des eaux ET le suivi de la bonne fonctionnalité des corridors.

- Participation habitants, écoles

Les mesures de suivi peuvent s'envisager en faisant appel à la participation des écoles et des habitants, qui peuvent être associés à la réalisation des suivis.

Document élaboré par le cabinet ***Impact & Environnement***

